

Enero, 2007

CULTURE POLITIQUE DE LA DÉMOCRATIE

EN HAÏTI: 2006

Par:

Pierre Martin Dominique Zéphyr, LAPOP, Vanderbilt University
Yves-François Pierre, Ph.D., Groupe de Recherche en Sciences
Sociales
Abby Córdova Guillén, LAPOP, Vanderbilt University

Mitchell A. Seligson, Ph.D.
Coordonnateur scientifique et éditeur de la série, Vanderbilt University.



VANDERBILT UNIVERSITY



USAID
DEL PUEBLO DE LOS ESTADOS
UNIDOS DE AMÉRICA

Cette étude a été rendue possible grâce à l'appui généreux de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence Américaine pour le Développement International.

Table des matières

LISTE DES GRAPHIQUES	IV
LISTE DES TABLEAUX	VIII
PREFACE	IX
AVANT-PROPOS	XI
REMERCIEMENTS	XV
I. Situation sociopolitique et économique d'Haïti.....	1
INTRODUCTION	1
CONTEXTE SOCIOPOLITIQUE.....	3
RETOMBÉES SOCIALES ET ECONOMIQUES	4
PERCEPTION DES PROBLÈMES DU PAYS PAR LA POPULATION	6
BIBLIOGRAPHIE	10
II. Méthodologie et caractéristiques démographiques.....	12
DESCRIPTION DE L'ÉCHANTILLON	12
CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DE L'ÉCHANTILLON	13
III. Conceptions et opinions relatives à la démocratie en Haïti	20
LA SIGNIFICATION DU TERME DÉMOCRATIE	20
CONCEPTION LA DÉMOCRATIE EN HAÏTI	23
CARACTÉRISTIQUES INDIVIDUELS ET CONCEPTION DE DÉMOCRATIE	24
PRÉFÉRENCE POUR LA DÉMOCRATIE	26
APPUI À LA DÉMOCRATIE ÉLECTORALE	30
PERCEPTION DU NIVEAU DE DÉMOCRATIE EN HAÏTI	31
SATISFACTION AVEC LE DÉROULEMENT DE LA DÉMOCRATIE	33
CONCLUSION	35
BIBLIOGRAPHIE	36
ANNEXE.....	37
IV. Appui à une démocratie stable	38
INTRODUCTION	38
EXISTENCE D'UNE COMMUNAUTÉ POLITIQUE EN HAÏTI	39
CONFIANCE PLACÉE DANS LES INSTITUTIONS EN HAÏTI	41
APPUI AU SYSTÈME	44
<i>Support accordé au système politique en comparaison avec les pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine ..</i>	<i>45</i>
FACTEURS DÉTERMINANTS DU SUPPORT ACCORDÉ AU SYSTÈME POLITIQUE	46
TOLÉRANCE POLITIQUE	52
<i>Tolérance dans le contexte de la Caraïbe et de l'Amérique Latine</i>	<i>54</i>
TOLÉRANCE SOCIALE	56
<i>Tolérance sociale dans le contexte de l'Amérique Latine et de la Caraïbe</i>	<i>57</i>
DÉMOCRATIE STABLE: CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	59
STABILITÉ ET INSTABILITÉ DE LA DÉMOCRATIE EN HAÏTI	61
JONCTION ENTRE LE SOUTIEN AU SYSTÈME ET LA TOLÉRANCE EN HAÏTI PAR RAPPORT À D'AUTRES PAYS	61
<i>Appui à la démocratie stable en Haïti par rapport au contexte régional</i>	<i>62</i>
SUPPORT À UN LEADER POPULISTE EN HAÏTI	63
<i>Support qu'on est prêt à accorder à un président populiste en Haïti en comparaison avec les autres pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine.....</i>	<i>65</i>
CONCLUSION	66
BIBLIOGRAPHIE	67
ANNEXES.....	68
V. Corruption et démocratie.....	70
INTRODUCTION	70

GRAVITÉ DU PROBLÈME DE LA CORRUPTION	71
VICTIMISATION PAR LA CORRUPTION	72
<i>Victimisation par la corruption en Haïti d'après le contexte régional</i>	78
QUI SONT LES VICTIMES?	79
VICTIMISATION ET SON IMPACT SUR LA JUSTIFICATION DE LA CORRUPTION	82
<i>Justification de la corruption dans le contexte régional</i>	83
PERCEPTION DE LA CORRUPTION EN HAÏTI	85
<i>Perception de la Corruption dans le Contexte Régional</i>	86
DÉTERMINANTS DE LA PERCEPTION DE LA CORRUPTION	87
<i>Impact de la victimisation sur la perception de la corruption</i>	88
CORRUPTION ET DÉMOCRATIE	89
<i>Corruption et appui au système politique</i>	89
<i>Satisfaction avec la démocratie et perception de la corruption</i>	91
<i>Extension de la démocratie et perception de la corruption</i>	92
CONCLUSION	93
BIBLIOGRAPHIE	94
ANNEXES	95
VI. Criminalité, victimisation et règne de la loi en Haïti	96
INTRODUCTION	96
LE CRIME DANS LE CONTEXTE LATINO AMÉRICAIN ET DE LA CARAÏBE	97
LE CRIME EN HAÏTI	98
<i>Types de crime</i>	99
<i>Crime en tant que menace au bien-être des citoyens en Haïti</i>	100
RISQUE D'ÊTRE VICTIME PAR SITE DE RÉSIDENCE	101
<i>Crime avec agression physique dans le contexte régional</i>	103
DÉCLARATION DES CRIMES EN HAÏTI PAR RAPPORT AU CONTEXTE LATINO AMÉRICAIN	105
PROFIL DES VICTIMES	107
IMPLICATIONS DE LA POLICE NATIONALE D'HAÏTI DANS LES SITUATIONS DE CRIME	109
CRIMINALITÉ ET CONFIANCE DES CITOYENS DANS LES INSTITUTIONS DU PAYS	110
<i>Confiance faite au système de justice en général</i>	111
<i>Confiance faite aux institutions locales vouées à la protection des droits fondamentaux du citoyen</i>	115
CRIMINALITÉ ET RESPECT DES PROCÉDURES LÉGALES	118
<i>Respect de la loi en Haïti par rapport au Contexte Latino Américain</i>	118
<i>Respect ou non respect de la loi en Haïti</i>	119
<i>Confiance faite au système pour ce qui a trait à l'application de sanctions</i>	122
CONCLUSION	125
BIBLIOGRAPHIE	125
ANNEXES:	127
VII. Gouvernement Local, Gouvernance et Démocratie	129
BACKGROUND HISTORIQUE	130
<i>Tentatives Historiques de Gouvernance Locale</i>	130
<i>Expériences récentes de gouvernance locale</i>	131
LES MUNICIPALITÉS FACE AUX DEMANDES ET À LA SATISFACTION DES CITOYENS	132
<i>Demande des citoyens</i>	132
<i>Satisfaction des citoyens avec les Municipalités</i>	135
<i>Déterminants du niveau de satisfaction avec les services municipaux</i>	138
PARTICIPATION DES CITOYENS AUX AFFAIRES DES MUNICIPALITÉS	139
<i>Déterminants de la participation des citoyens aux rencontres municipales</i>	142
SUPPORT POTENTIEL ACCORDÉ PAR LES CITOYENS À UNE ÉVENTUELLE POLITIQUE DE DÉCENTRALISATION	143
<i>Attitude vis-à-vis de l'allocation des ressources</i>	143
<i>Prédisposition des citoyens à payer des taxes pour l'auto gouvernance locale</i>	145
DÉTERMINANTS DU SUPPORT POUR LA DÉCENTRALISATION	147
CONCLUSION	148
BIBLIOGRAPHIE	149

ANNEXES.....	150
VIII. Comportement Electoral des Haïtiens.....	152
INTRODUCTION	152
SCHÈMES DE COMPORTEMENT ÉLECTORAL.....	153
INTENTIONS DE VOTE.....	154
LE VOTE CHEZ LES CITOYENS HAÏTIENS AUX DERNIÈRES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES.....	158
<i>Motivation derrière les votes</i>	159
<i>Problèmes liés au non vote</i>	161
<i>Les déclarations de vote</i>	162
FACTEURS DÉTERMINANTS DES VOTES ÉLECTORAUX	162
CONFIANCE PLACÉE DANS LES PARTIS POLITIQUES	173
<i>Comparaison entre Haïti et les autres pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine</i>	174
PRÉFÉRENCE POUR LES PARTIS POLITIQUES.....	175
EVALUATION DU GOUVERNEMENT PAR LES CITOYENS	176
EFFICACITÉ DU GOUVERNEMENT	178
<i>Efficacité du gouvernement dans le contexte régional</i>	180
FACTEURS DÉTERMINANTS DE L'EFFICACITÉ DU GOUVERNEMENT	181
CONCLUSION	183
BIBLIOGRAPHIE	184
ANNEXES.....	186
IX. Capital Social en Haïti	188
CONFIANCE INTERPERSONNELLE	190
PARTICIPATION CIVIQUE	194
DÉTERMINANTS DE LA PARTICIPATION CIVIQUE	196
<i>Participation civique selon la confiance interpersonnelle</i>	197
<i>Participation suivant le sexe</i>	198
<i>Participation selon la région</i>	199
SOCIÉTÉ CIVILE ET PARTICIPATION POLITIQUE.....	200
<i>Demandes faites aux membres du Parlement</i>	201
<i>Demandes faites à une autorité publique locale</i>	202
<i>Demandes faites aux Ministères</i>	203
<i>Manifestations publiques et participation civique</i>	204
SUPPORT ACCORDÉ AU SYSTÈME ET PARTICIPATION CIVIQUE	205
CONCLUSION	206
BIBLIOGRAPHIE	207
ANNEXES.....	209
APPENDICE A: DESCRIPTION TECHNIQUE DU MODÈLE D'ÉCHANTILLON	210
APPENDICE B: QUESTIONNAIRE.....	214
APPENDICE C: PRÉCISION DES RÉSULTATS	243

Liste des graphiques

Graphique II-1. Perception de la situation économique du pays	7
Graphique II-2. Perception de la situation économique personnelle des haïtiens.....	8
Graphique II-3. Satisfaction éprouvée par la population de la qualité de vie.....	9
Graphique III-1. Répartition de l'échantillon selon le genre	14
Graphique III-2. Répartition de l'échantillon selon l'âge	15
Graphique III-3. Répartition de l'échantillon selon le milieu de résidence	16
Graphique III-4. Répartition de l'échantillon selon le niveau d'instruction	17
Graphique III-5. Revenu mensuel des ménages.....	18
Graphique III-6. Statut économique, mesuré par la possession de divers appareils électroménagers et d'autres articles	19
Graphique IV-1. Définitions de la démocratie: Haïti 2006.....	23
Graphique IV-2. Différentes conceptions de la démocratie dans une perspective comparative.....	24
Graphique IV-3. Différentes Conceptions de la Démocratie en Haïti par Dimension des Sites de Résidence	25
Graphique IV-4. Différentes Conceptions de la Démocratie en Haïti par Education.....	26
Graphique IV-5. Préférence pour la Démocratie en Haïti.....	27
Graphique IV-6. Préférence pour la démocratie dans une perspective comparative	28
Graphique IV-7. Préférence pour la démocratie en Haïti selon les différentes conceptions de démocratie	29
Graphique IV-8. Support à la Démocratie électorale en Haïti	30
Graphique IV-9. Perception du niveau de Démocratie en Haïti	32
Graphique IV-10. Perception du niveau de démocratie dans une perspective comparative	33
Graphique IV-11. Satisfaction avec la démocratie en Haïti.....	34
Graphique IV-12. Satisfaction avec la démocratie dans une perspective comparative.....	35
Graphique V-1. Fierté d'être Haïtien	40
Graphique V-2. Fierté des citoyens dans une perspective comparative.....	41
Graphique V-3. Confiance aux institutions.....	42
Graphique V-4. Appui au système.....	45
Graphique V-5. Appui au système dans une perspective comparative	46
Graphique V-6. Appui au système, par sexe.....	47
Graphique V-7. Appui au système, par milieu.....	48
Graphique V-8. Appui au système, par région.....	49
Graphique V-9. Appui au système, par efficacité du gouvernement actuel.....	50
Graphique V-10. Appui au système par participation civique.....	51
Graphique V-11. Appui au système par satisfaction avec le déroulement de la démocratie	52
Graphique V-12. Tolérance Politique	54
Graphique V-13. Tolérance Politique dans une perspective comparative	55
Graphique V-14. Tolérance Politique, par idéologie	56
Graphique V-15. Tolérance pour les droits des homosexuels dans une perspective comparative.....	57
Graphique V-16. Tolérance pour les droits des homosexuels, par région	58
Graphique V-17. Tolérance pour les droits des homosexuels, par niveau d'instruction.....	59
Graphique V-18. Appui à la démocratie stable dans une perspective comparative	63
Graphique V-19. Support à un leader populiste, par Région	65
Graphique V-20. Appui à un leader populiste dans une perspective comparative.....	66
Graphique VI-1. Indice sur la perception de la corruption, Transparency International, 2006	71
Graphique VI-2. Indice de contrôle de la corruption, Institut de la Banque Mondiale, 2005.....	71
Graphique VI-3. Proportion de la population qui a eu un contact avec une agence publique et à qui on a demandé un pot-de-vin, par agence.....	74
Graphique VI-4. Un policier a sollicité un pot-de-vin.....	75

Graphique VI-5. Un fonctionnaire a sollicité un pot-de-vin.....	75
Graphique VI-6. Pot-de-vin sollicité dans les mairies.....	76
Graphique VI-7. Pots-de-vin demandés dans les tribunaux.....	76
Graphique VI-8. Pots-de-vin demandés dans le système éducatif.....	77
Graphique VI-9. Pots-de-vin demandés dans le système éducatif.....	77
Graphique VI-10. Nombre de fois qu'une agence a demandé un pot-de-vin aux sondés.....	78
Graphique VI-11. Victimisation par la corruption dans une perspective comparative.....	79
Graphique VI-12. Victimisation par la corruption, par âge.....	80
Graphique VI-13. Victimisation par la corruption, par niveau d'instruction et zone.....	81
Graphique VI-14. Victimisation par la corruption, par statut économique.....	82
Graphique VI-15. Justification des pots-de-vin.....	83
Graphique VI-16. Justification des pots-de-vin dans une perspective comparative.....	84
Graphique VI-17. Justification des pots-de-vin et victimisation par la corruption.....	85
Graphique VI-18. Perception de la corruption parmi les agents de l'État.....	86
Graphique VI-19. Perception de la corruption dans une perspective comparative.....	87
Graphique VI-20. Perception de la corruption, par niveau d'instruction.....	88
Graphique VI-21. Impact de la victimisation sur la perception de la corruption.....	89
Graphique VI-22. Victimisation par la corruption et appui au système politique.....	90
Graphique VI-23. Perception de la corruption et appui au système politique.....	91
Graphique VI-24. Perception de la corruption et satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie dans le pays.....	92
Graphique VI-25. Perception de la corruption et niveau de démocratie dans le pays.....	93
Graphique VII-1. Victimisation par crime dans une perspective comparative.....	98
Graphique VII-2. Le problème le plus grave se posant au pays.....	99
Graphique VII-3. De quel type d'acte criminel avez-vous été victime?.....	100
Graphique VII-4. Le crime en tant que menace au bien-être des citoyens en Haïti.....	101
Graphique VII-5. Degré de victimisation par crime selon le lieu de résidence.....	103
Graphique VII-6. Pourcentage des sondés des régions métropolitaines qui ont été victimes d'un crime avec agression physique, Perspective comparative.....	104
Graphique VII-7. Dénonciation du crime à une institution dans une perspective comparative.....	105
Graphique VII-8. Par devant quelle agence ou institution avez-vous rapporté le crime?.....	106
Graphique VII-9. Victimisation par possession.....	107
Graphique VII-10. Victimisation selon l'âge des victimes.....	108
Graphique VII-11. Victimisation par implication de la police comme protecteur ou agresseur dans des situations de crime.....	109
Graphique VII-12. Sensation d'insécurité à cause du crime.....	111
Graphique VII-13. Confiance dans le système de justice dans une perspective comparative.....	112
Graphique VII-14. Confiance dans le système de justice, par région.....	113
Graphique VII-15. Confiance dans le système de justice en général par niveau d'instruction.....	114
Graphique VII-16. Confiance dans le système de justice, par âge.....	115
Graphique VII-17. Confiance aux institutions de protection des droits fondamentaux du citoyen.....	116
Graphique VII-18. Confiance aux institutions de protection des droits humains, par niveau d'instruction.....	117
Graphique VII-19. Sensation d'insécurité et confiance aux institutions de protections des droits fondamentaux.....	118
Graphique VII-20. Les autorités peuvent agir en marge de la loi, perspective comparative.....	119
Graphique VII-21. Respect des procédures légales.....	121
Graphique VII-22. Niveau de confiance que le système de justice punirait le coupable.....	122
Graphique VII-23. Les autorités peuvent agir en marge de la loi, perspective comparative.....	123
Graphique VII-24. Effets de la victimisation sur le règne de la loi.....	124
Graphique VIII-1. Demandes faites aux différentes institutions.....	133

Graphique VIII-2. Demande d'aide ou d'assistance au gouvernement local.....	134
Graphique VIII-3. Demande d'aide ou d'assistance au gouvernement local dans une perspective comparative.....	135
Graphique VIII-4. Satisfaction envers les services de la municipalité	136
Graphique VIII-5. Satisfaction envers les services de la municipalité, par lieu de résidence.....	137
Graphique VIII-6. Satisfaction envers les services de la municipalité dans une perspective comparative	138
Graphique VIII-7. Participation aux rencontres organisées par la municipalité.....	139
Graphique VIII-8. Pensez-vous que les employés officiels de la municipalité prêtent leur attention à ce que les gens demandent dans ces rencontres?.....	140
Graphique VIII-9. Participation aux rencontres municipales dans une perspective comparative.....	142
Graphique VIII-10. Attitude vis-à-vis de l'allocation des ressources aux municipalités.....	144
Graphique VIII-11. Attitude vis-à-vis de l'allocation des ressources aux municipalités, par région	145
Graphique VIII-12. Prédilection des citoyens à payer des taxes pour l'auto gouvernance locale	146
Graphique VIII-13. Prédilection des citoyens à payer des taxes, par région.....	147
Graphique IX-1. Vous êtes-vous fait enregistrer pour voter?.....	155
Graphique IX-2. Pourcentage des sondés qui se sont enregistrés pour voter lors des dernières élections présidentielles , par région	156
Graphique IX-3. Pourcentage des sondés qui se sont enregistrés pour voter lors des dernières élections présidentielles, par âge et niveau d'instruction	157
Graphique IX-4. <i>Avez-vous voté lors des dernières élections présidentielles?</i>	159
Graphique IX-5. <i>Laquelle de ces trois raisons était la plus importante pour vous lors du vote?</i>	160
Graphique IX-6. Pourcentage des sondés qui ont voté lors des dernières élections, par taille de lieu de résidence.....	164
Graphique IX-7. Pourcentage des sondés qui ont voté lors des dernières élections, par région.....	165
Graphique IX-8. Pourcentage des sondés qui ont voté selon le fait d'avoir encouragé les autres à aller voter.....	167
Graphique IX-9. Pourcentage des sondés qui ont voté selon le fait d'avoir mené campagne pour un parti ou un candidat	168
Graphique IX-10. Pourcentage des sondés qui ont voté selon la confiance envers les partis politiques	170
Graphique IX-11. Pourcentage des sondés qui ont voté selon l'idéologie politique	171
Graphique IX-12. Pourcentage des sondés qui ont voté selon l'intérêt politique	173
Graphique IX-13. Confiance envers les partis politiques, par région	174
Graphique IX-14. Confiance envers les partis politiques dans une perspective comparative	175
Graphique IX-15. Avez-vous de la sympathie pour un parti politique ?	176
Graphique IX-16. Evaluation de la performance du président actuel.....	177
Graphique IX-17. Evaluation de la performance du président actuel, par région.....	178
Graphique IX-18. Efficacité du gouvernement.....	179
Graphique IX-19. Efficacité du gouvernement selon la région	180
Graphique IX-20. Efficacité du gouvernement dans une perspective comparative	181
Graphique IX-21. Efficacité du gouvernement selon le niveau d'instruction.....	182
Graphique IX-22. Efficacité du gouvernement selon la richesse des ménages	183
Graphique X-1. Confiance interpersonnelle	191
Graphique X-2. Confiance interpersonnelle dans une perspective comparative	192
Graphique X-3. Confiance placée dans son environnement en fonction des milieux.....	193
Graphique X-4. Participation aux organisations de la société civile.....	195
Graphique X-5. Participation Civique	196
Graphique X-6. Participation aux organisations de la société civile et confiance interpersonnelle	197
Graphique X-7. Participation aux organisations de la société civile, par sexe	198
Graphique X-8. Participation civique, par région	199
Graphique X-9. Participation civique, par niveau d'Education	200



Graphique X-10.	Demandes faites aux membres du Parlement en fonction des types de participation.	202
Graphique X-11.	Participation civique et demandes faites à une autorité locale.....	203
Graphique X-12.	Participation Civique et demandes faites aux Ministères ou aux Bureaux Publics	204
Graphique X-13.	Participation aux Manifestations et Participation Civique.....	205
Graphique X-14.	Participation civique et appui au système politique.....	206

Liste des tableaux

Tableau I-1. PIB et consommation de 1989 à 2004 au prix de 1986-1987	5
Tableau I-2. La pauvreté en Haïti	6
Tableau II-1. Répartition de l'échantillon par région et par milieu urbain et rural	13
Tableau III-1. Cadre analytique de LAPOP pour la classification des différentes conceptions de la démocratie	22
Tableau III-2. Régression nominale – Différentes conceptions de la démocratie	37
Tableau IV-1. Relation théorique entre la tolérance et l'appui au système en Haïti	61
Tableau IV-2. Combinaison du soutien au système et de la tolérance dans une perspective comparative	62
Tableau IV-3. Résultats du modèle de régression- Appui au système	68
Tableau IV-4. Résultats du modèle de régression- Tolérance politique	69
Tableau V-1. Evaluation de diverses formes de corruption	72
Tableau V-2. Résultats de la régression logistique- Victimization par corruption	95
Tableau V-3. Résultats du modèle de régression - Fréquence de la pratique des pots-de-vin ...	95
Tableau VI-1. Type de crime par site de résidence	102
Tableau VI-2...Analyse Factorielle – Confiance dans les institutions de protection des droits humains	127
Tableau VI-3. Résultats de la régression logistique - Victimization par crime	127
Tableau VI-4. Résultats du modèle de régression - Confiance aux institutions de protection des droits humains	128
Tableau VII-1. Résultats du modèle de régression - Satisfaction envers les services du gouvernement local	150
Tableau VII-2. Résultats du modèle de régression - Participation aux rencontres municipales au cours des 12 derniers mois	150
Tableau VII-3. Résultats du modèle de régression - Appui à la décentralisation	151
Tableau VIII-1. Raisons pour lesquelles les gens n'ont pas voté lors des dernières élections présidentielles	161
Tableau VIII-2. Distribution des votes déclarés par candidat aux dernières élections présidentielles	162
Tableau VIII-3. Pour quel candidat présidentiel avez-vous voté lors des dernières compétitions électorales?	186
Tableau VIII-4. Résultats de la régression logistique- Vote dans les dernières élections présidentielles	187
Tableau VIII-5. Résultats du modèle de régression - Efficacité du gouvernement actuel	187
Tableau IX-1. Analyse factorielle – Participation aux organisations de la société civile	209
Tableau IX-2. Résultats du modèle de régression- Participation civique	209

Préface

L'Agence Américaine de Développement International (USAID) est fière de l'aide qu'elle donne depuis voilà deux décennies au LAPOP concernant les recherches sur la démocratie et la gouvernance à travers l'Amérique Latine et les Caraïbes. Les résultats des recherches menées par LAPOP ont été très significatifs pour la mission (USAID) quant à la saisie de la nature et la dynamique de la démocratie; la détermination des types de dialogues et débats entre les différents pays de l'Amérique Latine; la gestion et le suivi des programmes de l'USAID; l'évaluation et la performance de la mission; l'aide que l'agence apporte à la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance dans ces régions. Les rapports ont servi comme une voie d'expression des citoyens sur la qualité de la démocratie. Nous espérons que ces sondages de LAPOP 2006 soient tout aussi utiles aux décideurs politiques, aux partisans de la démocratie, aux bailleurs de fonds et aux praticiens en général.

La décision d'entreprendre des sondages dans l'Amérique Latine et dans la Caraïbe a émané des missions nationales de l'USAID dont les directeurs des bureaux de démocratie dépendaient largement de ce genre de sondages comme outils de travail pour la formulation des plans d'interventions et de gestion. L'étendue et la portée du questionnaire permettent de regarder au-delà des questions simples, et par conséquent d'examiner les relations complexes qui sous-tendent le genre, la géographie, l'ethnicité, le bien-être économique, et d'autres conditions de vie. Elles mettent aussi à découvert des pratiques spécifiques et culturelles propres à identifier les thèmes où l'aide s'avère la plus fructueuse pour la promotion de la démocratie. Les sondages LAPOP représentent une ressource unique où il est possible de puiser des éléments de comparaison consistants et de grande qualité dans le temps et l'espace. L'USAID se sent reconnaissant à l'endroit du Dr. Mitchell Seligson de Vanderbilt University pour son rôle de meneur et de ses excellents étudiants latino-américains venant de tout l'hémisphère. Elle est aussi reconnaissante aux nombreuses institutions académiques et spécialisées du fait de leur participation à ce projet.

Deux volets récemment ajoutés à la panoplie des enquêtes existantes les rendent encore plus utiles. L'un consiste dans l'élargissement de la base des recherches en y ajoutant d'autres pays, ce qui permet d'établir des comparaisons dans le temps et l'espace. Le second, et pas de moindre importance, est l'introduction des « échantillons spéciaux » dans des endroits spécifiques ou en fonction des projets spécifiques dans les pays où l'USAID dispose de programmes concernant la démocratie. Il en résulte une nouvelle capacité pour les missions de l'USAID parce qu'elles peuvent faire l'examen de l'impact de leurs programmes sur la base de données statistiques valides et longitudinales et aussi procéder à la comparaison des changements dans les zones où nous avons des projets en marche et dans celles où nous n'en avons pas. Cette méthodologie devrait offrir des moyens rigoureux d'évaluation de l'efficacité de nos programmes et contributions dans tous domaines.

La promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance est une priorité de la politique extérieure du gouvernement américain et, à cet égard, notre investissement en travail humain et en argent est substantiel. Cependant, le développement démocratique est pratiquement un nouveau champ d'expérience dans la conception du développement. Notre connaissance des

relations politiques de base et l'impact de l'aide sont encore à un stade préliminaire. Il est crucial que nous soyons en mesure de déterminer quel programme est efficace et dans quelle circonstance il y a de meilleurs rendements, tout en tirant des leçons de nos expériences de terrain et tout en améliorant nos programmes de façon constante. C'est dans ce sens que l'USAID s'est engagé dans une nouvelle initiative, le Programme Stratégique et Opérationnel de Recherche (SORA). Avec l'assistance de l'Académie Nationale des Sciences (National Academic Sciences), SORA a déjà incorporé les découvertes de plusieurs experts en science politique et méthodologie de recherche dans notre travail. Les sondages menés par LAPOP sur la démocratie sont une composante critique de cet effort d'évaluation. Nous espérons que son travail sera un stimulant à l'initiation de dialogues entre les gouvernements, les ONG, les intellectuels et le grand public, qui, certainement à long terme, aideront à consolider la démocratie en Amérique Latine.

Dr. Margaret Sarles
Chef de Division, Planification stratégique et recherche
Bureau de Démocratie et Gouvernance
Agence Américaine pour le développement International (USAID)

Avant-propos

Le Baromètre des Amériques 2006: Historique de l'étude

Par:

Mitchell A. Seligson

Professeur de Science Politique

Et Directeur du Projet d'Opinion Publique en Amérique Latine (LAPOP), Vanderbilt University

Il me plaît de vous présenter cette série de sondages menée par **Le Baromètre des Amériques** en 2006, l'une des nombreuses et diverses activités du Projet d'Opinion Publique en Amérique Latine (LAPOP). Ce projet, entamé depuis deux décennies, est accueilli par Vanderbilt University. LAPOP fit ses débuts avec une étude sur les valeurs démocratiques dans un seul pays, le Costa Rica, à un moment où la plupart des autres pays de l'Amérique Latine se trouvaient sous la férule de régimes répressifs qui interdisaient toutes sortes d'études sur l'opinion publique (et systématiquement violaient les droits humains et les libertés civiles). Aujourd'hui, heureusement ces études peuvent être menées ouvertement et librement, et ce, pratiquement dans tous les pays de la région. **Le Baromètre des Amériques** est un effort déployé par LAPOP pour mesurer la diffusion des valeurs et comportements démocratiques dans les Amériques en utilisant des échantillons nationaux d'adultes en âge de voter et tirés au hasard. Le premier effort s'est déployé en 2004 avec 11 pays, et toutes ces études sont disponibles sur le site cybernétique de LAPOP. La présente étude reflète l'effort le plus complet déployé par LAPOP actuellement parce qu'elle inclut vingt pays. Pour la première fois, grâce à une allocation généreusement octroyée par le Centre des Amériques, il a été possible d'inclure les Etats-Unis et le Canada. L'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) a accordé les fonds nécessaires permettant de mener les études couvrant la plupart des pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, de sorte que, au moment où je rédige ce discours en l'année 2006, les pays suivants ont pu être inclus: le Mexique, le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua, le Costa Rica, le Panama, la Colombie, le Pérou, le Chili, la République Dominicaine, Haïti et la Jamaïque. Les modèles d'échantillonnage et de questionnaire ont été tous uniformisés, ce qui a permis des comparaisons directes entre pays et aussi bien des analyses spécifiques dans chacun d'entre eux. La série des études 2006 couvre un ensemble de publications, une par pays, avec pour auteurs des équipes autochtones et un résumé de ces études présenté par l'auteur de ce Préface, lui-même un membre de LAPOP, sis à Vanderbilt University en association avec d'autres collaborateurs. Nous avons lancé **Le Baromètre des Amériques** 2006 avec l'espoir que les résultats présenteront un intérêt certain pour les citoyens, les ONG, les intellectuels, les gouvernements et les Bailleurs de la Communauté Internationale, en ce qui a trait à l'élaboration de politiques spécifiques. Notre espoir est que ces études puissent être utilisées non seulement pour faire avancer le processus de démocratisation, mais aussi pour servir la communauté académique dans sa quête sur la détermination des valeurs susceptibles de promouvoir la stabilité démocratique. C'est pourquoi nous nous sommes mis d'accord sur un ensemble de questions communes à inclure dans le sondage. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a mis à la disposition de LAPOP les fonds nécessaires dans le but de rassembler des intellectuels de pointe dans le domaine, en Mai 2006, en vue de déterminer les meilleures questions à inclure dans ce qui allait devenir 'les Indicateurs de Support à la Démocratie du PNUD'. Les intellectuels qui ont participé à cette rencontre ont soumis des textes

à la critique de l'atelier organisé par Vanderbilt et aidé à élaborer le cadre théorique et méthodologique des décisions qui y ont été prises. Tous ces textes sont disponibles sur le site cybernétique de LAPOP.

L'événement organisé sous les auspices du PNUD était suivi d'une rencontre des équipes de divers pays à Heredia, Costa Rica, en Mai 2006. Des officiels-clé responsables de projets de démocratie à l'USAID y avaient participé tout aussi bien que des membres du staff de LAPOP de Vanderbilt. Grâce à la série des études de base menées en 2004 et à l'input émanant de l'atelier organisé par le PNUD, il a été facile pour les équipes de trouver un terrain d'entente sur le questionnaire principal. Le questionnaire principal nous permet d'analyser pour chacune des nations et entre les nations certains problèmes, tels que: la légitimité politique, la tolérance politique, la participation de la société civile et le capital social, le règne de la loi, la participation des citoyens aux gouvernements locaux et l'évaluation de ces derniers, le fait d'être victime par crime, la victimisation due à la corruption et le comportement électoral. Chaque étude de pays contient une analyse de ces domaines importants de valeurs et de comportements démocratiques. Dans certains cas, nous avons trouvé des similarités frappantes dans un pays comme dans d'autres et aussi des contrastes percutants.

Un modèle commun d'échantillonnage était crucial pour le succès de l'entreprise. Avant son arrivée à Costa Rica, l'auteur de ce Préface a préparé pour chaque équipe les étapes nécessaires à suivre pour la construction d'un échantillon probabiliste stratifié et à plusieurs phases totalisant un ensemble de 1500 individus. Lors de la rencontre à Costa Rica, chaque équipe a rencontré le Dr. Polibio Córdova, Président du CEDATOS en Equateur, et expert en modèles d'échantillonnage au niveau de la région, formés sous la directive de Leslie Kish de Michigan University. Des précisions apportées au niveau de ces échantillons ont été révisées par le Dr. Córdova. Les descriptions détaillées de ces échantillons sont attachées à l'annexe de chaque publication pour chaque pays.

La rencontre à Costa Rica offrait aussi aux équipes l'occasion de s'entendre sur un cadre commun d'analyse. Nous n'avons voulu imposer aucune rigidité sur elles parce que nous savions que chaque pays vit une situation particulière. Ce qui était peut-être important pour un pays (par exemple, le crime, l'abstention aux votes) pouvait être complètement inadéquat pour un autre. Cependant, nous avons voulu que chaque équipe soit en mesure de faire des comparaisons directes avec les résultats trouvés dans d'autres. Aussi, nous sommes-nous entendus sur une méthode commune de construction dans l'élaboration des index. Nous avons retenu comme standard de fidélité un coefficient Alpha de plus de .6, avec une préférence pour .7, comme le niveau minimum requis pour former une échelle à partir d'un ensemble de rubriques. Le seul écart à ce principe résidait dans le cas de l'utilisation des variables marquant un décompte (en anglais 'count variables') pour faire un index (contrairement à une échelle) à partir duquel nous voulions simplement savoir combien de fois un individu avait participé à une activité spécifique. En fait, la plupart de nos coefficients de fidélité étaient au-dessus de .7, beaucoup allaient au-dessus de .8. Nous avons aussi encouragé toutes les équipes à utiliser l'analyse factorielle pour déterminer les différentes dimensions à inclure dans les échelles. Une autre règle commune, retenue pour tous les ensembles de données, concernait le traitement des valeurs manquantes. En vue de maximiser la dimension (N) des échantillons sans déformer outre mesure les schèmes de réponses, nous avons substitué le score moyen dans les échelles ou les index qui avaient des

valeurs manquantes en lieu et place des choix individuels d'un répondant. Mais seulement quand les valeurs manquantes n'atteignaient pas la moitié des réponses fournies par ce dernier.

Un autre point d'entente atteint lors de la rencontre à Costa Rica résidait dans la clarté que chacune des composantes majeures des études devait avoir pour les rendre accessibles aux lecteurs ordinaires. En d'autres termes, les graphiques à deux et à trois dimensions devaient être couramment utilisés. Mais, toujours suite à une analyse multi-variée (soit de régression ordinaire ou logistique), de telle sorte que les lecteurs techniquement compétents en la matière puissent s'assurer eux-mêmes que les variables figurées aux graphiques étaient réellement des déterminants significatifs de la variable dépendante à l'étude. Nous nous sommes mis d'accord sur un format commun (notamment les chartes à l'affiche dans le SPSS 14 préparées par LAPOP). Finalement, une forme commune démontrant l'acceptation expresse de la part de l'interviewé¹ a été préparée et l'approbation de mener des enquêtes sur des êtres humains obtenue du Conseil Institutionnel Exécutif² de Vanderbilt University. Tous les chercheurs expérimentés du projet ont étudié le matériel relatif à la protection des êtres humains utilisé par Vanderbilt. Ensuite, ils ont pris et réussi le test leur donnant droit à un certificat. Toutes les données publiques du projet protègent le droit à l'anonymat de chaque sondé. La forme commune marquant l'acceptation expresse des répondants est placée à l'annexe de chaque étude.

Notre préoccupation tout au début résidait dans la minimisation des erreurs et la maximisation de la qualité des bases de données. Nous avons réalisé cela de plusieurs façons. Premièrement, nous nous sommes mis d'accord sur un modèle commun de codification pour toutes les questions fermées. Deuxièmement, nos partenaires de l'Université de Costa Rica ont préparé un ensemble commun de formats pour la saisie des données, incluant des tests plutôt pointus portant sur leur extension, utilisant le programme CPro du Bureau de Statistique des Etats-Unis. Troisièmement, tous les fichiers de données ont été saisis dans leurs pays respectifs, puis, une fois vérifiés, expédiés à Vanderbilt pour révision. A partir de ce moment, une liste de 100 questionnaires tirés au hasard suivant leurs numéros d'identification était retournée à chaque équipe, qui devait alors, suite à notre demande, expédier par courrier express les 100 questionnaires correspondants à des fins de contrôle. Ce contrôle se faisait en deux étapes : le premier portait sur la comparaison entre les réponses écrites sur le questionnaire au cours des entrevues et celles saisies par l'équipe des codificateurs. La seconde étape portait sur la comparaison entre les réponses codées et la base des données elle-même. Si un nombre important d'erreurs figurait dans le processus, toute la base de données devait être saisie à nouveau et on devait recommencer les mêmes procédures de contrôle. Heureusement, cela ne s'est produit que dans quelques rares cas à l'occasion des recherches menées pour **Le Baromètre des Amériques 2006**. Finalement, les bases de données ont été fusionnées par notre expert, Dominique Zéphyr, en un seul fichier multinational dont des copies ont été distribuées à toutes les équipes, ce qui leur permettait de procéder à des analyses comparatives utilisant ce fichier global.

¹ En anglais, an 'informed consent' form.

² En anglais Institutional Review Board (IRB).

Une innovation technologique additionnelle dans ce tour de sondage 2006 est marquée par notre utilisation d'assistants numériques personnels (PDA)³ dans la collecte des données dans cinq pays. Nos partenaires de l'Université de Costa Rica ont développé un programme, le Collecteur EQ⁴, et l'ont mis en format pour être utilisé par le sondage LAPOP 2006. Nous avons jugé cette méthode de transcription des réponses du sondage extrêmement efficace, parce qu'elle permet une collecte plus exacte des données, donc avec moins d'erreurs que dans le cas de l'utilisation de la méthode traditionnelle exigeant du papier et un crayon. En plus, le coût et le temps impartis à la saisie des données se trouvaient complètement réduits. Notre plan est d'étendre l'utilisation de cette procédure PDA dans les tournées futures des sondages menés par LAPOP.

Les enquêtes de terrain ont été réalisées suite au pré-test du questionnaire mené de façon extensive dans chaque pays. Dans beaucoup de cas, nous étions en mesure d'envoyer des membres du staff de LAPOP dans les pays fraîchement affiliés à **Le Baromètre des Amériques** pour qu'ils participent au pré-test. Les suggestions en provenance de chaque pays étaient transmises à LAPOP, à Vanderbilt, et les révisions nécessaires retenues. Dans la plupart des pays, cela voulait dire pas moins d'une vingtaine de versions révisées du questionnaire. Le standard commun était d'avoir un questionnaire final à la 23^{ième} version. Il en est résulté un instrument réellement poli, avec des questions communes mais des ajouts de vocabulaires appropriés aux besoins spécifiques de chaque pays. Dans le cas des pays à forte présence de populations parlant des langues indigènes, les questionnaires étaient traduits dans ces langues (par exemple, les Quechuas et les Aymaras en Bolivie). Nous avons aussi développé des versions en anglais pour les pays de langue anglaise de la Caraïbe et de la Côte Atlantique des Amériques et aussi une version en Créole pour Haïti et une version en Portugais pour le Brésil. A la fin, nous avons des versions du questionnaire dans dix langues différentes. Tous ces questionnaires font partie du site cybernétique www.lapopsurveys.org, et peuvent être consultés sur ce site ou à l'annexe de chaque étude.

L'équipe de chaque pays, finalement, a procédé à l'analyse des données et à la rédaction des études. Les versions préliminaires une fois prêtes, la prochaine étape de notre effort pour maximiser la qualité de tout le projet était d'organiser une réunion plénière avec les équipes une fois de plus, à Santo Domingo de Heredia, Costa Rica. En vue de préparer la réunion, tenue en Novembre 2006, on a assigné des thèmes de l'étude aux équipes de chercheurs. Par exemple, une équipe a fait un exposé sur la corruption et la démocratie, alors qu'une autre a présenté le règne de la loi. Ces présentations, faites au Power Point, subissaient alors la critique de nos experts les plus calés en méthodologie. Ensuite, le groupe des chercheurs dans sa totalité et des membres du staff de projets de démocratie de l'USAID se sont prononcés sur les résultats. Ces échanges se sont étalés sur une période de deux jours. Un moment réellement excitant que de voir nos résultats là-haut 'en noir et blanc', mais aussi un temps pour tout un chacun d'apprendre beaucoup plus sur les relations étroites entre les données, la méthode et la théorie.

La réunion à Costa Rica, une fois terminée, les versions préliminaires des études ont été lues par l'équipe de LAPOP à Vanderbilt et retournées à leurs auteurs pour qu'ils effectuent les corrections requises. Les études révisées ont été alors soumises à LAPOP. Et, Mitchell Seligson,

³ En anglais, Personal Digital Assistants (PDA).

⁴ En anglais, EQ Collector.

en tant que coordonnateur du projet, a lu et critiqué chacune des versions. Ces études ont été retournées aux équipes des différents pays pour subir une correction et une édition finale, puis expédiées aux responsables des projets de démocratie à l'USAID en vue de recueillir leurs critiques. Ce que vous avez avec vous maintenant est donc le produit de l'effort intensif d'un ensemble de chercheurs extrêmement motivés, et, évidemment, celui d'experts en modèle d'échantillonnage, de superviseurs d'enquêtes de terrain, d'interviewers, d'opérateurs d'entrées de données, ainsi que le produit de la collaboration de plus de 27, 000 répondants à notre sondage. Nos efforts n'auront pas été futiles si des responsables de plans d'interventions, des citoyens, tout comme des intellectuels utilisent les résultats présentés ici pour contribuer au renforcement de la démocratie en Amérique Latine et dans la Caraïbe.

Remerciements

Cette étude a été rendue possible grâce au support généreux de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). Margaret Sales, du Bureau de Démocratie et Gouvernance de l'USAID, assistée d'Eric Kite, Maria Barrón et d'Elizabeth Ramirez du Bureau de l'Amérique Latine, se sont assurés de son financement et ont rendu possible tout le projet par leur support continu. Tous les participants à ce projet leur sont reconnaissants. A Vanderbilt University, l'étude n'aurait pas été possible sans la générosité, la collaboration et le dur labeur de plusieurs personnes. Le Doyen de la Faculté des Arts et Sciences, Richard MacCarty, a accordé un support financier à plusieurs étapes critiques de la recherche. Nicolas S. Zeppos, 'Provost' et Vice Chancelier aux Affaires Académiques, a généreusement mis à la disposition de LAPOP un ensemble de bureaux et de salles de conférences dont il a personnellement assuré le remodelage et l'équipement pour les rendre adéquats aux besoins du projet. Vera Kutzinski, Directrice du Centre pour les Amériques, a accordé tout son support administratif et financier au projet et contribué à un financement-clé qui permet l'inclusion des Etats Unis d'Amérique et du Canada dans ce tour de sondages organisé par **Le Baromètre des Amériques**. Son assistante-administratrice, Janelle Lees a rendu efficiente la réalisation de plusieurs démarches. Neal Tate, le Responsable en Chef du Département de Science Politique à Vanderbilt, en tant que franc supporteur du projet dès son arrivée à Vanderbilt, a facilité son intégration à l'horaire chargé du Département. Tonya Mills, Administratrice de l'Allocation des Dons Financiers⁵ et Patrick D. Green, Sous-Directeur de la Division de Recherche Subventionnée⁶ à Vanderbilt University ont administré -mais alors de façon héroïque- les détails contractuels et financiers du projet. Dans une étude aussi complexe que celle-ci, des douzaines de contrats ont besoin pratiquement d'être signés et des centaines de bordereaux acquittés. Ces personnes méritent mon appréciation personnelle pour leurs efforts titaniques.

Au Bureau Central de LAPOP, le poids du projet reposait sur les épaules de Pierre Martin Dominique Zéphyr, notre Coordonnateur de Recherche et Analyste de Données, qui inlassablement a travaillé, presque toujours sept jours par semaine, pratiquement sur chacun des aspects du projet, allant de sa conception à son analyse et implantation. Il détenait aussi une responsabilité primordiale dans l'élaboration du matériel de formation pour les équipes, dans l'analyse des données et leur contrôle avant de les fusionner en une base générale de données.

⁵ En anglais, Grants Administrator.

⁶ En anglais, Sponsored Research.

Dominique a aussi servi à titre de Coordonnateur Régional des pays de la Caraïbe et a procédé personnellement au pré-test et à la formation des enquêteurs dans chacun de ces pays. Finalement, il a travaillé à titre de collaborateur dans l'étude sur Haïti. Julio Carrión de Delaware University a servi comme Coordonnateur Régional pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Andes. Il a administré tout cela tandis qu'il était aussi collaborateur dans l'étude sur le Pérou. Les membres de l'équipe de recherche professionnelle de LAPOP se trouvaient engagés dans chacun des aspects de l'étude, allant de la conception du questionnaire, du contrôle des données à celui de leur qualité générale. J'aimerais présenter à tous mes chaleureux remerciements : María Fernanda Boidi, Abby Córdova Guillén, José Miguel Cruz, Juan Carlos Donoso, Jorge Daniel Montalvo, Daniel Moreno Morales, Diana Orces, and Vivian Schwarz-Blum. Leurs programmes de recherche à Vanderbilt reçoivent actuellement le support financier de l'USAID, du Centre des Etudes Latino américaines et Ibériques et du Département de Science Politique à Vanderbilt. Mon collègue Jon Hiskey a participé à nos rencontres hebdomadaires sur les sondages tout en y ajoutant son encouragement et son grand talent d'expert. Notre spécialiste en matière cybernétique, María Clara Bertini, s'est assuré de la transparence de nos efforts et a fait un travail merveilleux en administrant le site cybernétique sans cesse croissant de LAPOP et de **Le Baromètre des Amériques**. Héctor Lardé et Roberto Ortiz était responsable des modèles de couverture et de formatage des textes, travail qu'ils ont exécuté minutieusement avec beaucoup d'attention.

La coopération de plusieurs personnes et institutions dans les pays étudiés s'est révélée critique pour le succès du projet parce qu'elles ont travaillé inlassablement à respecter des dates limites qui paraissaient à première vue impossibles. Leur nom, pays et affiliation, apparaissent dans la liste présentée ci-dessous:

Pays	Chercheurs
Étude comparative	Prof. Mitchell Seligson, directeur de LAPOP, et professeur de Science politique, Vanderbilt University (directeur de projet)
Groupe du Mexique et de l'Amérique Centrale	
Mexique	<ul style="list-style-type: none"> ●Dr. Kenneth M. Coleman, analyste et directeur d'étude, Market Strategies, Inc. ●Pablo Parás García, Président, DATA Opinión Pública y Mercados
Guatemala	●Dr. Dinorah Azpuru, professeur de Science politique, Wichita State University et associée d'ASIES, Guatemala
EL Salvador	<ul style="list-style-type: none"> ●Dr. Ricardo Córdova, Président, FundaUngo, EL Salvador ●Prof. Miguel Cruz, Directeur, IUDOP, Universidad Centroamericana (UCA)
Honduras	<ul style="list-style-type: none"> ● Prof. Miguel Cruz, Directeur, IUDOP, Universidad Centroamericana (UCA) ●José Rene Argueta, Candidat de doctorat, University of Pittsburgh
Nicaragua	<ul style="list-style-type: none"> ●Prof. Manuel Ortega-Hegg, Directeur de Centro de Análisis Socio-Culturel (CASC), Universidad Centroamericana (UCA), Managua, Nicaragua ●Marcelina Castillo Venerio, Centro de Análisis Socio-culturel (CASC), Universidad Centroamericana (UCA), Managua, Nicaragua
Costa Rica	<ul style="list-style-type: none"> ●Dr. Luis Rosero, Directeur de Centro Centroamericano de Población (CCP), et professeur, Universidad de Costa Rica. ●Dr. Jorge Vargas, Sub-Directeur, Proyecto de Estado de la Nación, PNUD
Panama	●Dr. Orlando Pérez, Professeur de Science politique, Central Michigan University
Groupe des Caraïbes	
République Dominicaine	<ul style="list-style-type: none"> ●Dr. Jana Morgan, Professeur de Science politique, University of Tennessee ●Dr. Rosario Espinal, Professeur de sociologie, Temple University

Pays	Chercheurs
Guyane	<ul style="list-style-type: none"> ● Dr. Marquez Bynoe, Directeur, School of Earth and Environmental Sciences, University of Guyana ● Mme. Talia Choy, Professeur, Department of Government and International Affairs, University of Guyana.
Haïti	<ul style="list-style-type: none"> ● Dominique Zéphyr, coordonnateur de recherches de LAPOP, Vanderbilt University ● Dr. Yves-François Pierre, Groupe de Recherche en Sciences Sociales (GRESS)
Jamaïque	<ul style="list-style-type: none"> ● Ian Boxill, professeur de sociologie comparative, Department of Sociology, Psychology and Social Work, UWI, Mona. ● Roy Russell, Lecturer in statistics, Department of Sociology, Psychology and Social Work, UWI, Mona. ● Arlene Bailey, spécialiste en systèmes d'information, Department of Sociology, Psychology and Social Work, UWI, Mona. ● Balford Lewis, Lecturer in research methods, Department of Sociology, Psychology and Social Work, UWI, Mona. ● LLOYD Waller, Lecturer in research methods, Department of Government, UWI, Mona
Les Andes/ Cône Sud	
Colombie	<ul style="list-style-type: none"> ● Prof. Juan Carlos Rodríguez-Raga, professeur, Universidad de los Andes
Equateur	<ul style="list-style-type: none"> ● Dr. Mitchell Seligson, directeur de LAPOP, et Professeur de Science politique, Vanderbilt University ● Juan Carlos Donoso, Ph.D. student, Vanderbilt University ● Daniel Moreno, Ph.D. student, Vanderbilt University ● Diana Orcés, Ph.D. student, Vanderbilt University ● Vivian Schwarz-Blum, Ph.D student, Vanderbilt University
Pérou	<ul style="list-style-type: none"> ● Dr. Julio Carrión, professeur, University of Delaware et Chercheur, Instituto de Estudios Peruanos ● Patricia Zárate Ardelá, Chercheur, Instituto de Estudios Peruanos
Bolivie	<ul style="list-style-type: none"> ● Dr. Directeur de Mitchell Seligson de LAPOP, et professeur 'centennial' de Science politique, Vanderbilt University ● Abby B. Córdova, Ph.D. student, Vanderbilt University ● Juan Carlos Donoso, Ph.D. student, Vanderbilt University ● Daniel Moreno, Ph.D. student, Vanderbilt University ● Diana Orcés, Ph.D. student, Vanderbilt University ● Vivian Schwarz-Blum, Ph.D. student, Vanderbilt University
Paraguay	<ul style="list-style-type: none"> ● Manuel Orrego, CIRDA, Paraguay
Chili	<ul style="list-style-type: none"> ● Dr. Juan Pablo Luna, Instituto de Ciencia Política, Pontificia Universidad Católica De Chili
Brésil	<ul style="list-style-type: none"> ● Denise Pavia, Universidade Federal de Goiás, Goiás, Brazil ● Simon Bohn, York University ● Rachael Meneguello, Brazil, Director of the Centro de Estudos de Opinião Pública (CESOP) and Professor of Political Science, University of Campinas, Brazil ● David Samules, University of Minnesota ● Luicio Renno, University of Arizona

Finalement, nous aimerions remercier les 27, 000 personnes de ces pays qui ont consacré leur temps à répondre à nos questions au détriment de leurs propres activités personnelles. Sans leur coopération, cette étude n'aurait pas été possible.

Nashville, Tennessee
 Décembre, 2006

I. Situation sociopolitique et économique d'Haïti

Introduction

Dans le contexte de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, Haïti compte parmi l'un des pays où le processus d'implantation de la démocratie fait face à de multiples obstacles. D'abord, de son indépendance en 1804 aux événements de Février 2004, le pays était sous le contrôle de régimes militaires, militaro-civils, ou civils appuyés par des forces paramilitaires. Les valeurs démocratiques ont fait réellement quelques balbutiements après la chute de presque trente ans du régime autoritaire des Duvalier s'étendant de Septembre 1957 à Février 1986. Et de cette date à 1995, les forces militaires n'avaient pas cessé de faire des incursions dans la politique du pays, utilisant différents vocables (tantôt 'bamboche démocratique' en 1986 et tantôt 'correction démocratique' en 1991) pour marquer l'imaginaire populaire (Jadotte 2005). Le règne de la force a donc prévalu dans l'histoire du pays (Jadotte et Pierre 2006).⁷ Et lors de la transition démocratique, nous dit l'historien Claude Moïse,⁸ l'armée 'a saccagé tout l'appareil d'Etat faute de pouvoir s'emparer de tout le pouvoir d'Etat'. Ainsi, comme le dit Me St-Louis, 'la systématisation de la violation des droits humains en Haïti a traversé tous les régimes politiques, pour finalement s'ériger en une «vraie constante» de la réalité sociopolitique.'⁹ La dissolution de l'Armée en 1994 par l'ex-président Jean-Bertrand Aristide représenterait donc une étape décisive dans le processus de construction démocratique.

Ensuite, les institutions préposées à la gouvernance locale, selon le vœu de la Constitution de 1987, notamment les multiples assemblées et conseils de la société civile ne sont pas encore implantées. Ce qui veut dire que l'institutionnalisation d'un mode de vie démocratique ne s'est pas encore installée dans le quotidien des citoyens. D'un autre côté, le modus operandi même des gouvernements civils ne facilite pas non plus l'implantation d'une pratique démocratique. Une institution post 1987 telle que l'Office de la Protection des Citoyens, par exemple, a connu des contraintes budgétaires sérieuses qui ont entravé sa bonne marche.¹⁰

Après, suite à la longue transition démocratique (de 1986 à nos jours), le niveau de pauvreté du pays a empiré sapant ainsi les fondements économiques d'une potentielle construction démocratique. Or, un certain développement économique, pour peu qu'il encourage la constitution de groupes politiquement indépendants dans la société civile, représenterait une base pour le développement de la démocratie (Lipset 1994).

⁷ Pour une analyse des tentatives de la part des chefs de sections (agents militaires affectés aux sections communales) de légitimer leur pouvoir en utilisant des mécanismes locaux d'influence, voir Y-F. Pierre (1990) dans la bibliographie placée en fin de chapitre. Pour une analyse empirique du pouvoir en milieu rural voir Lowenthal et al. (1998).

⁸ Voir Moïse (1994), page 114.

⁹ Voir Saint-Louis (2004), page 58).

¹⁰ Des 18 millions de gourdes soumis comme budget pour l'exercice fiscal 2003-2004, par exemple, l'institution n'en avait reçu que 5 millions huit cent mille, soit le tiers de la somme sollicitée, elle ne fonctionnerait donc qu'en tant que « simple décor étatique » Saint-Louis (2004), page 44.

Le Judiciaire n'arrive pas encore à retrouver son autonomie par rapport à l'Exécutif, aux dires des praticiens de la loi. Les pratiques du droit se trouvent donc parfois entravés par des considérations non légales (Saint-Louis 2004).

En plus, il y a un manque d'instances de médiation au niveau local qui puissent faciliter le dialogue régulier entre les populations et les autorités policières et juridiques en vue d'implanter l'ordre et la justice.¹¹ Pareil espace aurait sans doute contribué à l'institutionnalisation de certaines pratiques démocratiques dans les mœurs en lieu et place des éclats fulgurants de violence que le pays est en train de subir. Et 'Dans les situations où l'ordre social ne repose pas sur un consensus sur les repères culturels, fait constamment l'objet de négociations, et souffre donc de légitimité, comme c'est le cas en Haïti, la violence devient un mode de résolution de conflits.'¹²

Enfin, tous ces facteurs semblent se conjuguer parce que le nouvel Etat issu de la mouvance de 1986 n'a pas été repensé. A ce titre, l'historien Claude Moïse, voulant souligner, la particularité des événements historiques de 1986, note que le mouvement démocratique, tout 'porteur d'une charge contestatrice de l'Etat traditionnel' exprimée en 'une demande générale de justice et une volonté de participation...', ne disposait d'aucune théorie de l'Etat ni 'd'analyse appropriée de la question du pouvoir après la chute des Duvalier.'¹³

Ainsi, dans le contexte haïtien, il se pose le problème de la compréhension de la démocratie en tant que concept et des pratiques qu'exige son implantation. Pour autant que la Constitution de 1987 insiste sur la souveraineté et la participation populaire, sur le suffrage universel et le droit à l'autodétermination des collectivités territoriales tout en prônant l'égalité politique des citoyens, elle recèle des principes fondamentaux de la démocratie en tant que système (Dahl 1998). Les chapitres de ce document présentent une analyse de divers aspects de ce processus de construction démocratique sur la base d'un sondage réalisé par LAPOP en Haïti au cours de l'été 2006, soit trois mois environ après l'installation du nouveau gouvernement. En effet, après une présentation de la situation sociale, politique et économique du pays au chapitre I, et de la méthodologie du sondage au chapitre II, chapitre III analyse les conceptions alternatives de la démocratie chez les Haïtiens et chapitre IV le support qu'ils sont prêts à accorder au système socio-politique pour la stabilité du régime démocratique en Haïti.

Chapitre V fait une radiographie de la corruption qui sévit dans le pays parce qu'elle est un fléau qui mine les bases de tout projet de construction ou de consolidation démocratique. L'analyse de la gouvernance locale proclamée par la Constitution de 1987 est présentée au chapitre VI. L'importance du respect des procédures légales qui assurent l'égalité politique des citoyens ainsi que le respect de leurs droits fondamentaux, condition sine qua non de la démocratie, fait l'objet du chapitre VII. Alors que chapitre VIII analyse le vote en tant qu'expression de la participation de la population haïtienne aux affaires politiques de son pays. Il est complété par chapitre IX qui, finalement, considère cette participation au niveau de la société civile.

¹¹ Voir ARD (1996), page 132.

¹² Voir Gilles (2005), page 62.

¹³ Voir Moïse (1994), pages 112-113.

Contexte Sociopolitique

L'élaboration de la Constitution de 1987 marque un nouveau chapitre dans la vie politique nationale en insistant sur le suffrage universel comme étant la voie par laquelle les candidats aux postes électoraux doivent briguer leur futur mandat. Ensuite, elle prévoit une Assemblée Nationale bicamérale avec un Sénat et une chambre des Députés et aussi un Conseil Electoral Permanent. En dépit des critiques venant principalement de certains candidats, cette constitution jouit d'une popularité remarquable pour avoir été plébiscitée par une bonne majorité de la population Haïtienne.¹⁴ Mais entre le prescrit du suffrage universel et sa concrétisation depuis, il y a eu pas mal de troubles autour de l'organisation des élections et de la proclamation des résultats en Haïti, qu'elles soient présidentielles, parlementaires ou locales. Les enjeux du pouvoir sont tout simplement trop juteux pour laisser dans l'indifférence les aspirants au pouvoir.

Sur une période de neuf ans, entre 1987 et 2006, le pays a connu environ 8 élections. Mises à part les élections de 1990 et de 2006, aucune apparemment n'aurait satisfait les standards requis par la communauté internationale et même parfois par le CEP (Conseil Electoral Provisoire) pour être qualifiée 'de crédible, d'honnête et de démocratique'. Une récente analyse de la situation sociopolitique d'Haïti note que 'les élections de juin 1995 ont été le prélude au dysfonctionnement général du système politique.... Il en a été de même pour les élections législatives et locales de janvier 1997 qui devaient boucler le cycle prévu par la Constitution avec la mise en place de la base du nouveau pouvoir local décentralisé. C'est de ce nouveau pouvoir décentralisé que devait sortir le Conseil Electoral Permanent.'¹⁵

En novembre 2000, le nouveau CEP organisa les élections présidentielles et le second tour des élections parlementaires sans assistance de la communauté internationale et sans observation. Les Partis de l'Opposition boycottèrent les élections. Le nouveau Parlement prit fonction en Août 2000. Aristide sort gagnant avec plus de 90% des voix. Aristide gouverna le pays dans la crise jusqu'en Février 2004, date à laquelle il partit pour l'exil sous pression internationale en réponse au climat de violence qui sévit entre deux camps: ses partisans et une coalition très large regroupant les partis de l'opposition, l'Initiative de la Société Civile et divers secteurs de la Société Civile (i.e. le Groupe 184).¹⁶ Un gouvernement civil assura la transition de 2004 à 2006.

Un autre CEP formé sous le gouvernement de transition organisa les élections présidentielles en Février 2006 avec la participation de tous les Partis Politiques. Plusieurs d'entre eux cette fois-ci

¹⁴ Le Bilan commun de pays du PNUD pour Haïti en l'an 2000 relate à la page 11 un extrait d'un texte daté de 1997 de Jean Dominique, célèbre journaliste haïtien assassiné par la suite, sur la Constitution de 1987, en ces termes: '...l'oreille de l'homme de la rue se dressa. Le public réalisa que dans cette assemblée, quelque chose se passait.... [L]e petit peuple des faubourgs des villes, le petit peuple des villages et des bourgs-jardins, des marchés ruraux et des habitations, les fidèles des églises, des temples et des houxforts attrapaient au vol quelques thèmes, saisissaient au passage quelques articles pour exprimer accords ou désaccords avec les initiatives venues du siège du parlement. Ce qui se passait sur les ondes se prolongeait au cours de réunions de quartier, d'échanges dans les rues.... Pour la première fois dans notre histoire, un débat national était engagé qui s'amplifia de jour en jour jusqu'au 29 mars 1987.' (date du vote de la constitution).

¹⁵ Voir Jadotte, Hérard et Yves-François Pierre (2006).

¹⁶ *Rat pa kaka et Grenn nan bouda* font référence aux slogans utilisés respectivement par les partisans du pouvoir et l'opposition pendant l'opération de 'déboulochage' de Aristide.

se sont regroupés¹⁷ pour barrer la route à Préval dont le Parti *Lespwa* d'après eux représentait un retour de Fanmi Lavalas, bien que Préval ait officiellement déclaré sa distance de ce parti. Le CEP mit du temps à proclamer les résultats officiels. Pensant à l'éventualité d'un coup bas électoral contre Préval au cas où il y aurait eu un second tour, le peuple gagna les rues de la Capitale et Préval devint président.

Retombées Sociales et Economiques

Dans 'Haïti: Bilan Commun de Pays' du système des Nations Unies de l'an 2000, il est écrit: 'L'instabilité politique, qui a caractérisé une bonne partie de l'histoire du pays, n'a pas épargnée la période de transition démocratique. Depuis le renversement de la dictature en 1986, Haïti a connu 12 chefs d'Etat (dont trois, des régimes de facto, de 1992 à 1994) et les titulaires de postes ministériels se sont succédés à une cadence telle qu'ils n'ont pas pu entreprendre des programmes de réforme'.¹⁸

Tous ces troubles politiques présentés plus haut ne se sont pas produits sans affecter sévèrement l'économie nationale. Le retour d'Aristide en 1994 était censé inaugurer non seulement la consolidation de la démocratie mais aussi la reconstruction économique du pays (Jadotte et Pierre 2006). Puisque le pays se trouve jusqu'à date en pleine transition démocratique, son économie ne s'est pas rétablie. Au contraire, elle en a profondément souffert. Ce qui, rend encore plus difficile la consolidation de la démocratie, pour peu que les structures économiques déterminent en dernière instance toutes les autres structures d'une société.

Les effets négatifs des bouleversements politiques sur l'économie du pays ont commencé bien avant la transition démocratique datant de 1986. Avec l'ouverture politique des années 80, suite aux secousses démocratiques que subissait le régime politique d'alors, les conséquences fâcheuses au niveau de l'économie nationale se seraient faits sentir à partir de 1981 parce que le taux de croissance du PIB qui était de 4.75% en 1973, de 8.41% en 1976 déclinait en 1981 à -2,73% et à -3.42% en 1982.¹⁹ Ainsi, à la chute des Duvalier, le pays se trouvait déjà dans une situation économique difficile, voire même désastreuse.

Suite à l'embargo imposé sur Haïti après le coup d'état de Septembre 1991, l'économie du pays se dégrada au point d'enregistrer un taux de croissance négative. Le tableau I-1 donne une indication de la dégradation économique du pays. En effet, il montre un PIB négatif de -5.3% en 1992; de -5.4% en 1993 et de -11.9% en 1994. Ce n'est qu'en 1995 que le PIB a repris avec un taux de 9.9% qui va décliner rapidement pour retomber à 0.9% en 2000. A partir de 2001, le PIB n'a fait qu'accuser des taux très bas et négatifs (excepté en 2003) jusqu'à 3.8% en 2004.

¹⁷ Citons entr'autres: Fusion des Sociaux-Démocrates, Alliance Démocratique, Front de Reconstruction Nationale, etc.

¹⁸ Voir PNUD, page 16.

¹⁹ Source: Institut Haïtien de Statistique, citée dans Jadotte et Pierre (2006).

Tableau I-1. PIB et consommation de 1989 à 2004 au prix de 1986-1987

Année	PIB	Consommation	Excédent ou déficit (-) de l'offre locale	Importations	En taux de Croissance	
					PIB (2)	Consommation (3)
1989*	13,008	12,441	567	3,258	-2.9	-4.8
1990	13,143	13,228	-85	4,131	1.0	6.2
1991	13,390	12,906	484	3,491	1.9	-2.3
1992	12,679	12,217	462	3,105	-5.3	-6.5
1993	11,990	13,353	-1,363	4,585	-5.4	5.0
1994	10,558	12,192	-1,634	3,750	-11.9	-13.7
1995	11,603	14,083	-2,480	6,345	9.9	25.4
1996	12,083	15,970	-3,887	8,412	4.1	14.2
1997	12,410	16,446	-4,036	9,017	2.7	4.5
1998	12,681	16962	-4,281	9,614	2.2	4.0
1999	13,025	18389	-5,364	11,797	2.7	11.3
2000**	13,138	21107	-7,969	15,249	0.9	8.4
2001	13,001	20771	-7,770	15249	-1.0	14.8
2002	12,930	20293	-7,363	14932	-0.5	-1.6
2003	12,992	20478	-7,486	14545	0.5	-2.3
2004	12,502	20076	-7,574	15032	-3.8	0.9

*Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
**Source: CEPAL

Haïti présente, en 2003, une espérance de vie de l'ordre 49,8 ans pour les hommes et de 59,3 pour les femmes et un taux de dépense de l'ordre de 7,6% du PIB en matière de santé.²⁰ Parmi les pays région de la Caraïbe et de l'Amérique Latine, elle occupe la dernière place en matière de développement humain. Elle présente un indice de développement humain de 0.482, ce qui la place, à l'échelle mondiale, comme 154^{ième} sur 177 pays.

Selon les données de l'Enquête sur les Conditions de Vie en Haïti (ECVH, 2001), Haïti avait un taux de pauvreté extrême de 56% et de pauvreté de 77%. L'incidence de la pauvreté varie selon les milieux de résidence du pays (voir Tableau 1-2). Par exemple, l'aire métropolitaine contribue dans l'ordre de 9% à la pauvreté totale du pays par rapport aux autres milieux urbains et au milieu rural dont la contribution est respectivement de l'ordre de 14% et de 77%. Le tableau indique aussi que le nord-est et le nord-ouest sont les départements les plus pauvres du pays.

²⁰ Pour plus de détails voir: www.stat.gouv.qc.ca

Tableau I-2. La pauvreté en Haïti

Milieu de résidence	Incidence de la pauvreté extrême (%)	Incidence de la pauvreté (%)
Aire Métropolitaine	23	45
Autre milieu urbain	57	76
Milieu rural	67	88
Ensemble pays	56	77
Département géographique		
Ouest	34	57
Sud-est	65	87
Nord	68	85
Nord-est	84	94
Artibonite	68	89
Centre	62	85
Sud	69	87
Grand' Anse	67	88
Nord-ouest	72	92

Source : MEF-PNUD-FAFO, La pauvreté en Haïti, Un profil de la pauvreté en Haïti à partir des données de l'ECVH, Novembre 2003

Ce profil plutôt sombre a des répercussions négatives sur le pays. La criminalité et l'insécurité y sont en pleine expansion. La criminalité qui était surtout d'ordre politique sous la dictature des Duvalier a connu une croissance extraordinaire au point de devenir un problème préoccupant pour de très larges secteurs de la population.²¹ Ce profil affecte aussi la perception de la population des problèmes et de l'avenir du pays. La prochaine section en présente un bref état des lieux.

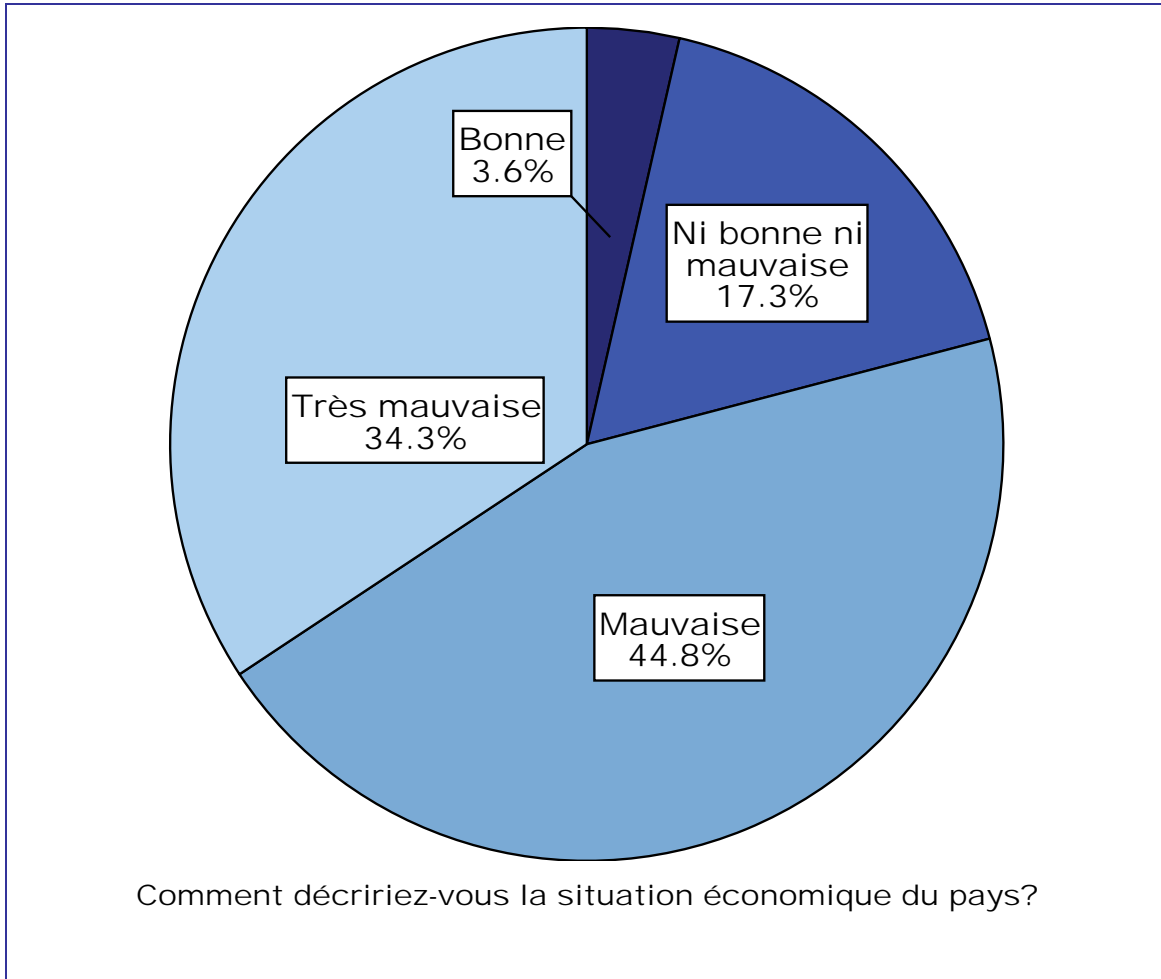
Perception des problèmes du pays par la population

A la question posée par le sondage LAPOP 2006 en Haïti sur le problème le plus sérieux menaçant le pays,²² la délinquance, le crime et la violence étaient cités par 13.2% des répondants sur un échantillon d'environ 1625 individus. Ensuite, viennent l'inflation (11.5%), le chômage (10.1%) et l'insécurité (7.7%).

²¹ Voir PNUD (2000), pages 8-10.

²² Plus précisément, la question a été formulée ainsi : A4 [COA4]. *Pour commencer, quel est le problème le plus sérieux auquel le pays fait face ? (Ne lisez pas les options de réponses aux répondants ; seulement une seule réponse).*

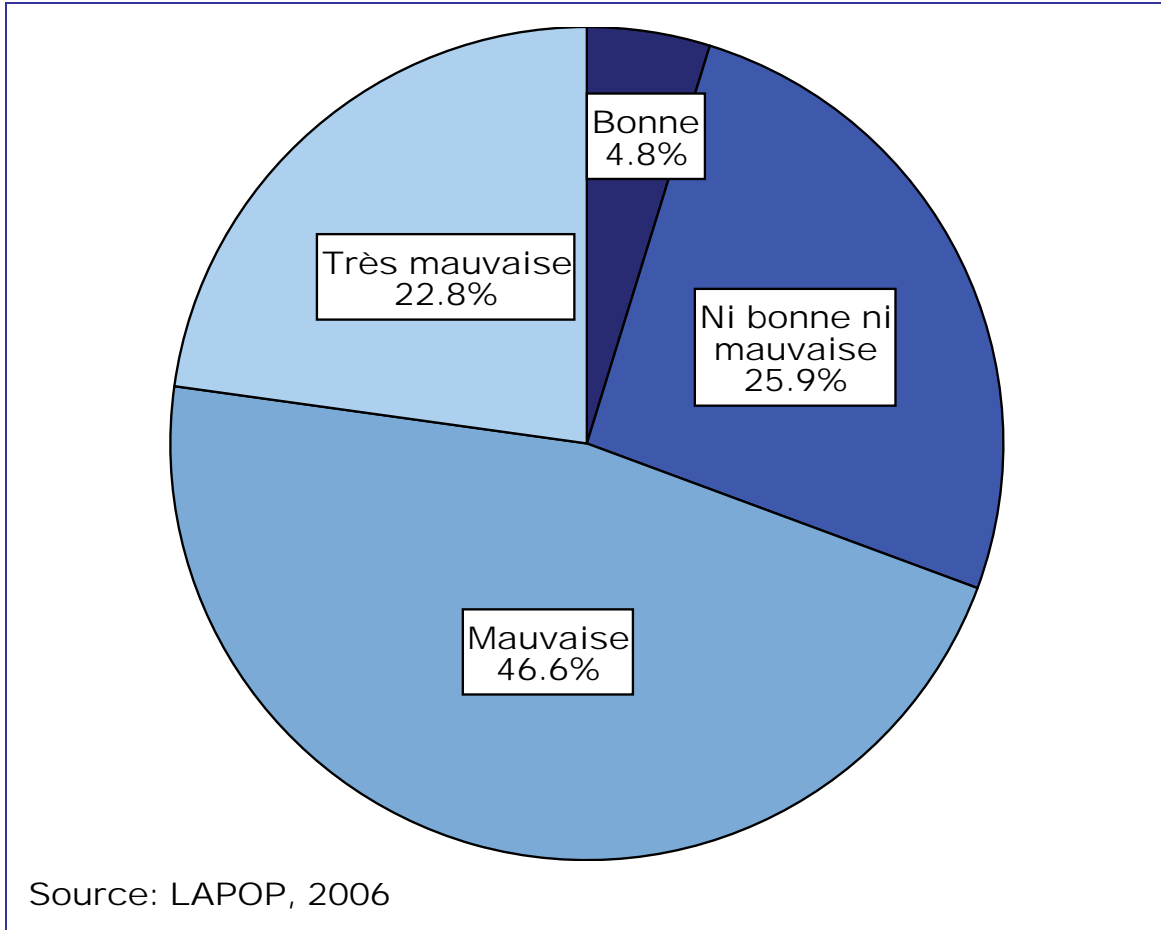
La figure I-1 plus bas montre que les perspectives économiques du pays telles que perçues par la population étaient également sombres. En effet, près de 80% de la population en 2006 ont déclaré que la situation économique du pays était mauvaise. Plus précisément, 34.3% que la situation économique du pays étaient très mauvaise; 44.7% mauvaise ; 17.3% ni bonne ni mauvaise; 3. 3% bonne et moins de 1% très bonne²³.



Graphique I-1. Perception de la situation économique du pays

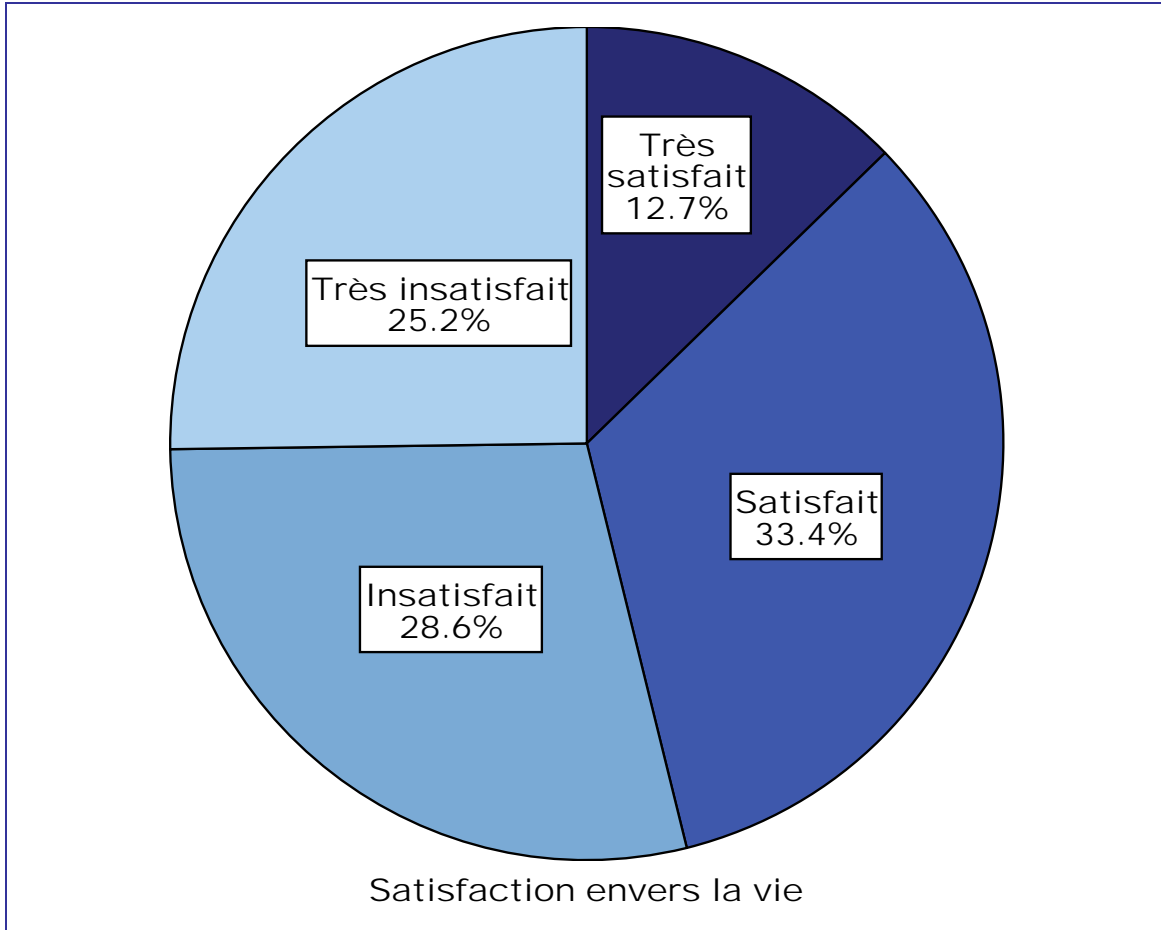
Cette perception ‘pauvre’ de l’économie affecte évidemment dans le même sens la perception que les individus ont de leur propre standing économique. Les données ont montré que 69% de la population ont déclaré que leur situation économique était mauvaise; environ 26% ont dit qu’elle n’était ni bonne ni mauvaise et 5% qu’elle était bonne ou très bonne (voir Graphique I-2).

²³ La question a été formulée ainsi: SOCT1 : Comment décririez-vous la situation économique du pays ? Diriez vous qu’elle est : 1) très bonne 2) bonne 3) Ni bonne, ni mauvaise 4) mauvaise 5) très mauvaise 8) ne sait pas/pas de réponse.



Graphique I-2. Perception de la situation économique personnelle des haïtiens

Pourtant, le niveau de satisfaction de la population avec la qualité vie révèle un contraste plutôt percutant avec sa situation économique. C'est ce que le prochain graphique I-3 permet de constater.



Graphique I-3. Satisfaction éprouvée par la population de la qualité de vie

En effet, graphique I-2 montre que 46% de la population se sont déclarés satisfaits de leur qualité de vie et 54% insatisfaits. Plus précisément, du groupe des satisfaits, 12.7% sont très satisfaits et 33.4% satisfaits. Du groupe des insatisfaits, 28.6% sont très insatisfaits et 25.2% insatisfaits. Il n’y aurait donc pas de superposition entre le standing économique de la population et le niveau de satisfaction qu’elle éprouve en général avec la qualité de vie. Ce qui fait penser au fait que la gratification sociale n’a pas nécessairement une source exclusivement économique. Elle peut tout aussi bien tirer sa substance ailleurs, entre autres, du champ religieux.

C’est donc dans ce climat économique, social et politique spécial que le Sondage LAPOP 2006 a eu lieu en Haïti. Le pays se trouvait dans un marasme économique très accentué en plus d’être tiraillé par un taux de criminalité et d’insécurité sans cesse croissant en dépit d’une courte trêve observée par les ‘bandits’ lors de la campagne pour les présidentielles de 2006 qui enfanta le candidat René Préalval comme président de la République. Malgré tout, le peuple haïtien, mû par une croyance quasi mythique dans un lendemain meilleur, s’est rendu aux urnes massivement. Les chapitres qui vont suivre essaient de capter l’évolution de la démocratie en Haïti en se basant sur plusieurs dimensions de la vie nationale. Les données ont été collectées environ trois mois après les compétitions électorales qui opposaient particulièrement Karl Henry Baker et Leslie Manigat à René Préalval.

Bibliographie

ARD. *La démocratie locale en Haïti: Évaluation du statut-quo et perspectives sur développement des capacités de gouvernance locale. Volume 1.* USAID/Haïti, Rapport Principal de Projet préparé par Associates in Rural Development, Inc., 1996

Bazin, Marc L. *Le Plan du MIDH.* Manuscrit. Port-au-Prince, Haïti, Avril 2005

Dahl, Robert A. *On Democracy.* New Haven : Yale University Press, 1998

Gilles, Alain. 'Essai d'Analyse de la Violence Politique en Haïti'. Voir IFES/VOV in *La Violence organisée et ses conséquences auprès des victimes et auprès de la communauté.* Pp.53-79. Port-au-Prince, Haïti : IFES/VOV. Programme d'assistance aux Victimes de Violence Organisée. USAID/Haïti. Table Ronde de Projet, 1998

Institut Haïtien de Statistique, *Enquête sur les conditions de vie en Haïti (ECVH-2001).* Port-au-Prince, Imprimerie Deschamps, 2003, Volume I.

Jadotte, Hérard et Yves-François Pierre. "Haïti: What kind of peace is possible? Local democratic governance and sustainable peace." (Forthcoming chapter IV in a book to be published by the North South Institute [NSI], Ottawa, Canada), 2006.

Jadotte, Hérard. *Le Carnaval de la Révolution. De Duvalier à Aristide* Port-au-Prince, Haïti : Éditions Fardin, 2005

Lipset, Seymour Martin 'The Social Requisites of Democracy.' *American Sociological Review*, Vol. 59 (February 1994): 1-22.

Lowenthal, Ira P. et collaborateurs. *Les hauts bassins-versants des Rivières Grise et Blanche.* Port-au-Prince. Rapport Synthèse de Projet (Winrock International) : Haïti ;Projet ASSET, 1998.

Moïse Claude. *La Croix et la Bannière. La Difficile Normalisation Démocratique en Haïti.* Montréal, Canada : CIDIHCA, 1994

Nelson, Sue et Yves-François Pierre. *Assessment and Design Recommendations for Political Party Assistance and Domestic Election Monitoring in Haïti.* Port-au-Prince, Haïti: USAID, Juin 2004.

Pierre, Yves-François. 'Rural Politics: towards a Structural Approach.' *Center for Latin American and Caribbean Studies*, Columbia University, New York, N.Y., 1990.

PNUD. HAÏTI 'Bilan Commun de Pays'. Port-au-Prince, Haïti, 2000.

_____. 'Situation économique et sociale d'Haïti en 2005.' Port-au-Prince, Haïti, 2005.

St Louis, Léon. *Etude sur l'Etat des Droits Humains en Haïti. Du 1^{er} Janvier 2003 au 28 Septembre 2004*. Port-au-Prince: IFES, 2004

Victor, Jean André. *Synthèse de la Législation et des Politiques Environnementales*. Manuscript. Port-au-Prince, Haiti, 2006.

II. Méthodologie et caractéristiques démographiques

Les résultats de l'enquête présentés ici font partie d'une série de recherches que LAPOP a exécutées durant l'année 2006 dans 17 pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe. La présente étude a pour objectif principal de comprendre les valeurs démocratiques et les attitudes politiques de la population haïtienne. Tenant compte de cet objectif, nous avons utilisé pour le sondage un échantillon représentatif de la population nationale, en milieu rural comme en milieu urbain. Elle est, à notre connaissance, la première étude sur la culture politique en Haïti qui couvre la population entière du pays. Les études antérieures se limitaient seulement à la région métropolitaine ou aux secteurs principalement urbains.

Le sondage a été effectué d'Août à Septembre 2006 dans les 10 départements du pays et auprès de 1625 personnes. Le modèle d'échantillonnage et les enquêtes de terrain ont été effectués par la firme Borge et Associés. Cette firme a employé 16 interviewers haïtiens et 5 superviseurs. Mme Eugenia Gonzalez, membre de la dite firme, assura la coordination de ces enquêtes. Nous avons utilisé un questionnaire en Créole en vue de couvrir toutes les couches socio-économiques. Le questionnaire se trouve à l'annexe C du présent document.

Ce chapitre vise à présenter la méthodologie du sondage ainsi que les caractéristiques socio-économiques et démographiques de base de l'échantillon.

Description de l'échantillon

L'idée était d'avoir un échantillon qui soit représentatif de la population. Ce dernier était conçu de façon à pouvoir inclure tous les adultes non affiliés à des institutions. En d'autres termes, l'échantillon exclut les prisons, les hôpitaux et les académies de Police. C'est un échantillon probabiliste et stratifié. La stratification comprend les régions géographiques les plus importantes du pays, à savoir: a) la région du Nord, qui inclut le département du Nord, du Nord-est et du Nord-ouest ; b) la région du Centre qui couvre le Centre et l'Artibonite; c) la région du Sud qui comprend les départements du Sud, du Sud-est, de la Grande-Anse et les Nippes; d) la région de l'Ouest qui rassemble le département de l'Ouest, dont la région métropolitaine de Port-au-Prince. Ensuite, l'échantillon était à nouveau stratifié entre zones urbaines et zones rurales.

L'échantillonnage se basait en premier lieu sur le recensement de 2003 organisé par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Cependant, il nous a été impossible d'avoir les cartes produites par ce bureau. En conséquence, nous avons utilisé les informations concernant les points de votes retenus par le Conseil Electoral Provisoire lors des dernières élections présidentielles de 2006. La répartition de l'échantillon, suivant les régions, les zones rurales et urbaines et les municipalités, s'est basée sur les informations du dernier recensement. Par contre, le choix des localités s'est fait sur la base des registres électoraux, qui incluent ces dernières et l'adresse des points de votes.

Le bureau du recensement ne fournit pas des informations sur la population des municipalités âgée de 18 ans et plus. Ainsi, nous avons utilisé la tranche de population qui commence à partir de 20 ans étant donné que la distribution de la population des 18 et 19 ans n'est pas différente de

celle qui commence à partir de cet âge. Le recensement de 2003 accuse une population de 4,330,127 habitants en Haïti avec respectivement 30% résidant dans la région de l'Ouest, 19% dans la région du Nord, 22% dans la région du Centre et 20% dans la région du Sud.

L'échantillonnage s'est aussi fait en plusieurs étapes. A la première, nous avons choisi les municipalités d'après la dimension de leur population ; ensuite, viennent les localités, retenues sur la base du nombre total des votants enregistrés dans chaque poste électoral ; et, finalement, le segment et le ménage. Un échantillon par quota relatif au genre et à l'âge était utilisé pour le choix des répondants dans les foyers.

Pour réduire le temps du transport et les coûts, nous avons procédé à un échantillonnage par grappe. Un total de 20 entrevues a été tiré dans chaque point d'échantillonnage 12 pour les milieux ruraux et 8 pour les milieux urbains. En tout 167 points d'échantillonnage étaient retenus pour ce sondage qui couvre 1625 répondants. Le tableau III montre la distribution des interviews dans chaque région selon les zones rurales et urbaines.

Tableau II-1. Répartition de l'échantillon par région et par milieu urbain et rural

Région /Département	Total pays		Urbain		Rural	
	N	%	N	%	N	%
Région 1 (Nord, Nord-est, Nord-ouest)	315	19.4	88	27.9	227	72.1
Région 2 (Centre et Artibonite)	354	21.8	106	29.9	248	70.1
Région 3 (Ouest)	624	38.4	412	66.0	212	34.0
Région 4 (Sud, Sud-est, et Grand-Anse/Nippes)	332	20.4	68	20.5	264	79.5
Total pays	1,625	100.0	674	41.5	951	58.5

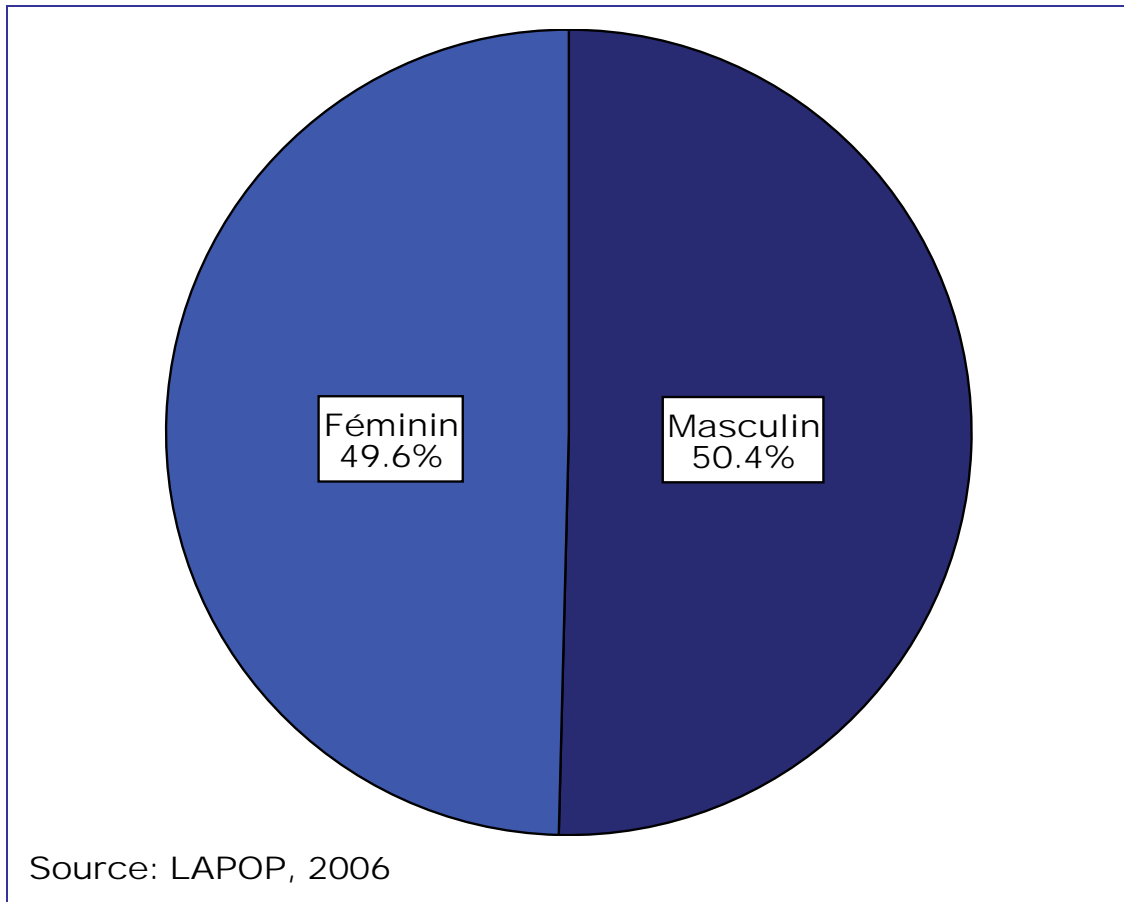
La marge d'erreur de l'échantillonnage variait de ± 2.4 sur la base d'un échantillonnage aléatoire simple (SRS) et d'une distribution de 50%-50% pour les variables dichotomiques et un intervalle de confiance de 95%. Cela signifie, toutes choses étant égales, que les résultats réels que nous aurions obtenus en sondant l'ensemble de la population adulte d'Haïti n'auraient pas été différents de plus ou moins 2.4 par rapport à ceux que nous avons obtenus. Etant donné que l'échantillonnage est stratifié et par grappes, nous devons considérer le modèle d'échantillonnage complexe en vue de faire des estimations précises sur l'échantillon. Appendice C montre l'erreur maximale pour un ensemble de variables tout comme les détails se rapportant à l'effet du modèle.

Caractéristiques démographiques de l'échantillon

Les graphiques suivants montrent la distribution de l'échantillon des 1625 répondants selon des facteurs géographiques et sociodémographiques.

Distribution de l'échantillon d'après le sexe

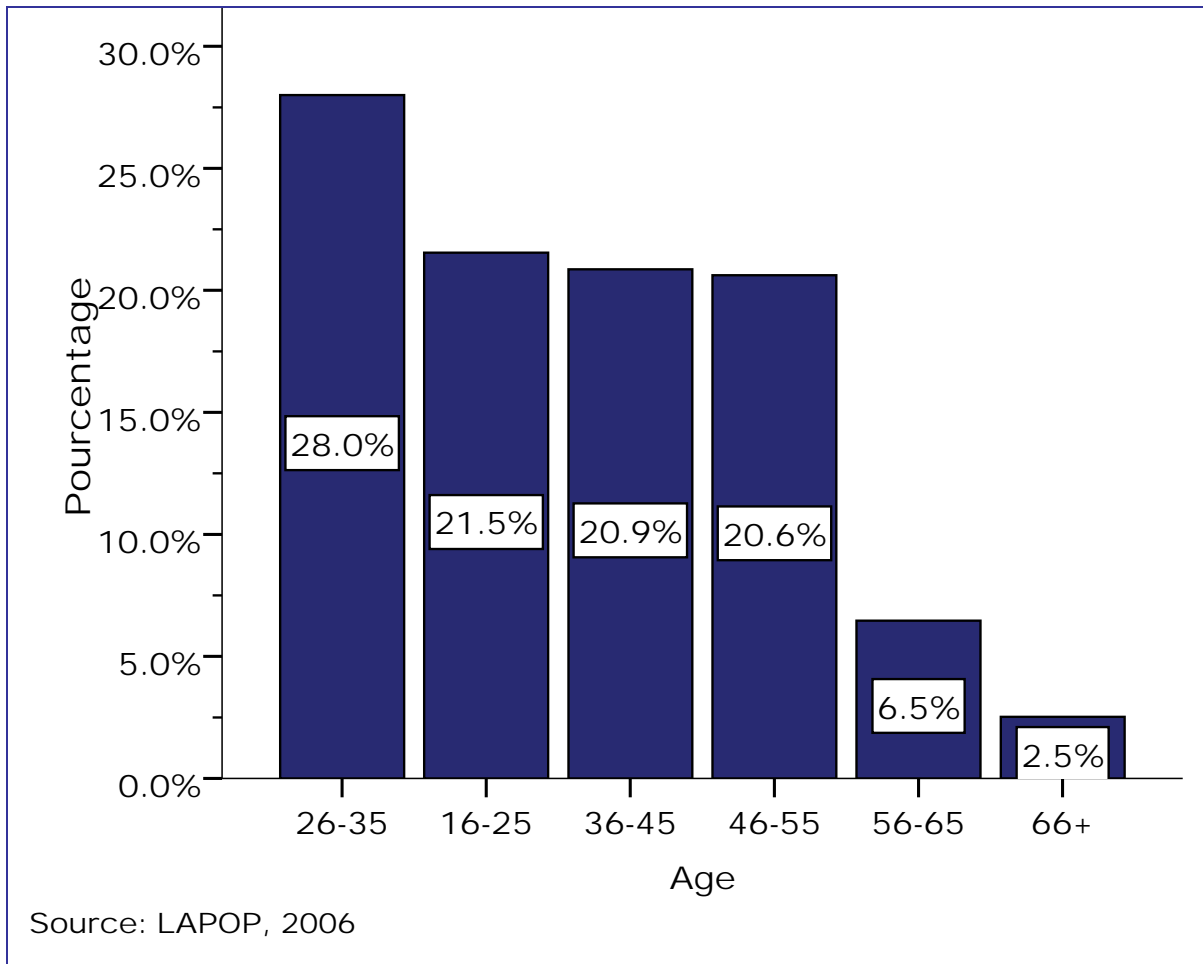
Le graphique II-1 fait voir que l'échantillon est distribué de façon presque égale entre hommes et femmes. Le pourcentage d'hommes dans l'échantillon dépasse légèrement celui du recensement officiel de 2003. 50.4% des répondants dans l'échantillon sont des hommes par rapport à 47% dans le recensement officiel. Cependant, cette différence dans la distribution des deux échantillons selon le genre disparaît quand on considère l'erreur liée à l'échantillonnage.



Graphique II-1. Répartition de l'échantillon selon le genre

Distribution de l'échantillon selon l'âge des répondants

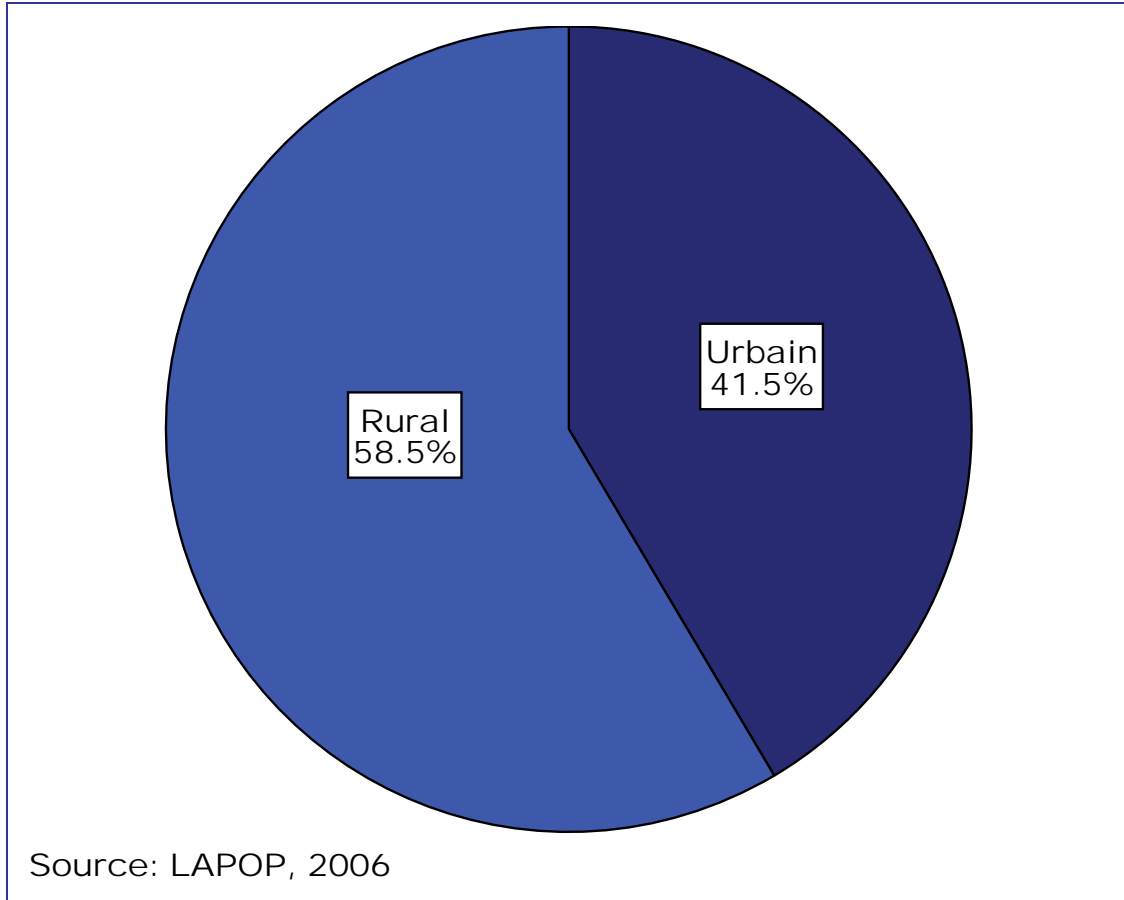
La majorité des répondants sont des jeunes (voir figure II-2). Environ 50% d'entre eux étaient âgés de moins de 35ans. Ce pourcentage atteint 70.4% quand on prend en considération les trois catégories les plus jeunes, à savoir: 18-25 ans, 26-35 ans et 36-45 ans. Jusqu'à 55 ans, en partant de 18 ans avec des intervalles de classe de 10 ans, le pourcentage de gens à l'intérieur de chacune des classes varie dans les 20% à 28%. Passé cet âge, il tombe drastiquement à 6.5% entre 56 et 65 ans pour aboutir à 2.5% au delà de 65 ans. Un pareil schème est en harmonie avec la durée moyenne de vie des Haïtiens, qui ne dépasse pas les 55 ans.



Graphique II-2. Répartition de l'échantillon selon l'âge

Répartition de l'échantillon d'après les milieux urbains et ruraux

La distribution géographique de l'échantillon présentée au graphique II-3 montre qu'Haïti recèle la majorité de sa population en milieu rural. Toutefois, l'urbanisation accélérée expliquerait qu'il y ait actuellement moins de gens à vivre en milieu rural qu'autrefois. Environ 58.5% des répondants du sondage y résident par rapport à un total de 41.5% en milieu urbain.



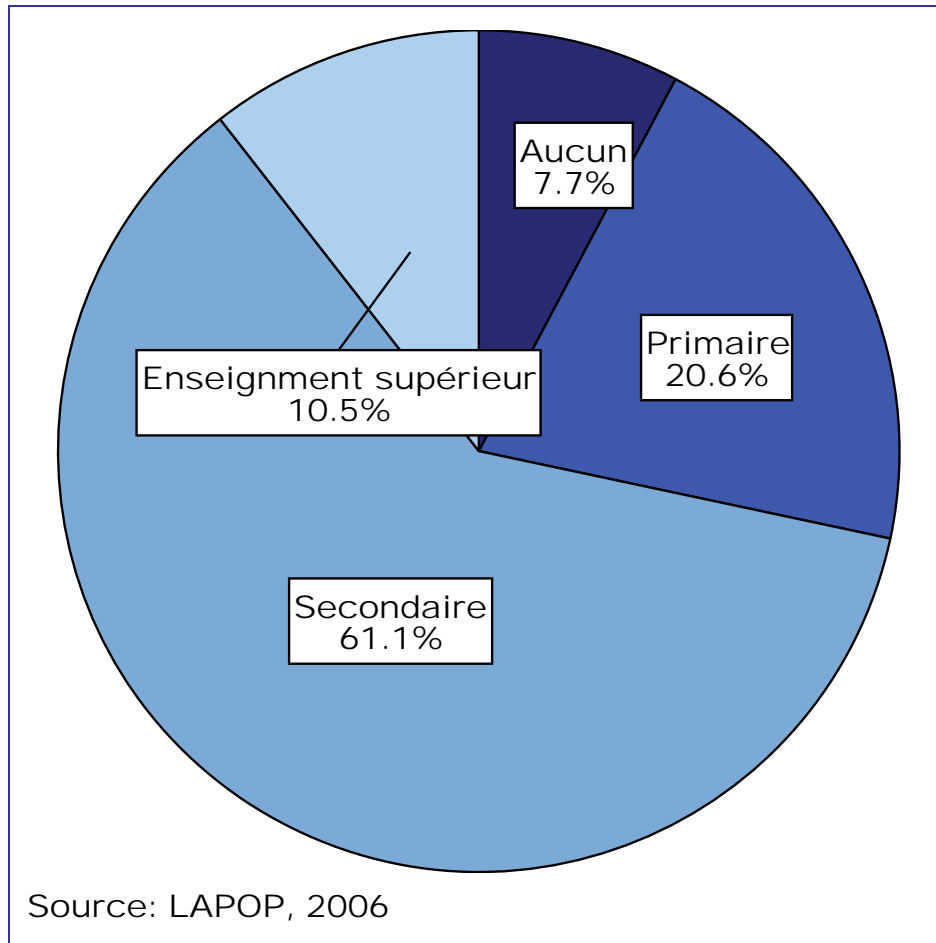
Graphique II-3. Répartition de l'échantillon selon le milieu de résidence

Cette urbanisation accélérée a donné lieu à la multiplication de bidonvilles dans les centres urbains. Mais explique aussi qu'il y ait des indicateurs démographiques et sociaux, paradoxalement, en net progrès, d'après le même rapport du PNUD, dont le taux de scolarisation.²⁴ C'est la raison pour laquelle nous allons considérer la distribution de l'échantillon d'après l'éducation.

Distribution de l'échantillon d'après l'éducation des répondants

Le graphique II-4 montre la distribution de l'échantillon par niveau d'éducation. Quand on a demandé aux répondants la question suivante: "*Quelle est l'année la plus élevée que vous avez finie à l'école ?*". Les 3/5 ont déclaré qu'ils ont été au secondaire, un résultat plutôt étonnant vu le manque d'institutions scolaires qui existe dans les milieux ruraux.

²⁴ Voir PNUD (2000), page 39.

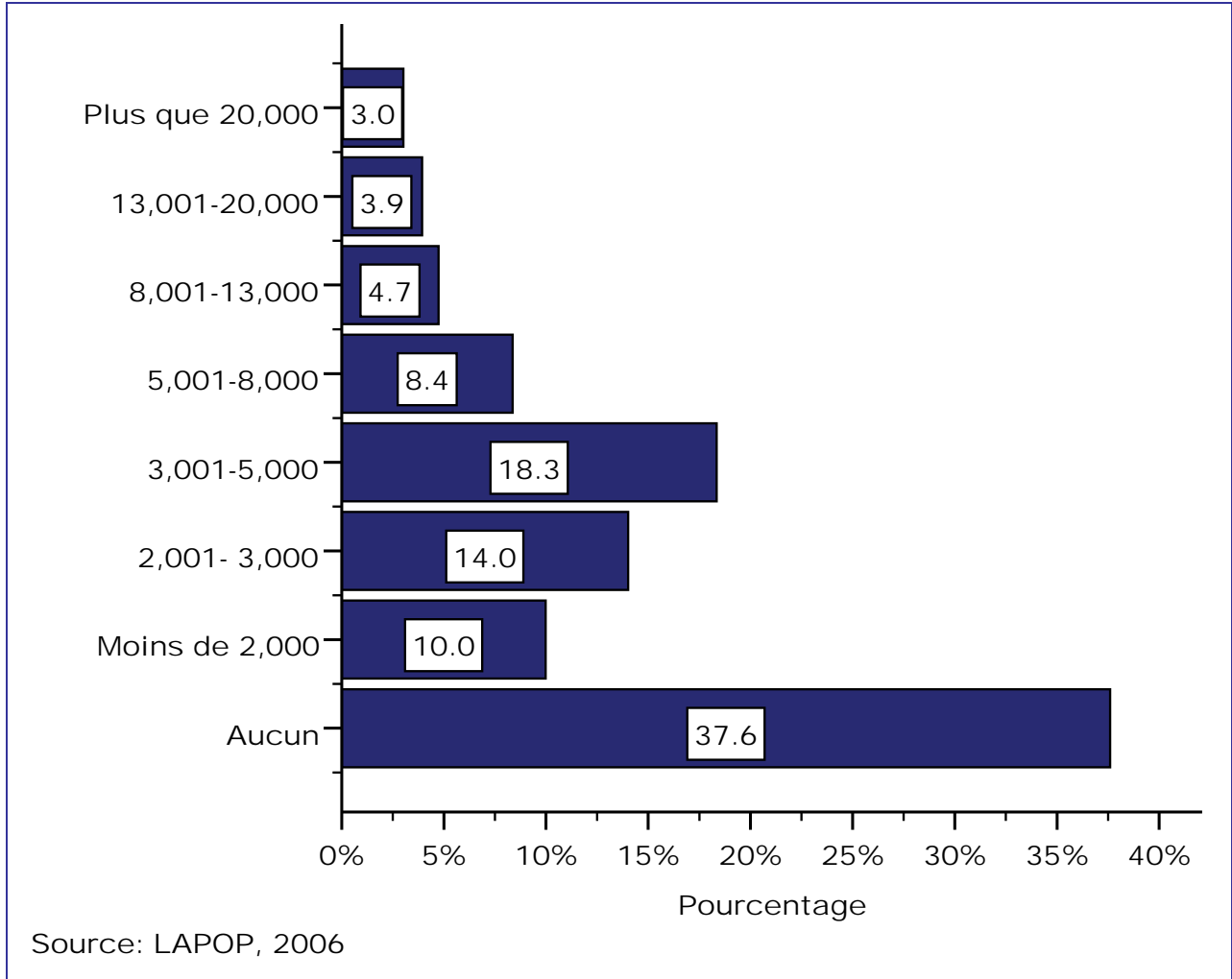


Graphique II-4. Répartition de l'échantillon selon le niveau d'instruction

Ce taux serait en conformité avec l'élévation du taux de scolarisation notée par le rapport du PNUD. Toutefois, étant donné que les enquêtes se sont déroulées en période de vacances d'été, il se peut qu'il y ait eu un fort pourcentage de répondants à être des élèves.

Distribution de l'échantillon d'après le revenu

La distribution de l'échantillon d'après le revenu familial en gourdes (la monnaie locale) montre qu'un fort pourcentage de répondants, soit 37.6%, n'a aucun revenu (Graphique II-5). En outre, quelque 60% mènent leur vie avec moins de 3000 gourdes le mois. Environ 18% ont entre 3001 et 5000 gourdes. Au delà de ce chiffre, le pourcentage des répondants décline rapidement.

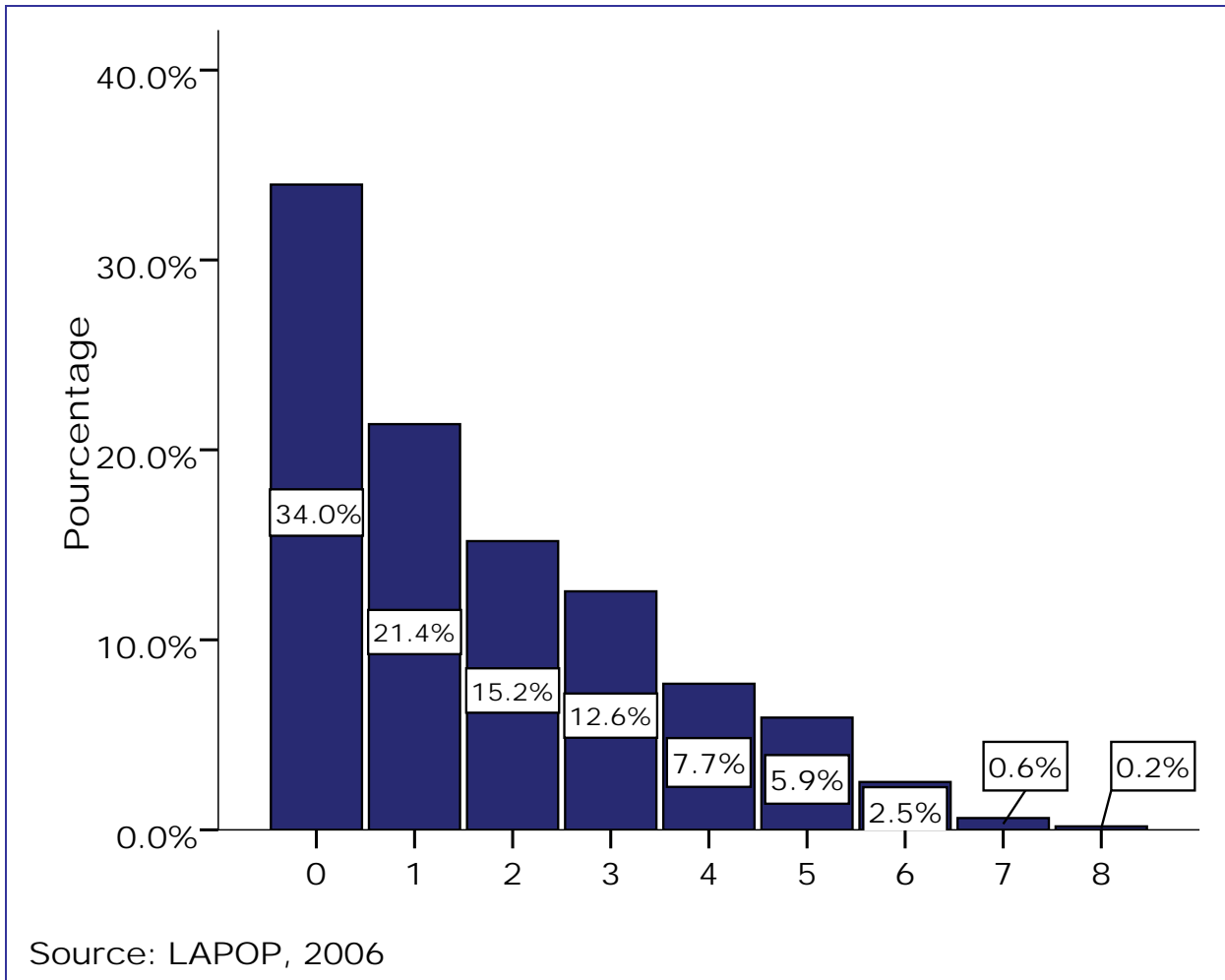


Graphique II-5. Revenu mensuel des ménages

Distribution de l'échantillon d'après les 'biens meubles' possédés par les ménages

Nous avons créé un index pour mesurer la possession sur la base des biens meubles acquis par les répondants.²⁵ L'index, dont les scores varient de 0 à 8, fournit une alternative pour la saisie du bien-être matériel de ces derniers. La distribution de l'échantillon en fonction de ce nouveau critère est présentée au graphique II-6. On peut y voir que 34% de nos répondants n'avaient aucun des biens que nous avons retenus. Ensuite viennent quelque 50% qui avait un score s'étalant de 1 à 3 points sur les 8 points possibles. Au-delà de ce score, les pourcentages pâlisent jusqu'à vouloir s'éteindre au score maximal avec un 0.2%.

²⁵ Voir la série des questions R dans le questionnaire placé à l'Annexe de ce document.



Graphique II-6. Statut économique, mesuré par la possession de divers appareils électroménagers et d'autres articles

III. Conceptions et opinions relatives à la démocratie en Haïti

Ordinairement, les sondages d'opinion sur les attitudes politiques renferment des rubriques qui demandent aux répondants leur conception du concept de 'démocratie'. Par exemple, le sondage mené par LAPOP en 2006 en comprend une qui cherche à mesurer le niveau de préférence des citoyens pour la démocratie par rapport aux régimes autoritaires. En plus, il comprend aussi des questions visant à mesurer la perception des citoyens du niveau de démocratie dans leurs pays et leur satisfaction relative à son fonctionnement. Le présupposé de base sous-jacent à ces types de questions dans le sondage est que tous les individus partagent une même compréhension du sens de la démocratie.

Cependant, des études récentes montrent que ce présupposé ne tient pas nécessairement quand on se pose des questions sur la validité des résultats obtenus à partir de l'utilisation des rubriques ayant trait au concept-D (Démocratie).²⁶ Par conséquent, avant d'évaluer les perceptions et les attitudes des citoyens concernant la démocratie, il est important de saisir leur conception de ce terme et de voir si les différentes compréhensions qu'ils tiennent du concept sont liées aux différentes perspectives qui le caractérisent. C'est précisément l'un des objectifs de ce chapitre : d'examiner comment les Haïtiens définissent la 'démocratie' et comment cette définition influe sur leur préférence pour la démocratie. En plus, dans ce chapitre, nous étudierons les niveaux de support pour les différentes formes d'expression du gouvernement démocratique en Haïti en comparaison aux autres pays de la région, la perception des citoyens du niveau de démocratie atteint par le pays, tout comme leur niveau de satisfaction relative à son fonctionnement.

La signification du terme démocratie

Définir ce que la démocratie veut dire n'est pas une tâche aisée. En fait, à travers l'histoire, il y a eu différentes conceptions de la démocratie.²⁷ Aristote, par exemple, définit la démocratie comme le pouvoir 'suprême' du peuple. Dans les années 60 et 70, a prédominé en Amérique Latine (mais généralement pas en Amérique du Nord) une conception de la démocratie impliquant l'égalité sociale et économique des citoyens. La conception nord-américaine a tendu à se concentrer sur l'égalité politique, laissant de côté les autres domaines, particulièrement économiques, entièrement en dehors de cette conception de démocratie politique. Ce n'est que récemment qu'on a abouti à un certain consensus dans la littérature politique sur les principales caractéristiques de la démocratie. A un niveau minimal, la démocratie inclut l'élection des leaders politiques sur la base de compétitions électorales libres et équitables. En d'autres termes, les démocraties doivent «institutionnaliser l'incertitude» pour que le même parti/individu ne gagne pas toujours les compétitions électorales (Przeworski, Stokes and Manin 1999). En plus, les démocraties plus enracinées et libérales incluent la protection des droits politiques et le respect des libertés civiles, telles que la liberté d'association et d'expression. En effet, ces deux

²⁶ Pour une révision de la littérature, voir, par exemple, Seligson 2004; Schedler and Sarsfield 2004; Sarsfield 2003; Bratton 2002; Mishler and Rose 2001.

²⁷ Pour une révision de l'évolution des différentes conceptions de démocratie, voir Diamond (1999).

dimensions se trouvent au cœur des mesures de ‘Freedom House’ au sujet de la liberté politique dans un pays.

En vue d’explorer ce que les citoyens prennent pour la ‘démocratie’, dans ses tours de sondages de 2006, LAPOP a inclus une question ouverte qui demande aux répondants de déclarer ce que la démocratie signifie pour eux. En fait, on a demandé aux interviewés de fournir jusqu’à trois définitions et d’identifier la plus importante au cas ils avaient fourni plusieurs réponses. Pour chacun des sens attribués au vocable, l’interviewer a recodé la réponse en fonction de l’une des définitions préétablies par LAPOP. Ces définitions proviennent du travail effectué par l’afrobaromètre (Bratton, Mattes et Gyimah-Boadi 2005), et des pré-tests de LAPOP. La formulation de ces questions est présentée plus bas:

DEM13. En peu de mots, selon vous, qu’est-ce-que le terme “Démocratie” signifie ? [Remarques : Ne lisez pas les choix. Après la première et la seconde réponse, demandez : ‘est-ce qu’elle signifie quelque chose d’autre?’]

DEM13D. De toutes les significations que vous avez mentionnées, selon vous quelle est la plus importante? [Demandez seulement si deux ou trois réponses ont été fournies à la question précédente]

LAPOP a développé un cadre analytique pour classer les définitions probables données par les répondants. Les réponses possibles ont été regroupées en quatre catégories. La première correspond aux conceptions ‘instrumentales ou utilitaires’ de la démocratie parce que ces conceptions sont liées à la liberté et la prospérité économiques des individus. Ensuite viennent les conceptions ‘normatives ou axiomatiques’ de la démocratie qui correspondent aux conceptions ‘minimalistes’ ou ‘libérales’ de la démocratie, telles que la liberté et le respect des droits humains. Les conceptions ‘sans objet’ (c’est-à-dire ‘vide, sans objet ou dénuée de sens’) de la démocratie ne comportent aucune signification ni aucune réponse très claire. Finalement, comme son nom l’indique, les conceptions ‘pessimistes’ de la démocratie consistent en des vues négatives de la démocratie ou en la notion que la démocratie n’est pas un bon régime pour le pays. Tableau III-1 montre les définitions préétablies dans le questionnaire de LAPOP qui tombent dans chacune de ces quatre catégories.²⁸

²⁸ En pratique, dans le cas de plusieurs significations, seule celle qui est déclarée comme étant la plus importante était retenue pour le classement des définitions de la démocratie dans l’une des quatre catégories.

Tableau III-1. Cadre analytique de LAPOP pour la classification des différentes conceptions de la démocratie

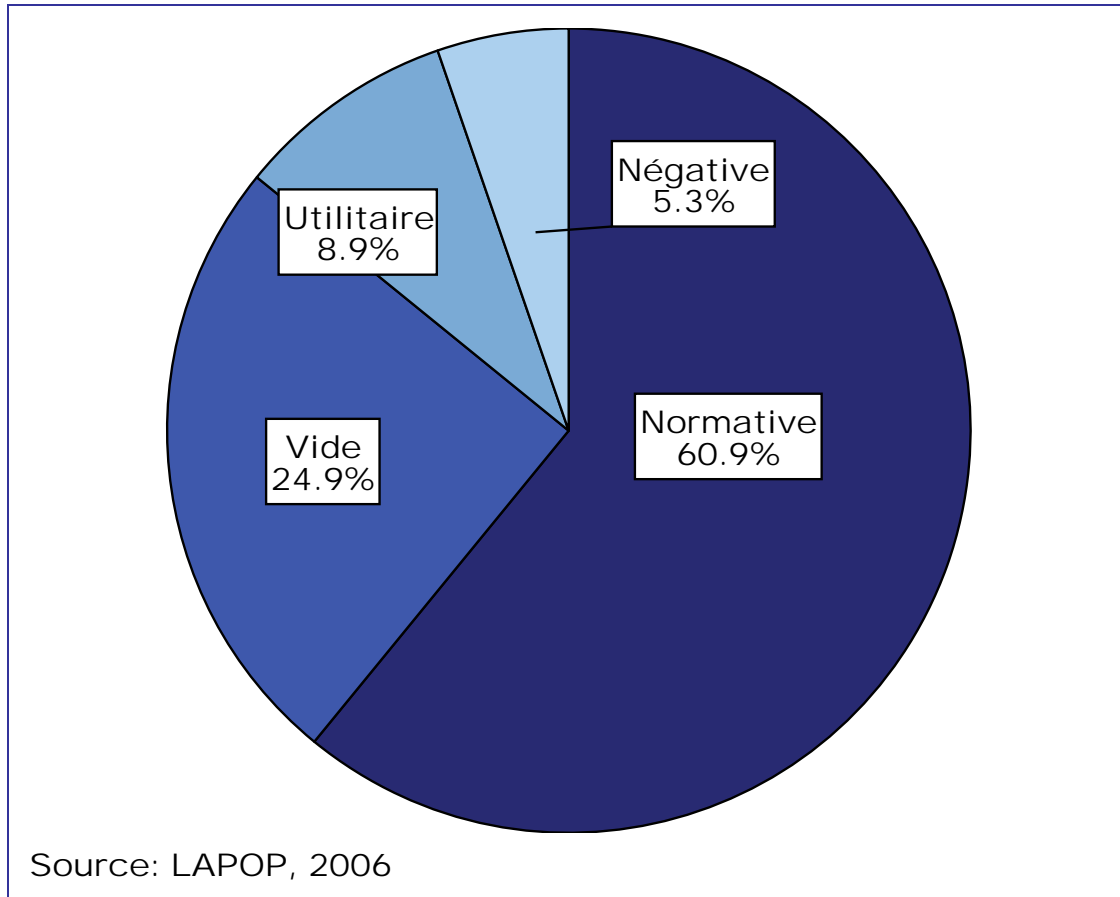
Conceptions normatives ou axiomatiques de la démocratie	Conceptions instrumentales ou utilitaires de la démocratie	Conceptions vides, diffuses ou non spécifiques de la démocratie	Conceptions pessimistes ou négatives de la démocratie
<ul style="list-style-type: none"> - Liberté en général - Liberté d'expression, de vote, de choix, et droit humain - Liberté de mouvement - Etre indépendant - Droit de choisir ses leaders - Elections, vote - Elections libres - Egalité en général - Egalité économique, or égalité des classes - Egalité sexuelle - Egalité devant la loi - Egalité raciale et ethnique - Participation - Participation des minorités - Pouvoir du peuple - Respect des droits humains - Justice - Obéissance à la loi, moins de corruption - Gouvernement non-militaire - Vivre en paix, sans guerre 	<ul style="list-style-type: none"> - Liberté économique - Bien-être, progrès économique et croissance - Capitalisme - Liberté de commerce et d'entreprise - Plus d'opportunités d'emplois 	<ul style="list-style-type: none"> Il n'a aucune signification Autre réponse Ne sait pas/Pas de réponse 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de liberté - Manque de bien-être, pas de progrès économique - Manque d'emplois - Elections frauduleuses - Manque d'égalité, inégalité - Limitation de la participation - Désordre, manqué de justice, corruption - Guerre, invasions

L'importance d'avoir une conception normative de la démocratie a été notée dans la littérature sur le sujet. Si les citoyens en ont une conception utilitaire, la légitimité du système politique peut être érodée plus facilement, spécialement quand un pays fait face à des problèmes politiques et/ou économiques. Par conséquent, la légitimité du système politique a plus de chance d'être stable si les citoyens partagent une conception normative de la démocratie plutôt qu'une conception utilitaire, négative, ou sans objet. En d'autres termes, on s'attend à ce que les individus qui ont une conception normative de la démocratie préfèrent la démocratie plus que les autres régimes politiques, même si leur pays fait face à des problèmes politiques et économiques.

La prochaine section montre les résultats du sondage relatifs à la conception de la démocratie en Haïti, et comment Haïti se présente en comparaison aux autres pays de la région. En plus, nous allons explorer les caractéristiques individuelles qui font que les Haïtiens soient plus enclins à concevoir la démocratie dans le sens normatif, utilitaire, 'vide' ou négatif.

Conception la démocratie en Haïti

Le Graphique III-1 montre que la majorité des Haïtiens ont une conception normative de la démocratie (60.9%). Seul un petit pourcentage de la population définit la démocratie en termes utilitaires ou négatifs, quelque 8.9% et 5.3% respectivement. Cependant, environ un quart de la population a des problèmes à définir la démocratie ou à croire qu'elle n'a aucune signification

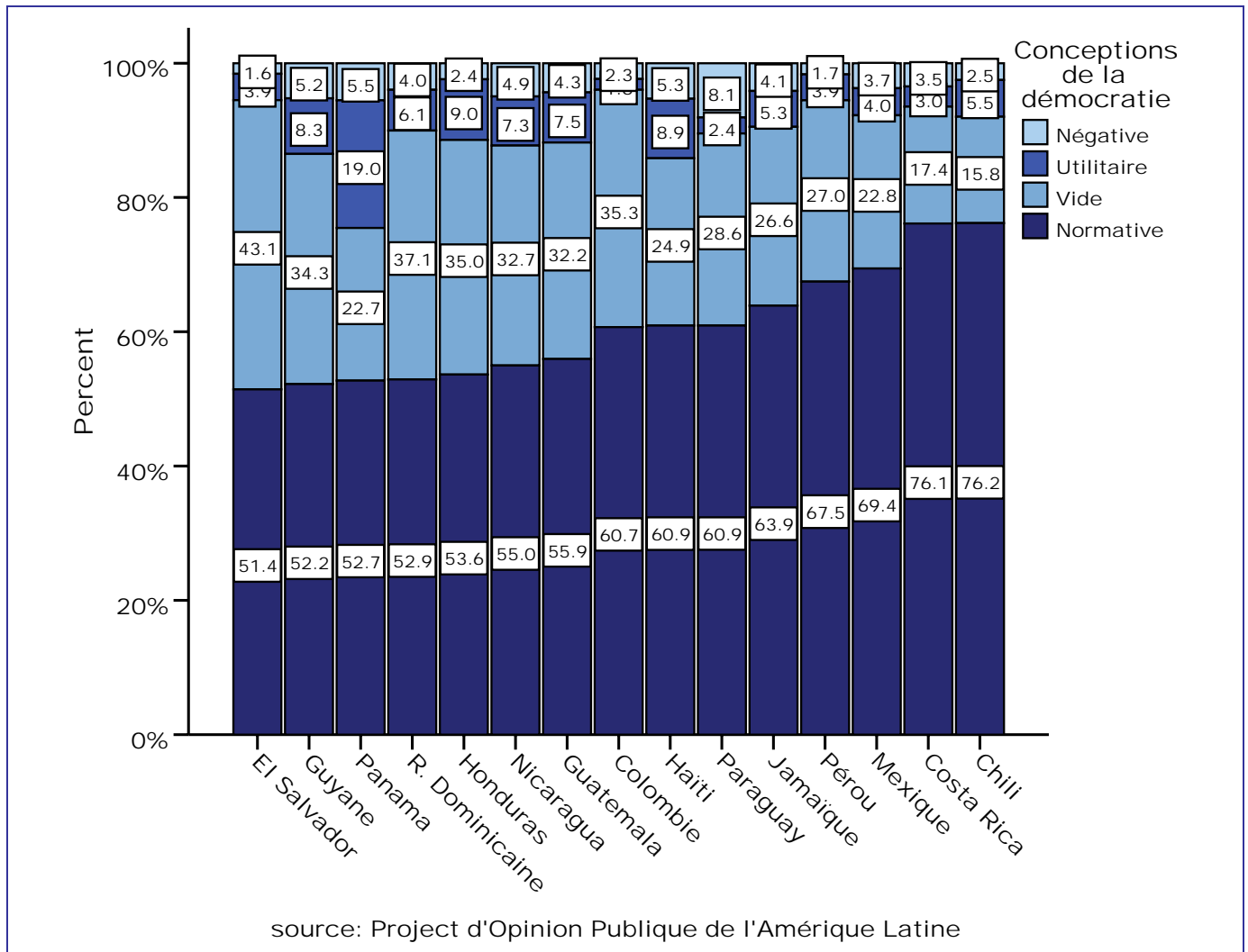


Graphique III-1. Définitions de la démocratie: Haïti 2006

En effet, dans la plupart des pays où LAPOP a fait son sondage en 2006, la majorité de la population a une conception normative de la démocratie (voir Graphique III-2). Mais, la compréhension de la démocratie varie à travers ces pays. Comme l'indique le graphique suivant, les pays avec le plus faible pourcentage d'individus à définir la démocratie en termes normatifs sont le Salvador (51.4%) et le Panama (51.4%), et les pays avec le plus fort pourcentage de la population à avoir une conception normative de la démocratie sont le Costa Rica (76.1%) et le Chili (76.2%), qui sont deux démocraties très stables.

Il est intéressant de noter que, malgré la courte expérience d'Haïti avec la démocratie, elle occupe le septième rang en termes de pourcentage de sa population à partager une conception

normative du concept, au-dessus de la majorité des pays de l'Amérique Centrale, la République Dominicaine et la Colombie. En plus, le pourcentage de la population Haïtienne à avoir une conception vide ou diffuse de la démocratie est relativement faible (24.9%) en comparaison des pays tels que le Salvador et la République Dominicaine où respectivement un pourcentage de 43.1 et 37.1 de la population a éprouvé des difficultés à définir la démocratie ou croit qu'elle n'a aucune signification.

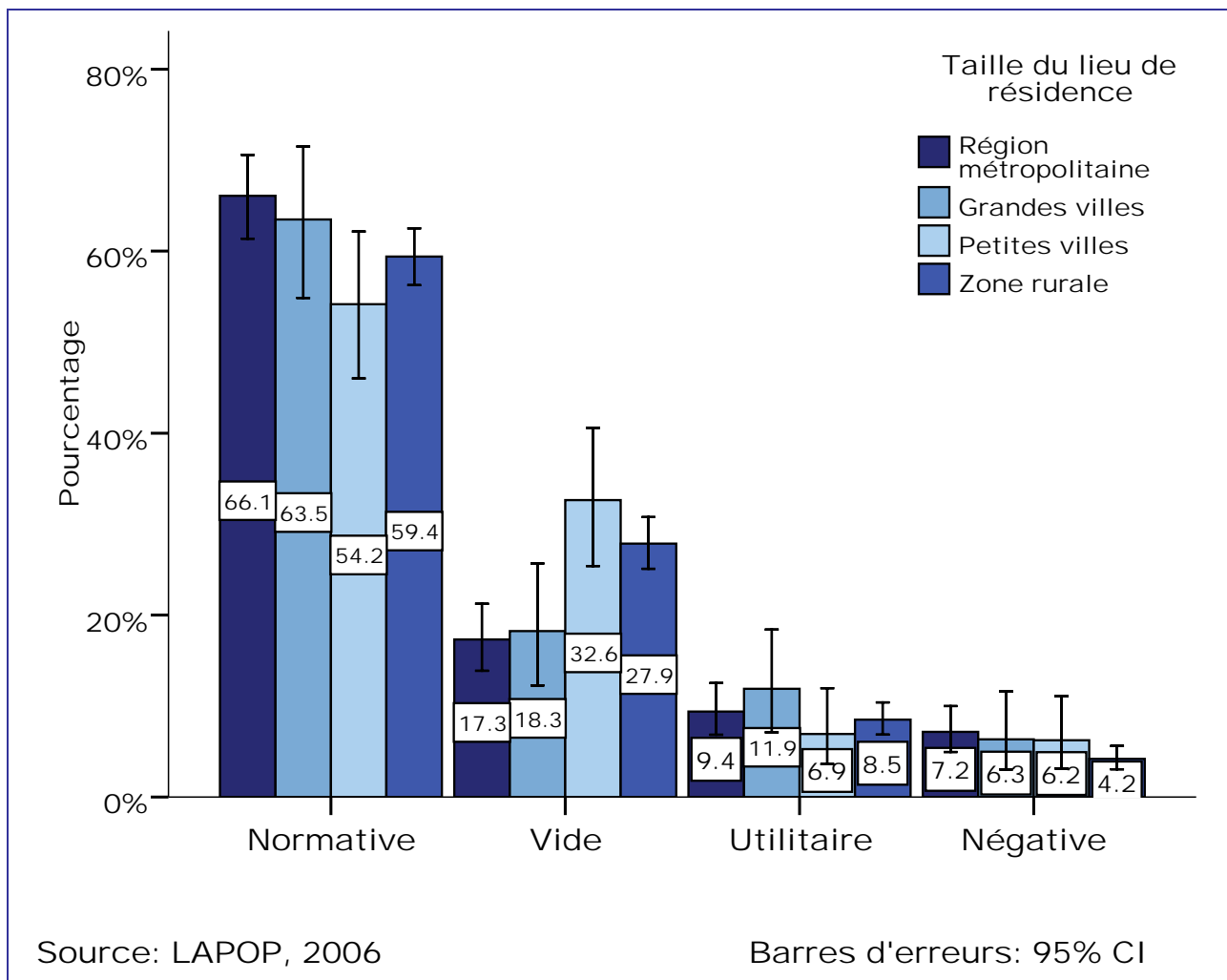


Graphique III-2. Différentes conceptions de la démocratie dans une perspective comparative

Caractéristiques individuels et conception de démocratie

Qui a le plus de chance d'avoir une conception normative de la démocratie? Nous avons utilisé une équation de régression logistique multinomiale en vue de répondre à cette question. C'est une procédure statistique qui permet de comparer l'impact de chaque variable indépendante sur chacune des 4 catégories de la variable dépendante que la conception-D représente ici, en utilisant les conceptions «normatives» comme la catégorie de base contre laquelle les autres

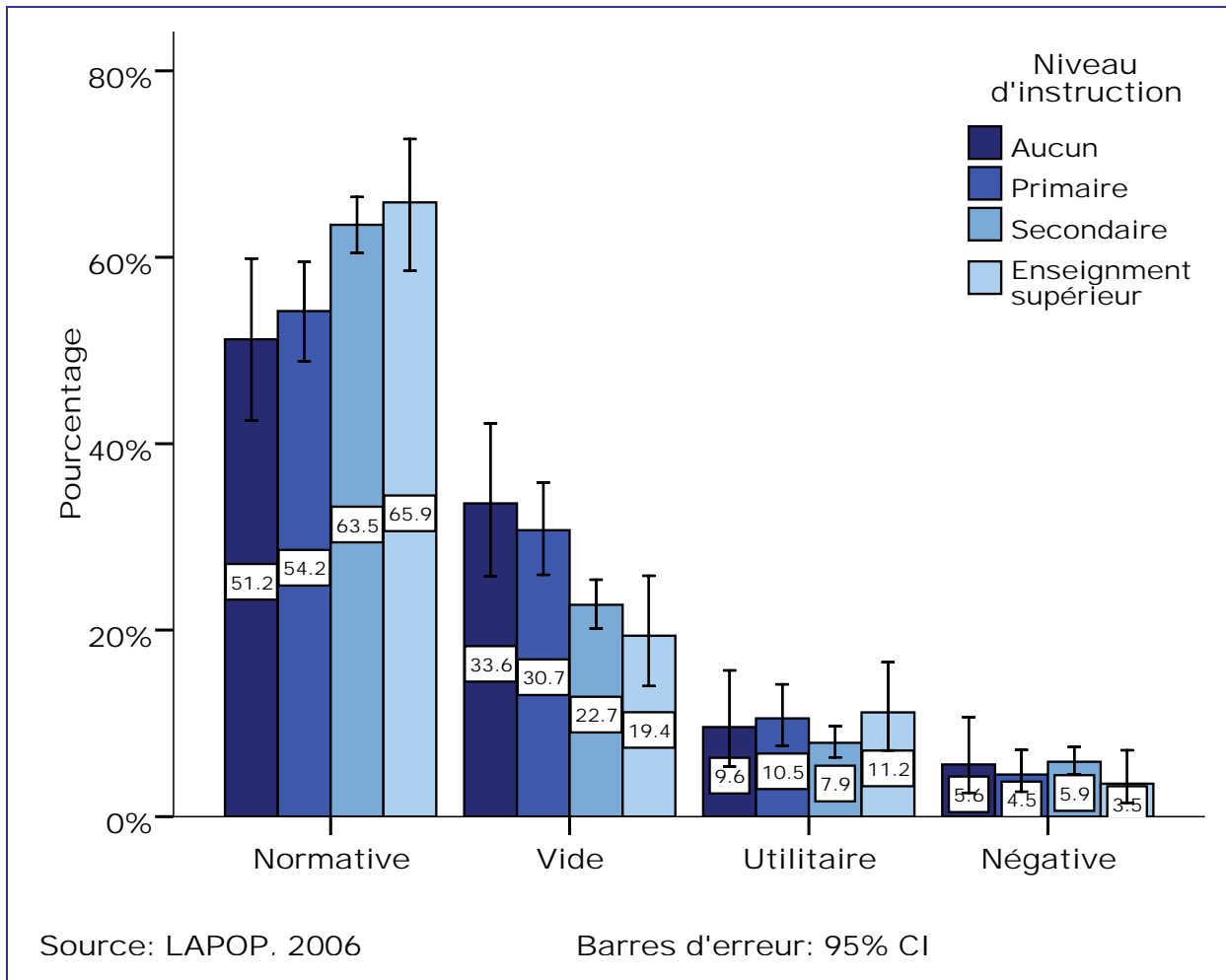
catégories sont comparées. Les résultats de la régression sont présentés à l'Annexe du chapitre. Nous avons trouvé que le niveau d'éducation et la dimension de sites de résidence sont des déterminants importants de la conception qu'une personne a de la démocratie. Par exemple, la figure suivante montre que les résidents des petites villes ou des milieux ruraux ont plus de chance d'avoir une conception sans objet de la démocratie que les résidents de la zone Métropolitaine ou des grandes villes. Alors que 17.3% des résidents de cette zone et 18.3% de ceux des grandes villes définissent la démocratie en termes 'vides', ces pourcentages sont respectivement de 27.9 et 32.6 pour les milieux ruraux et les petites villes. Au contraire, ceux qui détiennent une conception normative de la démocratie ont plus de chance de résider dans la zone Métropolitaine ou dans les grandes villes. En effet, respectivement 66.1% et 63.5% de ces deux derniers sites définissent la démocratie en termes normatifs, en comparaison de 54.2% et 59.4% des résidents des petites villes et des zones rurales respectivement.



Graphique III-3. Différentes Conceptions de la Démocratie en Haïti par Dimension des Sites de Résidence

Le niveau d'éducation est aussi un important déterminant de la façon dont les Haïtiens définissent la démocratie. Le Graphique III-4 montre que les analphabètes et les individus qui ont été jusqu'au cycle d'études primaires ont plus de chance d'avoir une conception vide de la

démocratie, alors que ceux qui ont été au secondaire ou au-delà ont plus de chance d’avoir une conception normative de la démocratie. Ainsi, 63.5% de ceux qui ont atteint le secondaire et 65.9% de ceux qui ont atteint l’enseignement supérieur définissent la démocratie en termes normatifs alors que ce pourcentage est plus faible chez ceux qui ont un niveau primaire (54.2%) et ceux qui n’ont pas eu une éducation formelle (51.2%). Cependant, il est important de noter que même parmi ceux qui n’ont pas d’éducation formelle, un pourcentage important définit la démocratie en termes normatifs.



Graphique III-4. Différentes Conceptions de la Démocratie en Haïti par Education

Préférence pour la démocratie

Le développement d’une culture démocratique entre citoyens, et en particulier, le niveau de support ou de préférence pour la démocratie, est reconnu dans la littérature politique comme un élément important pour la mise en place des systèmes démocratiques stables et durables (i.e., Almond and Verba 1963; Diamond 1999). Si les citoyens accordent un faible support à la démocratie en tant que forme de gouvernement, alors la démocratie peut être en danger, étant donné qu’ils peuvent être plus enclins à justifier la prise en charge d’un pays par des

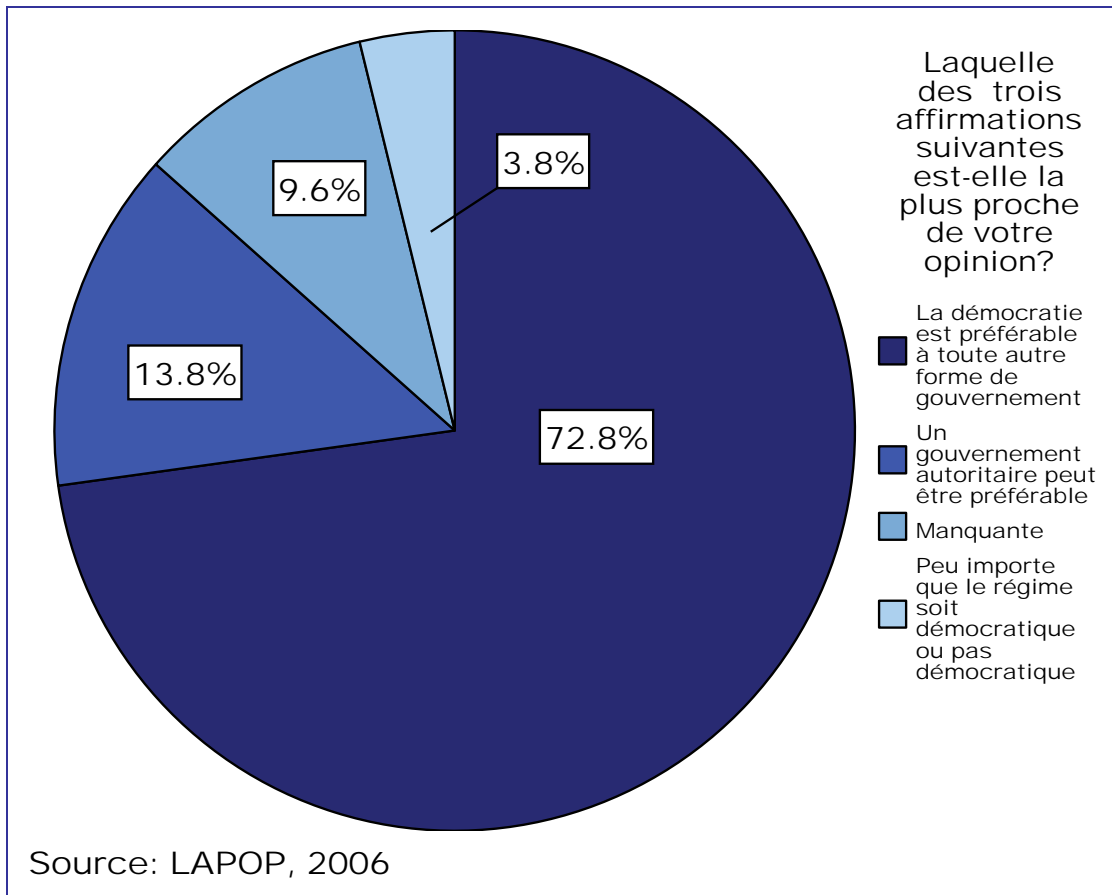
gouvernements autoritaires ou bien à être tout simplement indifférents entre une forme de gouvernement et une autre. Dans cette section, nous allons analyser le niveau de support accordé en Haïti à la démocratie en termes comparatifs et considérer si ce niveau de support dépend de la conception des citoyens de la démocratie.

Pour mesurer le support des citoyens et leur préférence en ce qui a trait à la démocratie par rapport à d'autres formes de gouvernement, nous avons posé la question suivante :

DEM2. *Laquelle des trois affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?*

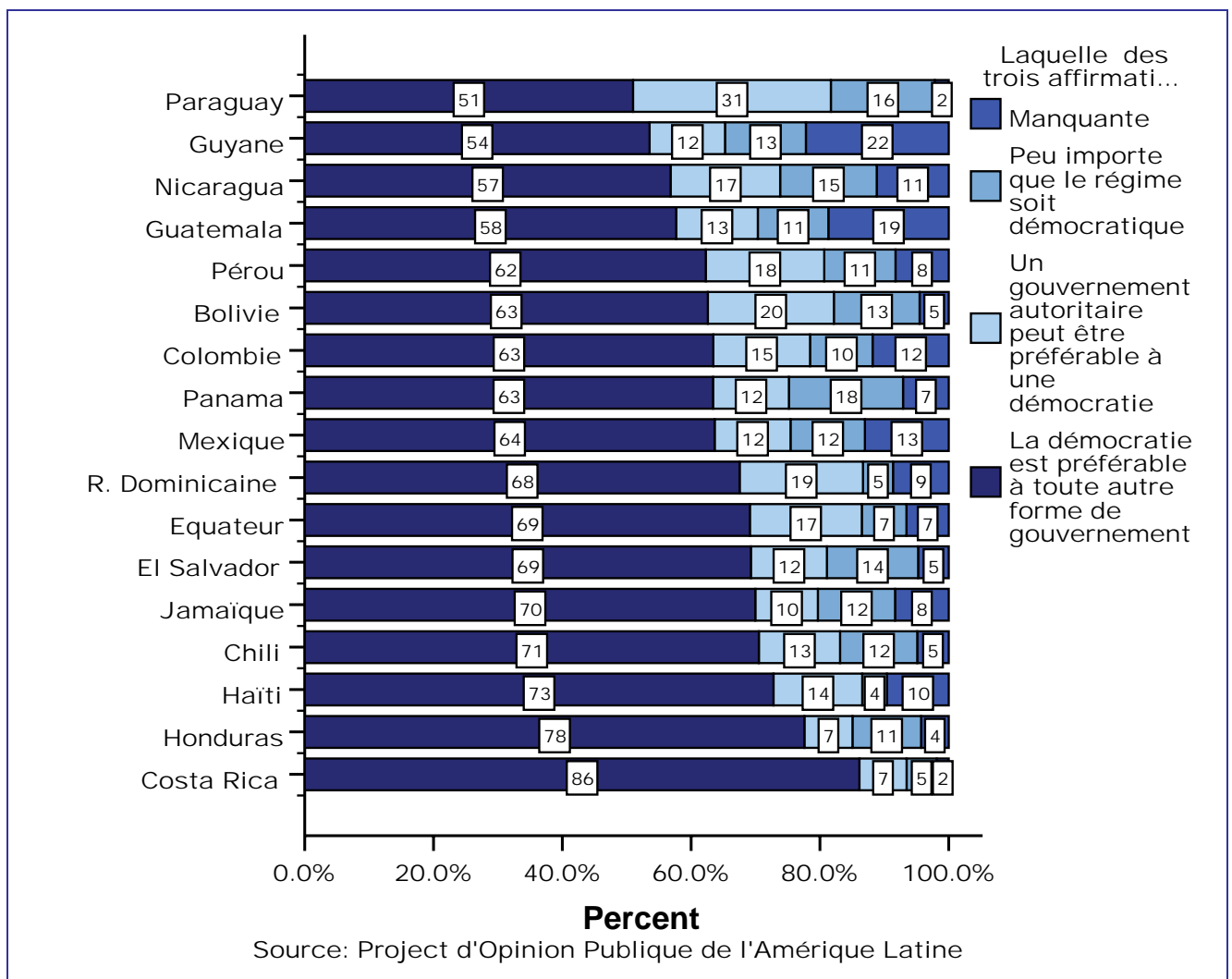
- 1) *Pour des gens comme moi, peu importe que le régime soit démocratique ou pas démocratique*
- 2) *La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement*
- 3) *Dans certaines circonstances, un régime autoritaire peut être préférable*
- 4) *Ne sait pas/pas de réponse*

Le graphique circulaire suivant (graphique III-5) montre que la grande majorité des Haïtiens (72.8%) préfère une forme démocratique de gouvernement à un régime autoritaire. A l'opposé, 13.8% de la population adulte préfère un régime autoritaire, et seulement 3.8% pensent que le type de régime importe peu.



Graphique III-5. Préférence pour la Démocratie en Haïti

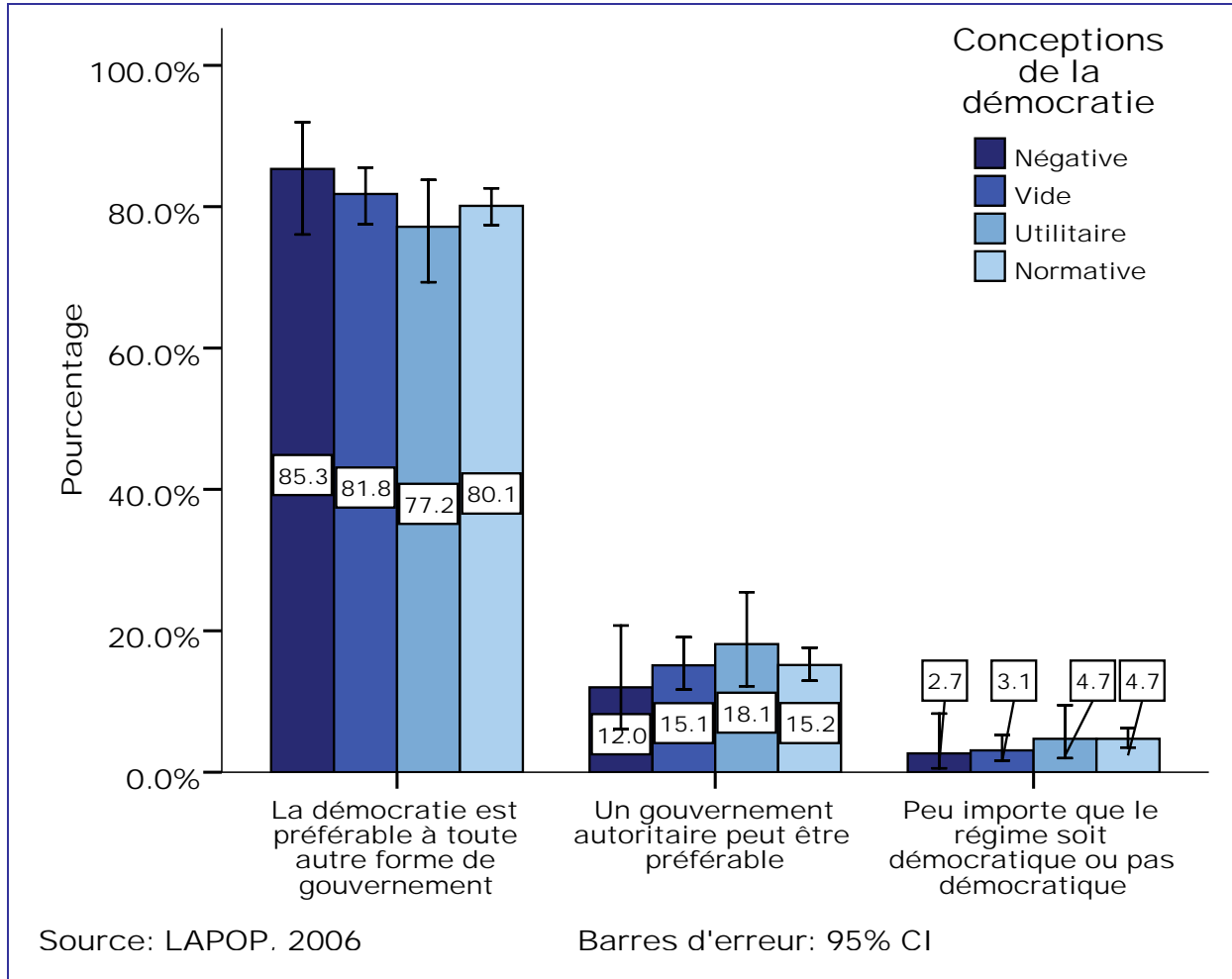
En outre, quand le niveau de préférence pour la démocratie en Haïti est comparé à celui des pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, les résultats montrent que le niveau de support pour la démocratie en Haïti est l'un des plus élevés, comme le montre le Graphique III-6. Parmi dix-sept pays, Haïti occupe le troisième rang en termes de niveau de support ou de préférence pour la démocratie, seulement après le Honduras et le Costa Rica. Ce résultat suggère que les Haïtiens en moyenne ont des valeurs démocratiques très élevées en dépit du fait que le pays ait subi tant de cassures dans son expérience démocratique. D'un autre côté, au Nicaragua et au Guatemala les citoyens accusent le plus bas niveau de support ou de préférence pour la démocratie. Dans ces deux pays, seulement 56.8% et 57.7% de la population préfèrent respectivement sans ambiguïté la démocratie à d'autres formes de gouvernement. Les résultats dénotent aussi que la Bolivie recèle le plus haut pourcentage de sa population qui préfère un régime autoritaire à d'autres formes de gouvernement (19.6%).



Graphique III-6. Préférence pour la démocratie dans une perspective comparative

Maintenant, nous allons considérer si le niveau de support accordé à la démocratie en Haïti dépend de la façon dont les citoyens définissent la 'démocratie.' En général, nous nous attendons à ce qu'un pourcentage plus élevé de ceux qui préfèrent la démocratie à d'autres formes de

gouvernement en adopte une conception normative, étant donné qu'ils peuvent avoir plus de chance de définir les vrais avantages que la démocratie apporte à certaines sociétés (c'est-à-dire, la protection des droits humains, la liberté d'expression et d'association, etc.). Pourtant, le Graphique III-7 suggère que la préférence pour la démocratie à d'autres formes de gouvernement en Haïti est relativement élevée. Indépendamment de la façon dont les Haïtiens la définissent en se référant aux quatre conceptions de la démocratie, comme le montre la faible différence de pourcentages dans les niveaux de support à la démocratie (voir le côté gauche des colonnes du graphique). Ceci fait penser que même ceux qui définissent la démocratie en termes utilitaires, vides, ou négatifs ont la chance de préférer la démocratie à d'autres formes de gouvernement.²⁹



Graphique III-7. Préférence pour la démocratie en Haïti selon les différentes conceptions de démocratie

²⁹ Des résultats similaires ont été trouvés pour la perception du niveau de démocratie et de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie (résultats non présentés ici). Apparemment, il n'y aurait aucune relation entre la conception de la démocratie et les perceptions individuelles de la démocratie.

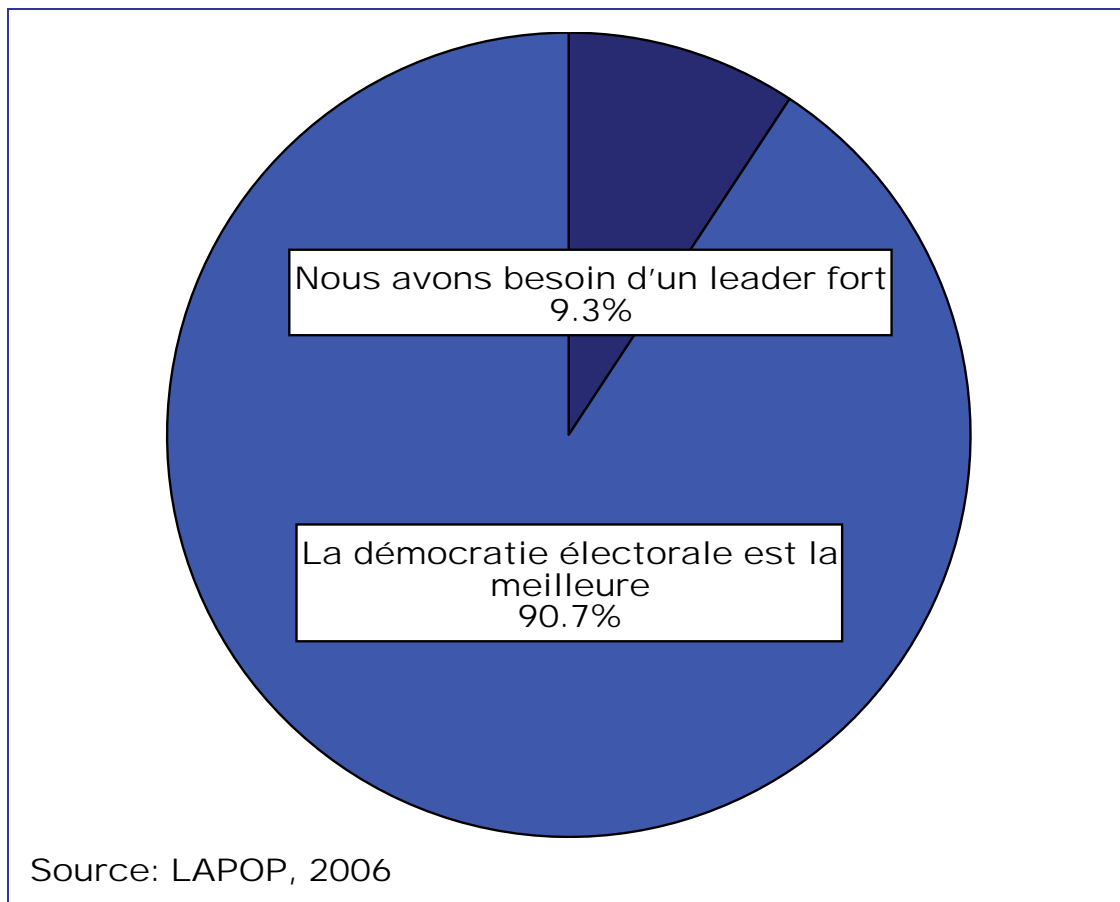
Appui à la démocratie électorale

En vue de comprendre plus profondément la préférence des citoyens pour la démocratie, on a introduit une autre question dans le sondage. Cette question se concentre sur la préférence des citoyens pour les leaders élus démocratiquement par rapport à ceux qui sont forts sans avoir été élus par le vote de la population. La question se lit de cette façon:

AUT1. Il y a des gens qui disent que nous avons besoin d'un leader fort sans qu'il soit élu. D'autres déclarent que, malgré qu'il y ait des choses qui ne marchent pas, la démocratie électorale, ou le vote populaire, est toujours meilleure. Que pensez-vous ?

- 1) *Nous avons besoin d'un leader fort sans qu'il soit nécessaire de l'élire*
- 2) *La démocratie électorale est la meilleure.*

Les résultats du sondage révèlent que 90.7% des Haïtiens pensent que la démocratie électorale est toujours meilleure en comparaison aux gouvernements dirigés par un leader fort qui n'a pas été élu par vote populaire (Graphique III-8).



Graphique III-8. Support à la Démocratie électorale en Haïti

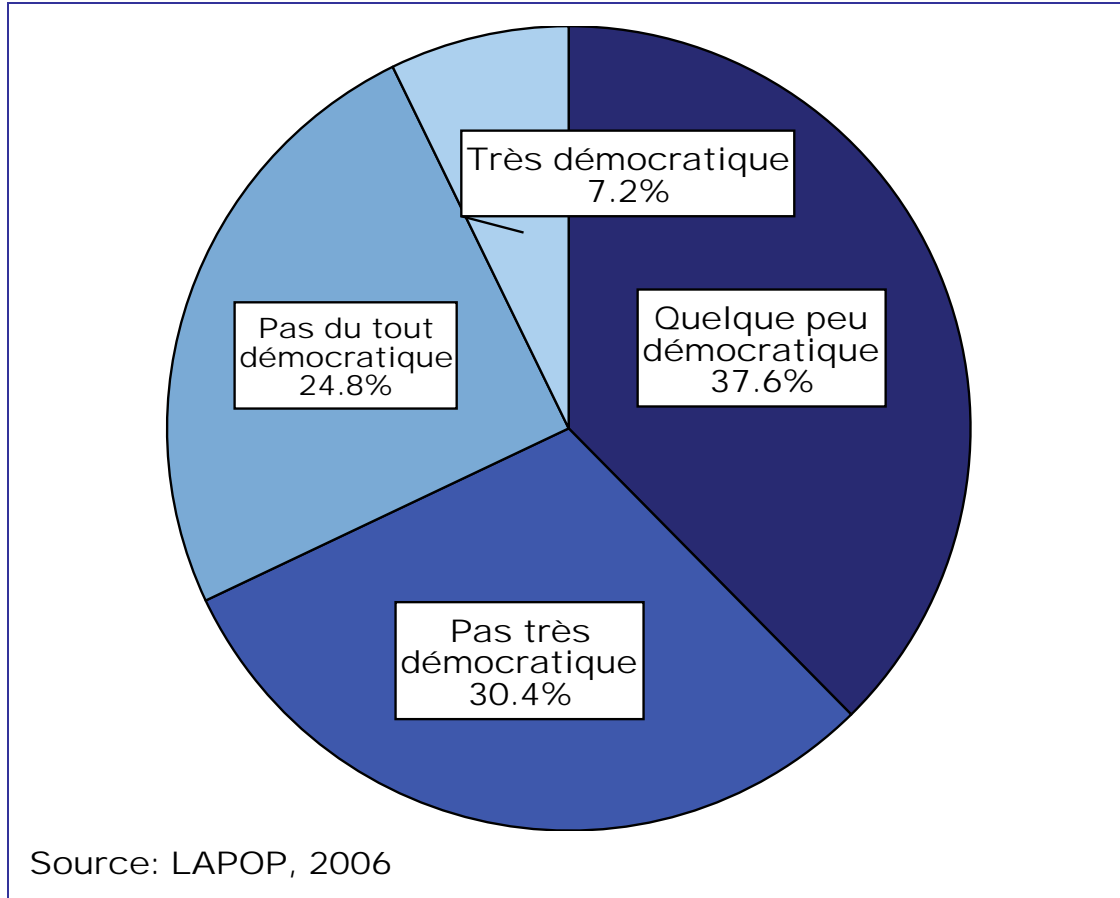
Perception du niveau de Démocratie en Haïti

Jusqu'à présent, nous avons montré que les Haïtiens ont un niveau de support élevé en faveur des formes démocratiques de gouvernement, notamment parce que la majorité des Haïtiens identifient la 'démocratie' comme le meilleur régime politique. Maintenant, nous examinons leurs opinions sur le niveau de démocratie qu'ils pensent que le pays a atteint. En vue de mesurer la perception des citoyens de ce niveau, LAPOP a posé la question suivante:

PN5. Selon vous, est-ce que Haïti est très démocratique, quelque peu démocratique, pas très démocratique ou pas du tout démocratique ?

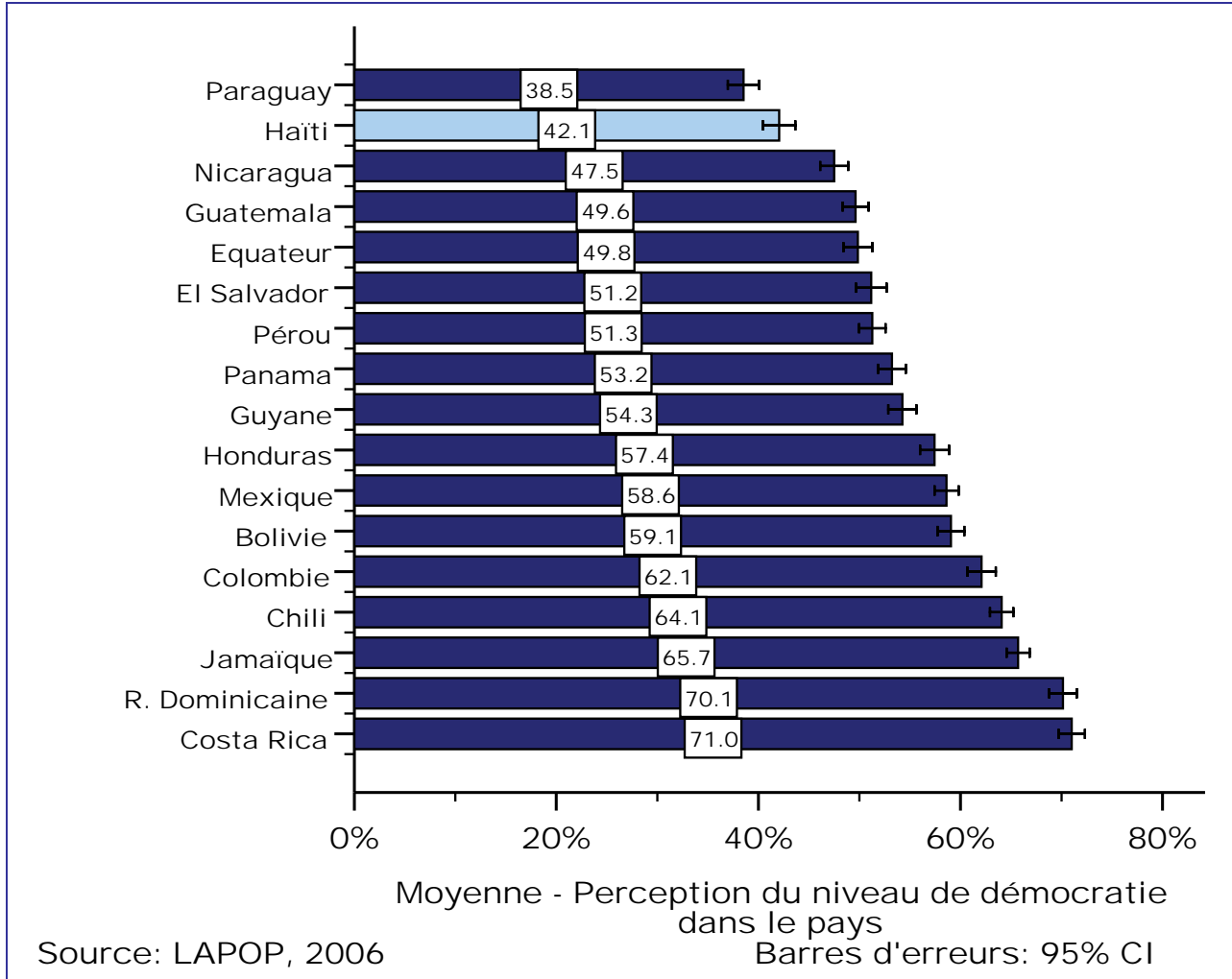
1) très démocratique 2) quelque peu démocratique 3) pas très démocratique 4) pas du tout démocratique.

Le Graphique III-9 montre que 44.8% des répondants croient que le pays est quelque peu ou très démocratique. Cependant, la majorité de la population pense que le pays n'est pas très ou du tout démocratique (55.2%). Spécifiquement, un quart de la population croit qu'ils vivent sous un régime politique qui n'est pas du tout démocratique. Ces résultats s'accordent avec la difficulté du pays à établir une démocratie stable vingt ans après la fin de la dictature des Duvalier, ce qui nous fait conclure qu'il y a, en Haïti, un déséquilibre politique entre la «demande» et l'«offre» en matière de démocratie, une situation que Bratton a identifiée dans plusieurs pays africains (Bratton, *et autres*. 2005). Le support prononcé en faveur de la démocratie et cette perception d'un manque de démocratie dans le pays par la majorité de la population indique que la demande en matière de démocratie en Haïti dépasse l'offre.



Graphique III-9. Perception du niveau de Démocratie en Haïti

Voulant comparer le niveau moyen de démocratie entre pays, la question PN5 a été recodée en une échelle graduée de 0 à 100, où un score plus grand indique une meilleure évaluation du niveau de démocratie. Le Graphique III-10 montre le rang des 17 pays que nous analysons dans ce texte. Comparée au reste des pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe qui ont des données disponibles sur le sujet, Haïti a le plus bas niveau moyen de démocratie aux yeux de ses citoyens. En plus, ce graphique fait voir que la différence moyenne de perceptions entre Haïti et ces autres pays est substantielle et statistiquement significative. Par exemple, la différence moyenne des perceptions de la démocratie entre les deux pays dont les scores sont les plus bas, notamment Haïti et le Nicaragua, est de 5.2. Cette différence est statistiquement significative. Comme nous pouvons le remarquer dans le graphique, la perception du niveau de démocratie entre Dominicains, Costa Ricains est la plus élevée de la région, avec respectivement 70.1 et 71.0.



Graphique III-10. Perception du niveau de démocratie dans une perspective comparative

Le haut niveau de support à la démocratie en tant que forme de gouvernement et la perception d'une certaine carence de démocratie en Haïti suggèrent que les troubles politiques et économiques au cours de cette transition démocratique n'ont pas fait obstacle à la préférence des citoyens pour la démocratie. Dans la prochaine section, nous analyserons de façon plus directe le niveau de satisfaction des Haïtiens en ce qui a trait au déroulement de la démocratie dans le pays selon une approche comparative.

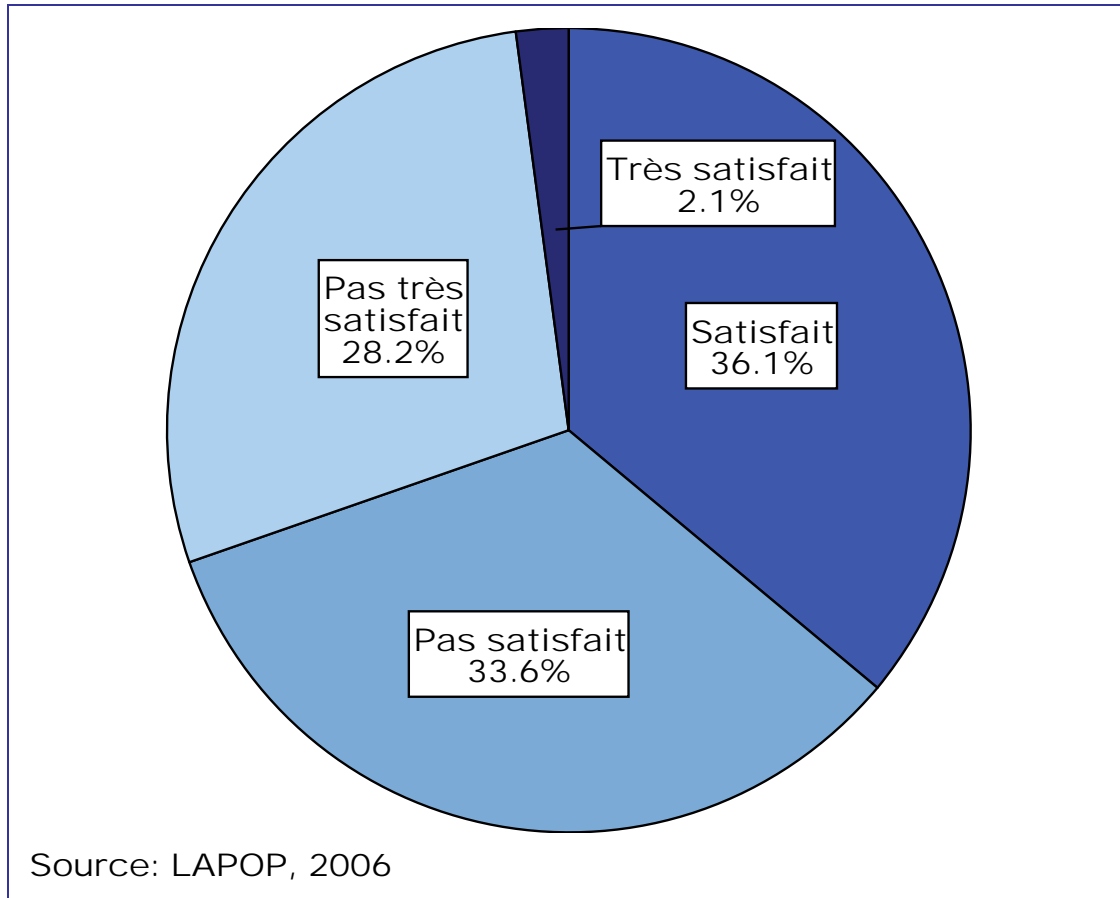
Satisfaction avec le déroulement de la Démocratie

En vue d'évaluer le niveau de satisfaction avec le déroulement de la démocratie, LAPOP a demandé la question suivante:

PN4. *En des termes généraux, diriez-vous que vous êtes très satisfait, satisfait, pas satisfait ou très insatisfait de la façon dont la démocratie se déroule en Haïti ?*

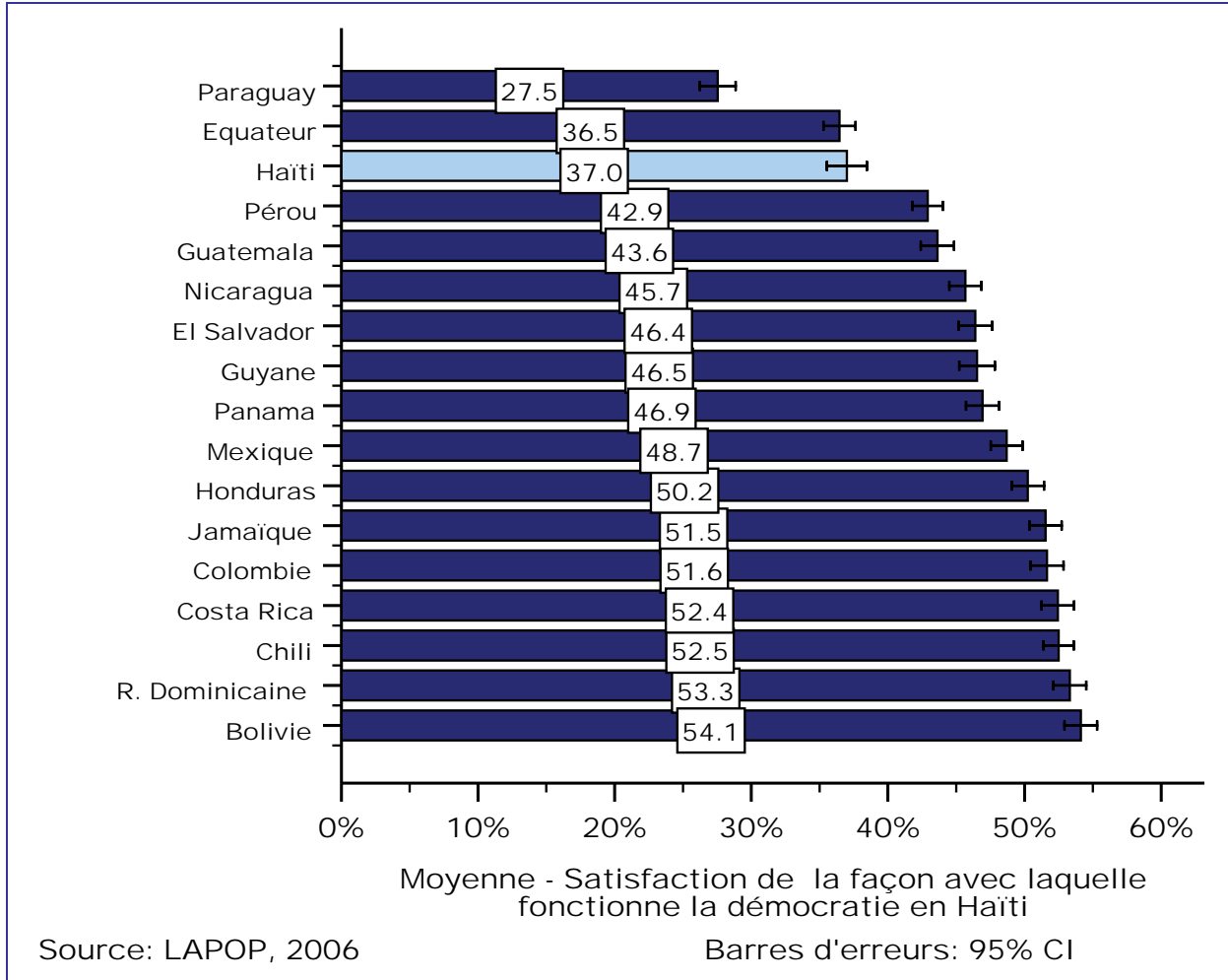
- (1) Très satisfait (2) Satisfait (3) Insatisfait (4) Très insatisfait

Le Graphique III-11 indique que les résultats de la satisfaction des citoyens avec le déroulement de la démocratie ressemblent aux résultats du niveau de démocratie dans le pays tel qu'il est perçu par la population. Environ 62% d'entre elle déclarent qu'ils sont insatisfaits de la façon dont la démocratie marche dans le pays. Seulement 36.1% affirment qu'ils sont satisfaits; 2.1% sentent qu'ils sont très satisfaits.



Graphique III-11. Satisfaction avec la démocratie en Haïti

En vue de comparer le niveau de satisfaction des gens avec l'évolution de la démocratie en Haïti à celui des autres pays de la région, la question PN4 a été recodée dans une échelle de 0 à 100, où 100 représente le niveau le plus élevé de satisfaction et 0 le plus faible. Le Graphique III-12 fait voir qu'Haïti accuse le niveau moyen le plus bas de satisfaction avec le déroulement de la démocratie (37 points); elle est suivie par l'Equateur (38.4). Une comparaison avec les autres pays, d'un autre côté, montre que le Costa Rica a le plus haut niveau moyen de satisfaction avec la démocratie (56 points) suivi par la République Dominicaine qui occupe la seconde place (53.3). Il est important de souligner qu'en général le niveau de satisfaction avec le déroulement de la démocratie dans la région est relativement bas, même à Costa Rica.



Graphique III-12. Satisfaction avec la démocratie dans une perspective comparative

Conclusion

Ce chapitre a présenté les résultats du sondage de LAPOP 2006 en Haïti concernant les conceptions et points de vue des citoyens relatifs à la démocratie. Les résultats du sondage montrent que la majorité des Haïtiens définit la démocratie en termes normatifs, ou, en d'autres termes, comprennent les bénéfiques politiques et les processus que la démocratie engendre. Cependant, environ un quart de la population a des problèmes à définir la démocratie ou ne croit pas que la démocratie a un sens quelconque. Ce pourcentage est plus élevé parmi ceux qui sont moins instruits ou qui vivent dans les petites villes ou les milieux ruraux.

Ce chapitre montre aussi qu'il y a un fort support accordé à la démocratie en Haïti. La majorité des Haïtiens croient que la démocratie est préférable à d'autres formes de gouvernement. En plus, nous avons trouvé qu'il n'y a aucun rapport entre la préférence pour la démocratie et la conception de la démocratie. Le niveau de support pour la démocratie est élevé en Haïti, indépendamment de la définition ou de la conception de la démocratie.

Enfin, nous avons trouvé que la demande en matière de démocratie en Haïti est plus grande que l'offre. Alors que la plupart des Haïtiens accordent un support élevé à la démocratie, leur perception du niveau de démocratie et leur satisfaction avec le déroulement de la démocratie dans le pays sont bas. Les résultats de ce chapitre confirment qu'Haïti a encore un long chemin à parcourir dans le processus de démocratisation qu'elle cherche à implanter en vue d'atteindre le niveau des autres pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe.

Bibliographie

Almond, Gabriel A., and Sidney Verba. *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Princeton: Princeton University Press, 1963.

Bratton, Michael (2002), "Wide but Shallow: Popular Support for Democracy in Africa" (Michigan: Michigan State University), Afrobarometer Paper 19 (www.afrobarometer.org).

Bratton, Michael, Robert Mattes, and E. Gyimah-Boadi. *Public Opinion, Democracy, and Market Reform in Africa, Cambridge Studies in Comparative Politics*. New York: Cambridge University Press, 2005.

Diamond, Larry. *Developing Democracy: Toward Consolidation*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1999.

Mishler, William and Richard Rose (2001), "Political Support for Incomplete Democracies: Realist vs. Idealist Theories and Measures," *International Political Science Review* 22/4 (October): 303–20.

Pierre, Yves-François (1991), "Conception du CASEC et de la Démocratie en Milieu Rural." Rapport de Projet préparé pour le Centre de Développement des Ressources Humaines et soumis à American Development Fund, Washington, USA.

Sarsfield, Rodolfo (2003), "¿La no-elección de Dorian Gray o la decisión de Ulises? Racionalidad y determinación en la preferencia por democracia en América Latina" (Mexico City: FLACSO, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales), unpublished PhD thesis.

Schedler, Andreas & Rodolfo Sarsfield (2004): "Democrats with Adjectives: Linking Direct and Indirect Measure of Democratic Support", Afrobarometer Working Paper, No 45 (November)

Seligson, Mitchell A. (2004), "Comparative Survey Research: Is There A Problem?" ASPA-CP Newsletter 15/2 (Summer): 11–14.

Przeworski, Adam, Susan Carol Stokes, and Bernard Manin. *Democracy, accountability, and representation*. Cambridge, U.K. ; New York: Cambridge University Press, 1999.

Almond, Gabriel A., and Sidney Verba. *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Princeton: Princeton University Press, 1963.

Annexe

Tableau III-2. Régression nominale – Différentes conceptions de la démocratie

condemoc1 Conceptions de la démocratie(a)		B	Erreur std.	Wald	degrés de liberté	Signif.	Exp(B)	Intervalle de confiance 95% pour Exp(B)	
								Borne inférieure	Borne supérieure
								2 Utilitaire	Constante
	Q1	.051	.181	.078	1	.779	1.052	.737 1.501	
	Q2	.012	.007	3.027	1	.082	1.012	.998 1.027	
	ED	-.047	.022	4.483	1	.034	.954	.913 .996	
	Wealth	.154	.059	6.876	1	.009	1.167	1.040 1.309	
	UR	.013	.436	.001	1	.976	1.013	.431 2.381	
	TAMANOR	.012	.124	.009	1	.926	1.012	.793 1.291	
1 Vide	Constante	-1.008	.404	6.209	1	.013			
	Q1	-.105	.121	.750	1	.387	.901	.710 1.142	
	Q2	.008	.005	3.091	1	.079	1.009	.999 1.018	
	ED	-.040	.015	7.049	1	.008	.961	.933 .990	
	Wealth	.065	.042	2.467	1	.116	1.067	.984 1.158	
	UR	-.519	.262	3.936	1	.047	.595	.356 .994	
	TAMANOR	.281	.080	12.261	1	.000	1.324	1.132 1.550	
0 Négative	Constante	-1.268	.757	2.807	1	.094			
	Q1	.036	.228	.026	1	.873	1.037	.664 1.620	
	Q2	-.009	.010	.987	1	.320	.991	.972 1.009	
	ED	-.054	.029	3.476	1	.062	.948	.896 1.003	
	Wealth	.138	.074	3.440	1	.064	1.148	.992 1.328	
	UR	-.545	.492	1.226	1	.268	.580	.221 1.521	
	TAMANOR	.068	.140	.238	1	.626	1.070	.814 1.407	

a La modalité de référence est : 3 Normative.

Pseudo R-deux

Cox et Snell	.035
Nagelkerke	.041
McFadden	.018

IV. Appui à une démocratie stable

Introduction

Ce chapitre présente l'état de la démocratie en Haïti tel que perçu par les citoyens sur la base des résultats du sondage 2006 tout en procédant à une comparaison avec les résultats obtenus pour les autres pays où LAPOP a aussi mené des enquêtes au cours de la même année. Il évalue les valeurs politiques des Haïtiens et le niveau de légitimité du système politique d'après la population. Le présupposé fondamental retenu ici est que plus le support accordé au système politique d'un régime démocratique est fort et plus les valeurs des citoyens -mesurées d'après leur 'tolérance politique'- sont démocratiques, plus forte est la chance d'avoir une démocratie stable.

Easton (1965, 1975) définit la 'légitimité politique' comme 'la conviction [entretenue par les citoyens] qu'il est juste et convenable d'obéir aux autorités et de se soumettre aux exigences [d'un] régime'.³⁰ Dans le même ordre d'idées, Lipset note que la 'légitimité inclut la capacité d'un système politique d'engendrer et de maintenir la conviction que les institutions politiques existantes sont les plus appropriées ou adéquates à la société' et considère la légitimité comme un pré-requis pour la survie et la stabilité de la démocratie.³¹ L'idée est que, quand il y a un fort support accordé au système politique, les luttes internes économiques et/ou politiques ont moins de chance de mettre en jeu la crédibilité de la démocratie en tant que meilleure forme de gouvernement. Dans ce sens, un régime politique qui est légitime aux yeux des citoyens exigerait un haut niveau de support en faveur de ses institutions.

Dans le domaine de la science politique, l'opérationnalisation de la légitimité politique d'un système a provoqué pas mal de débats. Cela est dû au fait que des auteurs ont fait ressortir son caractère multidimensionnel (Booth et Seligson 2005). Pour ne citer qu'un exemple, Easton fait la distinction entre support 'spécifique' et support 'général' accordé à un système. Le premier fait référence à l'évaluation des citoyens du gouvernement et le second à leur évaluation des institutions politiques. Ce chapitre évalue différentes dimensions de la légitimité en Haïti, à savoir: l'existence d'une communauté politique, la confiance placée dans les institutions faisant partie de l'appareil politique et le support accordé au système politique en général.

Bien plus, nous analyserons le niveau de tolérance politique en Haïti. Par tolérance politique, nous entendons 'le respect manifesté par les citoyens à l'endroit des autres, spécialement ceux avec lesquels ils peuvent ne pas être en accord' (Seligson 2000). La tolérance politique est utilisée comme une mesure des valeurs démocratiques des citoyens et est aussi considérée comme un indicateur de la qualité de la démocratie. Plus les citoyens d'un pays sont tolérants politiquement, plus les élites politiques ont la chance de respecter les droits politiques des

³⁰ Voir Easton (1975), page 451.

³¹ Voir Lipset (1994), page 86.

minorités et ceux d'autres groupes vulnérables, ce qui ne fait qu'accroître le niveau général de démocratie dans un pays (Gibson 1992).

Sur la base du cadre théorique originellement développé par Seligson et Córdova (1992) et utilisé subséquemment dans les études de LAPOP, nous retenons les niveaux de légitimité et de tolérance politique en vue de classer la démocratie en Haïti d'après l'une des quatre typologies, à savoir : une démocratie stable (forte tolérance et fort appui au système); une stabilité autoritaire (faible tolérance et fort appui au système); une démocratie instable (fort tolérance et faible appui au système) ; ou une démocratie à risque (faible tolérance et faible appui au système).

Finalement, ce chapitre explore chez les Haïtiens le niveau d'approbation de la concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif. Notamment, le support qu'ils accordent à un style populiste de gouvernement qui peut aller jusqu'à faire fi de la loi en vue d'achever certains objectifs politiques. En effet, le concept de 'populisme' a fait une certaine résurgence dans le contexte des politiques latino-américaines (Weyland 2001). Et il permet, comme utilisé ici, de juger des attitudes démocratiques chez les citoyens.

Existence d'une communauté politique en Haïti

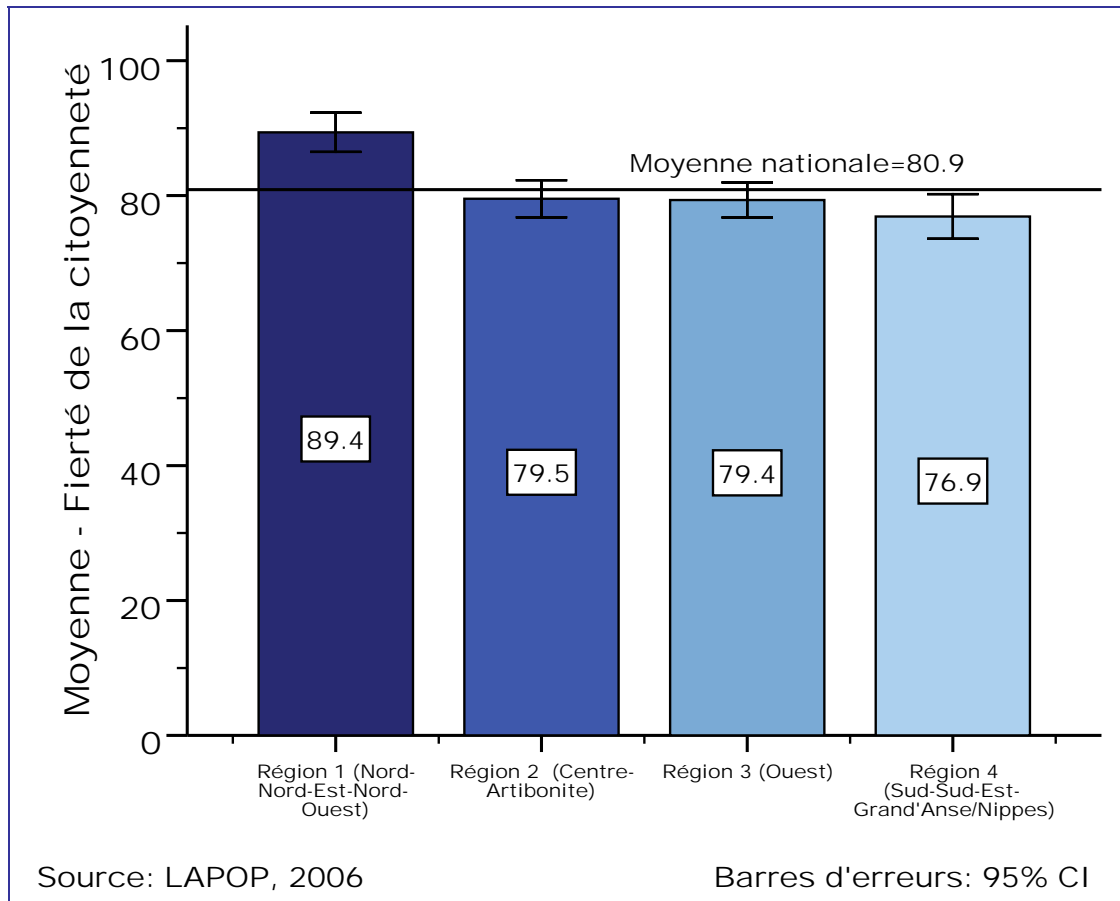
Un simple indicateur de l'existence d'une communauté politique dans un pays est la fierté qu'éprouvent ses citoyens. En général, ce niveau de fierté est élevé dans tous les pays. La fierté serait comme la raison d'être du citoyen. Sa perte annonce sans ambiguïté une décapitalisation de la sphère politique et les leaders auront beaucoup de fil à retordre ne serait-ce que pour mobiliser les citoyens au nom d'une cause commune et les porter à trancher leurs différends au nom de cette cause.

Chez les citoyens haïtiens, on constate une ambivalence continue et percutante: d'un côté, la faillite politique, économique et sociale du pays, proclamée par plus d'un les porte à le 'haïr'; et de l'autre, la richesse de la culture nationale (arts, danses traditionnelles, peinture, littérature), qui fait le renom du pays à l'extérieur, les porte à le chérir. Prenant cette fierté comme critère, jusqu'à quel point peut-on dire qu'il existe une communauté politique en Haïti?

Le sondage de LAPOP 2006 a posé la question suivante pour mesurer le niveau de fierté chez les gens:

B43 *Jusqu'à quel point êtes-vous fier d'être Haïtien?*

Pour pouvoir se classer, les répondants ont utilisé une carte graduée de 0 (pas du tout) à 7 (beaucoup) que LAPOP leur a présentée lors des entrevues. Avant de procéder à la comparaison du niveau de fierté entre les diverses régions du pays, les réponses données à la question ont été utilisées pour former une échelle allant de 0 (très peu) à 100 (beaucoup). Le Graphique IV-1 fait voir que la fierté des citoyens d'être Haïtiens est relativement élevée dans toutes les régions du pays. Cependant, cette fierté est teintée de quelque régionalisme. En effet, le Nord, Nord-Ouest et Nord-est accusent un niveau de fierté plus élevé que le reste du pays (89.4) et donc la moyenne nationale (80.9).

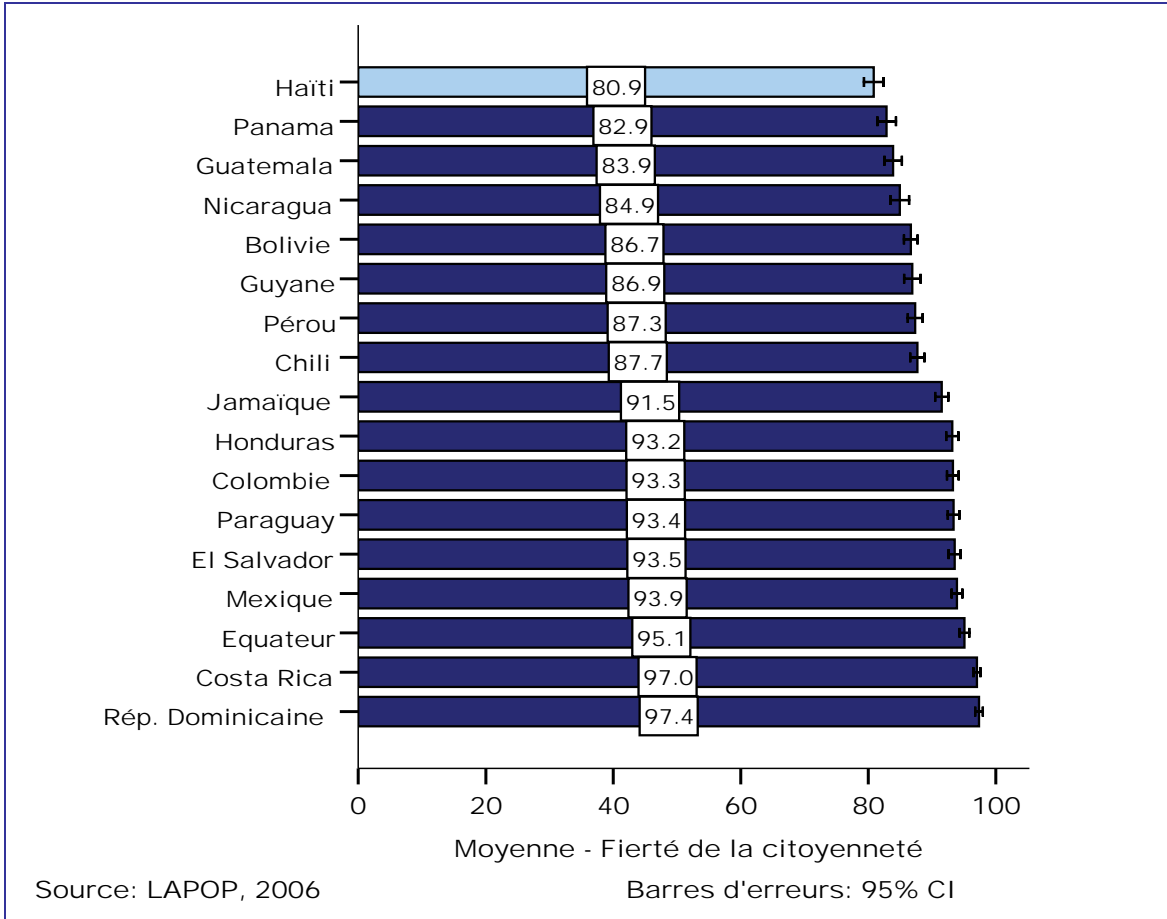


Graphique IV-1. Fierté d'être Haïtien

Rien d'étonnant, aux yeux des Haïtiens, il en a toujours été ainsi depuis la fondation du pays. Il y a tout un mythe autour de 'l'orgueil christophien' que le dicton populaire veut que les Nordistes partagent. Parce que le pays, après son indépendance, avait constitué une royauté dans le Nord et une république dans l'Ouest. Le royaume du Nord regroupait les Département du Nord, du Nord-ouest, du Centre du Nord-est et de l'Artibonite, tandis que la république de l'Ouest contenait les autres départements, dont le Sud. Les données ne permettent pas de rejeter ce mythe vu que le Centre et l'Artibonite partagent le même niveau de fierté avec la région de l'Ouest et du Sud (respectivement 79.5 contre 79.4 et 76.9), puisque ces différences ne sont pas statistiquement significatives.

Fierté des Haïtiens dans le contexte latino-américain et de la Caraïbe

Placée dans le contexte régional de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, Haïti (moyenne 80.9) se range parmi les nations où les citoyens sont les moins fiers de leur citoyenneté à côté du Panama (82.9), du Guatemala (83.9) et du Nicaragua (84.9). Le niveau de fierté des Haïtiens est de beaucoup plus faible que celui de la Jamaïque (91.5) et de la République Dominicaine, qui occupe le sommet de l'échelle avec 97.4 (voir graphique IV-2).



Graphique IV-2. Fierté des citoyens dans une perspective comparative

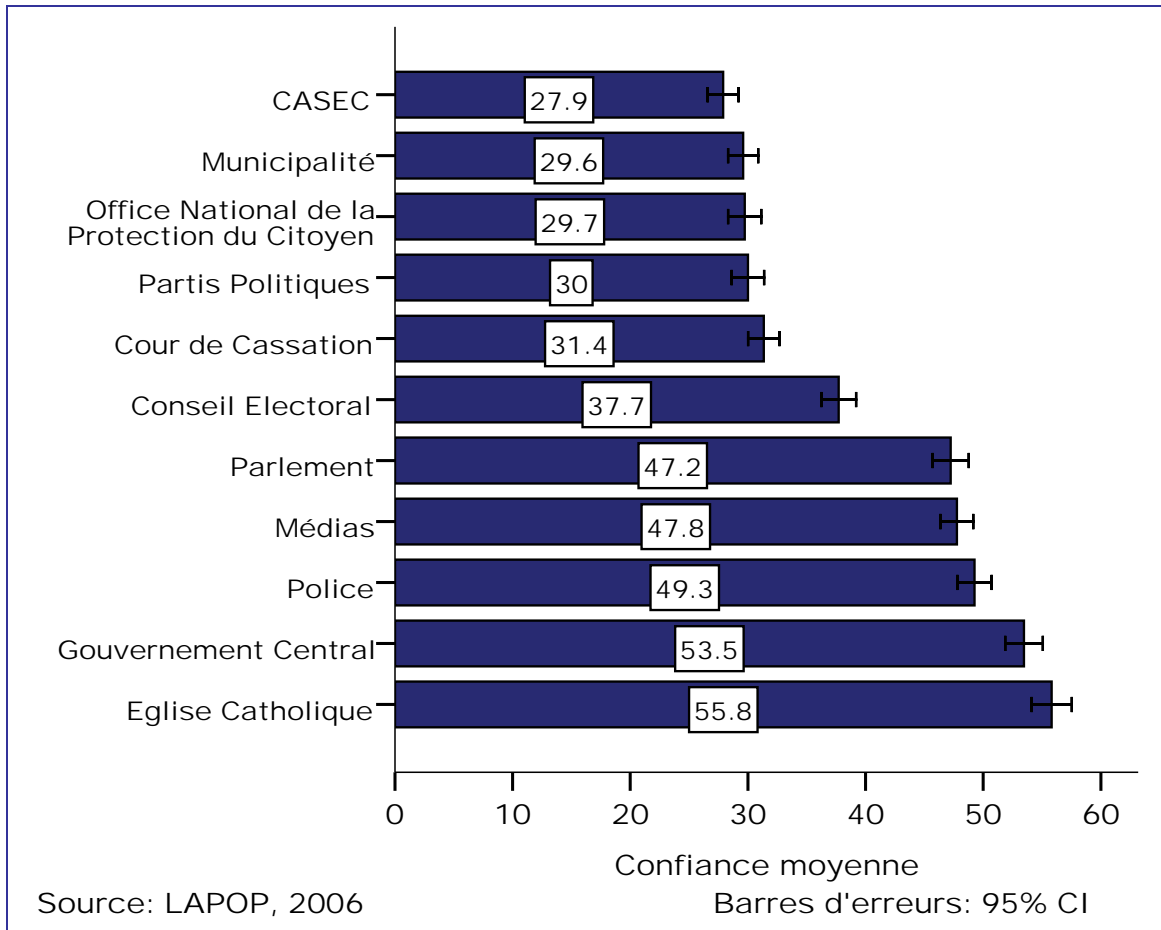
Confiance placée dans les institutions en Haïti

La confiance aux institutions du pays est mesurée par les questions suivantes:

	<i>Notez 1 à 7 8=NSP</i>
B11. Jusqu'à quel point faites-vous confiance au Conseil Electoral?	B11
B13. Jusqu'à quel point faites-vous confiance au Parlement?	B13
B14. Jusqu'à quel point faites-vous confiance au Gouvernement Central?	B14
B15. Jusqu'à quel point faites-vous confiance au chef de OPC ³²	B15
B18. Jusqu'à quel point faites-vous confiance à la Police (PNH)?	B18
B20. Jusqu'à quel point faites-vous confiance à l'Eglise Catholique?	B20
B21. Jusqu'à quel point faites-vous confiance aux Partis Politiques?	B21
B31. Jusqu'à quel point faites-vous confiance à la Cour de Cassation?	B31
B32. Jusqu'à quel point faites-vous confiance au Magistrat?	B32
HAIB32A. Jusqu'à quel point faites-vous confiance au kazèk?	HAIB32A
B37. Jusqu'à quel point faites-vous confiance aux médias?	B37

³² Office National de la Protection du Citoyen.

Le graphique IV-3 montre la confiance moyenne faite à un ensemble de 11 institutions que nous avons retenues dans le cadre de l'enquête. Pour chacune de ces institutions, les citoyens devaient marquer par un score son niveau de confiance en choisissant un nombre entre 1 (Aucune confiance) et 7 (beaucoup de confiance). Ces scores ont été transformés en une échelle graduée de 0 (aucune) à 100 (beaucoup). Le graphique en présente les résultats:



Graphique IV-3. Confiance aux institutions

L'Eglise Catholique et le Gouvernement de la République sont les deux institutions à recueillir le plus de prestige de la part des citoyens (respectivement 55.8 et 53.5). A eux deux, ils forment un paquet se distinguant statistiquement de façon significative des trois autres: la PNH (49.3 points), les Mass Media (47.8) et le Parlement (47.2). Ainsi, la Police Nationale d'Haïti, les Mass Media et le Parlement occupent le second rang dans la confiance que les citoyens font aux institutions du pays. Ces trois ont des scores statistiquement significatifs par rapport aux deux premiers et au Conseil Electoral Provisoire.

Le Conseil Electoral Provisoire occuperait une position intermédiaire (37.7). Puisqu'il se détache avec un score qui le diffère statistiquement de toutes les autres institutions. La Cour de Cassation (31.4), les Partis Politiques (30.0), l'Office National de la Protection du Citoyen (29.7), les Municipalités (29.6) et le CASEC (27.9) occuperaient une position nettement inférieure dans les

réponses fournies. Ces cinq institutions forment un autre groupe car elles présentent des scores qui ne sont pas statistiquement différents les uns des autres mais de ceux de toutes les autres institutions.

L'Eglise Catholique, les Mass Media arrivent, semble-t-il, à convaincre la population qu'elles militent en sa faveur tout comme la PNH à travers ses émissions radiophoniques et télévisées. Les deux premières l'ont accompagnée de façon très proche dès les années 1980 et pendant toute cette période de transition démocratique.

Le gouvernement national emprunte son prestige du Président Préval, qui lors des dernières élections de 2006, a su charmer un fort pourcentage de la population (plus de 51%) à un point tel qu'elle s'est manifestée trois jours durant pendant la proclamation des résultats, 'forçant ainsi la main' au Conseil Electoral Provisoire de lui concéder une victoire attendue, particulièrement de la part du 'petit' peuple.

Le prestige des membres du Parlement viendrait du fait qu'ils sont fraîchement élus. Il est donc difficile de les 'juger' autrement. En proclamant les résultats en faveur de Préval, le CEP s'est rallié par voie de conséquence la sympathie d'un fort pourcentage de la population, spécialement suite à la déclaration de l'un des membres en faveur de la proclamation des résultats au premier tour. Ce qui a rencontré les vœux d'une grande partie de la population.

La Cour de Cassation avant la campagne électorale s'est fait avoir en acceptant le dépôt des 'pièces' d'un candidat de nationalité américaine. Ses membres, aux dires de la population, auraient été grassement récompensés. Par la suite, l'Exécutif mit ses juges à la retraite. L'Office National de la Protection du Citoyen est tout aussi bien une jeune institution qui a été mise sur pied par l'Etat selon le vœu de la Constitution de 1987. L'organisation fait face à des problèmes de financement de toutes sortes (St Louis 2004), ce qui explique que la publication de ses œuvres de défense du droit des citoyens ne soit pas très connue.

Des Partis Politiques on n'en connaît que certains leaders, surtout pendant les périodes électorales. La plupart d'entre eux sont relativement jeunes et n'ont pas les moyens financiers pour encadrer leurs membres ni informer leurs sympathisants et la population. Ils ont malgré tout le mérite d'aiguiser la conscience de plus d'un sur les bavures politiques du gouvernement. Mais en matière politique, on doit pouvoir convaincre la population de ce que l'on peut faire en posant certains 'actes' concrets. D'où leur manque de prestige.

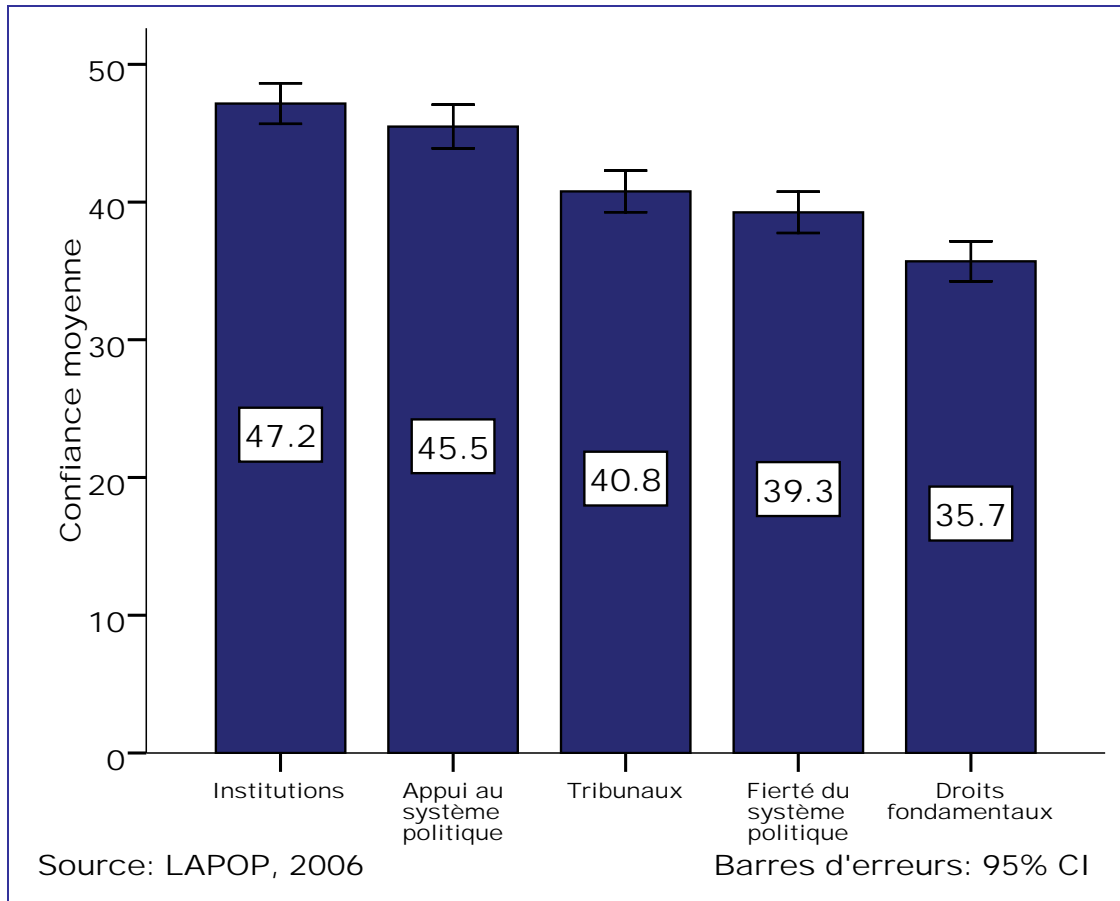
La plupart des institutions préposées à la gouvernance locale (par exemple, la Mairie et le CASEC) ont été démantelées avec la chute d'Aristide en Février 2004. Le gouvernement de transition avait par la suite nommé des citoyens pour les diriger. Apparemment, le prestige de ces derniers n'a pas pu contrebalancer la pauvre image que faisait peser sur ces institutions le manque de moyens logistiques et financiers. En conséquence, elles ne pouvaient pas concrétiser certains desiderata de la population.

Appui au système

Le support que les citoyens accordent au système politique en Haïti est mesuré à partir de cinq questions dans une carte graduée de 1 à 7, à savoir:

<i>Maintenant, en utilisant la carte A, veuillez répondre aux questions suivantes</i>	<i>Notez 1 à 7 8=NSP</i>	
<i>B1. Jusqu'à quel point pensez-vous que les tribunaux peuvent garantir un procès équitable ?</i>		B1
<i>B2. Jusqu'à quel point respectez-vous les institutions politiques en Haïti?</i>		B2
<i>B3. Jusqu'à quel point pensez-vous que les institutions politiques respectent les droits du citoyen?</i>		B3
<i>B4. Jusqu'à quel point vous sentez-vous fier de vivre sous l'égide du système politique d'Haïti?</i>		B4
<i>B6. Jusqu'à quel point pensez-vous que l'on devrait supporter le système politique d'Haïti?</i>		B6

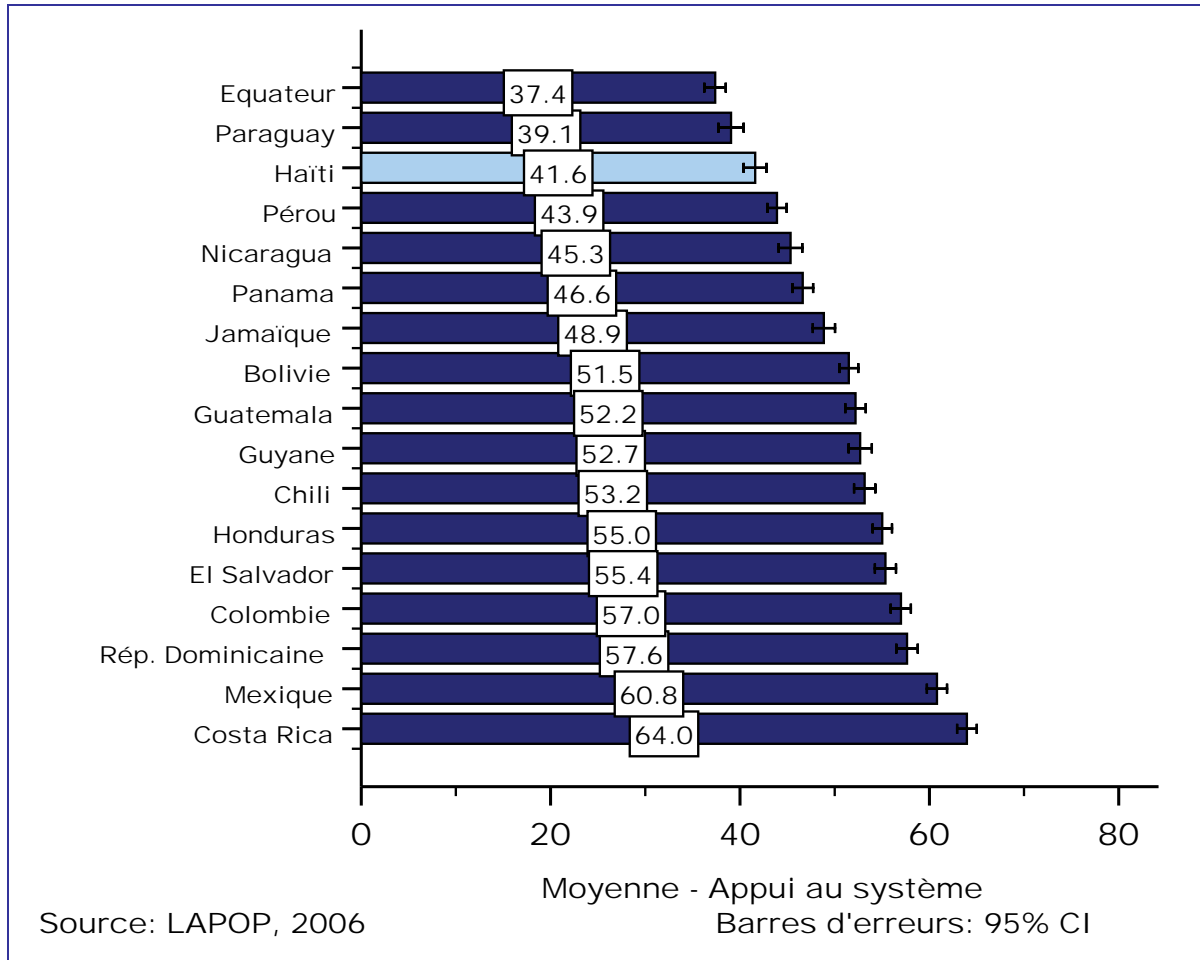
Le graphique IV-4 présente la distribution des scores moyens d'appui au système dans une échelle allant de 0 à 100. Nous pouvons voir que les Haïtiens ne montrent pas, en moyenne, un soutien très élevé pour leur système politique. Pour les cinq rubriques (B1 à B6), les scores moyens sont au-dessous de 50 points. En plus, nous pouvons observer que le respect pour les institutions politiques du pays reçoit un score de 47.2 et le support pour le système politique un score de 45.5. La différence entre ces deux critères n'est pas statistiquement significative. Mais, elle l'est par rapport aux rubriques suivantes: support pour les tribunaux (s'ils sont à même de garantir des procès équitables à la population) et la fierté de vivre sous l'égide du système politique du pays. Le respect des droits fondamentaux des citoyens par les institutions politiques accuse le niveau de support le plus faible (un score de 35.7).



Graphique IV-4. Appui au système

Support accordé au système politique en comparaison avec les pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine

Le support moyen accordé au système en général peut être mieux compris si on le met dans son contexte régional. Les données du graphique IV-5 montrent que le niveau de support que les citoyens Haïtiens donnent aux institutions politiques du pays est faible (41.6) par rapport à ceux que l'on retrouve dans d'autres pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, tels que le Costa Rica (qui montre le maximum de support avec une moyenne de 64 points), le Mexique (60.8), la République Dominicaine (57.6), la Colombie (57.0).



Graphique IV-5. Appui au système dans une perspective comparative

Haïti dépasse l'Equateur (37.4) et rivalise avec le Pérou (43.9), le Nicaragua (45.3) et même le Panama (46.6). Parce que ces trois pays accusent des scores qui ne sont pas statistiquement différents du sien. Considérant les déboires économiques et sociaux du pays, ses citoyens donnent quand même preuve qu'ils croient à l'implantation d'un système démocratique.

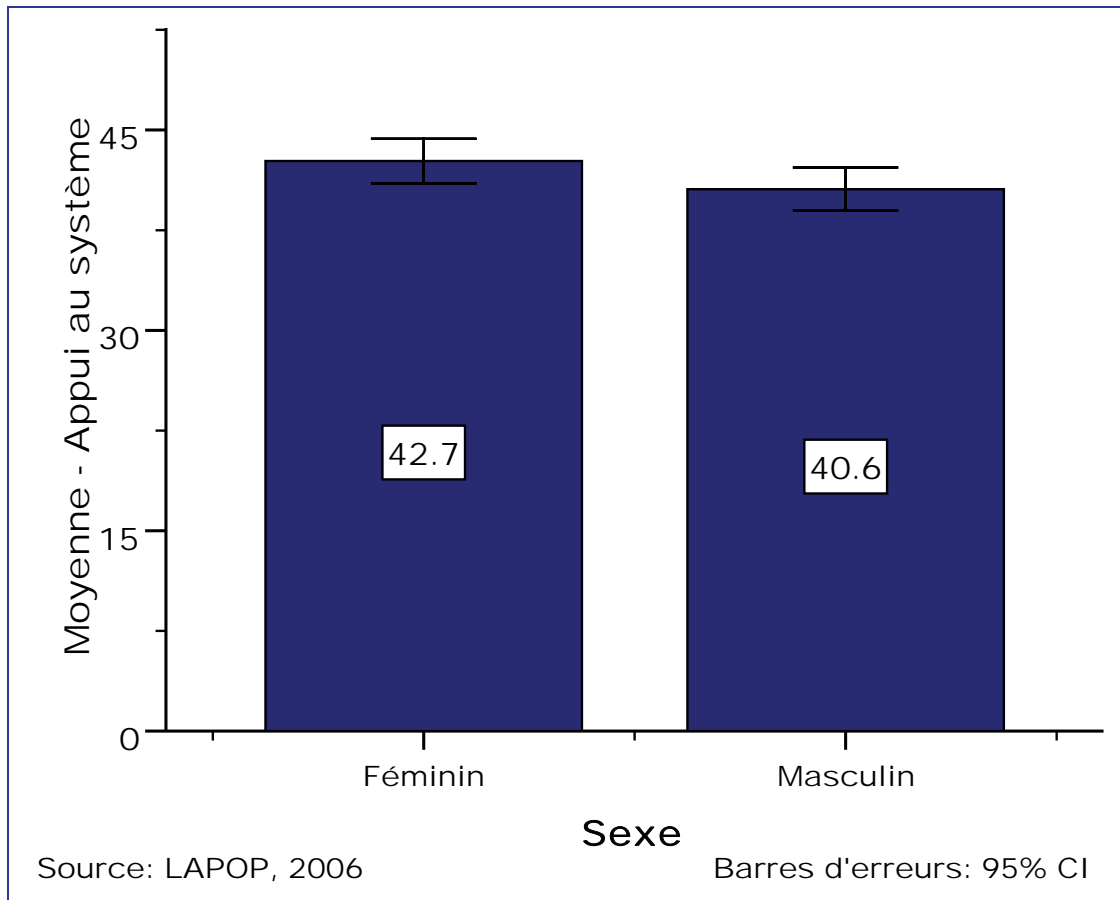
Facteurs déterminants du support accordé au système politique

Nous avons fait une analyse de régression statistique du support accordé au système politique par la population haïtienne. Cette analyse révèle que la perception de la capacité du gouvernement à répondre aux exigences de la population, c'est-à-dire son efficacité, demeure de loin le facteur le plus important dans l'explication du support que les gens sont prêts à octroyer au système politique du pays. Ensuite viennent deux autres facteurs substantiels: la satisfaction que les gens éprouvent relative à la démocratie et la participation des citoyens aux groupes et

organisations de la société civile.³³ Des facteurs tels que le sexe des citoyens, leur milieu géographique, le fait par eux d'avoir été victimes de crime, la satisfaction qu'ils éprouvent relative à la vie qu'ils mènent, ont un effet très faible sur le support accordé au système. Ces facteurs sont successivement présentés dans ce qui suit.

Appui au système selon le sexe des citoyens

L'analyse de régression indique que le sexe est un facteur qui explique la variation des niveaux d'appui au système, mais son impact est faible. Le graphique IV-6 montre que les femmes appuient le système légèrement plus que les hommes (score 42.7 contre 40.6).

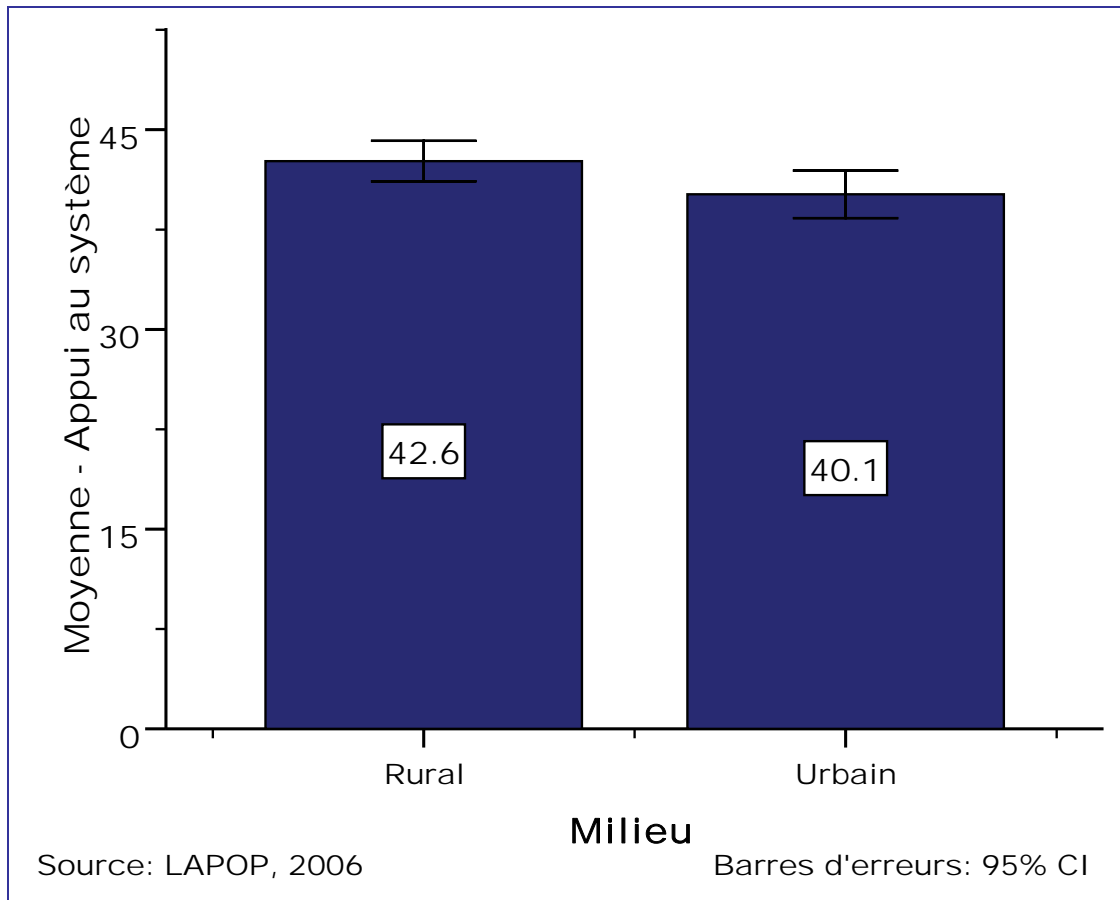


Graphique IV-6. Appui au système, par sexe

³³ Voir tableau placé à l'Annexe I.

Support au système d'après le milieu ambiant

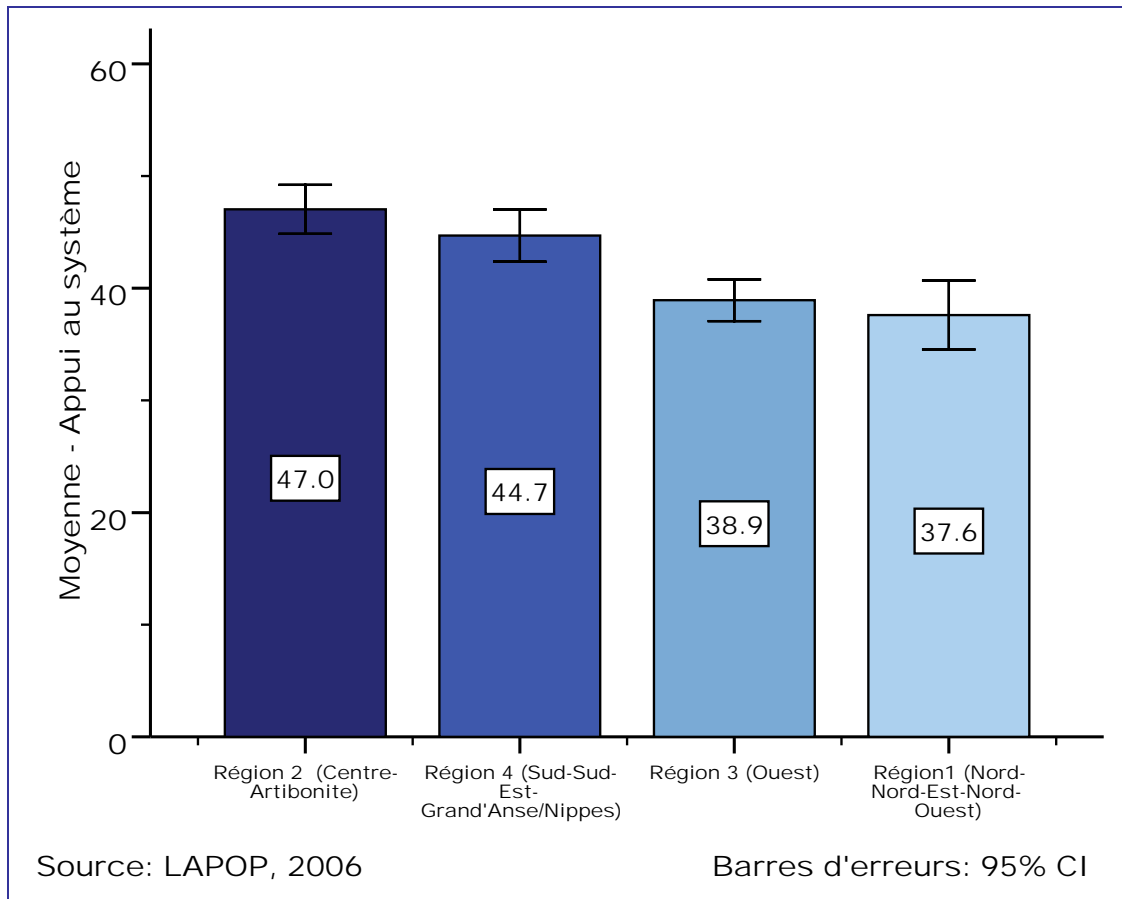
La figure IV-7 montre que les résidents du milieu rural supportent le système plus que le milieu urbain (42.6 contre 40.1). Ce résultat est surprenant parce que le milieu rural a été depuis l'indépendance du pays victime de toutes sortes d'exclusion sociale, politique et économique. Ce n'est qu'avec l'élaboration de la Constitution de 1987 que sa participation aux affaires de l'Etat est devenue cruciale dans le nouvel système politique démocratique que la nation veut établir. Là encore, cette ouverture relative aurait sans doute apporté ses fruits politiques, ne serait-ce que dans l'appui que les citoyens seraient prêts à accorder au système.



Graphique IV-7. Appui au système, par milieu

Appui au système en fonction des régions du pays

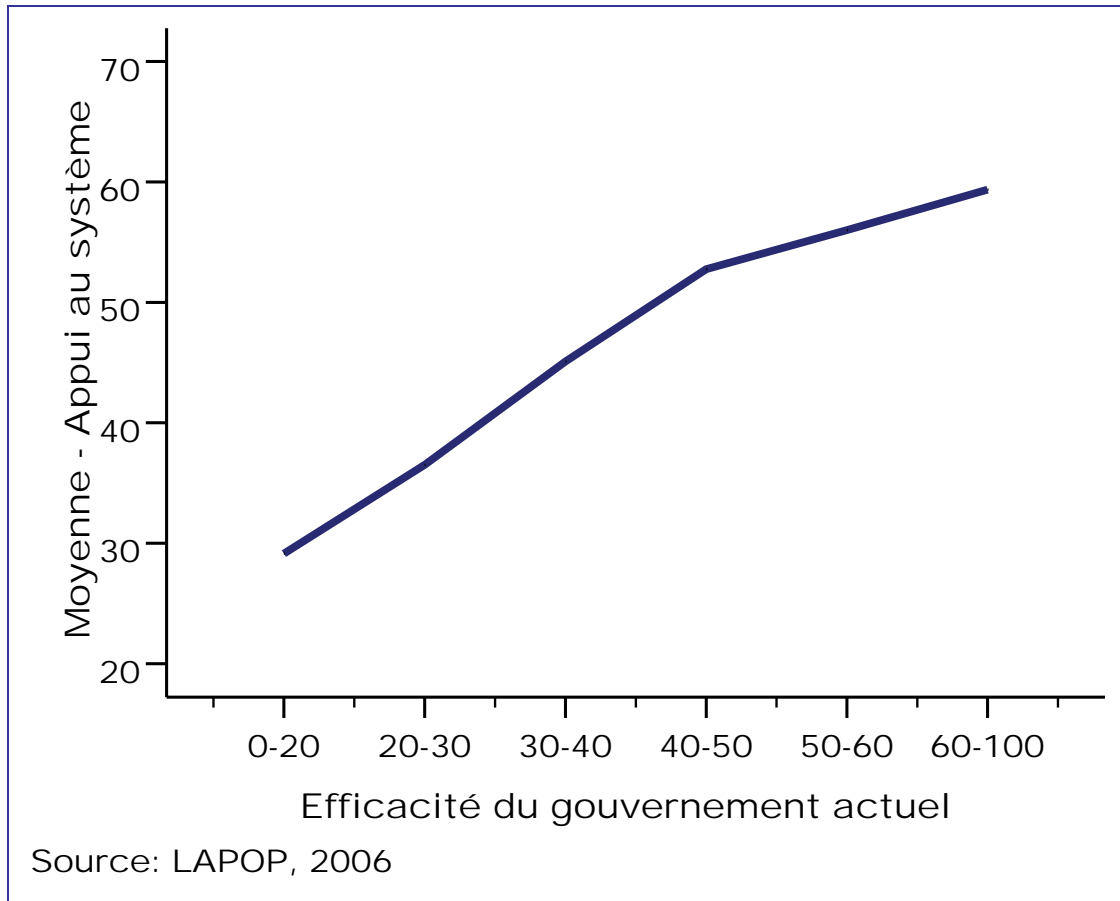
Quand on considère l'appui moyen que les citoyens sont prêts à accorder au système d'après les régions du pays, le Graphique IV-8 montre qu'il se dessine deux grands blocs: d'un côté les Régions du Centre et de l'Artibonite (moyenne 47) et du Sud (moyenne 44.7) qui offrent plus leur support au système; et, de l'autre côté, les Régions de l'Ouest (38.9 points) et du Nord (37.6 points) qui l'offrent moins. A l'intérieur de chacun des blocs, les différences de moyennes ne sont pas statistiquement significatives alors qu'elles le sont entre les deux blocs.



Graphique IV-8. Appui au système, par région

Appui au système d'après l'efficacité du gouvernement

En dépit du fait que les gens ont dans leur grande majorité une conception normative de la démocratie, hommes et femmes, urbains et ruraux font reposer pour beaucoup le support qu'ils aimeraient donner au système politique du pays sur des actions concrètes que le gouvernement pourrait entreprendre telles que la lutte contre le chômage, la pauvreté et l'insécurité. Ces différentes formes de lutte que mène le gouvernement traduisent aux yeux de la population son efficacité. La figure IV-9 montre sans ambages que plus l'efficacité du gouvernement est perçue de façon positive, plus fort est le support accordé au système.



Graphique IV-9. Appui au système, par efficacité du gouvernement actuel

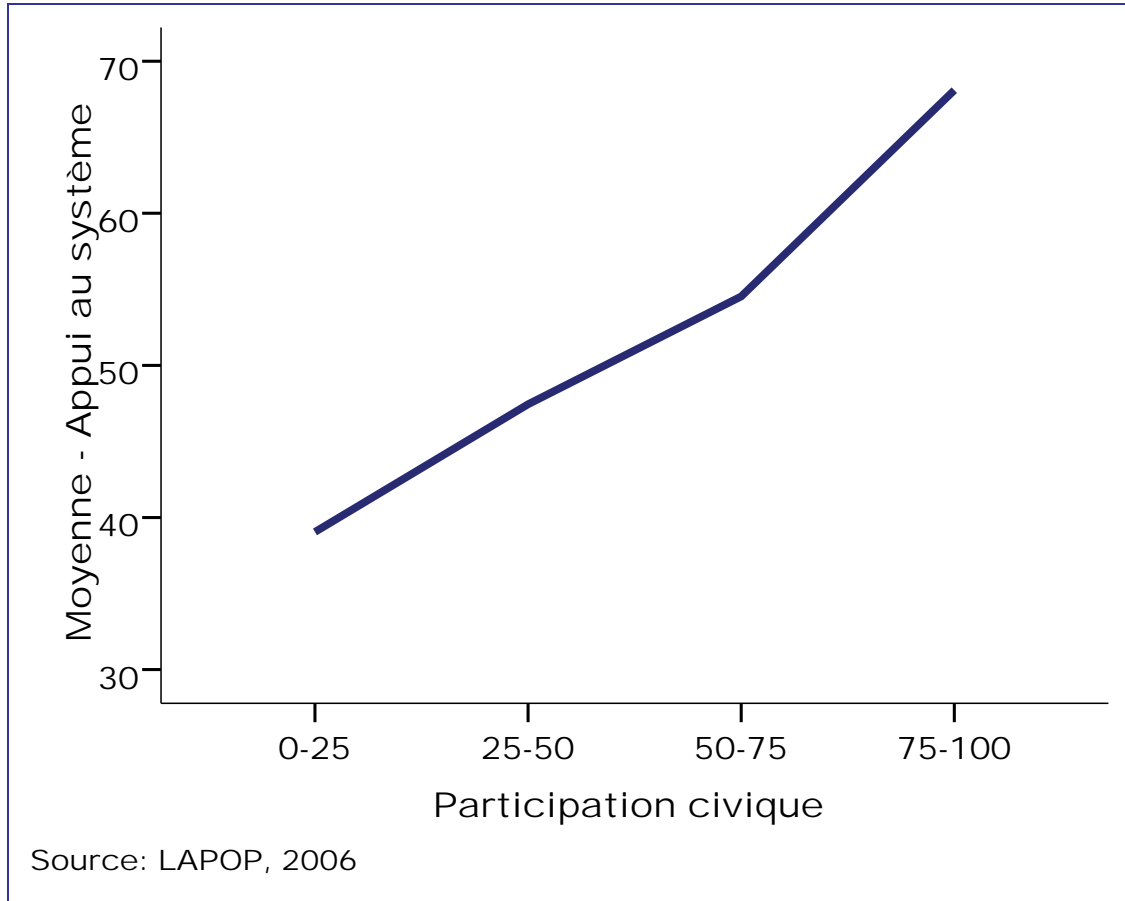
La relation est positive parce que là où la perception de l'efficacité du gouvernement est faible, l'appui accordé au système l'est aussi. Et inversement, là où elle est forte, l'appui au système le suit. Par exemple, quand l'efficacité se chiffre entre 0 et 20 points, l'appui moyen se manifeste aux environs de 30 points sur l'échelle verticale. Ce dernier continue de monter en harmonie avec cette l'efficacité au-delà de 20 jusqu'à 50 points. A partir de ce niveau, la montée continue un peu au ralenti, ce qui est traduit par une baisse très faible de la ligne à son extrémité droite au-delà de 50 jusqu' aux environs de 100 points.

Mais, il n'y a pas que l'efficacité du gouvernement, la société civile a aussi son mot à dire en ce qui a trait au support accordé au système. Cette dernière peut être saisie en considérant la participation des citoyens aux diverses organisations. La section suivante montre la relation entre le support accordé au système et la participation des citoyens.

Support au système politique d'après la participation des citoyens

En général plus le niveau de participation aux organisations de la société civile est élevé, plus fort est le support accordé au système (voir graphique IV-10). Plus spécifiquement, quand la participation est très faible (score de 25 au plus), les citoyens ont tendance à offrir au système un très faible support se situant dans les environs de 40 points comme score sur une échelle de 100 points. A partir du score 25, le support moyen monte au fur et à mesure qu'on avance en score

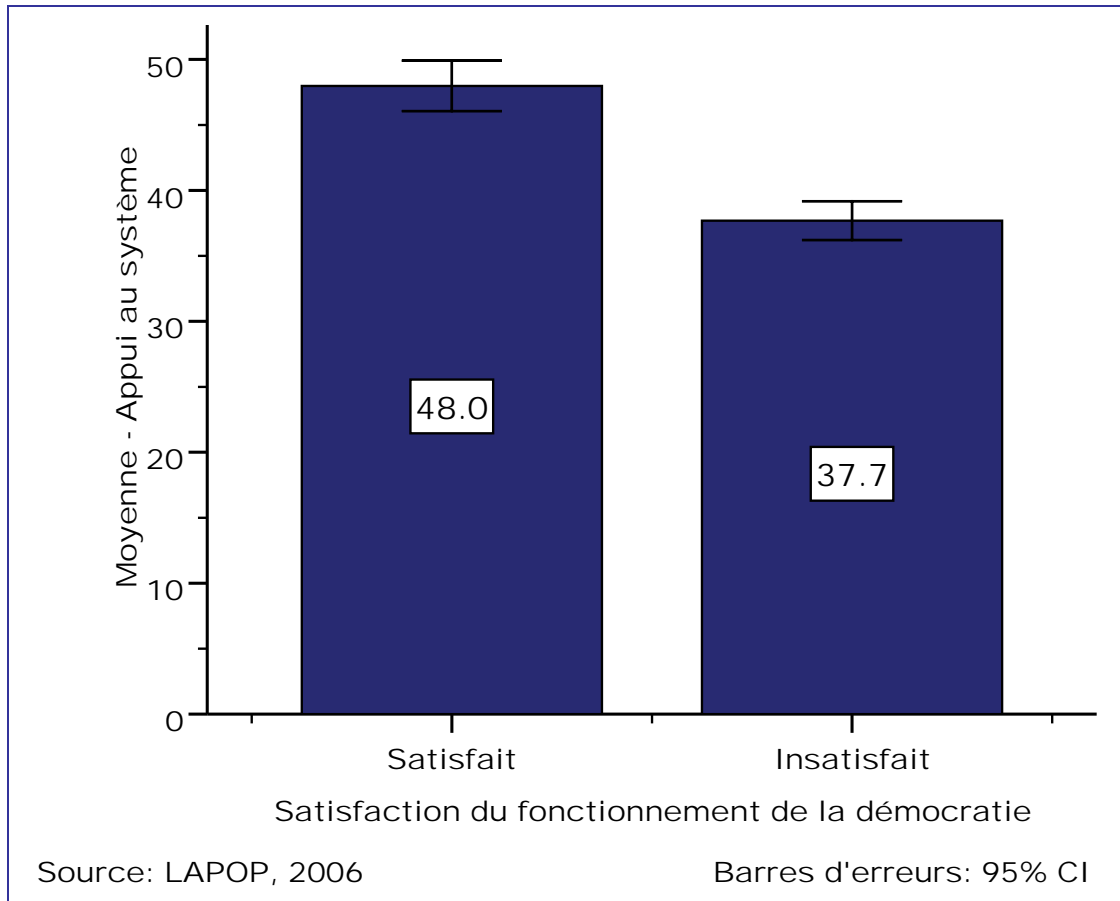
jusqu'à atteindre environ 55 points dans les parages du score 75 pour la participation civique. Au delà de ce score, le support accordé au système monte à 70 points environ quand la participation civique s'étale entre 75 et 100.



Graphique IV-10. Appui au système par participation civique

Support au système et satisfaction avec la démocratie

Le Graphique IV-11 montre que les citoyens qui sont satisfaits du déroulement de la démocratie en Haïti sont en plus grand nombre à offrir leur support au système que les 'insatisfaits' (respectivement score 48 points contre 37.7).



Graphique IV-11. Appui au système par satisfaction avec le déroulement de la démocratie

Comparé à l'effet de l'efficacité du gouvernement, l'effet de la satisfaction avec la démocratie sur le support accordé au système est relativement faible. Mais, il est important dans la mesure où cette satisfaction contribue à faciliter l'implantation d'une culture démocratique dans le pays.

Si le support au système et la satisfaction avec la démocratie constituent deux éléments importants dans l'épanouissement de la démocratie dans un pays, sans une culture de tolérance politique et sociale, l'édifice démocratique aura de très larges fissures pouvant amener à son effondrement. L'intolérance politique par conviction politique, religieuse ou sociale a donné naissance à des régimes autoritaires de la pire espèce. Nous allons voir à la prochaine section comment diverses formes de tolérance se manifestent dans le pays.

Tolérance Politique

Haïti a la chance de n'être pas un pays à clivages multiples comme tant d'autres. Le pays a jugulé son intolérance religieuse contre le Vodou en grande partie. Cependant, les luttes ethniques sont *quasiment* inexistantes dans l'histoire nationale. Il n'y a pas de sous-cultures ethniques. Autant de faits qui peuvent rendre possible l'implantation de la démocratie dans son sein. La division entre Haïtiens est surtout basée sur la classe et le statut social, deux facteurs

dont les effets néfastes peuvent être réduits avec l'expansion économique du pays. N'empêche qu'il y ait comme partout ailleurs certaines formes d'intolérance politique et sociale. Voyons ce qu'en disent les données du sondage de LAPOP 2006.

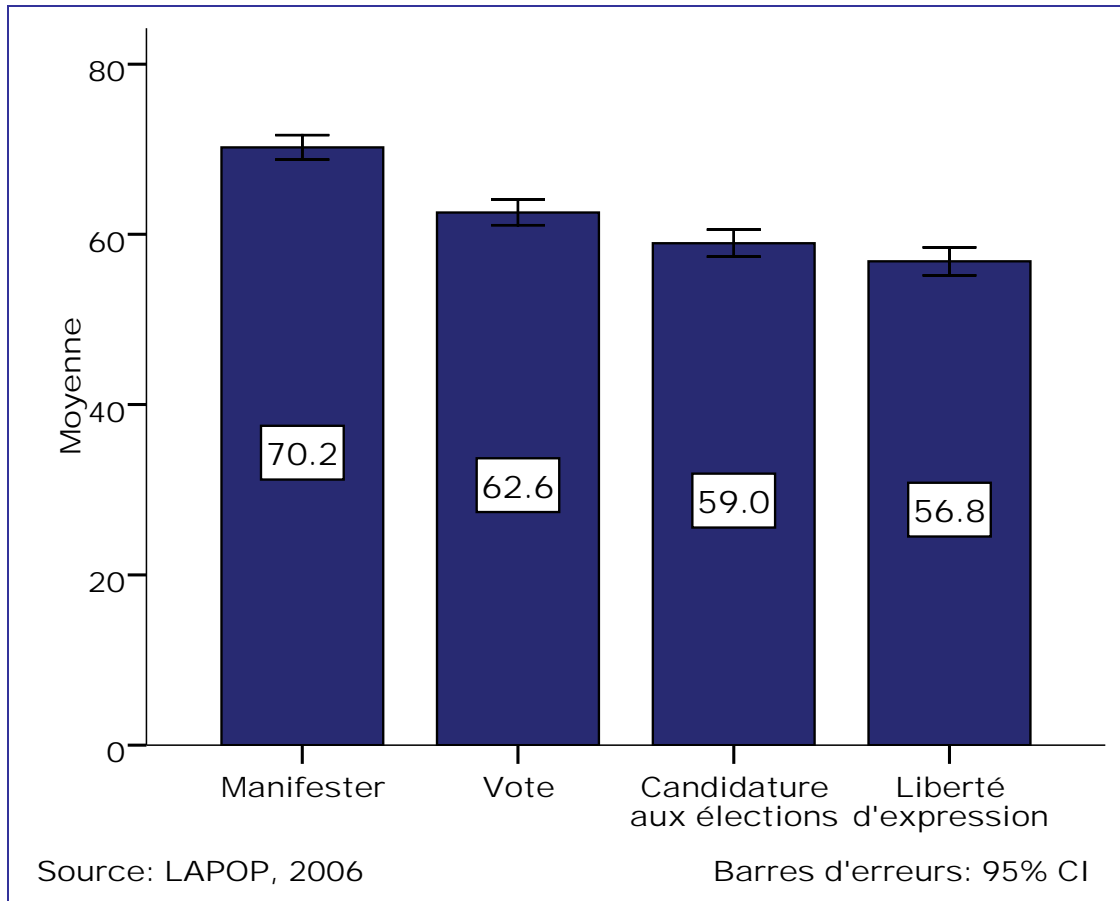
La tolérance politique des citoyens est mesurée par les questions suivantes (D1-D4):

	<i>Notez 1 à 10 88=NSP</i>	
<i>D1. Il y a des gens qui parlent de façon négative de la forme du gouvernement, non seulement du gouvernement actuel mais du système de gouvernement. Jusqu'à quel point accepteriez-vous ou n'accepteriez-vous pas qu'ils aient le droit de voter ?</i>		D1
<i>D2. Jusqu'à quel point accepteriez-vous ou n'accepteriez-vous pas qu'il leur soit permis de faire des manifestations en vue d'exprimer leurs points de vue?</i>		D2
<i>D3. Jusqu'à quel point accepteriez-vous ou n'accepteriez-vous pas qu'il leur soit permis de se porter candidats ?</i>		D3
<i>D4. Jusqu'à quel point accepteriez-vous ou n'accepteriez-vous pas qu'il leur soit permis de faire des déclarations à la télévision?</i>		D4

Le répondant devait placer son opinion au moyen d'un score après que l'interviewer lui ait présenté une carte (carte C) graduée de 1 (désaccord total) à 10 (accord total) pour chacun des quatre rubriques. Les données ainsi recueillies ont été converties en un Index de 0 à 100 dont les résultats par type sont présentés au graphique IV-12.

Types de tolérance politique

Le Graphique IV-12 fait voir que les Haïtiens montrent, en moyenne, un niveau plutôt élevé de tolérance politique. Plus spécifiquement, ils reconnaissent fortement aux contestataires du gouvernement, d'abord le droit de faire des manifestations (score 70.2), ensuite le droit de voter (62.6). Cependant, ils approuvent moins que les contestataires puissent se porter candidats à un poste publique (59.0) et parler à la télévision (56.8). Il faut noter que la différence de moyennes entre ces dernières catégories n'est statistiquement significative.

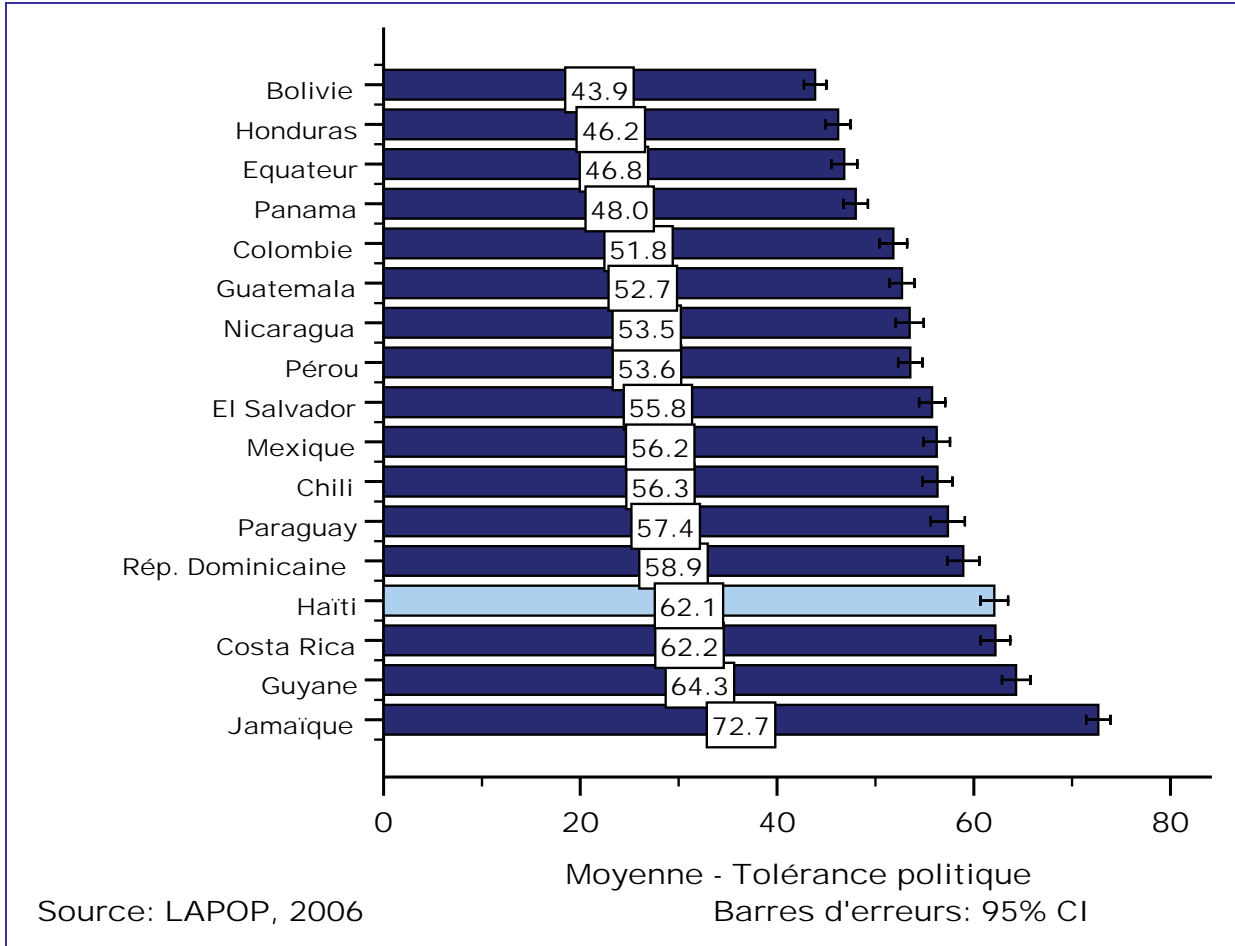


Graphique IV-12. Tolérance Politique

Mais on ne peut pas savoir ce que signifie le niveau de tolérance moyen des Haïtiens à moins qu'on le place dans son contexte régional. C'est pourquoi, nous allons le comparer aux niveaux de tolérance d'autres pays de la région.

Tolérance dans le contexte de la Caraïbe et de l'Amérique Latine

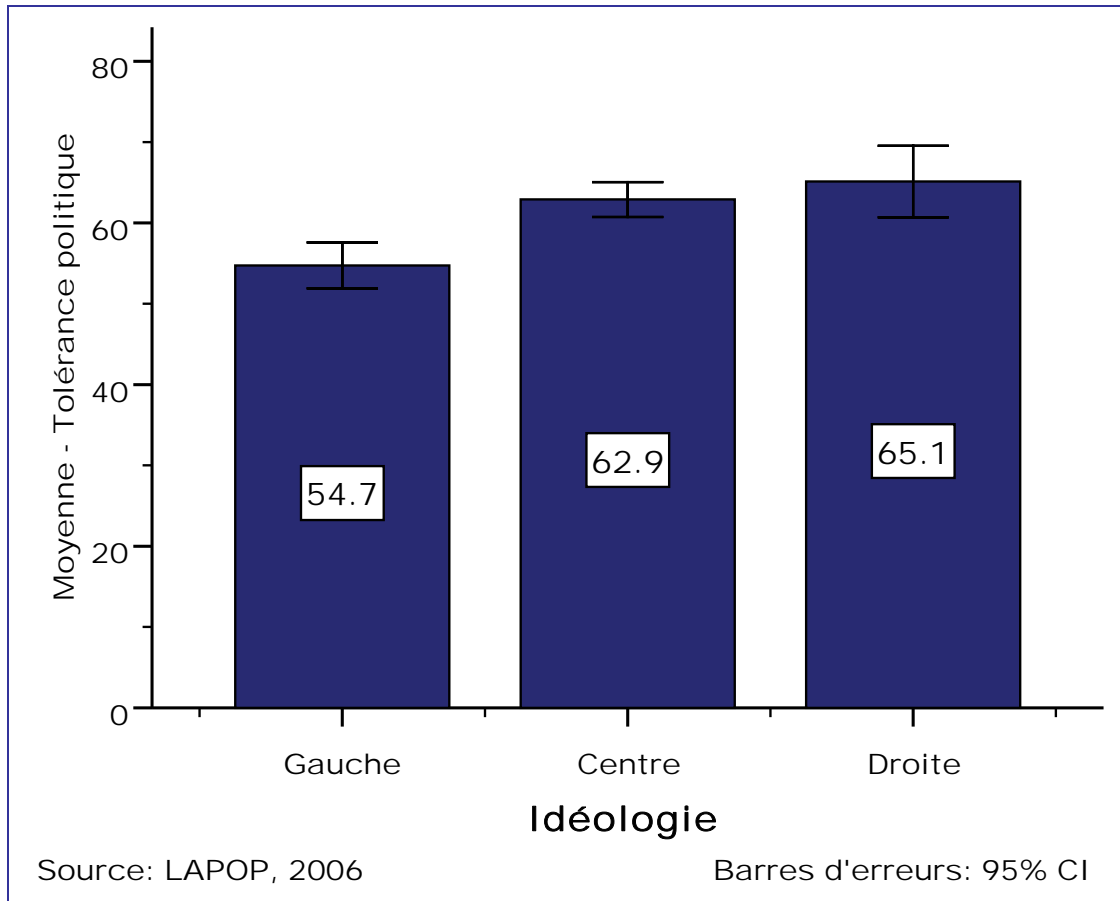
Haïti se range parmi les pays où les citoyens sont les plus tolérants (62.1). En tant que seconde à partir du sommet, elle se range carrément à côté du Costa Rica et n'est dépassée que par la Jamaïque qui est au premier rang (respectivement 62.2 et 72.7). La République Dominicaine vient après ces pays avec un score de 58.9 et le Mexique 56.2.



Graphique IV-13. Tolérance Politique dans une perspective comparative

Tolérance politique et idéologie

Le Graphique VI-14 fait voir que ceux qui se sont identifiés comme étant de la droite ou du centre sont plus tolérants que ceux qui se réclament de la gauche (respectivement 65.1 et 62.9 contre 54.7). Ces deux groupes forment un bloc dans ce sens que leurs scores ne sont pas différents de façon statistiquement significative. Dans la mesure où l'on parle ordinairement de la 'droite réactionnaire' et de la 'gauche révolutionnaire', le schème est plutôt surprenant. On aura tendance à croire que les centristes se détacheraient plus aisément des deux autres groupes. Or, ils rejoignent la droite dans leur niveau de conviction politique. En politique, les deux extrêmes droite et gauche peuvent être tout aussi bien politiquement dangereux comme l'ont si bien démontré les régimes de Staline en Russie Soviétique, de Pol Pot au Cambodge, de Somoza au Nicaragua, et de Pinochet au Chili. Le régime des Duvalier, pour autoritaire qu'il fût ne s'est jamais réclaté de la 'droite' mais d'essence culturaliste axée sur l'idéologie fondamentale que la mentalité des Haïtiens est d'essence africaine et non gallo-latine. N'empêche que le niveau d'intolérance de 'Papa Doc' à l'endroit de ses concitoyens fît couler beaucoup de larmes.



Graphique IV-14. Tolérance Politique, par idéologie

La tolérance ou l'intolérance peut aussi se manifester au niveau social et donner lieu à des divisions nuisibles à l'épanouissement de la démocratie. Le droit à la différence est un principe fondamental de la tolérance sociale. Ainsi, nous allons voir jusqu'à quel point les Haïtiens, qui se sont montrés si tolérants politiquement par rapport aux citoyens de tant d'autres pays de l'Amérique Latine, sont aussi socialement tolérants.

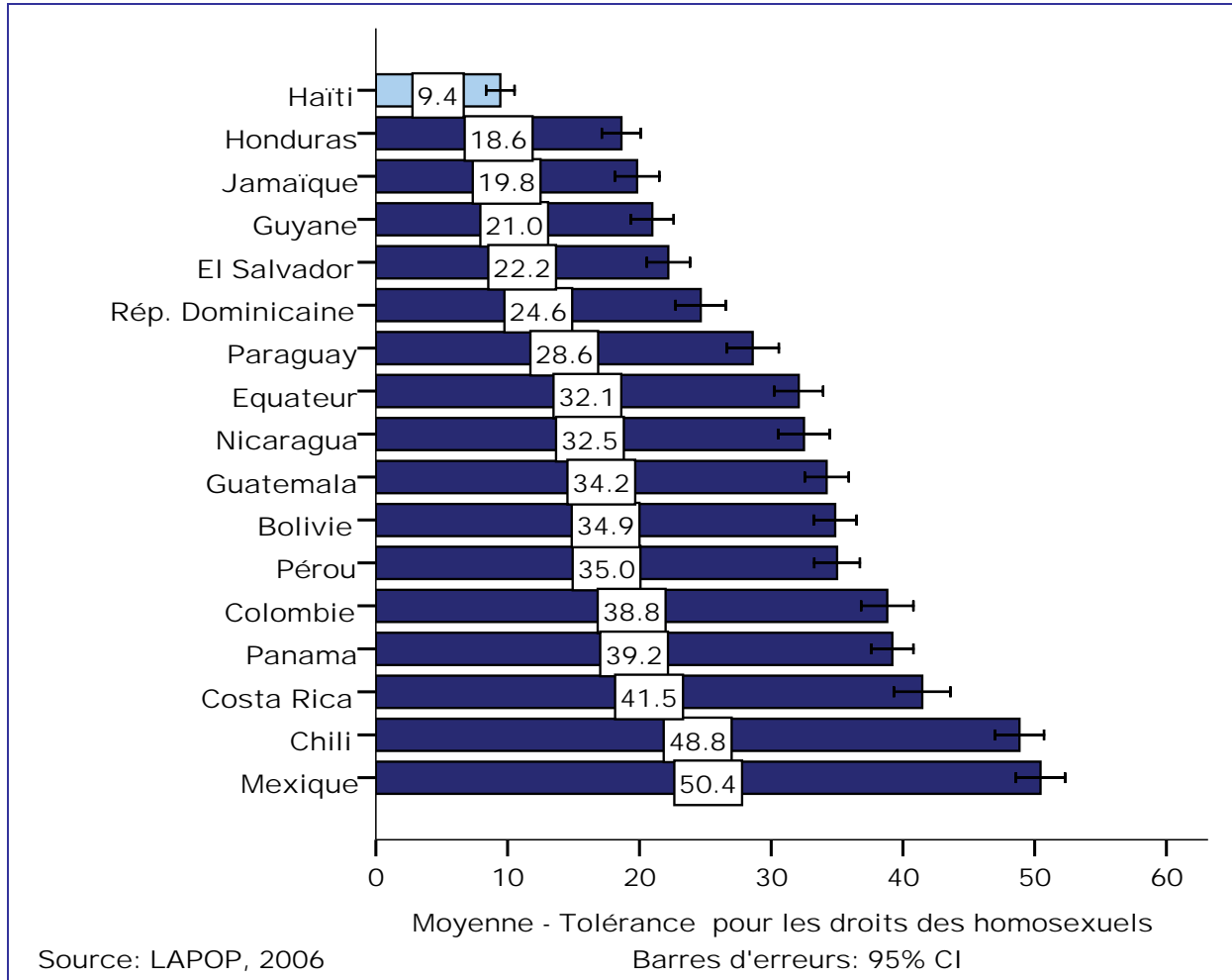
Tolérance Sociale

Outre la tolérance politique, il y a aussi la tolérance sociale. Si la première fait référence aux leaders, comportements et orientations politiques, la seconde se rapporte à l'ouverture des gens vis-à-vis de certains comportements ou attitudes jugés indésirables par plus d'un. Ainsi pour mesurer la tolérance sociale, la question suivante a été posée aux répondants:

***D5.** E Maintenant, on change de sujet pour parler des homosexuels, à quel point êtes-vous d'accord ou pas d'accord que les homosexuels puissent se présenter aux élections publiques ?*

Tolérance sociale dans le contexte de l'Amérique Latine et de la Caraïbe

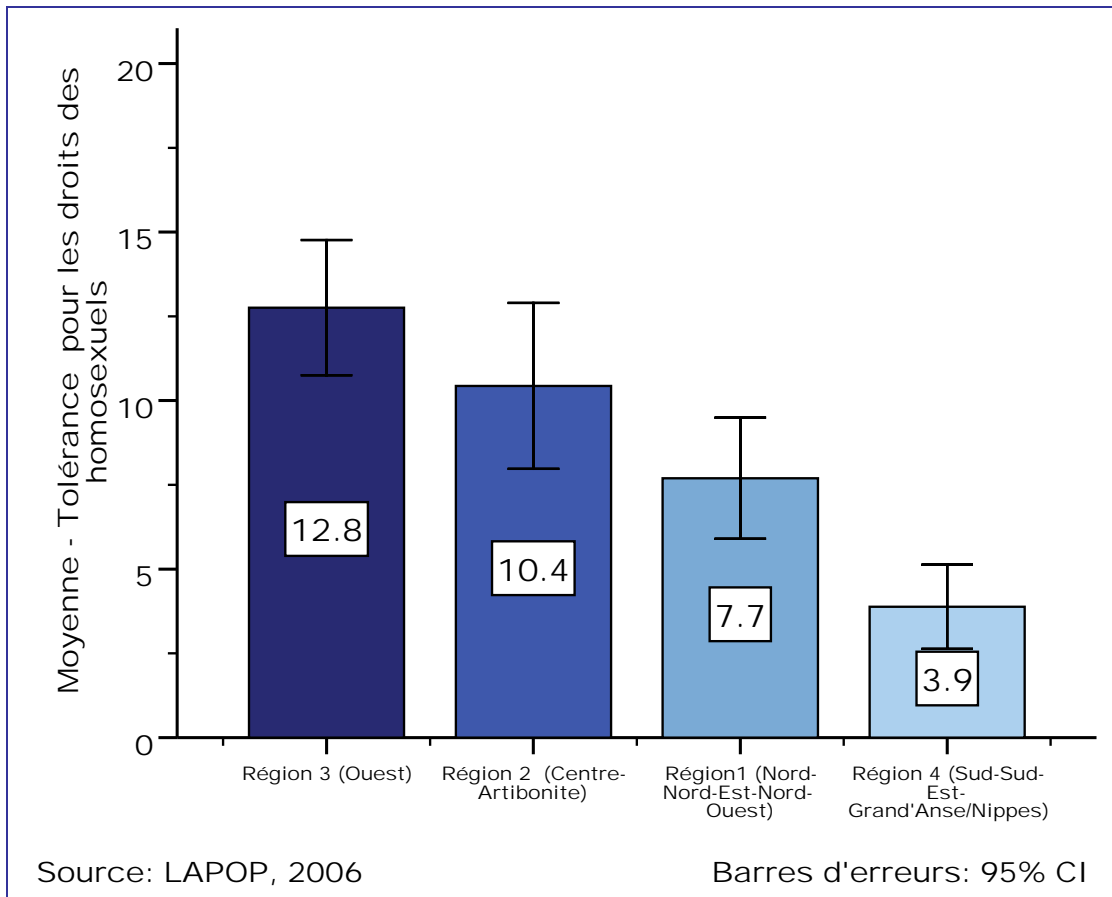
Le Graphique IV-16 montre qu'Haïti occupe le bas de l'échelle en matière de tolérance sociale avec un score de 9.4. Il n'est comparable à aucun autre pays de l'Amérique Latine. Le Honduras et la Jamaïque qui la suivent, par exemple, sont à respectivement 18.6 et 19.8, ce qui voudrait dire que leurs citoyens seraient doublement plus tolérants que ceux d'Haïti. La République Dominicaine, sa voisine, la dépasse largement avec un score de 24.6. Des pays comme le Mexique et le Chili occupent le haut de l'échelle avec des scores de 50.4 et 48.8.



Graphique IV-15. Tolérance pour les droits des homosexuels dans une perspective comparative

Tolérance de l'homosexualité dans les diverses Régions du pays

En général, le niveau de tolérance sociale est, en moyenne, très bas par rapport à la tolérance politique. Le graphique IV-16 fait voir que la Région de l'Ouest est le plus tolérant socialement (12.8). Elle est suivie de la Région du Centre et de l'Artibonite (respectivement 10.4). La Région Nord et le Grand Sud sont les moins enclins à tolérer que les homosexuels se portent candidats à un poste électoral (respectivement 7.7 et 3.9).

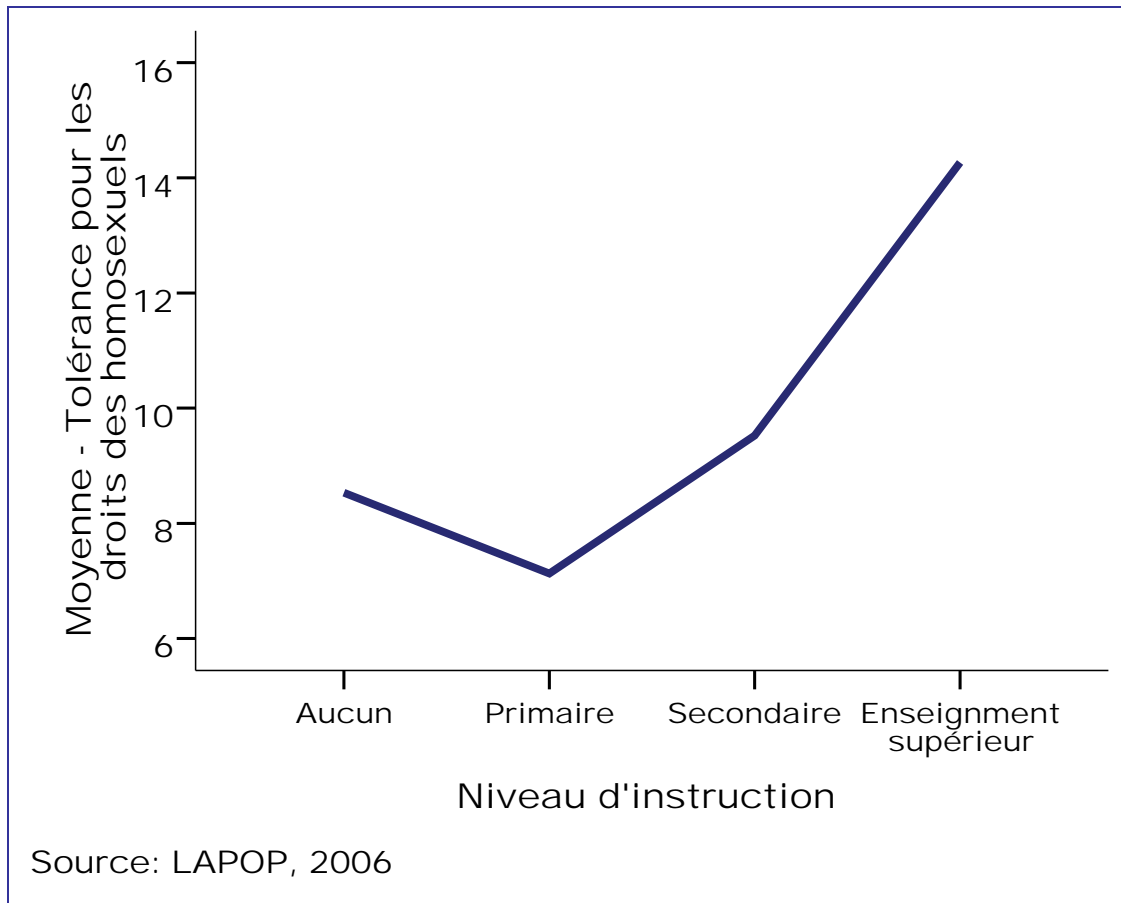


Graphique IV-16. Tolérance pour les droits des homosexuels, par région

Graphique IV-16 fait voir que les différences ne sont pas statistiquement significatives entre les Régions 3, 2 et 1. Ce qui veut dire qu'elles se ressemblent dans leur niveau faible de tolérance sociale. Le Grand Sud se détache drastiquement des autres régions avec son très faible niveau de tolérance sociale, puisqu'il accuse un score statistiquement significatif et donc très différent des autres scores. Mais, le manque de tolérance sociale peut être contré par le niveau d'éducation dans la mesure où cette dernière ouvre l'horizon culturel et cognitif des gens. Voyons donc comment se présente la relation entre la tolérance sociale et le niveau d'éducation chez les Haïtiens.

Tolérance sociale d'après le niveau d'éducation des citoyens haïtiens

Seuls les gens qui ont un niveau d'éducation supérieur au niveau secondaire ont tendance à accuser un niveau de tolérance élevé (figure IV-17). Ils seraient donc plus prêts à accepter que les homosexuels aient le droit de voter. Ceux qui n'ont pas d'éducation ou ont un niveau d'éducation primaire ou secondaire ne sont pas aussi prompts à le faire. On peut noter toutefois que la différence entre les groupes s'accuse davantage entre ceux qui ont un niveau d'éducation supérieur et ceux qui ont un niveau d'éducation primaire. Cette tendance va dans le sens des résultats de plusieurs études antérieures parce qu'il a été trouvé qu'un niveau d'éducation élevé crée plus de tolérance chez les individus (Seligson et al 2006,129).



Graphique IV-17. Tolérance pour les droits des homosexuels, par niveau d'instruction

Mais en général, la tolérance à l'endroit des homosexuels est faible dès qu'on est en dessous du niveau supérieur d'éducation. Que l'on soit instruit jusqu'au niveau du secondaire ou pas du tout, il y aurait en Haïti comme des barrières sociales qu'on ne doit pas franchir quand on a des 'ambitions' politiques: la 'liberté sexuelle' apparemment en est une parce qu'elle peut provoquer chez les conformistes une attitude négative portant les gens à ne pas voter les 'déviant' quand ils veulent briguer un poste électif.

Nous avons vu que le support accordé au système en Haïti est en moyenne relativement faible alors que la tolérance politique est élevée dans le contexte régional de l'Amérique Latine et de la Caraïbe. Or, ces deux facteurs jouent dans la consolidation du processus de construction de la démocratie dans un pays, nous allons donc considérer leur interaction à la prochaine section.

Démocratie stable: considérations générales

Cette section prend en considération le support au système et la tolérance politique en Haïti en vue de classer la démocratie dans l'une des quatre alternatives possibles soulignées dans l'introduction de ce chapitre, à savoir: la démocratie stable, la stabilité autoritaire, la démocratie instable ou la démocratie à risque. Cette typologie, développée originellement par Seligson et

Córdova (1992), est utilisée dans les sondages de LAPOP comme un cadre théorique permettant d'évaluer la stabilité démocratique dans un pays tout en le comparant aux autres pays de la région (Seligson 2000).

- Cas de démocratie stable (indiqué par une forte tolérance et fort appui au système)

Une démocratie avec un fort niveau de tolérance politique implique le support aux droits politiques pour tous, y compris les groupes minoritaires et vulnérables. En outre, un fort appui au système traduit une forte légitimité du système politique aux yeux des citoyens, quand cette légitimité est mesurée à partir de la confiance qu'ils placent dans les institutions fondamentales du système

- Cas de stabilité autoritaire (marqué par une faible tolérance et fort support au système)

Dans ce type de démocratie, bien que le système politique trouve le support d'un grand nombre de citoyens, il y a un risque que les droits politiques de quelques populations soient violés même quand l'endurance ou la stabilité du régime politique en cours n'est pas en jeu.

- Cas de démocratie instable (signalé par une forte tolérance et faible appui au système)

Dans les démocraties où la tolérance est forte alors que l'appui au système est faible, l'instabilité politique a une chance de s'accuser, étant donné que le système politique n'est pas favorablement évalué par les citoyens même s'ils ont relativement fortes chez eux des valeurs démocratiques qui expliquent que le non-respect des droits politiques ne soit pas plausible.

- Cas de démocratie à risque (indiqué par une faible tolérance et faible support au système)

Cette catégorie évoque évidemment la situation la plus dangereuse à laquelle un pays démocratique peut faire face. Quand le faible appui au système est joint à une faible tolérance politique, un éclatement de la démocratie a plus de chance de surgir.

Ainsi, le support accordé au système par les citoyens est un indicateur de sa stabilité politique parce qu'il traduit la légitimité d'un gouvernement sans laquelle le système politique est plus vulnérable. D'un autre côté, la tolérance facilite l'inclusion de tout un chacun dans le système. Un système politique est donc stable dans la mesure où la majorité de ses citoyens croient non seulement à la légitimité du système mais aussi aux pratiques de tolérance envers d'autres qui politiquement sont différents d'eux.³⁴ On a vu que le niveau de support au système en Haïti est bas, le niveau de tolérance politique élevé. On peut alors se poser la question: quid de la stabilité

³⁴ Voir Seligson et al. (2006), pages 124-126;139.

du régime politique démocratique que le pays cherche à construire?

Stabilité et instabilité de la démocratie en Haïti

En vue d'analyser la dynamique sociopolitique des pays de la région, LAPOP retient d'un côté le support accordé au système et de l'autre le niveau de tolérance de leurs citoyens. Ces deux paramètres théoriques ont chacun deux catégories, fort ou élevé. Le croisement des attitudes ayant trait au support du système et à la tolérance sociale et politique des citoyens permettent d'aboutir à l'analyse de la dynamique socio politique des pays généralement. Le modèle qui en résulte fait voir que cette dynamique peut s'étaler de la stabilité démocratique à la stabilité autoritaire tout en retenant l'instabilité de la démocratie et les risques de la voir disparaître comme possibilité. Nous allons voir dans le contexte haïtien comment se présente la situation à la lumière de ce modèle.

Le tableau IV-1 montre que le pays à une tendance très poussée à être démocratiquement instable. 42.2% des sondés se trouvent dans cette catégorie. Cette tendance dépasse largement sa chance d'être démocratiquement stable. Seulement, 23.5%. La tendance à la stabilité autoritaire y serait faible (11.4%) par rapport au risque d'effondrement du système démocratique qui est plus élevé (23%).

Tableau IV-1. Relation théorique entre la tolérance et l'appui au système en Haïti

Appui au système	Tolérance	
	Forte	Faible
Fort	Démocratie stable 23.5%	Stabilité autoritaire 11.4%
Faible	Démocratie instable 42.2%	Démocratie à risque 23.0%

Jonction entre le soutien au système et la tolérance en Haïti par rapport à d'autres pays

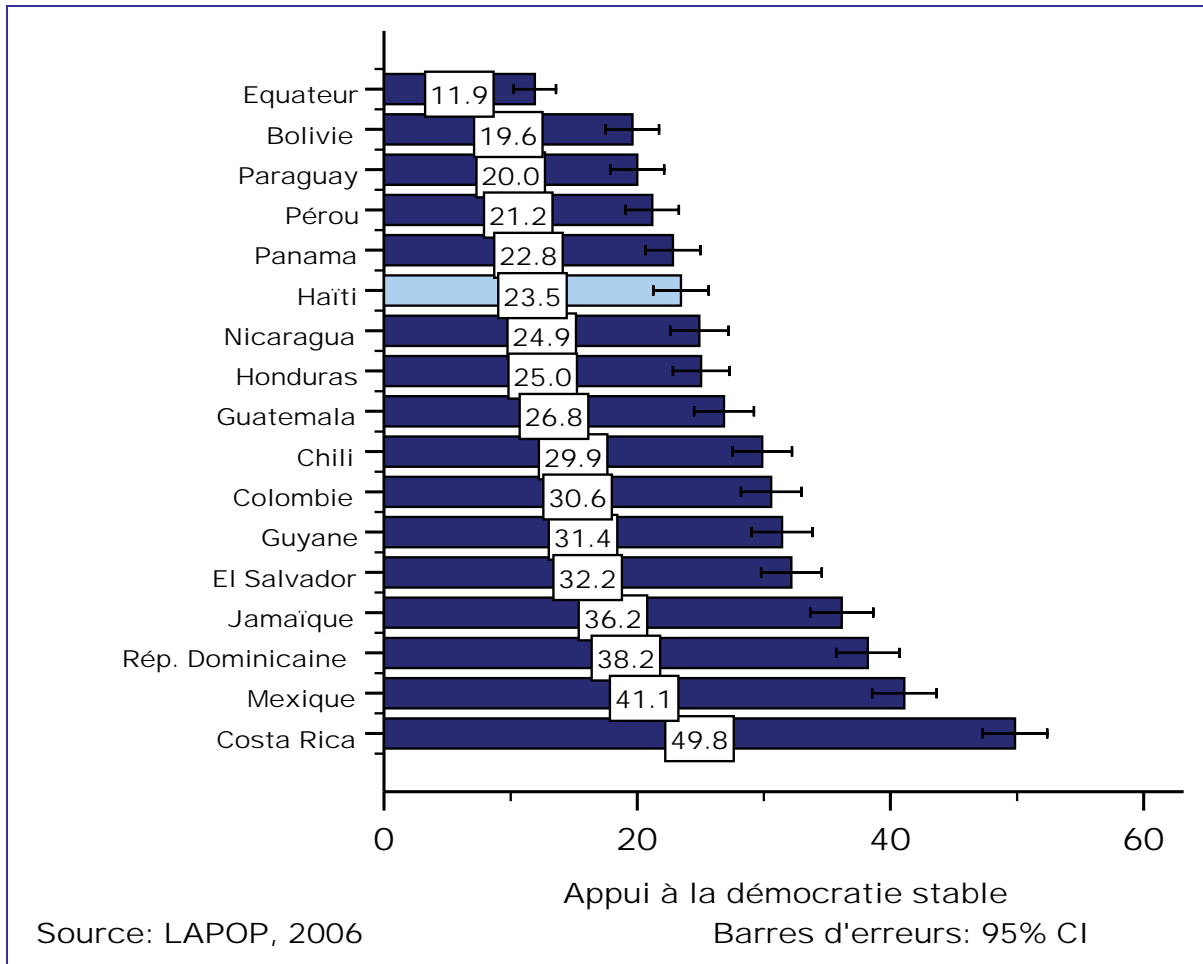
Haïti se range parmi les pays qui ont très faiblement une démocratie stable. La stabilité autoritaire y est relativement faible, mais encore moins la démocratie à risque. Par contre, elle se montre parmi les pays qui ont très fortement une démocratie instable. Haïti et la Jamaïque sont les deux pays qui ont le pourcentage le plus élevé de sondés avec une forte tolérance et faible appui au système (voir Tableau IV-2).

Tableau IV-2. Combinaison du soutien au système et de la tolérance dans une perspective comparative

Pays	Démocratie stable	Démocratie instable	Stabilité autoritaire	Démocratie à risque
Costa Rica	49.8%	14.7%	26.4%	9.1%
Mexique	41.1%	16.6%	29.2%	13.1%
R. Dominicaine	38.2%	22.7%	23.0%	16.1%
Jamaïque	36.1%	43.0%	9.8%	11.1%
El Salvador	32.2%	24.6%	27.4%	15.8%
Guyane	31.5%	32.0%	21.1%	15.5%
Colombie	30.6%	19.3%	30.5%	19.6%
Chili	29.9%	22.8%	26.6%	20.7%
Guatemala	26.8%	21.5%	26.0%	25.6%
Honduras	25.0%	15.0%	32.7%	27.2%
Nicaragua	24.9%	27.0%	16.5%	31.5%
Haïti	23.5%	42.2%	11.4%	23.0%
Panama	22.8%	15.8%	24.3%	37.2%
Pérou	21.2%	29.7%	16.1%	33.0%
Paraguay	20.0%	36.3%	13.6%	30.0%
Bolivie	19.6%	13.4%	33.6%	33.4%
Equateur	11.9%	29.7%	15.2%	43.2%

Appui à la démocratie stable en Haïti par rapport au contexte régional

En résumé, le Graphique IV-18 montre que les attitudes qui mènent à un système démocratique stable ne sont pas très fortes dans le pays (23.5%). Haïti dépasse l'Equateur qui est au bas de l'échelle (11.9%) mais se range à cet égard à côté de la Bolivie et du Pérou (respectivement 19.6% et 21.2%). Ces attitudes sont beaucoup plus fortes en République Dominicaine, à la Jamaïque et au Mexique (respectivement 38.2%, 36.2% et 41.1%). En comparaison avec les pays de la région, les citoyens du Costa Rica ont fait montre des attitudes les plus favorables à la stabilité de la démocratie (49.8%).



Graphique IV-18. Appui à la démocratie stable dans une perspective comparative

Comme nous l'avons souligné dans l'introduction, le concept de 'populisme' a fait une certaine résurgence dans le contexte des politiques latino-américaines (Weyland 2001). Et, comme utilisé ici, il est un autre indicateur permettant de juger des attitudes démocratiques chez les citoyens. La prochaine section explore l'effet d'une éventuelle concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif.

Support à un leader populiste en Haïti

Le support que les citoyens sont enclins à accorder à un leader populiste est mesuré à partir d'une batterie de questions qui saisissent les limites ou les non limites du pouvoir de l'exécutif. LAPOP a élaboré les questions suivantes pour mesurer le populisme:

Je vais vous lire plusieurs points de vue. Tenant compte de la situation actuelle du pays, j'aimerais entendre de vous avec lequel de ces deux points de vue vous êtes le plus en accord

POP1. [Lisez les options]

1. *Il est nécessaire pour le progrès de ce pays que notre président limite la voie et le vote des partis de l'opposition [ou au contraire]*
2. *Même s'ils ralentissent le progrès de ce pays, notre président ne devrait pas limiter la voie et le vote des partis de l'opposition.*
8. *Ne sait pas/pas de réponse*

POP2. [Lisez les options]

1. *Le Parlement empêche le travail de notre président, il devrait être ignoré [or, au contraire]*
2. *Même quand le Parlement empêche le travail de notre président, il ne devrait pas le doubler*
8. *Ne sait pas/pas de réponse*

POP3. [Lisez les options]

1. *Les Juges fréquemment constituent un obstacle au travail de notre président, ils devraient être ignorés [or, au contraire]*
2. *Même quand les Juges constituent un obstacle quelquefois au travail de notre Président, leurs décisions doivent être toujours obéies.*
8. *Ne sait pas/pas de réponse*

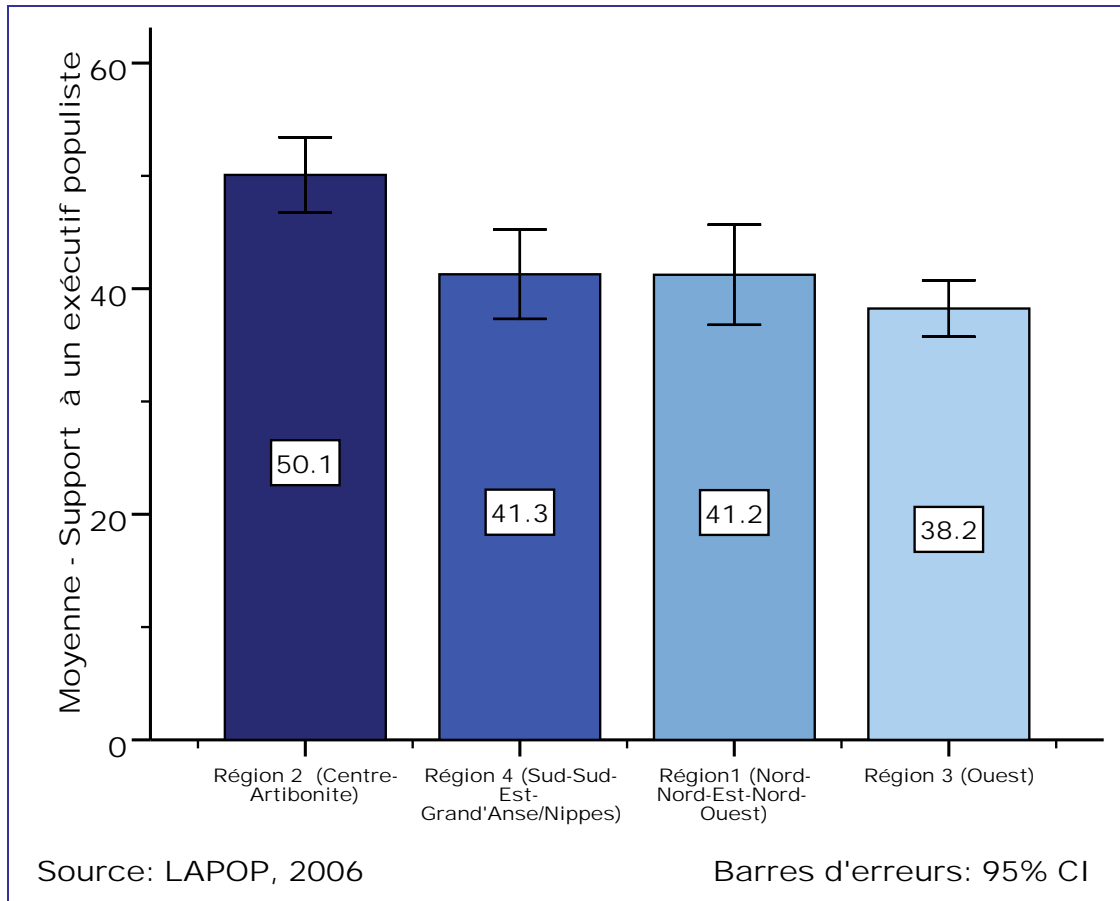
POP4. [Lisez les options]

1. *Notre président devrait avoir tout le pouvoir nécessaire pour agir dans le sens des intérêts de la Nation [ou, au contraire]*
2. *Le pouvoir du président devrait être limité de sorte qu'il ne mette pas nos libertés en danger.*
8. *Ne sait pas/pas de réponse*

POP5. [Lisez les options]

1. *Notre président devrait faire ce que le peuple veut même quand les lois l'empêchent de le faire [ou, au contraire]*
2. *Notre président doit respecter la loi même quand le peuple ne veut pas qu'il le fasse.*
8. *Ne sait pas/pas de réponse*

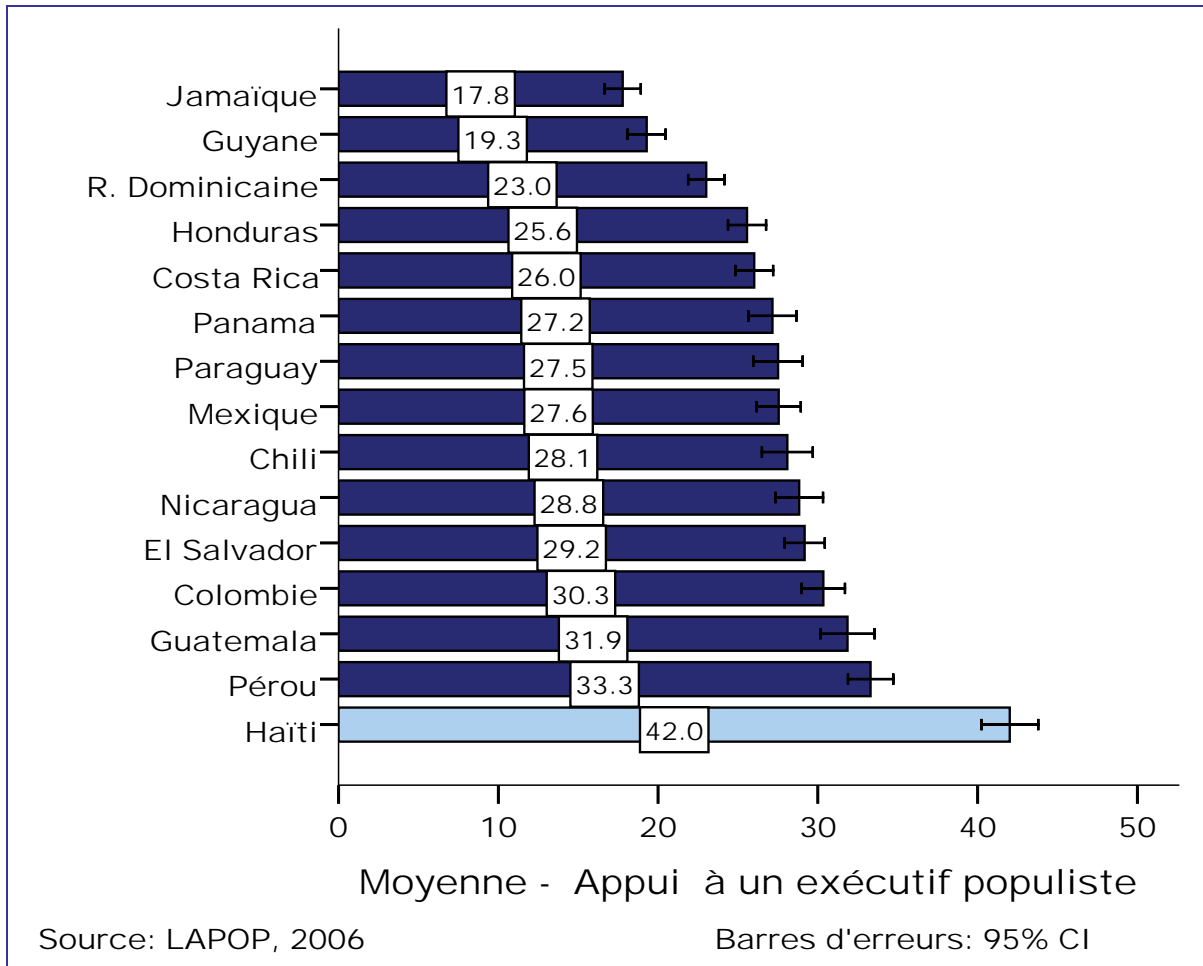
Une échelle de populisme est construite à partir de ces cinq rubriques après qu'on ait recodé les réponses en 1 égal à 100 et 2 égal à zéro et calculé pour l'ensemble des scores moyens. Le graphique IV-19 montre que le support qu'on veut accorder à un président populiste varie par Région. Il est le plus élevé dans la Région du Centre et de l'Artibonite (50.1) et le plus bas dans l'Ouest, tandis que les niveaux moyens de support sont quasiment équivalents dans le Grand Sud et le Grand Nord (respectivement 41.1 et 41.2).



Graphique IV-19. Support à un leader populiste, par Région

Support qu'on est prêt à accorder à un président populiste en Haïti en comparaison avec les autres pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine

Pour être mieux comprise, cette attitude positive vis-à-vis du populisme doit être placée dans son contexte régional. Les Haïtiens sont les premiers à vouloir supporter un leader populiste (42 points) alors qu'ils sont parmi les derniers à offrir leur support au système (voir Graphique IV-20). Le Pérou qui vient en second n'a que 33.3 comme score. Le pattern est très clair entre Haïti et la Jamaïque et la République Dominicaine parce que ces deux pays sont parmi les moins enclins à croire aux leaders populistes. Les Haïtiens sont prêts à offrir leur support le plus fort à ces types de leader tandis que les deux autres leur support le plus faible.



Graphique IV-20. Appui à un leader populiste dans une perspective comparative

Conclusion

En dépit du fait que les gens ont généralement une conception normative de la démocratie, ils conditionnent leur support au système politique du pays à des actions concrètes du gouvernement, telles que la lutte contre le chômage, la pauvreté et l'insécurité. Autrement, le gouvernement doit être efficace. Les citoyens qui sont satisfaits du déroulement de la démocratie en Haïti sont en plus grand nombre à offrir leur support au système que les autres.

L'efficacité du gouvernement a un impact important sur le support accordé au système. Bien que l'effet de la satisfaction des gens relatif au déroulement de la démocratie soit plus faible, cet effet demeure important dans la mesure où il facilite l'implantation d'une culture démocratique dans le pays.

En général, le niveau de tolérance politique en Haïti est très élevé face au niveau de support plutôt faible que les citoyens accordent au système. En conséquence, le pays a une tendance très poussée à être démocratiquement instable. La tendance à la stabilité autoritaire y serait faible

comparé au risque d'effondrement du système démocratique qui est plutôt élevé. Autrement dit, Haïti se range parmi les pays qui ont très fortement une démocratie instable. La stabilité autoritaire y est relativement faible, et encore moins faible que la démocratie à risque.

Le support que les citoyens sont prêts à conférer à un président populiste dépasse le support qu'ils sont prêts à donner au système en général. Ce schème d'orientation traduit un peu le clientélisme politique qui a sévi en Haïti depuis son indépendance. Les Haïtiens misent plus sur leurs contacts politiques que sur le système en tant que tel.

Bibliographie

Booth, J. A. and M. A. Seligson. "Political Legitimacy and Participation in Costa Rica: Evidence of Arena Shopping." *Political Research Quarterly* 58 (4) (2005):537-550.

Easton, D. *A Systems Analysis of Political Life*. New York, Wiley, 1965.

Easton, D. "A Re-Assessment of the Concept of Political Support." *British Journal of Political Science* 5 (1975): 435-57.

Gibson, J. L. "Alternative Measures of Political Tolerance: Must Tolerance be 'Least-Liked?'" *American Journal of Political Science* 36 (1992): 560-77.

Lipset, S. M. "The Social Requisites of Democracy Revisited." *American Sociological Review* 59 (1994): 1-22.

Seligson, M. A. "Toward a Model of Democratic Stability: Political Culture in Central America." *Estudios interdisciplinarios de América Latina y el Caribe* 11(2) (2000).

Seligson, M.A. and R. Córdova. *Perspectivas para una democracia estable en El Salvador*, (San Salvador: IDELA), 1992.

Weyland, Kurt. "Clarifying a contest concept: Populism in the study of Latin American Politics" *Comparative Politics* 34 (1) (2001): 1-22.

Annexes

Tableau IV-3. Résultats du modèle de régression- Appui au système

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta	B	Erreur standard
(constante)	17.728	2.744		6.460	.000
Genre (Masculin)	-3.564	1.103	-.076	-3.230	.001
Education (ed)	.057	.144	.011	.397	.691
Age (q2)	.047	.045	.026	1.049	.294
Richesse	-.522	.375	-.039	-1.391	.165
urbain	-3.095	1.191	-.065	-2.599	.009
Efficacité du gouvernement actuel (eficgov)	.488	.028	.427	17.685	.000
Evaluation de la situation économique du pays (soct1r)	-.027	.027	-.024	-.988	.323
Victime de corruption (Echelle de victimisation par la corruption)	-.365	.436	-.021	-.838	.402
Victime du crime (vic1r)	-.030	.015	-.048	-2.022	.043
Satisfaction de la façon avec laquelle fonctionne la démocratie en Haïti (pn4r)	.147	.021	.175	6.971	.000
Participation civique (civilsocr)	4.012	.652	.148	6.152	.000
Satisfaction envers la vie (ls3r)	.052	.018	.072	2.917	.004
R-deux ajusté=0.304 N= 1325					

a Variable dépendante: Appui au système (PSA5)

Tableau IV-4. Résultats du modèle de régression- Tolérance politique

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta	B	Erreur standard
	(constante)	53.177	4.630		11.484
Genre (Masculin)	5.022	1.658	.099	3.030	.003
Education (ed)	.267	.225	.044	1.186	.236
Age (q2)	-.183	.072	-.084	-2.533	.011
Richesse	-2.940	.546	-.209	-5.388	.000
urbain	2.818	1.810	.056	1.557	.120
Efficacité du gouvernement actuel (eficgov)	-.136	.047	-.106	-2.876	.004
Participation civique (civilsocr)	.975	.939	.035	1.038	.299
Appui au système (PSA5)	.102	.045	.086	2.275	.023
Idéologie (L1)	2.290	.335	.223	6.842	.000
R-deux ajusté=0.105 N= 865					

a Variable dépendante: Tolérance politique (tol)

V. Corruption et démocratie

Introduction

Ce chapitre vise à analyser les relations entre la corruption et la démocratie en Haïti. Disons d'entrée de jeu que la corruption est comme un virus qui une fois introduit dans un système risque de détruire tout l'édifice démocratique qu'on essaie de construire. Elle a des effets pervers sur plusieurs institutions reconnues comme nécessaires à la démocratie, parmi d'autres: les compétitions électorales libres et équitables, le contrôle que les officiels élus par la population sont censés exercer sur les décisions gouvernementales (Dahl 1998).³⁵ Elle affaiblit la démocratie parce qu'elle détruit la légitimité politique du système (Seligson 2006). Ainsi, avant d'analyser les relations entre la démocratie et la corruption en Haïti, ce chapitre fait un état des lieux de la perception de la corruption, de la victimisation par la corruption et son impact sur la justification de la corruption.

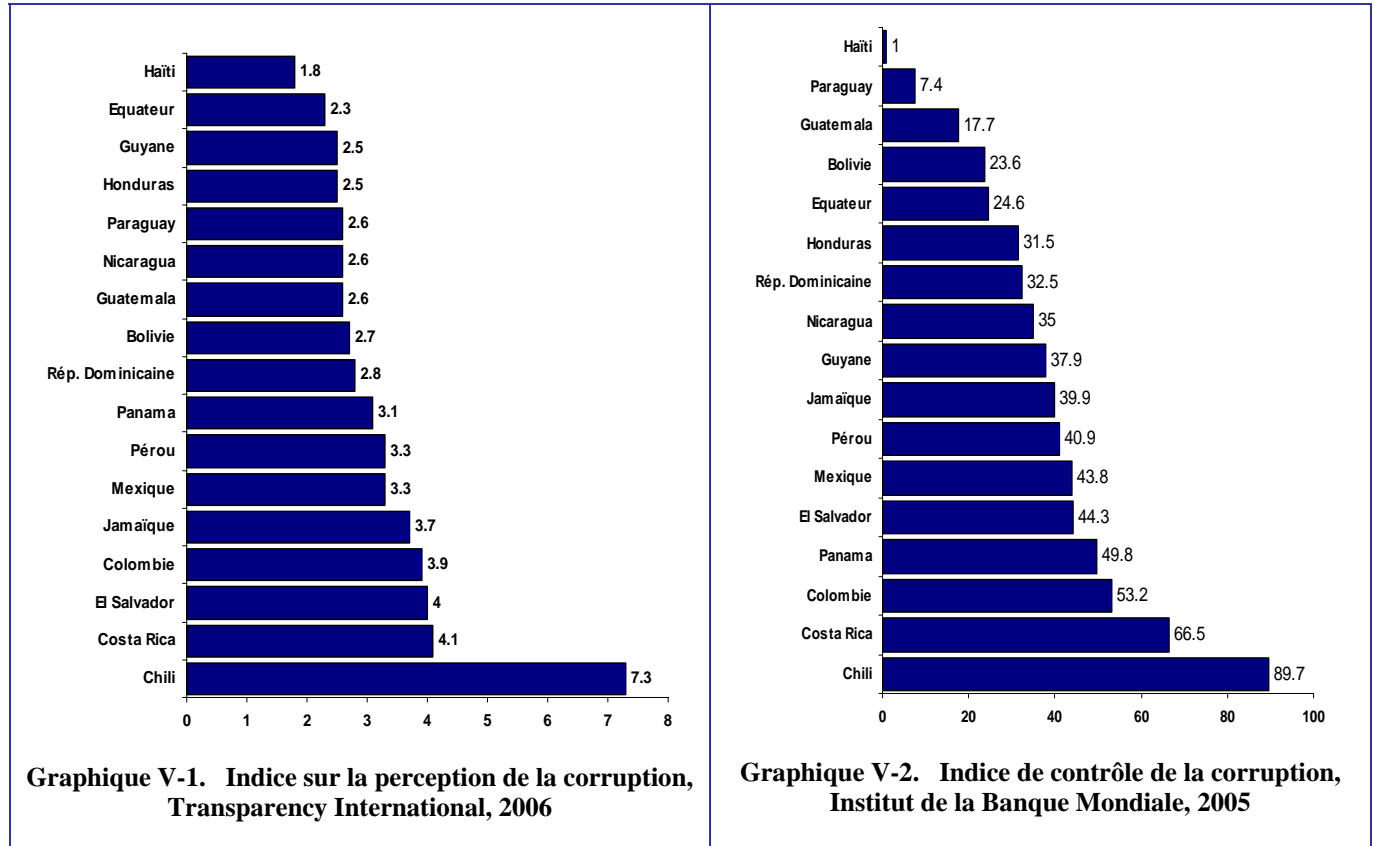
Haïti est peut-être l'un des pays où les critères objectifs de la corruption marchent de pair avec les perceptions subjectives presque à un même niveau. Quand les critères objectifs de la corruption sont internalisés au point de devenir subjectivement perçus, il est alors légitime de parler de culture de la corruption. L'un des derniers livres en date sur le sujet s'intitule 'Haïti: économie politique de la corruption', dans lequel l'auteur, s'efforce de 'démontrer comment la corruption qui est au cœur du système politique haïtien a eu pour effet de gangrener ce pays, tant au niveau des institutions que des individus, et bien sûr des mentalités'.³⁶ D'après Leslie Péant, il y a dans le pays un 'enracinement de la politique de la dette, de la fraude et du vol dans les affaires publiques...L'Etat subit...la domination des acteurs privés qui partagent les rentes qu'ils tirent avec les acteurs publics qui sollicitent leur concours et rendent leurs activités possibles et rentables en premier lieu' (Péant 2005:178). Toutefois, les futurs élus ne sont pas dupes des traités, normes et valeurs morales qui régissent la matière (LFHH 2006).

Plusieurs études ont fait ressortir que la corruption est un problème sérieux en Haïti. D'après les mesures internationales utilisées pour saisir la corruption, Haïti est classée comme étant le pays le plus corrompu du monde. Selon l'Index de la Perception de la Corruption de Transparency International publié en 2006, sur une échelle graduée de 0 (haut niveau de corruption) à 10 (libre de toute corruption), Haïti a réalisé un score de 1.8, ce qui la place comme 155^{ième} sur 159 pays. En outre, l'index de 2005 de l'Institut de Contrôle de la Corruption de la Banque Mondiale place Haïti comme étant le pays du monde où le contrôle de la corruption est le plus bas. Les graphiques V-1 et V-2 montrent ces deux index pour tous les pays inclus dans le tour des sondages de LAPOP en 2006. Haïti figure au premier rang au bas de l'échelle de la perception de la corruption (CPI) tandis que le Chili atteint le cinquième percentile. Pour ce qui a trait à l'index de contrôle de la corruption qui utilise des scores s'étendant de 0 à 100, le score d'Haïti était de 1

³⁵ Voir spécialement pages 84-86.

³⁶ Voir le Préambule du Professeur Jacques Chevrier p.9 in Leslie J. R. Péant (2005) dans la bibliographie placée à la fin du chapitre.

alors que les scores de Costa Rica et du Chili (respectivement 66.5 et 89.7) figuraient au sommet de l'index.



Le sondage LAPOP 2006 sur Haïti constitue une grande première dans les études sur la corruption en Haïti parce qu'il se concentre sur les expériences concrètes des Haïtiens en matière d'actes de corruption contrairement aux autres études qui portent sur la perception de la corruption. Les données du sondage permettent de déterminer dans quels secteurs la corruption est la plus généralisée dans le pays, de faire un 'état des lieux' du problème et d'évaluer son impact sur le processus de construction démocratique.

Gravité du problème de la corruption

Le sondage LAPOP 2006 renferme une série de rubriques qui mesurent la tolérance des actes de corruption dans la société haïtienne. Des scénarios ont été présentés aux interviewés. Dans chaque cas, il leur était demandé si les actions étaient corrompues et passibles de sanctions, corrompues mais justifiées étant donné les circonstances ou tout simplement non corrompues. Tableau V-1 présente les résultats:

Tableau V-1 Evaluation de diverses formes de corruption

Action	Corrompue et devrait être sanctionnée	Corrompue mais justifiée	Non corrompue
Un parlementaire acceptant 10 mille dollars de pot-de-vin de la part d'une société	88.3%	10.8%	1.0%
Une mère avec plusieurs enfants dont les enfants ont de multiples besoins versant 200 gourdes de pot-de-vin pour ne pas perdre de temps	44.7%	48.2%	7.1%
Un politicien obtenant un emploi pour son beau-frère chômeur	73.6%	24.5%	2.0%

Dans trois des deux scénarios, la majorité des répondants ont perçu les actions comme étant corrompues et passibles de sanctions. 88.3% des répondants ont vu que le fait par le Député d'accepter des pots-de-vin d'une firme comme étant corrompu alors que 73.6% ont classé le fait par un politicien d'obtenir un emploi pour son beau-frère chômeur comme un acte de corruption. Les répondants étaient plus tolérants à l'endroit de la mère acceptant de payer un pot-de-vin pour avoir le plus rapidement possible un acte de naissance (44.7%). Bien qu'il y ait seulement un faible pourcentage de la population qui considère ces trois scénarios comme étant non corrompus, un pourcentage considérable les considère comme étant corrompus mais justifiables. Le quart des répondants ont indiqué que l'action du député est corrompue mais justifiable alors que la moitié de ces derniers ont classé celle de la mère dans cette catégorie.

Ces résultats suggèrent que la plupart des Haïtiens sont contre la corruption. Mais, il y a un niveau de tolérance considérable envers la corruption dans le pays quand on prend en compte le pourcentage de la population qui serait prêt à considérer des actes de corruption comme étant justifiables.

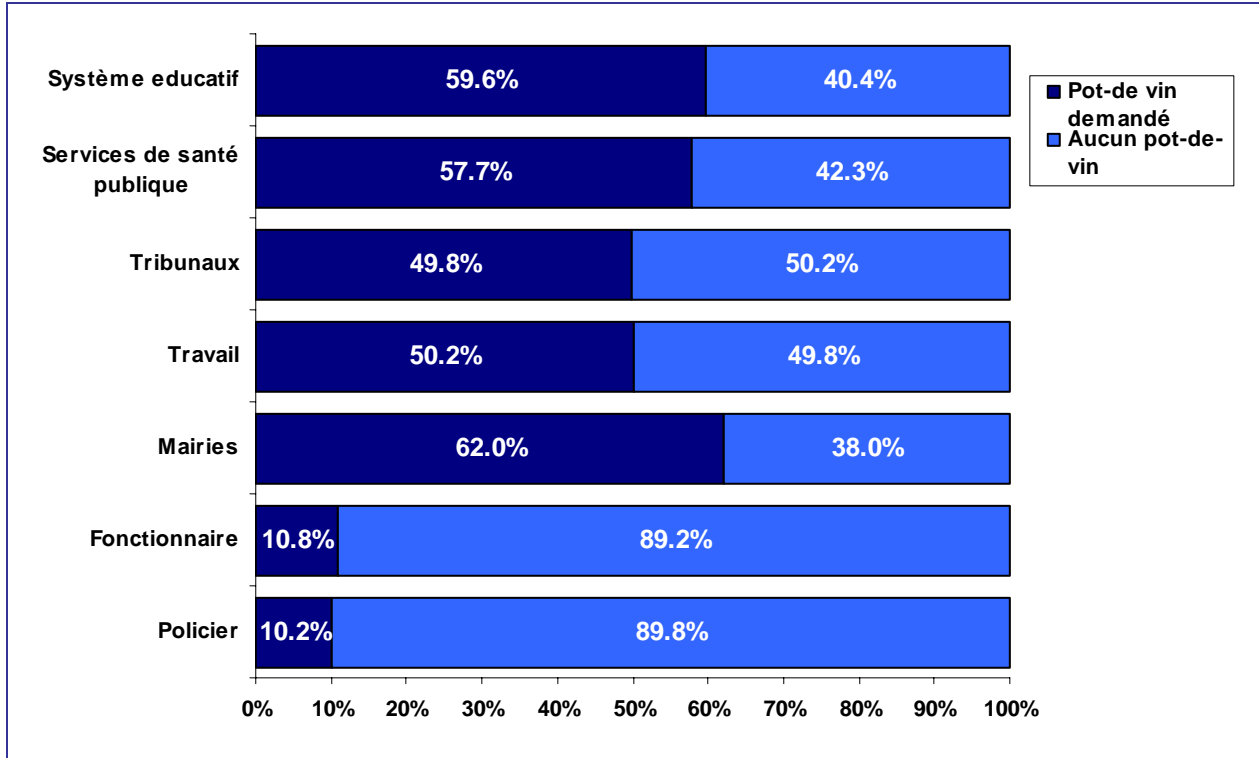
Victimisation par la Corruption

Cette section utilise la méthodologie développée par LAPOP en vue de mesurer la corruption et son impact. La corruption est mesurée sur la base des expériences personnelles des répondants en matière d'actes de corruption. Le module de questions utilisé par LAPOP au sujet de la victimisation par la corruption est le suivant:

Maintenant, nous aimerions parler de votre expérience personnelle des choses qui arrivent dans la vie...	Oui	Non	Ne sait pas
EXC2. Est-ce qu'il y a eu un policier à solliciter de vous des pots de vin au cours de l'année?	0	1	8
EXC6. Au cours de l'année dernière, est-ce qu'il y a eu un fonctionnaire public à solliciter de vous des pots de vin?	0	1	8

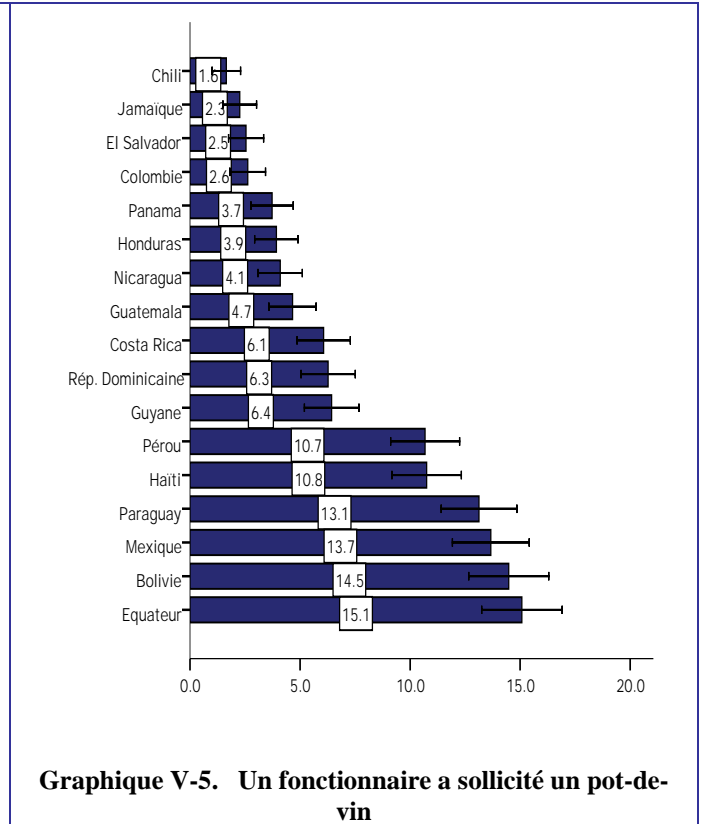
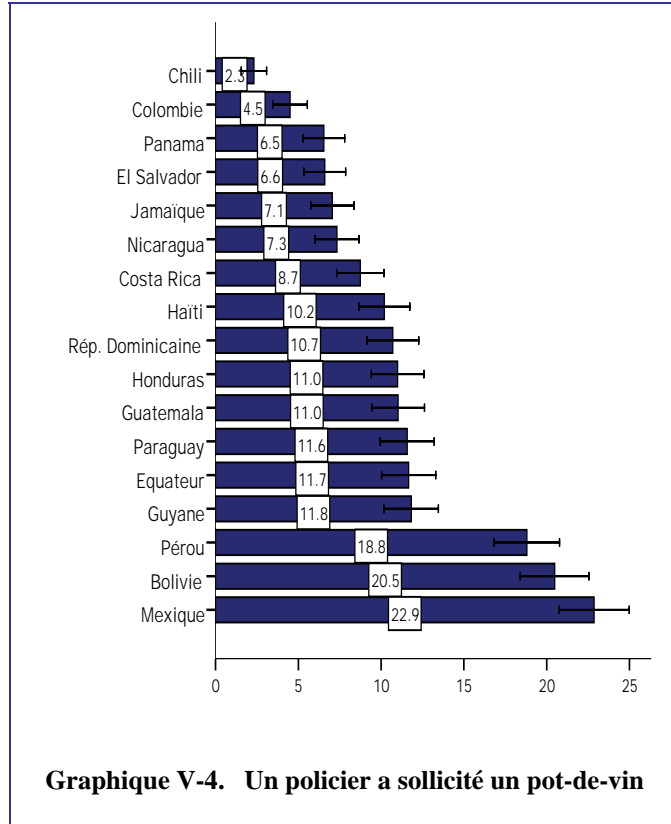
<p>EXC11. Au cours de l'année dernière avez-vous eu à vous une affaire quelconque à régler à la municipalité/ou au gouvernement local? Si la réponse est Non → marquez 9 Si c'est Oui → demandez ce qui suit: Au cours de l'année dernière, pour soumettre un document quelconque (comme une licence, par exemple), avez-vous eu à payer une somme quelconque au-dessus de ce qui est requis par la loi?</p>	0	1	8	9
<p>EXC13. Etes-vous actuellement employé quelque part? Si la réponse est Non → marquez 9 Si c'est Oui → demandez ce qui suit: Dans votre lieu de travail, est-ce qu'il y a eu une personne à solliciter de vous un paiement inapproprié au cours de l'année dernière ?</p>	0	1	8	9
<p>EXC14. Au cours de l'année dernière, avez-vous eu une affaire quelconque à régler aux tribunaux? Si la réponse est Non → marquez 9 Si c'est Oui → demandez ce qui suit: Avez-vous eu à payer des pots de vin aux tribunaux au cours de l'année dernière?</p>	0	1	8	9
<p>EXC15. Avez-vous utilisé les services d'une institution de santé publique au cours de l'année dernière ? Si la réponse est Non → marquez 9 Si c'est Oui → demandez ce qui suit: En vue de recevoir l'assistance des gens à un hôpital ou une clinique au cours de l'année dernière, avez-vous eu à payer des pots de vin ?</p>	0	1	8	9
<p>EXC16. Avez-vous eu un enfant à l'école au cours de l'année dernière ? Si la réponse est Non → marquez 9 Si c'est Oui → demandez ce qui suit: Avez-vous eu à payer des pots de vin à l'école au cours de l'année dernière?</p>	0	1	8	9

Les réponses valides à ces rubriques (série EXC) ont été recodées pour former une échelle graduée de 0 à 100. Les résultats présentent le niveau de victimisation par la corruption parmi les utilisateurs des services publics (parmi ceux qui ont contacté une agence publique). Le graphique V-3 montre la proportion de gens à qui on avait demandé des pots-de-vin l'année dernière. Alors que le pourcentage de gens à avoir donné des pots-de- vin aux employés publics directement et aux policiers était relativement très faibles (respectivement 10.8% et 10.2%), un Haïtien sur deux qui avaient contacté les autres cinq institutions avaient dû payer un pot-de-vin. La DGI (Direction Générale des Impôts) et les Centres de santé accusent le plus haut niveau de corruption. Six des dix répondants qui ont fréquenté ces institutions ont dû payer un pot-de-vin. Les pourcentages sont un peu plus faibles pour les autres catégories mais ils sont quand même très élevés.

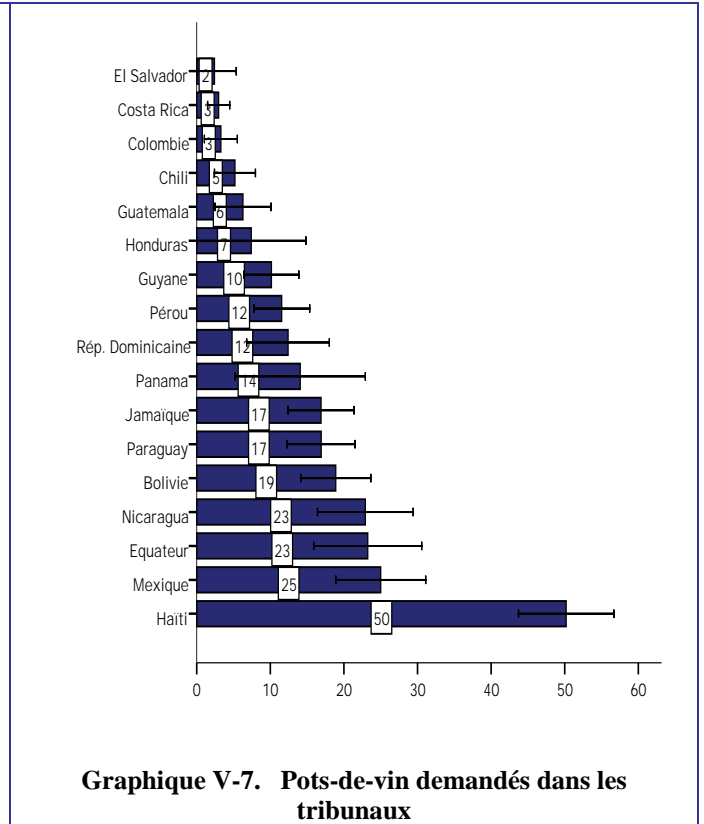
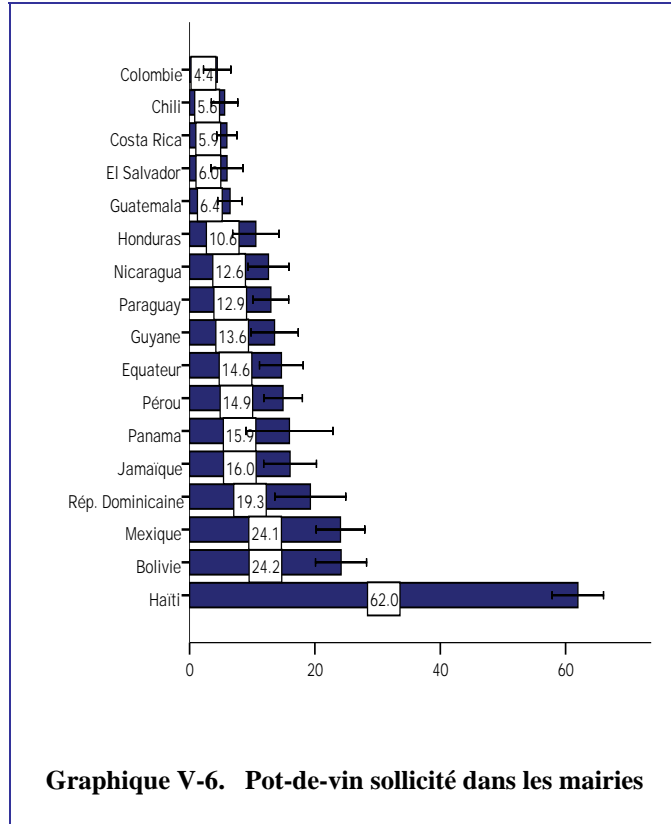


Graphique V-3. Proportion de la population qui a eu un contact avec une agence publique et à qui on a demandé un pot-de-vin, par agence

En vue de pouvoir saisir l'importance du problème de la corruption parmi les utilisateurs des services publics, nous avons analysé chaque type de corruption en tenant compte du contexte latino-américain et 'caribéen'. Les deux graphiques (V-4 et V-5) montrent le pourcentage de la population auquel un policier ou un employé public a demandé de verser un pot-de-vin. Un sur chaque dix Haïtiens s'est vu arrêté par un policier qui sollicitait de lui un pot-de-vin alors que un sur chaque cinq Mexicains ou Boliviens ont eu la même expérience. Ainsi, Haïti figure aussi parmi les pays qui ont le plus fort pourcentage d'individus à être sollicité en matière de pots-de-vin par les employés publics.

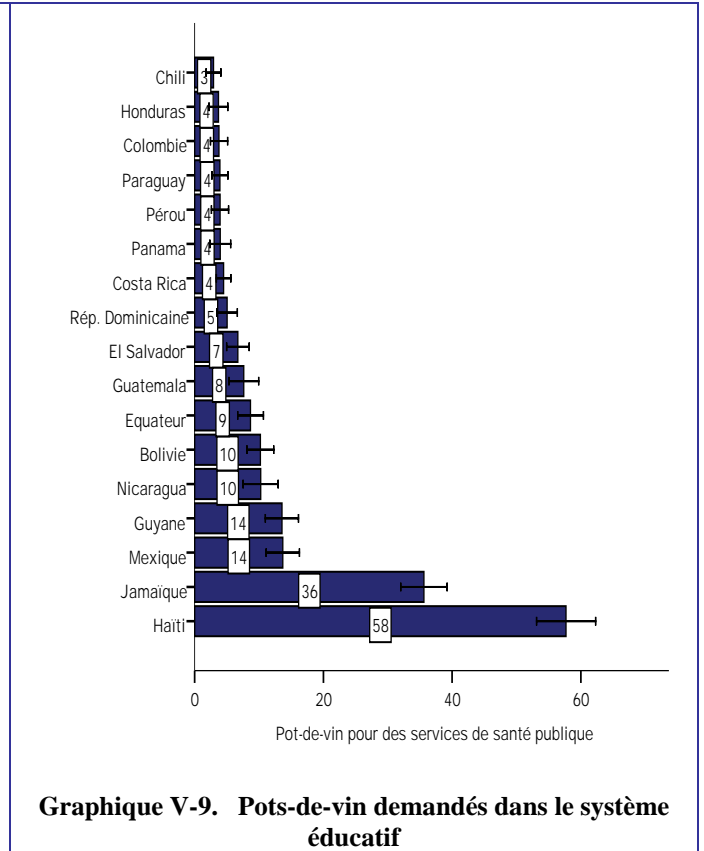
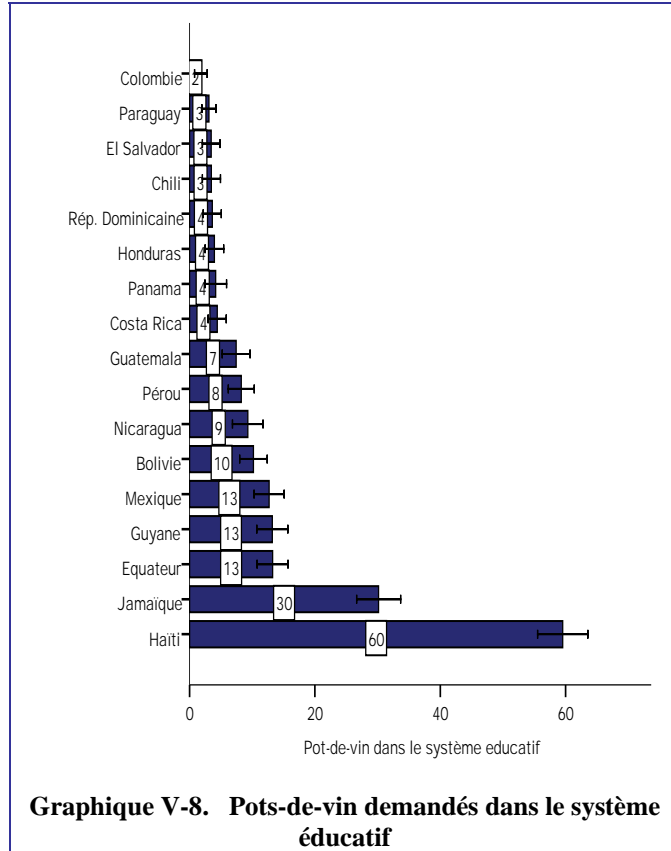


En ce qui a trait aux pots-de-vin demandés dans les Municipalités et dans les Tribunaux, Haïti montre le niveau le plus haut en matière de victimisation par la corruption (voir Graphique V-6 et V-7). Le pourcentage de gens victimes de ces deux types de corruption est deux fois plus que pour les autres pays se trouvant au sommet de l'échelle alors qu'il est de 10 à 25 fois plus pour les pays qui sont à sa base.

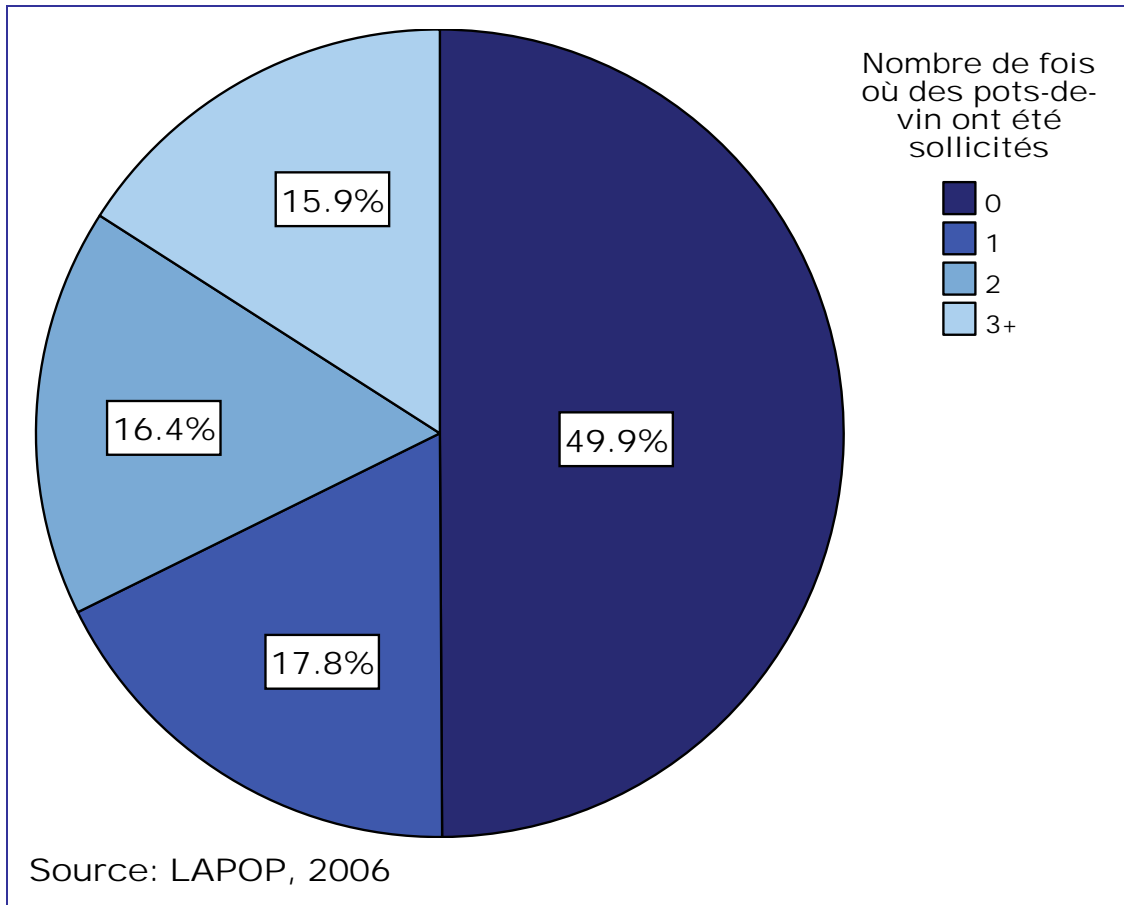


Haïti occupe la première place en matière de corruption au niveau du système éducatif et sanitaire. Elle est suivie par la Jamaïque, l'Equateur, le Mexique et la Guyane Britannique dépendant du type de corruption (vor Graphiques V-8 et V-9).

Avec de pareils résultats, on commence à voir qu'Haïti est le pays où la victimisation par la corruption est la plus répandue. Ces résultats indiquent que la corruption a pénétré toutes les sphères de la vie quotidienne des Haïtiens. Au cours des trente dernières années, la société haïtienne était en proie à des scandales de corruption qui passaient comme la norme sous la dictature de Jean-Claude Duvalier et qui aussi étaient très courants pendant la période de transition démocratique. Bien que la plupart de ces scandales se soient cantonnés au niveau supérieur de la hiérarchie gouvernementale, ils ont contribué à faire de la demande des pots-de-vin par les services publics une pratique courante dans l'appareil d'état. Des vocables tels que 'grands mangeurs', 'konn sèvi' ou 'pa konn sèvi', 'lavalas renmen tout pou kò l' traduisent l'état d'esprit qui prévalait sous le régime du président Aristide.



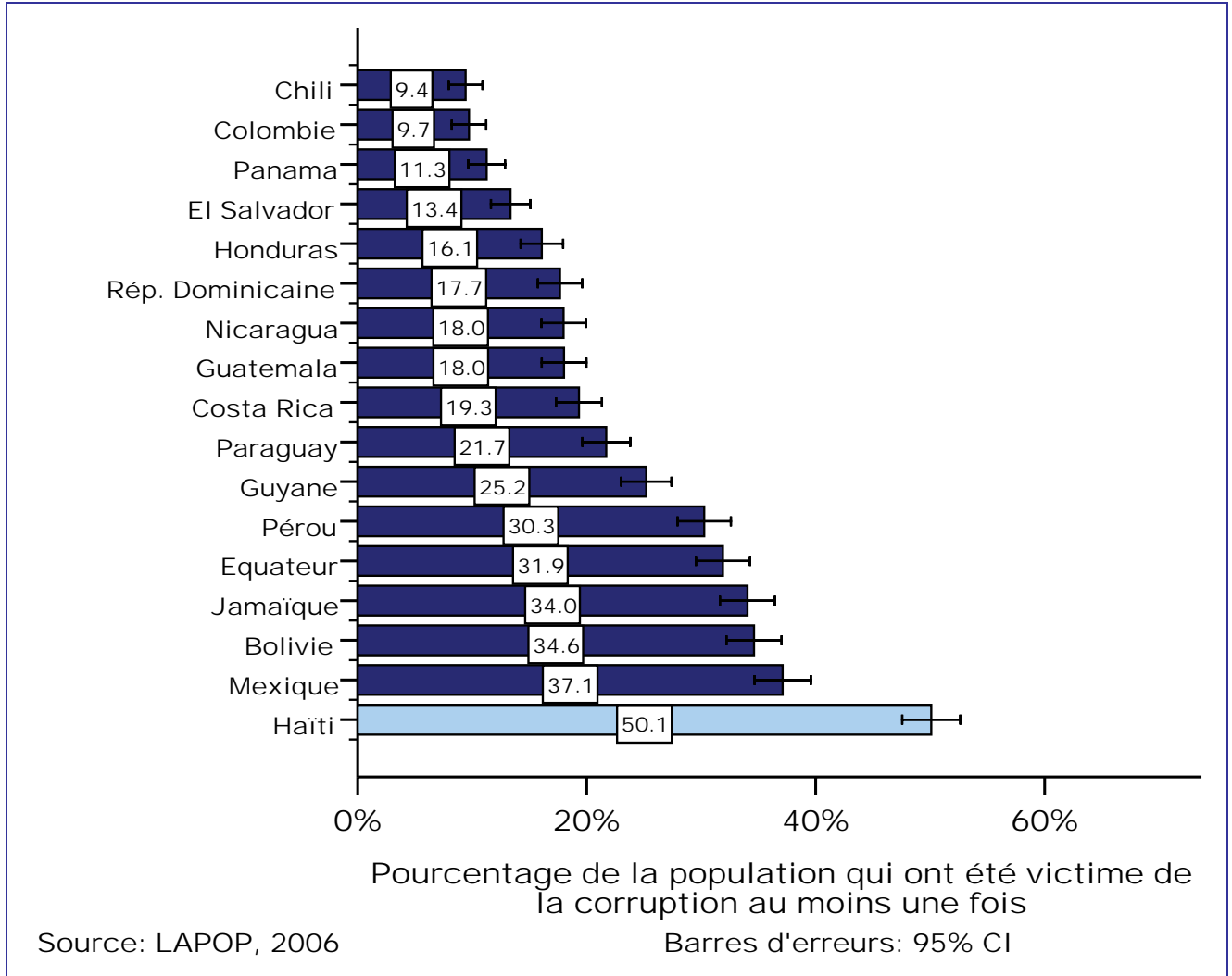
Pour faciliter l'interprétation des résultats, nous avons créé un index avec les 7 actes différents de corruption. L'échelle qui, originellement s'étendait de 0 à 7 points, était réduite à un score maximal de 3 parce qu'au-delà de 4 points il y avait trop peu de répondants. Le graphique V-10 montre que seulement la moitié des répondants n'ont pas été victimes de corruption. Un pourcentage de 15.9% a dû payer des pots-de-vin plus que trois fois.



Graphique V-10. Nombre de fois qu'une agence a demandé un pot-de-vin aux sondés

Victimisation par la corruption en Haïti d'après le contexte régional

Une autre façon d'analyser les résultats est de montrer le pourcentage de gens qui ont fait l'expérience de la corruption au moins une fois l'année précédant le sondage. Le graphique V-11 présente les résultats pour Haïti dans le contexte des pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe. En 2006, parmi 17 pays Haïti occupait le sommet de l'index de la corruption. Elle se détache statistiquement de tous les autres pays avec un pourcentage de 50.1% qui lui fait occuper la première place. Elle est suivie par cinq pays, le Mexique, la Bolivie, la Jamaïque, l'Equateur et le Pérou, qui ont plus de 30% de leur population à être victimes de la corruption. Dans cinq pays, la victimisation par la corruption est de trois fois plus élevée que le niveau le plus bas obtenu par des pays de l'échantillon tels que le Chili et la Colombie, alors qu'elle est de cinq fois plus élevée dans le cas d'Haïti.



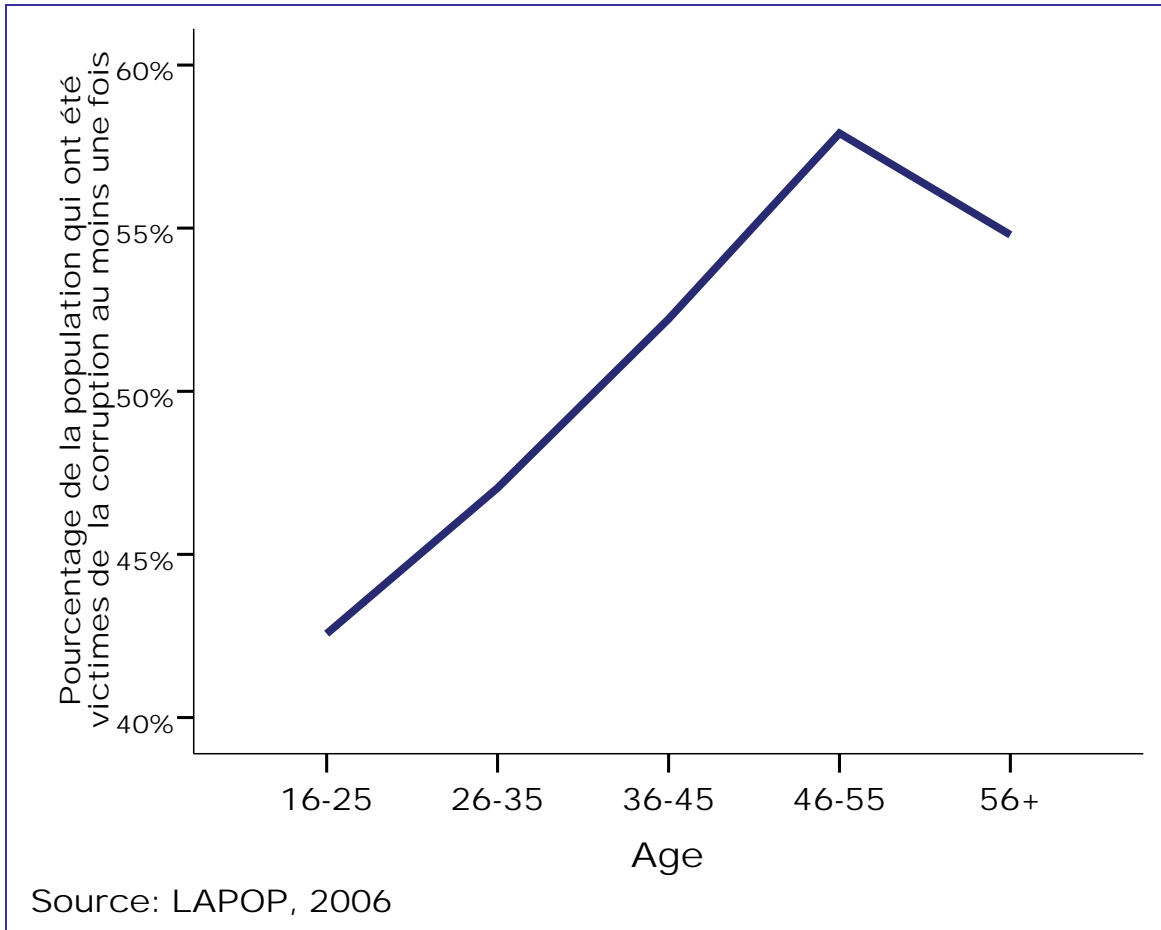
Graphique V-11. Victimisation par la corruption dans une perspective comparative

Qui sont les victimes?

Quels sont les citoyens les plus enclins à être victimes de la corruption? Pour répondre à cette question, nous avons élaboré un modèle de régression logistique dans lequel la variable dépendante est le pourcentage de la population victime de la corruption au moins une fois l'année précédant l'enquête. Les variables indépendantes incluent les variables démographiques et socioéconomiques utilisées généralement dans ce document. Les résultats de cette équation de régression sont présentés à l'annexe I. Nous avons trouvé que l'âge, le site de résidence et la possession matérielle sont des variables qui ont un impact statistiquement significatif sur la victimisation par la corruption.

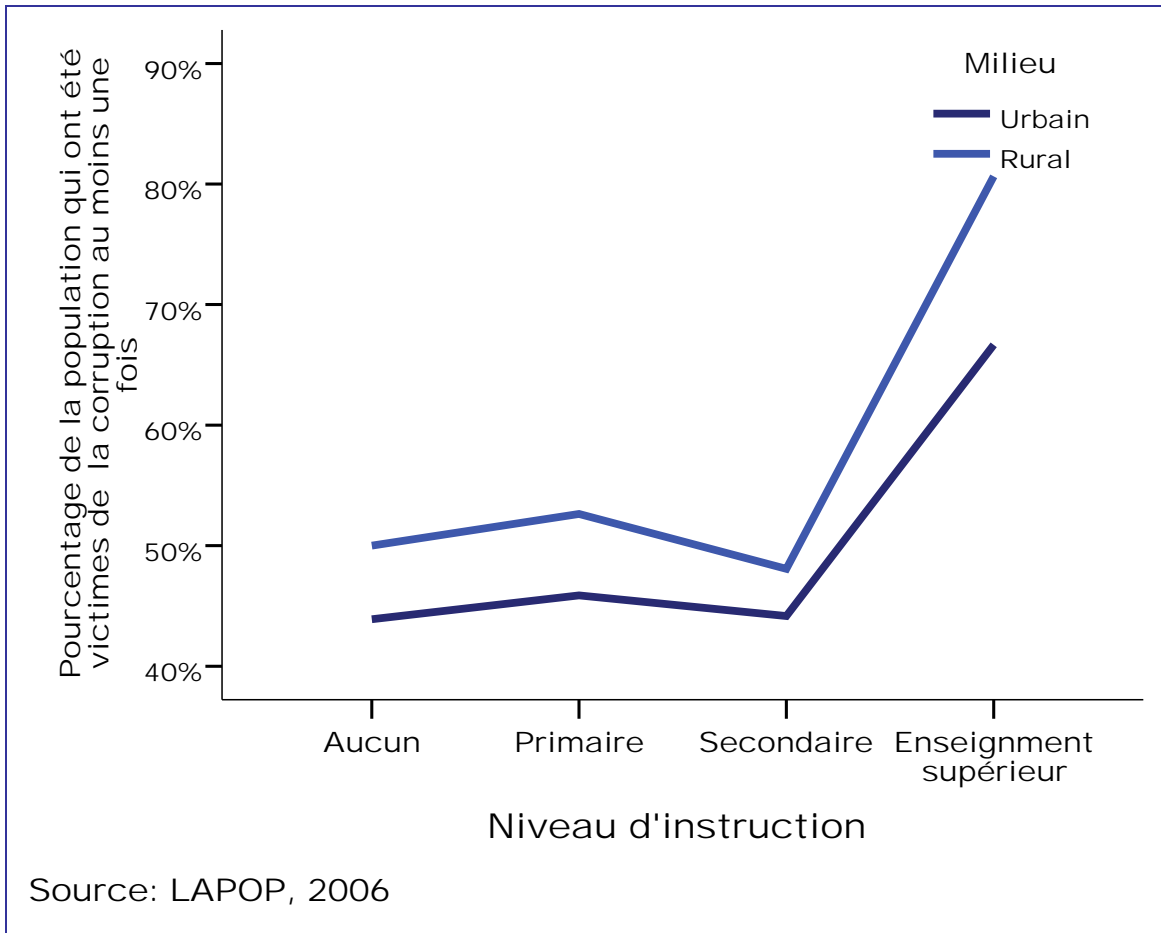
Le graphique V-12 montre en général que le pourcentage de gens à avoir été victimes de corruption est élevé dans tous les groupes d'âge. Cependant, plus on est âgé, plus on a la chance

d'être victime de la corruption. Toutefois, au-delà de 56 ans, le pourcentage des gens à être victimes accusent une légère tendance à la baisse par rapport aux groupes d'âge précédents. Les pourcentages s'étalent de 42.6% et de 47% au niveau des deux groupes les plus jeunes (respectivement 18-25 ans et 26-35 ans) jusqu'à 52.2%, 57.9% et 54.8% respectivement au niveau des autres groupes (36-45ans, 46-55 ans et plus de 56 ans).



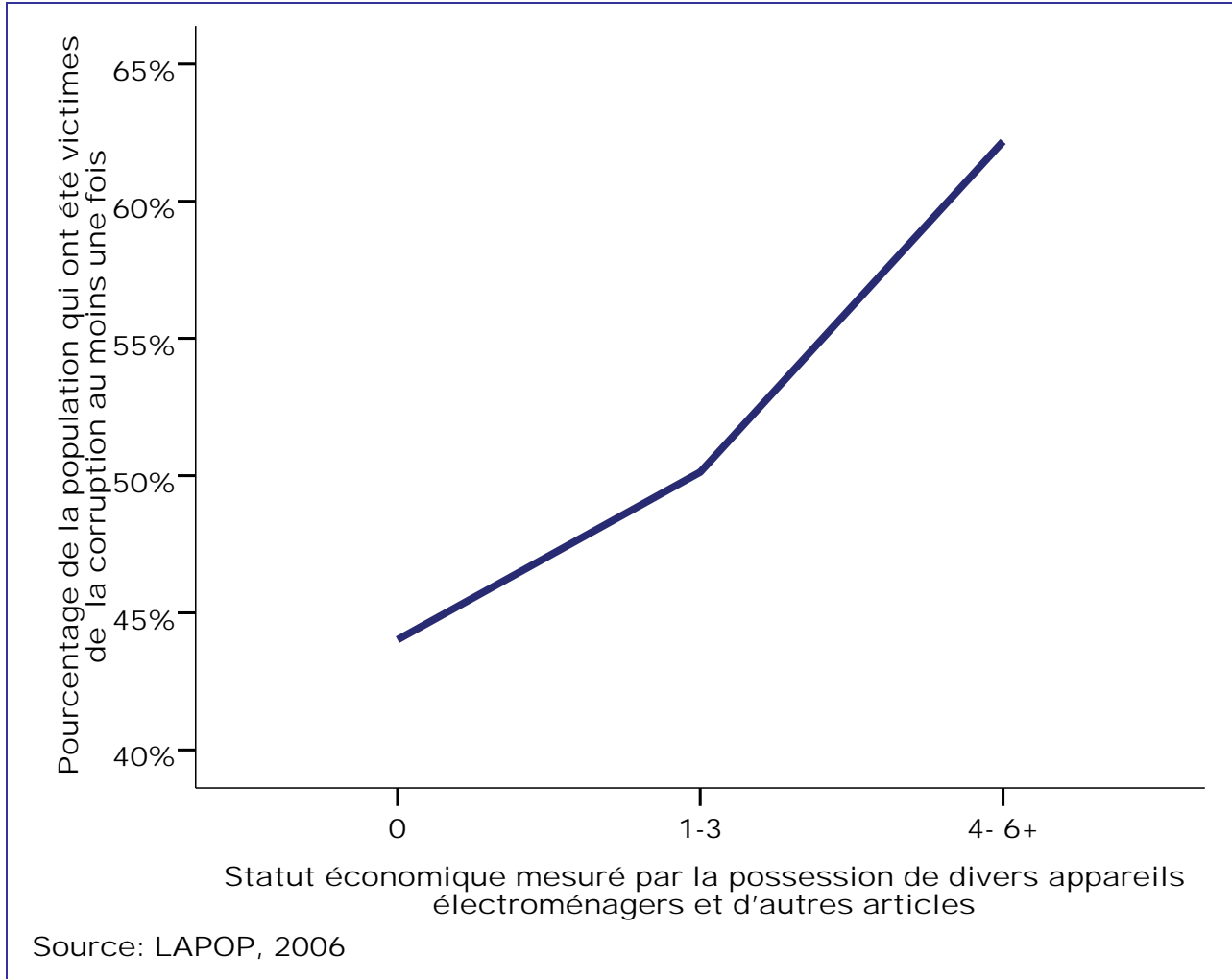
Graphique V-12. Victimisation par la corruption, par âge

Il y aurait donc une certaine ambiance de corruption dans le pays qui se manifeste partout. On peut s'attendre à la voir se répandre dans les endroits où les appâts sont les plus concentrés, c'est-à-dire plus dans les milieux urbains que dans les milieux ruraux d'une part. Les résultats présentés au graphique V-13 ne supportent pas cette hypothèse. Les résidents des milieux ruraux sont plus enclins à être victimes de la corruption que ceux des milieux urbains, et ce, quelle que soit le niveau d'éducation considéré. Le graphique révèle que les gens les plus éduqués ont tendance à être les plus victimes de la corruption probablement parce qu'ils fréquentent beaucoup plus les milieux bureaucratiques où la corruption bat son plein, les services publics.



Graphique V-13. Victimisation par la corruption, par niveau d'instruction et zone

Le statut économique, mesuré à partir des biens électroménagers et d'autres articles possédés, a une relation positive avec la victimisation par la corruption. Plus on est doté de biens, plus forte est la probabilité qu'on soit sollicité dans les services publics à payer des pots-de-vin (Voir graphique V-14).



Graphique V-14. Victimisation par la corruption, par statut économique

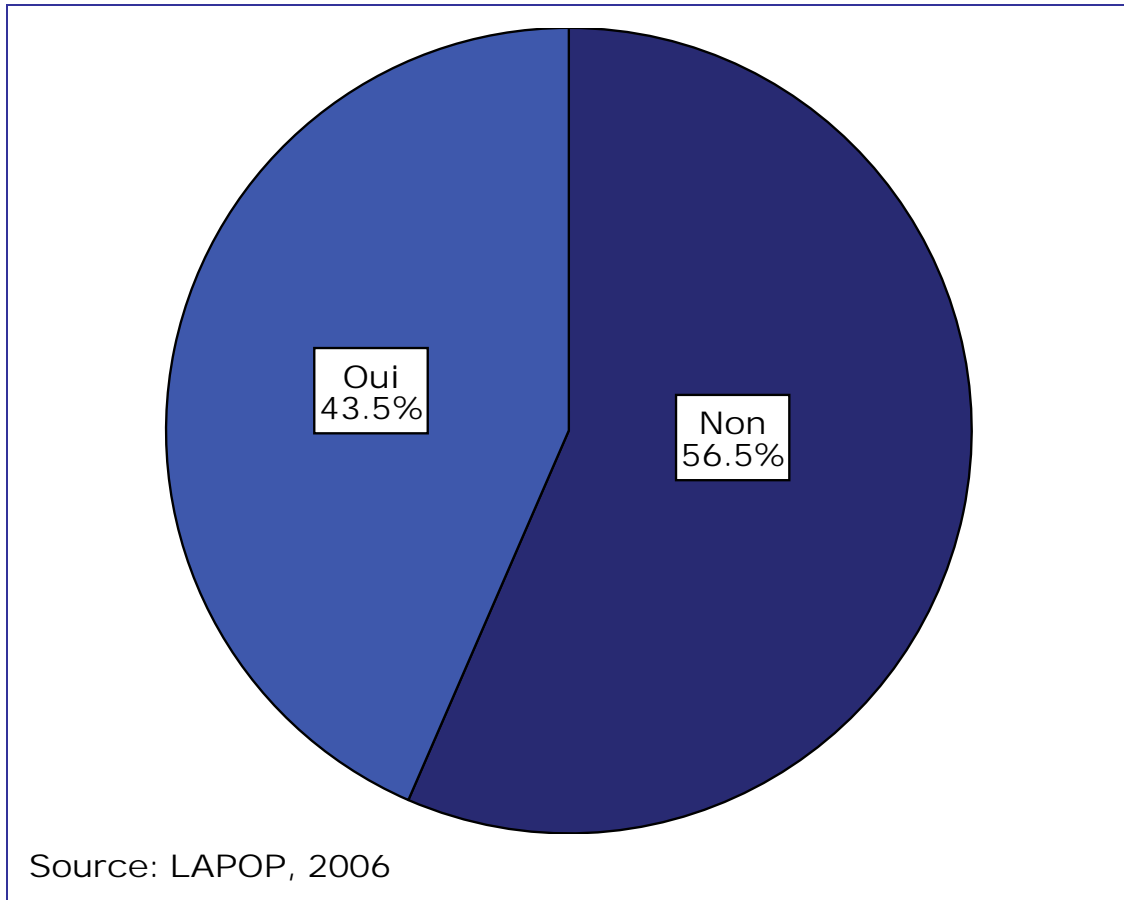
Victimisation et son impact sur la justification de la corruption

La justification de la corruption est mesurée par la question suivante :

EXC18 *Dans l'état actuel des choses, pensez-vous qu'il est normal parfois de payer un pot-de-vin?*

Le Graphique V-15 montre que la majorité des répondants déclarent qu'ils ne sont pas d'accord (56.5%) avec la justification de la corruption. Cependant, ceux qui sont en minorité sont aussi en grand pourcentage (43.5%). Autrement dit, la justification de la corruption en Haïti est un fait

plutôt général et non supportée seulement par une catégorie insignifiante de gens³⁷.

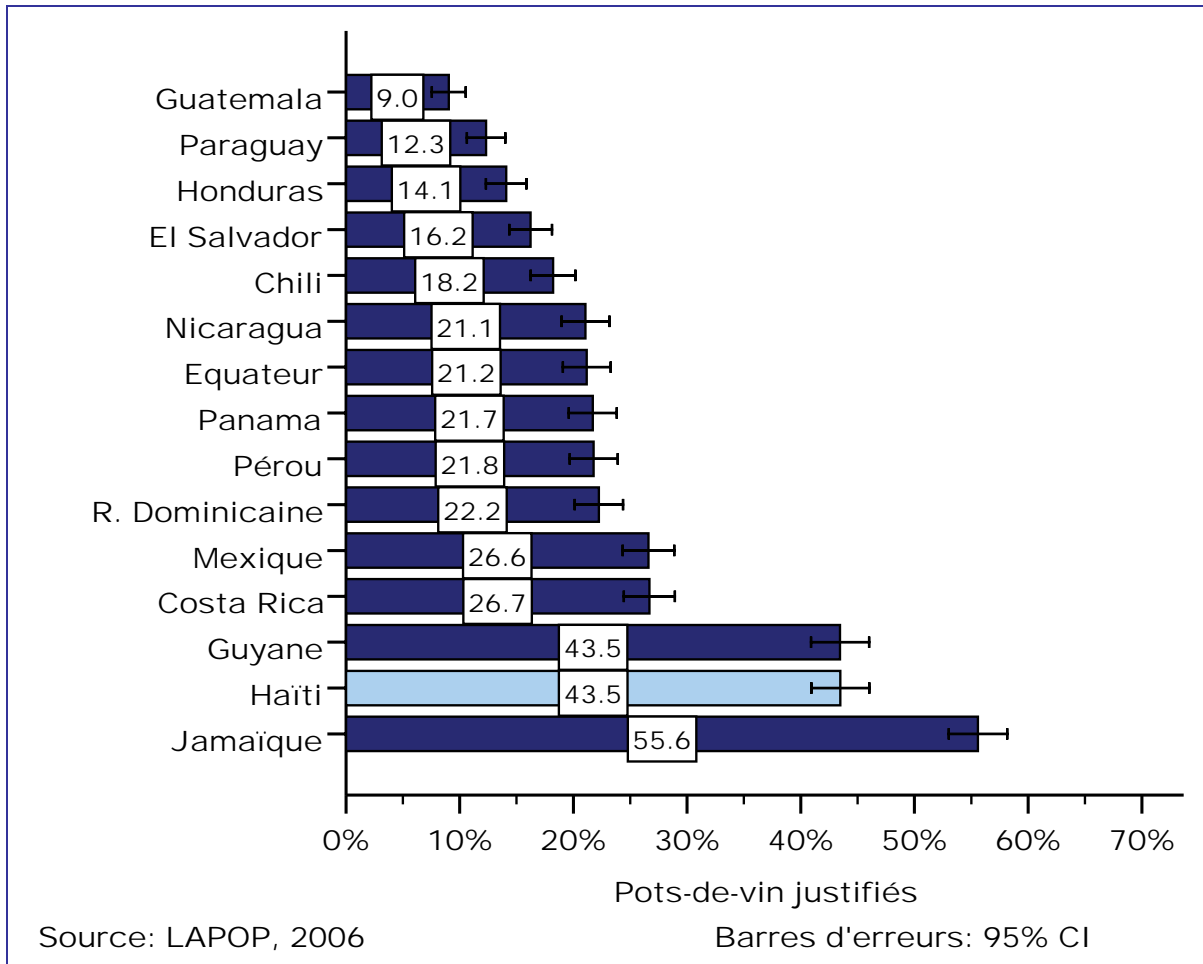


Graphique V-15. Justification des pots-de-vin

Justification de la corruption dans le contexte régional

La justification de la corruption est très répandue en Haïti quand on la compare à d'autres pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine. Par exemple, la Jamaïque qui occupe le haut de l'échelle est à 55.6%. Haïti se trouve en seconde place avec 43.5% d'adhérents alors que la République Dominicaine est à 22.2 %. Au plus bas de l'échelle se rencontrent le Guatemala (9%), le Honduras et le Salvador (respectivement 14.1% et 16.1%).

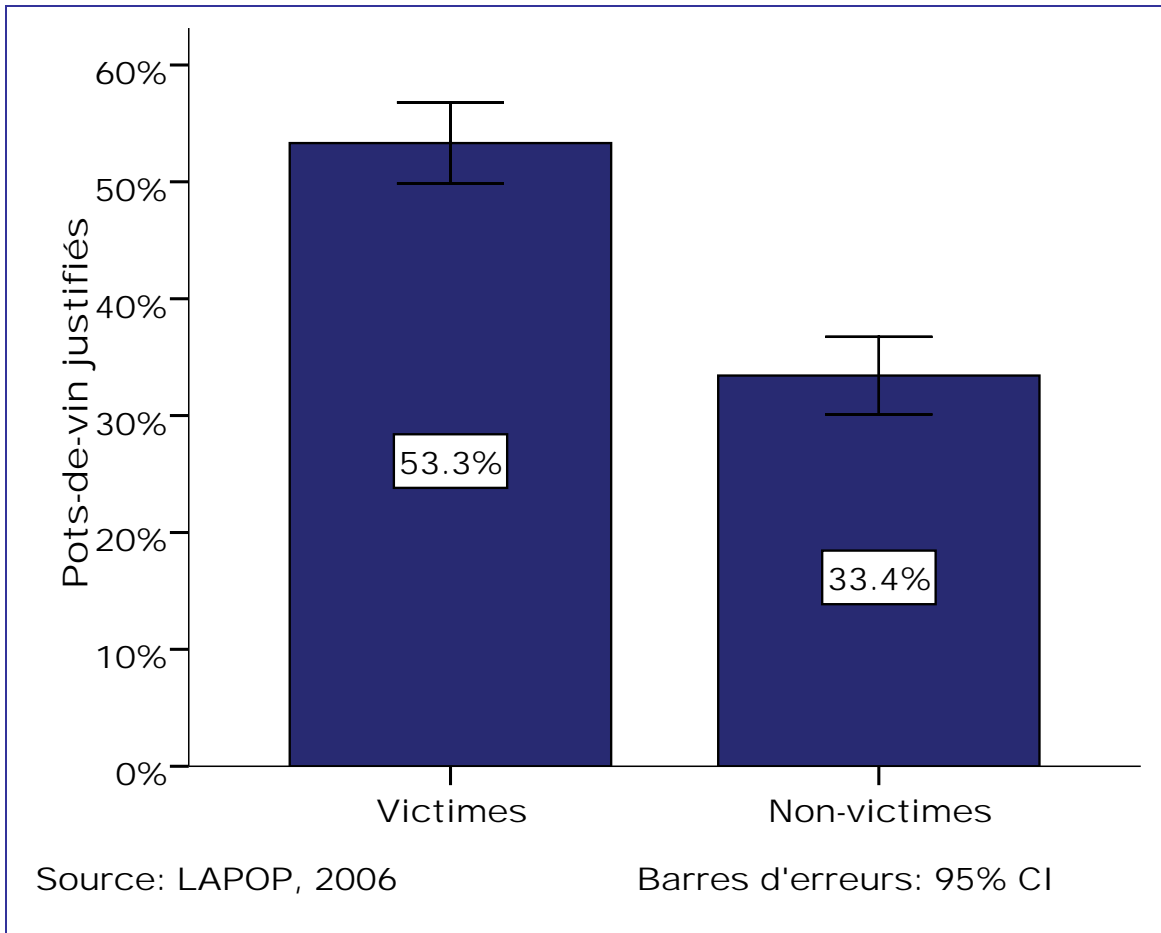
³⁷ Historiquement, on connaît les fameuses phrases de deux des héros de l'indépendance devenus présidents de la République. Un eut à déclarer, Jean-Jacques Dessalines le Grand: 'Plumez la poule ne la laissez pas crier' et l'autre, Alexandre Pétion: 'Voler l'Etat ce n'est pas voler'. Aujourd'hui en Haïti, il est courant d'entendre dire 'Se débrouiller [pour vivre] n'est pas un péché'. La corruption aurait donc parcouru un long chemin dans l'histoire du pays pour persister jusque de nos jours (Voir Péant op.cité).



Graphique V-16. Justification des pots-de-vin dans une perspective comparative

Victimisation et Justification de la Corruption

Le Graphique VI-17 fait voir un cercle vicieux qui traduit l'essentiel du processus de la victimisation de la corruption: le plus on a été victime de corruption, le plus on est disposé à la justifier. Ceci peut entraîner un processus auto destructif de toutes velléités de lutte contre la corruption. Les données montrent que ceux qui n'ont pas été victimes sont à 33.4% à trouver une justification à la corruption, alors que ceux qui l'ont été au moins une fois sont à 53.3%.



Graphique V-17. Justification des pots-de-vin et victimisation par la corruption

La pratique relativement élevée de la corruption a donc engendré une justification extensive de la corruption, ce qui crée un cercle vicieux renforçant la corruption comme phénomène socio-culturelle, à un point tel que même les victimes de la corruption la justifient. Elle est d'autant plus menaçante qu'Haïti est loin de représenter un pays où le règne de la loi va prévaloir sous peu. Puisque les sanctions ne sont pas généralement mises en application, les contrevenants à la loi peuvent donner libre cours à leurs pratiques. Le réel finit par prendre la force du normatif.

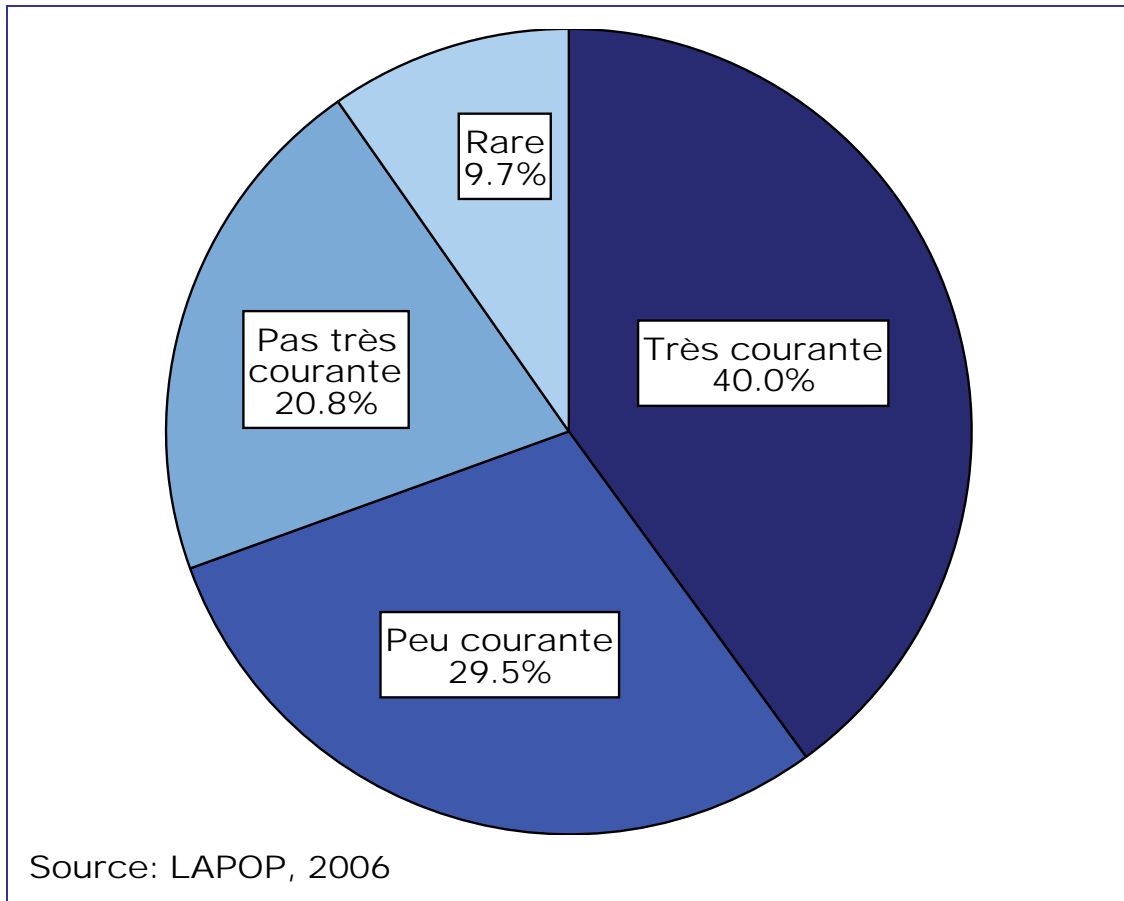
Perception de la Corruption en Haïti

Le sondage LAPOP 2006 inclut une question qui permet de mesurer la perception de la corruption parmi les employés publics, à savoir:

EXC7. *En tenant compte de votre expérience ou de ce que vous avez pu entendre, la corruption parmi les agents de l'État, est-elle chose...*

1) Très courante 2) Courante 3) Pas très courante 4) rare 8) Ne sait pas/Pas de réponse

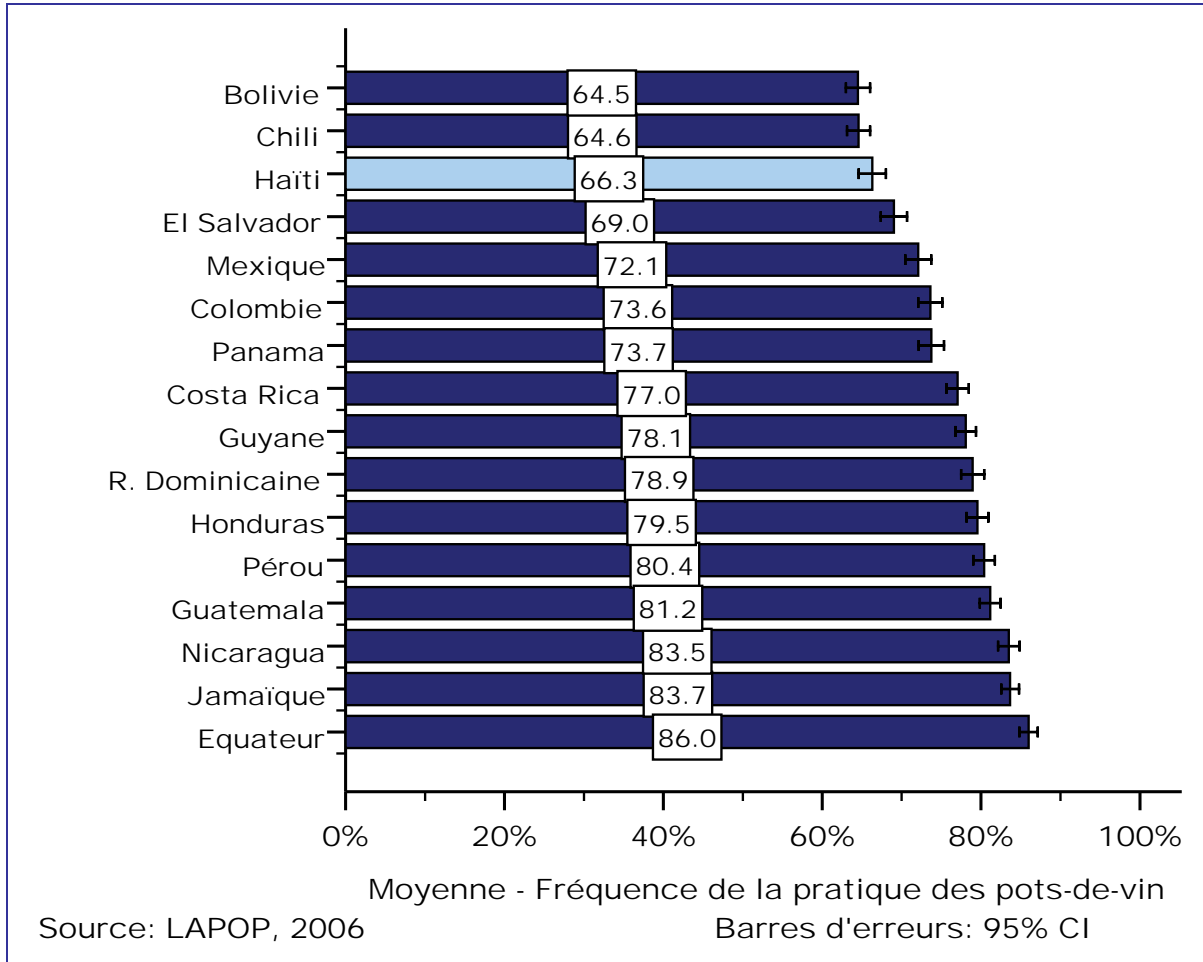
Le graphique V-18 révèle que sur un échantillon aléatoire de 1625 individus, près de 70% d'entre eux pensent que la corruption est courante dans le pays et près de 30% la considère non courante. Plus spécifiquement, 40% de la population haïtienne pensent que la corruption est très courante alors que 29.5% la considère courante. D'un autre côté, 20.8% trouvent qu'elle est très peu courante et 9.7% plutôt rare.



Graphique V-18. Perception de la corruption parmi les agents de l'État

Perception de la Corruption dans le Contexte Régional

Là encore pour faciliter l'interprétation des résultats, la variable a été recodée en une échelle graduée de 0 à 100 points. Le Graphique V-19 fait voir que placée dans le contexte régional de la Caraïbe et de l'Amérique Latine, la perception des Haïtiens de la corruption se range parmi les plus faibles. Elle se range au second rang au bas de l'échelle après le Chili (respectivement scores 66.3 contre 64.6), à côté de la Bolivie (66.4 points). Placée dans le contexte de la Caraïbe et de l'Amérique Latine, Haïti reste donc malgré tout l'un des pays où la perception des pots-de-vin est plutôt peu répandue par rapport à d'autres pays qui occupent le haut de l'échelle, tels que la Jamaïque (83.7), l'Equateur (82.8) et le Pérou (80.4). Et la République Dominicaine aussi la dépasse de larges coudés (78.9).



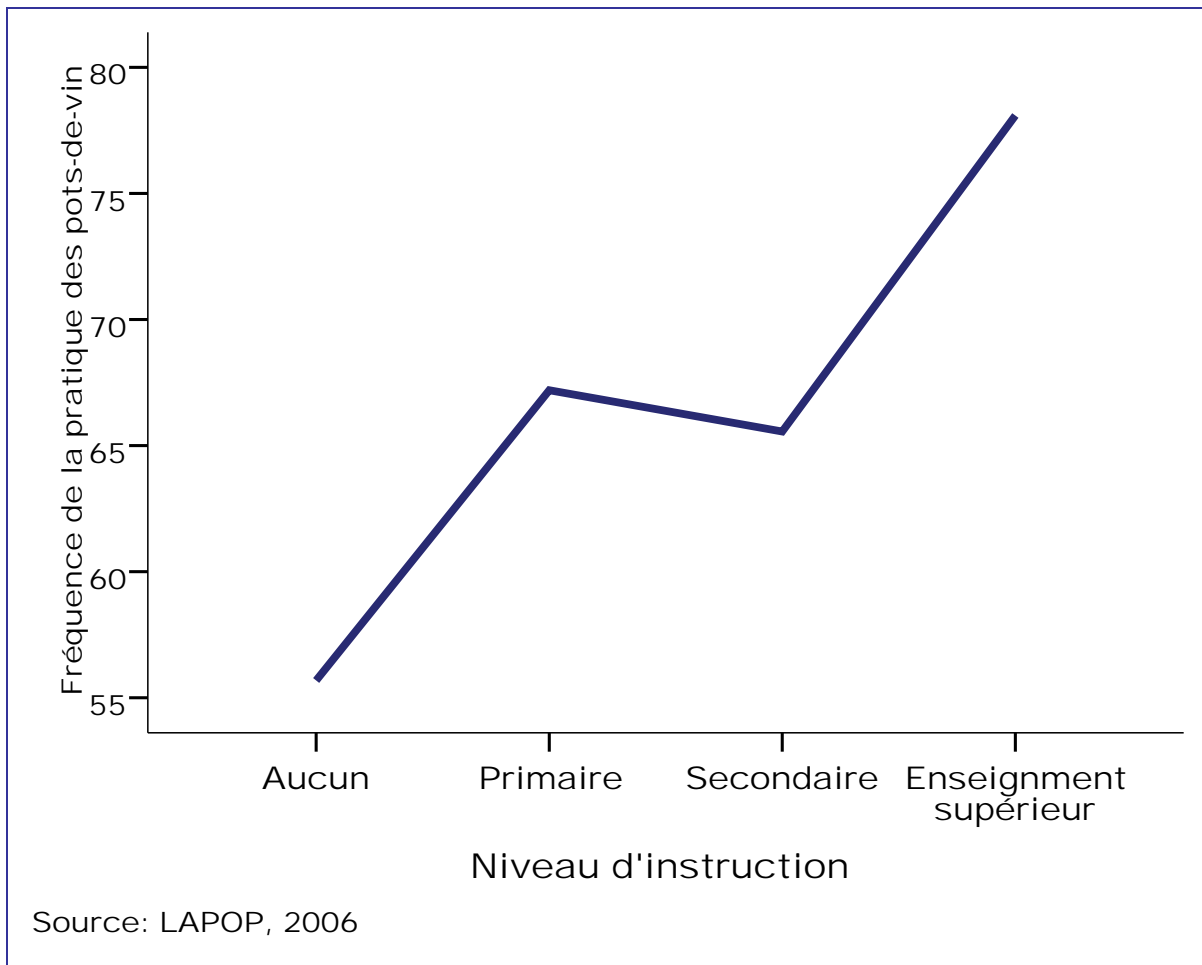
Graphique V-19. Perception de la corruption dans une perspective comparative

Déterminants de la perception de la corruption

Pour déterminer quels facteurs contribuent à la perception de la corruption, nous avons développé un modèle de régression dans lequel la variable dépendante est la version recodée de la variable EXC7 et les variables indépendantes les variables démographiques, socioéconomiques et d'autres variables dont: l'évaluation du travail réalisé par le gouvernement actuel, l'index de la victimisation par la corruption et l'écoute des émissions radiophoniques. Annexe II révèle les résultats de la régression, ici nous ne faisons que présenter sous forme graphique les déterminants principaux de la corruption.

Perception de la Corruption et Education

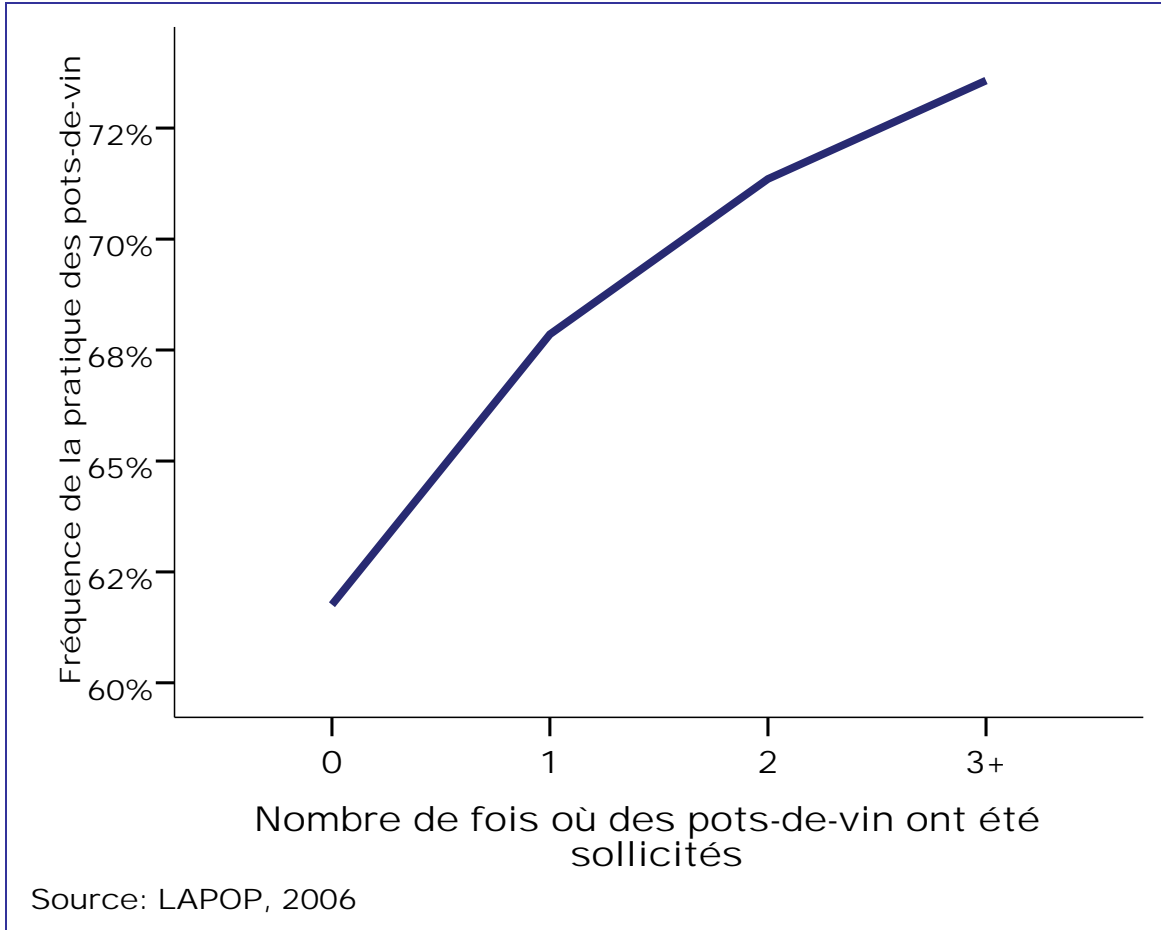
La perception de la corruption augmente avec le niveau d'éducation des individus, mais avec une pause intermédiaire entre le primaire et le secondaire. Par exemple, ceux qui n'ont aucun niveau d'éducation sont dans les 55% à penser qu'elle est courante. Entre le primaire et le secondaire, la perception tend à garder un niveau moyen avoisinant les 65%. Elle se trouve catapultée à 80% chez ceux qui ont un niveau supérieur d'éducation (voir graphique V-20).



Graphique V-20. Perception de la corruption, par niveau d'instruction

Impact de la victimisation sur la perception de la corruption

Nous avons analysé l'impact de la victimisation par la corruption sur la perception de la corruption et trouvé une relation positive comme celle figurée au graphique V-21. Comme on peut le voir, nous avons trouvé que la perception de la corruption augmente avec le nombre de pots-de-vin qu'on a été sollicité aux victimes.



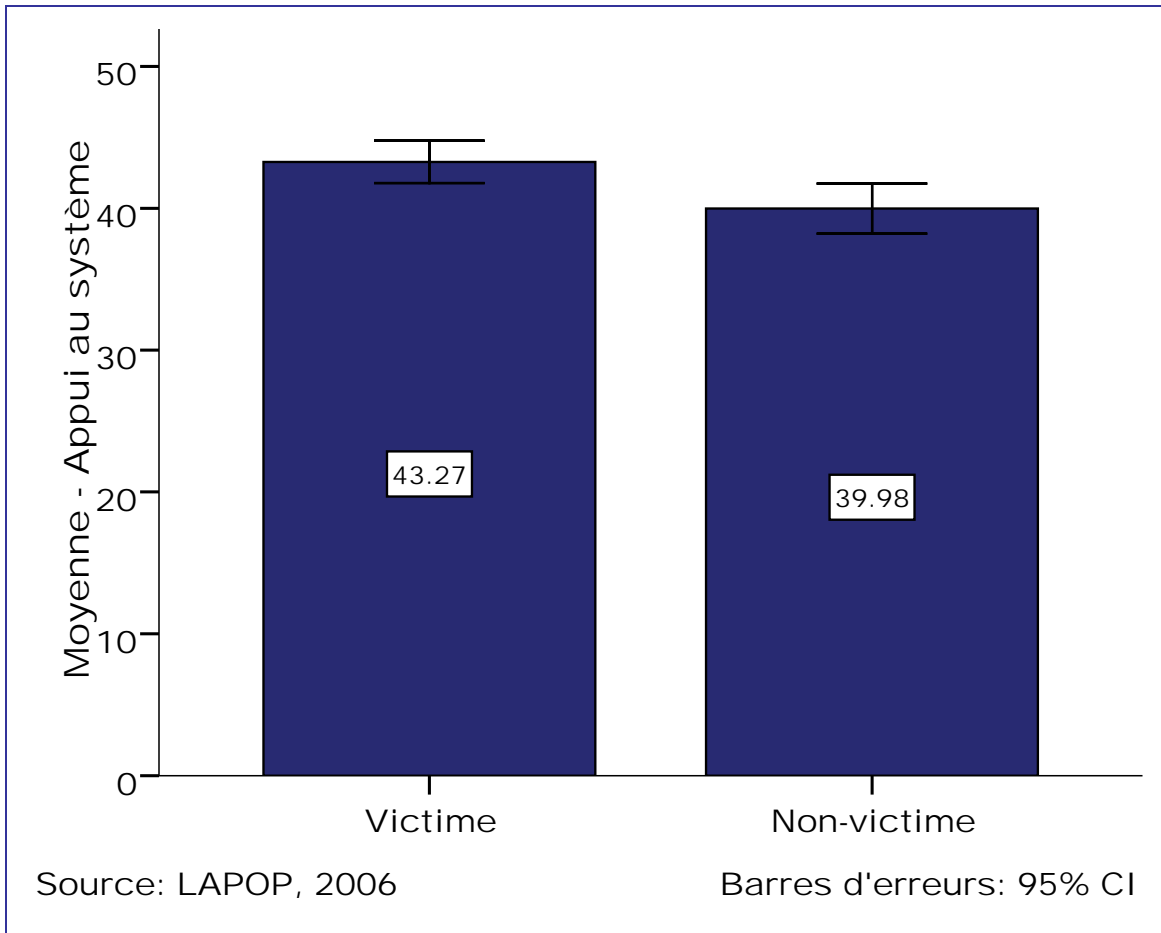
Graphique V-21. Impact de la victimisation sur la perception de la corruption

Corruption et démocratie

Dans un contexte de haut niveau de corruption, on peut se demander quels sont les rapports entre la corruption et le processus de démocratisation que traverse le pays. Cette section se propose d'en présenter une analyse. D'abord, nous allons nous concentrer sur l'effet des deux, à savoir, l'effet de la perception de la corruption et de la victimisation sur le support accordé au système politique.

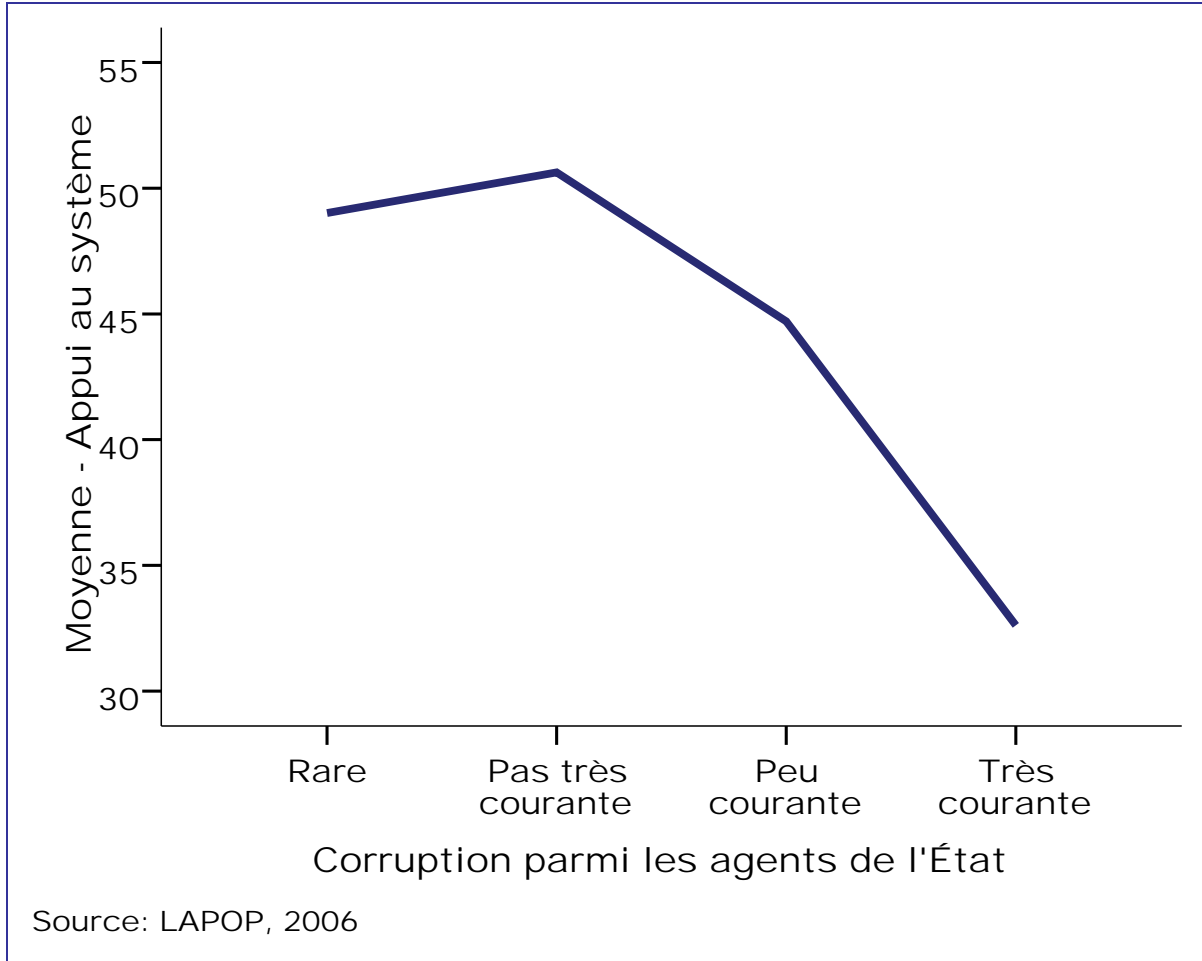
Corruption et appui au système politique

Les données révèlent que l'impact de la victimisation par la corruption sur le support accordé au système est statistiquement significatif. Celles qui ont été victimes au moins une fois accusent un plus grand soutien au système politique que les autres qui n'ont pas été victimes (voir graphique V-22).



Graphique V-22. Victimisation par la corruption et appui au système politique

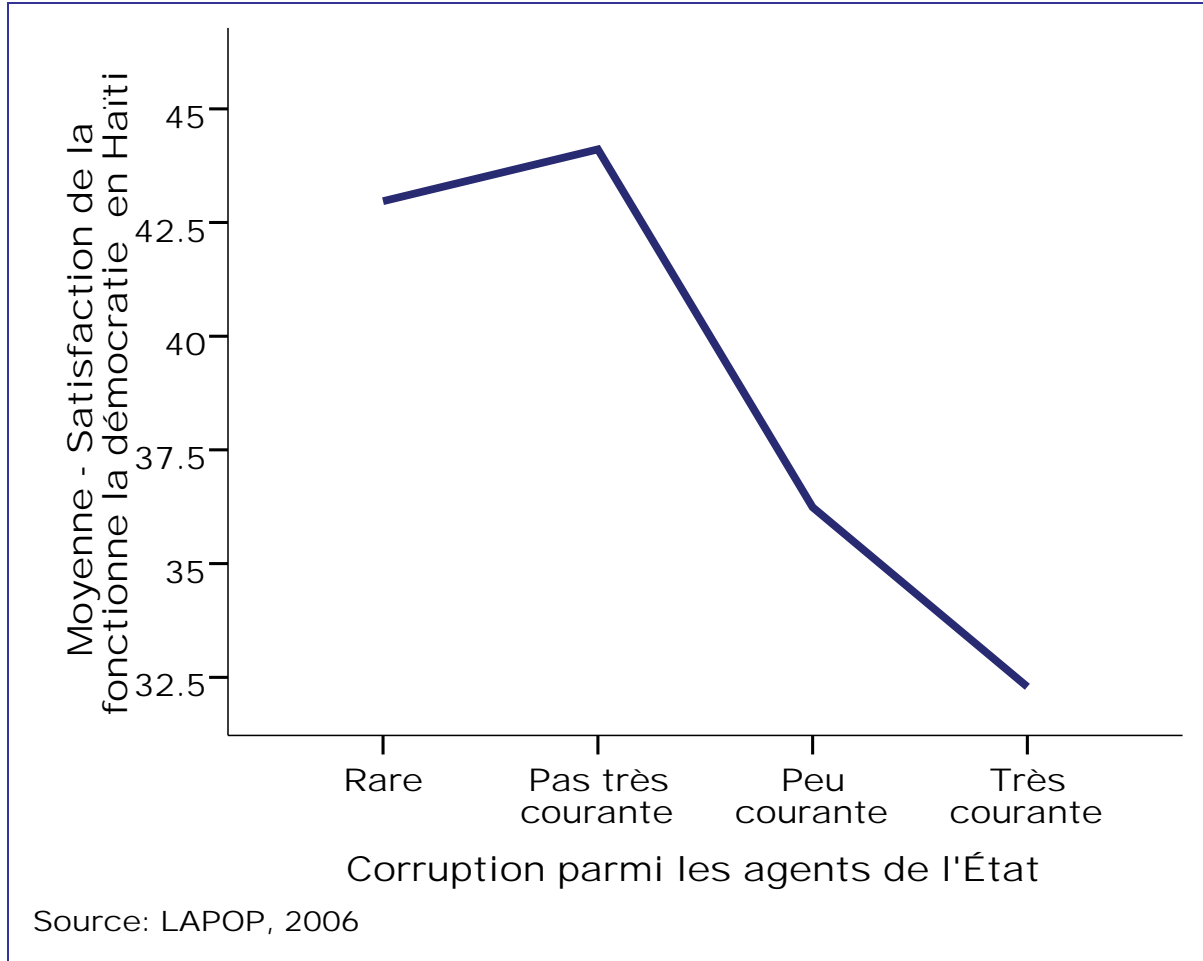
Le Graphique V-23 fait voir qu'il y a une relation négative entre la perception de la corruption parmi les agents de l'Etat et le niveau support que les gens donnent au système. Autrement, quand on pense que la corruption est courante ou peu courante, moins on est prêt à apporter son support au système. Ce support augmente à partir du moment que l'on pense que la corruption n'est pas courante pour rester pratiquement au même niveau quand on pense qu'elle est rare.



Graphique V-23. Perception de la corruption et appui au système politique

Satisfaction avec la démocratie et perception de la corruption

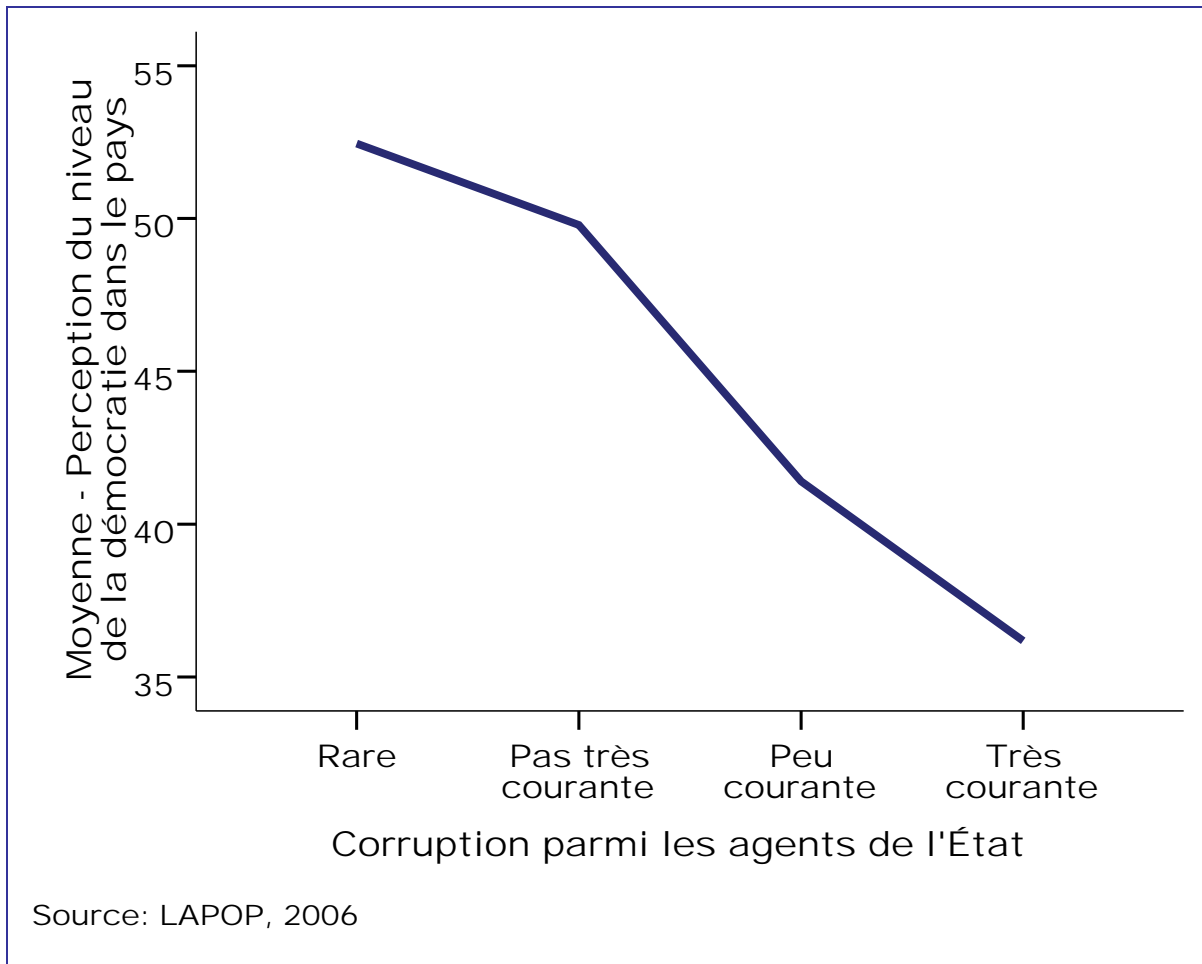
Il y a une relation négative entre le niveau de satisfaction que les gens éprouvent avec la démocratie et le niveau de perception de la corruption parmi les agents de l'État (voir graphique 24). Autrement dit, les gens qui perçoivent la corruption étatique comme étant courante ou très courante sont les moins satisfaits du déroulement de la démocratie. Plus précisément, ceux qui ont une perception très forte de la corruption étatique sont les moins satisfaits du déroulement de la démocratie; ensuite, viennent avec une satisfaction moindre ceux qui ont une perception forte. Par contre, ceux pour qui la corruption n'est pas courante ou n'est pas très courante ont tendance à être plus satisfaits de la marche de la démocratie dans le pays.



Graphique V-24. Perception de la corruption et satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie dans le pays

Extension de la démocratie et perception de la corruption

La figure V-25 fait ressortir aussi une relation négative entre l'extension de la démocratie et la perception de la corruption. Les gens qui voient la corruption comme étant très courante ou courante ont aussi tendance à percevoir le pays comme étant moins démocratique que ceux qui pensent que la corruption n'est pas courante ou très courante.



Graphique V-25. Perception de la corruption et niveau de démocratie dans le pays

Conclusion

Ce chapitre montre que la majorité des interviewés ont été victimes des pots-de-vin dans les institutions préposées aux services de la population. Et ce, dans divers secteurs: justice, travail, municipalité, éducation, santé. La corruption sévit donc partout dans le pays et à un haut niveau et semble pénétrer toutes les sphères de la vie nationale.

Ce chapitre a fait ressortir aussi que les 'élites' en matière économique et éducative sont les catégories les plus victimes de la corruption. Bien que placée dans le contexte régional de la Caraïbe et de l'Amérique Latine, la perception des Haïtiens de la corruption se range parmi les plus faibles, la plupart d'entre eux pensent que la corruption est courante dans le pays et sont contre elle. Cependant, il y a un niveau de tolérance considérable envers la corruption quand on se réfère au haut pourcentage des gens qui seraient prêts à considérer certains actes de corruption comme étant justifiables.

Il en résulte une société où les victimes de la corruption tendent à justifier la corruption, d'où le processus de victimisation sociale de la corruption. Et ce processus s'érige en une culture où la corruption elle-même devient légitime. Autrement dit, le réel semble prendre la force du normatif.

Les Haïtiens semblent donc vivre dans une société où corrompus et corrupteurs ne se sentent pas socialement menacés dans leur prestige. Au contraire, ils seraient socialement récompensés par un pourcentage non négligeable de la population lorsqu'ils auraient réussi 'un coup' leur permettant de 'régler leurs affaires'. La culture de la corruption aurait maintenant atteint son apogée. La corruption est comme un fléau qui passe sans laisser de traces, si ce n'est la fortune illégalement acquise des gens qui les rend socialement légitimes aux yeux de plus d'un. L'effet d'une pareille ambiance sur le processus de démocratisation du pays est tout-à-fait négative. En effet, plus on pense que la corruption est courante, moins on est prêt à apporter son support au système politique et moins on a tendance à être satisfait des apports de la construction démocratique et plus on tend à percevoir le pays comme ayant moins de démocratie. L'espoir résiderait dans le fait que la chute du gouvernement d'Aristide a entraîné une euphorie collective anti-corruption au point que le dernier gouvernement de transition a dû mettre sur pied une institution pour s'en occuper ('Unité de Lutte Contre la Corruption' ou ULCC).

Bibliographie

LFHH. 'Profil des candidats aux futures élections de 2006 en Haïti et leur orientation vis-à-vis de la chose publique'. Port-au-Prince, Haïti : *La Fondation Héritage pour Haïti*, 2005.

Péant, Leslie J.R. *Haiti: Economie Politique de la Corruption. Tome II. L'Etat marron (1870-1915)*. Paris : Editions Maisonneuve et Larose, 2005.

Seligson, Mitchel. The Measurement and Impact of Corruption Victimization: Survey Evidence from Latin America. *World Development* 34 (2) (2006):381-404.

Annexes

Tableau V-2. Résultats de la régression logistique- Victimisation par corruption

Modèle	B	E.S.	Wald	ddl	Signif.	Exp(B)
Genre (Masculin)	.019	.108	.030	1	.863	1.019
Age (q2)	.016	.005	9.371	1	.002	1.016
Education (ed)	.047	.015	10.445	1	.001	1.048
Richesse	.104	.036	8.585	1	.003	1.110
urbain	-.285	.118	5.833	1	.016	.752
marié	-.001	.001	.853	1	.356	.999
Nombre d'enfants (q12r)	.110	.043	6.591	1	.010	1.116
Constante	-1.239	.247	25.168	1	.000	.290

a Variable(s) entrées à l'étape 1 : Masculin, Q2, ED, Wealth, urbain, marié, q12r.

Récapitulatif du modèle

Etape	-2log-vraisemblance	R-deux de Cox & Snell	R-deux de Nagelkerke
1	1967.806(a)	.036	.049

a L'estimation a été interrompue au numéro d'itération 3 parce que les estimations de paramètres ont changé de moins de .001.

Tableau V-3. Résultats du modèle de régression - Fréquence de la pratique des pots-de-vin

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta	B	Erreur standard
(constante)	66.638	4.977		13.390	.000
Genre (Masculin)	-.950	1.883	-.015	-.505	.614
Age (q2)	.032	.076	.013	.418	.676
Education (ed)	3.242	1.456	.073	2.226	.026
Richesse	.378	.615	.020	.614	.539
urbain	-.813	2.032	-.012	-.400	.689
Nombre de fois où des pots-de-vin ont été sollicités (EXCTOTR)	3.336	.720	.136	4.632	.000
Nouvelles à la radio (a1r)	-.008	.028	-.008	-.282	.778
Evaluation de la performance du Président actuel (m1r)	-.192	.046	-.120	-4.189	.000
R-carré ajusté=0.032 N= 14212					

a Dependent Variable: exc7r Fréquence de la pratique des pots-de-vin

VI. Criminalité, victimisation et règne de la loi en Haïti

Introduction

L'écart entre les prescrits légaux ou normatifs d'une société et la réalité vécue par les individus est un phénomène plutôt universel (Goode 1968; Merton 1982). Disposant de plus de moyens logistiques, humains et financiers, les pays développés sont sans doute plus aptes à faire respecter la loi que les pays sous-développés. Or, dans un pays tel que les Etats-Unis, cet écart peut donner lieu à toute une série de mécanismes d'adaptation allant du pur conformisme à la rébellion (Merton 1968). Et même quand les normes ou les prescrits légaux seraient respectés, ils ne constitueraient pas pour autant des guides sûrs pour la compréhension de la dynamique sociale parce que les individus essaient autant que possible de s'en écarter ou de les remodeler jusqu'à ce que des tiers les rappellent à l'ordre (Goode idem). En général, dans les sociétés humaines on brandit les normes idéales comme moyen de faire pression les uns sur les autres et l'on s'en écarte dès que cela est possible.

Cette marge a été notée et captée sous le vocable d'évasion institutionnelle des normes³⁸. En conséquence, on doit s'attendre à ce qu'il y ait des individus à violer les prescrits idéaux dans toute société en dépit du fait que la grande majorité des citoyens serait d'avis qu'on les fasse respecter. Il en est donc ainsi partout, et particulièrement dans un pays sous-développé comme Haïti, où les critères du sous-développement s'appliquent dans toute leur rigueur. La grande majorité des citoyens haïtiens sont socialement victimes dans leurs droits fondamentaux par manque d'accès aux recours juridiques et administratifs leur permettant de les exercer (Marotte 2005).

Experts et non experts en matière de développement ont noté que les résidents des milieux urbains se sont accoutumés à une multitude de formes de violences dont la peur, l'insécurité, le vol, etc. (Moser et MacIlwaine 2005). Ces formes de violence peuvent avoir des conséquences néfastes sur la mise en pratique des procédures légales. Donc, ce chapitre part de l'hypothèse générale que la criminalité encourage la violation de la loi d'une part, et la légitimité de cette violation dans les communautés où ses incidences sont élevées d'autre part.

Ainsi, dans la perspective du processus de construction de la démocratie en Haïti, ce chapitre présente un état des lieux de la criminalité dans le pays et étudie son impact sur la confiance des citoyens dans ses institutions. D'abord, il considère la confiance faite au système légal de manière générale. Ensuite la confiance faite aux institutions vouées à la protection des droits fondamentaux du citoyen. Enfin, il analyse les effets de la criminalité sur le respect des procédures légales en Haïti.

³⁸ Voir Merton 1982 pp. 76-79.

Le Crime dans le contexte Latino Américain et de la Caraïbe

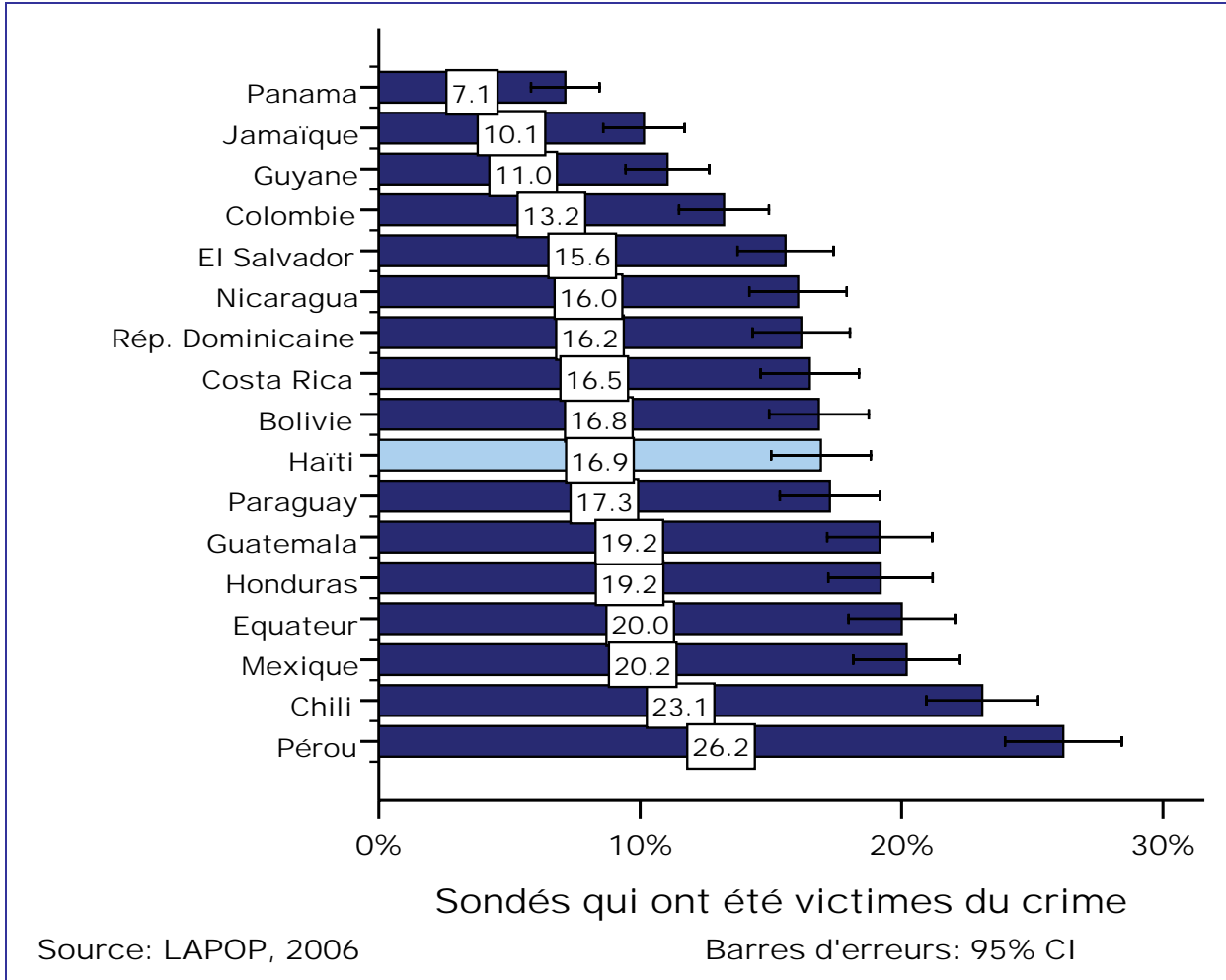
Pour mesurer la criminalité dans le contexte latino américain et de la caraïbe, le sondage LAPOP 2006 a posé la question suivante :

VICI: Avez-vous été victime d'un acte criminel au cours des 12 derniers mois?

1) *Oui* 2) *Non* 8) *Ne sait pas/non réponse*

En vue de procéder à des comparaisons entre pays en Amérique Latine et dans la Caraïbe, les réponses à cette question ont été utilisées pour constituer une échelle graduée de 0% à 30%.

Le graphique VI-I montre qu'en Haïti, une minorité substantielle de citoyens rapportent qu'ils ont été victimes de crime au cours des douze derniers mois (16.9%). Néanmoins, la grande majorité d'entre eux ne l'ont pas été (83.1%). Le pourcentage de victimes est faible par rapport à celui Pérou et du Mexique (26.2%, 23.1%) mais la criminalité en 2006 était plus élevée en Haïti qu'à la Jamaïque (10.1%). Par contre, elle ne présente aucune différence statistiquement significative avec la République Dominicaine (16.2%).



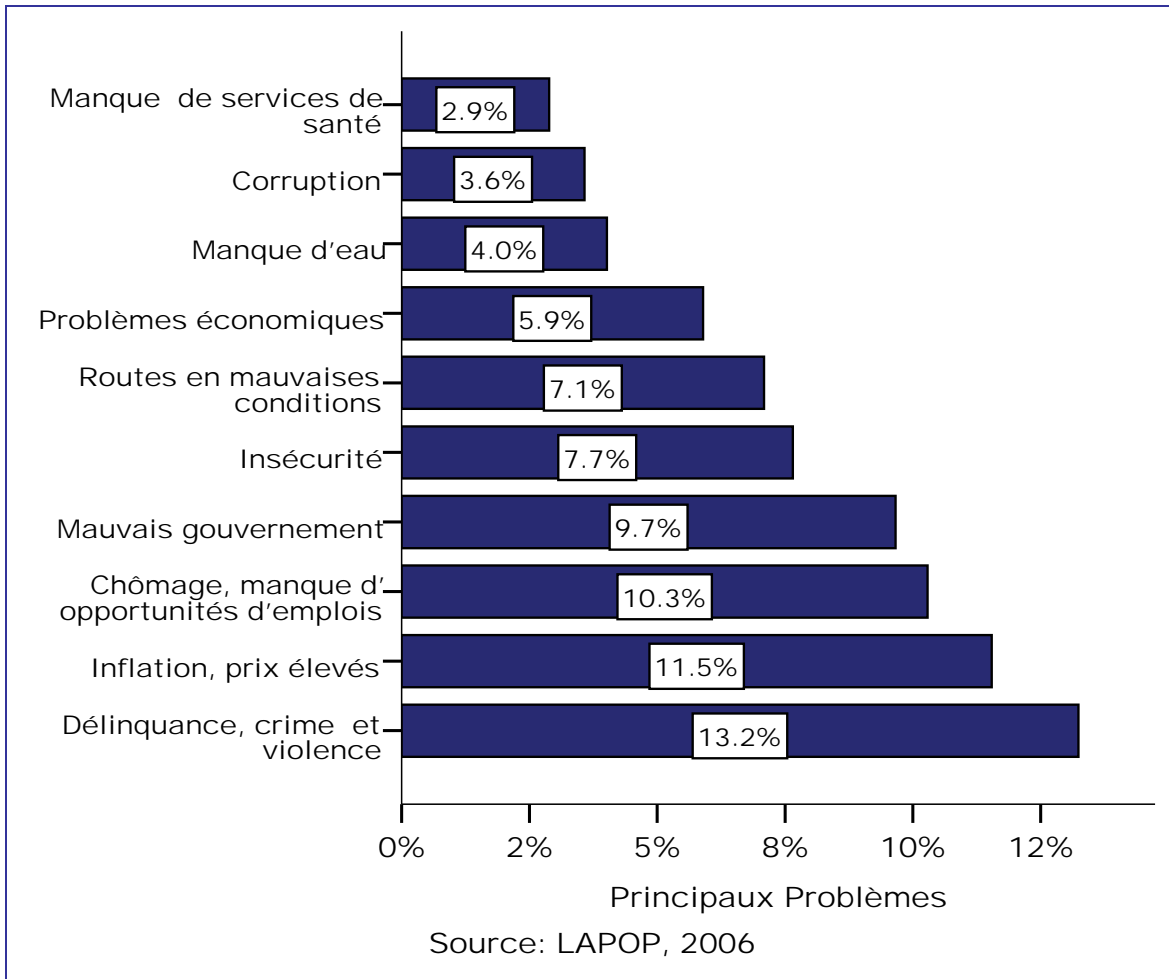
Graphique VI-1. Victimisation par crime dans une perspective comparative

Le crime en Haïti

En vue d'étudier le poids relatif du crime parmi d'autres problèmes auxquels font face Haïti et les autres pays de la région, le sondage LAPOP 2006 a demandé aux gens la question suivante:

A4. Pour commencer, quel est le problème le plus sérieux auquel le pays fait face?

Le Graphique VI-2 montre les dix problèmes les plus importants auxquels les familles Haïtiennes font face aujourd'hui sur la liste des 36 problèmes pour lesquels les données sont disponibles. Ces résultats indiquent qu'un pourcentage substantiel des sondés citent le crime comme le problème le plus sérieux es confronté le pays (13.2%). Quand on ajoute ceux qui ont mentionné l'insécurité, on obtient que 1 de chaque 5 haïtiens considèrent le crime comme le plus important problème auquel ils font face aujourd'hui. Ensuite, ils ont cité le coût de la vie (11.5%) et de loin ensuite la corruption (3.6%).



Graphique VI-2. Le problème le plus grave se posant au pays

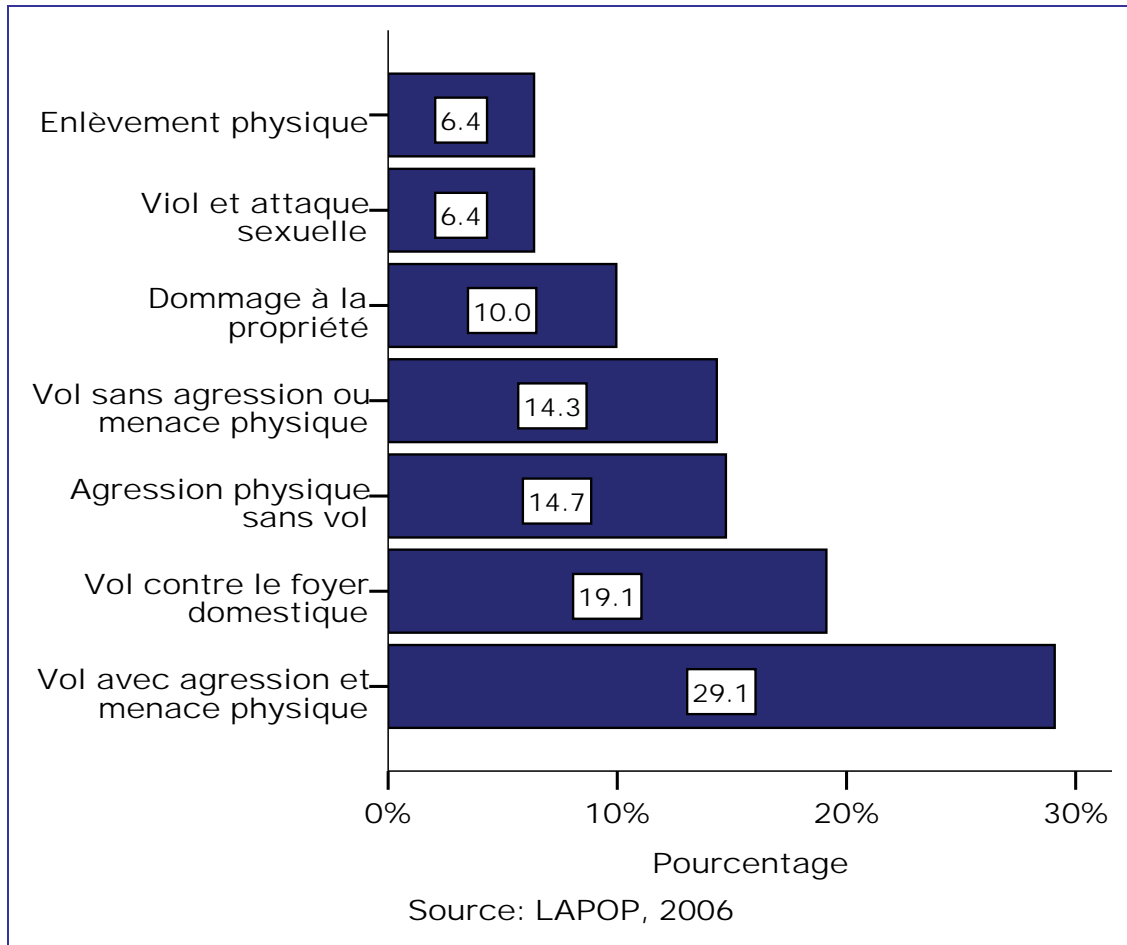
Types de crime

La question suivante a été utilisée pour mesurer les types de crime commis par les agresseurs:

VIC2: De quel type d'acte criminel avez-vous été victime ?

1) Vol sans agression ou menace physique 2) Vol avec agression et menace physique 3) Agression physique sans vol 4) Viol et attaque sexuelle 5) Enlèvement physique 6) Dommage à la propriété 7) vol contre le foyer domestique 88) ne sait pas 99) Sans objet (non victime)

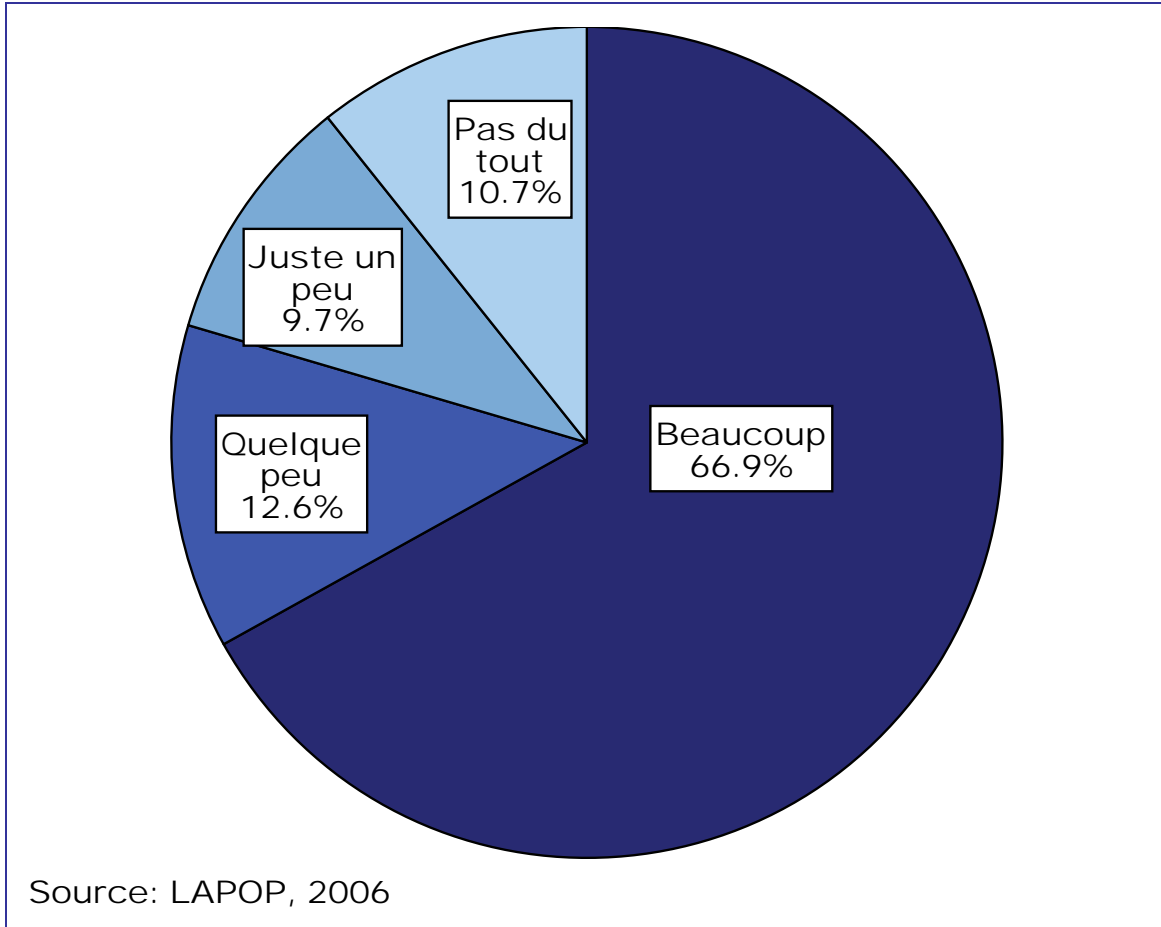
Le Graphique VI-3 montre que les types de crime déjà subis par les citoyens varient: le vol avec agression et menace physique est relativement le plus répandu parmi les citoyens (29.1%). Ensuite, viennent le vol contre le foyer domestique (19.1%), la violence physique sans vol (14.7%), le vol sans la violence physique (14.3%) et le kidnapping (6.4%).



Graphique VI-3. De quel type d'acte criminel avez-vous été victime?

Crime en tant que menace au bien-être des citoyens en Haïti

La grande majorité des citoyens considère le crime comme étant une menace pour le bien-être du corps social (près de 90.3%). Toutefois, un peu plus du dixième (10.7%) ne le considère pas du tout comme une menace sérieuse. Plus précisément, 66.9% ont déclaré que le crime représente beaucoup de menace pour la société tout entière; 9.7% qu'il l'est juste un peu et 12.6% quelque peu (voir graphique VI-4).



Graphique VI-4. Le crime en tant que menace au bien-être des citoyens en Haïti

Risque d’être victime par site de résidence

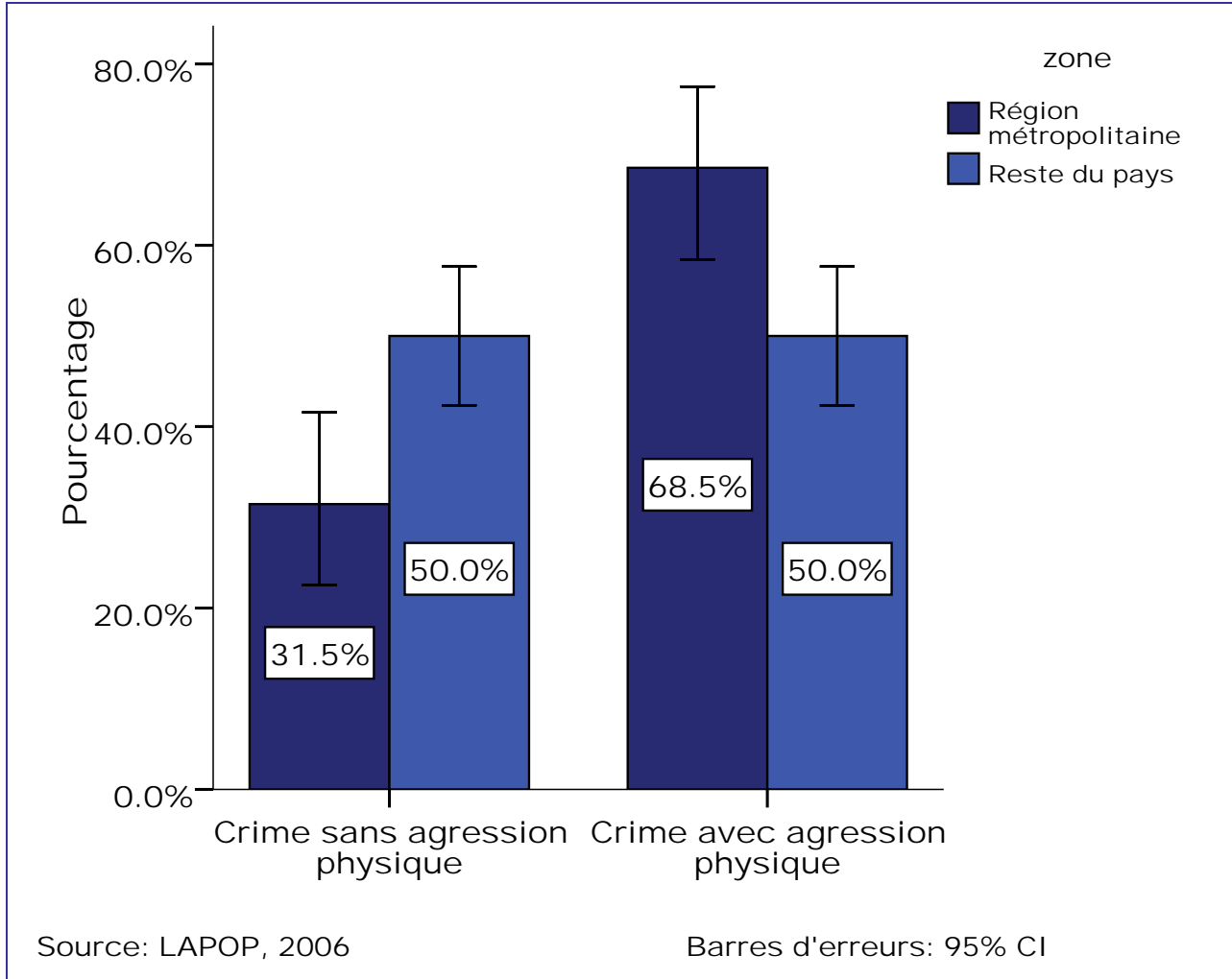
Le risque d’être victime devrait varier selon les sites. Plus précisément, on peut s’attendre à ce qu’il y ait plus de crimes en milieu urbain qu’en milieu rural parce que les milieux urbains concentrent en eux-mêmes plus de ressources matérielles et humaines et par conséquent recèlent ou attirent davantage les délinquants. Dans la littérature sur la sociologie urbaine, ils sont aussi sièges de plus d’agressions et de violence. Pour tester cette hypothèse, le tableau VI-1 plus-bas montre le type de crime selon les sites de résidence.

Tableau VI-1. Type de crime par site de résidence

Type de crime	Région métropolitaine	Reste du pays	Total pays
Crime sans agression physique	31.5%	50.0%	43.6%
Vol sans agression ou menace physique	5.6%	19.1%	14.3%
Dommage à la propriété	7.9%	11.1%	10.0%
Vol contre le foyer domestique	18.0%	19.8%	19.1%
Crime avec agression physique	68.5%	50.0%	56.6%
Vol avec agression et menace physique	38.2%	24.1%	29.1%
Agression physique sans vol	18.0%	13.0%	14.7%
Viol et attaque sexuelle	4.5%	7.4%	6.4%
Enlèvement physique	7.9%	5.6%	6.4%
N	95	178	251

Le tableau fait voir au total que, sur un total de 95 victimes vivant dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, 31.5% des interviewés ont été victimes de crimes sans agression contre 68.5% de victimes de crimes avec agression. Parmi ceux qui ont été victimes de crime sans agression, la plupart ont rapporté le vol contre le foyer domestique (18%) comme étant le crime le plus fréquent. Parmi ceux qui ont été victimes de crime avec agression, la plupart ont rapporté le vol avec agression et menace physique (38.2%) comme étant le plus fréquent. Le kidnapping ne compterait que pour 7.9% des cas de gens victimes de crime avec agression physique.

Le pourcentage de gens victimes des crimes avec agression physique est beaucoup plus élevé dans la région métropolitaine qu'ailleurs dans le reste du pays (68.5% contre 50%). A l'inverse, graphique VI-5 révèle que le pourcentage de gens victimes de crimes sans agression physique est beaucoup plus élevé dans le reste du pays que dans la région métropolitaine (50% contre 31.5%). Il y donc plus de deux fois plus de gens victimes de crime avec agression que de crime sans agression dans la zone métropolitaine. Cette tendance ne fait que confirmer l'hypothèse avancée plus haut concernant la relation entre les sites de résidence urbaine et la perpétration d'actes criminels violents. Graphique VI-5 révèle aussi que pour les deux types de crime, il y a une différence statistiquement significative entre la zone métropolitaine et le reste du pays.



Graphique VI-5. Degré de victimisation par crime selon le lieu de résidence

Etant donné le crime est plutôt un phénomène urbain, il serait intéressant de voir comment se présente le crime avec agression physique en Haïti par rapport au reste des pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe. La prochaine section se propose d'apporter quelque lumière sur ce fait.

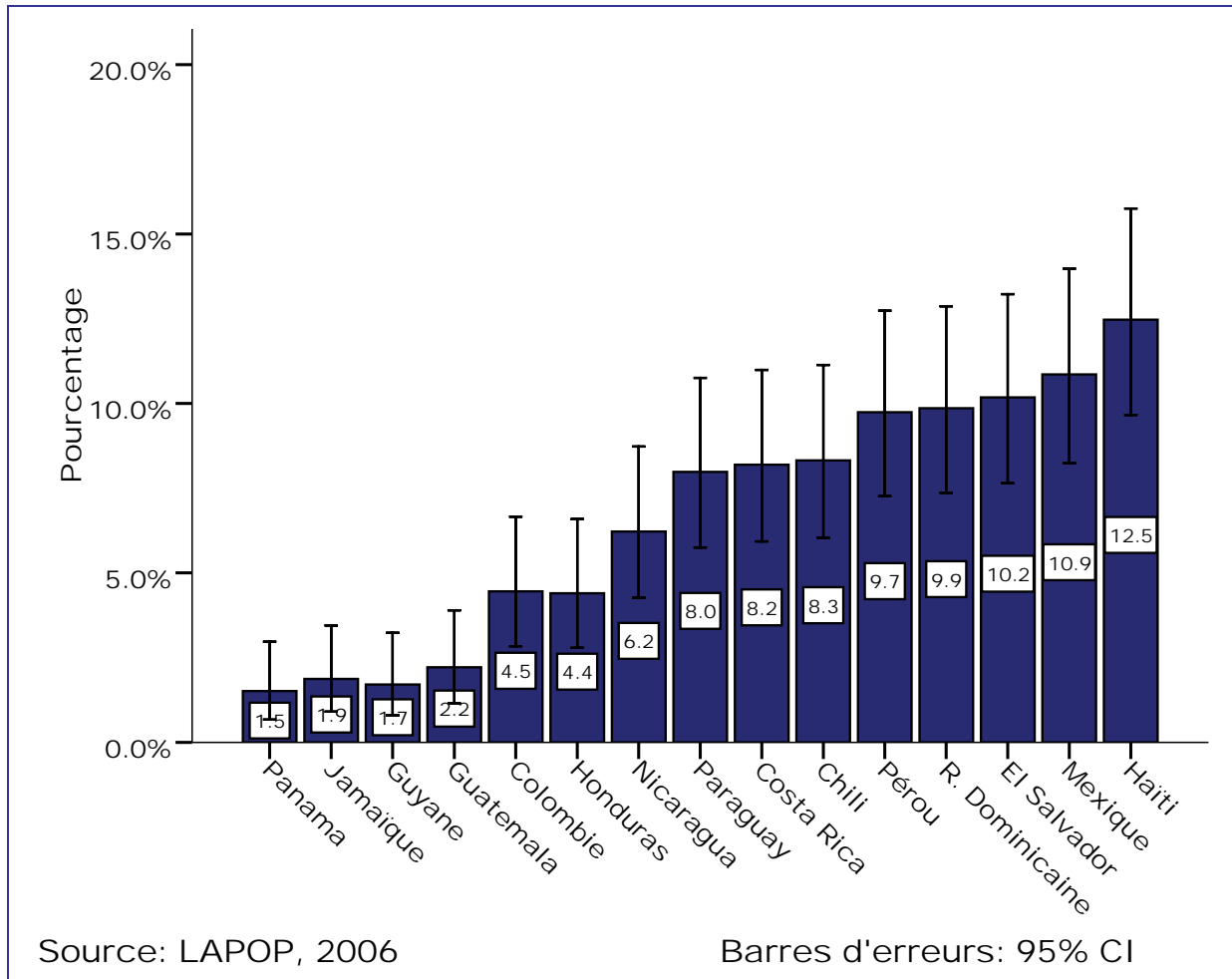
Crime avec agression physique dans le contexte régional

Le graphique VI-6 montre que dans le contexte de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, la région métropolitaine de Port-au-Prince se révèle comme l'endroit où les gens sont le plus victimes de crime avec agression physique d'après les déclarations des interviewés (12.5%). Le grand Port-au-Prince serait comparable à la ville du Mexique (10.9%), San Salvador (10.2%) et à Saint Domingue (9.9%). Par contre, il se détache de la Ville de Panama (1.5%) et de Kingston (1.9%).

Certainement, La région métropolitaine de Port-au-Prince n'est pas le centre de développement urbain le plus avancé. Toutes choses étant égales, comment se fait-il qu'elle soit classée première dans le pourcentage de gens qui rapportent avoir été victimes de crime avec agression physique?

D'après ce que les gens disent, on serait tenté de croire que des pays tels que la Ville du Mexico et San Salvador devaient présenter un pourcentage plus élevé de gens à se déclarer avoir été victimes de pareils crimes. Or, ils rivalisent à juste titre avec Port-au-Prince (pourcentages respectifs 10.9%, 10.2%). Par contre, la Jamaïque, qui a une renommée d'être plus violente qu'Haïti présente un pourcentage 'dérisoire' de gens à se déclarer victimes avec agression (1.9%).

Une explication résiderait dans le fait que les victimes en Haïti sont encore vivantes pour répondre aux questions qu'on leur avait posées lors du sondage, alors que dans les autres pays peut-être qu'elles ne sont plus. Et vu que le sondage portait sur un adulte résidant dans le foyer enquêté à qui on avait demandé s'il a été victime de crime avec agression physique, elle ne permet pas d'avoir des chiffres indirects regardant cette forme de criminalité.



Graphique VI-6. Pourcentage des sondés des régions métropolitaines qui ont été victimes d'un crime avec agression physique, Perspective comparative

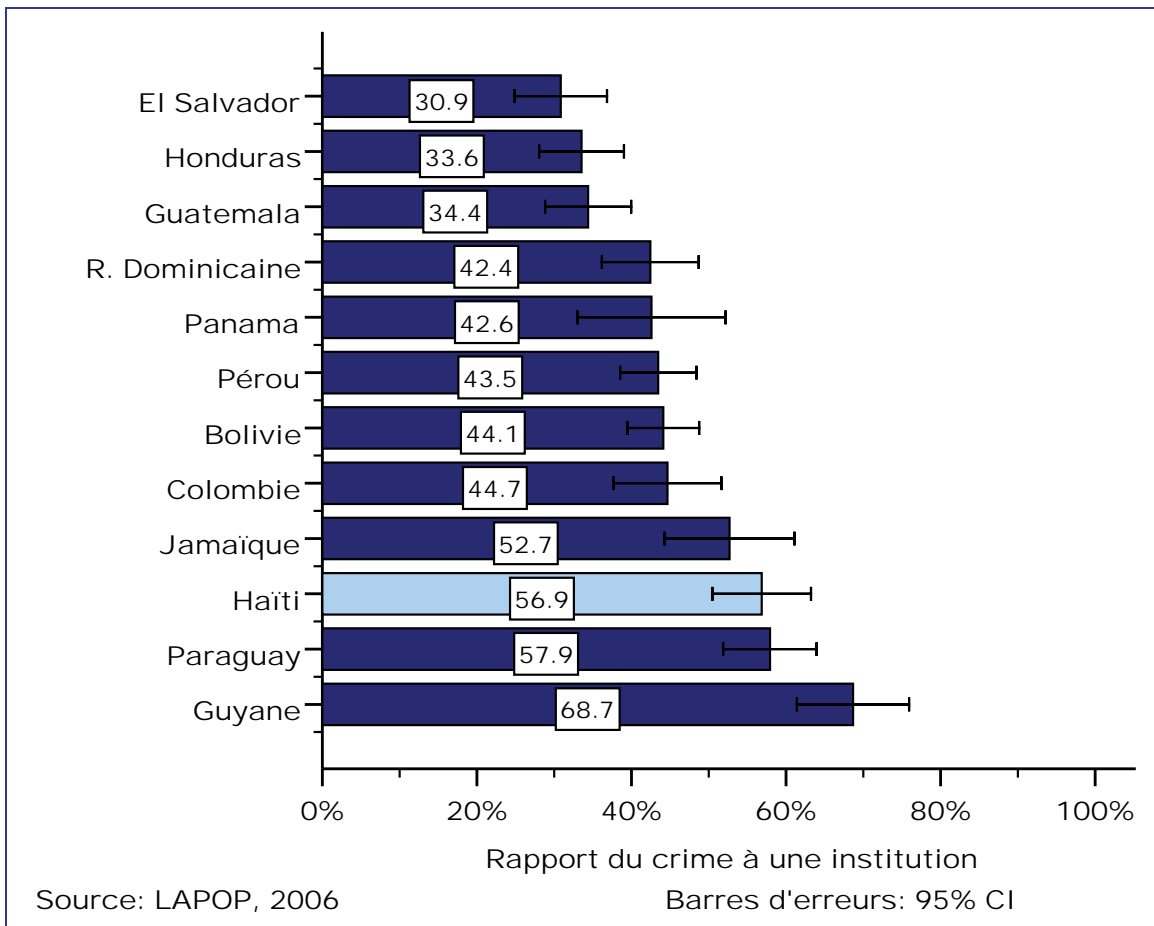
Déclaration des crimes en Haïti par rapport au contexte latino américain

En vue de mesurer les déclarations de crimes dans la région et en Haïti, le sondage LAPOP a formulé la question suivante :

AOJ1. Avez-vous rapporté l'incident à une institution quelconque?

- 1) Oui 2 N'a pas rapporté 8) Ne sait pas/pas de réponse 9 Sans objet (n'était pas victime)

Le Graphique VI-7 montre que Haïti figure en troisième parmi les pays qui ont le plus de citoyens à déclarer les crimes dont ils sont victimes (56.9%) à côté du Paraguay qui occupe la seconde place (57.9%) et de la Jamaïque (52.7%) qui occupe la quatrième. Elle dépasse sa voisine la République Dominicaine (42.4%).



Graphique VI-7. Dénonciation du crime à une institution dans une perspective comparative

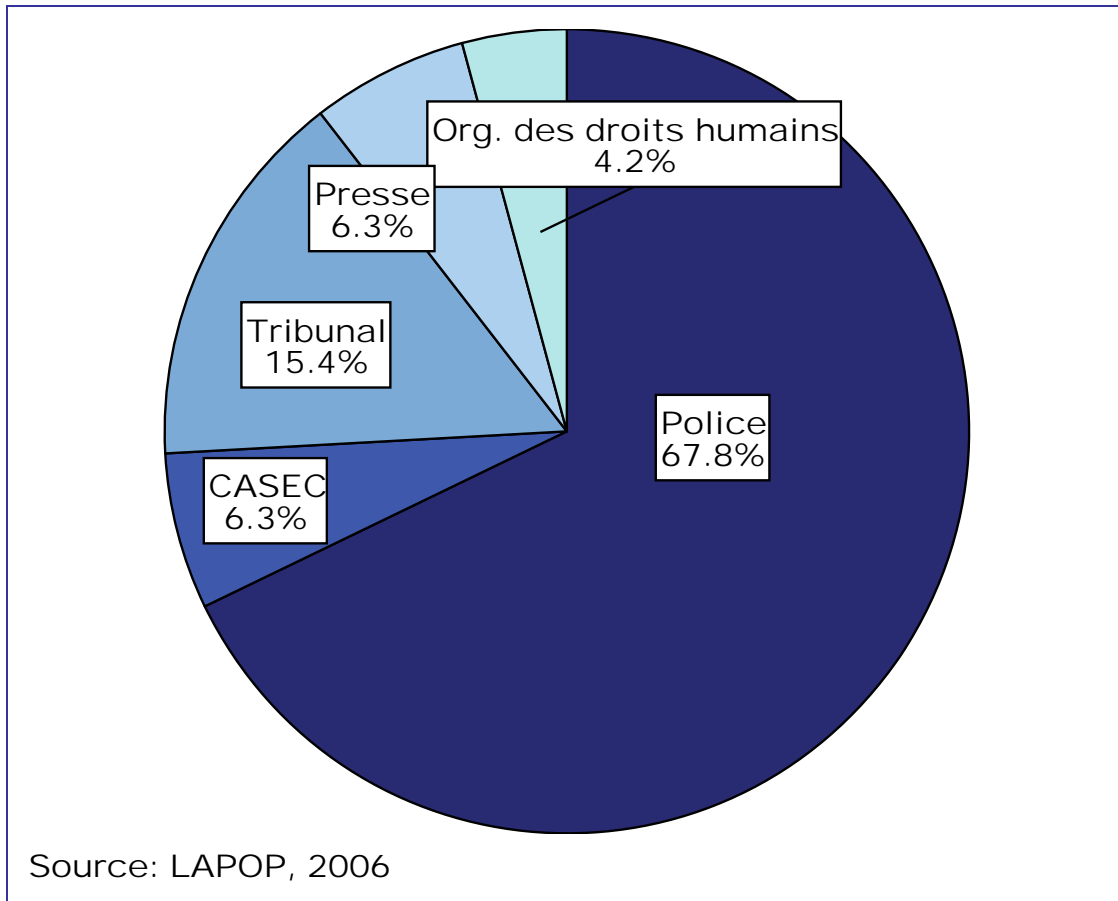
Lieux de déclaration des crimes en Haïti

Les lieux de déclarations des crimes ont été repérés selon la question suivante:

A quelle agence avez-vous rapporté le crime?

1) Police 2) Tribunaux 3) Casec 4) Organisation de Droits Humains 5) Presse

La charte VI-8 montre qu'en Haïti, les citoyens tendent à déclarer les crimes dont ils sont victimes à la Police (67.8%) et dans les tribunaux (15.4%). Toutefois, les Organisations des Droits Humains et les Conseils d'Administration de la Section Communale (CASEC) reçoivent leur part du problème (respectivement 4.2% et 6.3%) et la Presse aussi (6.3%).³⁹



Graphique VI-8. Par devant quelle agence ou institution avez-vous rapporté le crime?

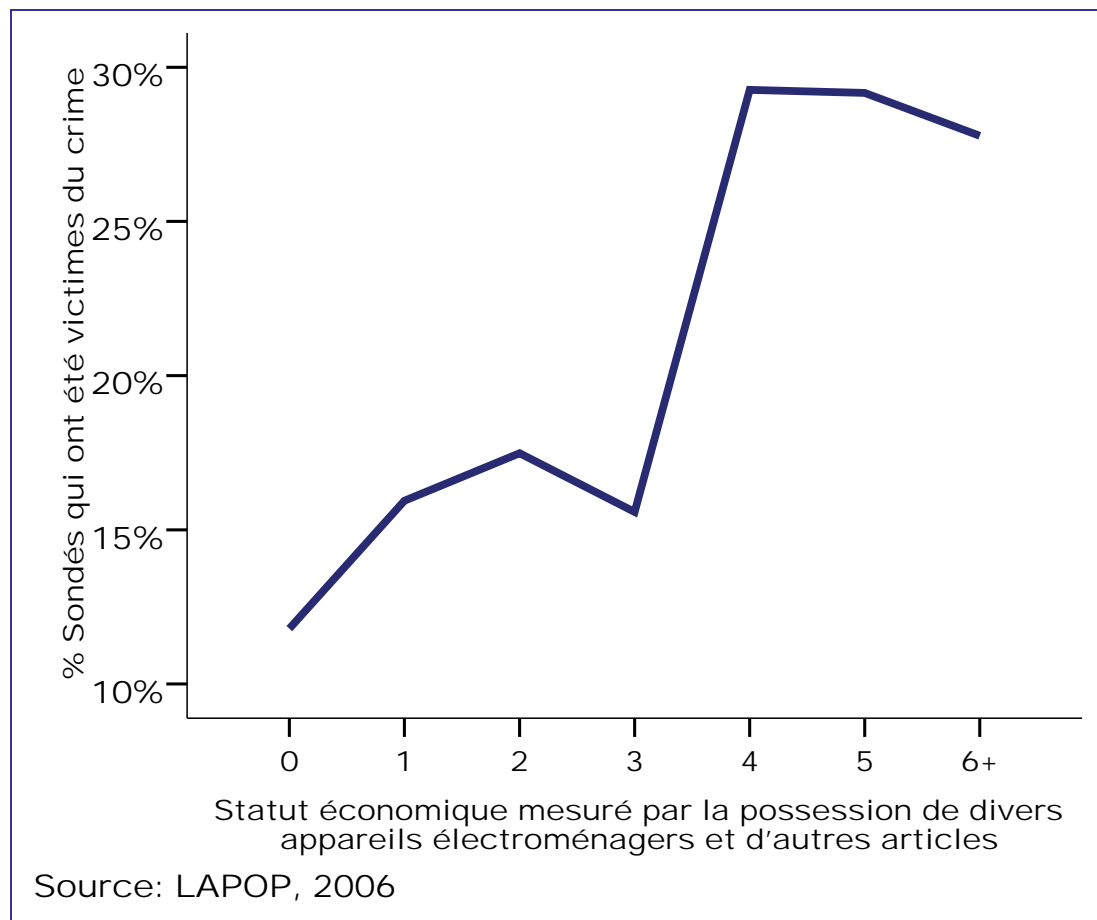
³⁹ Bien entendu, le rôle des CASEC diffère de celui des anciens chefs de section. Alors que les CASECs sont des élus, les chefs de section qui commandaient le milieu rural haïtien (jusqu'en 1995) étaient nommés, fort souvent par un supérieur hiérarchique de l'Armée de qui ils dépendaient. Ces chefs de section s'occupaient pratiquement de tout dans les sections communales: arrestation des contrevenants, justice locale, administration de la section communale, etc. Il a été souligné que dans certaines communautés rurales, les CASECs essaient de calquer leurs rôles sur ceux des chefs de section. Ils se constitueraient donc comme l'équivalent structurel du chef de section. C'est qui explique que les populations locales aient recours à eux dans des cas de crime en milieu rural.

Profil des victimes

Qui sont les victimes de ces crimes? Une analyse de régression statistique montre que le crime est lié au statut économique et à l'âge des gens. Nous présentons ci-devant les relations entre ces variables (Voir Equation placée à l'Annexe II).

Crime et statut économique des citoyens

En vue d'étudier la relation entre la criminalité et le statut économique, les possessions domestiques des individus ont été recodées pour former une échelle variant de 0 à plus de 6 et le pourcentage de citoyens qui ont été victimes de crime est présenté en fonction des divers scores formant l'échelle économique basée sur la possession des biens possédés par les répondants.



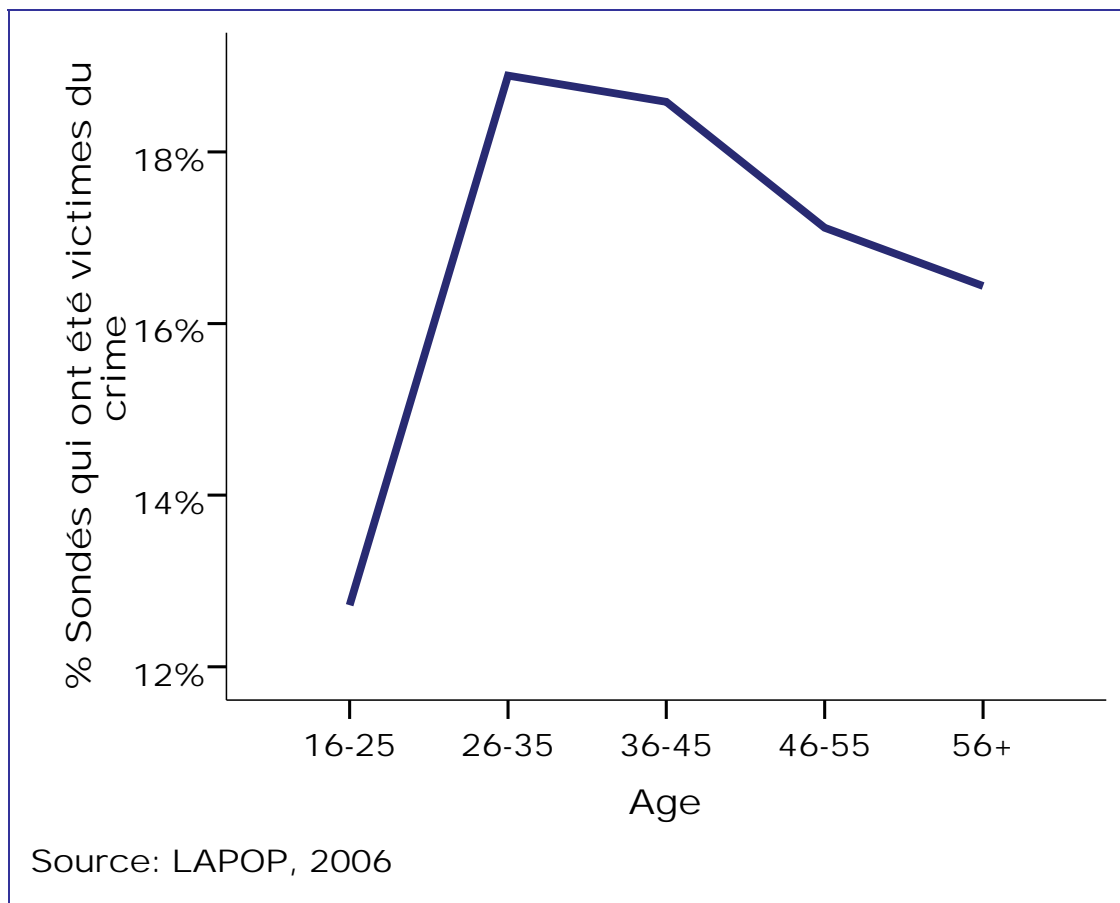
Graphique VI-9. Victimisation par possession

Figure VI-9 montre qu'en général, toutes les classes peuvent être victimes de crime mais pas au même niveau. Autrement dit, il y a des différences de risque entre les classes économiques. Au niveau bas de statut économique (situé entre les scores 0 et 3), une minorité de plus de 10% mais moins de 20% d'individus ont été victimes de crime. Entre les scores 'moyens' de 3 et 4, se situe

la plus grande tranche d'individus victimes de crimes entre 17% et 30% des citoyens. Au delà du score 4 se trouverait la catégorie des 'aisés' pour laquelle la perpétration d'actes criminels tend à décliner (en dessous de 30% des cas). Ce sont donc les citoyens de la 'classe moyenne' et les très aisés qui font les frais de la montée de cette criminalité que connaît le pays. Cette tendance serait plutôt normale étant donné que ce sont eux les possédants.

Le crime selon l'âge des citoyens

Les victimes des crimes tendent à se ranger dans une large catégorie s'étalant de 26 ans à 56 ans. Les plus ciblés sont ceux entre 26 et 45 ans. Au-delà de cet âge, le pourcentage de nombre de victimes tend à décroître. On peut noter que les tout jeunes (entre 16 et 25 ans) représentent la catégorie à avoir le moins de gens à être victimes (voir graphique VI-10).



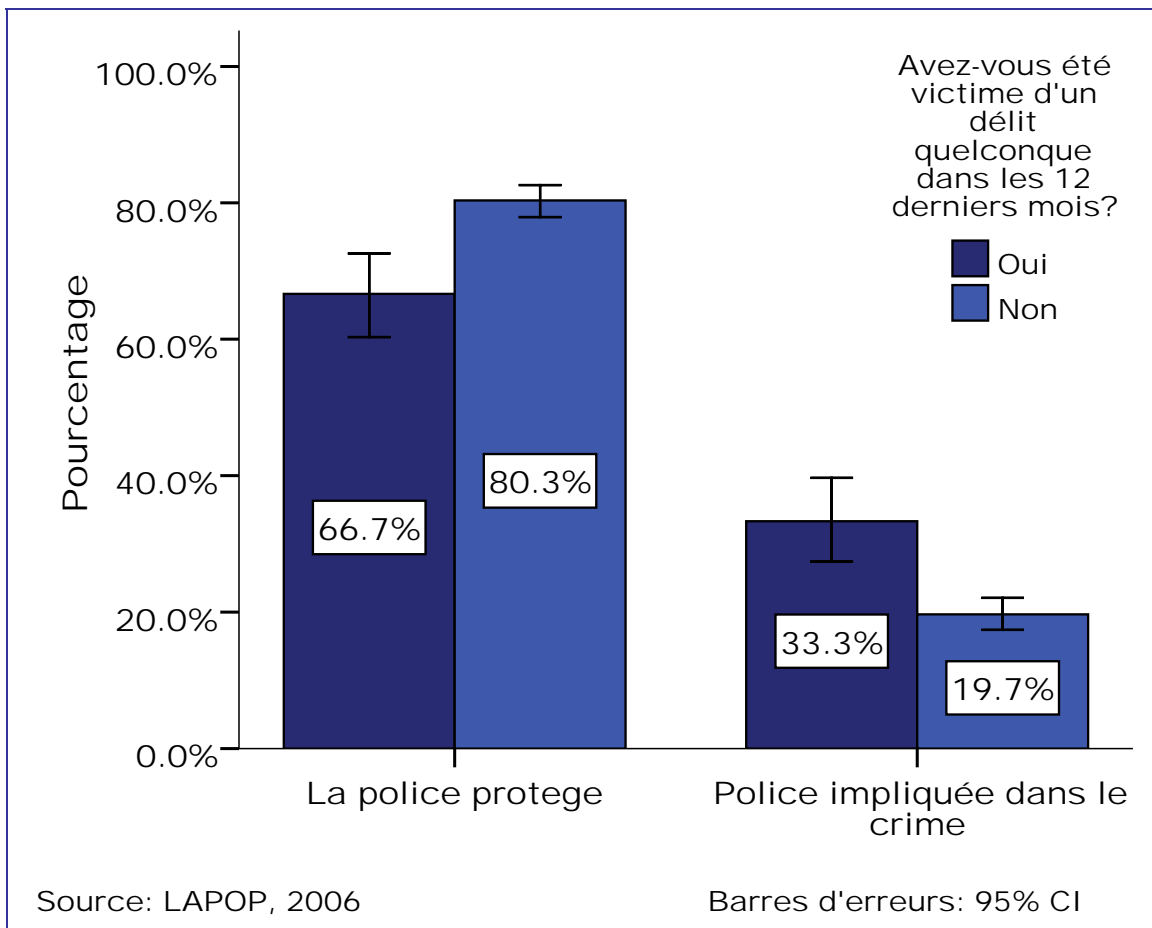
Graphique VI-10. Victimisation selon l'âge des victimes

Le crime sévit quand il y a beaucoup d'insécurité. Dans le contexte d'un pays tel qu'Haïti, la Police Nationale est appelée à assurer la sécurité des citoyens beaucoup plus parce que les Forces Armées d'Haïti ont été démantelées. Néanmoins, dans nombre de cas, des policiers se trouvent sur les lieux du crime non seulement pour protéger mais aussi en tant qu'agresseurs. Face à une pareille situation, le sondage a analysé l'implication des policiers (protection ou agression) dans

le cas de la perpétration d'un crime. La prochaine section en présente les données sous forme de graphique.

Implications de la Police Nationale d'Haïti dans les situations de crime

La police protège plus la population qu'elle ne se trouve impliquée dans des actes de criminalité contre elle. Qu'ils aient été victimes ou non d'un délit quelconque au cours des 12 derniers mois, les gens qui déclarent que les policiers étaient là pour les protéger dépassent de loin ceux qui déclarent qu'ils étaient là comme agresseurs dans les situations de crimes. Cependant, les victimes sont les moins enclins à les percevoir comme protecteurs (66.7% des victimes contre 80.3% de non victimes). Tout comme parmi ceux qui les déclarent agresseurs 33.3% ont été des victimes contre 19.7% des non victimes (voir graphique VI-11).



Graphique VI-11. Victimisation par implication de la police comme protecteur ou agresseur dans des situations de crime

Le crime a donc sévit dans le pays et ses conséquences sont nombreuses. Dans un contexte de construction démocratique, il est important d'analyser ses effets sur le niveau de confiance que les citoyens font aux institutions. Cela est d'autant plus important dans un pays comme Haïti où

l'impunité bat son plein. Même quand les agresseurs sont mis sous les verrous, il y a toute une série de combinaisons entre divers acteurs de la scène socio politico juridique qui expliquent que nombre d'entre eux soient libérés au vu et au su de tout le monde. La prochaine section étudie donc l'impact du crime sur la confiance des citoyens dans les institutions du pays.

Criminalité et Confiance des Citoyens dans les Institutions du Pays

La criminalité a des retombées sur la confiance faite par les citoyens aux institutions vouées à la protection de leurs droits fondamentaux et sur la confiance des citoyens de façon générale. Nous allons analyser ces retombées dans ce qui suit.

Crime et bien-être des individus dans leurs quartiers de résidence

La menace que représente le crime est saisie dans le sondage de LAPOP 2006 à partir de la question suivante:

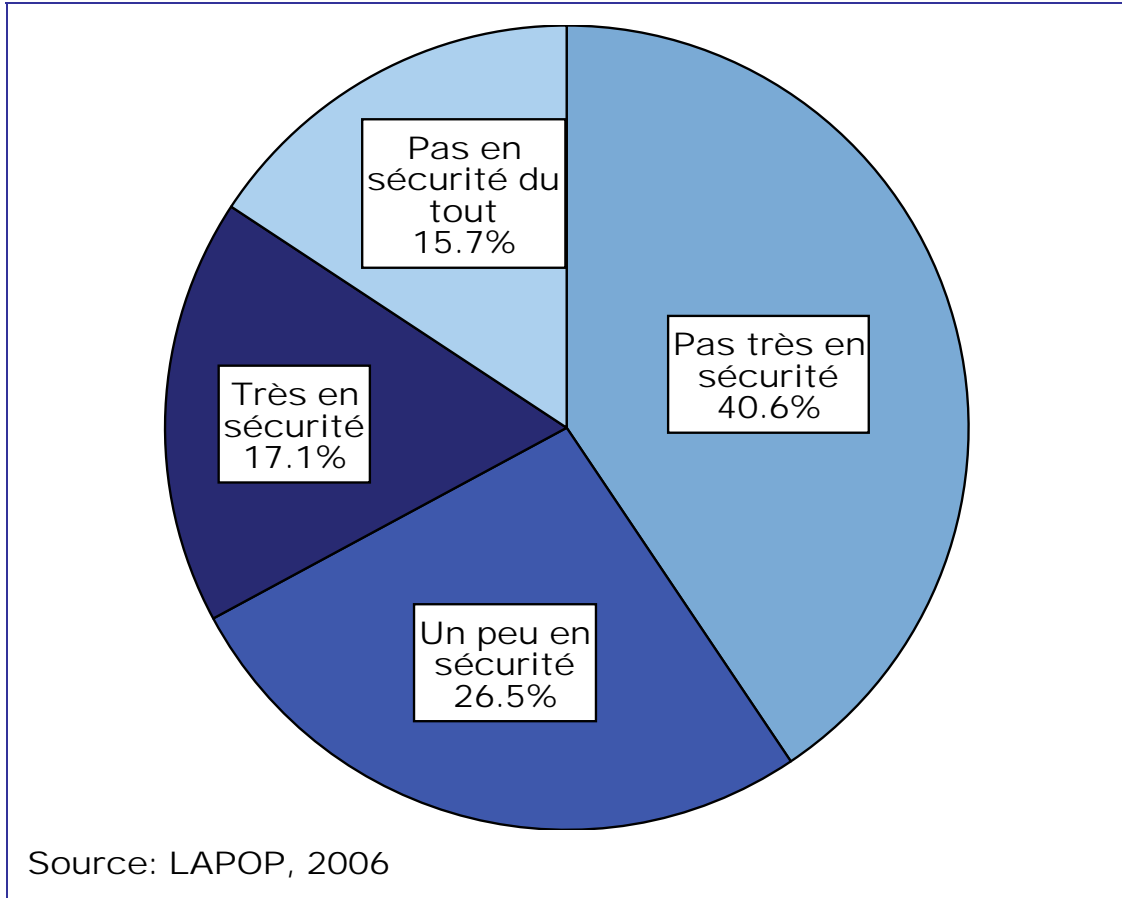
AOJ11: Considérant l'endroit ou le quartier dans lequel vous vivez, et pensant de la possibilité d'être victime d'une attaque ou d'un vol, vous sentez-vous:

1) très en sécurité 2) quelque peu en sécurité 3) un peu en insécurité 4) beaucoup en insécurité 8) ne sait pas?

Au cours des vingt dernières années, les crimes politiques perpétrés contre des personnalités socialement valorisées par différents secteurs de la société civile sont restés impunis à un point tel que la fameuse phrase 'l'enquête se poursuit' est devenue un leitmotiv dans le dicton populaire⁴⁰. Devant l'incapacité ou le non vouloir du système judiciaire à sévir contre les agresseurs, on est en droit de s'attendre à ce que les gens aient une perspective sombre de leur vécu immédiat.

La figure VI-12 révèle que plus de la majorité des gens (environ 57%) se sentent personnellement menacée par l'insécurité. Plus précisément, 40.6% ne se sentent pas très en sécurité et 15.7% ne se sentent pas en sécurité du tout. Cependant, un peu plus du quart d'entre eux (26.5%) se sentent quelque peu à l'abri dans les quartiers où ils résident et une minorité substantielle de 17.1% très à l'abri.

⁴⁰ Pour ne citer que deux cas, l'assassinat de Jean Dominique, le fameux journaliste directeur de Radio Haïti Inter ainsi que celui de Brignole Lindor, également journaliste, tué à Petit-Goâve (ville située dans le département de l'Ouest, à moins de 50 miles de Port-au-Prince) par une organisation populaire dénommée 'Dòmi nan Bwa' sont restés sans jugement.



Graphique VI-12. Sensation d'insécurité à cause du crime

Confiance faite au système de justice en général

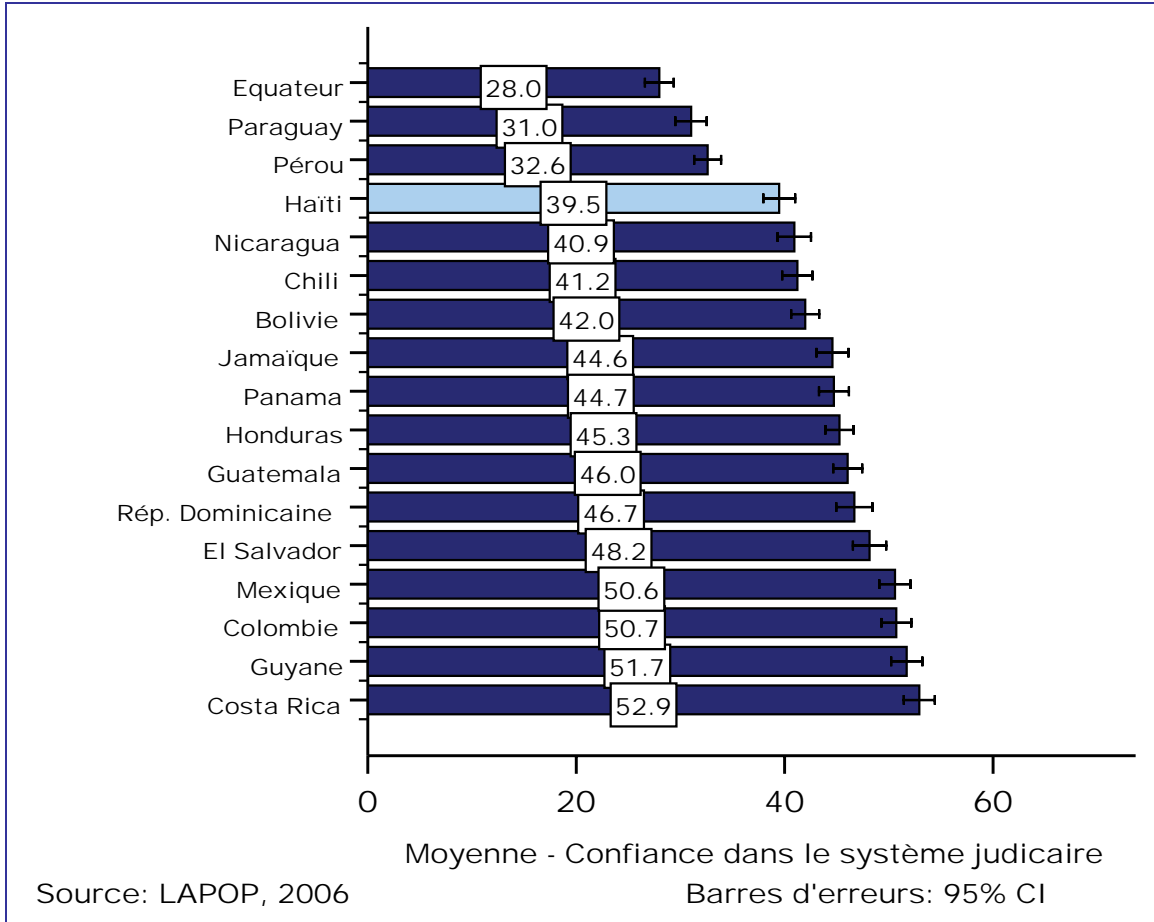
La confiance faite au système légal de manière générale est saisie par la question suivante dans le sondage LAPOP 2006 :

B10A. *Jusqu'à quel point faites-vous confiance au système de justice?*

Les réponses collectées à partir de cette question reçoivent une cotation sur une carte (carte A) graduée de 1 (beaucoup) à 7 (pas du tout). Elles ont été converties en une échelle graduée de 0 à 100 points.

Confiance faite au système judiciaire en Haïti et en Amérique Latine

Le Graphique VI-13 montre que le niveau de confiance qu'Haïti fait à son système judiciaire en 2006 accusait une moyenne de 39.5 ce qui est en dessous des pays tels que la Jamaïque (44.6) et la République Dominicaine (moyenne 46.7 points. Toutefois, elle dépasse celui de l'Équateur (28 points), du Pérou (32.6) et se rapproche de celui du Nicaragua (40.9), du Chili (41.2) et de la Bolivie (42 points). Par rapport à la Guyane et au Costa Rica qui ont des scores maximales de confiance (respectivement 51.7 et 52.9), ce niveau de confiance est relativement faible.

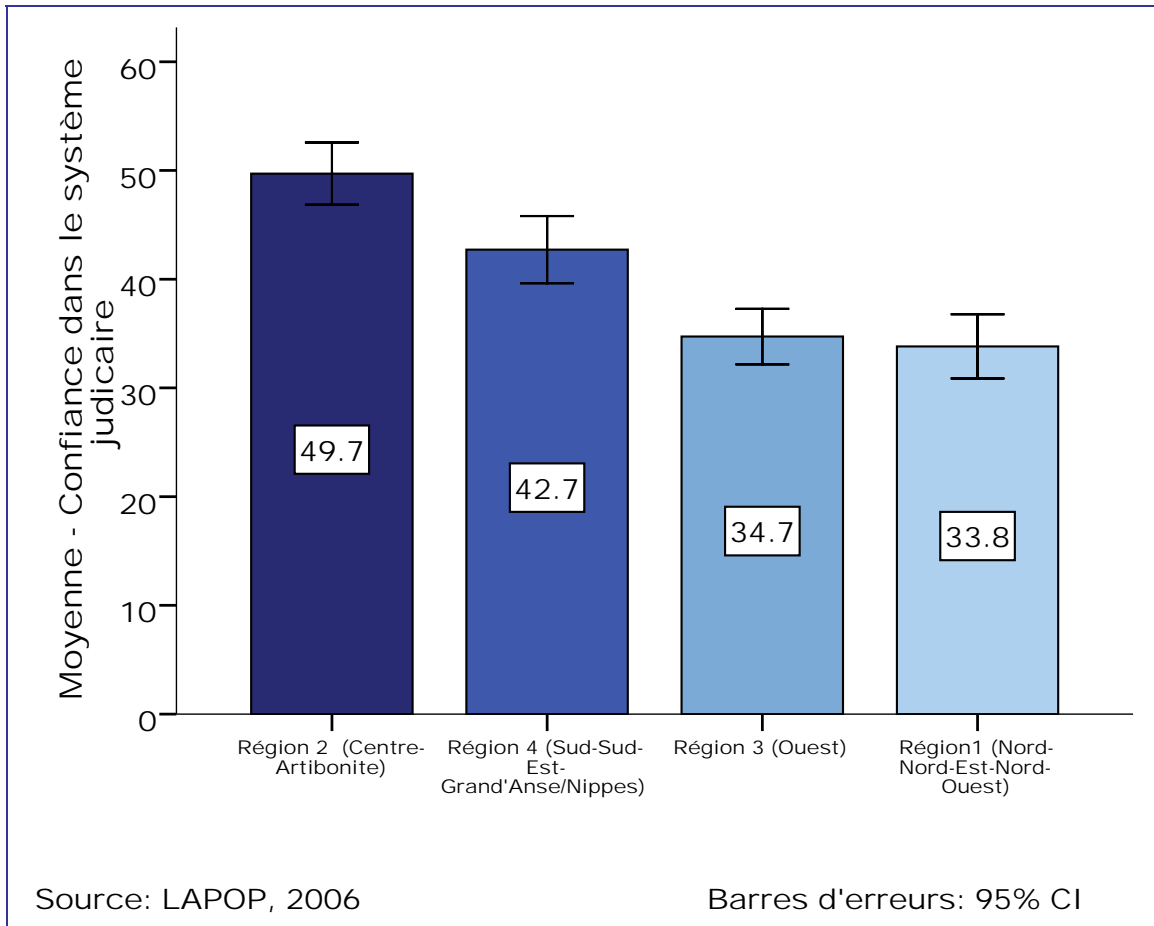


Graphique VI-13. Confiance dans le système de justice dans une perspective comparative

Une analyse de régression présentée à l'Annexe III du chapitre a révélé que les facteurs suivants étaient liés au niveau de confiance que les citoyens placent dans les institutions du pays, à savoir : les régions où ils se trouvent, leur niveau d'instruction et leur âge. Ce qui suit présente graphiquement ces résultats.

Confiance dans le système de Justice d'après les Régions

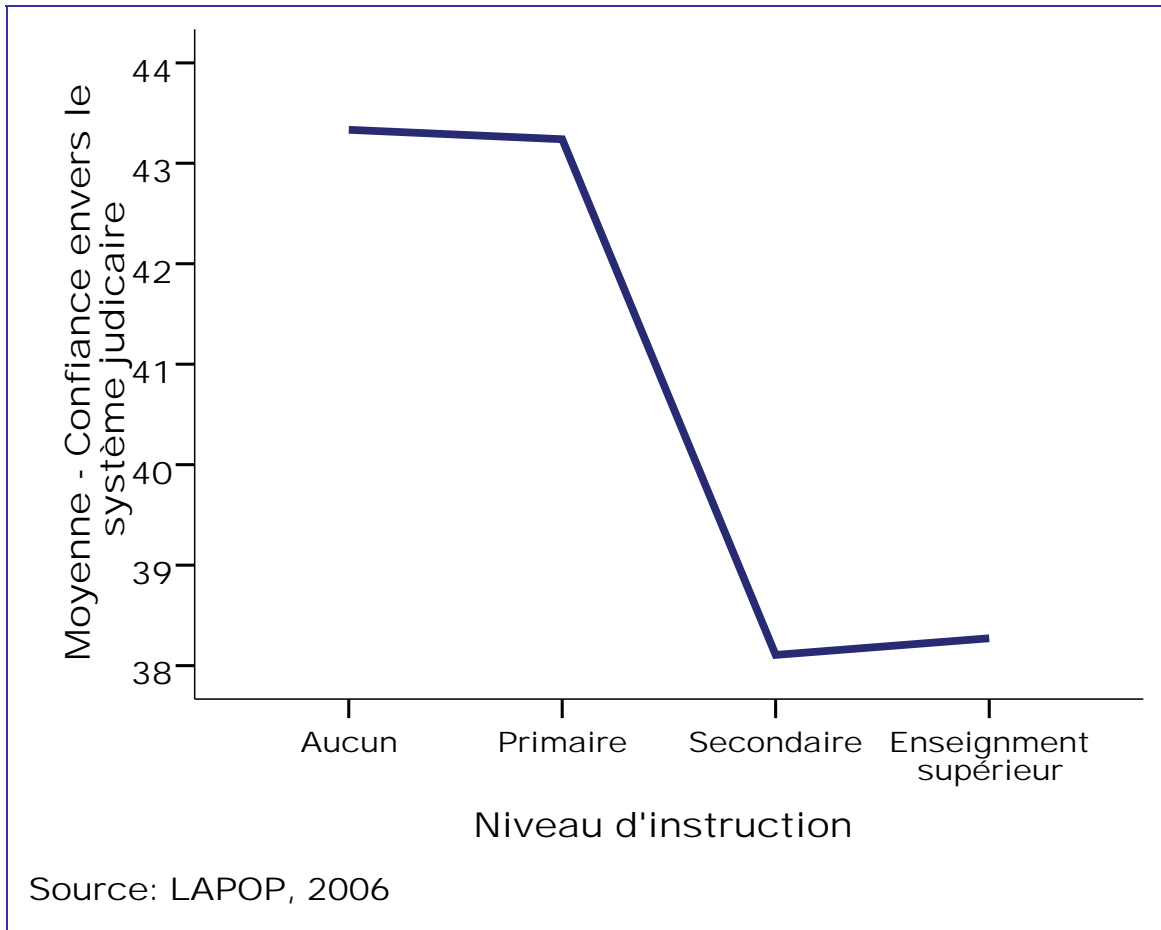
La Graphique VI-14 fait voir la variation des niveaux de confiance accordée au système judiciaire en fonction des quatre régions du pays, telles qu'elles ont été retenues dans le cadre de cette étude. La Région 2 (regroupant l'Artibonite et le Centre) et la Région 3 (regroupant le Sud, le Sud-est, la Grand-Anse et les Nippes) font plus de confiance aux institutions de justice que la Région Ouest et la Région du Grand Nord (respectivement 49.7, 42.7 contre 34.7 et 33.8).



Graphique VI-14. Confiance dans le système de justice, par région

Confiance dans le système de Justice en général d'après le niveau d'éducation

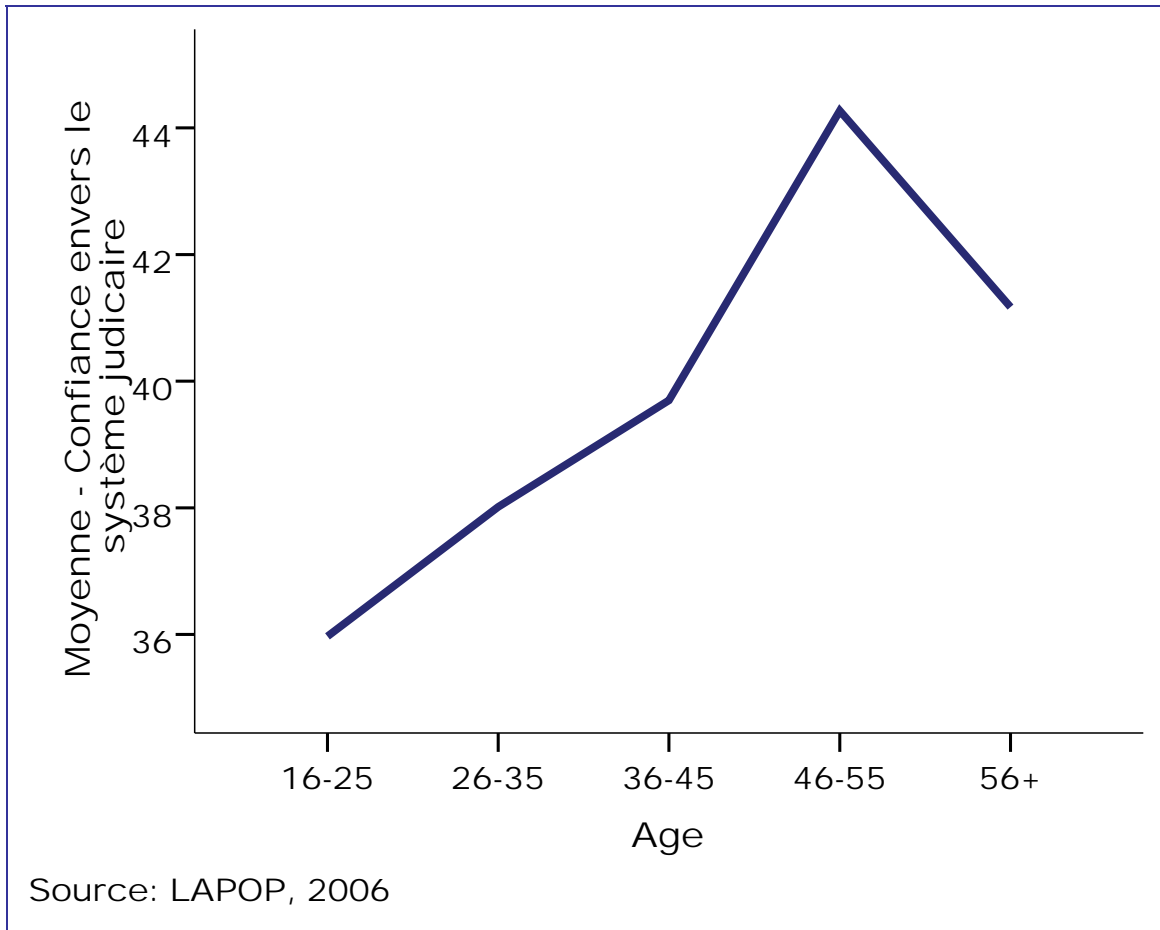
Il y a deux camps nettement opposés dans leur confiance à l'endroit du système judiciaire: les non éduqués et ceux qui n'ont pas été au delà du cycle primaire qui lui font un très haut niveau de confiance contre ceux qui ont été dans le secondaire ou au niveau supérieur d'éducation qui ne lui font qu'une confiance très faible (voir graphique VI-15).



Graphique VI-15. Confiance dans le système de justice en général par niveau d'instruction

Confiance placée dans le système de justice d'après l'âge des citoyens

Les très jeunes (entre 16 et 25 ans) font en moyenne moins de confiance au système de justice (score un peu moins de 36 points). Ce niveau croît aux environs de 38 points quand les individus ont entre 26 et 35 ans et continue de monter pour le groupe qui se situe entre 36 et 45 ans. Au-delà de cet âge jusqu'à 55 ans le niveau de confiance atteint son apogée, avoisinant le score de 44 points. A partir de 55 ans, il décroît rapidement (voir graphique VI-16).



Graphique VI-16. Confiance dans le système de justice, par âge

Confiance faite aux institutions locales vouées à la protection des droits fondamentaux du citoyen

Les institutions préposées à la protection des droits du citoyen incluent: la Police les Tribunaux, la Cour de Cassation et l'Office National de la Protection des Citoyens. Le sondage LAPOP 2006 a demandé aux répondants d'indiquer sur une carte (la carte A) graduée de 1 (beaucoup) à 7 (pas du tout) le niveau de confiance qu'ils faisaient à chacune de ces institutions sus mentionnées, selon la formulation suivante:

B18. *Jusqu'à quel point faites-vous confiance à la Police?*

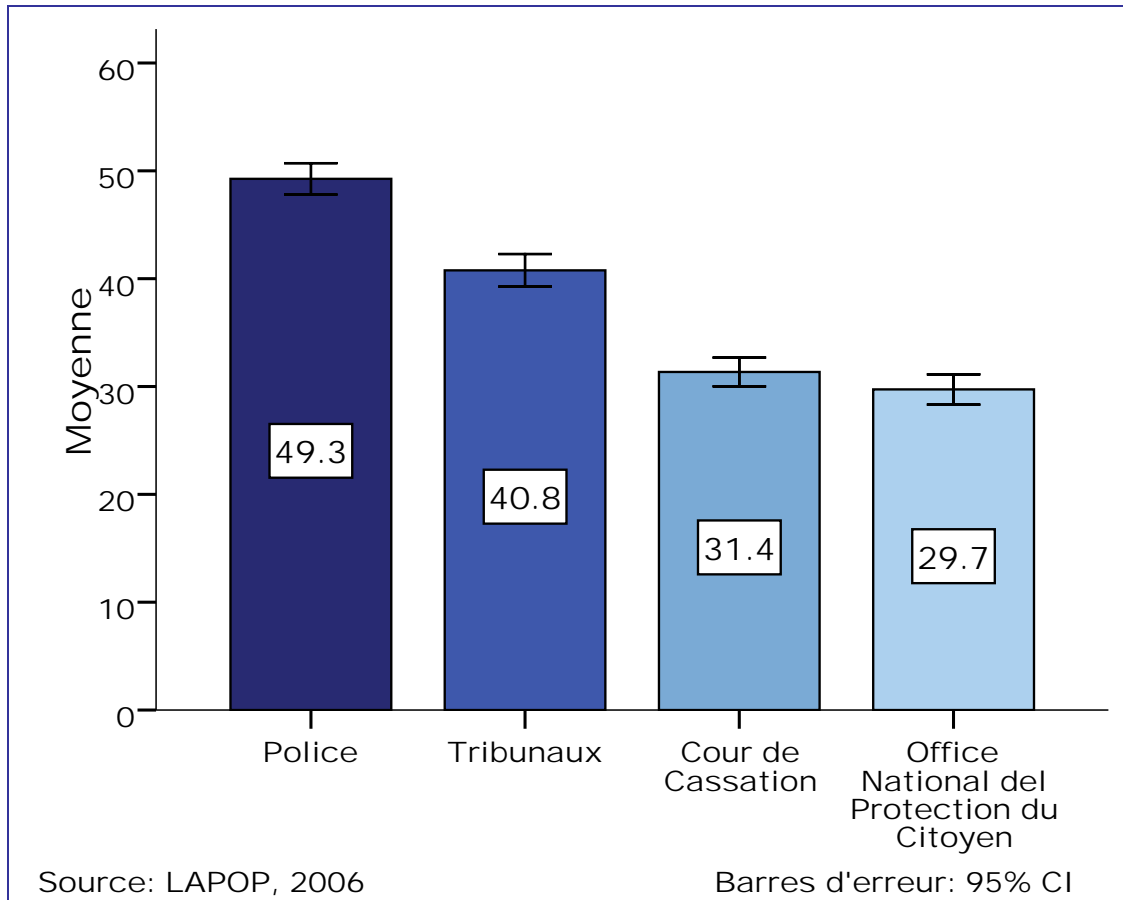
B1. *Jusqu'à quel point faites-vous confiance aux Tribunaux?*

B31. *Jusqu'à quel point faites-vous confiance à la Cour de cassation?*

B17. *Jusqu'à quel point faites-vous confiance à l'Office National de la Protection du Citoyen?*

Suite à une analyse factorielle, nous avons compris que ces institutions peuvent être mises ensemble dans un index (voir Annexe I). La confiance des citoyens est alors analysée en fonction de ces institutions. Graphique VI-17 montre que la police et les tribunaux reçoivent chacune la

confiance de la population (moyennes respectives 49.3 et 40.8) beaucoup plus que la Cour de Cassation et l'Office de la Protection du Citoyen (moyennes respectives 31.4 et 29.7).



Graphique VI-17. Confiance aux institutions de protection des droits fondamentaux du citoyen

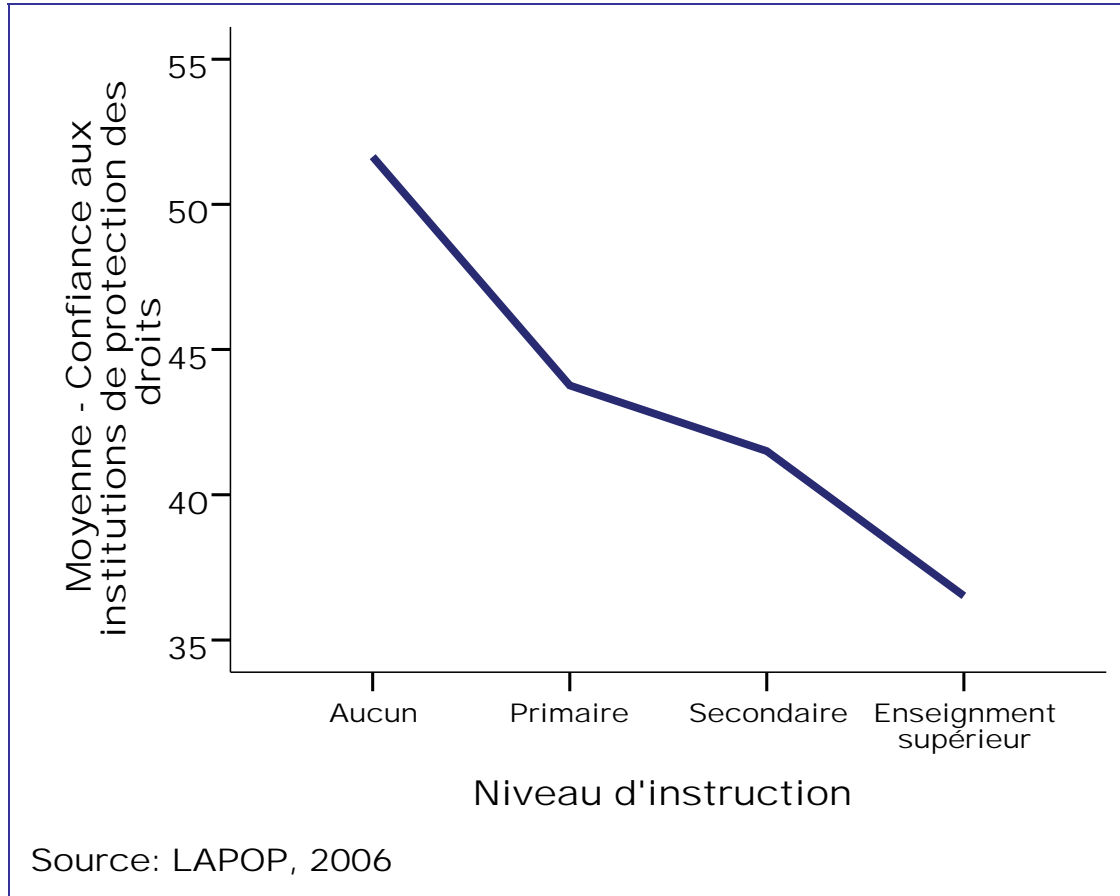
La Police et les Tribunaux en tant qu'institution présentent des niveaux de confiance statistiquement différents l'un par rapport à l'autre. Pas la cour de Cassation et l'Office National de la Protection des Citoyens qui montrent des niveaux plutôt similaires de confiance.

Généralement, le vol est honni par la majorité des citoyens et par les praticiens de la loi, dont les Juges, donc il n'est pas étonnant que beaucoup de gens déclarent qu'ils seraient prêts à faire confiance au système judiciaire haïtien à sévir contre les bandits. S'il s'agissait de crime à intérêt politique, on aurait sans doute, un plus fort pourcentage de gens à ne pas lui faire confiance.

Confiance placée dans les institutions vouées à la protection des droits fondamentaux des citoyens d'après leur niveau d'éducation

Il y a une relation négative quasiment linéaire entre la confiance placée dans les institutions préposées aux droits fondamentaux des citoyens et le niveau d'instruction de ces derniers. Ceux qui n'ont aucune instruction accusent le score moyen le plus élevé de l'ordre de 52 points environ. Ce score descend rapidement chez les individus qui ne sont pas allés au-delà du cycle

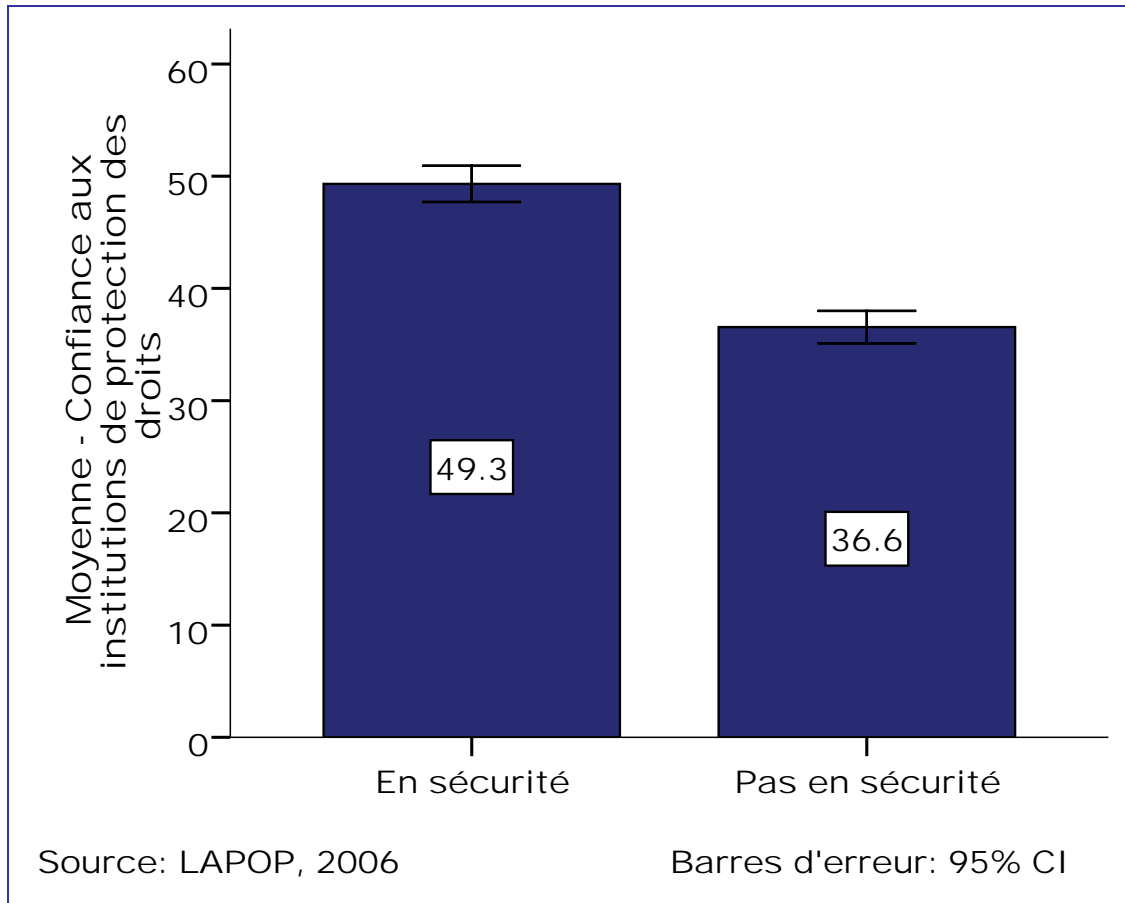
primaire (aux environs de 44 points) et continue sa dégringolade au niveau de ceux qui ont été au niveau du cycle supérieur à près de 35 points (voir graphique VI-18).



Graphique VI-18. Confiance aux institutions de protection des droits humains, par niveau d'instruction

Confiance dans les Institutions de protection des Droits Fondamentaux en réponse à la Victimisation

Le graphique VI-19 compare le niveau de confiance vouée à ces institutions par ceux qui se sont déclarés en sécurité chez eux contre ceux qui se sont déclarés en insécurité. Ceux qui se sentent en sécurité font plus de confiance aux institutions que les autres (49.3 contre 36.6).



Graphique VI-19. Sensation d'insécurité et confiance aux institutions de protections des droits fondamentaux

Nous avons vu qu'une ambiance de crime peut porter les gens à perdre confiance dans les institutions vouées à la protection de leurs droits en qu'humains. Il convient donc de se demander quels sont les effets de la criminalité sur l'implantation du règne de la loi en Haïti. La prochaine section se propose d'apporter quelque lumière sur le sujet.

Criminalité et Respect des Procédures Légales

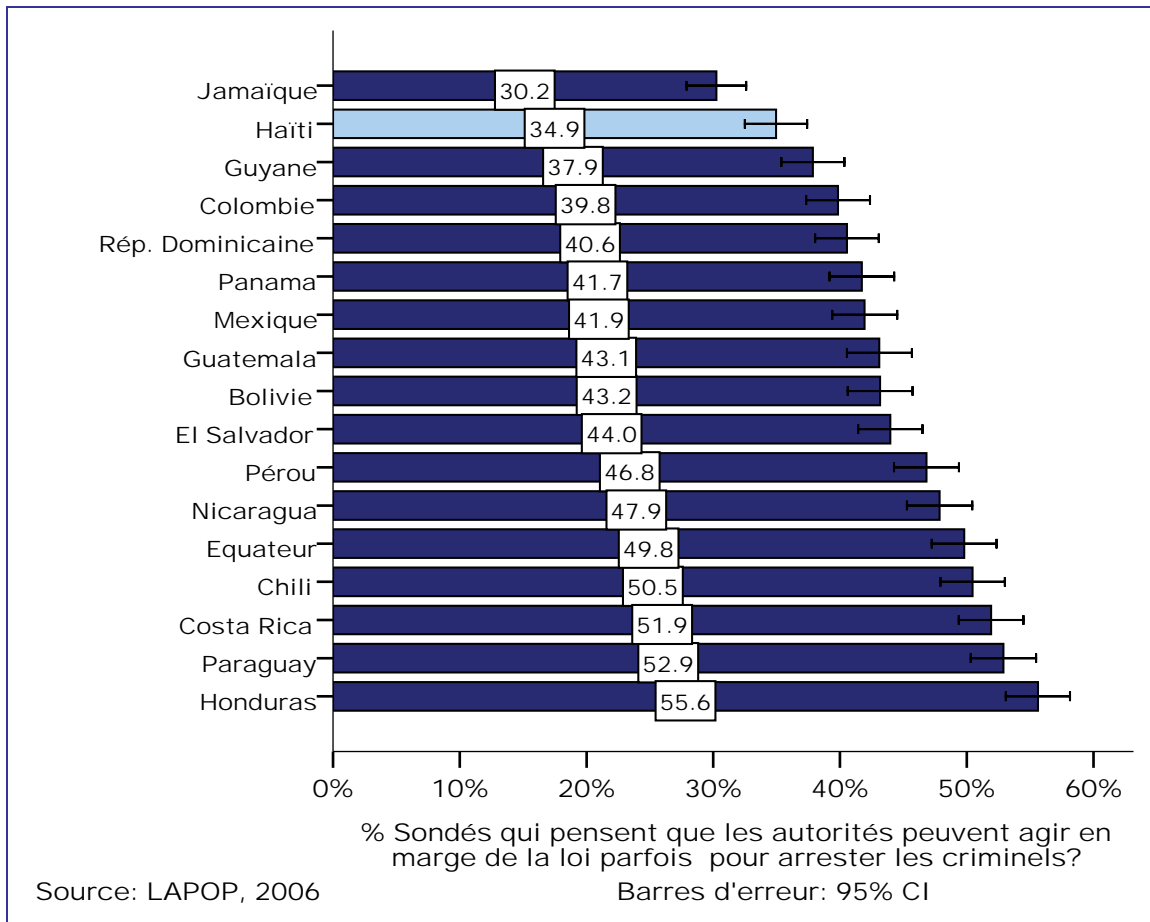
Respect de la loi en Haïti par rapport au Contexte Latino Américain

Le respect de la loi est mesuré par la question suivante:

AOJ8: En ce qui a trait à l'arrestation des criminels, pensez-vous que les autorités devraient toujours respecter la loi ou ne pas en prendre compte parfois?

- 1) Elles devraient toujours respecter la loi
- 2) Elles peuvent agir en marge de la loi parfois
- 8) Ne sais pas/pas de réponse

Si l'on prend en considération le contexte latino américain où d'autres pays ont accumulé des expériences démocratiques plus longues et plus durables qu'Haïti, il est aisé de voir dans le graphique ci-dessous que la tendance permissive qu'on y observe n'est nullement unique. En fait, elle y serait plutôt faible en comparaison avec des pays tels que le Honduras (55.6%), le Costa Rica (51.9%), le Chili (50.5%), et l'Equateur (49.8%). La Jamaïque (30.2%) et la République Dominicaine (39.8%) sont parmi les six pays à accuser des pourcentages de moins de 10% d'écart par rapport à Haïti (34.9%) qui est au bas de l'échelle (voir graphique VI-20).



Graphique VI-20. Les autorités peuvent agir en marge de la loi, perspective comparative

Respect ou non respect de la loi en Haïti

Le respect de la loi a toujours été un sujet d'importance en Haïti parce que tout un chacun reconnaît son importance pour la bonne gestion des relations entre l'Etat et les citoyens, entre les citoyens et la chose publique, entre les officiels de l'administration publique tout comme entre les citoyens eux-mêmes. Cependant, l'application de la loi s'est toujours heurtée à toutes sortes de difficultés (Coffy 2005 ; St Louis 2005)⁴¹. Dans le domaine de la législation de

⁴¹ Voir les publications de IFES/VOV (2005).

l'environnement, par exemple, 'le manque d'éducation de la population, le manque de volonté politique, la corruption des fonctionnaires et la mauvaise connaissance des lois' ont été retenus comme facteurs de la non application de la loi (Victor 2006)⁴² En conséquence, nombreux sont les citoyens qui pensent que pour la bonne marche des choses dans le pays, il serait bien que les autorités agissent en marge de la loi. Cette tendance est partagée par de nombreux pays de l'Amérique Latine et Haïti n'occupe pas du tout le haut de l'échelle, comme nous venons de le voir.

Puisqu'elle ne s'est pas encore institutionnalisée dans les mœurs, la pratique de la loi n'a pas encore apporté ses fruits démocratiques au sein de la population. Les pratiques permissives (pour ne pas dire, mêmes illégales) pullulent tout comme les perceptions de l'importance du respect de la loi quant à la construction d'une société démocratique. Ceci se traduit dans les réponses fournies aux questions posées concernant le règne de la loi dans le sondage mené par LAPOP en 2006 en Haïti.

Ainsi, utilisant les données émanant de ce sondage, nous allons présenter ce contraste de comportement légal et illégal décrit plus haut en Haïti, à partir de deux questions qui portent sur la perception du respect ou du non-respect de la loi par les autorités locales. Ces questions sont formulées de la façon suivante:

AOJ8 En ce qui a trait à l'arrestation des criminels, pensez-vous que les autorités devraient toujours respecter la loi ou ne pas en prendre compte parfois?

1. Elles devraient toujours respecter la loi
2. Elles peuvent agir en marge de la loi parfois
8. Ne sait pas

AOJ12: Ensuite, si vous étiez victimes d'un vol ou d'une attaque quelle confiance feriez-vous au système judiciaire en ce qui a trait à la prise des sanctions contre le criminel ?

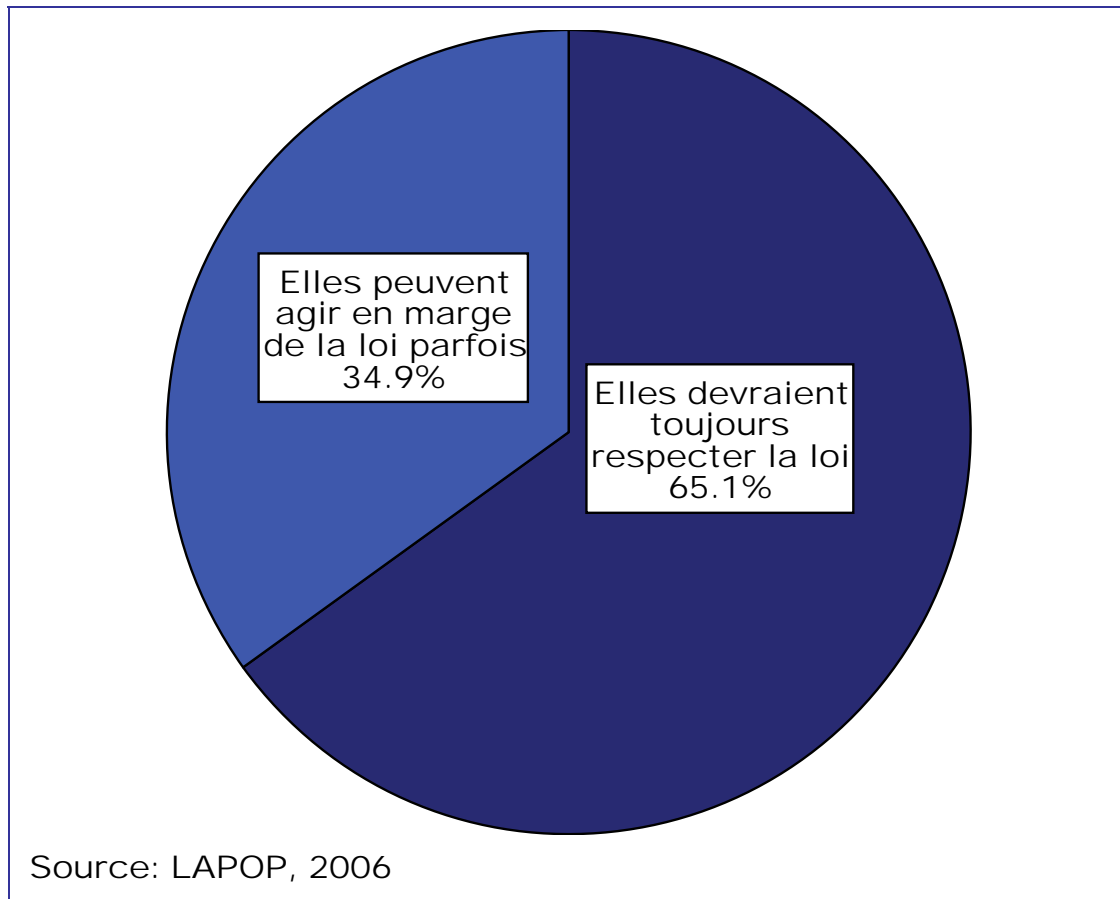
1. Beaucoup
2. Un peu
3. Très peu
4. Aucune
5. Ne sais pas; non réponse

D'un autre côté, puisque les opinions des individus, leurs perceptions et attitudes découlent dans une large mesure de leur vécu et leur insertion sociale et économique, dans un second temps, l'étude présentera un bilan des effets de certains facteurs qui expliqueraient l'éventuelle exigence ou latitude de la population vis-à-vis des autorités dans l'accomplissement de leurs tâches. Dans cet ordre d'idées, elle retient, notamment : des facteurs ayant trait au background personnel des répondants (âge, statut économique, et niveau d'éducation); des facteurs se rapportant à leurs lieux de résidence; et relatifs à leur vécu personnel (par exemple le fait d'avoir été victimes d'actes criminels, d'avoir suivi des émissions radiophoniques; d'être ou de ne pas être satisfait avec l'implantation de la démocratie en Haïti). D'autres facteurs ayant trait au niveau de confiance que la population fait au gouvernement, au système judiciaire haïtien dans l'exécution

⁴² Voir spécialement page 11.

de leurs tâches et à la lutte contre la corruption, la pauvreté et le chômage, la protection et sécurité des citoyens sont finalement pris en considération.

Le schéma suivant (VI-21) montre qu'un peu plus du tiers des répondants (34.9%) est d'avis que les autorités n'ont pas à respecter la loi quand il s'agit de capturer les criminels; environ les 2/3 (65.1%) disent qu'elles devront toujours agir en conformité avec elle.

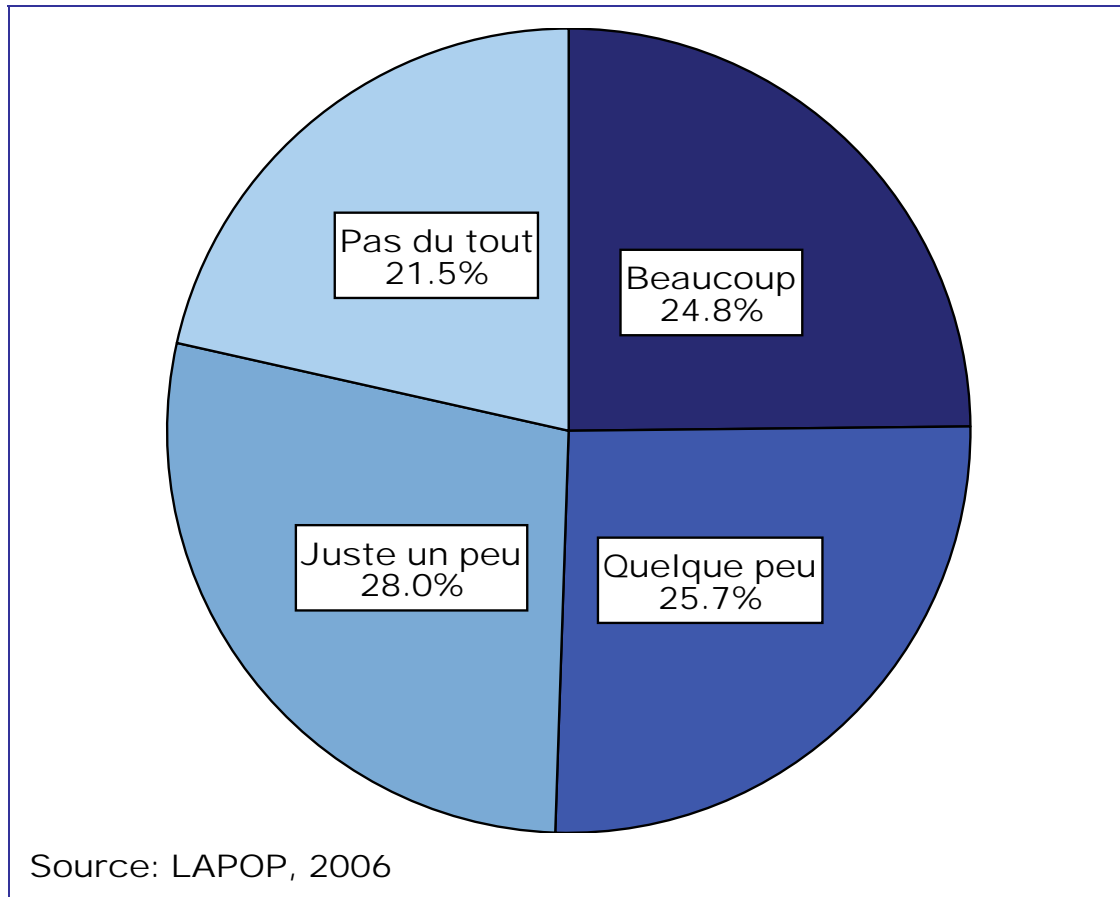


Graphique VI-21. Respect des procédures légales

Les données révèlent qu'il n'y a aucune différence statistiquement significative entre les divers sites de résidence eu égard à la permissivité que les citoyens entendent accorder aux autorités pour sévir contre les criminels. Il y a donc un large consensus en la matière qui traverse tout le pays. Que les citoyens soient en région métropolitaine, dans les grandes villes ou dans les petites, ou en milieu rural, ils sont d'accord avec cette permissivité. Cette tendance supporte la théorie qui veut que la criminalité engendre un support culturel légitimant le non-respect des procédures légales.

Confiance faite au système pour ce qui a trait à l'application de sanctions

Si l'on retient les réactions du système judiciaire contre les agresseurs après la perpétration d'actes criminels comme indicateurs de confiance accordée au système judiciaire, on se rend compte que le quart de la population lui fait beaucoup de confiance (25%) et un autre quart lui fait peu de confiance (26%); qu'un peu plus du quart (28%) ne lui fait que très peu de confiance ; et près du quart (22%) aucune confiance (voir Graphique VI-22).

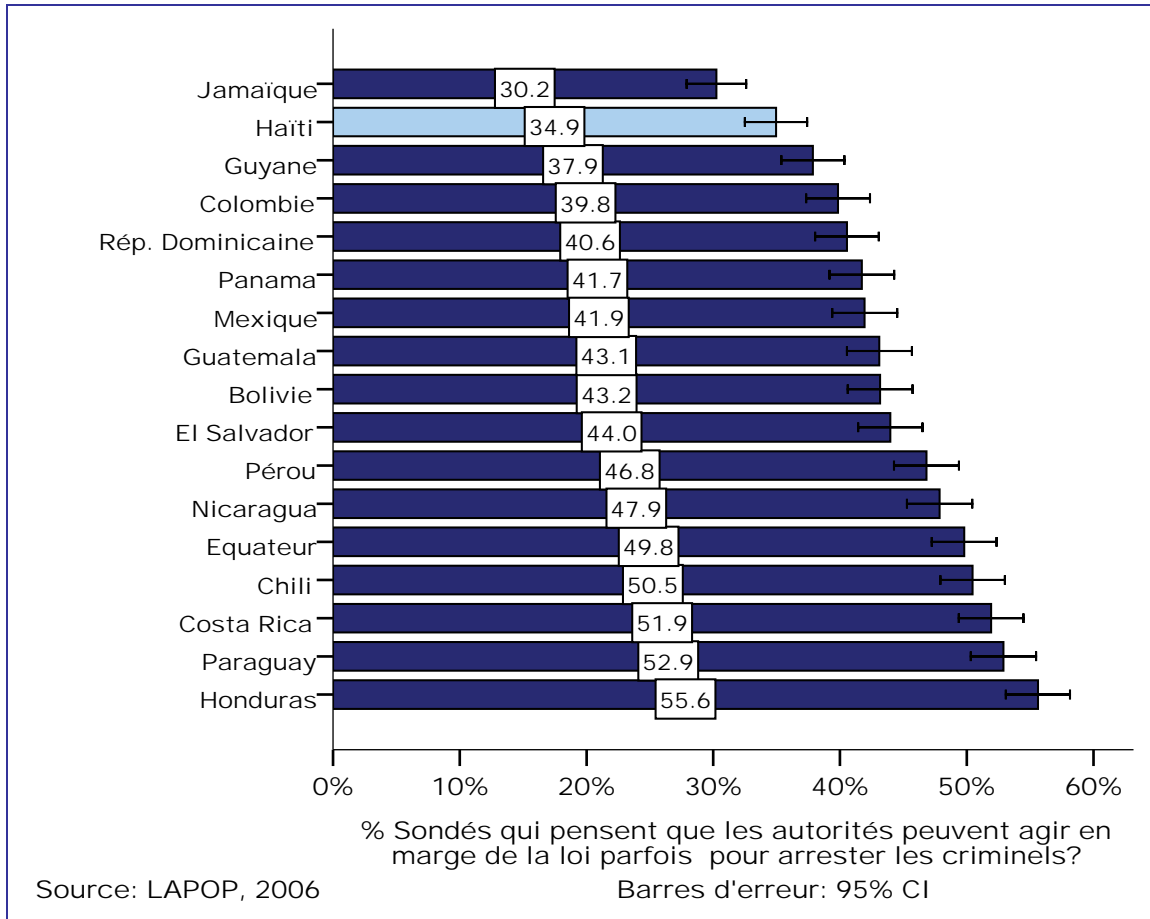


Graphique VI-22. Niveau de confiance que le système de justice punirait le coupable

Application de sanction en Haïti par rapport au contexte régional

Le Graphique VI-23 montre que pris dans son contexte régional, Haïti se révèle le pays le moins permissif en ce qui a trait au non respect des procédures légales par les autorités quand elles doivent sévir contre le crime. Cette tendance est plutôt surprenante vu son expérience plutôt limitée en matière de démocratie. Se peut-il que la réaction des Haïtiens soit due à un certain rejet du système autoritaire qui a marqué longuement leur vie, et ce, particulièrement sous le régime des Duvalier et celui des militaires qui lui ont succédé? Les données ne permettent pas de

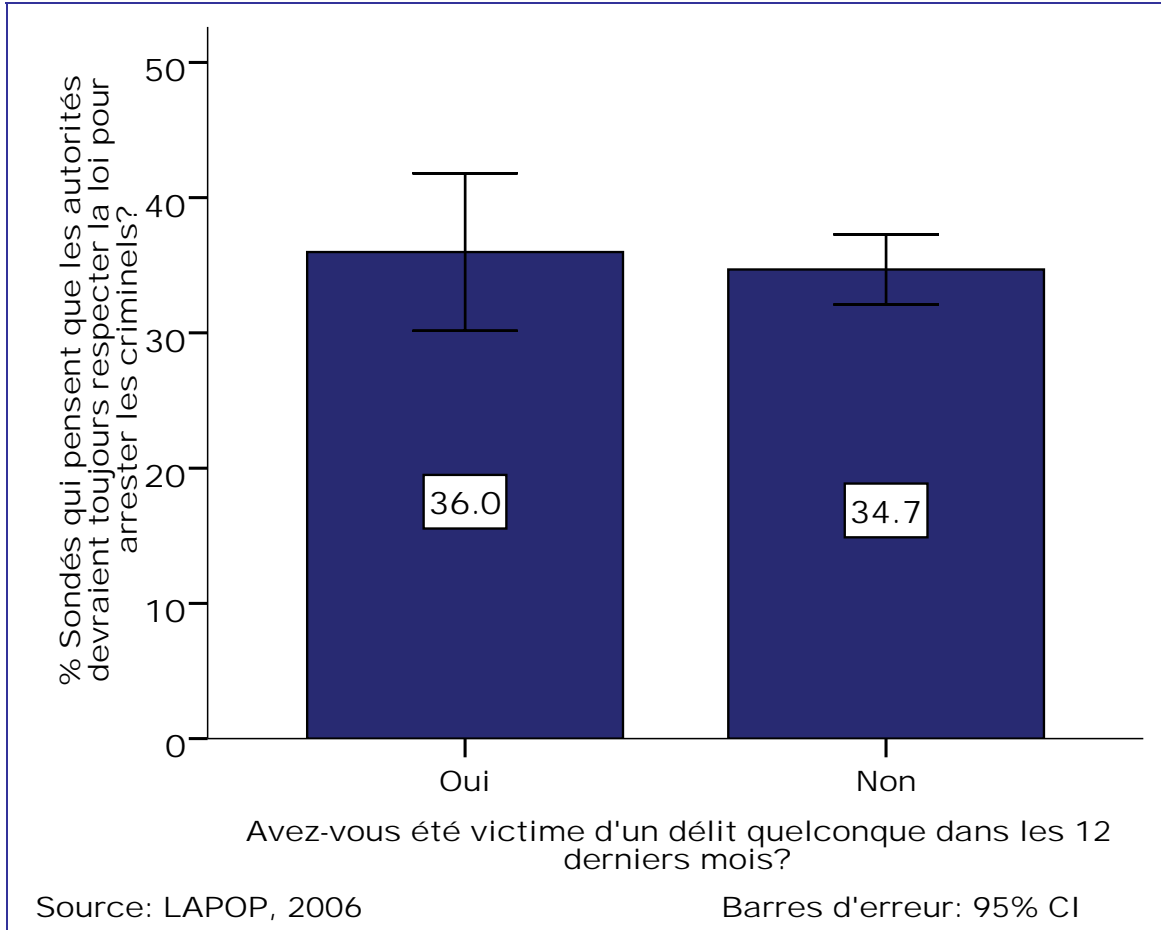
conclure dans ce sens parce que les gens ne sont pas en très grande majorité en Haïti (34.9%) à prôner le non respect des procédures légales par rapport aux pays de l'Amérique et de la Caraïbe. Par exemple, le pourcentage de ceux qui sont en faveur de cette permissivité est seulement à 30.2% à la Jamaïque et à 37.9% en Guyane. Par contre, il est de 51.9% à Costa Rica et de 52.9% au Paraguay. Haïti se rangerait donc parmi les pays les moins permissifs de la région.



Graphique VI-23. Les autorités peuvent agir en marge de la loi, perspective comparative

Effets de la victimisation sur le règne de la loi

L'analyse des écarts par rapport à la loi en relation avec ce critère de non respect des procédures légales permet de se faire une idée de l'impact du fait d'avoir été victime sur le respect de la loi en Haïti. Les données montrent que le pourcentage des réponses permissives ne change pas avec le fait que les gens aient été victimes ou non de crime. En effet, 36% de ceux qui ont été victimes de crime l'année précédant le sondage contre 35% de ceux qui ne l'ont pas été supportent le non respect de la loi quand il s'agit de capturer les criminels. La différence n'est pas statistiquement significative. Autrement dit, le fait d'avoir été victime n'a aucun impact sur la permissivité non légale dans le contexte haïtien.



Graphique VI-24. Effets de la victimisation sur le règne de la loi

Puisque la criminalité varie selon que l'on est en milieu rural ou en milieu urbain, on peut se demander comment se pose la relation entre le respect des procédures légales et la confiance dans le système judiciaire dans les différents sites de résidence? D'autant plus que les recherches prévoient que les communautés où la criminalité est plus forte peuvent engendrer une ambiance culturelle de tolérance relative au non respect de la loi par les autorités. L'analyse des données a révélé qu'indépendamment des sites de résidence où l'on se trouve, ce sont ceux qui n'ont pas de confiance dans la capacité du système judiciaire à sévir contre les brigands qui sont les plus permissifs, c'est-à-dire les plus disposés à accepter que les autorités agissent en marge de la loi pour capturer les criminels.

Conclusion

L'analyse précédente a révélé que la majorité des citoyens se sentent menacés par l'insécurité qui sévit dans le pays. Ils hésitent donc un peu plus à faire confiance aux institutions qui protègent leurs droits fondamentaux. Le niveau de confiance dans le système judiciaire en Haïti est faible par rapport au niveau de confiance observé dans la plupart des pays de l'Amérique Latine. Ceux qui se sentent en sécurité font plus de confiance aux institutions vouées à la protection des droits du citoyen que les autres. Ainsi, une pareille méfiance est de nature à nuire au processus de construction démocratique entamé dans le pays depuis tantôt une vingtaine d'années.

Malgré tout, Haïti demeure l'un des pays les moins permissifs en ce qui a trait au non-respect des procédures légales dans le contexte des pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine. C'est dire que la société civile serait prête à supporter tout renforcement des sanctions légales contre la criminalité. On a vu quand la loi ne sévit pas, les 'brigades de vigilance' dans bien des cas avaient pris la relève au cours des vingt dernières années de cette transition démocratique.

Ainsi la croyance des citoyens à la volonté du gouvernement de faire respecter les droits humains et les principes démocratiques en général soutient leurs élans positifs envers le respect de la loi. Par contre, leur manque de confiance dans la volonté du système judiciaire à punir les délinquants et dans le désir du gouvernement à lutter contre l'insécurité et le chômage les rend permissifs. Autrement dit, l'application ou la non application de la loi envoie à la société civile des signaux sûrs qui structurent ses perceptions et ses réactions vis-à-vis du respect de la loi.

Bibliographie

Coffy Annibal J.F. 'Garanties Judiciaires: Les Victimes face au Dysfonctionnement des Recours Juridiques Nationaux'. Pp 27-41 dans: *La Violence organisée et ses conséquences auprès des victimes et auprès de la communauté* Port-au-Prince, Haïti: IFES/VOV. Programme d'assistance aux Victimes de Violence Organisée. USAID/Haïti. Table Ronde de Projet, 2005.

Gilles, Alain 'Essai d'Analyse de la Violence Politique en Haïti'. Pp. 53-79 dans *La Violence organisée et ses conséquences auprès des victimes et auprès de la communauté* Port-au-Prince, Haïti : IFES/VOV IFES/VOV, 2005.

Goode, William J. 'A theory of Role Strain' Pp 7-22 dans: *The Dynamics of Modern Society* New York: Atherton Press, 1968.

IFES/VOV. Programme d'assistance aux Victimes de Violence Organisée. *La Violence organisée et ses conséquences auprès des victimes et auprès de la communauté*. USAID/Haïti, Table Ronde de Projet, Mars 2005.

Marotte, Cécile. 'Victimisation et Citoyenneté'. Pp. 153-166 dans *La Violence organisée et ses conséquences auprès des victimes et auprès de la communauté* Port-au-Prince, Haiti : IFES/VOV, 2005.

Merton, Robert K. *Social Research and The Practicing Professions* (edited). Cambridge, Mass: Abt Books, 1982.

_____. 'Social Structure and Anomie' pp.185-214 dans *Social Structure and Social Theory*. New York: The Free Press, 1968.

Moser, Caroline et Cathy Maclaine: 'Latin American Urban Violence as a Development Concern: Towards a Framework for Violence Reduction' *World Development*, Vol 34, 1 (July 2005).

St Louis, Léon. *Etude sur l'Etat des Droits Humains en Haïti. Du 1^{er} Janvier 2003 au 28 Septembre 2004*. Port-au-Prince: IFES, 2004.

Victor, Jean André. *Synthèse de la Législation et des Politiques Environnementales*. Manuscrit. Port-au-Prince, Haiti, 2006.

Annexes:

Tableau VI-2. Analyse Factorielle – Confiance dans les institutions de protection des droits humains

	Composante
	1
b1r Tribunaux	.709
b15r Office National del Protection du Citoyen	.810
b18r Police	.727
b31r Cour de Cassation	.802

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.
a 1 composantes extraites.

Statistiques de fiabilité

Alpha de Cronbach	Nombre d'éléments
.757	4

Tableau VI-3. Résultats de la régression logistique - Victimisation par crime

Modèle	B	E.S.	Wald	ddl	Signif.	Exp(B)
Genre (Masculin)	-.257	.153	2.817	1	.093	.773
Age (q2)	.013	.006	4.452	1	.035	1.013
Education (ed)	.046	.020	5.311	1	.021	1.047
Richesse	.125	.048	6.674	1	.010	1.133
urbain	.079	.170	.217	1	.641	1.082
Nord	-.565	.287	3.874	1	.049	.568
Centre	.094	.232	.164	1	.686	1.098
Ouest	.198	.218	.825	1	.364	1.220
police protège ou est impliquée dans le crime (aoj18r)	.006	.002	11.328	1	.001	1.006
Constante	-2.868	.388	54.546	1	.000	.057

a Variable(s) entrées à l'étape 1 : Masculin, Q2, ED, Richesse, urbain, Nord, Centre, Ouest, aoj18r.

Récapitulatif du modèle

Etape	-2log-vraisemblance	R-deux de Cox & Snell	R-deux de Nagelkerke
1	1131.652(a)	.051	.085

Les
Tableau VI-4. Résultats du modèle de régression - Confiance aux institutions de protection des droits humains

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta	B	Erreur standard
(constante)	35.528	3.094		11.484	.000
Genre (Masculin)	-.955	1.142	-.021	-.836	.403
Age (q2)	.038	.047	.022	.810	.418
Education (ed)	-.867	.146	-.176	-5.950	.000
Richesse	.902	.382	.072	2.360	.018
Taille du lieu de résidence (TAMANOR)	1.336	.367	.104	3.641	.000
Sondés qui ont été victimes du crime (vic1r)	-.010	.015	-.017	-.647	.518
Perception d'insécurité (aoj11r)	.150	.019	.210	8.104	.000
Confiance que le système de justice punirait le coupable (aoj12r)	.021	.016	.033	1.290	.197
R-carré ajusté=0.091		N= 1420			

a Variable dépendante : LEGINST

VII. Gouvernement Local, Gouvernance et Démocratie

Quelques 555 Sections Communales et 140 Communes répartis à travers 10 Départements géographiques que couvrent 27 Arrondissements représentent le découpage administratif et juridico politique de la république d'Haïti. Le pays a une population d'à peu près 8 millions d'habitants et un million de la diaspora qui permettent dans une large mesure aux parents pauvres résidant en Haïti de survivre. Des 8 millions, environ 57% vivent en milieu rural et 43% en milieu urbain selon les données du dernier recensement de 2003. La métropole de Port-au-Prince à elle seule bouffe plus de la moitié de ce pourcentage. Autrement dit, la survie de Port-au-Prince dépend de sa déconcentration, tout comme celle des autres villes. Sans une pratique administrative décentralisée, il demeure difficile d'entrevoir comment le pays peut éviter les pires des catastrophes de toutes sortes. C'est dire que la décentralisation est à l'ordre du jour, et par voie de conséquence, la gouvernance locale (DAI 2000).

Ce chapitre vise à présenter les résultats du sondage de LAPOP 2006 sur la gouvernance locale en Haïti et, par certains côtés, en comparaison avec d'autres pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe. Plus précisément il couvre les points suivants:

- la demande des populations locales et leur satisfaction avec les services fournis par les gouvernements locaux ;
- la participation des citoyens aux affaires des municipalités;
- leur attitude vis-à-vis de l'allocation des ressources du pays ; et
- leur prédisposition à payer les frais de l'auto-gouvernance locale

Ces points sont essentiels au processus de construction démocratique que le pays a entamée depuis environ une vingtaine d'années. En effet, dans l'implantation de ce processus, la satisfaction des besoins de la population par des instances de gouvernement local et national, elle-même fonction d'une certaine croissance de l'économie, peut créer chez les citoyens une disposition favorable à l'endroit de la démocratie.⁴³ Et les gouvernements ont besoin de ce support pour se légitimer et se stabiliser. Tout comme, la participation de la population aux prises de décisions locales et leur capacité à contrôler l'implantation de politiques visant à améliorer leur sort par des leaders locaux engendrent un fort support à la stabilité démocratique parce qu'elle permet de réduire les tensions sociales au sein des sociétés et du même coup aide au développement de la culture démocratique (Almond et Verba 1963).⁴⁴ Finalement, l'attitude favorable des citoyens vis-à-vis d'une distribution équitable des ressources du pays et leur disposition à payer les frais de l'auto-gouvernance locale certainement facilitent l'implantation de la démocratie aux diverses instances de gouvernement.⁴⁵

⁴³ Voir Dahl 1998: 166-172.

⁴⁴ Voir also Dahl 1998: 35-41; 157-158.

⁴⁵ Voir Dahl, op.cit. 171.

Background Historique⁴⁶

Depuis son indépendance en Janvier 1804, Haïti est marquée par une tradition de centralisation administrative et financière qui explique que les gouvernements locaux ont été toujours dominés par le gouvernement central de Port-au-Prince par l'entremise d'autorités civiles et/ou militaires. Ces dernières n'avaient d'autres buts que d'extirper les ressources financières locales vers la capitale. Ce n'est qu'environ qu'une quarantaine d'années après son indépendance vers 1844 que le pays allait organiser les premières élections aux Conseils Communaux des Municipalités. Toutefois pour contrecarrer les centres de pouvoir que représentaient ces conseils, le président de la République d'alors, Rivière Hérard, fera sortir une loi créant au niveau des Arrondissements, des Préfectures, qui ne sont autre qu'un siège de pouvoir civil, représenté par des Préfets et dont la nomination relèvera directement du président de la République.

Ainsi, les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir n'ont utilisé les Municipalités que comme de simples extensions du pouvoir central. Tous ont eu le soin soit de placer directement ou indirectement, par le biais d'élections locales truquées, à la tête des communes leurs fidèles. Et parallèlement, le milieu rural tombait sous la férule de chefs de sections qui dépendaient des Forces Armées d'Haïti d'alors.⁴⁷

Tentatives Historiques de Gouvernance Locale

En réponse à cette domination, les populations locales ont créé leurs propres institutions de gouvernance locale qui fort souvent sont marquées par des arrangements plutôt de nature informelle. Ainsi, dans la paysannerie haïtienne, les associations locales de développement communautaire, les groupes d'échanges de travail agricole en constituent autant d'exemples. Les premières défendent les paysans contre toutes sortes d'injustice et d'abus et du même coup se préoccupent de la gouvernance locale (Smucker et Dathis 1995). Les secondes formées d'un ensemble très restreint d'agriculteurs (généralement pas plus de sept) constituent une source certaine de pratiques démocratiques locale parce que le travail y est échangé entre les membres de façon régulière et équitable sans considération de rang ou de statut (Pierre 2005).

Les balbutiements de la gouvernance locale sous la dictature des Duvalier (1957-1986)

Les associations locales de développement communautaire ont existé sous le régime des Duvalier, mais leur mode de fonctionnement était loin d'être démocratique. Dénommées Conseils d'Action Communautaire (CAC), ces associations devaient répondre beaucoup plus aux exigences du pouvoir central qu'aux besoins de la population locale. C'est dire que les notions d'autodétermination et d'autonomie qui constituent des éléments essentiels à la gouvernance locale leur échappaient entièrement.⁴⁸ Puisqu'ils étaient très liés au pouvoir des Duvalier, les

⁴⁶ Cette section s'appuie sur un document produit par Associates in Rural Development (ARD) intitulé : 'La Démocratie Locale en Haïti : Evaluation du Statu-quo et Perspectives sur le Développement des Capacités de Gouvernance Locale'. Vol. I 1996 pp 2-10. Aussi, Jadotte Hérard et Yves-François Pierre (2006).

⁴⁷ Une institution qui a vu le jour avec l'occupation américaine d'Haïti de 1915-1934.

⁴⁸ Voir Smucker et Dathis 1995 page 58.

Conseils d'Action Communautaire ont logiquement cessé d'exister avec le renversement du pouvoir le 7 Février 1986 (Smucker et Dathis 1995).

Les vœux de la Constitution de 1987 post-duvalérienne

La Constitution de 1987 ouvre la participation de tous les secteurs de la société civile à la construction du processus démocratique. Car elle met l'accent sur la souveraineté populaire et l'autonomie locale. Autrement dit, les collectivités territoriales, (départements, communes et sections communales) ont le droit d'entreprendre des activités politiques, culturelles et socioéconomiques au bénéfice de leur population. Toutefois, les divers domaines de compétence, la fonction, l'organisation des collectivités territoriales, à l'exception des sections communales, restent à être précisés (Victor 2006).

Les prescrits de la Constitution de 1987 concernant l'auto gouvernance locale n'ont pas été respectés. Par exemple, les Assemblées Départementales qui devaient choisir les membres du Conseil Interdépartemental n'ont jamais été mises en place. Il devient donc impossible d'élaborer des lois cadre qui doivent permettre aux Municipalités de s'assumer. Les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir ont choisi de gouverner par coup de décrets au lieu de déployer les efforts nécessaires pour implanter les exigences constitutionnelles relatives à la décentralisation (DAI 2000).

Expériences récentes de gouvernance locale

Au niveau de la paysannerie, les groupements locaux n'ont commencé à faire leurs expériences en matière de politique locale qu'à l'occasion de deux élections: les élections de 1990 et celles de 1995. Alors qu'en 1990, ils avaient appuyé des candidats issus de divers partis politiques et dont les programmes leur étaient sympathiques, en 1995 ils ont encouragé leurs propres membres à devenir candidats. Ce qui marque tout un changement de stratégie au niveau de la gouvernance locale: ils ne se sont pas limités à supporter des forces politiques externes, ils ont aussi entrepris à détenir le contrôle des rênes du gouvernement local.⁴⁹

Les municipalités ne disposent tout aussi bien d'aucuns moyens logistiques, techniques et financiers pour répondre aux besoins de leur juridiction. Pour la plupart, les Maires misent sur des apports étrangers pour le financement de petits projets de développement local dont le contrôle échappe à leur compétence. Généralement, ces projets sont financés et gérés par des ONG ou autres firmes internationales en accord avec des associations locales et/ou des comités de quartier qui leur servent de ponts auprès des populations autochtones. Les projets gouvernementaux de gouvernance locale sont plutôt rares bien que la loi du 4 Avril 1996 exige que les élus locaux participent de plein gré dans des projets de développement local.

Des bilans qualitatifs de la gouvernance locale en Haïti ont été réalisés, comme nous venons de le montrer à travers l'analyse présentée plus haut. Cependant, les données manquent en matière de bilan quantitatif. A ce titre, le sondage de LAPOP 2006 est utile parce qu'il permet de dresser

⁴⁹ Voir Smucker et Dathis 1995 page 17.

un bilan de la situation du pays du point de vue de la gouvernance locale à partir des données récentes collectées auprès de la population haïtienne sur les quatre thèmes susmentionnés, à savoir :

- la demande et la satisfaction des populations locales en ce qui a trait aux services fournis par les gouvernements locaux ;
- la participation des citoyens aux affaires des municipalités;
- leur attitude vis-à-vis de l'allocation des ressources du pays; et
- leur prédisposition à payer les frais de l'auto-gouvernance locale

Les Municipalités face aux demandes et à la satisfaction des citoyens

Demande des citoyens

La question suivante, formulée par LAPOP 2006, permet de saisir la demande des citoyens au niveau des Municipalités:

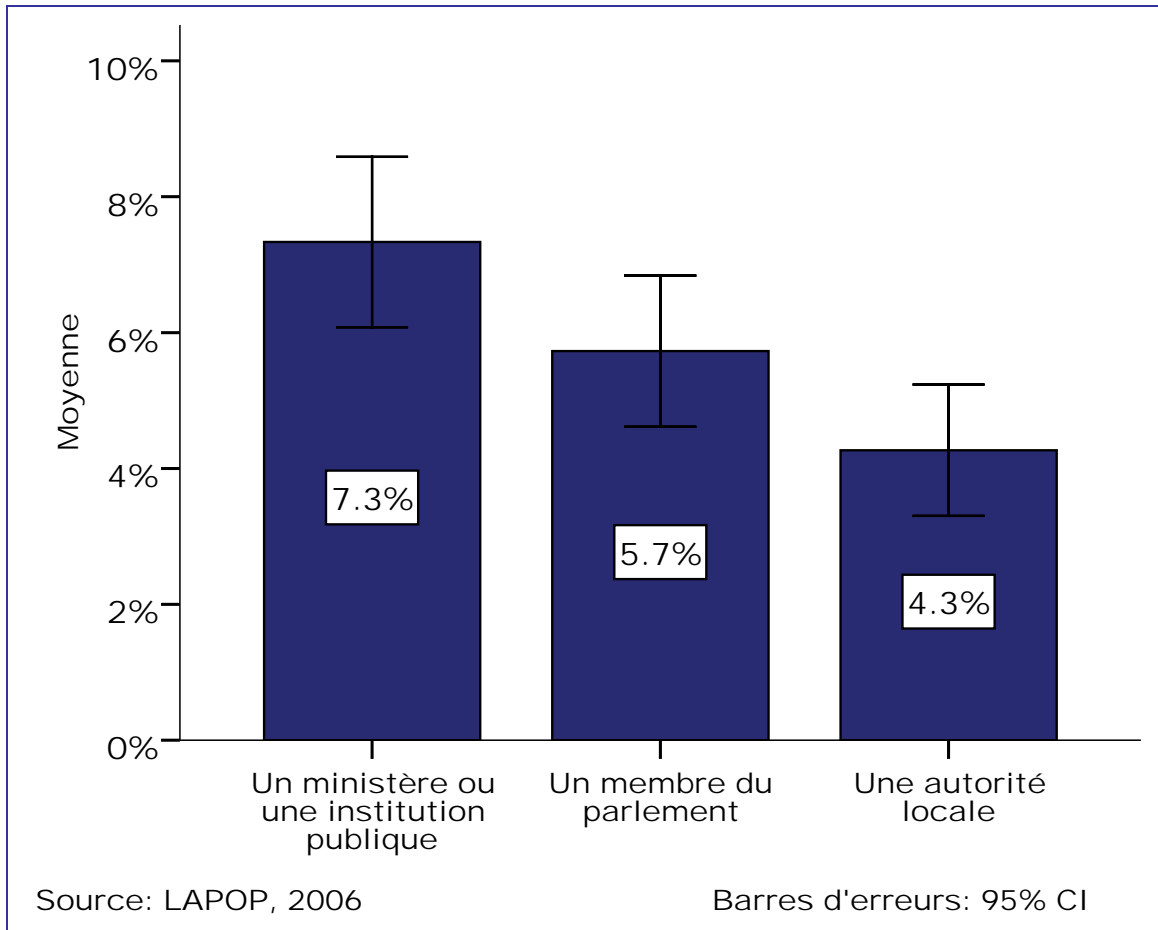
Dans la recherche de solutions à vos problèmes, avez-vous déjà sollicité l'aide ou l'apport

CP2) d'un membre du Parlement

CP4A) d'une autorité locale (Magistrat, Membre de Conseil Municipal ou autre autorité résidant en province

CP4) d'un Ministère, d'une institution publique ou d'une agence de l'Etat

En général, le pourcentage de la population haïtienne à produire des demandes auprès des instances du gouvernement est très bas. Et ce pourcentage est encore plus bas quand il s'agit de gouvernement local. Le Graphique VII-1 permet de voir que les citoyens adressent leurs demandes d'abord aux Ministères et autres institutions publiques (7.3%), ensuite aux membres du Parlement (5.5%) et finalement aux officiels du pouvoir local (4.1%). Cependant, les différences de moyenne sont statistiquement significatives seulement entre cette dernière catégorie et les Ministères. Aucune différence statistiquement significative n'existe entre le recours aux Ministères et le recours au Parlement. Autrement dit, les demandes sont adressées indifféremment auprès de ces deux institutions. Mais entre un Ministère et une instance de pouvoir locale, les gens préfèrent s'adresser au Ministère. La concentration des ressources et des décisions dans la capitale du pays expliquerait cette préférence.



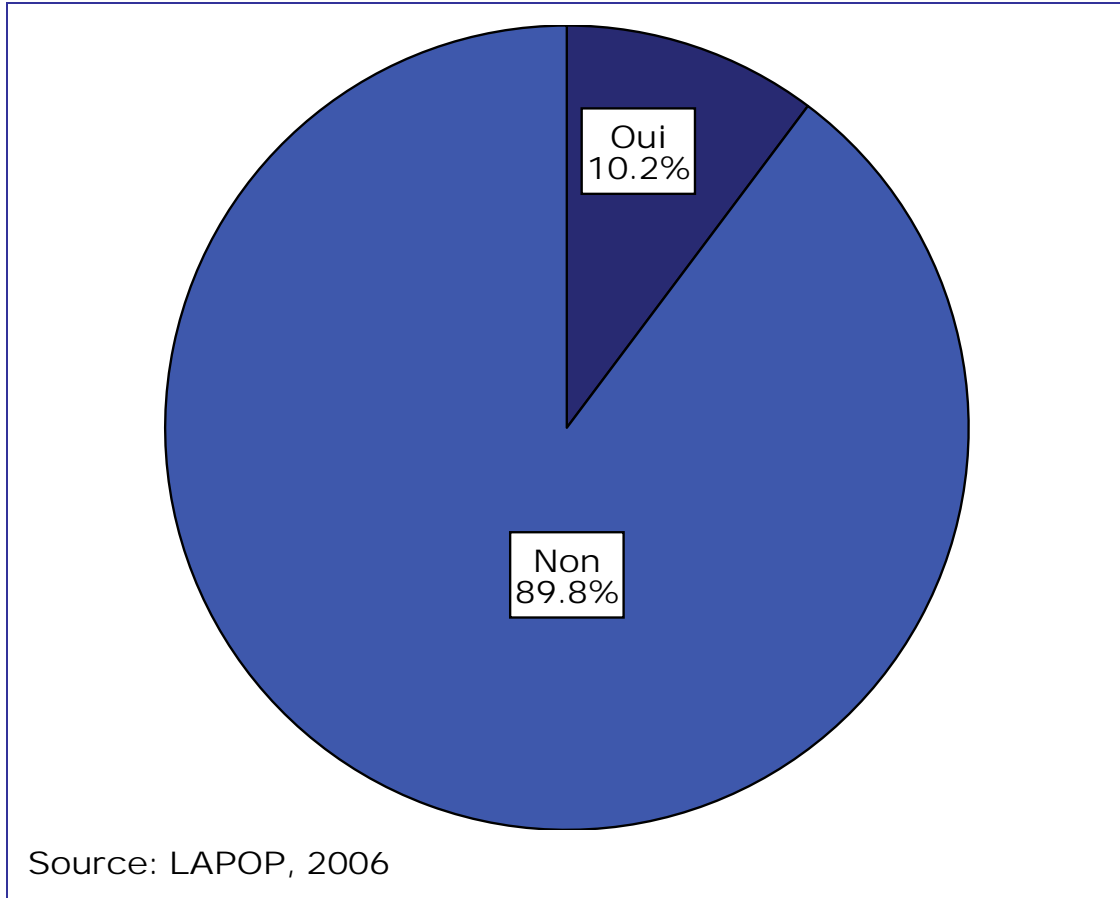
Graphique VII-1. Demandes faites aux différentes institutions

D'un autre côté, le sondage a aussi demandé une question spécifique sur les demandes de la population au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête. Elle a été formulée de la façon suivante:

NP2) Ensuite, avez-vous demandé de l'assistance ou de l'aide d'un bureau, d'un officiel ou d'un membre du Conseil Municipal au cours des 12 derniers mois?

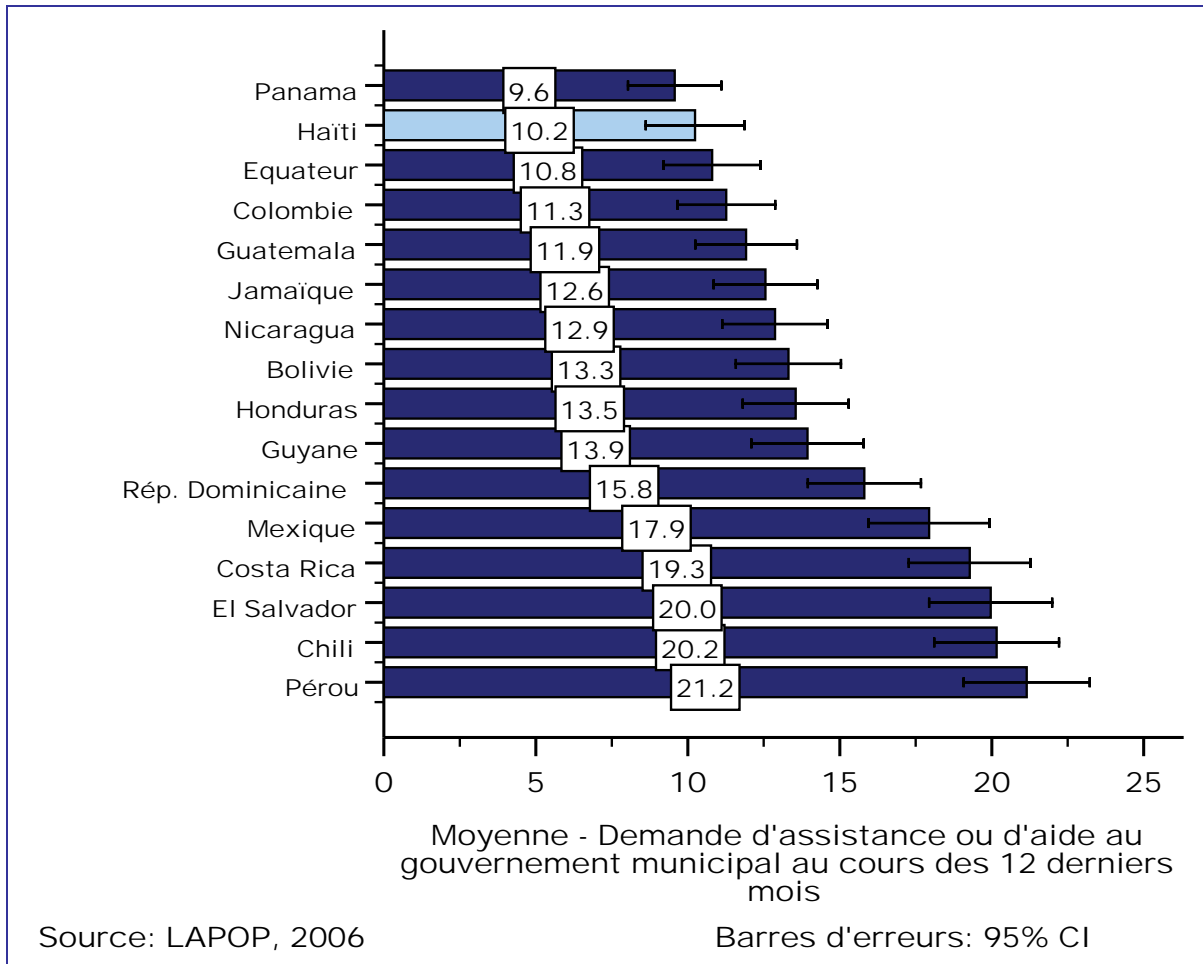
- 1) *Oui*
- 2) *Non*
- 3) *Aucun souvenir; ne sait pas.*

Vu que les pouvoirs locaux n'ont pas de moyens, les citoyens ne s'adressent pas à eux. Cette tendance est confirmée par le graphique VII-2 qui montre que seulement environ 10% des citoyens ont produit des demandes d'assistance auprès d'une autorité locale au cours des 12 mois précédant l'enquête. Autrement dit, les 9/10 de la population ne se sont pas adressés aux autorités locales quand ils sont en quête de satisfaction de leurs demandes.



Graphique VII-2. Demande d'aide ou d'assistance au gouvernement local

Comparée aux autres pays de la région (Voir Graphique VII-3), Haïti révèle un niveau de demandes très faible sur les instances de gouvernement local. En effet, elle accuse une moyenne de 10.2 qui la place au même rang au bas de l'échelle à côté du Panama (moyenne 9.6), et de l'Equateur (moyenne 10.8) et d'un pays voisin tel que la Jamaïque (moyenne 12.6). Au même rang parce qu'entre Haïti et ces pays, il n'y a pas de différence statistiquement significative. Tel n'est pas le cas quand on la compare avec la République Dominicaine (moyenne 15.8), le Mexique (moyenne 17.9) dont les moyennes sont supérieures à la sienne. Dans les pays, tels que le Pérou (21.2), le Chili (moyenne 20.0) et le Salvador (20.0) le nombre moyen de citoyens qui se sont adressés aux centres de décisions municipales est environ deux fois plus comparé à celui d'Haïti au cours de l'année précédant le sondage.



Graphique VII-3. Demande d'aide ou d'assistance au gouvernement local dans une perspective comparative

Satisfaction des citoyens avec les Municipalités

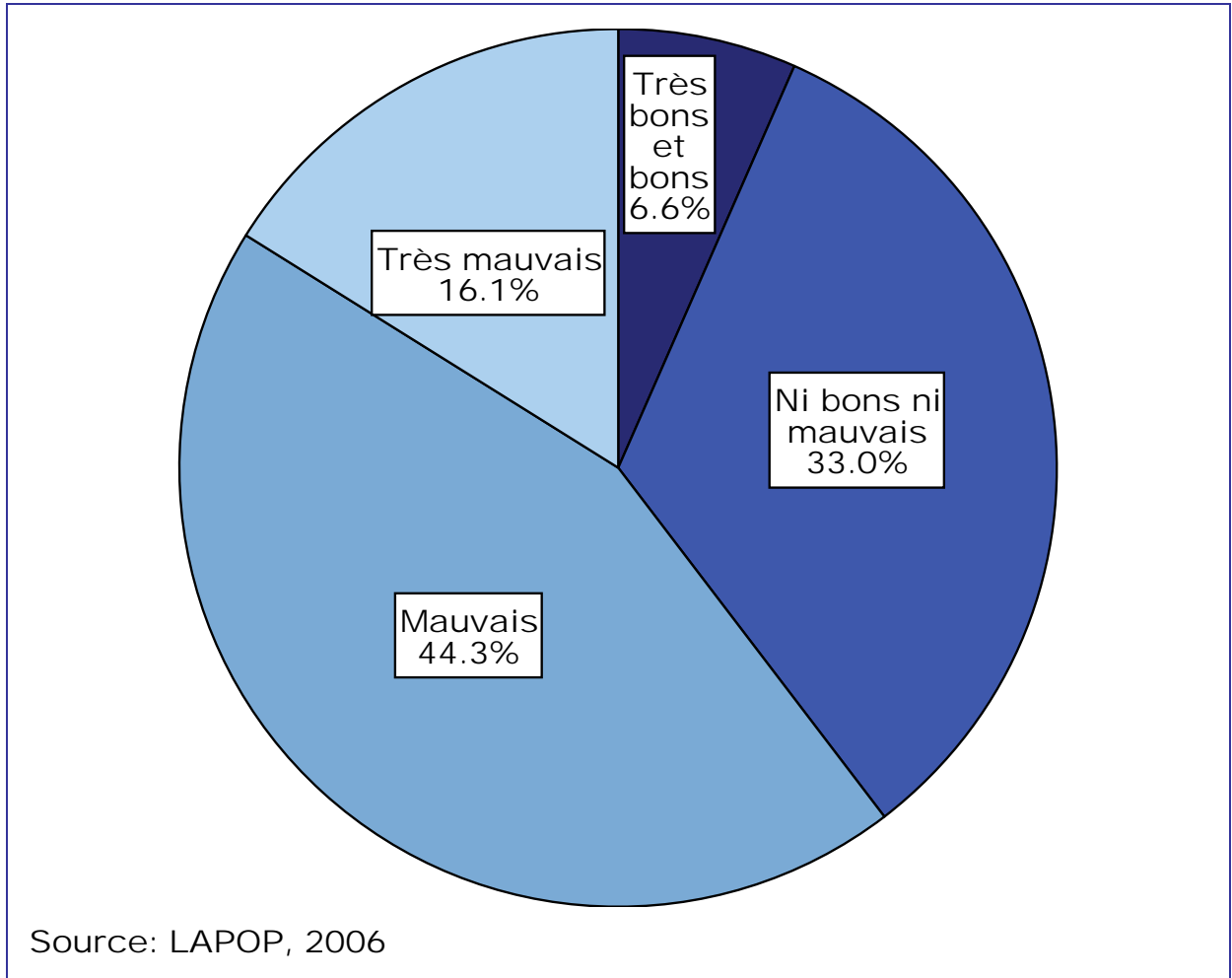
La question suivante permet de mesurer la satisfaction des citoyens avec les services fournis par les Municipalités, ou centres de pouvoir locaux :

SGLI Diriez-vous que les services fournis par la Municipalité sont :

- 1) très bons
- 2) bons
- 3) ni bons ni mauvais
- 4) mauvais
- 5) très mauvais

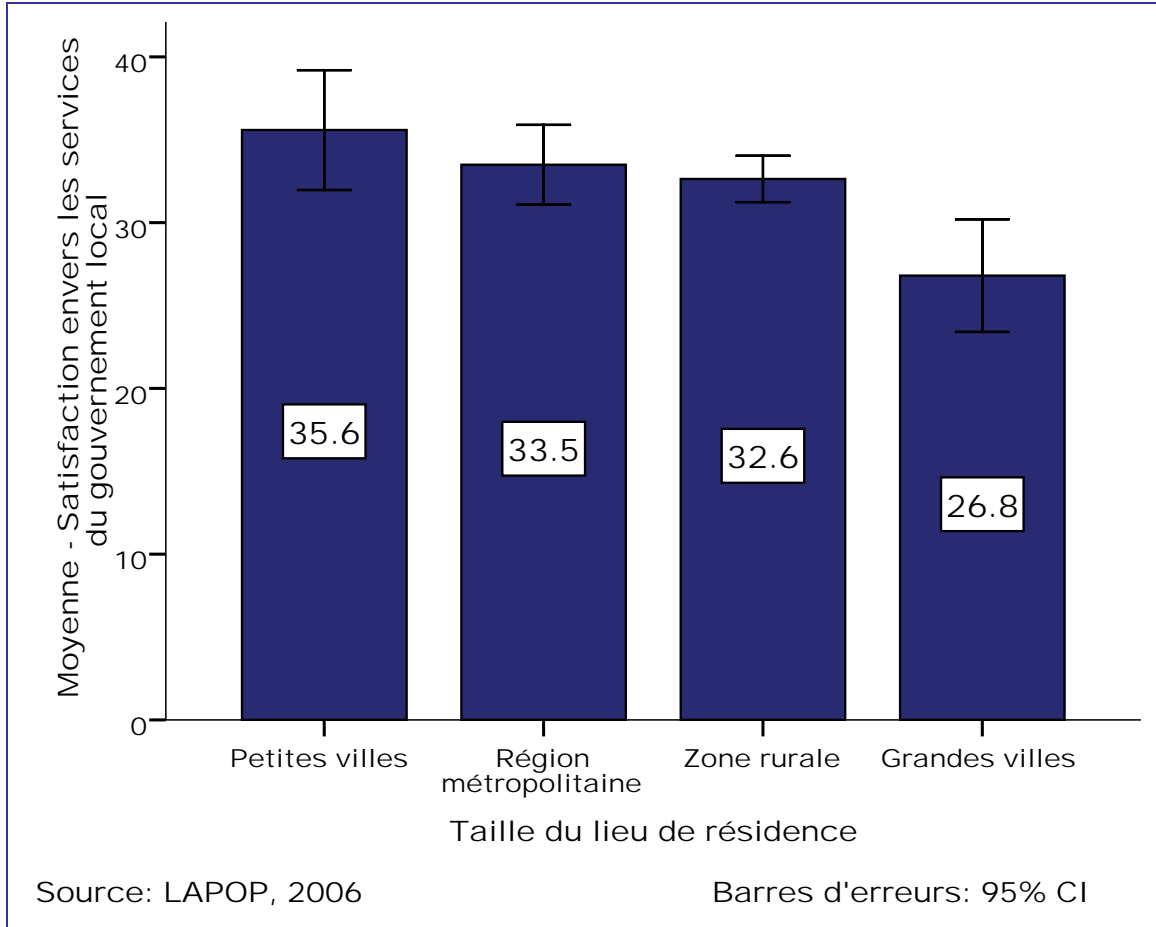
Le Graphique VII-4 montre que la plupart des citoyens en Haïti trouvent mauvais les services que fournissent les Municipalités (44.3%). Une minorité substantielle les trouve très mauvais (16.1%). Il y a un tiers à les caractériser comme étant ni bon ni mauvais (33.5%). Il n'est pas

surprenant qu'il y ait une très faible minorité à les juger bons ou très bons (6.6%) vu le manque de ressources financières, logistiques et humaines auxquelles les Municipalités font face.



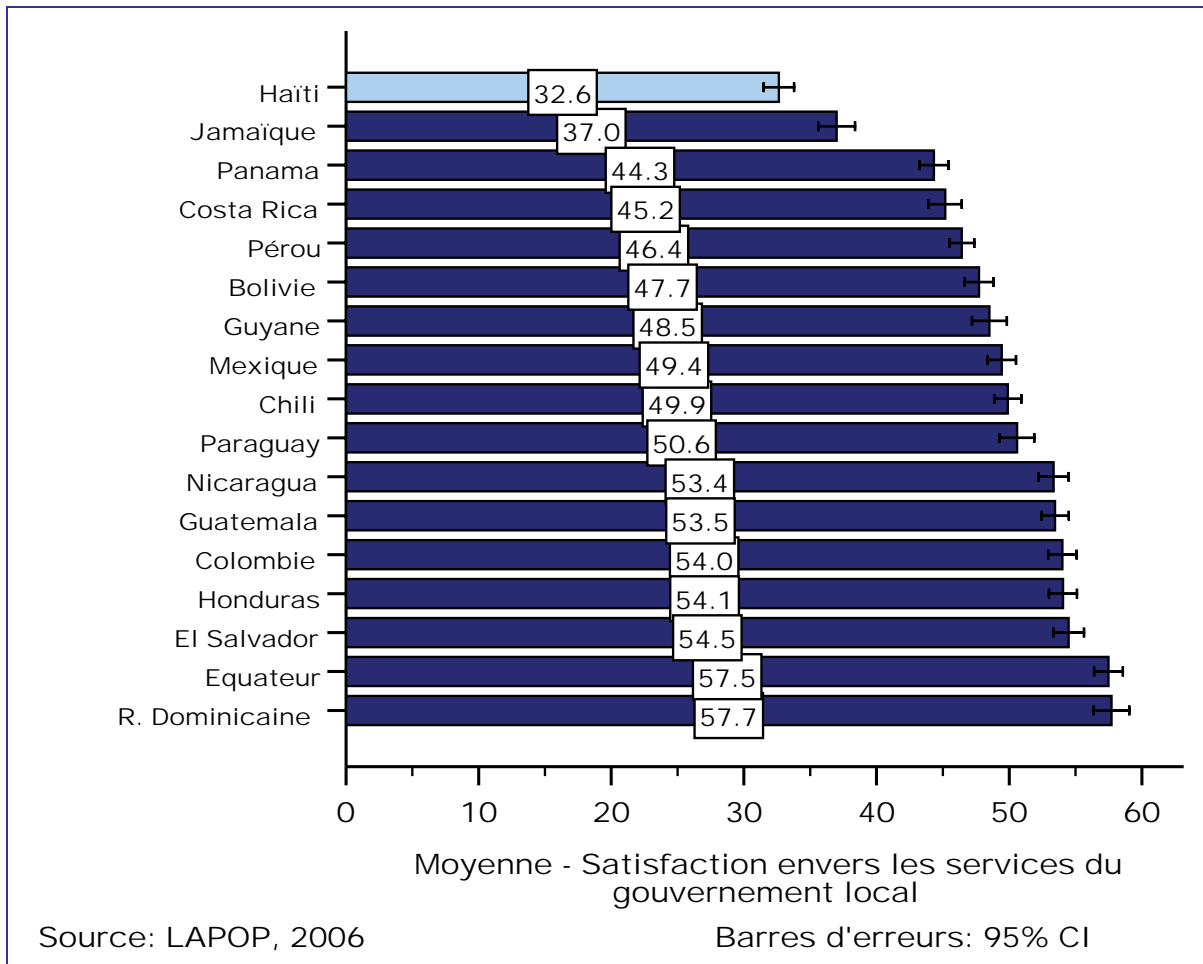
Graphique VII-4. Satisfaction envers les services de la municipalité

En vue de mesurer le niveau de satisfaction des citoyens avec les gouvernements locaux en fonction des sites de résidence, nous avons utilisé les réponses à la question précédente (SGL1) pour former une échelle graduée avec des scores allant de 0 (niveau minimal de satisfaction) à 100 (niveau maximal de satisfaction). Le graphique (VII-5) montre que le niveau de satisfaction avec les services fournis par les gouvernements locaux est faible quelle que soit la dimension des sites de résidence. Plus précisément: il n'y a que les grandes villes qui accusent un niveau de satisfaction en moyenne nettement inférieur (26.8) par rapport aux autres zones de résidence. Les petites villes et la région métropolitaine accusent donc indifféremment un même niveau de satisfaction (respectivement 35.6 et 33.5). Les zones rurales (32.6) rivalisent dans leur niveau de satisfaction avec Port-au-Prince et les grandes villes, vu qu'il n'y a pas de différence statistiquement significative entre les trois. Ces scores traduisent tous un manque de satisfaction des citoyens avec la performance des gouvernements locaux.



Graphique VII-5. Satisfaction envers les services de la municipalité, par lieu de résidence

Comparée aux autres pays des régions de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, Haïti présente le plus bas niveau moyen de satisfaction avec les services des gouvernements locaux (32.6). Et ce niveau est statistiquement significatif en comparaison aux autres niveaux. Par exemple, la Jamaïque qui est en second au bas de l'échelle présente un score moyen différent et statistiquement significatif par rapport à celui d'Haïti (37 points). D'un autre côté, Haïti se trouve très éloignée de la République Dominicaine, qui occupe le sommet de l'échelle de satisfaction avec un score moyen de 57.7 (voir graphique VII-6). Il serait intéressant, pour mieux comprendre le cas d'Haïti, de tenter un regroupement des pays de la région en fonction des différences de scores moyens obtenus qui sont statistiquement significatives. Procédant ainsi, on voit que la République Dominicaine et l'Equateur sont au sommet de l'échelle (scores moyens 57.7 et 57.5). Ensuite viennent au second rang: le Salvador, le Honduras, le Guatemala, la Colombie et le Nicaragua (scores moyens de 54.5 à 53.4). Au troisième rang, on a le Paraguay, le Chili, le Mexique, la Guyane, la Bolivie, le Pérou, le Costa Rica et le Panama (scores moyens de 50.6 à 44.3). Au quatrième rang, la Jamaïque avec un score moyen de 37 points. Et au cinquième et dernier rang, Haïti avec un score moyen de 32.6.



Graphique VII-6. Satisfaction envers les services de la municipalité dans une perspective comparative

Déterminants du niveau de satisfaction avec les services municipaux

Quand on prend en considération, le niveau d'instruction des individus, leur sexe et âge, la dimension des zones où ils habitent, leur perception de la situation économique du pays, leur rang économique objectif (mesuré à partir de certains biens qu'ils possèdent) et l'évaluation que les individus font de leur situation économique, il n'y a que ces deux derniers facteurs qui expliquent de façon statistiquement significative le niveau de satisfaction des individus avec les services municipaux (Voir les résultats de la régression dans l'Annexe I). Les services locaux sont donc positivement évalués par les citoyens à partir de leur propre standing économique. Ensuite, ils sont aussi positivement évalués à partir du sentiment de réussite matérielle que les individus ont. On peut conjecturer que les citoyens qui sont économiquement plus aisés que les autres sont à même de se procurer ces services soit en les payant matériellement ou en donnant quelque service en retour. Munis de moyens et de contacts, ils peuvent donc plus facilement se créer l'accès nécessaire aux services municipaux.

Même si les Haïtiens trouvent très peu de satisfaction à leurs demandes, ils participent malgré tout aux ‘affaires’ de leurs municipalités beaucoup plus que les citoyens de nombreux pays de la région qui pourtant éprouvent beaucoup plus de satisfaction avec leurs gouvernements locaux. La prochaine section présente une analyse relative à ce point.

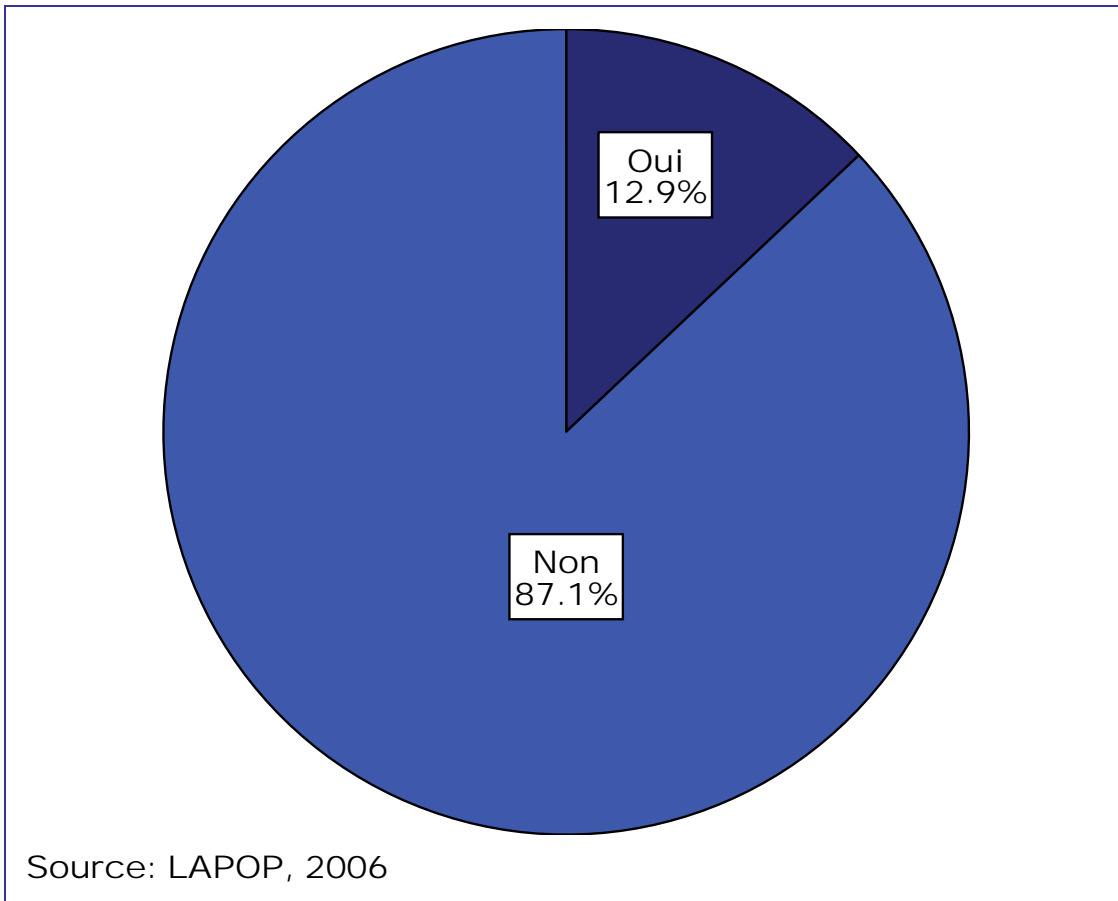
Participation des citoyens aux affaires des Municipalités

Assister à une rencontre est peut-être le niveau le plus simple de participation dans les affaires de sa communauté. Cette forme de participation est saisie par la question suivante:

NPI) Avez-vous participé à une rencontre organisée par la Municipalité, le Conseil Communal ou autre meeting fait par le Maire au cours des douze derniers mois?

1) Oui 2) Non 8) Ne sait pas

Le graphique VII-7 montre que la grande majorité des citoyens n’ont pas participé au cours des douze derniers mois à une rencontre organisée par la Municipalité (87.1%). Les citoyens qui sont actifs dans ce sens sont donc nettement en minorité au niveau des Municipalités (12.9%).



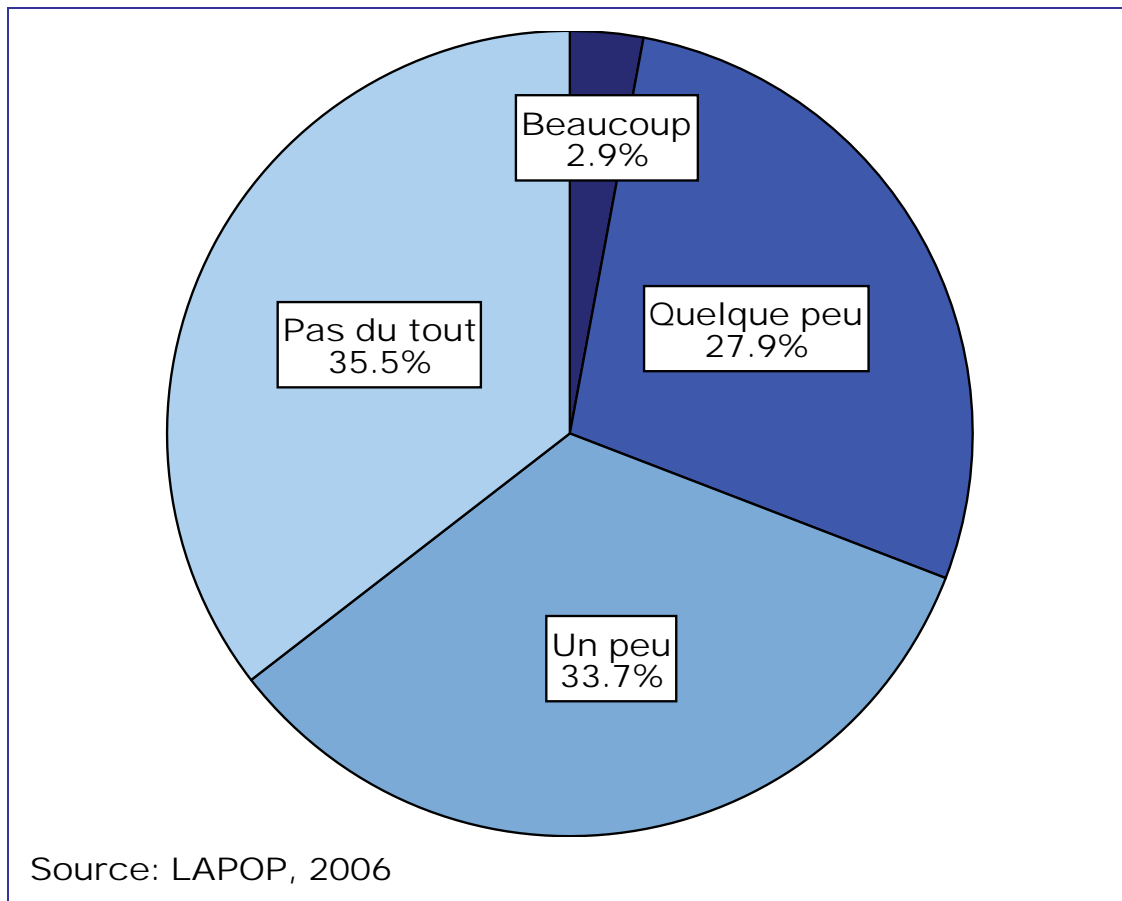
Graphique VII-7. Participation aux rencontres organisées par la municipalité

Les bons rapports qui peuvent s'établir entre la population locale et les instances de gouvernement local sont de nature à créer un climat de confiance entre les deux propice au processus de construction démocratique. Ainsi, le rapport de LAPOP 2006 sur le Mexique (qui a un meilleur score de gouvernance locale par rapport à plusieurs pays de l'Amérique Latine) insiste sur la fonction positive des échanges entre les citoyens et leurs leaders au niveau local pour l'implantation de la démocratie. Ces échanges bien sûr se trouvent largement facilités quand les gouvernants prennent en considération les demandes de la population locale. Aussi, le sondage LAPOP 2006 a-t-il essayé de déterminer cet aspect en formulant la question suivante:

NPIB. Jusqu'à quel point pensez-vous que les employés officiels de la municipalité prêtent leur attention à ce que les gens demandent dans ces rencontres?

- 1) *Beaucoup d'attention* 2) *un peu d'attention* 3) *un tout petit peu d'attention* 4) *aucune attention.*

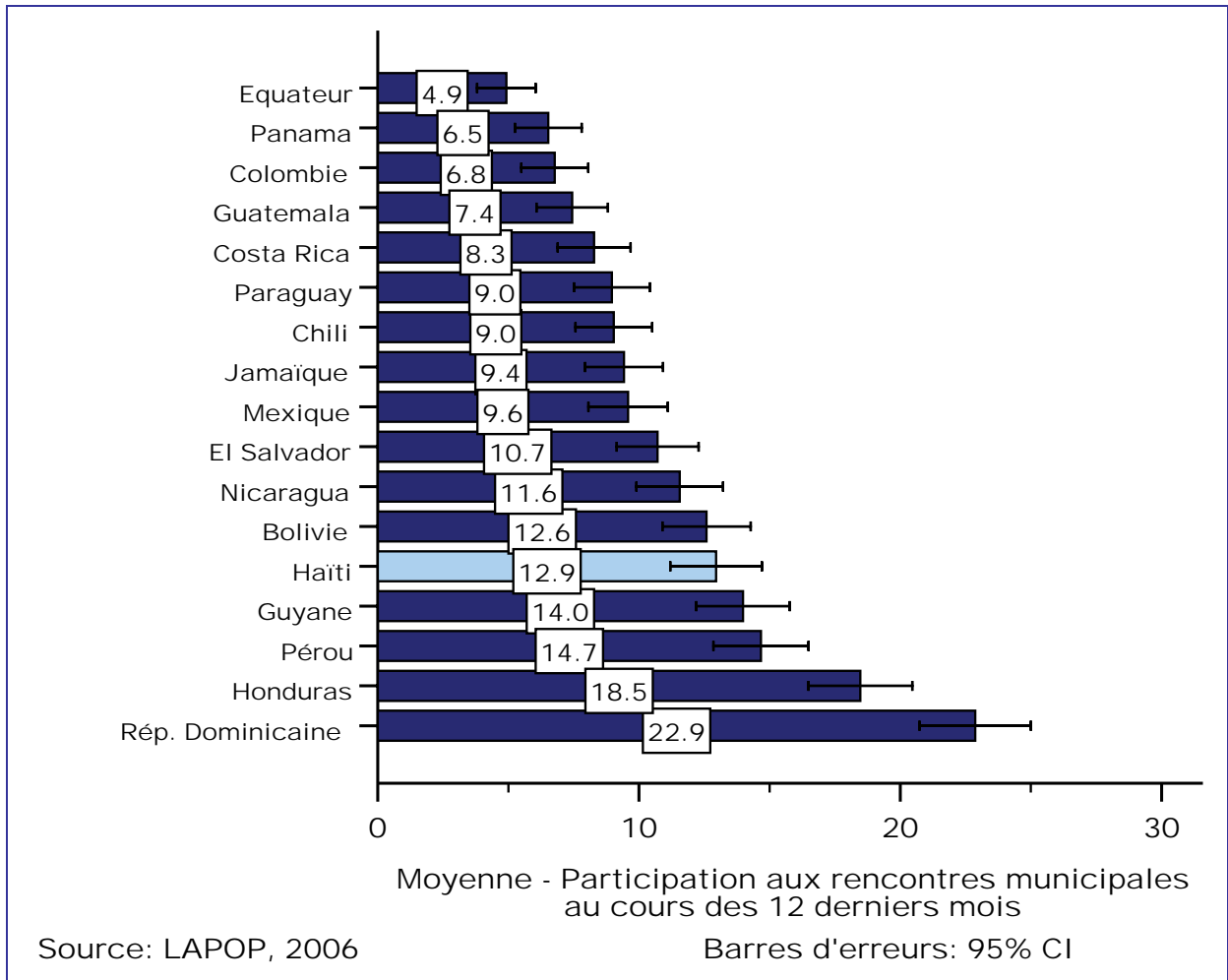
Près du tiers des citoyens pensent que leurs demandes sont prises en considération lors de ces rencontres avec la Municipalités (31%). La grande majorité ne le pense pas (70%) (Voir graphique VII-8).



Graphique VII-8. Pensez-vous que les employés officiels de la municipalité prêtent leur attention à ce que les gens demandent dans ces rencontres?

Les réponses ont été transformées en une échelle marquée par des scores allant de 0 (très peu d'attention) à 100 (beaucoup d'attention). Cette échelle a permis de classer les pays de la région de l'Amérique Latine et de la Caraïbe en fonction des scores obtenus. Le Graphique VII-9 montre que malgré le niveau d'insatisfaction qui sévit en Haïti avec les gouvernements locaux, elle ne se retrouve pas au bas de l'échelle par rapport aux autres pays de la région en ce qui a trait à la participation des citoyens aux affaires des Municipalités. En effet, quand on retient les rencontres municipales comme indicateurs, elle accuse un score moyen de 12.9, qui dépasse celui de la Jamaïque (score 9.4) et de la plupart des autres pays, mais se trouve nettement inférieure à la République Dominicaine (22.9).

Les différences statistiquement significatives entre pays sont plutôt rares. Ce qui montre que la participation aux rencontres municipales, bien que faible en général, est une préoccupation essentielle des citoyens dans la majorité de ces pays. Par exemple, Haïti avec une moyenne de 12.9 occuperait un niveau moyen de participation statistiquement différent seulement par rapport aux deux leaders, le Honduras (moyenne 18.5) et la République Dominicaine (moyenne 22.9). Elle a donc un large éventail de 'semblables' dont le Mexique (moyenne 9.6), le Salvador (10.7), le Nicaragua (11.6) et la Bolivie (12.6) qui pourtant la dépasse de loin en matière de satisfaction avec la performance des gouvernements locaux. A noter que la République Dominicaine est le seul pays à avoir cette impressionnante cuisine politique au niveau des rencontres locales: elle n'est comparable à aucun autre.



Graphique VII-9. Participation aux rencontres municipales dans une perspective comparative

Déterminants de la participation des citoyens aux rencontres municipales

L'analyse quantitative a considéré comme déterminants potentiels de la participation des citoyens aux rencontres municipales.⁵⁰ premièrement, les facteurs se rapportant à leur background (le niveau d'éducation des citoyens, leur sexe, leur qualité de vie économique en fait de biens (actifs) possédés, leur âge) ; deuxièmement, les facteurs se rapportant à leur vie politique active (le fait d'avoir essayé de convaincre d'autres citoyens de voter, le fait de mener campagne pour un candidat particulier); et finalement, d'autres facteurs plus généraux tels que l'écoute des émissions radiophoniques, les diverses sites de résidence, etc.

Les résultats montrent que seul le second groupe de déterminants affecte de façon statistiquement significative la participation des citoyens aux rencontres organisées par les

⁵⁰ Voir Annexe II.

Municipalités. Tout se passe comme si on se rend dans les rencontres pour pouvoir augmenter son capital politique.

La participation des citoyens aux prises de décisions et au contrôle de l'implantation des politiques qui en découlent au niveau local est à coup sûr importante pour la construction démocratique, comme le dit la Constitution de 1987. Cette participation crée aussi un espace où les leaders locaux peuvent légitimer leurs positions aux yeux des populations locales. La prochaine section se propose donc de jeter un peu de lumière sur ce sujet.

Support potentiel accordé par les citoyens à une éventuelle politique de décentralisation

Le support que les citoyens peuvent donner à la décentralisation est mesuré à deux niveaux :

- leur attitude vis-à-vis de l'allocation des ressources du pays ; et
- leur prédisposition à payer des taxes pour l'auto-gouvernance locale.

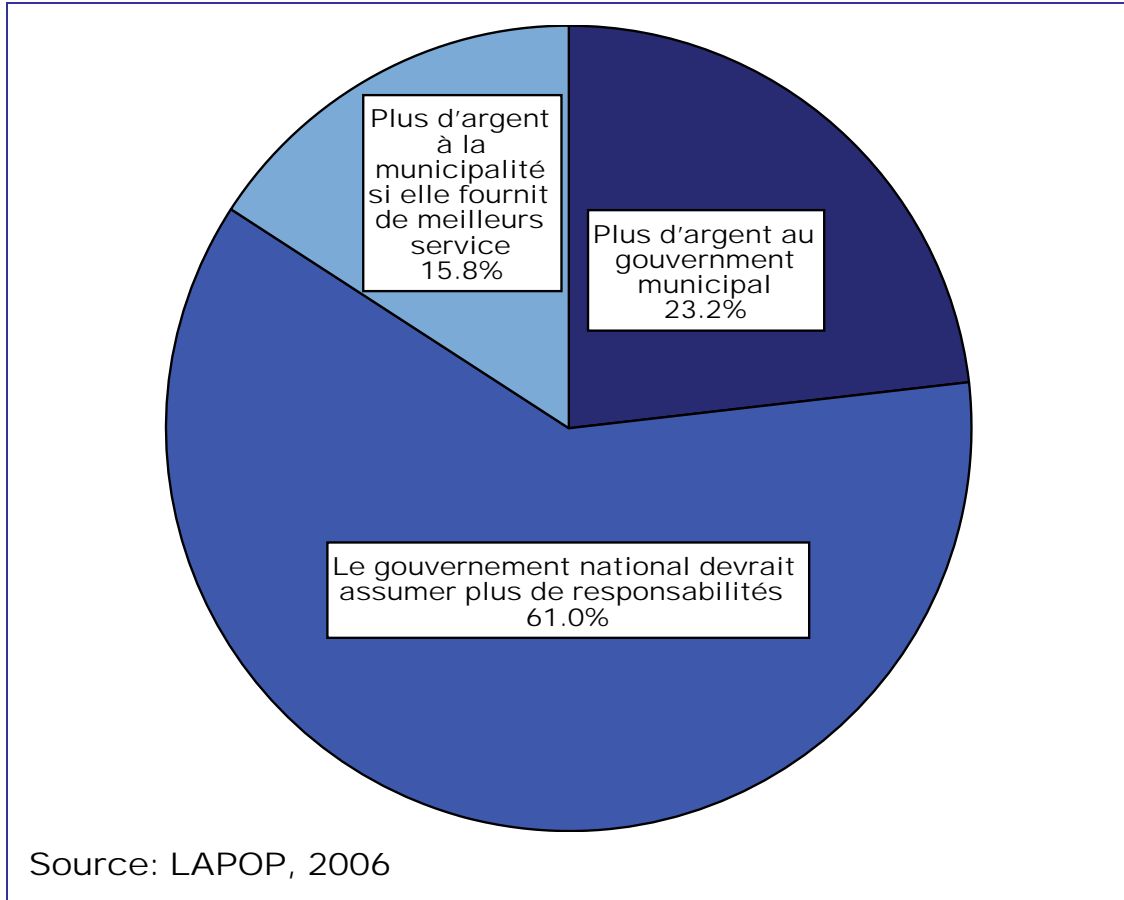
Attitude vis-à-vis de l'allocation des ressources

La question suivante permet de mesurer l'attitude des citoyens vis-à-vis de l'allocation des ressources :

LGL2. Selon vous, la municipalité devrait avoir plus d'argent et plus de responsabilités ou le gouvernement national devrait assumer plus de responsabilités et du même coup fournir les services à la municipalité ?

- 1) *plus d'argent au conseil municipal*
- 2) *le gouvernement national devrait assumer plus de responsabilités*
- 3) *on ne devrait rien changer*
- 4) *plus d'argent à la municipalité si elle fournit de meilleurs services.*

Les réponses sont présentées de façon générale et ventilées en fonction des collectivités territoriales. Les deux graphiques ci-dessous (VII-10 et VII-11) montrent les résultats. Étonnamment, la majorité des citoyens pensent que le gouvernement national devrait assumer plus de responsabilités dans la fourniture et la distribution des services aux municipalités (60.8%). Près du quart des citoyens déclarent que plus d'argent devrait être alloué à ces dernières (23.1%). Un plus faible (mais substantiel) pourcentage d'entre eux conditionnent l'argent que les municipalités devront recevoir de la métropole à la bonne qualité des services qu'elles pourront fournir (15.8%). Il y a tout de même une poussière d'opinions venant des conservateurs (moins de 0.5%) à souhaiter que les choses ne changent pas.

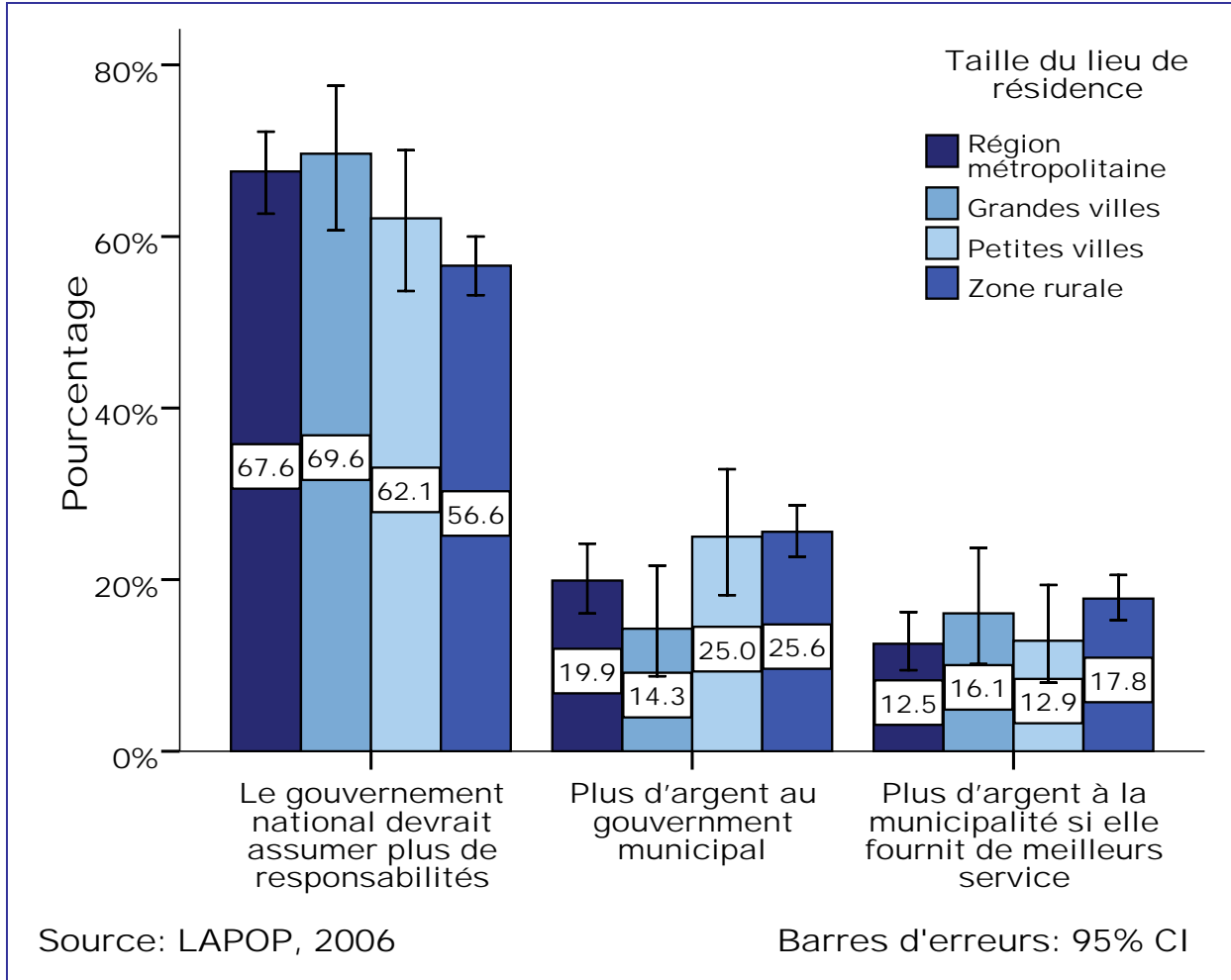


Graphique VII-10. Attitude vis-à-vis de l'allocation des ressources aux municipalités

Cette attitude centralisatrice ne varie pas tellement selon les sites de résidence parce que, mis à part les sites ruraux, les 2/3 des citoyens résidant dans les collectivités partagent l'idée de conférer plus de responsabilités au gouvernement national (grappe gauche du graphique VII-11). Cependant, les milieux ruraux ne se distinguent pas des petites villes dans leur support relativement hésitant à cette idée, mais des grandes villes et de la région métropolitaine qui semblent s'en faire les champions.

Il y a une faible unanimité (traduite par un pourcentage faible de gens ne dépassant pas les 25%) dans tous les sites autour de l'option qui veut qu'on donne plus d'argent au gouvernement municipal. Il y a encore une plus faible unanimité autour de l'option qui conditionne cet argent en fonction de l'efficacité des services.⁵¹

⁵¹ Il y a lieu de noter que ces gouvernements locaux, lors des enquêtes, n'ont pas été élus mais nommés. Peut-être que les réponses auraient été différents s'ils étaient élus.



Graphique VII-11. Attitude vis-à-vis de l'allocation des ressources aux municipalités, par région

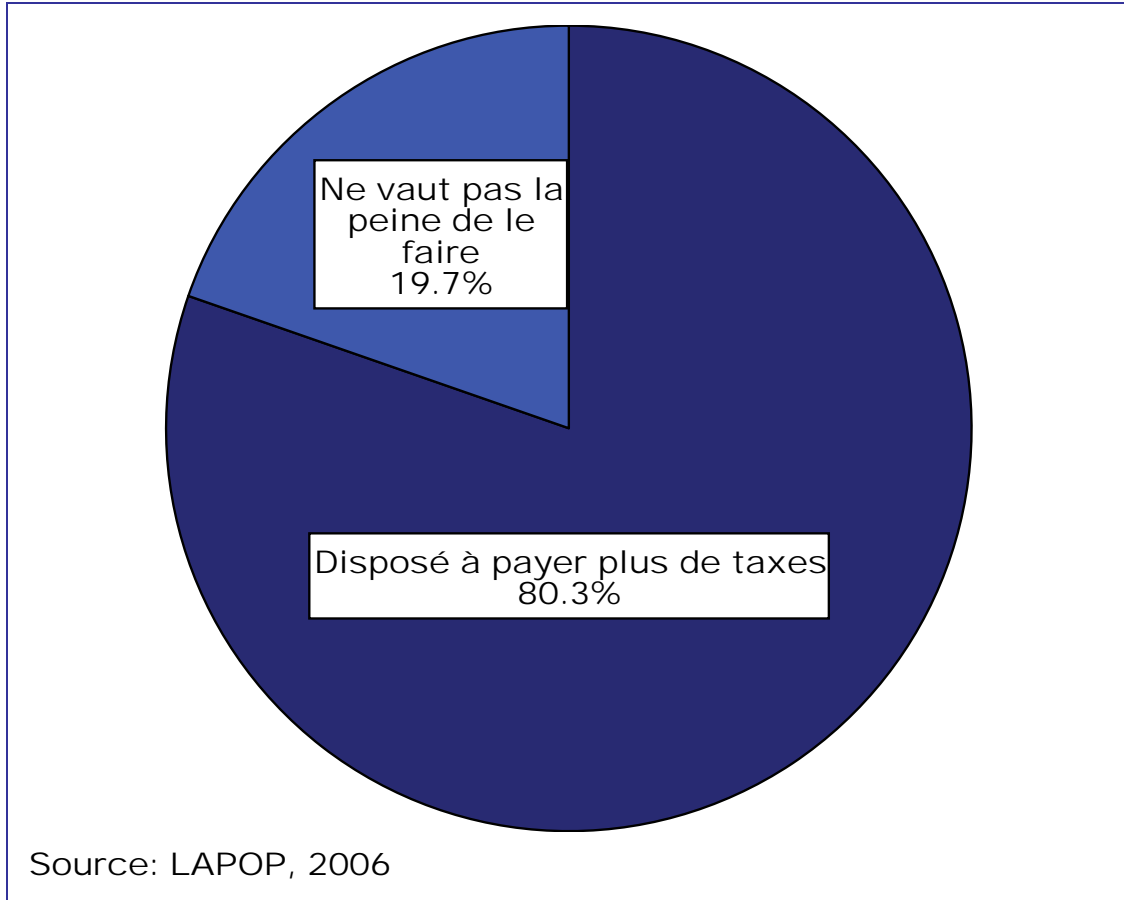
Prédisposition des citoyens à payer des taxes pour l'auto gouvernance locale

La prédisposition de citoyens à payer les frais pour l'implantation de l'auto gouvernance locale est mesurée par la question suivante:

LGL3-Seriez-vous disposé à payer plus de taxes à la Municipalité pour qu'elle fournisse de meilleurs services ou croyez-vous qu'il ne vaudrait pas la peine de le faire ?

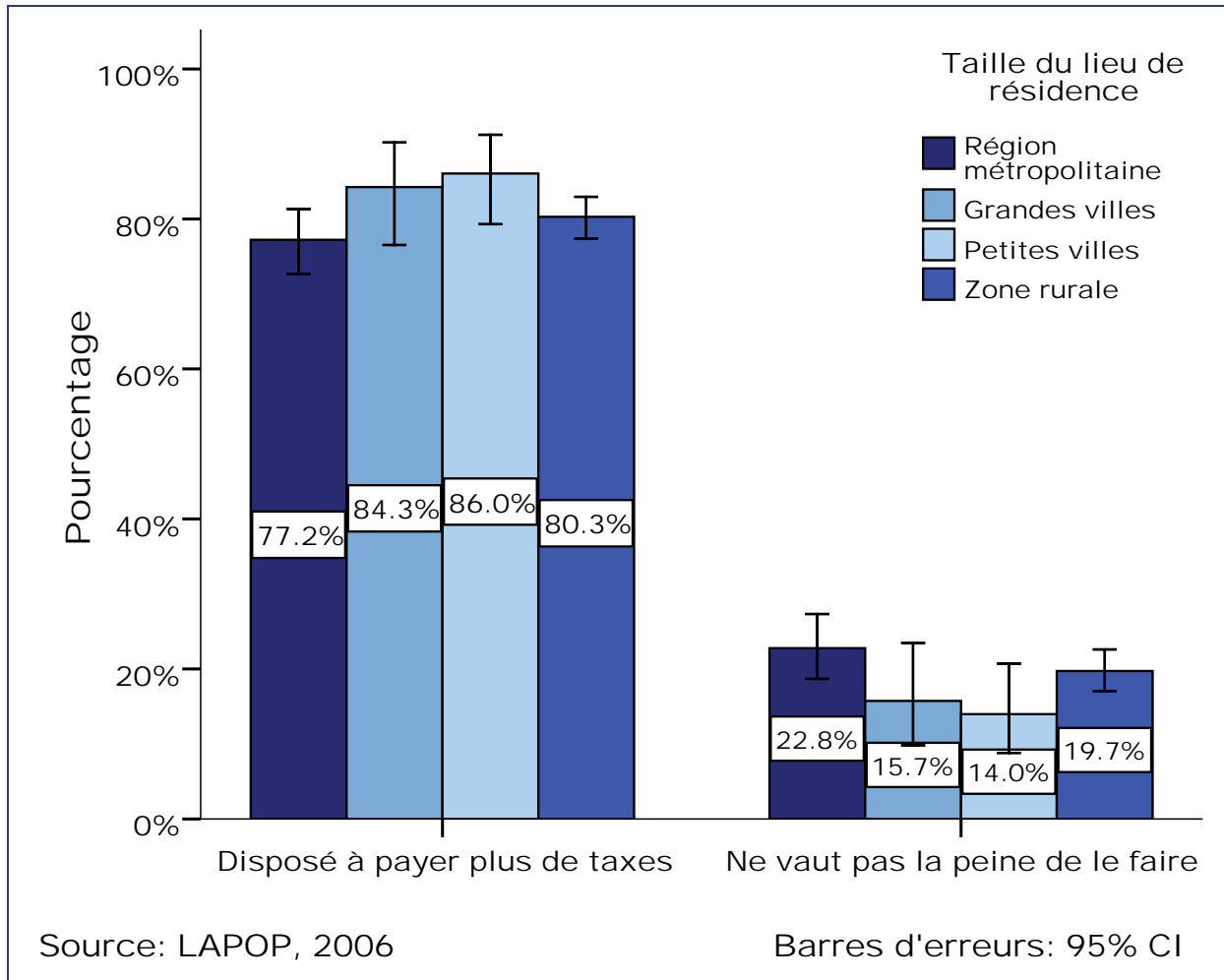
- 1) *disposé à payer plus de taxes*
- 2) *ne vaut pas la peine de le faire*
- 8) *ne sait pas*

Le Graphique VII-12 révèle que la grande majorité des citoyens sont disposés à payer plus de taxes pour avoir les services qui leur sont nécessaires dans les Municipalités (80.3%) ; une minorité assez significative pense que cela ne vaudrait pas la peine (19.7%).



Graphique VII-12. Prédilection des citoyens à payer des taxes pour l'auto gouvernance locale

Cette attitude positive en faveur de l'auto détermination locale ne varie pas beaucoup quand on prend en considération la diversité des sites de résidence. La grappe de droite de la charte ci-dessous (VII-13) montre que dans tous ces sites les citoyens sont dans leur grande majorité (au moins 77%) unanimes à vouloir payer plus de taxes en échange de services plus efficaces au niveau des municipalités. Les pessimistes sont aussi indistinctement unanimes, mais ils forment une minorité à déclarer qu'une pareille démarche ne vaudra pas la peine (entre 14% et 23%).



Graphique VII-13. Prédiposition des citoyens à payer des taxes, par région

Déterminants du support pour la décentralisation

Quand on considère les facteurs suivants : le niveau d'instruction des citoyens, leur âge et sexe, leurs demandes et la satisfaction de ces dernières, leur statut économique, l'importance démographique des sites de résidence, il n'y a que la dimension des sites qui détermine de façon substantielle et statistiquement significative le support que les résidents sont prêts à donner à la décentralisation.⁵²

⁵² Voir Annexe III.

Conclusion

L'analyse précédente a montré que le niveau de satisfaction avec les services fournis par les gouvernements locaux est faible dans le pays, et ce, quelle que soit la dimension des sites de résidence. Elle est aussi très faible au niveau régional. Malgré tout, les citoyens évaluent positivement ces services à partir de leur propre standing économique et du sentiment de réussite matérielle qu'ils éprouvent. Ce qui supporte la thèse qui veut qu'un certain niveau de croissance économique équitable est nécessaire pour implanter la démocratie dans un pays.

Comme souligné au chapitre III, la demande dépasse de loin l'offre en matière de démocratie en Haïti. La participation aux rencontres municipales est une préoccupation essentielle des acteurs politiques dans la majorité des pays de la région. Nous avons vu qu'elle se cantonne à une minorité de gens en Haïti. Toutefois, pris dans son contexte régional, la participation aux rencontres municipales en Haïti est loin d'être faible. Les gens participent aux rencontres municipales en dépit du fait que les Municipalités ne peuvent pas répondre à leurs besoins. Tout se passe comme si on se rend dans les rencontres pour pouvoir augmenter son capital sociopolitique. Ces prises de contacts furtifs peuvent donc créer pour eux l'accès à d'autres groupes ou organisations au niveau local (Granovetter 1973), ce qui peut élargir leur réservoir potentiel de sympathisants politiques.

Le support que les populations locales entendent apporter à la décentralisation est en apparence teinté d'ambivalence. En effet, d'un côté, les citoyens pensent que le gouvernement national devrait assumer ses responsabilités en fournissant plus de services aux collectivités. De l'autre, ils sont d'avis à ce que les résidents payent plus de taxes pour avoir accès aux services. Comment concilier ces deux tendances en apparence contradictoire?

La décentralisation et l'auto gouvernance constitue les deux revers d'une même médaille: on peut donc tout exiger du gouvernement central et du même coup être prêt à payer localement ses taxes pour avoir sa propre autonomie. Autrement dit, les résidents des collectivités ont l'air de comprendre le principe de dévolution des responsabilités qui veut que ce qui peut se régler à un niveau bas de la hiérarchie n'a pas besoin d'être transféré à un niveau plus élevé. Et ils seraient prêts à en faire l'expérience. Cette attitude constitue certainement un support favorable à l'implantation de la décentralisation dans le pays, l'une des conditions essentielles de la consolidation de son processus de démocratisation exigée par la Constitution de 1987.

Bibliographie

Almond, Gabriel A., and Sidney Verba. *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Princeton: Princeton University Press, 1963.

ARD. *La démocratie locale en Haïti: Évaluation du statut-quo et perspectives sur développement des capacités de gouvernance locale. Volume I*. USAID/Haïti, Rapport Principal de Projet préparé par Associates in Rural Development, Inc., 1996.

Dahl, Robert A. *On democracy*. New Haven: Yale University Press, 1998.

DAI. *Political Will for Decentralization*. USAID/Haïti. Rapport principal de projet préparé par Development Alternatives, Inc., 2000.

Granovetter, Mark (1973), 'The strength of weak ties.' *American Journal of Sociology*, Vol 78 (1973):1360-80.

Jadotte, Hérard et Yves-François Pierre. "Haïti: What kind of peace is possible? Local democratic governance and sustainable peace." (Forthcoming chapter IV in a book to be published by the North South Institute [NSI], Ottawa, Canada), 2006.

Pierre, Yves-François. "A test of some hypotheses on agrarian exchange labour in Haïti." *Social and Economic Studies*, Vol 54: 1 (2005) University of the West Indies, Mona, Jamaica.

Smucker Glenn et Dathis Noriac. *Organisations Paysannes en Haïti. Tendances et Implications*. Port-au-Prince, Haïti : Editions la Ruche. Comité Haïtien de Développement. Institut de Consultation, d'Évaluation et de Formation. Inter-American Foundation, 1995.

Victor, Jean André. *Synthèse de la Législation et des Politiques Environnementales*. Manuscript: Port-au-Prince, Haïti, 2006.

Annexes

Tableau VII-1. Résultats du modèle de régression - Satisfaction envers les services du gouvernement local

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta	B	Erreur standard
(constante)	27.207	2.977		9.140	.000
Genre (Masculin)	-.472	1.136	-.011	-.415	.678
Age (q2)	-.053	.046	-.033	-1.156	.248
Education (ED)	-.216	.148	-.047	-1.462	.144
Richesse	1.546	.394	.133	3.923	.000
Taille du lieu de résidence (TAMANOR)	.604	.354	.052	1.706	.088
Evaluation de la situation économique du pays (soct1r)	.064	.031	.065	2.071	.039
Evaluation de la situation économique personnelle (idio1r)	.110	.032	.112	3.472	.001
R-carré ajusté=0.216 N= 1286					

a Variable dépendante : sgl1r Satisfaction envers les services du gouvernement local

Tableau VII-2. Résultats du modèle de régression - Participation aux rencontres municipales au cours des 12 derniers mois

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta	B	Erreur standard
(constante)	-1.817	4.850		-.375	.708
Genre (Masculin)	1.550	1.854	.023	.836	.403
Age (q2)	.145	.075	.057	1.948	.052
Education (ED)	.256	.241	.035	1.066	.287
Richesse	-.672	.626	-.036	-1.075	.283
Taille du lieu de résidence (TAMANOR)	.229	.580	.012	.395	.693
Nouvelles à la radio (a1r)	.022	.027	.023	.813	.417
Persuadé les autres à aller voter (pp1r)	.173	.035	.142	4.904	.000
Travaillé pour un parti ou candidat(pp2r)	.136	.027	.149	5.045	.000
R-carré ajusté=0.247 N= 1276					

a Variable dépendante : np1r Participation aux rencontres municipales au cours des 12 derniers mois

Tableau VII-3. Résultats du modèle de régression - Appui à la décentralisation

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta	B	Erreur standard
(constante)	26.651	7.907		3.370	.001
Genre (Masculin)	-1.625	2.965	-.017	-.548	.584
Age (q2)	-.025	.121	-.006	-.203	.839
Education (ED)	.082	.390	.007	.210	.833
Richesse	-.758	.995	-.028	-.761	.447
Taille du lieu de résidence (TAMANOR)	2.802	.927	.102	3.025	.003
Confiance envers la municipalité (b32r)	-.049	.058	-.026	-.847	.397
Demande d'aide au gouvernement local (np2r)	.126	.045	.084	2.770	.006
Satisfaction envers les services du gouvernement local (sg11r)	.130	.072	.056	1.798	.072
R-carré ajusté=0.247 N= 1276					

a Variable dépendante : lg12r Appui à la décentralisation

VIII. Comportement Electoral des Haïtiens

Introduction

La littérature politique retient le vote comme l'un des facteurs essentiels dans la construction et/ou consolidation d'un régime démocratique de gouvernement.⁵³ Dans un contexte de construction ou de consolidation démocratique, le vote est non seulement une expression de libertés civiles, mais aussi une expression de droits politiques (Bratton 2005).⁵⁴ Le vote représente un clivage politique dans la mesure où il exprime des enjeux, des différences de politique générale et d'identification politique, qui renvoient à des divisions sociales, religieuses, culturelles et économiques persistant au sein d'une société (Franklin, Mackie, Valen et al. 1992). Ainsi, au lieu de le considérer comme un acte individuel, le vote doit être vu comme un produit social, qui répond à toute une série d'attentes émanant de 'milieux' dans lesquels s'insère le futur votant. Mis à part les zones de résidence, ces milieux s'étalent de sa famille immédiate jusqu'au groupement politique auquel il peut être affilié. S'intercalant entre ces deux extrêmes, on trouve ses parents, ses compagnons de travail, ses amis, ses voisins, etc. Autant de 'milieux' à même d'influer sur le vote d'un individu, de le sanctionner ou le récompenser (par leur approbation ou désapprobation) au cas où il aurait accompli (ou n'aurait pas accompli) ce devoir civique. C'est dire qu'il y a tout un ensemble de réseaux de relations qui sous-tendent le vote en tant que tel.⁵⁵

Nombre de sondages sur les comportements électoraux présentent toute une série de facteurs (démographiques, religieux, éducatifs, économiques, sociaux et culturels) en tant que déterminants,⁵⁶ Cela revient à dire qu'en plus de ces facteurs 'traditionnels', il y a lieu de faire ressortir aussi les tissus de relations les plus saillants dans la détermination du vote d'un individu parce que ces relations peuvent donner lieu entre futurs votants à des échanges de points de vue qui finissent par homogénéiser leurs attitudes et comportements au niveau des votes.⁵⁷ Ainsi, l'affiliation politique des individus, leur participation à des groupes, leur capacité de convaincre les gens d'aller voter pour tel ou tel candidat sont aussi de mise dans une étude sur les comportements électoraux.

En outre, l'optimisme ou le pessimisme des gens en ce qui a trait à l'implantation d'un régime constitutionnel démocratique, à l'amélioration du pays et de leurs conditions de vie, leur

⁵³ Voir, par exemple, Bratton (2005).

⁵⁴ These two factors are retained by Bratton as indicators of the nature of a political regime. Voir Michael Bratton (2005 spécialement pp 12-15).

⁵⁵ Voir les rapports du Projet d'Opinion Publique de l'Amérique Latine (LAPOP) sur le site (www.lapopsurvey.org)

⁵⁶ Voir, par exemple, Franklin, Mackie, Valen et al., 1992, pp. 8-32.

⁵⁷ Ces réseaux peuvent permettre de voir comment les potentiels votants peuvent s'organiser en clique avec des orientations et des comportements déterminés. D'un autre côté, l'homogénéisation des votes, par exemple, peut être fonction non seulement des cliques mais aussi des positions similaires qu'occupent les individus dans un réseau de relations lors même qu'ils ne formeraient pas une clique. (Voir Ronald Burt et Michael Minor (eds), 1982. *Applied Network Analysis: Structural Methodology for Empirical Social Research*. Beverly Hills, California :Sage Publications).

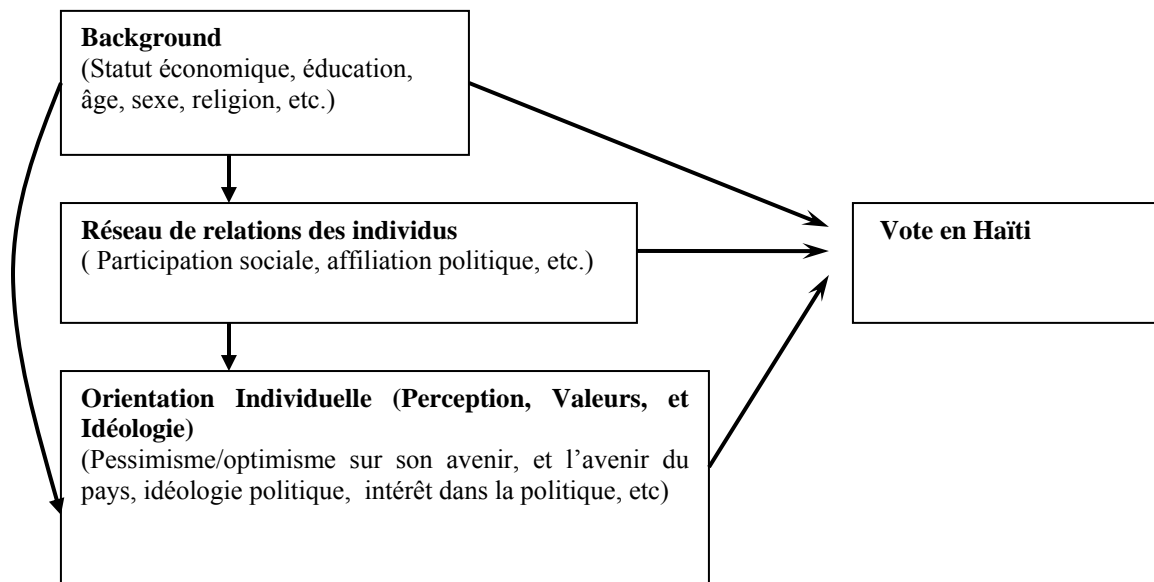
idéologie et intérêts politiques, leurs sites de résidence, leurs perceptions concernant leurs droits politiques et leurs libertés civiles, la confiance faite aux partis politiques et aux candidats, leurs perception et évaluation du gouvernement et de son efficacité constituent autant d'autres facteurs qui peuvent influencer leur vote (voir, par exemple, les rapports LAPOP 2006).

Ce chapitre présente donc d'abord une description du comportement électoral des Haïtiens tout en analysant les facteurs qui y sont liés. Plus spécifiquement, nous considérons en premier lieu le vote des Haïtiens lors des élections de Février 2006. En second lieu, une analyse de la confiance placée dans les partis politiques. En troisième lieu, une évaluation du gouvernement. Et finalement, une analyse de l'efficacité du gouvernement.

Schémes de comportement électoral

De ce qui précède il y aurait trois ensembles de facteurs, dans l'explication des votes: ceux qui sont liés au 'background' des gens; à leur affiliation politique et participation sociale; et, enfin à leurs représentations ou perceptions. Ces trois classes de facteurs donneraient lieu au modèle hypothétique plus bas.

Relations Hypothétiques entre les Déterminants du Vote



Autrement dit, le vote serait fonction de ces trois classes de facteurs avec les facteurs liés au background des individus comme déterminants 'en dernière instance' et les deux autres servant de 'facteurs intervenants' aux deux premiers. Nous présentons dans cette section le vote, mais après les intentions de vote puisqu'il peut y avoir un écart entre les deux. Ensuite, nous prenons en considération des facteurs déterminants du vote en tant que tel.

Intentions de vote

Le comportement électoral est saisi à partir des intentions de vote et des votes eux-mêmes. Dans les séries de sondage LAPOP 2006, les intentions de vote et le vote sont mesurés à partir des questions suivantes :

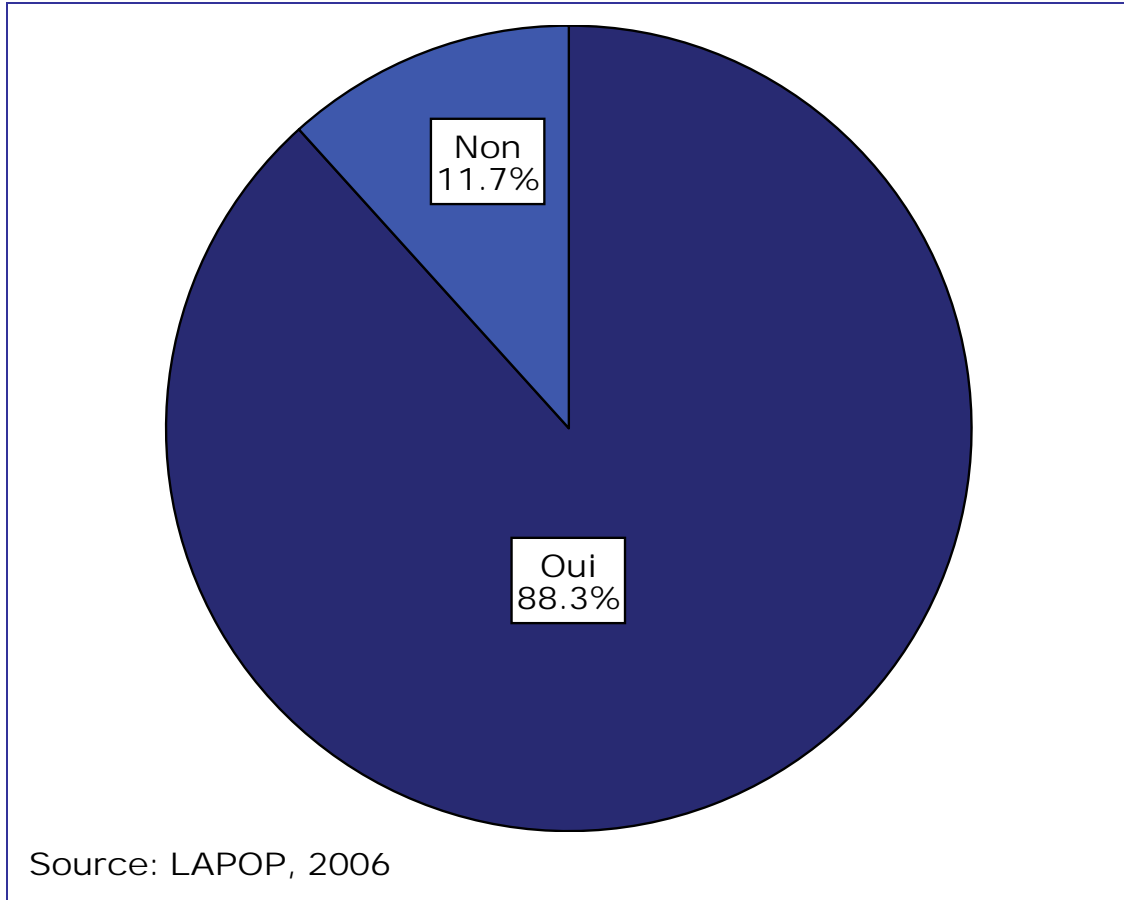
L'intention de vote:

VBI : Vous êtes-vous fait enregistrer pour voter ?

- 1) *Oui*
- 2) *Non*
- 3) *En cours*
- 8) *Ne sait pas*

Dans le cas d'Haïti, le Graphique VIII-1 montre que la grande majorité 88.3% des citoyens (88.3%) se sont fait enregistrer pour voter. Il n'y a qu'un faible pourcentage qui ne l'avait pas fait (11.7%). Ces pourcentages traduisent l'intention des Haïtiens de participer aux joutes électorales. Mais, il y a eu des doutes en la matière. Puisque grand nombre d'entre eux n'ont pas de pièces d'identité en tant que citoyens, le Conseil Electoral Provisoire leur avait permis de se faire identifier par deux autres citoyens au cas où ils avaient voulu se faire enregistrer. En conséquence, il y a eu beaucoup de rumeurs concernant la participation effective des Haïtiens aux dernières élections de 2006. D'aucuns disaient que la plupart d'entre eux n'allaient pas effectivement voter mais seulement se faire enregistrer pour pouvoir tirer de l'Etat une pièce d'identité valable, la carte électorale.

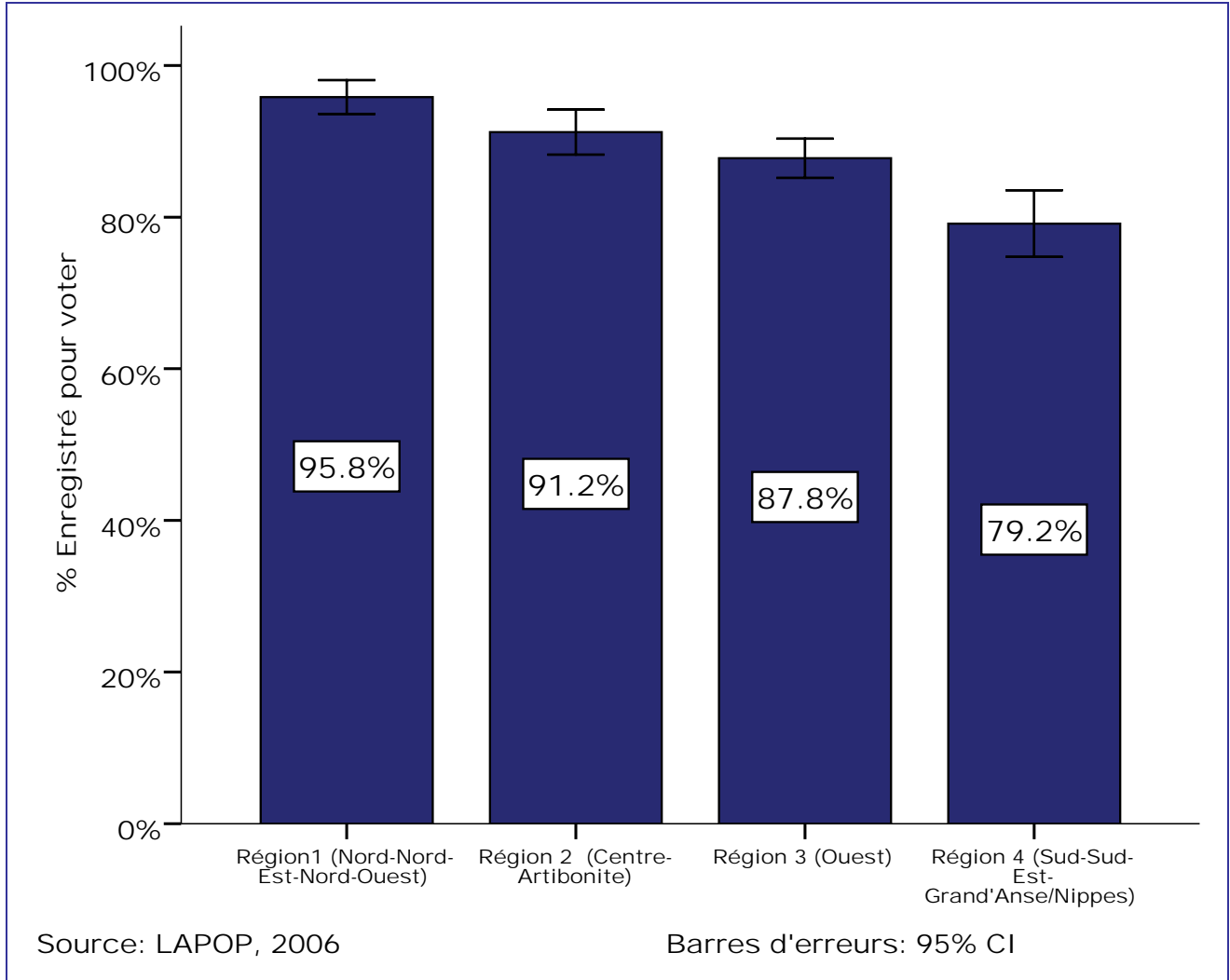
La rumeur semble tenir à travers le pays parce que les gens se sont fait enregistrer partout, faisant fi de toutes les difficultés que posait l'accès aux bureaux d'enregistrement. Les 'lignes de gens' étaient, en effet, longues à n'en plus finir et il s'en est suivi pas mal de bousculades. Ceci ne s'est pas passé seulement à Port-au-Prince et dans les environs de la région métropolitaine mais dans toutes les régions du pays. C'est pourquoi, nous allons ventiler plus bas cette course effrénée aux bureaux d'enregistrement selon les sites de résidence.



Graphique VIII-1. Vous êtes-vous fait enregistrer pour voter?

Quand on distribue les intentions de vote par région, on peut voir que leur pourcentage décline au fur et à mesure qu'on laisse la région I pour aller à la région 4. La figure VIII-2 montre en effet, que la Région Nord et la Région Centre ont eu les plus forts pourcentages d'enregistrés (respectivement 95.8% et 91.2%). Toutefois, la Région Ouest et la Région Sud ont aussi révélé de forts pourcentages d'enregistrés (respectivement 87.8% et 79.2%). Ainsi, partout dans le pays, les Haïtiens avaient manifesté leur intention d'aller voter.

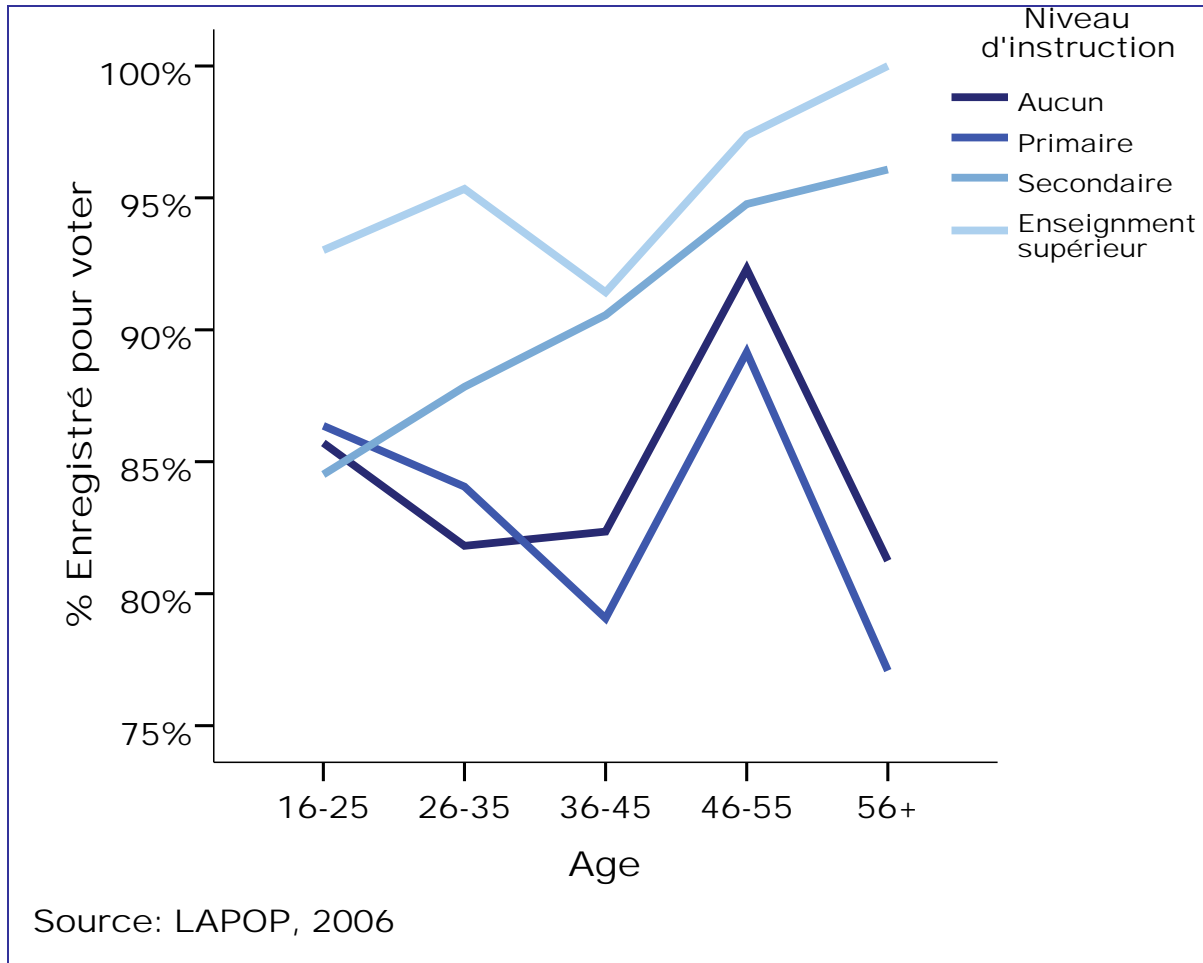
Mais étant donné cette large majorité écrasante, on ne saurait dire à coup sûr que tous les Haïtiens qui ont manifesté cette intention ont été aux bureaux d'enregistrement rien que pour prendre leurs cartes électorales. Un regard même furtif sur les lignes de gens qui voulaient se faire enregistrer suffisait pour montrer qu'il y en avait de toutes les couches sociales, noirs comme mulâtres, riches comme pauvres, lettrés et non lettrés, jeunes comme vieux. Mais dans la mêlée, il eut été impossible d'en dégager leur profil exact. Si l'on retient deux facteurs, relativement facile à saisir empiriquement, tels que l'âge et l'éducation, on peut s'en faire une idée.



Graphique VIII-2. Pourcentage des sondés qui se sont enregistrés pour voter lors des dernières élections présidentielles, par région

Quand on considère les intentions de vote en fonction de l'éducation et de l'âge simultanément, le Graphique VIII-3 montre tout un panorama d'interactions entre ces facteurs et les intentions de vote. D'abord, on peut voir que les Haïtiens se sont fait enregistrer à tous les niveaux d'âge et d'éducation en très grand pourcentage. Cependant, ceux qui ont un niveau d'éducation plus élevé se sont fait enregistrer beaucoup plus que ceux qui n'avaient fait que leur secondaire. Par exemple, le pourcentage de ceux qui ont une éducation très avancée s'étale au haut du graphique dans les parages de plus de 90% à 100%. Tandis que le pourcentage de ceux qui ont été jusqu'au niveau du secondaire s'étale de 75% environ pour s'arrêter un petit plus au-delà de 95%. D'un autre côté, les deux lignes brisées en V inversé se situent en dessous des lignes de niveaux supérieur et secondaire d'éducation. Ce qui montre que ceux qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école ou qui ont un niveau primaire d'éducation ne se sont pas fait enregistrer autant que les autres. Toutefois, il y a un fait intéressant à noter c'est que en matière d'enregistrement les primaires se comportent de façon similaire aux analphabètes et les secondaires, à un certain niveau de façon similaire aux supérieurs. Ce qui nous amène à prendre en considération l'effet de l'âge pour pouvoir spécifier de pareils comportements électoraux.

Quand on fait intervenir le facteur âge, la figure montre que ceux qui ont été au niveau du secondaire avaient tendance à s'enregistrer au fur et à mesure qu'ils étaient plus vieux que les autres tandis que ceux qui ont été au niveau supérieur partagent la même tendance, mais seulement à un niveau d'âge avancé se situant entre 36 et 45 ans, et à partir de 55 la course aux bureaux d'enregistrement s'était accentuée dans les deux camps, bien que un peu plus rapide chez ceux qui ont été dans les écoles supérieures. Ce schème fait penser au fait qu'ils auraient un intérêt particulier dans le 'marché politique' pour autant que leur chance de se faire une vie dans l'administration publique du pays en dépende plus pour eux que pour les autres.



Graphique VIII-3. Pourcentage des sondés qui se sont enregistrés pour voter lors des dernières élections présidentielles, par âge et niveau d'instruction

Comme nous l'avons déjà souligné, les non éduqués et les 'primaires' se comportent aussi de façon similaire les uns par rapport aux autres. Mais là aussi, il y avait des différences de comportement dans ces deux groupes. Par exemple, dans les deux groupes, le niveau d'enregistrement qui s'élevait à un peu plus de 85% parmi les tout jeunes (de 18 à 25 ans), connaissait un déclin rapide aux environs de 26 à 35 ans pour s'arrêter chez les primaires entre 36 et 45 ans et un peu plus tôt chez les non lettrés, entre 26 et 35 ans. C'est dire que dans les deux groupes entre 26 et 45 ans, le processus d'enregistrement déclinait avec l'âge. A partir de 45 jusqu'à 55 ans, il y a eu un fort intérêt dans l'enregistrement chez ces groupes, mais plus intense chez les non lettrés. Lequel intérêt diminue drastiquement à partir de cet âge. Ce qui fait

un contraste percutant avec les éduqués (supérieurs et secondaires) qui ont pris un envol politique plus accentué dans l'enregistrement à partir de 46 ans. Cet envol était comme le montre le graphique un peu plus intense chez ceux qui ont fait un niveau supérieur d'éducation. Mais, comme nous l'avons dit, entre les intentions de vote et le vote, il peut y avoir des écarts. Il convient donc d'aller aux faits et considérer le vote effectif des gens.

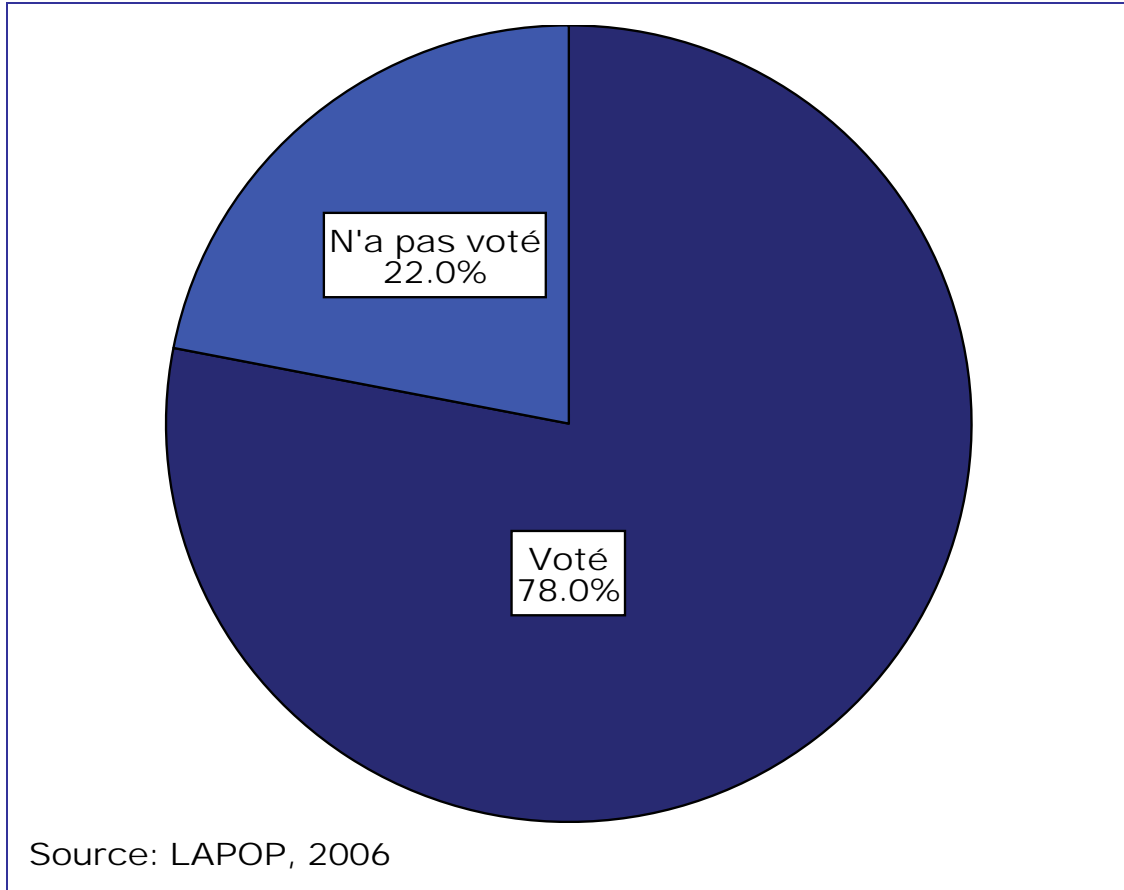
Le vote chez les citoyens haïtiens aux dernières élections présidentielles

Pour réitérer, LAPOP a mesuré le vote chez les Haïtiens en leur demandant :

VB2 :Avez-vous voté lors des dernières élections présidentielles ?

- 1) *Voté*
- 2) *N'a pas voté*
- 8) *Ne sait pas*

Les votes ont suivi de très près les intentions de vote parce qu'une très grande majorité de citoyens ont été effectivement voté (78%). Il n'y a eu que 22% à n'avoir pas voté (voir graphique VIII-4). Ce schème détruit toutes sortes de rumeurs que l'enregistrement électoral avait produites dans la bouche des gens. Il est clair que les Haïtiens sont conscients des enjeux électoraux parce que la qualité de leur vie en dépend. On ne peut pas dire que les éléments du 'peuple' s'est fait enregistrer seulement pour avoir accès à des services publics une fois qu'ils ont leur carte électorale.



Graphique VIII-4. Avez-vous voté lors des dernières élections présidentielles?

Le suffrage universel est l'une des prérogatives essentielles que confère aux Haïtiens la constitution de 1987 à l'élaboration de laquelle ils avaient participé par le biais de leurs délégués. Et la question du choix des leaders politiques est pour eux cruciale dans la mesure où il leur donne la possibilité de participer à la formation des instances appelées à diriger le corps social. Ainsi, ils ont été voté en grand pour plusieurs raisons : qui ont choisi leurs candidats parce qu'à leurs yeux ils étaient vertueux, qui d'autres misaient plutôt sur les lignes politiques ou idéologiques. La section qui vient nous permet de nous faire une idée de l'importance de ces raisons pour les uns et pour les autres.

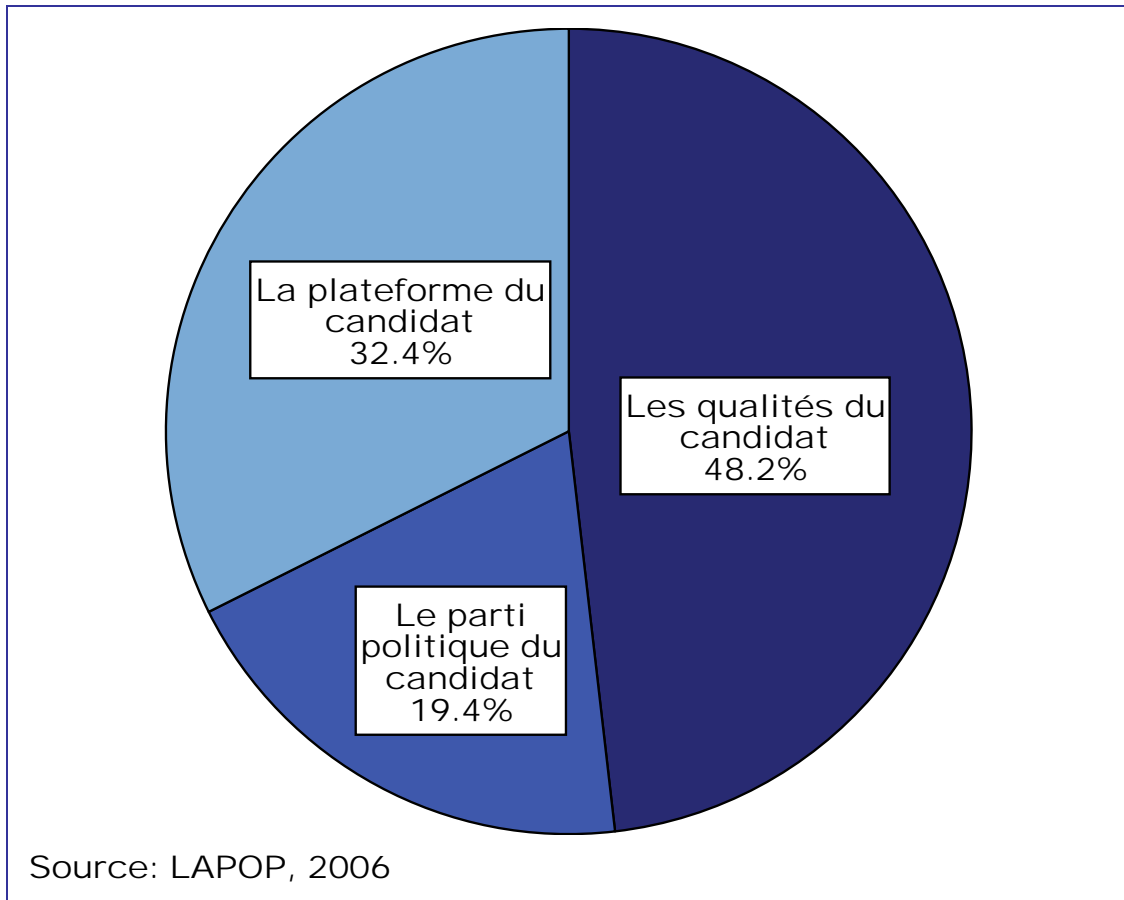
Motivation derrière les votes

Pour mesurer les motivations qui supportent le votent des gens, LAPOP 2006 a posé la question suivante:

VB8. [Pour ceux qui ont voté], quand vous avez-voté, laquelle de ces trois raisons était la plus importante pour vous lors du vote ?

- (1) *Les qualités du candidat*
- (2) *Le parti politique du candidat*
- (3) *La plateforme du the candidat*
- (8) *Ne sait pas*
- (9) *Sans objet (N'avait pas voté)*

Le Graphique VIII-5 fait voir que les citoyens comprennent ce que c'est que la démocratie. En majorité, ils ont déclaré n'avoir pas voté seulement à cause des qualités personnelles du candidat mais fondamentalement parce qu'ils croyaient à des principes politiques véhiculés soit par un parti ou une plateforme. En effet, ces principes pèsent un peu plus lourd dans la balance que les attributs personnels du candidat. Alors que 48.2% ont évoqué ces attributs, 52.8% ont évoqué leurs candidats parce qu'ils faisaient parti d'une entité politique particulière. Plus spécifiquement, la plateforme politique du candidat était plus importante que son affiliation à un parti politique. Alors que la plate-forme à laquelle il s'était affilié comptait pour 32.4% des motivations de vote, le parti comptait pour 19.4%. Toutefois, le vote n'a pas eu lieu sans problèmes. Il y a des gens qui n'ont pas été aux urnes pour plusieurs raisons ou bien qui ont été mais malheureusement n'ont pas eu la chance de voter. C'est ce que nous allons considérer plus bas dans les problèmes qui ont empêché aux gens d'exercer cette prérogative que leur confère la constitution de 1987.



Graphique VIII-5. *Laquelle de ces trois raisons était la plus importante pour vous lors du vote?*

Problèmes liés au non vote

Les problèmes liés au non vote ont été mesurés à partir de la question suivante:

VB4. Si vous n'avez pas voté, pourquoi vous n'avez pas voté lors des dernières élections présidentielles?

Le Tableau VIII-1 montre qu'il n'y avait environ que 20.6% de non votants, soit 335 individus sur un échantillon de 1625. Parmi ces 335, le manque d'intérêt politique ne pesait environ que 24.8% dans les raisons que les Haïtiens ont évoqué pour ne pas voter. Il n'y avait qu'un pourcentage extrêmement faible de 1% au plus de gens qui ne savaient pas pourquoi ils n'ont pas été aux urnes. Autrement dit la grande majorité des non votants (74.2%) avaient une raison qui les empêchait de voter. Le fait de ne pas avoir eu de carte d'identité, comme l'ont voulu les rumeurs, ne comptait que pour environ 10% du groupe des non votants tout comme le fait d'avoir été malade. A peu près 9% de non votants ont évoqué le non accès aux moyens de transport et 8% le fait de ne pas avoir leurs noms figurés sur la liste électorale.

Tableau VIII-1. Raisons pour lesquelles les gens n'ont pas voté lors des dernières élections présidentielles

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage Cumulé
Manque d'intérêt	83	24.8	24.8
Autres raisons	56	16.7	41.5
Pas de carte d'identité	37	11.0	52.5
Maladie	35	10.4	63.0
Pas de transport	29	8.7	71.6
Noms qui ne figuraient pas sur la liste électorale	28	8.4	80.0
N'ont pas aimé les candidats	23	6.9	86.9
Ne croient pas au système	22	6.6	93.4
Etaient plus jeunes que l'âge de voter	9	2.7	96.1
Incapacité ou handicap physique	6	1.8	97.9
Manque de temps	4	1.2	99.1
Arrivé en retard et le bureau de vote était fermé	3	.9	100.0
Total	335	100.0	

Environ 7% ont déclaré n'avoir pas aimé les candidats ou ne croyaient pas au système. Près de 3% des non votants n'avaient pas atteint l'âge de voter. Près de 2% se sont vus physiquement empêchés. Il est important de noter que les problèmes liés au manque de temps ne figuraient que pour un faible pourcentage d'environ 2% chez ceux qui n'ont pas voté.

Ainsi, la motivation pour les votes dépassait largement la motivation pour les non-votes. Dans bon nombre de cas les édifices publics tels que les écoles, les églises, les presbytères, servaient

de bureaux électoraux. Parfois, ils étaient localisés à une distance de plus de 5 mille de la résidence des gens. La grande majorité des gens se sont quand même débrouillés pour aller à pied. Les lignes avaient commencé à se former avant quatre heures du matin.

Mais qui ont été voté ? En vue de répondre à cette question, nous avons utilisé une analyse de régression utilisant les déterminants contenus dans le modèle théorique présenté plus haut.

Les déclarations de vote

Le sondage LAPOP a mesuré les déclarations de vote à partir de la question suivante:

HAIVB3 Pour quel candidat présidentiel avez-vous voté lors des dernières compétitions électorales?

Le tableau partiel VIII-2 suivant montre qu'elles vont dans le sens des résultats officiels publiés par le Conseil Electoral Provisoire (CEP). Nous présentons ici un profil partiel de ces déclarations (Voir Annexe II pour la liste complète).

Tableau VIII-2. Distribution des votes déclarés par candidat aux dernières élections présidentielles

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage Cumulé
René Préval (Fwon Lespwa)	818	74.2	74.2
Leslie Manigat (RDNP)	130	11.8	86.0
Charles Henry Baker (Respè)	51	4.6	90.7
Jean Chavannes Jeune (Union Nationale Chrétienne pour la Reconstruction d'Haïti)	40	3.6	94.3
Autres	63	5.7	100
Total	1102	100	

D'après ce tableau, la majorité des individus ont déclaré qu'ils avaient voté en faveur du président actuel d'Haïti (74.2%). Ce pourcentage dépasse largement celui du CEP parce que les enquêtes de terrain ont été menées après la publication officielle des résultats. Ce qui veut dire même ceux qui n'avaient pas voté en faveur du Président n'auraient aucun intérêt à se déclarer avoir été contre après la proclamation des résultats qui avaient eu lieu avant le déroulement des enquêtes.

Facteurs déterminants des votes électoraux

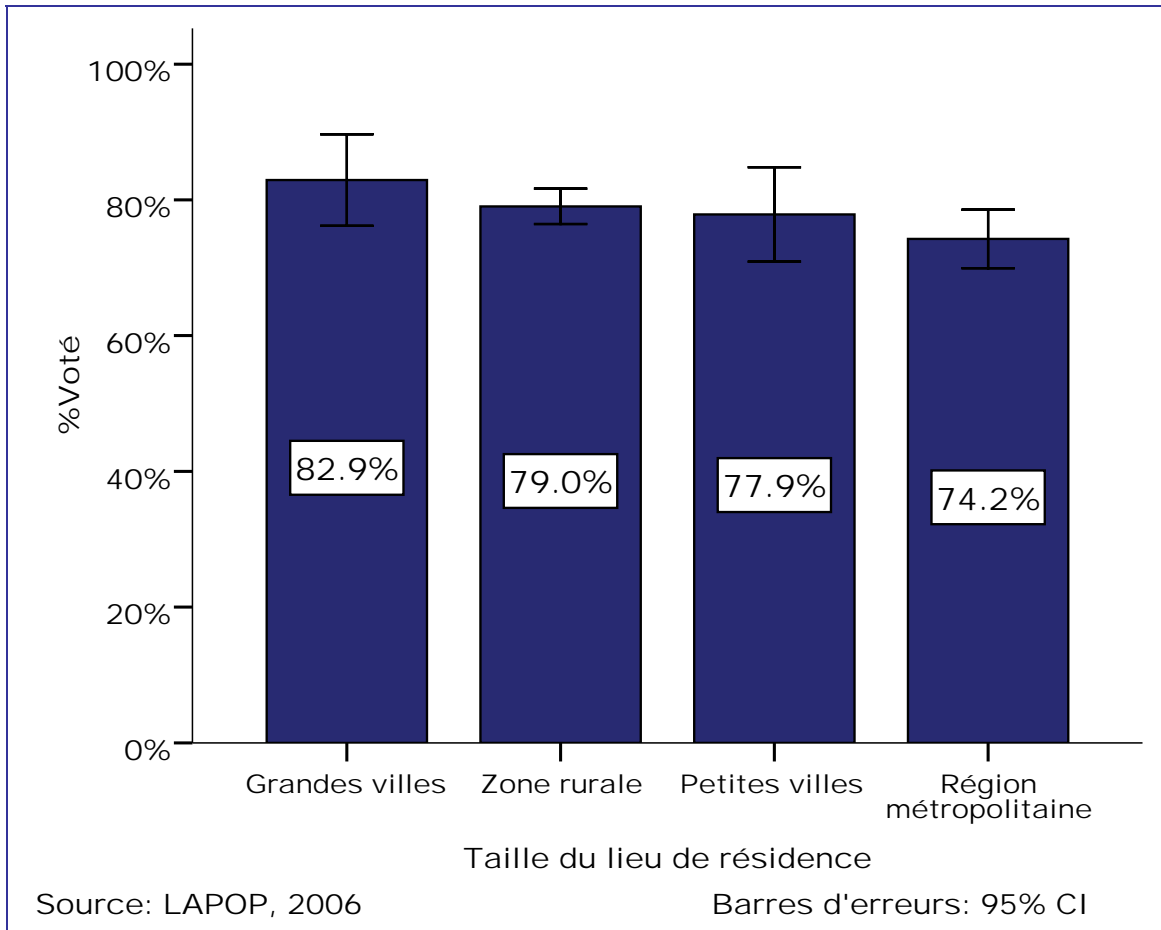
Les données montrent que les facteurs suivants déterminent le vote électoral: La dimension des sites de résidence, la région de résidence des citoyens, le fait d'avoir encouragé les autres d'aller voter pour un parti ou un candidat, le fait d'avoir mené campagne pour un parti ou un candidat,

La confiance que les citoyens ont dans les partis politiques, l'idéologie politique, l'intérêt pour le champ politique et le niveau d'éducation des individus.⁵⁸ Ce qui suit présente sous forme graphique les relations entre le pourcentage de votants et ces facteurs.

Dimension des villes

Par rapport au pays, Port-au-Prince est le lieu de concentration des intérêts de tous ordres : économique, politique et sociale. Les élites s'y concentrent en grand nombre et le peuple encore plus en quête d'une vie meilleure. La majorité des individus n'ont pas de travail. La montée d'un candidat au pouvoir est pour eux une occasion de trouver un emploi soit directement dans l'administration publique ou dans les grands travaux d'infrastructures. Même dans le domaine privé en Haïti, le marché du travail ne s'ouvre pas aux compétences sans contacts. De même que Port-au-Prince domine les autres régions géographiques de la République, de même que les villes de province tirent leurs ressources en amont des zones rurales avoisinantes. La grande majorité des résidents des milieux ruraux sont des laissés pour compte avec une chance très réduite de trouver un emploi étant donné qu'il leur manque la compétence et les contacts nécessaires. On est donc en droit de s'attendre à ce qu'il y ait une différence dans la participation aux urnes entre les sites de résidence des individus. Les résultats du sondage ne supportent pas une pareille hypothèse, comme on peut le voir au Graphique VIII-6. La région métropolitaine de Port-au-Prince a eu moins de votes que les autres (74.2%). Ensuite on peut voir que les grandes villes ont été voté plus que les petites (82.9% versus 77.9%). Les zones rurales sont à peu près à égalité avec ces dernières (79%). Il n'y a aucune différence statistiquement significative entre les sites. Autrement dit, partout dans le pays, les citoyens étaient nombreux à voter.

⁵⁸ Voir équation placée à l'annexe III du chapitre



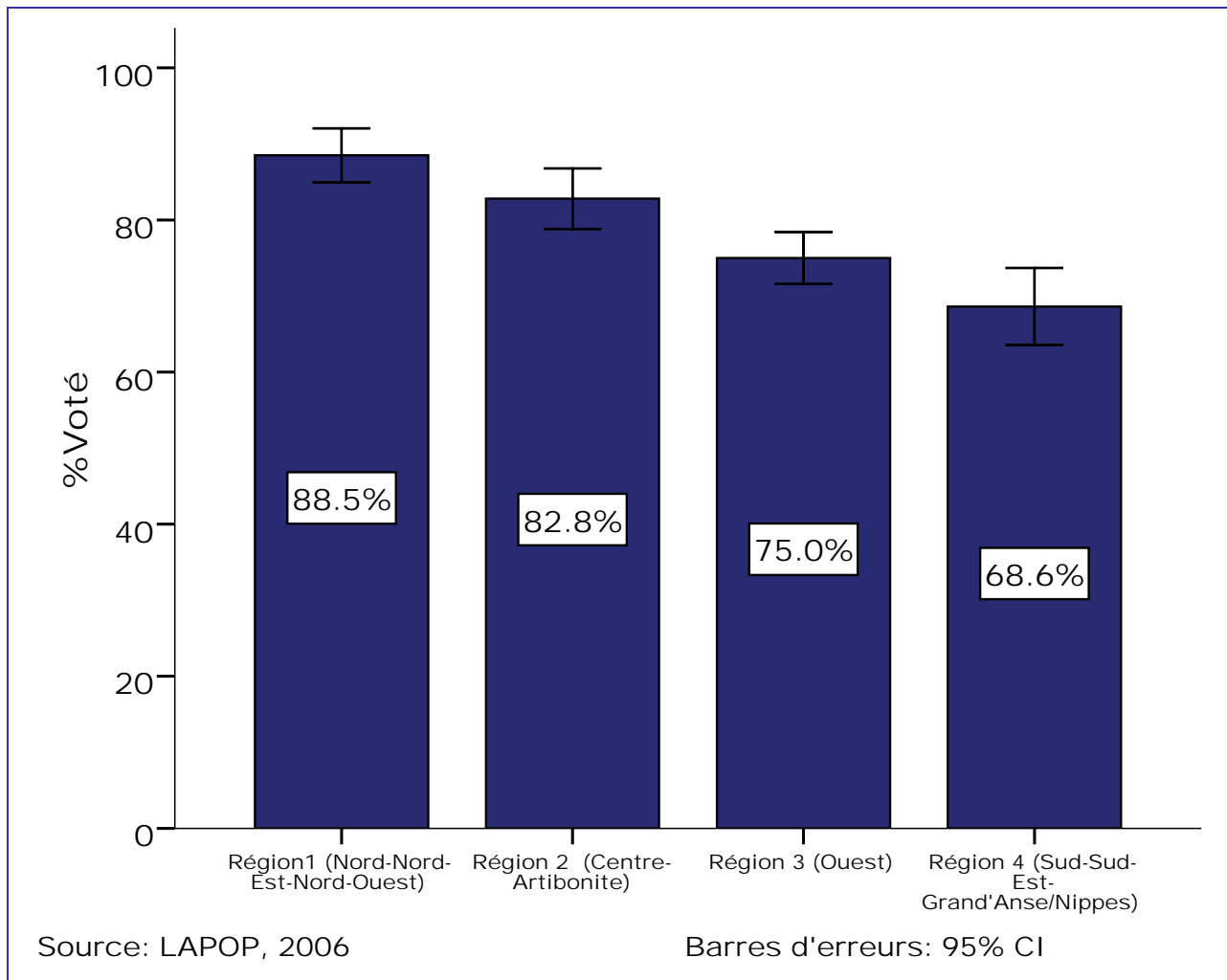
Graphique VIII-6. Pourcentage des sondés qui ont voté lors des dernières élections, par taille de lieu de résidence

Votes d'après les grandes régions du pays

Traditionnellement, le pays a eu deux régions après son indépendance en 1804 jusque vers les années 1819: le royaume du Nord et la République de l'Ouest. Le Royaume du Nord regroupait le grand Nord, le Centre et l'Artibonite ; et la République de l'Ouest, l'Ouest, le Sud, le Sud-est et les Nippes. Après l'intégration de ces régions suite aux événements politiques de l'époque ces zones constituaient autant de centres commerciaux et de production. Il y a eu pas mal de conflits entre les anciens généraux des guerres de l'indépendance pour les rênes du pouvoir. Il a fallu attendre l'occupation américaine pour que le marché politique se centralise à Port-au-Prince, chef lieu du département de l'Ouest (Jadotte et Pierre 2006). Ainsi, on pouvait s'attendre à avoir une différence tout au moins entre la Région Ouest et la Région Nord. Nous allons voir ce qu'en disent les résultats.

Le Graphique VIII-7 montre que la Région du Grand Nord (Nord, Nord-ouest et Nord-est) qui ne se distingue pas de la Région du Centre et de l'Artibonite, dépasse en pourcentage de votants (environ 89%) la Région de l'Ouest (75%) et la Région du Grand Sud (Sud-est, La Grand-Anse et les Nippes ; environ 69%). Les différences se situent donc selon la coupure traditionnelle Nord /Artibonite/Centre (l'ex Royaume du Nord) par rapport à l'Ouest et le grand Sud (l'ex

République de l'Ouest) puisque les données montrent qu'elles sont statistiquement significatives.



Graphique VIII-7. Pourcentage des sondés qui ont voté lors des dernières élections, par région

Aux Etats-Unis d'Amérique, traditionnellement on a eu des agents politiques qui se chargeaient d'encourager et de contrôler le vote des gens. On les dénommait *political boss* et leur rôle pour le fonctionnement du système a été étudié par le sociologue américain Robert Merton vers la fin des années 1940 (Merton 1968). En Haïti, on a connu les *chêf boukman* qui étaient des courtiers dont le but était de rassembler les gens et de les encourager à aller voter. Autrement dit, la motivation électorale pour être effective dans certains cas a besoin du support de citoyens actifs qui encouragent les autres à aller voter, qui mènent campagne pour des candidats, etc. Les deux sections qui suivent présentent l'effet de pareils comportements sur le vote des citoyens en Haïti.

Le fait d'avoir encouragé les autres à aller voter

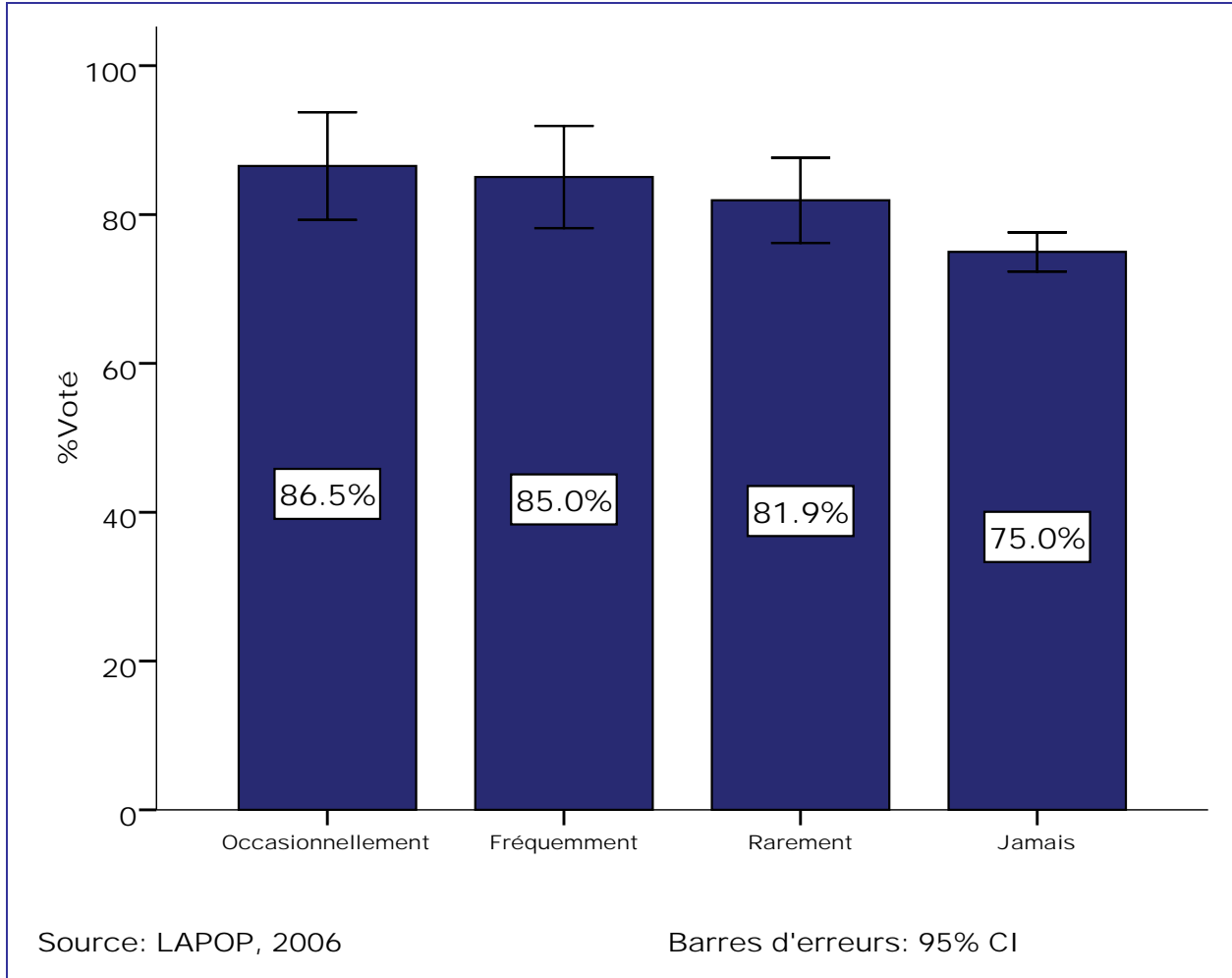
LAPOP mesure cette forme d'activisme politique par la question suivante:

PPI : Au cours des élections, certaines personnes essaient de convaincre les autres de voter pour un parti ou un candidat. Avec quelle fréquence, avez-vous essayé de convaincre les autres de voter pour un parti ou un candidat ? [Lisez les options]

1) Fréquemment 2) Occasionnellement 3) Rarement 4) Jamais 8) ne sait pas, pas de réponse

Ceux qui n'ont jamais encouragé les autres à aller voter ont été les moins à voter (75%). Par contre, ceux qui l'ont fait fréquemment, occasionnellement et même rarement ont voté beaucoup plus (respectivement 85%, 86.5% et 81.9%). Alors qu'entre ces trois catégories il n'y a aucune différence statistiquement significative, entre elles et les 'non-activistes' comme on peut le voir dans le graphique VIII-8.

Lors des dernières élections, en dépit du fait que la liste des noms dans les postes électoraux (qui contenaient plusieurs bureaux) ne correspondait pas dans certains cas aux numéros d'indication des bureaux préalablement distribués aux votants, les 'activistes' ont fait leur devoir de citoyens en jouissant du privilège électoral que leur confère la Constitution de 1987. . Nos observations nous ont permis de voir que dans nombre de cas quand un votant se présentait au bureau indiqué par le numéro, on ne pouvait pas retrouver son nom sur la liste. Quitte au votant de se débrouiller pour identifier le bureau dont la liste contenait son nom. Il en est résulté évidemment tout un commérage donnant lieu à toutes sortes d'interprétations sur l'organisation des élections contre le candidat favori d'alors. Autrement dit, le processus de vote lui-même a consommé beaucoup du temps des votants.



Graphique VIII-8. Pourcentage des sondés qui ont voté selon le fait d'avoir encouragé les autres à aller voter

Le fait d'avoir mené campagne pour un parti ou un candidat

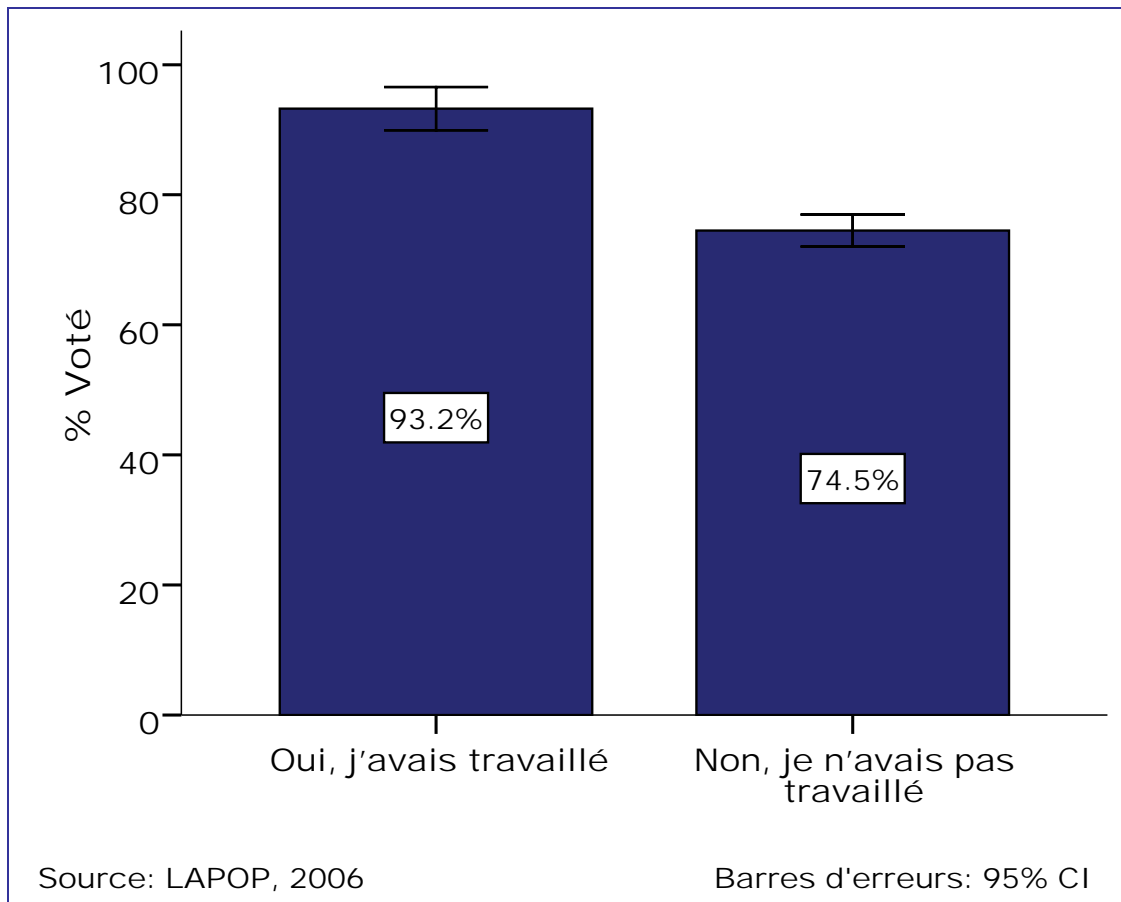
Une question a permis de mesurer cette autre forme d'activisme politique:

PP2 : Il y a des gens qui travaillent en faveur d'un parti ou d'un candidat pendant une période électorale. Avez-vous travaillé pour un candidat ou un parti lors des dernières élections présidentielles de 2005 ?

1) Oui, j'avais travaillé 2) Non, je n'avais pas travaillé 8) ne sait pas ou pas de réponse

La figure VIII-9 fait voir que ceux qui ont mené campagne ont voté plus que ceux qui n'ont pas mené (93.2% contre 74.5%). A cela rien d'étonnant dans la mesure où dans le contexte Haïtien on peut supposer que le vote est perçu plus comme un support politique à un candidat particulier qu'un devoir civique. Autrement dit, on va aux urnes pour voter un candidat et non pour

exprimer son désaccord avec le système, contrairement à ce que pensaient nombre de politiciens en Haïti avant la proclamation des résultats lors des dernières présidentielles.⁵⁹



Graphique VIII-9. Pourcentage des sondés qui ont voté selon le fait d'avoir mené campagne pour un parti ou un candidat

Comme le suggère le modèle théorique présenté plus haut, la confiance placée dans les partis politiques, les convictions idéologiques ainsi que l'intérêt des citoyens dans la politique sont à même de les galvaniser à participer aux urnes, en plus les relations de personnes à personnes, comme c'est le cas quand on essaie de persuader les autres à aller voter ou quand on mène formellement campagne pour un candidat. Nous avons vu que ces deux facteurs sont importants dans la matière première qu'ils fournissent à l'établissement d'un système démocratique de gouvernement en Haïti. Maintenant, nous allons considérer ce qui s'est passé chez les gens, c'est-à-dire dans leurs sentiments et orientations politiques. D'abord, nous allons considérer la confiance dans les partis politiques.

⁵⁹ Ainsi, avant la proclamation des résultats, le Conseil Electoral Provisoire a vu tout un débat dans son sein sur la signification des Votes Blanc dans le contexte Haïtien. D'aucuns disaient que les votes blanc même au niveau des présidentielles traduisaient un 'non-choix', ce qui paraissait plutôt ridicule aux yeux de la majorité des citoyens, qui les considéraient comme un incident.

La confiance qu'ils ont dans les partis politiques

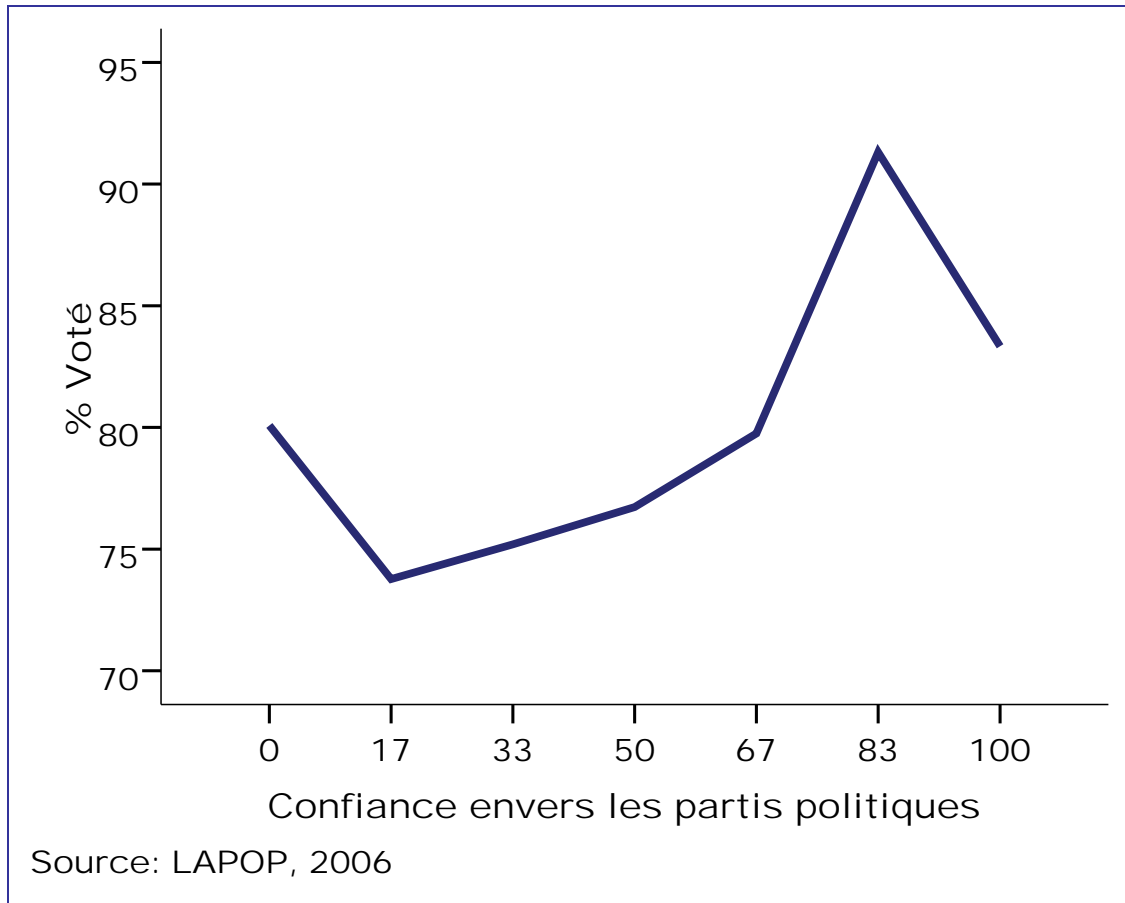
Pour mesurer, la confiance que les Haïtiens ont dans les partis politiques, LAPOP a formulé la question suivante:

B21 : Jusqu'à quel point faites-vous confiance aux partis politiques?

Une carte A en forme d'échelle présentée aux répondants et graduée de 1 à 7 permettait d'enregistrer leurs niveaux de confiance. Sur cette carte, 1 signifie 'pas du tout' et 7 'beaucoup'. Ensuite, les réponses ont été transformées en scores allant de 0 à 100 points. La Figure VIII-10 montre la relation entre le pourcentage de votes en fonction des niveaux de confiance que les citoyens font aux partis politiques.

On peut y voir qu'en général, le vote ne suit pas de façon linéaire la confiance qu'on fait aux partis politiques en Haïti. La charte montre qu'il y a un fort pourcentage de votes des citoyens qui n'ont rien à voir avec la confiance aux partis politiques (environ 80%, scores de 0-17 points). A un niveau très bas de confiance (score 17) les votes sont à leur plus faible pourcentage (environ 75%) ; ils remontent la pente mais timidement jusqu'au score 67, en réponse donc à une accentuation moyenne de confiance placée dans les partis politiques (scores 17-67). A partir de ce point, le pourcentage de votes grimpe rapidement la pente de 80% à 95% entre les scores élevés se situant au-delà de 67 jusqu'à 83 points. A partir de ce point très élevé jusqu'à leur maximum de 100, le pourcentage de votes recommence à décliner.

On peut donc conclure que de la confiance faible à la confiance élevée, le vote est d'autant plus haut que la confiance aux partis est élevée. Autrement, le vote tend à diminuer quand la confiance aux partis atteint une extrême intensité ou quand elle est nulle ou très faible. Ainsi le manque d'engagement vis-à-vis d'un parti politique est un facteur démotivant pour le vote alors que le plein d'engagement un facteur motivant. Mais qui peut le faire décliner dans la mesure où beaucoup d'activistes peuvent se sentir déjà gagnants à un point tel qu'ils négligent de se présenter aux urnes.



Graphique VIII-10. Pourcentage des sondés qui ont voté selon la confiance envers les partis politiques

Comme nous l'avons dit plus haut, mis à part la confiance, il y a aussi le fait que l'idéologie des citoyens peut jouer dans leur comportement électoral. Voyons comment se présente le cas en Haïti.

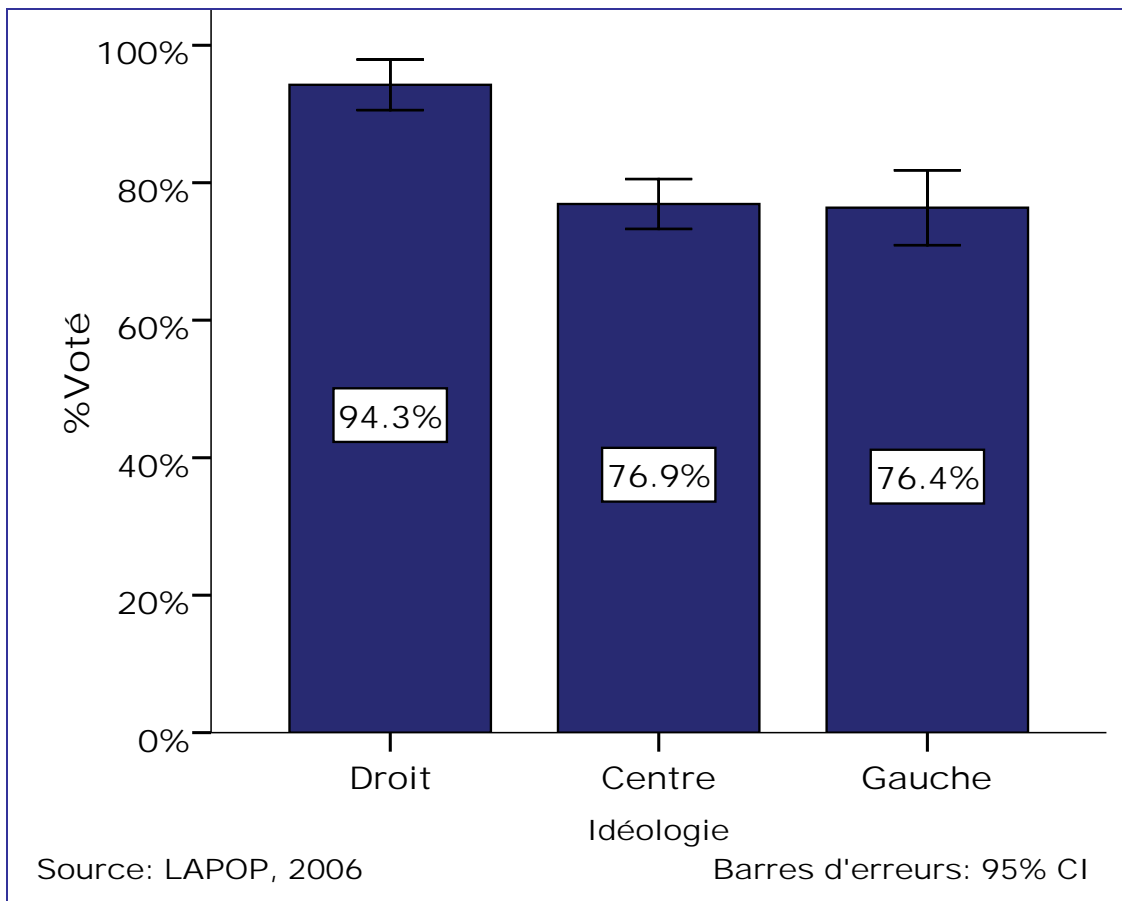
L'idéologie politique des citoyens

Il a été noté théoriquement que l'idéologie politique est un facteur important dans la détermination de l'attitude politique des individus (Popkin 1994). Pour mesurer l'idéologie des citoyens Haïtiens, une carte (Carte # 1) graduée de 1 (idéologie de gauche) à 10 (idéologie de droite) leur avait été présentée sur laquelle on leur a demandé de se classer en fonction de leur propre compréhension de ces deux termes gauche et droite. Ensuite, les données ont été regroupées en trois positions : Gauche, Centre et Droite. La Figure (VIII-11) montre la distribution des votes en pourcentage en relation avec l'idéologie politique des Haïtiens.

Ce graphique fait voir que les personnes qui se sont identifiées comme étant de 'la droite' étaient les plus à aller voter (94.3%). Les centristes et les 'gauchistes' sont presque à égalité (respectivement 76.9%, 76.4%) dans leurs votes. Il n'y a aucune différence statistiquement significative entre ces deux alors qu'il y a entre eux et ceux de la droite. Il reste évidemment à savoir ce que la 'droite' signifie dans le contexte Haïtien. Dans ce qui suit nous en proposons une interprétation.

Lors des dernières élections, voter le candidat Baker c'était voter la droite parce que son 'mot d'ordre' reposait sur l'ordre, la discipline et le travail. L'idée de l'ordre portait nombre de votants à envisager l'intervention des 'forces de l'ordre' pour rétablir la paix dans le pays. Tout comme, la grande majorité pensait pouvoir la rétablir par le vote. C'est dire que la notion de paix peut être diversement interprétée par des regroupements politiques.

Paix dans le camp de Préval, le candidat favori finalement élu, signifiait un renouveau de l'espoir que la plupart des gens avaient placé dans les élections de 1990 qui avaient vu la montée d'Aristide au pouvoir. Voter Préval, ce n'était pas voter Aristide seulement mais c'était surtout voter le côté populaire du mouvement qui a renversé le régime autoritaire des Duvalier et, par la suite, celui des militaires. Mais le 'mouvement populaire' incluait aussi les bandits, assassins et kidnappeurs qui se sont publiquement réclamés du camp Lavalas. Or, la stratégie de Préval était de s'en écarter tout aussi publiquement dans la presse parlée. Nombre de ceux qui ne lui faisaient pas confiance ont été dans le camp de Leslie Manigat, le centriste, ou des autres candidats. La 'droite' devait donc inclure ceux qui cherchaient la paix par la force tout comme ceux qui cherchaient la paix par le consensus populaire. Autrement dit, les partisans de l'ordre public, qui étaient en plus grand nombre. D'où, l'importance de la droite dans la détermination du pourcentage élevé des votes.



Graphique VIII-11. Pourcentage des sondés qui ont voté selon l'idéologie politique

Comme nous l'avons dit, le modèle théorique prévoit une relation possible entre le pourcentage de votes et l'intérêt pour la politique. Voyons maintenant comment cette relation se présente entre les deux variables à la prochaine section.

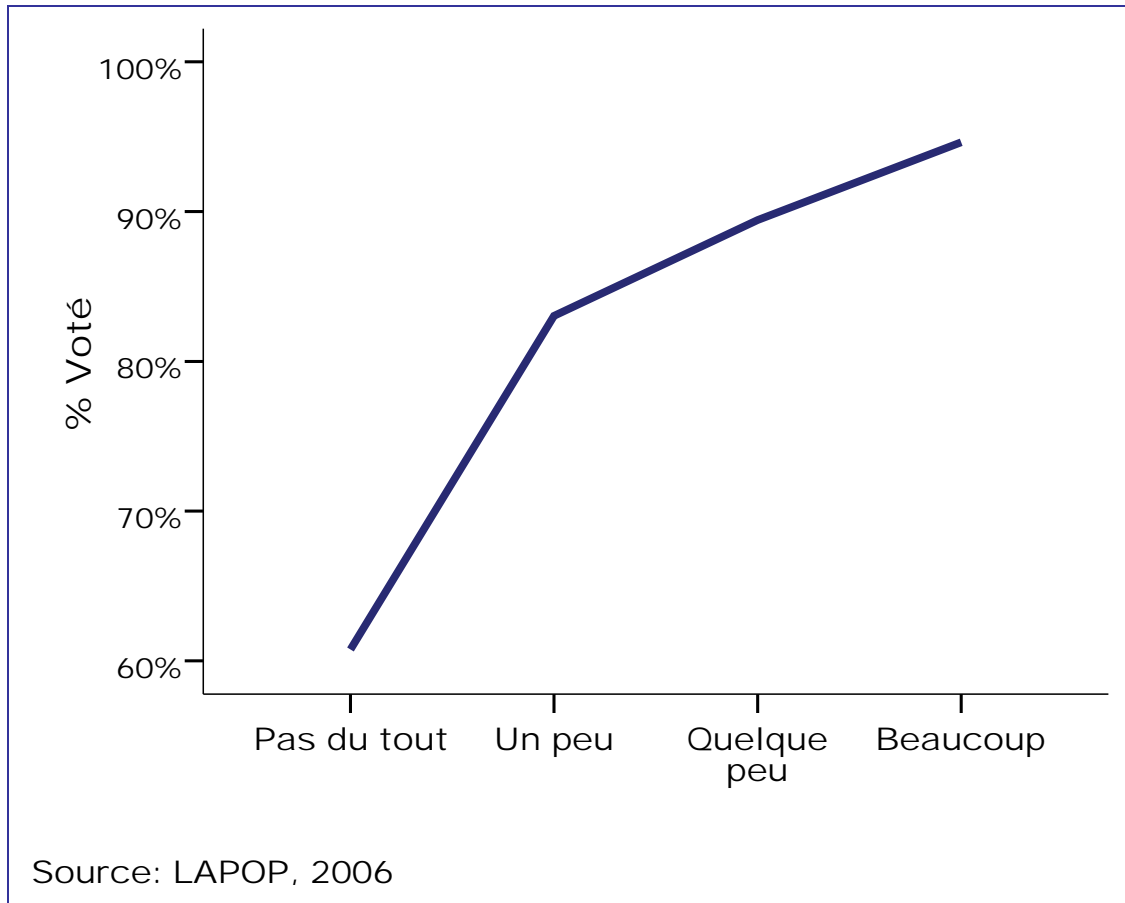
L'intérêt personnel des individus pour le champ politique

LAPOP 2006 a mesuré l'intérêt politique des citoyens pour la politique à partir de la question suivante :

Pol 1 : Quel est votre niveau d'intérêt pour la politique : beaucoup, un peu, très peu ou aucun ?

1) beaucoup 2) Quelque peu 3) Un peu 4) Pas du tout 8) ne sait pas

Les résultats accusent une relation quasiment linéaire entre le fait d'aller voter et l'intensité de son intérêt personnel pour la politique. Ceux qui ont le plus d'intérêt ont été aux urnes beaucoup plus que les autres. Les pourcentages déclinent doucement environ de 95% à environ 85% selon que les individus étaient fort intéressés au champ politique ou ne l'étaient qu'un peu. Mais de ce dernier niveau au niveau le plus faible marqué par un intérêt nul, le déclin est drastique de 85% à 60% (voir graphique VIII-12). L'intérêt pour le champ politique, dans le contexte haïtien, est grand dans la mesure où la chance de refaire sa vie dans le plus court délai possible, et ce, sans sanction sociale ou légale, s'y trouve. A chaque changement du personnel politique ou administratif, les nouveaux impétrants amènent leur 'mounpa' (c'est-à-dire leurs acolytes, amis intimes ou leurs dépendants) si bien que ces changements sont perçus par la population comme étant leur tour de se faire une vie (en créole 'tou pa nou'), c'est-à-dire de nouvelles opportunités offertes à un autre camp pour 'régler' ses affaires personnelles.



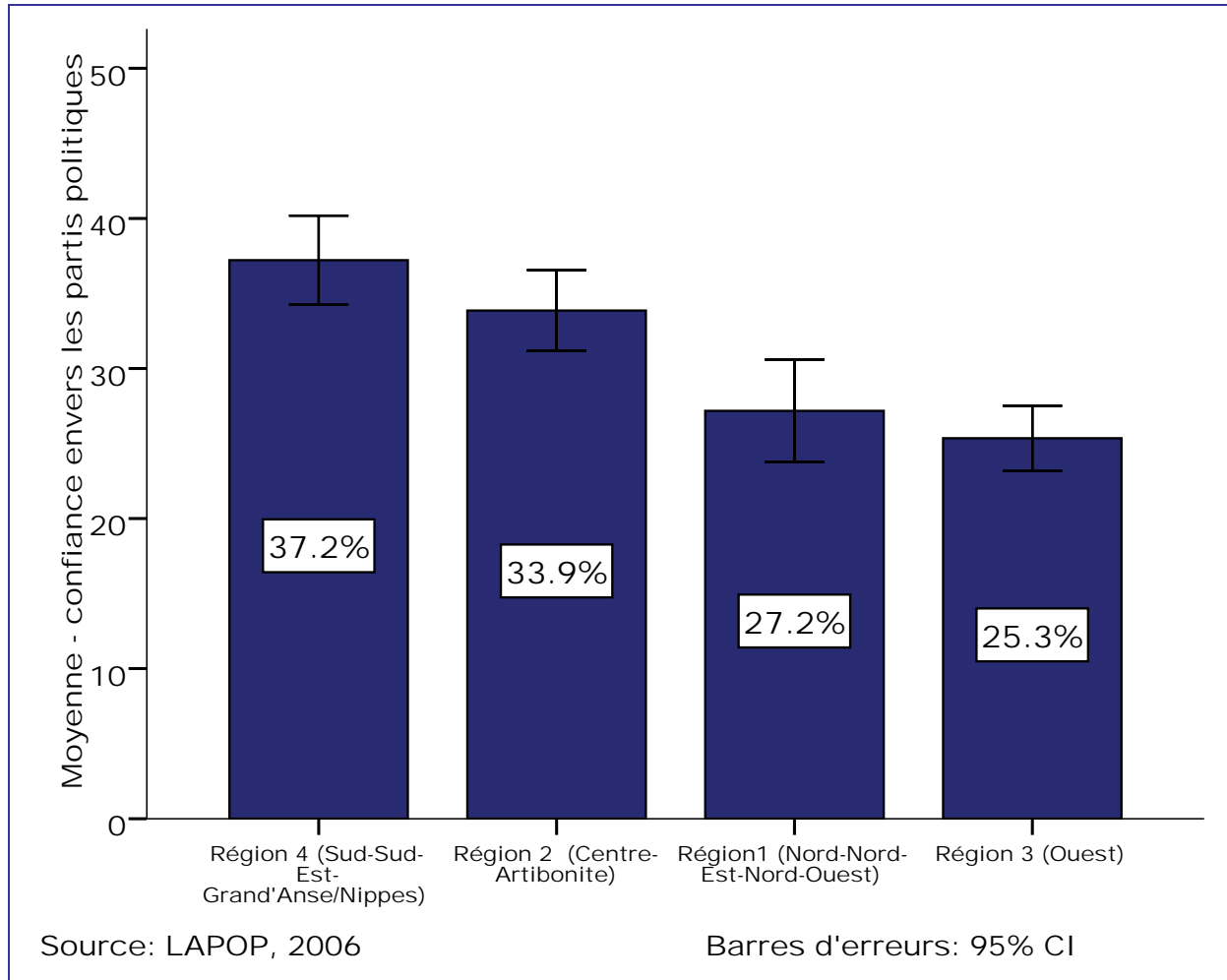
Graphique VIII-12. Pourcentage des sondés qui ont voté selon l'intérêt politique

Le vote est certainement une arme politique utilisée par les citoyens d'un pays pour récompenser ou châtier leurs leaders. Un système politique qui se veut démocratique a besoin du vote des citoyens. Et ces votes sont autant d'appâts pour les partis politiques dans la mesure où ces derniers représentent des regroupements politiques à même de rassembler les aspirations des individus, de les canaliser et de les concrétiser. Nous avons vu que les votes varient selon les régions. Cette prochaine section se propose de faire une exploration de la confiance placée en Haïti dans les partis politiques en fonction des régions nationales et aussi en comparaison avec les autres pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe.

Confiance placée dans les Partis Politiques

En général, la confiance placée dans les partis politiques est faible dans la plupart des pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe. Et Haïti n'échappe pas à cette tendance. La figure VIII-13 montre que le niveau de confiance le plus élevé atteint un score de 37.2 et se situe dans la région du grand Sud. La région du Centre et de l'Artibonite se trouve après avec un score de 33.9. Le plus bas niveau de confiance se retrouve dans la région de l'Ouest avec un score de 25.3, ensuite vient la région du Nord avec un score de 27.2. Le grand Nord et l'Ouest sont pratiquement à égalité, tout comme le grand Sud et l'Artibonite, dans le niveau de confiance qu'ils placent

respectivement dans les partis politiques. La ligne de différenciation passe entre ces deux camps, composés chacun de deux régions, comme le fait voir le graphique suivant, puisqu'il n'y a de différence statistiquement significative qu'entre ces deux camps. Il est à noter que cette coupure ne suit nullement le tracé traditionnel ou historique mentionné plus avant selon lequel l'ancienne République de l'Ouest regroupait le grand Sud alors que l'ancien Royaume du Nord le grand Nord, le Centre et l'Artibonite.

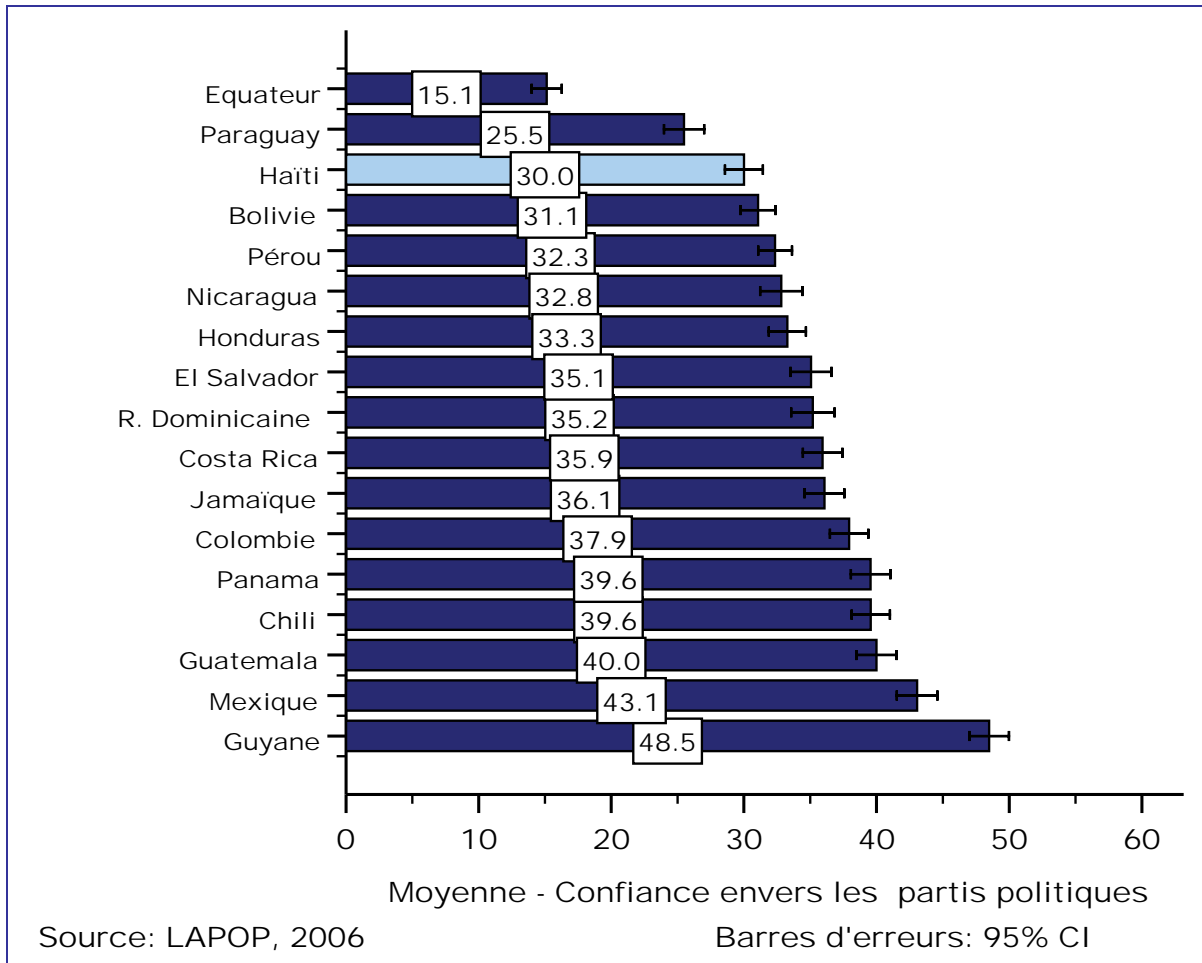


Graphique VIII-13. Confiance envers les partis politiques, par région

Comparaison entre Haïti et les autres pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine

En général, les Haïtiens ne font pas beaucoup de confiance aux partis politiques tout comme la plupart des pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe (voir graphique VIII-14). Malgré tout, Haïti en tant que jeune démocratie occupe dans ce domaine la seconde place au bas de l'échelle après l'Equateur (score de 15.1 comparé à 30 points pour Haïti). La République Dominicaine et la Jamaïque la dépassent avec des scores statistiquement significatifs, respectivement de l'ordre de 35.2 et de 36.1. Le Mexique occupe le haut de l'échelle avec un score de 43.1. Ce score

s'écarte statistiquement de façon significative de tous les autres scores des pays de la région. Tous ces pays ont plus de tradition politique démocratique qu'Haïti, qui n'a fait que récemment sa première expérience en matière de suffrage universel.



Graphique VIII-14. Confiance envers les partis politiques dans une perspective comparative

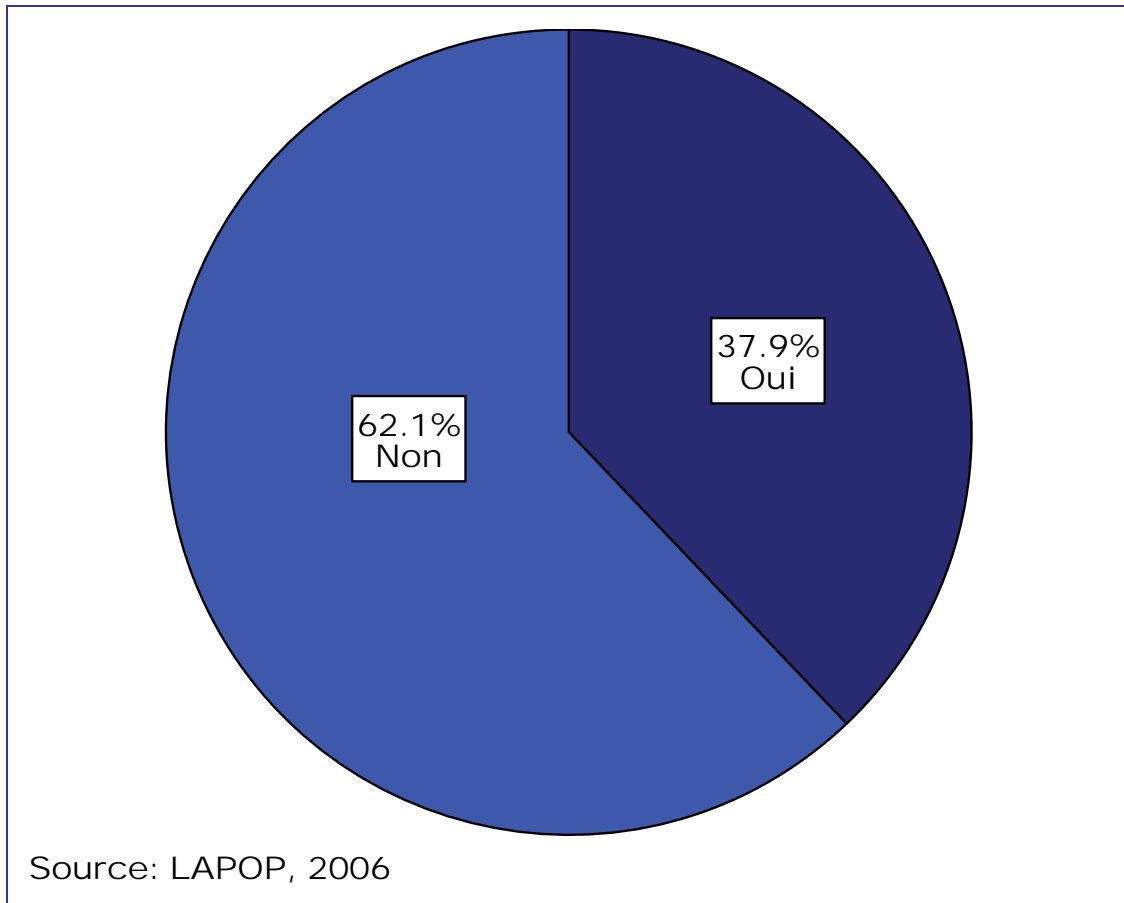
Préférence pour les Partis Politiques

Ensuite, LAPOP a mesuré la confiance placée dans les partis politiques en demandant aux gens si oui ou non ils étaient sympathisants d'un parti politique. Plus spécifiquement, l'affiliation aux partis politiques a été mesurée directement par la question suivante :

VB10. Actuellement, avez-vous de la sympathie pour un parti politique ?

1) oui 2) non 8) ne sait pas.

Un peu plus de 3/5 des personnes interviewées ne sont sympathisants d'aucun parti politique. Il y a quand même près de 2/5 à être sympathisants en dépit du fait que la plupart des partis politiques ont très peu de moyens logistiques ou financiers à leur disposition pour mener campagne (voir graphique VIII-15).



Graphique VIII-15. Avez-vous de la sympathie pour un parti politique ?

Finally, LAPOP studied the performance of the government in the eyes of Haitian citizens after the election of Préval to the presidency. In any process of construction or consolidation of democracy, the reaction of the population is important in the measure that it allows leaders to correct their course to ensure the loyalty or sympathy of the population. Because democracy is based on consensus much more than on force as such, that is how it distinguishes itself from authoritarian regimes (Dahl 1998; Sartori 1987). Thus the evaluation and the effectiveness of the government remain two important themes in the political analysis of democratic regimes. We will see how these two themes present themselves in the Haitian context.

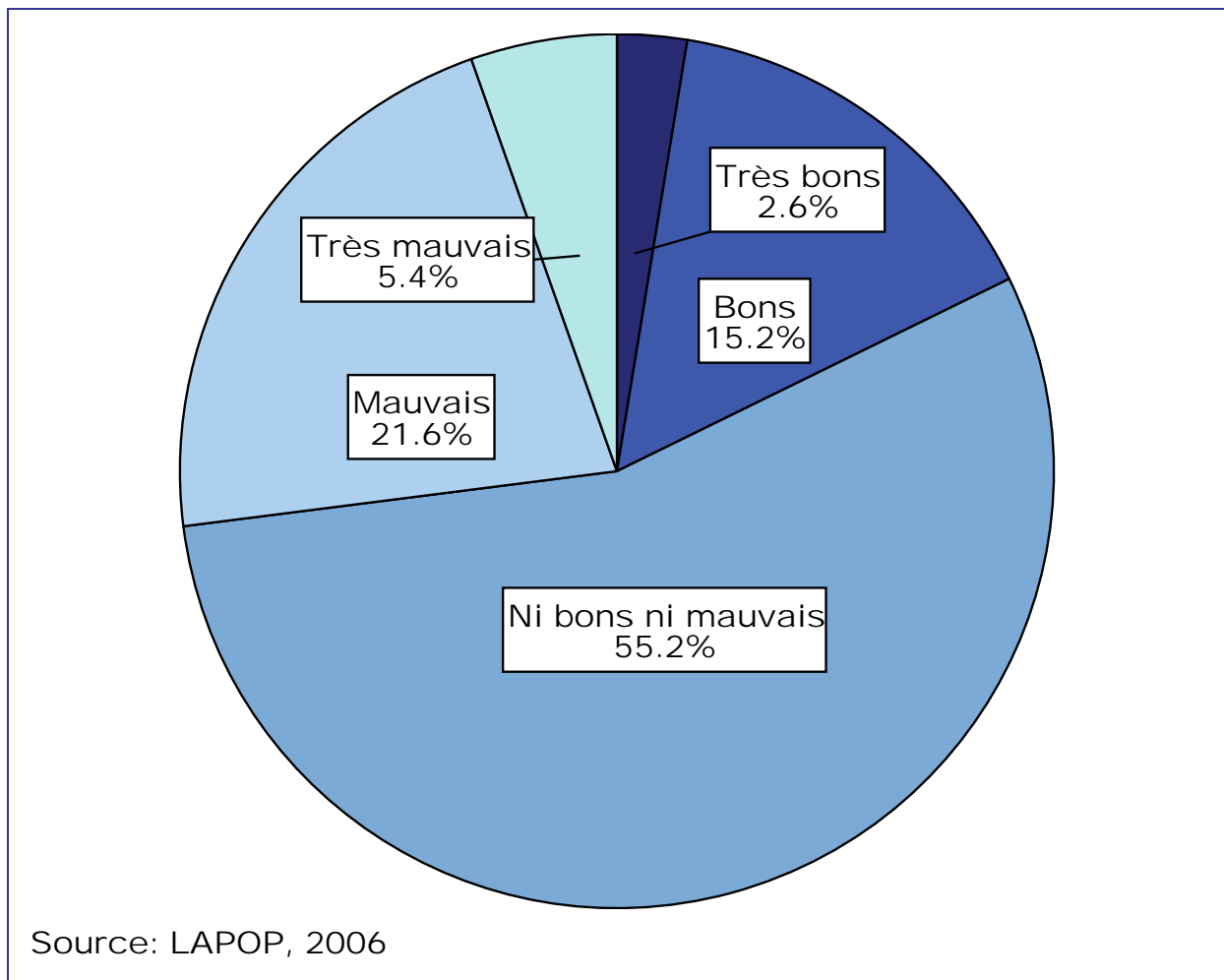
Evaluation du Gouvernement par les citoyens

For evaluating the government, it was asked of citizens the following question:

M1: Parlant généralement du gouvernement au pouvoir, diriez-vous que le travail fait par le président Préval est:

- 1) *Très bon*
- 2) *Bon*
- 3) *Ni bon ni mauvais*
- 4) *Mauvais*
- 5) *Très mauvais*

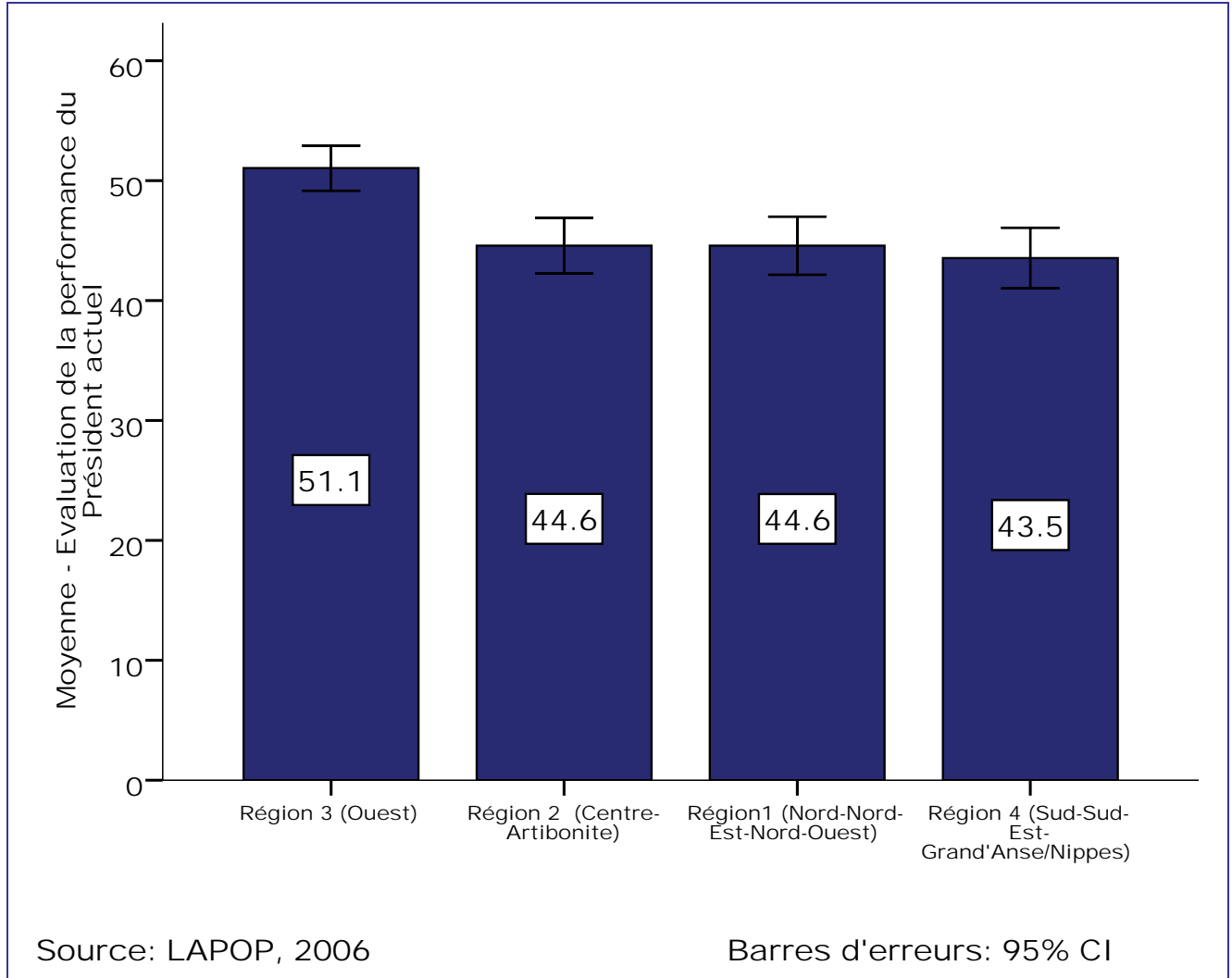
La majorité des individus considère que le travail fait par le Président jusqu'ici n'est ni bon ni mauvais (55%). Une substantielle minorité pense qu'il fait du très bon ou du bon travail (environ 20 %). Cependant, il y a cependant une minorité plus importante qui pense que son travail est tout au moins mauvais (environ 27%) (Voir graphique VIII-16).



Graphique VIII-16. Evaluation de la performance du président actuel

La transformation des réponses obtenues à la question précédentes a donné lieu à un index de scores allant de 0 à 100 ce qui a permis d'analyser la performance du président par région. Quand on considère la performance du Président en fonction des quatre régions, la figure VIII-17 montre que l'Ouest pense en majorité qu'il fait du bon travail (score 51.5). Les autres régions ne le pensent pas autant. Elles ne présentent aucune différence statistiquement significative les unes

par rapport aux autres, mais seulement par rapport à l'Ouest.



Graphique VIII-17. Evaluation de la performance du président actuel, par région

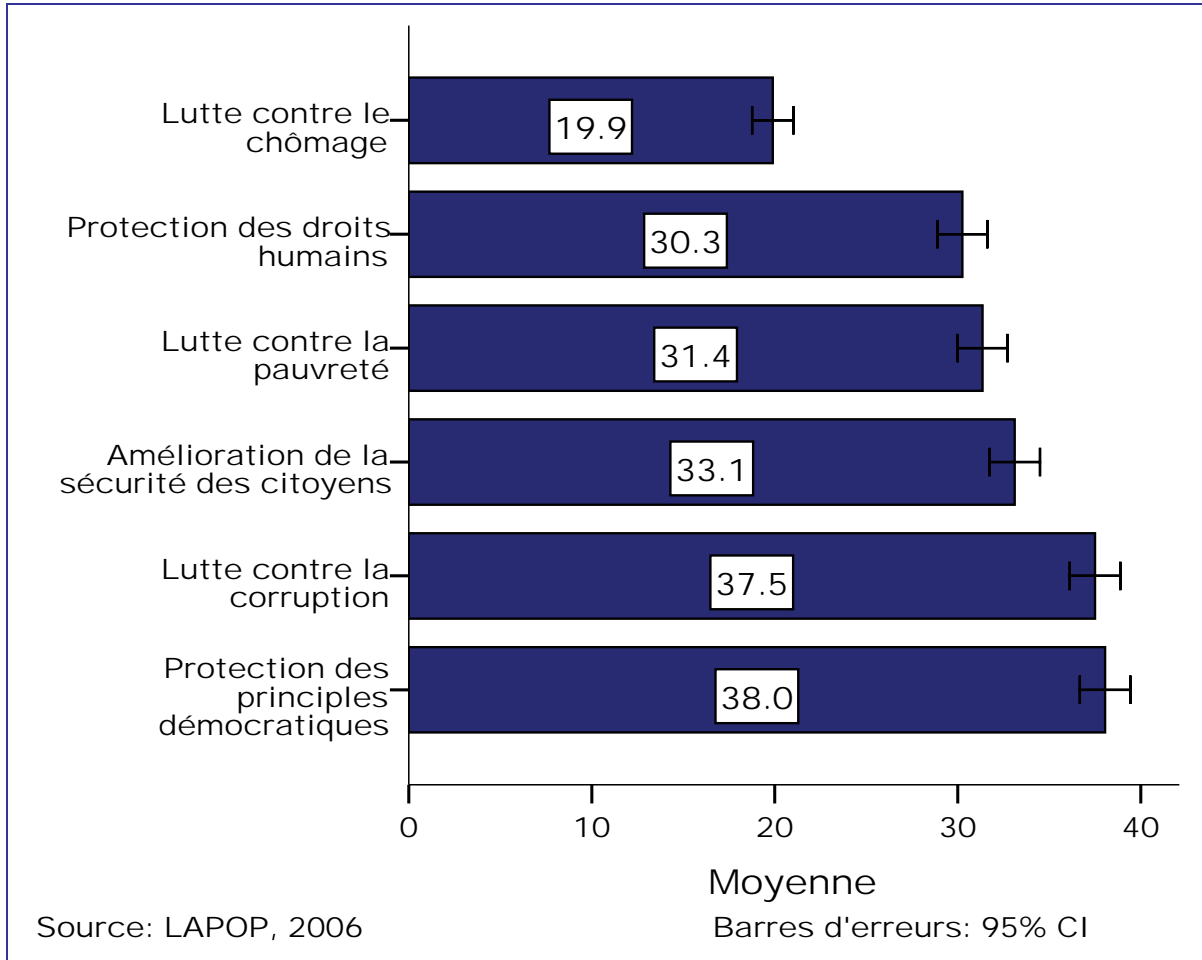
Efficacité du Gouvernement

L'efficacité du gouvernement fait référence à la lutte qu'il mène contre ou en faveur de certains problèmes qui affecte l'ensemble de la société haïtienne. Une question à 6 volets a permis de la mesurer, à savoir:

Jusqu'à quel point, diriez-vous que le Gouvernement actuel :

- N1. lutte contre la pauvreté ?*
- N9. lutte contre la corruption ?*
- N12. lutte contre le chômage ?*
- N3. lutte pour la promotion et la protection des droits démocratiques ?*
- N10 lutte pour la protection des droits humains ?*
- N11 lutte pour l'amélioration de la sécurité des citoyens ?*

Chacun de ces volets reçoit du répondant un score variant de 1 (faible) à 7 (fort) ou de 8 s'il ne sait pas. Finalement, l'ensemble des scores a donné lieu à une échelle qui traduit l'efficacité du gouvernement. Le graphique VIII-18 ci-dessous présente les résultats.



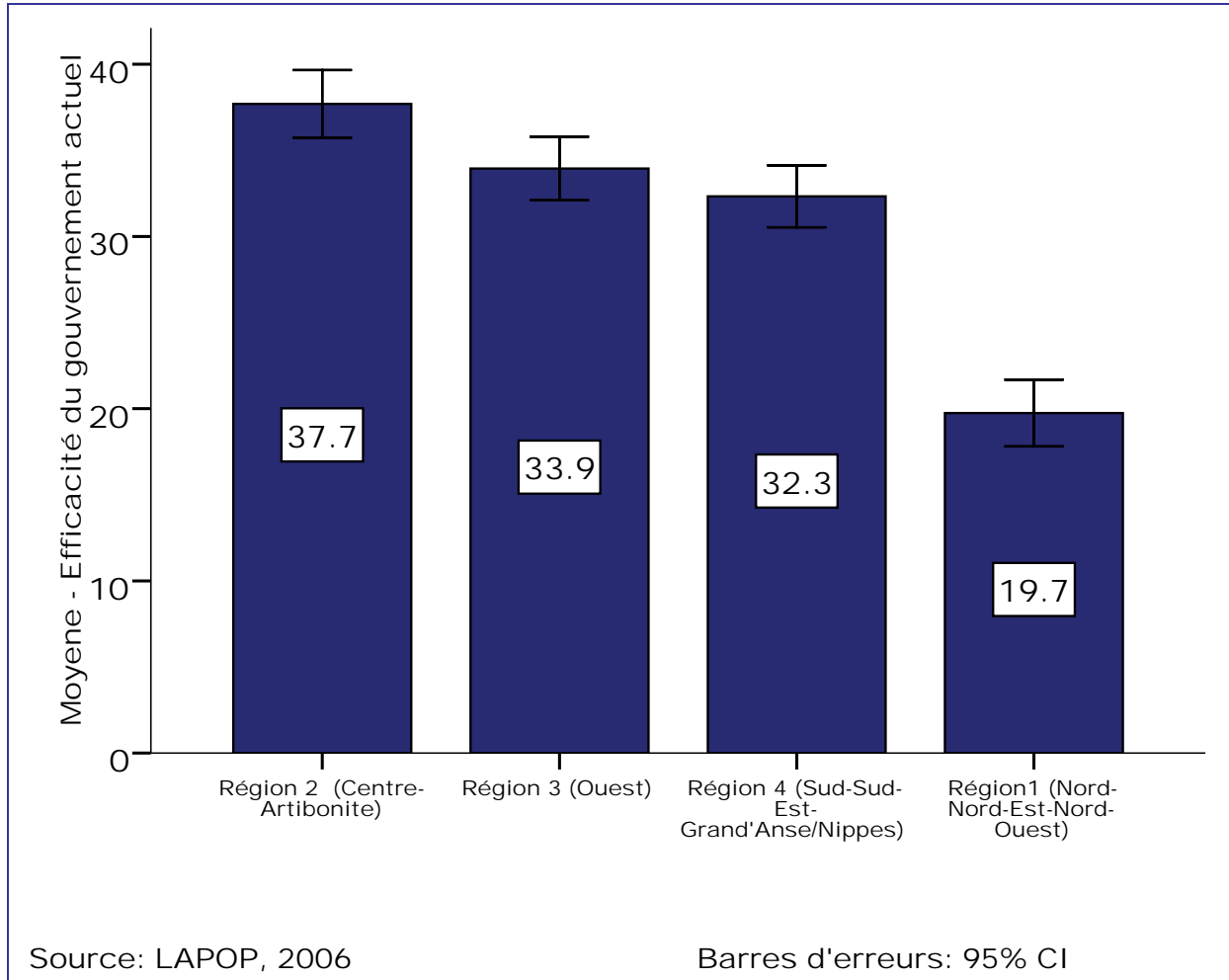
Graphique VIII-18. Efficacité du gouvernement

Par rapport aux autres problèmes du pays, les citoyens pensent que le gouvernement, ne fait pas grand chose pour résorber le chômage (score 19.9). Par contre, ils pensent que le gouvernement travaille surtout à améliorer les infrastructures (score 35.9), à lutter contre la corruption (37.5) et à protéger les principes démocratiques (38 points). La lutte en faveur des droits humains (score 30.3), contre la pauvreté (score 31.4) et l'insécurité (score 33.1) viendrait au second plan pour le gouvernement d'après les citoyens. Voyons si cette efficacité reste la même dans les diverses régions du pays.

Efficacité du gouvernement dans diverses régions du pays

Le niveau d'efficacité du gouvernement varie d'après les régions du pays, comme on peut le voir au graphique VIII-19. La Région Nord attribue au gouvernement une efficacité relativement faible par rapport aux autres régions. Son score serait à peu près la moitié de la forte efficacité

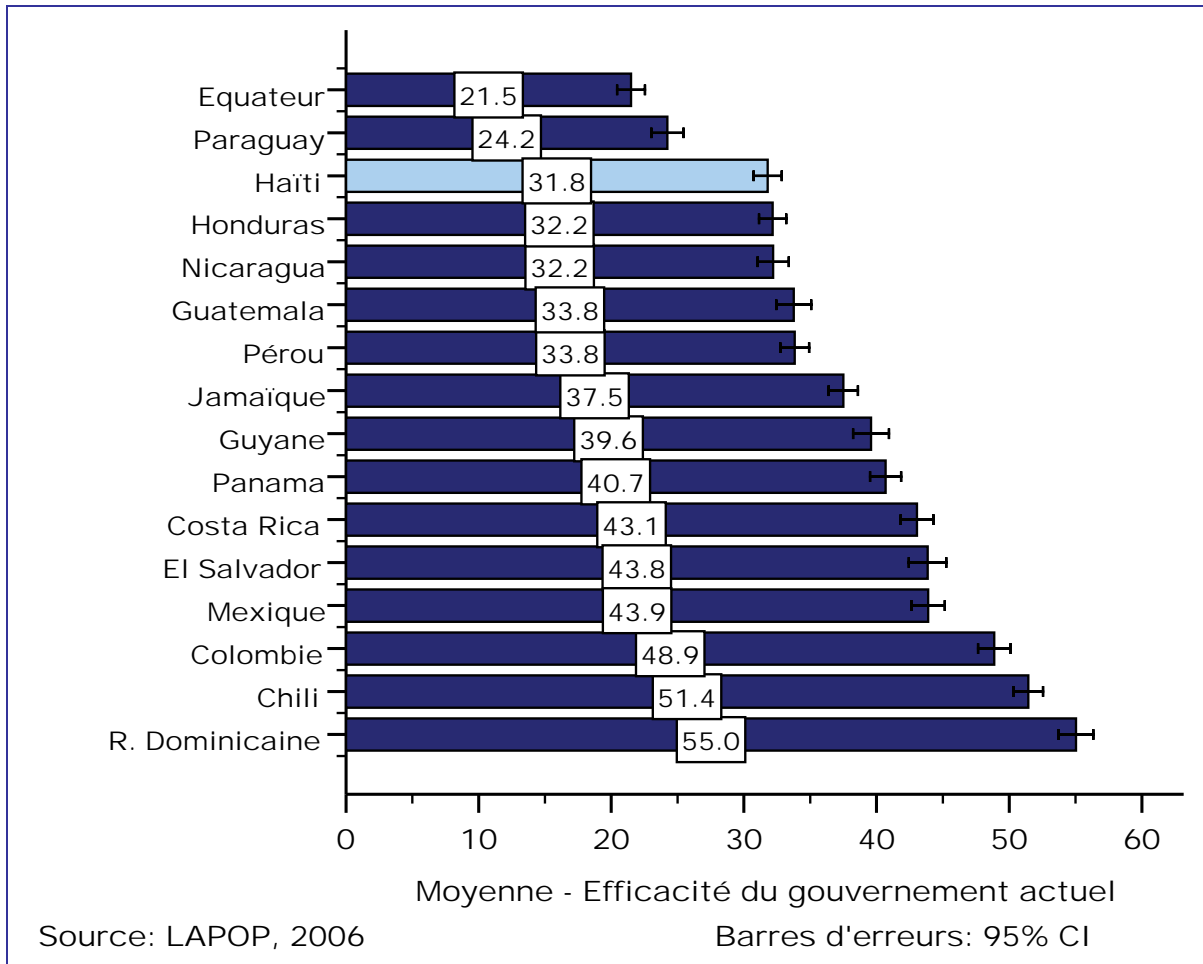
que lui confèrent le Centre et l'Artibonite (score 19.9 contre 37.7), l'Ouest et le Grand Sud (score 19.9 contre respectivement, 33.9 et 32.3).



Graphique VIII-19. Efficacité du gouvernement selon la région

Efficacité du gouvernement dans le contexte régional

Ce niveau d'efficacité se comprend mieux quand on le place dans le contexte de l'Amérique Latine et de la Caraïbe pour peu que ces pays aient plus de moyens à leur disposition qu'Haïti. Le graphique VIII-20 montre qu'en général le niveau d'efficacité du gouvernement est bas comparé au niveau d'efficacité des gouvernements de la Caraïbe et de la plupart des gouvernements de l'Amérique Latine. Bien que troisième au bas de l'échelle après l'Equateur et le Paraguay (score 31.8 contre 21.5 et 24.2) qu'elle dépasse largement, Haïti se range dans le camp du Honduras (32.2), du Guatemala (32.2), du Nicaragua (33.8) et du Pérou (33.8). Son score cependant demeure relativement faible à côté des scores des trois gouvernements les plus efficaces, la Colombie (score 48.9), le Chili (score 51.4) et la République Dominicaine (55.0).



Graphique VIII-20. Efficacité du gouvernement dans une perspective comparative

Facteurs déterminants de l'efficacité du gouvernement

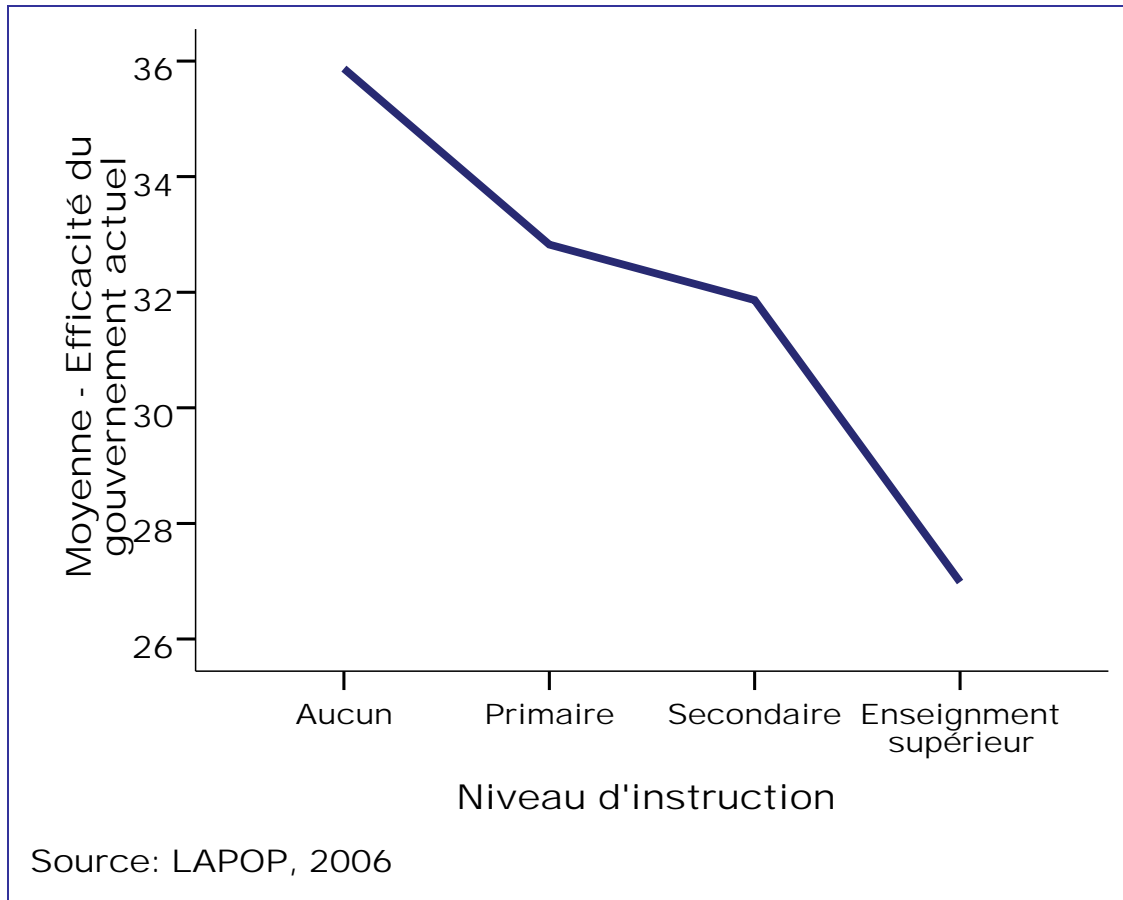
Pour analyser les facteurs qui déterminent l'efficacité du gouvernement, nous avons utilisé l'analyse de régression statistique avec les facteurs suivants :⁶⁰ le niveau d'éducation des individus, leur statut économique, âge et sexe, leur perception de la situation économique du pays et de leur propre situation ainsi que leur région de résidence. Les données ont révélé que l'éducation et le statut économique sont les deux facteurs les plus importants dans l'explication de l'efficacité du gouvernement. Nous présentons donc plus avant, sous forme graphique, leur relation avec l'efficacité du gouvernement.

Efficacité du gouvernement d'après les niveaux d'éducation

Le graphique VIII-21 est clair: ce sont les analphabètes qui sont les plus à penser que le gouvernement est efficace. Les moyennes attribuées au gouvernement en fonction de son

⁶⁰ Voir tableau placé à l'Annexe IV du Chapitre.

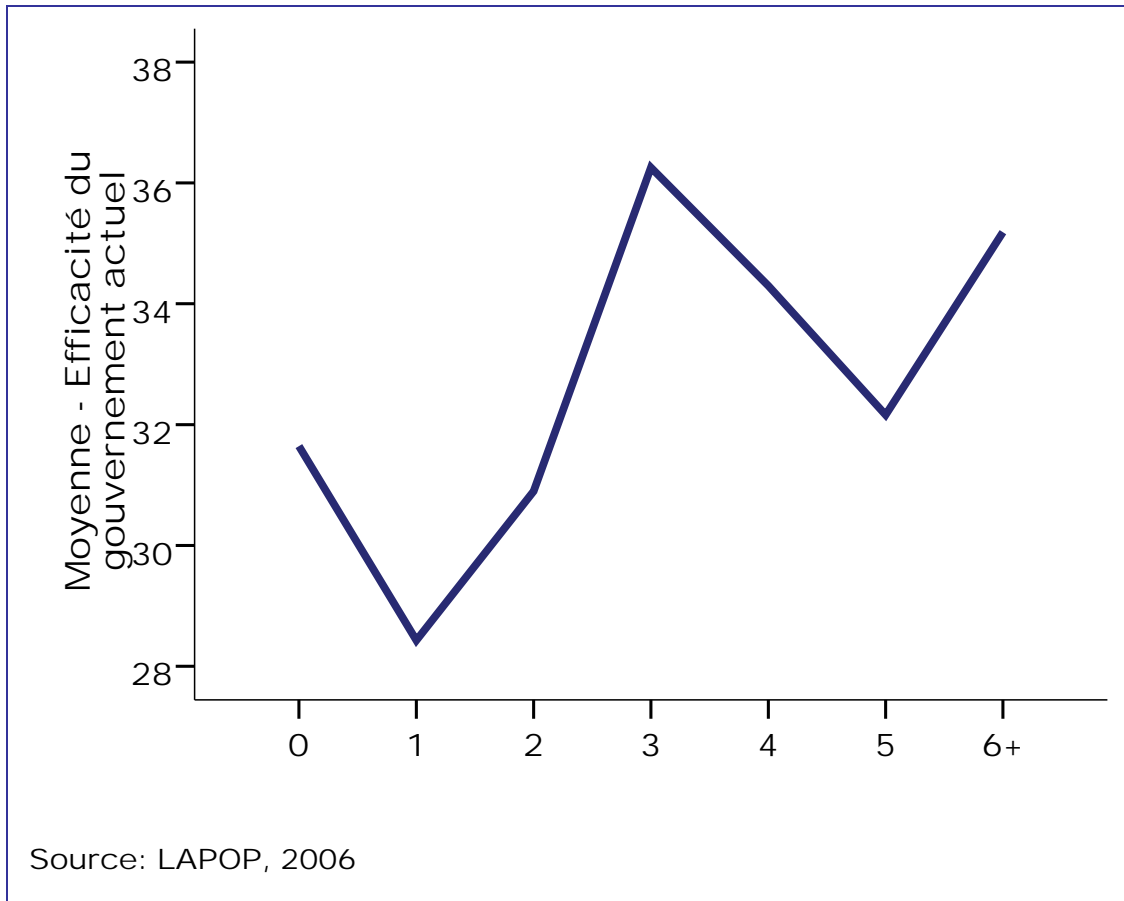
efficacités diminuent au fur et à mesure que le niveau d'éducation monte. Autrement dit, plus on est instruit, moins on considère que le gouvernement est efficace.



Graphique VIII-21. Efficacité du gouvernement selon le niveau d'instruction

Efficacité du gouvernement et statut économique des répondants

La figure VIII-22 montre que, contrairement à l'éducation, plus le statut économique des individus est élevé (score 5-6+), plus on a tendance à considérer que le gouvernement est efficace. Et plus on est pauvre (score 0-1) plus on pense le contraire.



Graphique VIII-22. Efficacité du gouvernement selon la richesse des ménages

La fraction basse de la ‘classe moyenne’ (score 1-3) serait la plus prompte à le considérer efficace. Tandis que la fraction aisée de cette classe (scores plus de 3 à moins de 5) n’a pas tendance à le prendre pour tel. Autrement dit, il y a un groupe de nantis de concert avec une majorité de quasi démunis qui claironne l’efficacité du gouvernement. Les données ne nous permettent pas d’étudier les relations entre ces deux catégories pour voir dans quelle mesure il s’agit d’un cas de clientélisme sociopolitique. Dans le contexte haïtien, ces quasis démunis représentent la grande majorité de la population. C’est dire que le gouvernement jouissait d’un support assez important auprès de la population lors des enquêtes en été dernier.

Conclusion

Mis à part leur niveau d’éducation, les facteurs liés au background des individus (tels que leur statut économique, sexe et âge) n’ont révélé aucun effet pertinent sur le vote. Ce dernier n’a pas suivi les lignes de classe économique en Haïti. Autrement dit, les candidats ont recruté leurs électeurs un peu partout dans la société, indépendamment de leur âge, sexe et rang économique puisque ces facteurs n’affectent nullement le vote.

Par contre, la plupart des facteurs ayant trait aux réseaux de relations entre individus et à leurs orientations politiques l'affectent. Citons, entre autres, le fait d'avoir encouragé les autres d'aller voter, d'avoir mené campagne, de faire confiance à un parti politique ou d'avoir un intérêt pour le champ politique.

Bien que la région du grand Nord ait voté le plus massivement, ses résidents étaient beaucoup plus enclins à penser que le Gouvernement n'est pas efficace. Les autres régions montrent une certaine congruence entre le pourcentage de votes et leur perception de l'efficacité du gouvernement.

Le pourcentage des votes est d'autant plus haut que la confiance placée dans les partis politiques est élevée. Cependant, le vote tend à diminuer quand la confiance aux partis atteint une intensité très forte ou quand elle est très faible. Ainsi le manque d'engagement à l'endroit d'un parti politique est certainement un facteur démotivant pour le vote, tout comme, paradoxalement, le 'trop' d'engagement, parce que les activistes politiques mûs par trop de confiance peuvent choisir de s'en abstenir.

Lors des dernières élections présidentielles de 2006 voter la droite c'était voter 'l'ordre, la discipline et le travail'. L'idée de l'ordre portait nombre de votants à envisager, si nécessaire, l'intervention des 'forces de l'ordre' pour rétablir la paix dans le pays. Or, la notion de paix semble avoir été aussi interprétée par une partie de l'électorat dans le sens d'un renouveau de l'espoir. La 'droite' devait donc inclure ceux qui cherchaient la paix par la force tout comme ceux qui cherchaient la paix par le consensus populaire à travers le vote. Autrement dit, les partisans de l'ordre public, qui étaient en plus grand nombre. 'où, l'importance de la droite dans la détermination du pourcentage élevé des votes.

Bibliographie

Buendía, J. Economic Reform, Public Opinion and Presidential Approval in Mexico, 1988-1993. *Comparative Political Studies* Vol 29:5 (1996):566-592.

Burt Ronald et Michael Minor (eds), *Applied Network Analysis: Structural Methodology for Empirical Social Research*. Beverly Hills, California : Sage Publications), 1982.

Bratton Michael 'Building Democracy in Africa's Weak States' *Democracy at Large*, Vol 1, No.3, 2005.

Dahl, Robert. *On Democracy*. New Haven: Yale University Press, 1998.

Franklin Franklin, Tom Mackie, Henry Valen et al. *Electoral Change*. Cambridge: Cambridge University Press, 1992.

Jadotte, Hérard et Yves-François Pierre. "Haiti: What kind of peace is possible? Local democratic governance and sustainable peace."(Chapitre IV dans une future publication de l'Institut Nord/Sud (North South Institute [NSI], Ottawa, Canada), 2006.

Key, V.O., Jr. *The Responsible Electorate*. New York, NY: Vintage, 1966.

Merton, Robert King . *Social Theory and Social Structure*. New York: The Free Press, 1968.

Nie, N., J. Junn, y K. Stehlik-Barry. *Education and Democratic Citizenship in America*. Chicago, IL: University of Chicago Press, 1996.

Popkin, S. *The Reasoning Voter: Communication and Persuasion in Presidential Campaigns*, 2nd ed. Chicago, IL: Chicago University Press, 1994.

Sartori, Giovanni. *The Theory of Democracy Revisited*. Chatham, NJ: Chatam House, 1987.

Annexes

Tableau VIII-3. Pour quel candidat présidentiel avez-vous voté lors des dernières compétitions électorales?

Candidat/Parti politique	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage Cumulé
René Préval (Fwon Lespwa)	818	74.2	74.2
Leslie Manigat (RDNP)	130	11.8	86.0
Charles Henry Baker (Respè)	51	4.6	90.7
Jean Chavannes Jeune (Union Nationale Chrétienne pour la Reconstruction d'Haïti)	40	3.6	94.3
Luc Mesadieu - (Mouvement Chrétien pour Bâtir une Nouvelle Haïti)	18	1.6	95.9
Paul Denis (Oganizasyon Pèp Kap Litè)	15	1.4	97.3
Evans Paul (Alyans/Alliance Démocratique)	8	.7	98.0
Serge Gilles (Fusion des Sociaux-démocrates Haïtienne)	6	.5	98.5
Guy Philippe (FRN)	5	.5	99.0
Dany Toussaint (Mouvement Démocratique et Renforcement Haïtien)	4	.4	99.4
Autres	4	.4	99.7
Aucun (Blank ballot or vote canceled)	3	.3	100.0
Total	1102	100.0	

Tableau VIII-4. Résultats de la régression logistique- Vote dans les dernières élections présidentielles

Modèle	B	E.S.	Wald	ddl	Signif.	Exp(B)
Masculin	.264	.206	1.634	1	.201	1.302
Genre (Masculin)	.014	.009	2.578	1	.108	1.014
Age (q2)	.021	.028	.540	1	.462	1.021
Education (ed)	.024	.072	.108	1	.742	1.024
Richesse	.231	.068	11.380	1	.001	1.259
Idéologie (I1)	.151	.048	9.872	1	.002	1.163
Intérêt pour la politique (pol1r)	.023	.004	36.461	1	.000	1.023
Persuadé les autres à aller voter (pp1r)	.000	.005	.008	1	.930	1.000
Travaillé pour un parti ou candidat(pp2r)	.009	.004	4.692	1	.030	1.009
Confiance envers les partis politiques (b21r)	.009	.004	4.797	1	.029	1.009
Constante	-2.272	.613	13.715	1	.000	.103

a Variable(s) entrées à l'étape 1 : Masculin, Q2, ED, Wealth, TAMANOR, L1, pol1r, pp1r, pp2r, b21r.

Récapitulatif du modèle

Etape	-2log-vraisemblance	R-deux de Cox & Snell	R-deux de Nagelkerke
1	615.448(a)	.144	.223

a L'estimation a été interrompue au numéro d'itération 5 parce que les estimations de paramètres ont changé de moins de .001.

Tableau VIII-5. Résultats du modèle de régression - Efficacité du gouvernement actuel

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta	B	Erreur standard
(constante)	35.245	2.805		12.566	.000
Genre (Masculin)	.177	1.071	.004	.166	.868
Age (q2)	.021	.044	.013	.490	.624
Education (ED)	-.741	.137	-.163	-5.405	.000
Richesse	1.427	.375	.123	3.802	.000
Taille du lieu de résidence (TAMANOR)	-.059	.344	-.005	-.172	.863
Evaluation de la situation économique du pays (soct1r)	.028	.030	.028	.938	.348
Evaluation de la situation économique personnelle (idio1r)	.000	.030	.000	.012	.990
R-carré ajusté=0.091		N= 1420			

a Variable dépendante : EFICGOV Efficacité du gouvernement actuel

IX. Capital Social en Haïti

Ce chapitre présente une analyse de deux éléments fondamentaux qui sont liés au concept de capital social, à savoir : le niveau de confiance interpersonnelle et la participation civique. Bien qu'il n'existe pas de définition précise de ce concept de « capital social », Putnam le présente comme des 'traits d'organisation sociale, tels que la confiance, les normes et les réseaux, qui rendent efficace le fonctionnement du corps social en facilitant la coordination des actions entre ses membres'.⁶¹ Les recherches faites dans ce domaine permettent de prédire qu'à des niveaux de confiance interpersonnelle élevés devrait correspondre une participation civique plus forte des citoyens vu que ces derniers voudraient se mobiliser plus facilement pour la réalisation d'un but commun (Banfield 1958; Putnam 1993). Ainsi, la participation civique encouragerait l'activisme politique chez eux (Verba et al 1995).

L'engagement politique des citoyens, en tant qu'élément du capital social, reste lié au niveau de développement démocratique d'un pays. En effet, d'après Putnam, un niveau élevé de confiance interpersonnelle et une forte participation aux organisations civiques des citoyens (donc de capital social) demeurent deux critères fondamentaux dans le fonctionnement des systèmes démocratiques. Putnam explique, par exemple, les performances gouvernementales dans certaines régions de l'Italie à partir de la différence dans l'engagement civique des citoyens (Putnam 1993; Putnam 2000).

Il suggère que l'égalité politique est le mécanisme qui explique le lien entre l'engagement civique et l'efficacité d'un gouvernement. L'engagement civique, dit-il, explique qu'une communauté 'se tient ensemble sur la base de liens horizontaux de réciprocité et de coopération, et non sur la base des liens verticaux, des liens d'autorité et de dépendance' (Ibidem 88). En conséquence, les individus vivant dans une communauté à caractère participatif sont plus enclins à se sentir représentés au sein du gouvernement parce que, dit-il, les leaders politiques dans ces communautés sont plus 'prêts à mettre en pratique l'art du compromis' (Ibid 105). D'après cette vue, la participation civique et la participation politique sont considérées comme des véhicules de l'égalité politique et ultérieurement de la représentativité politique et de la bonne gouvernance.

Dans le cadre d'un texte sur la gouvernance locale en Haïti en 1997, White et Smucker (1997 :1) définit le capital social comme étant des 'réseaux de normes et de confiance qui facilitent la coopération entre individus à la recherche d'un bénéfice mutuel'. Deux ans plus tard, cette fois-ci dans le cadre d'un projet sur le développement local, Smucker et Tomson (1999) utilisent le capital social comme étant des 'arrangements institutionnels-des ensembles de règlements qui encouragent l'augmentation de la confiance- créés, utilisés, évoqués, et mis en application par des groupes locaux'.⁶² Ainsi, dans l'une et l'autre étude, le concept s'adresse à deux plans analytiques différents: le plan de l'orientation des individus (i.e., valorisation de la confiance) qui

⁶¹ Voir Putnam 1993, page 167.

⁶² Voir Smucker et Tomson, page 5.

serait culturel et le plan de leurs performances (réciprocité et efficacité) qui serait plutôt social⁶³. Pris dans ces deux sens, leur définition rejoint celle de Putnam, excepté que ce dernier met la participation des citoyens en rapport avec le système socio politique.

Quand on parle de capital social, il s'agit, en effet, de valoriser la confiance mutuelle chez les individus en vue de les porter à coopérer pour d'éventuels bénéfices. Cette coopération en retour ferait grandir la confiance réciproque des individus les uns à l'endroit des autres. Et dans une société comme Haïti où il y a une carence dans l'application des règlements par manque de volonté politique et d'arrangements institutionnels, l'utilisation des réseaux de relations sociales devient très pertinente et saillante pour le fonctionnement du 'corps social' tout entier. Lors même que des unités gouvernementales formelles doivent mettre en pratique un plan, le manque de moyens logistiques, humains et financiers explique qu'elles doivent avoir recours à des tissus de relations locales pour le faire. C'est ainsi que s'est développé dans le pays, toute une multiplicité de groupes, *gwoupman*, ou d'organisations à même d'assurer le tissage de ce corps social balkanisé soit par les relations entre l'Etat et la société, soit par les relations entre classes, soit par les relations entre individus de croyances différentes.

L'incapacité de l'Etat à répondre de certains besoins locaux, tels que le transport, l'éducation, les soins de santé primaires, l'accès au crédit, la sécurité, la protection des droits du citoyens, le contrôle des ressources naturelles, l'éclairage des rues, le nettoyage des canaux d'irrigation et de déversement des déchets, l'eau potable, la résolution des conflits entre citoyens⁶⁴, etc., porte les organisations locales à y faire face, fort souvent avec les moyens du bord. Ces organisations sont tout aussi multiples et varient selon les contextes géographiques en Haïti. Smucker et Tomson (1999) en a recensé quelques-unes. Citons, entr'autres: les groupes d'échanges de travail agricole, les groupes d'échanges de crédit, les 'sociétés' religieuses de danse (*bann rara*), le 'sociétés' informelles funéraires, les comités pour le contrôle de l'eau potable, les comités pour l'utilisation de l'eau d'irrigation, les caisses populaires, les associations de jeunes, les organisations paysannes, les fédérations paysannes, les groupes quartier de pression, etc.

Ces groupes fonctionnent en milieu rural comme en milieu urbain bien que leurs fonctions diffèrent selon le milieu. Par exemple, récemment lors des élections locales de 1995, les organisations paysannes ont fait leur entrée directe sur la scène politique nationale en choisissant elles-mêmes des candidats locaux à plusieurs postes électoraux de divers niveaux en plus de se concentrer sur des problèmes de développement local. Les organisations urbaines qui autrefois se cantonnaient dans des questions de protestation politique s'adressent maintenant à la question de gestion de l'eau potable dans les bas quartiers de Port-au-Prince (Smucker et Tomson 1999).

Ainsi, sur la base des résultats du sondage LAPOP 2006, dénommé 'Le Baromètre des Amériques de 2006', ce chapitre analyse la confiance interpersonnelle et la participation civique

⁶³ L'accent est mis ici sur la coopération. Les éventuels bénéfices peuvent être matériels mais ils sont valorisés. Le plan serait socioculturel donc interactif. La coupure social et culturel se base sur Wallace (1983) qui définit le social comme étant des 'régularités physiques entre organismes' et le culturel comme étant des 'régularités psychiques entre organismes'. Notez que l'action sociale est ainsi dépouillée de son côté normatif, qui devient problématique au lieu d'être automatique comme chez Durkheim (1939).

⁶⁴ Voir Smucker et Tomson(1999) pour une liste de besoins page 6.

en Haïti. Plus spécifiquement, il présente une exploration des modes de participation civique des Haïtiens tout en se demandant dans quelle mesure cet activisme se traduit en une forme de participation politique plus accentuée selon la confiance que les gens ont dans le système politique du pays. Comme la théorie le suggère, ce chapitre prédit que ceux qui auront participé aux organisations civiques seront les plus enclins à se sentir représentés dans le système politique et donc à démontrer un plus haut niveau de support au système.

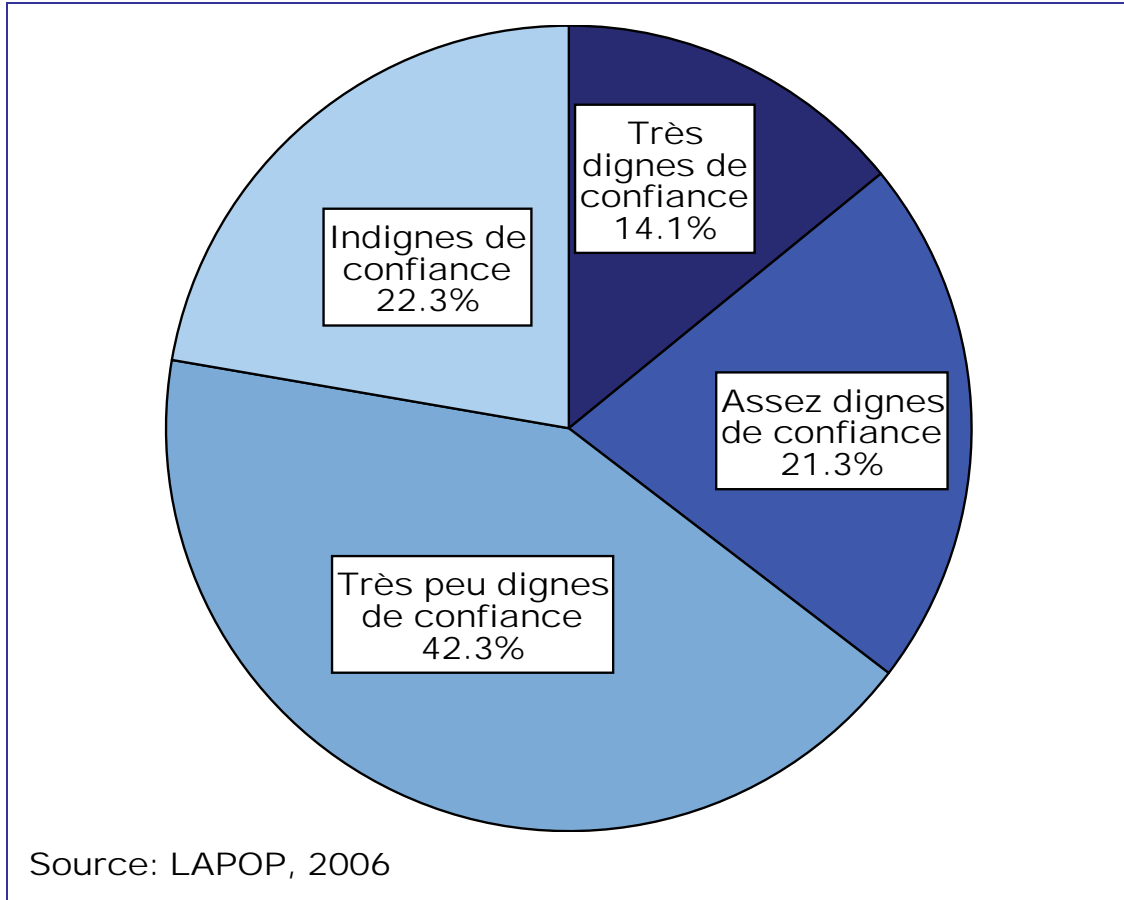
Confiance interpersonnelle

La confiance interpersonnelle chez les répondants du sondage est mesurée par la question suivante:

IT1. Et maintenant, parlons des personnes qui habitent ici, diriez-vous que les gens dans votre voisinage sont généralement...

1. Très dignes de confiance
2. Assez dignes de confiance
3. Très peu dignes de confiance
4. Indignes de confiance
8. Ne sais pas

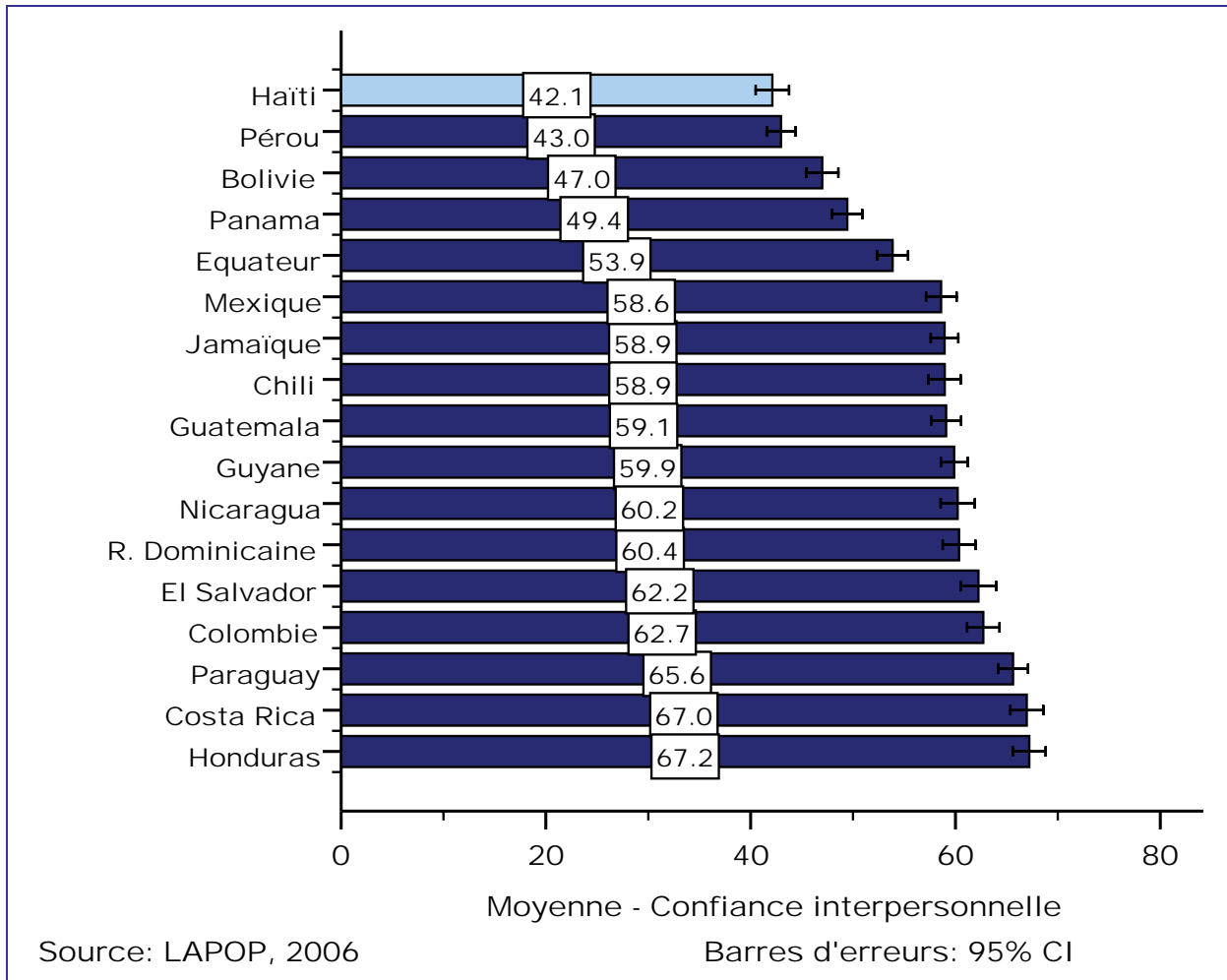
Le Graphique IX-1 montre que le *déficit* en confiance interpersonnelle est élevé, parce que 64.6% des gens, soit environ les deux tiers des répondants pensent que leurs voisins ne sont pas dignes de confiance. Plus précisément, 42.3% des répondants pensent que les résidents des quartiers sont ‘très peu dignes de confiance’ et 22.3% pensent qu’ils en sont indignes. Par contre, la *réserve* en confiance sociale se chiffre à 35.4%. C’est-à-dire que 21.3% des répondants pensent que les résidents des quartiers sont ‘assez dignes de confiance’ et 14.3 % qu’ils sont ‘très dignes de confiance’.



Graphique IX-1. Confiance interpersonnelle

Certainement la confiance que les gens inspirent est compressible et extensible. C'est dire qu'elle peut varier au gré des circonstances sociales, culturelles et politiques. Etant donné qu'il n'y a aucun repère quantitatif permettant de la 'mesurer' à travers le temps, placée dans un contexte géopolitique, on peut se faire une idée de son intensité. Ainsi, placée dans le contexte de la Caraïbe et de l'Amérique Latine en général, Haïti s'est révélé un pays où le niveau de confiance interpersonnelle est en moyenne le plus bas. Le Graphique IX-2 fait voir que la moyenne de confiance que les Haïtiens se font est de l'ordre de 42.1 dans une échelle de 0 à 100⁶⁵ Comparée à 67.2 à Honduras et 67.0 au Costa Rica, deux pays où il y a un maximum de confiance interpersonnelle entre les citoyens. La Jamaïque et la République Dominicaine, ses deux voisines les plus proches, présentent des moyennes qui sont nettement supérieures à la leur (respectivement 58.9 et 60.4).

⁶⁵ Les réponses valides à la question IT1 ont été recodées pour former une échelle allant de 0 à 100. Le chiffre 0 correspond à 'aucune confiance' et 100 à 'beaucoup de confiance'.



Graphique IX-2. Confiance interpersonnelle dans une perspective comparative

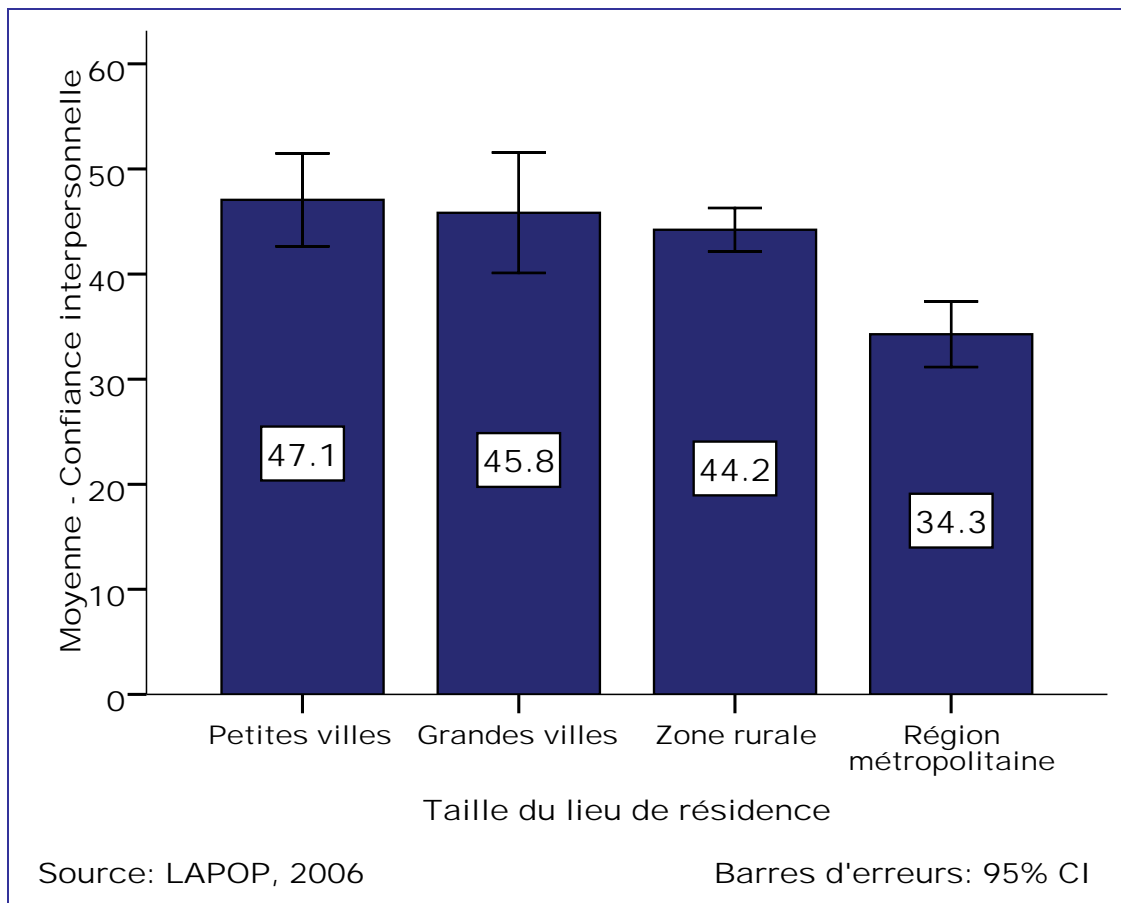
Une interprétation plausible c'est qu'il y aurait eu une érosion de la confiance interpersonnelle en raison de l'urbanisation accélérée des villes qui s'accompagne d'une explosion de la violence. Toutefois, la région métropolitaine de Port-au-Prince représente la cible principale de cette urbanisation par rapport aux autres villes⁶⁶. Si tel est le cas, on doit s'attendre à ce que l'érosion de la confiance interpersonnelle soit plus forte dans les centres urbains et surtout à Port-au-Prince que dans les milieux ruraux. Les données ne confirment pas cette hypothèse entièrement comme le montre le Graphique IX-3. En effet, d'un côté, le contraste en matière de confiance interpersonnelle se situe entre la région métropolitaine de Port-au-Prince où le niveau de confiance est bas et les autres agglomérations urbaines et rurales du pays où il est beaucoup plus élevé (respectivement 34.3 contre 45.8 pour les grandes villes ; 47.1 pour les petites et 44.2 pour le milieu rural).

D'un autre côté, les milieux ruraux rivalisent en niveau faible de confiance (autour des 4/10) avec les milieux urbains sans avoir été exposés directement à un même taux de croissance. Ce faible niveau de confiance toutefois n'est pas statistiquement différent de celui des grandes villes

⁶⁶ Voir White et Smucker (1997), page 9.

et des petites villes, comme le fait voir la charte plus-bas (IX-3). C'est dire qu'une interprétation doit être avancée pour le faible taux de confiance enregistré dans le pays en général en comparaison avec les autres pays de la région.

Peut-être que le déclin des valeurs traditionnelles de solidarité familiale et interindividuelle au profit des pratiques individualistes explique ce climat de méfiance⁶⁷. Etant donné que ces pratiques ne se confinent pas exclusivement en milieu rural, la même interprétation plausible peut être avancée aussi pour le faible niveau de confiance enregistré ailleurs. Le climat de violence sociale et politique qui est beaucoup plus fort à Port-au-Prince et dans les villes de province que dans les milieux ruraux viendrait ajouter sa part au niveau de méfiance plus élevé qui s'y observe. 'Si l'on se réfère à des standards internationaux, Haïti n'est pas particulièrement violente; cependant, la montée notable des taux de criminalité récemment a secoué le sentiment de bien-être dans toutes les couches de la société urbaine.⁶⁸



Graphique IX-3. Confiance placée dans son environnement en fonction des milieux

⁶⁷ Voir Richman (2005), pp.150-184. Dans le cas du Vodou, ce déclin serait marqué par la transition du rite *guinen* au *pwen*. Le *pwen* est essentiellement de nature individualiste, égoïste, acheté par un individu pour sa protection ou pour promouvoir ses intérêts personnels. Par contre, le *guinen* est collectif, altruiste et par conséquent contribue à promouvoir la solidarité entre individus.

⁶⁸ Voir White and Smucker (1997), page 10.

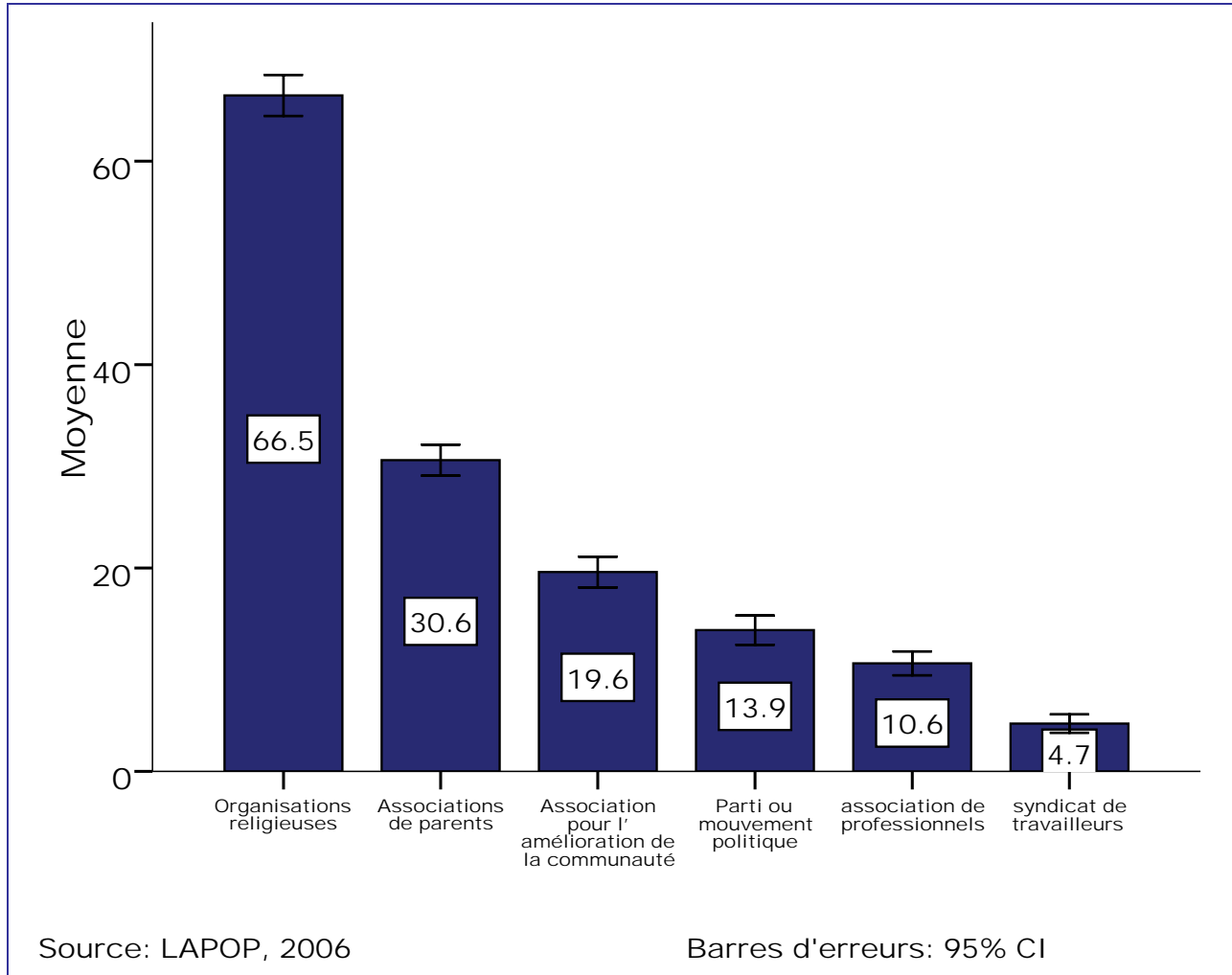
Participation Civique

En comparaison avec d'autres pays de la région, la réserve de confiance est basse. N'empêche, cependant, qu'elle facilite la coopération entre gens pour des buts divers. Ainsi, en dépit de ce climat relatif de méfiance, les Haïtiens forment des associations et y participent en vue de résoudre leurs problèmes. Pour saisir cette coopération, le sondage a demandé aux répondants une question à volets multiples gradués de 1 à 4 qui permettent de mesurer divers niveaux de participation aux affaires de leurs communautés.

La matrice suivante présente les indicateurs utilisés par le sondage LAPOP 2006 pour mesurer cette participation:

<i>Maintenant, je vais vous lire une liste de groupes et d'organisations. S'il vous plaît, dites-moi si vous assistez à leurs rencontres au moins une fois la semaine, une ou deux fois le mois, une ou deux fois l'an, ou jamais. [Pour chaque question, répétez une fois la semaine, une ou deux fois le mois, une ou deux fois l'an, ou jamais en vue d'aider le répondant.]</i>						
	<i>Une fois par semaine</i>	<i>Une ou deux fois le mois</i>	<i>Une ou deux fois l'an</i>	<i>Jamais</i>	<i>Ne sait pas</i>	
<i>CP6. Rencontres des organisations religieuses? Est-que-vous les assistez....</i>	1	2	3	4	8	CP6
<i>CP7. Rencontres des associations de parents ? Est-que vous les assistez....</i>	1	2	3	4	8	CP7
<i>CP8. Rencontres d'un comité ou d'une association pour l'amélioration de la communauté ? Est-que-vous les assistez</i>	1	2	3	4	8	CP8
<i>CP9. Rencontres d'une association de professionnels, de commerçants ou d'agriculteurs ? Est-que-vous les assistez....</i>	1	2	3	4	8	CP9
<i>CP10. Rencontres d'un syndicat de travailleurs ? Est-que-vous les assistez....</i>	1	2	3	4	8	CP10
<i>CP13. Rencontres d'un parti politique ou d'un mouvement politique ? Est-que-vous les assistez....</i>	1	2	3	4	8	CP13

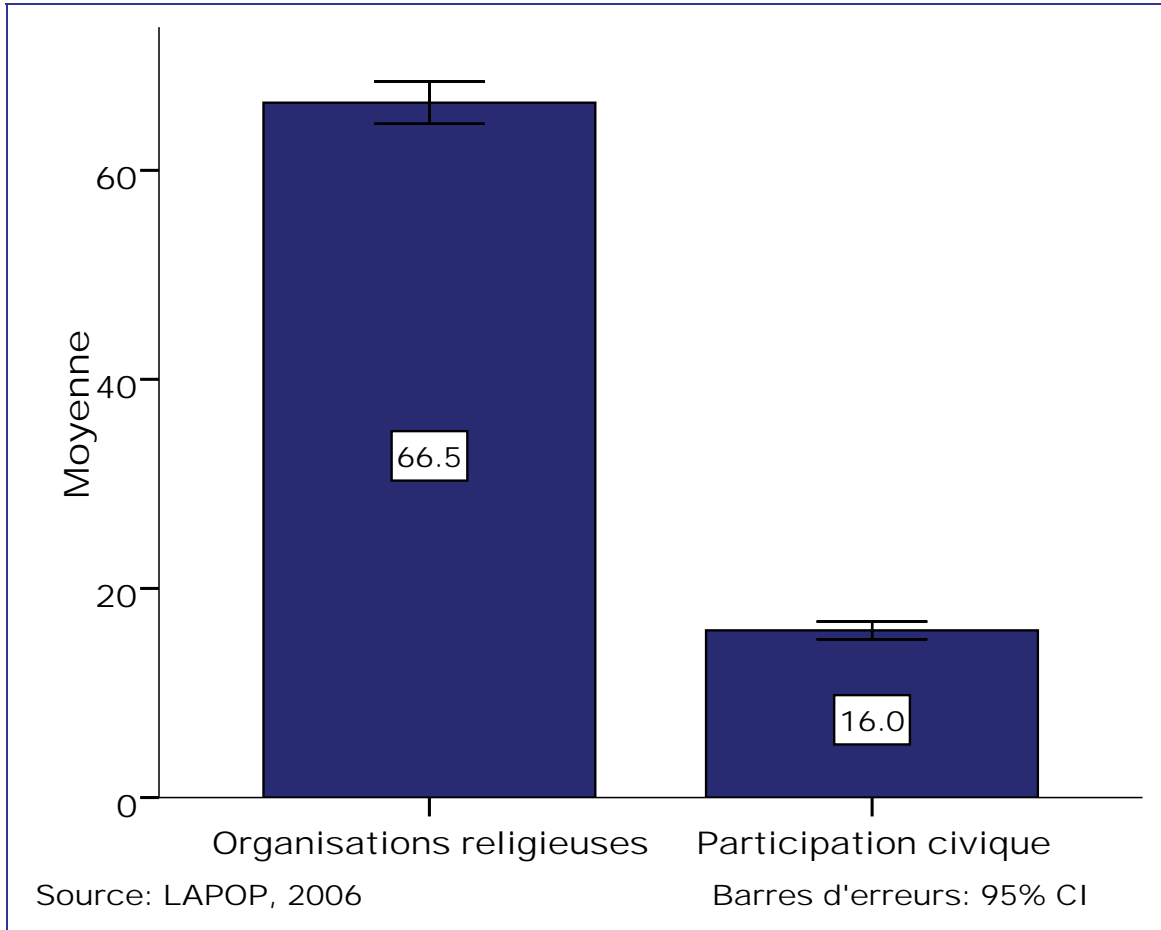
Les réponses fournies à cette batterie de questions ont été recodées pour former une échelle allant de 0 à 100, avec 0 signifiant ‘jamais’ et 100 ‘une fois la semaine’. Le graphique IX-4 montre l’intensité moyenne de participation à chaque type d’organisation. On peut voir que les Haïtiens participent surtout dans des organisations religieuses (moyenne 66.5 points); ensuite viennent les associations de parents (30.6) et les organisations de développement communautaire (19.6). La participation à des meetings organisés par des partis ou mouvements politiques, des associations de professionnels et des syndicats demeure la plus faible (respectivement 13.9, 10.6 et 4.7).



Graphique IX-4. Participation aux organisations de la société civile

L’analyse factorielle des six critères présentés dans la matrice a donné lieu à un index de participation civique. Selon cette analyse, cinq d’entre eux (mis à part la participation religieuse ou CP6) peuvent être regroupés dans un même index, qui est statistiquement fiable (voir Annexe I). Cet index a été converti en une échelle d’intensité graduée de 0 à 100 après la recodification des cinq critères.

Les rencontres organisées par les associations à caractère religieux sont tout-à-fait particulières. Une analyse des types de rencontres suggère que, mises à part les rencontres à caractère religieux, toutes les autres peuvent s'amalgamer. Quand on regroupe les rencontres, elles accusent une moyenne de participation civique de 16.0 points et une moyenne de participation religieuse de 66.5 points (Voir graphique IX-5).



Graphique IX-5. Participation Civique

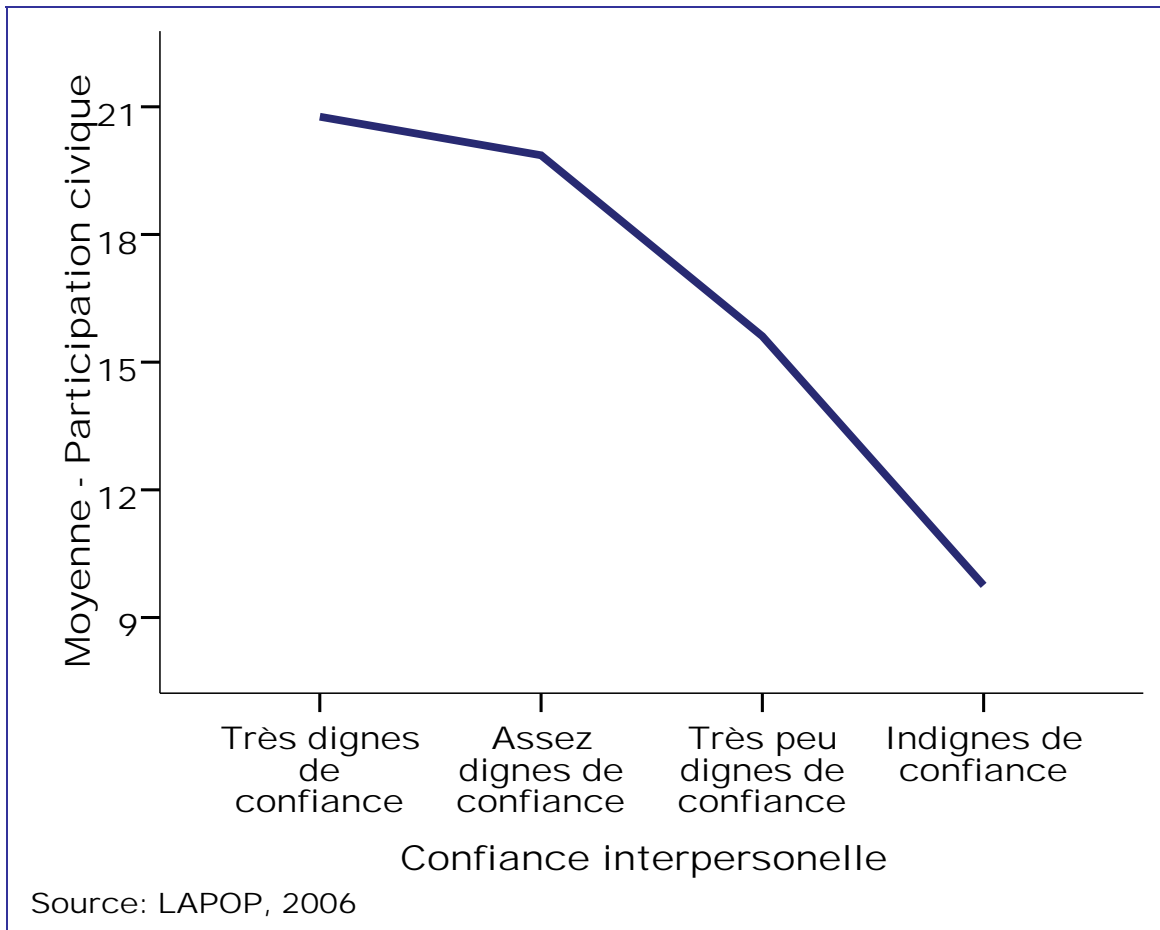
Déterminants de la participation civique

Cette section paie une attention spéciale aux facteurs déterminants de la participation civique. Théoriquement, on s'attend à ce que cette participation soit d'autant plus élevée que le niveau de confiance interpersonnelle l'est aussi. Seulement ceux qui font confiance aux résidents de leur communauté auront tendance à se mettre avec eux dans des associations civiques. En vue d'étudier la relation entre la confiance interpersonnelle et la participation civique, une analyse de régression est présentée avec comme variable dépendante l'index de la participation civique et comme variable indépendante le niveau de confiance interpersonnelle. Des facteurs tels que l'éducation, l'âge, les possessions individuelles, le statut marital, l'intérêt dans la politique, et la zone de résidence sont retenus comme contrôle. Annexe II contient les résultats de l'équation de

régression. Ici, les graphiques montrant les facteurs les plus déterminants de la participation civique en Haïti sont présentés.

Participation civique selon la confiance interpersonnelle

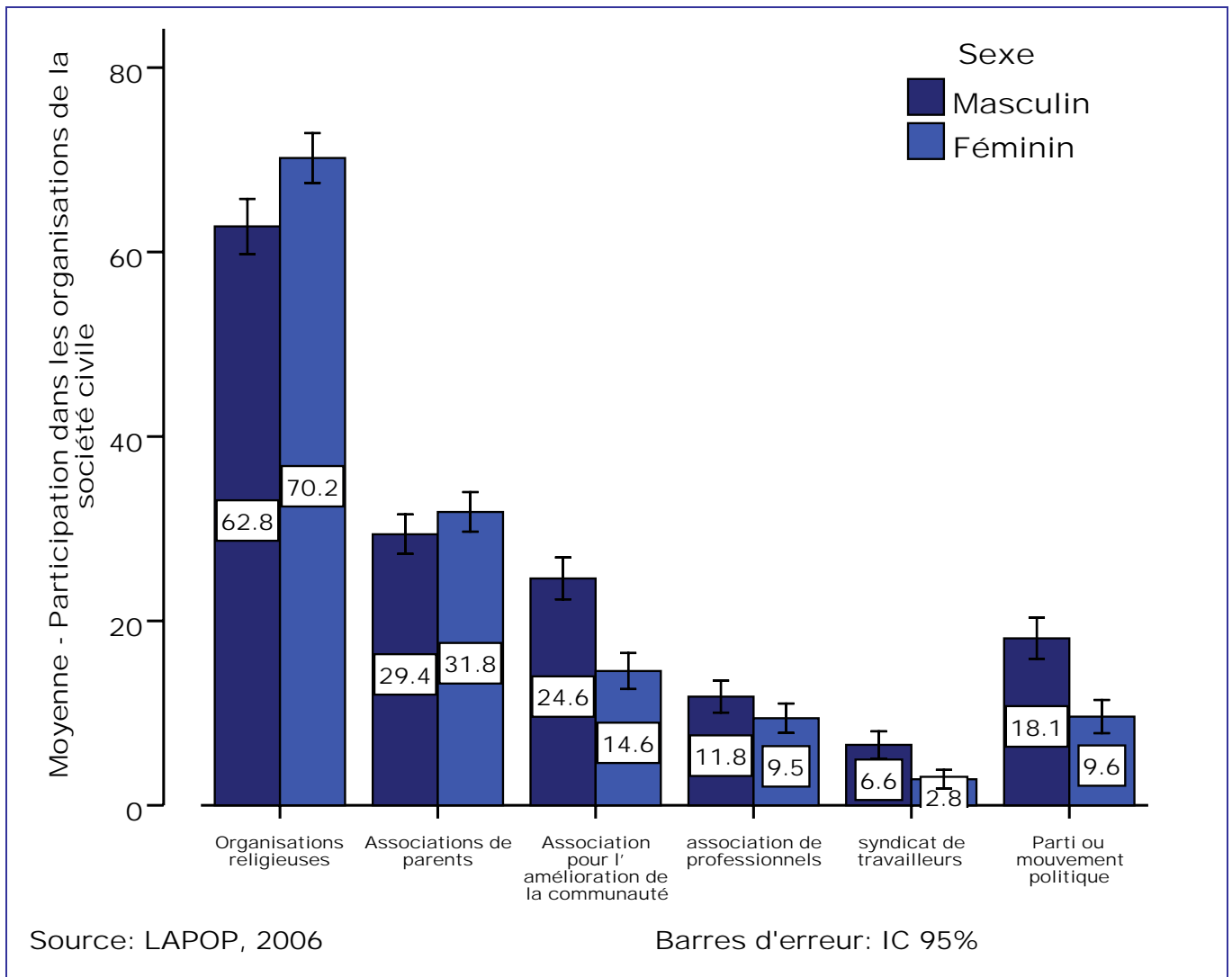
Le graphique IX-9 montre clairement qu'il y a une relation positive entre le niveau de confiance interpersonnelle et la participation civique. Ceux qui font beaucoup de confiance aux résidents de leur communauté ont une plus grande chance de participer dans les organisations civiques, ce qui confirme l'importance de l'entente interindividuelle pour la participation aux activités civiques. La relation devient plus faible à des niveaux moins intenses de confiance interpersonnelle, comme le montre la pente descendante qui accuse les différences de niveaux de confiance au fur et à mesure que la participation moyenne décline.



Graphique IX-6. Participation aux organisations de la société civile et confiance interpersonnelle

Participation suivant le sexe

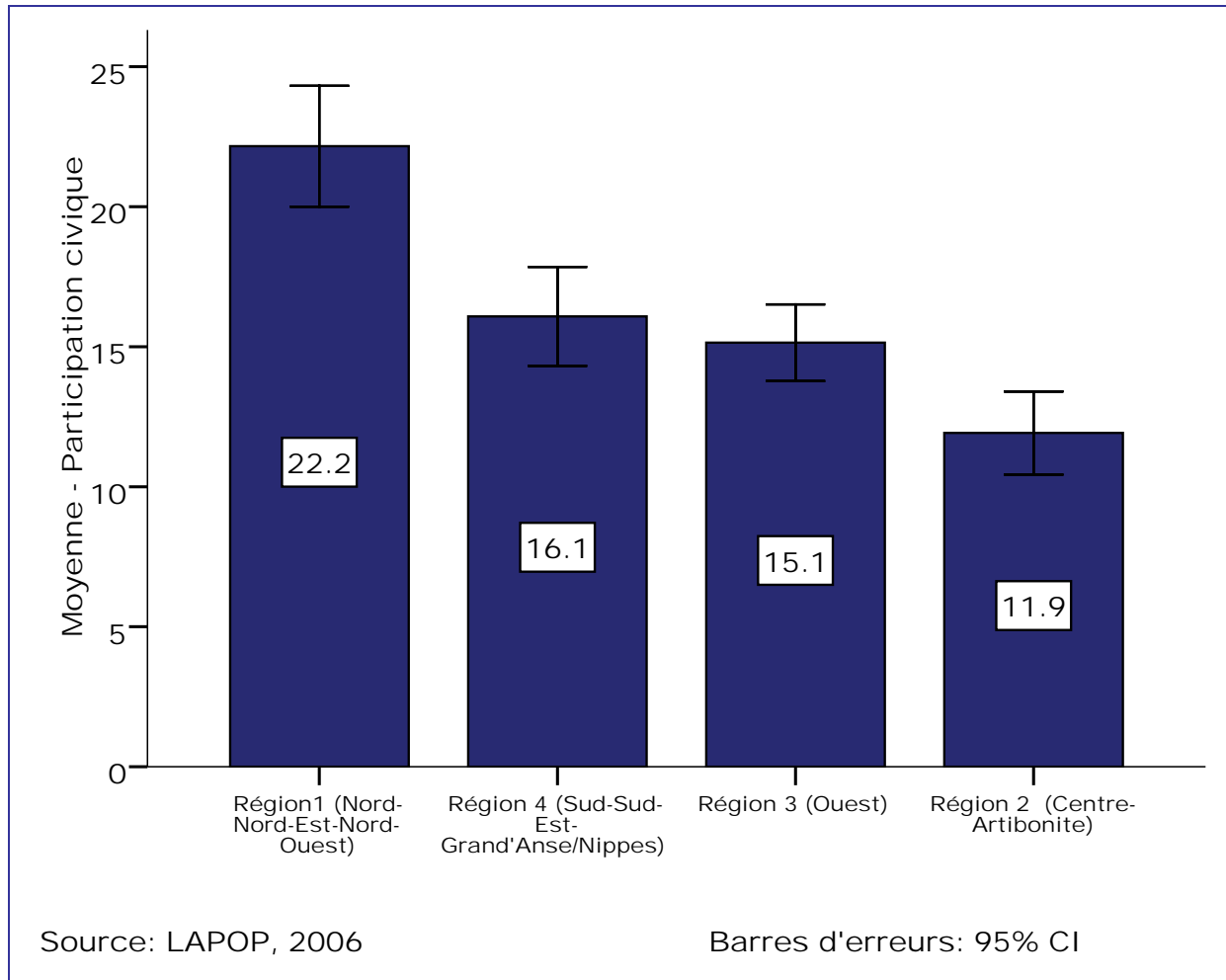
Un autre facteur déterminant de la participation civique réside dans le sexe des gens. L'analyse de régression montre que les hommes en moyenne participent dans les groupes de la société civile plus que les femmes. Le graphique IX-7 fait voir la différence dans la participation civique d'après le sexe. Des six types d'organisation analysés ici, les femmes montrent une participation plus élevée dans seulement deux d'entre elles, à savoir: les associations religieuses et les associations de parents. Toutefois, la participation plus forte des femmes s'est révélée statistiquement significative seulement dans les organisations à caractère religieux. D'un autre côté, le niveau de participation civique est sans ambigu plus élevé chez les hommes dans des rencontres pour l'amélioration des communautés, dans des syndicats, des mouvements ou partis politiques. Dans ce sens, on peut dire qu'il existe en Haïti une différence entre hommes et femmes dans la participation à des activités menées par des organisations séculières favorable envers les hommes.



Graphique IX-7. Participation aux organisations de la société civile, par sexe

Participation selon la région

La participation civique varie aussi avec les régions (voir Graphique IX-8). Les Haïtiens qui résident dans la partie Nord du pays montrent une plus haute moyenne de participation civique par rapport au reste du pays (environ 22.1). La région du Centre et de l'Artibonite accuse la plus faible moyenne de participation (environ 11.9). Toutefois, la différence entre les deux autres grandes régions, le Sud et l'Ouest, n'est pas statistiquement significative.

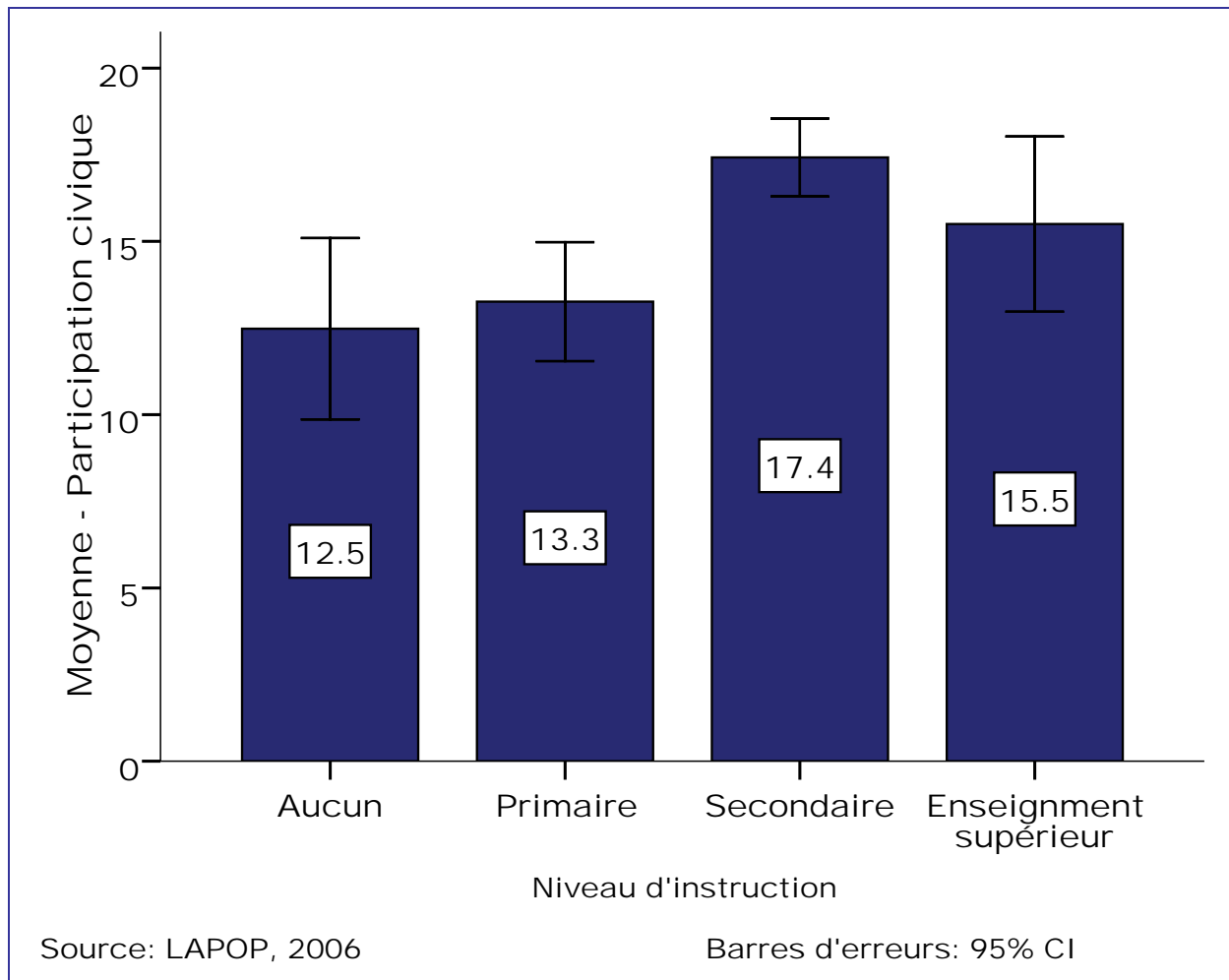


Graphique IX-8. Participation civique, par région

Participation selon l'éducation

Un autre facteur important dans la participation civique demeure le niveau d'éducation des individus. Cette participation devrait augmenter avec leur niveau d'instruction parce qu'il pourvoit l'individu en connaissances le rendant apte à participer aux affaires de sa communauté. D'après les recherches sur le statut éducatif et la participation civique et politique, les plus éduqués devraient avoir plus de chance de disposer des informations et des compétences nécessaires qui leur permettent de participer effectivement dans les organisations de la société civile. Dans le cadre de cette enquête, le graphique IX-9 montre qu'il y a effectivement des

différences de participation civique statistiquement significatives seulement entre deux niveaux d'éducation: ceux qui ont été au moins au cycle secondaire (scores 17.4 points et 15.5 points) contre ceux qui n'y ont pas été (scores 13.3 points et 12.5 points).



Graphique IX-9. Participation civique, par niveau d'Education

Société civile et participation politique

Cette section montre la relation entre la participation civique et la participation politique. Chaque mode de participation civique est considéré aux fins de voir dans quelle mesure cette participation se convertit en une sphère élevée d'activisme politique, comme nous permettent de le prévoir les recherches sur le sujet. Quatre types d'activisme politique sont retenus ici : les prises de contacts avec un député ou un autre membre du Parlement, avec une autorité locale, un ministère ou autre institution publique et finalement la participation à des manifestations. Les questions ayant trait à ces formes de participation politique sont présentées dans la matrice plus-bas:

Maintenant, prenons en considération un autre thème; les gens et les communautés ont parfois des problèmes qu'ils ne peuvent pas résoudre seuls, et donc pour les résoudre ils cherchent de l'aide d'un officiel du gouvernement ou d'une agence.

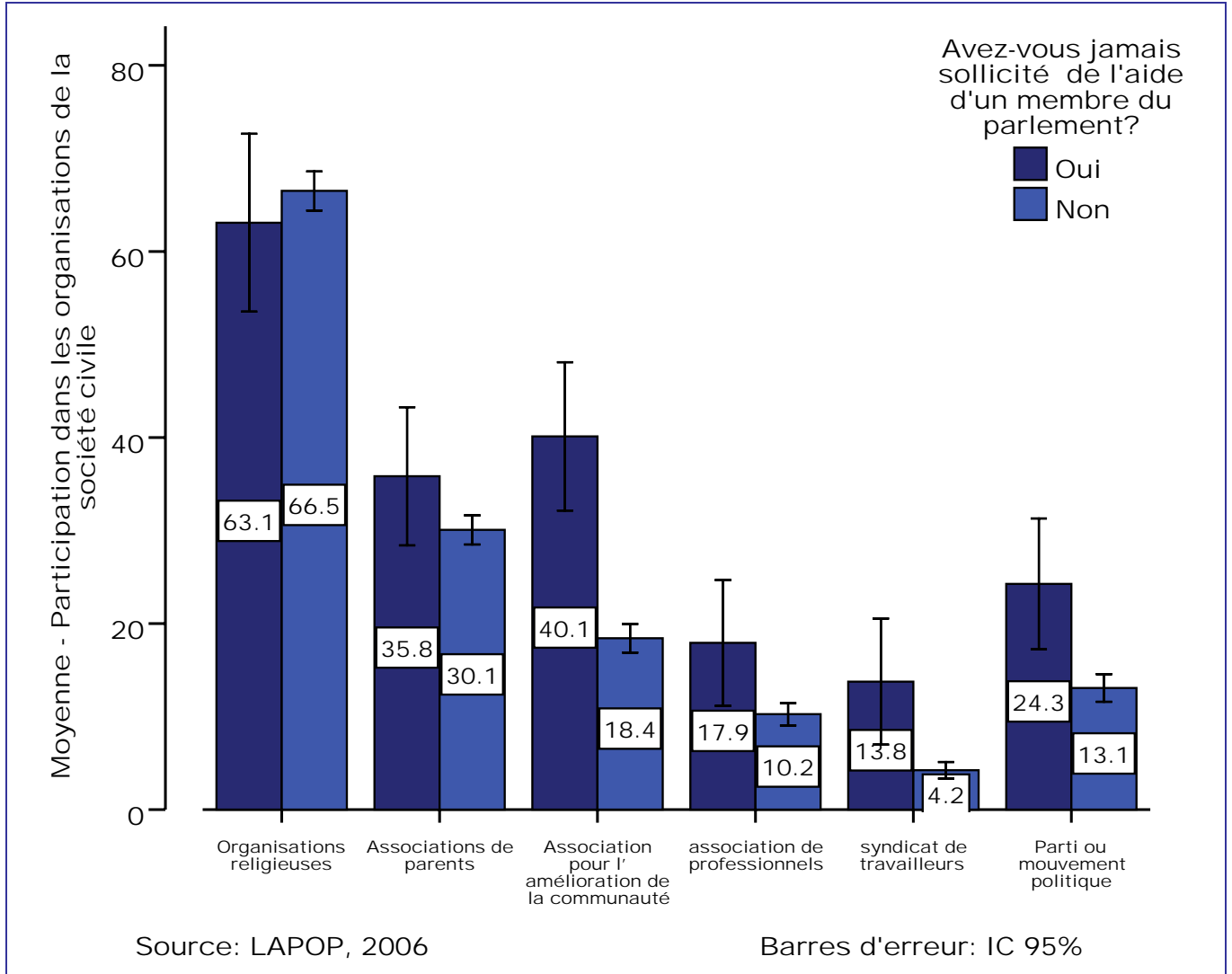
<i>Pour résoudre vos problèmes, avez-vous jamais sollicité l'aide ou la coopération</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Ne sais pas</i>		
CP2. <i>D'un membre du Parlement</i>	1	2	8	CP2	
CP4A. <i>D'une autorité locale (par exemple, magistrat, membre du Conseil Communal, ou autre autorité de province.) ?</i>	1	2	8	CP3	
CP4. <i>D'un Ministère quelconque, d'une institution publique institution, ou d'une agence étatique ?</i>	1	2	8	CP4	

PROT1. <i>Avez-vous jamais participé à une manifestation publique ou une contestation? L'avez-vous fait parfois, presque jamais ou jamais ?</i>	(1) <i>Parfois</i>	(2) <i>Presque jamais</i>	(3) <i>Jamais</i>	(8) <i>Ne sait pas</i>	PROT1	
--	-----------------------	------------------------------	----------------------	---------------------------	--------------	--

Demandes faites aux membres du Parlement

Le graphique suivant montre que ceux qui déclarent avoir pris contact avec un député ont généralement une moyenne de participation civique plus forte que les autres. Ce résultat tient pour toutes les formes de participation, à l'exception de la participation dans des organisations religieuses et des rencontres de parents. A titre d'exemple: ceux qui ont participé dans des associations à caractère communautaire et pris contact avec un député ont réalisé une moyenne de 40.1, tandis que dans ce groupe ceux qui n'ont pas eu de contact avec un député ou autre membre du Parlement montrent une moyenne plus faible de 18.4. Pareil résultat suggère en effet qu'à une participation civique élevée correspond réellement un activisme politique plus accentué.

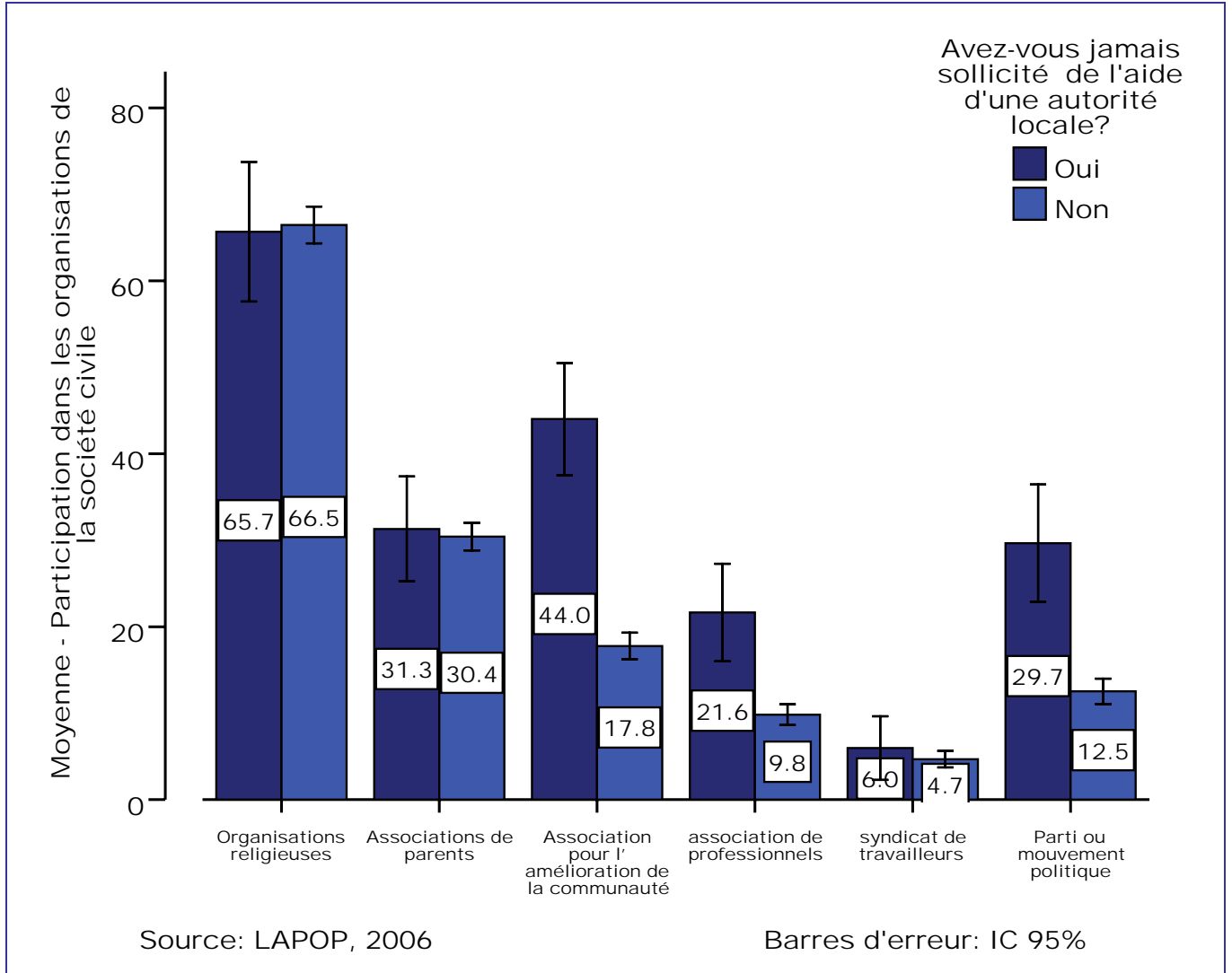
En outre, tous les types d'organisations civiques ne répondent pas aux effets d'un activisme politique accentué. En général, la participation dans des organisations à caractère séculier stimule la participation politique tandis que la participation dans des organisations religieuses la freine. Cependant, le graphique montre également que, parmi ceux qui participent aux associations de parents, la différence de participation moyenne entre ceux qui ont contacté un député et ceux qui ne l'ont pas fait n'est pas statistiquement significative (voir graphique IX-10).



Graphique IX-10. Demandes faites aux membres du Parlement en fonction des types de participation

Demandes faites à une autorité publique locale

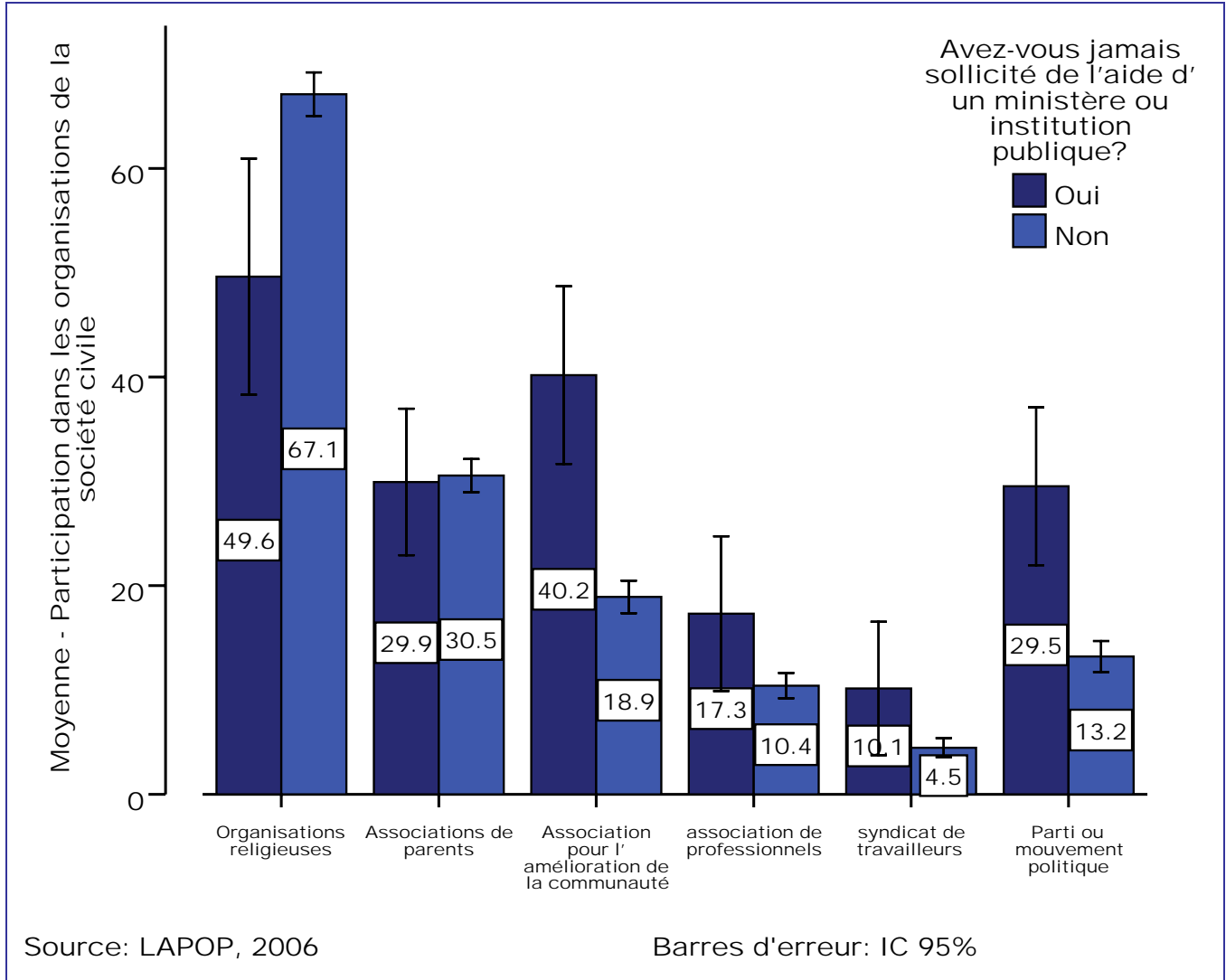
Le graphique IX-11 montre la participation civique moyenne entre ceux qui ont contacté une autorité locale et ceux qui ne l'ont pas contacté. Le même schème s'observe entre participation civique et prises de contact avec une autorité publique et participation civique qu'avec un député. Ceux qui ont pris des contacts avec une autorité locale accusent une moyenne plus élevée de participation dans des organisations civiques que ceux qui n'en ont pas pris. Là aussi, on voit que la participation dans les associations communautaires, professionnelles et politiques pousse les citoyens à solliciter en moyenne beaucoup plus l'aide d'une autorité locale, à l'exception des syndicats, qui n'accusent pas de différence statistiquement significative.



Graphique IX-11. Participation civique et demandes faites à une autorité locale

Demands faites aux Ministères

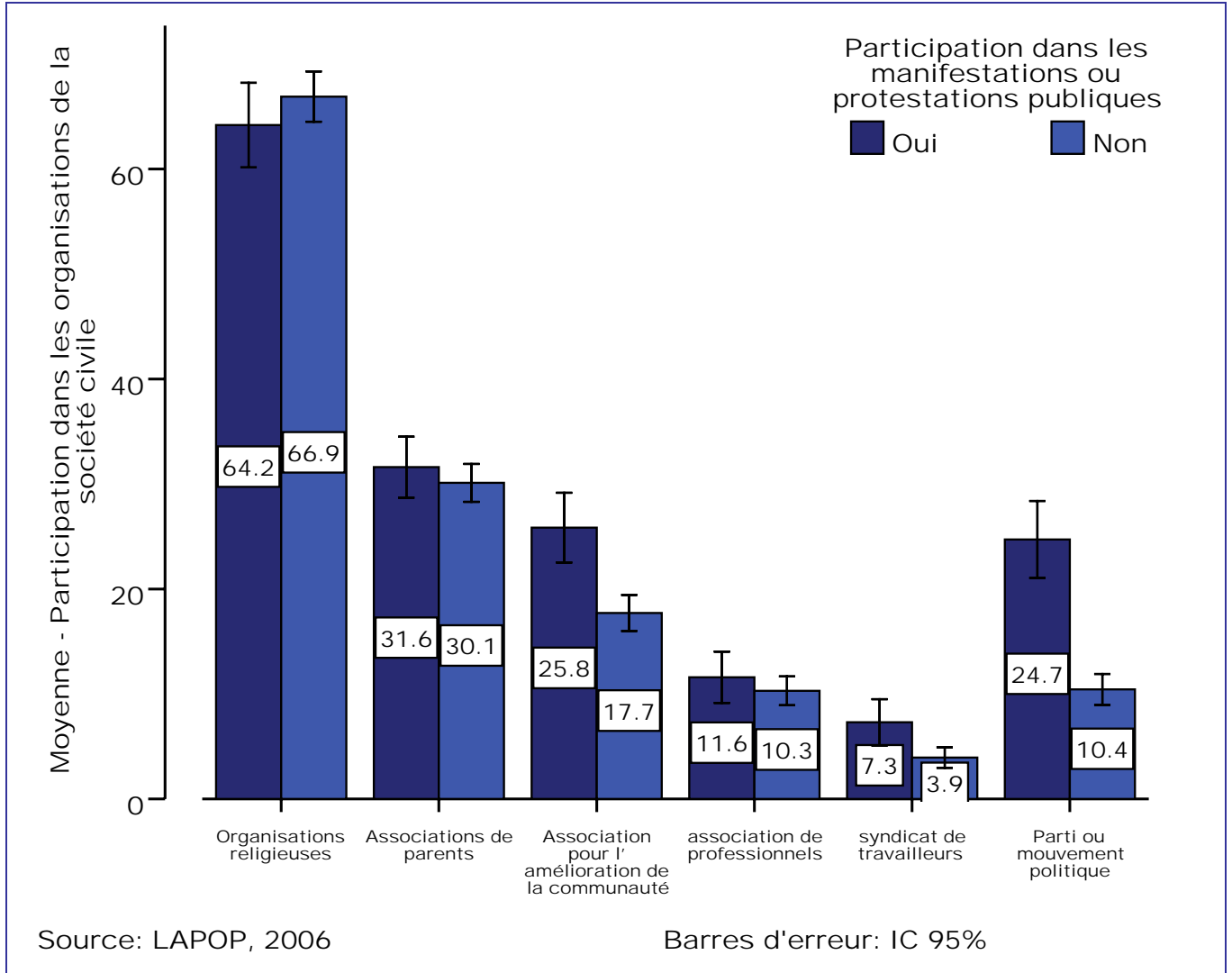
Les demandes faites aux ministères ou à une autre institution publique montrent aussi que la participation dans des organisations séculaires civiques semble engendrer la participation politique. Seulement, parmi les sondés qui ont participé dans des organisations religieuses, la moyenne de participation de ceux qui n'ont pas produit de demandes auprès des institutions est statistiquement significative et plus élevée que ceux qui ont fait des demandes.



Graphique IX-12. Participation Civique et demandes faites aux Ministères ou aux Bureaux Publics

Manifestations publiques et participation civique

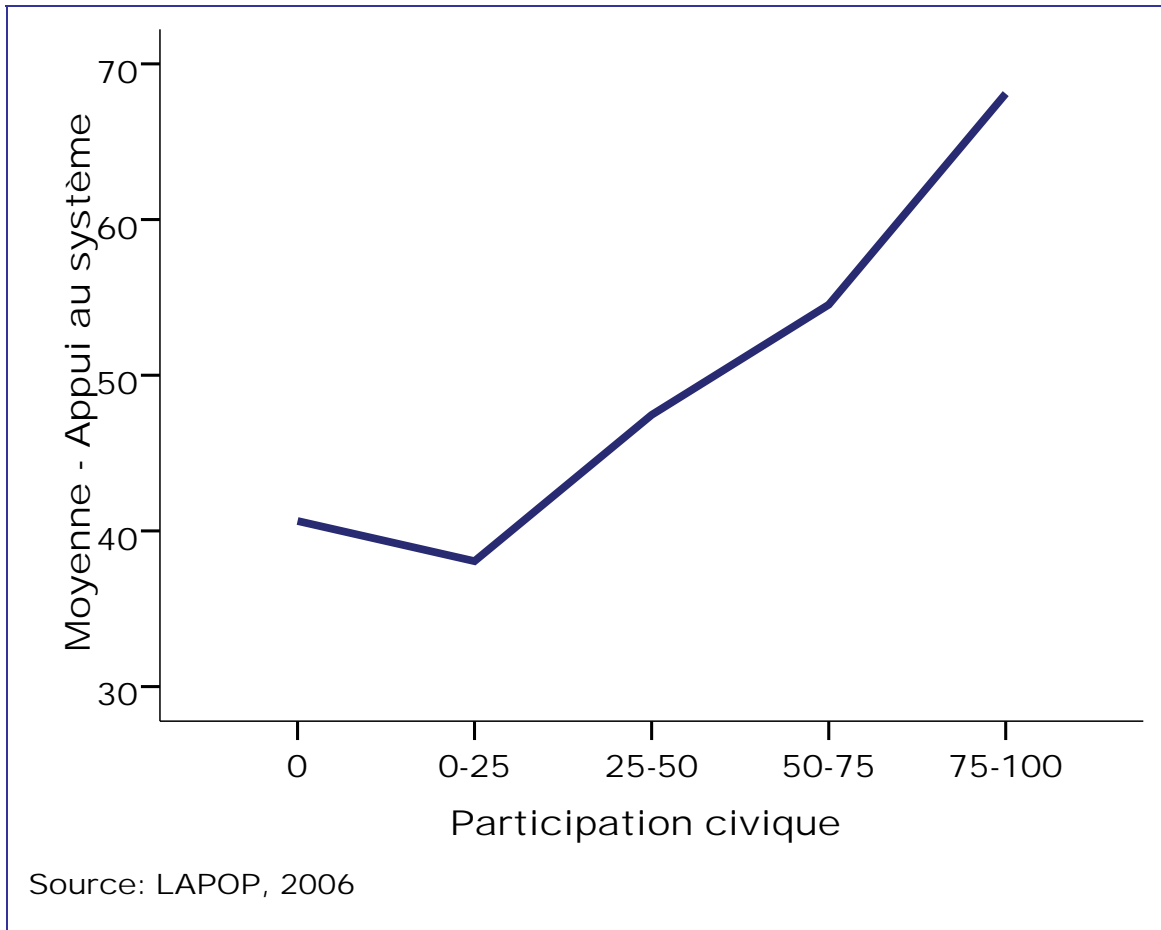
Enfin, l'analyse porte sur la relation entre la participation civique et d'autres modes informels et non conventionnels de participation politique, tels que les manifestations de protestations publiques. En général, la participation civique encourage aussi la participation dans ces manifestations, tout comme elle supporte aussi les autres modes plus formels de participation politique présentés plus haut. Néanmoins, seulement trois modes de participation civique semblent engendrer de façon non ambiguë des tendances à la protestation: la participation communautaire, la participation dans des syndicats et la participation dans des partis ou mouvements politiques (voir graphique IX-13).



Graphique IX-13. Participation aux Manifestations et Participation Civique

Support accordé au système et participation civique

Quand on prend dans l'ensemble toutes les formes de participation pour en faire une échelle graduée de 0 à 100, on voit qu'il y a une relation positive entre le support accordé au système et la participation civique. Le graphique montre que ceux qui ne participent pas ou qui ont un niveau très faible de participation sont les plus réticents à accorder leur support au système. Dans tous les autres cas, plus la participation augmente, plus le support moyen que les citoyens offrent au système se renforce.



Graphique IX-14. Participation civique et appui au système politique

Conclusion

De tout ce qui précède il découle que la participation des citoyens aux activités de leurs communautés demeure un critère clé dans l'explication de leur activisme politique. Cette participation fournit de la matière première au système politique dans la mesure où elle permet aux aspirations et demandes des individus d'être des éléments concrets que ce système aura à gérer. La longue tradition du système autoritaire de gouvernement n'existe plus avec l'élaboration de la constitution de 1987 et les élections à suffrage universel qui s'ensuivent. Cette constitution, en effet, prône non seulement le suffrage universel mais aussi la participation des citoyens aux prises de décision et à la gestion des affaires de leur pays. Les acteurs politiques sont donc tenus de compter avec cette participation sous peine de ne pas se voir tout simplement écartés des postes électoraux ou administratifs. D'un autre côté, les citoyens ne sont pas dupes. Pour garantir un certain accès à la fourniture des biens et services du système, ils se joignent aux organisations de divers types de la société civile, et même les religieuses pour peu que ces dernières leur offrent une certaine protection contre d'éventuels accros politiques.

Si la confiance interindividuelle galvanise la participation des individus aux différentes activités d'une société, et de ce fait, les porte à offrir leur support au système socio politique en général, le capital social ne se ramène pas pour autant au tissu de relations intenses que les individus d'une entité sociale entretiennent entre eux. Les relations fragiles peuvent contribuer à l'intégration d'une société en facilitant la communication entre tronçons du système qui autrement resteraient isolés (Granovetter 1973). Par exemple, dans le contexte Haïtien, la participation au *konbit*, qui est un rassemblement d'agriculteurs (non liés nécessairement) invités par un hôte pour une tâche agricole spécifique en échange de boissons alcoolisées et de nourriture, engendre la formation de petits groupes d'échange de travail agricole basé sur la confiance interindividuelle (Pierre 2005). Les liens faibles peuvent donc contribuer au renforcement et ou à l'élargissement du capital social. Ainsi, en est-il de même des individus non fortement intégrés dans un tissu de relations spécifiques cimentant les membres d'un groupe.

Bibliographie

- Banfield, Edward. *The Moral Basis of a Backward Society*. Chicago: The Free Press, 1958.
- Durkheim, Emile *The Rules of Sociological Method*. Chicago: University of Chicago Press, ({1895] 1938}.
- Granovetter, Mark. "The strength of weak ties" *American Journal of Sociology* 78 (1973): 1360-80.
- Karen, Richman . Migration and Vodou. New World Diasporas Series [No.7]. Gainesville, FL: University Press of Florida, 2005.
- Pierre, Yves-François. "A test of some hypotheses on agrarian exchange labor in Haïti" *Social and Economic Studies*, Vol 54: 1 (2005), University of the West Indies, Mona, Jamaica
- Putnam, Robert D. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton, NJ: Princeton University Press, 1993.
- Putnam, Robert D. *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New York: Simon & Schuster, 2000.
- Smucker Glenn and Jamie Thomson, 'Social Capital and Local Development in Haiti'. Project Report prepared for ADF-Asosye, ARD-PACTE, ASSET. Port-au-Prince, Haiti. USAID, 1999.
- Verba, Sidney, Kay Lehman Schlozman, and Henry E. Brady. *Voice and Equality: Civic Voluntarism in American Politics*. Cambridge, MA: Harvard University Press, 1995.
- Walter, Wallace L *Principles of Sociology*. New-York: Aldine Publishing Co., 1983.
- White, T. Anderson, and Glenn R. Smucker. "Social Capital and Governance in Haiti: Traditions

and Trends.” Chapter 9 in *Haiti Poverty Assessment, Volume II: Technical Papers*. Washington: The World Bank, 1988.

Annexes

Tableau IX-1. Analyse factorielle – Participation aux organisations de la société civile

	Composante	
	1	2
cp6r Organisations religieuses	.308	.788
cp7r Associations de parents	.586	.569
cp8r Association pour l'amélioration de la communauté	.684	-.224
cp9r association de professionnels	.713	-.003
cp10r syndicat de travailleurs	.623	-.190
cp13r Parti ou mouvement politique	.569	-.530

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

a 2 composantes extraites.

Statistiques de fiabilité

Alpha de Cronbach	Nombre d'éléments
.624	5

Tableau IX-2. Résultats du modèle de régression- Participation civique

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification
	B	Erreur standard	Bêta	B	Erreur standard
(constante)	2.124	2.367		.897	.370
Confiance Interpersonnelle (it1r)	.112	.014	.206	7.766	.000
Education (ed)	1.922	.722	.079	2.663	.008
Genre (Masculin)	4.047	.904	.116	4.477	.000
urbain	1.288	1.020	.036	1.263	.207
Age (q2)	.113	.038	.084	3.005	.003
Richesse	-.020	.309	-.002	-.064	.949
Etat civil (q11)	-1.109	.422	-.075	-2.631	.009
Intérêt pour la politique (pol1r)	.024	.014	.046	1.728	.084
Nord	4.821	1.344	.113	3.587	.000
Centre	-4.644	1.279	-.108	-3.630	.000
Sud	1.872	1.319	.043	1.419	.156
R-deux ajusté=0.345 N= 1382					

a Variable dépendante : civilsoc Participation civique

Appendice A: Description technique du modèle d'échantillon

Univers

L'univers du sondage comprend une couverture nationale de la population adulte vivant dans les quatre régions du pays: le Nord, le Centre, le Sud et l'Ouest. Il inclut aussi les adultes vivant dans les milieux ruraux et urbains.

Population

L'échantillon s'est limité aux adultes non-affiliés à des institutions. En d'autres termes, il exclut les personnes vivant dans les prisons, les écoles, les hôpitaux et les académies de Police. Ce sont ceux qui vivaient dans des foyers privés qu'on avait considérés.

Cadre de l'échantillonnage

Nous avons utilisé fondamentalement les données du recensement de 2003 de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). La distribution de l'échantillon, suivant les régions, les zones rurales et urbaines et les municipalités, s'est basée sur les informations du dernier recensement. Cependant, il nous a été impossible d'avoir les cartes produites par ce bureau. En conséquence, nous avons utilisé les informations concernant les points de votes retenus par le Conseil Electoral Provisoire lors des dernières élections présidentielles de 2006. Ainsi, le choix des localités s'est fait sur la base des registres électoraux, qui incluent ces dernières et l'adresse des points de votes.

Méthodes d'échantillonnage

Nous avons choisi une méthode probabiliste, stratifiée en plusieurs étapes avec la sélection au hasard des unités à chaque phase. D'abord, l'échantillon était stratifié par région et zone (rurale/urbaine). A la première étape, nous avons sélectionné les municipalités d'après la dimension de leurs populations. Ensuite, les localités, qui elles étaient tirées sur la base du nombre total des votants enregistrés dans chaque bureau de votes. Finalement, le segment et l'unité statistique d'échantillonnage finale (bloc de logements) contenait entre 6 et 8 pour les zones urbaines et 10 à 12 pour les zones rurales. Un répondant a été retenu par ménage.

Une fois que les enquêteurs ont localisés les bureaux de vote, ils constituent une liste des 20 premières unités de logement au coin nord de ces derniers. Il leur a été dit de faire un minimum de 8 ou 12 sondages de ces 20 unités de logement.

Le répondant fut choisi d'après un quota basé sur leur âge et sexe. Dans chaque bloc, l'interviewer devait inclure au moins un homme et une femme d'après la distribution régionale du tableau suivant:

Groupe d'âge	REGION 1	REGION 2	REGION 3	REGION 4
	Urbain	Urbain	Urbain	Urbain
18 - 24	2	1	2	1
25- 44	4	4	4	3
45 and over	2	3	2	4
Total Urbain	8	8	8	8
	Rural	Rural	Rural	Rural
18 - 24	2	2	2	2
25- 44	6	6	6	5
45 and over	4	4	4	5
Total Rural	12	12	12	12

Calcul d'après les Strates

Nous avons retenu un taux de non-réponse de 10% afin d'assurer l'efficacité, la saturation et la couverture de l'échantillon. Au total, nous avons abouti à un échantillon de 1650 entretiens, soit $(1+10)*1500$.

L'échantillon est composé de 167 points d'échantillonnage: 88 urbains et 79 ruraux, distribués à travers les 140 communes et les 10 départements du pays.

Taille de l'échantillon and marges d'erreur

Le niveau de confiance prévu pour l'échantillon national se situait à 95%, avec une marge d'erreur de 2.5% sur la base d'une répartition égale de 50/50 pour les variables dichotomiques. Les marges d'erreur pour un niveau de confiance de 95% sont:

Dimension de l'échantillon et marge d'erreur (Niveau de Confiance 95%)

Strates	Taille de l'échantillon	Marge d'erreur
Région		
Nord	283	5.8
Centre	325	5.4
Sud	303	5.6
Ouest	590	4.0
Zones		
Urbaines	641	3.9
Rurales	859	3.3
Total pays	1500	2.5

L'équipe de recherche

Le modèle d'échantillonnage et les enquêtes sur le terrain ont été effectués par une firme Borge et Associés. Cette firme a employé 16 interviewers haïtiens et 5 superviseurs. Mme Eugenia Gonzalez, membre de la dite firme, assura la coordination des enquêtes de terrain. Le tableau suivant montre le nombre des individus engagés dans l'enquête d'après les postes qu'ils ont occupés:

Fonction	Quantité
Coordonnateur	1
Coordonnateur de terrain	1
Superviseurs	5
Interviewers	16
Chauffeurs	4
Codificateurs	16
Personnel de saisie des données	11

Données du recensement par département et région, 2003

Région/Département	Urbain		Rural		Total	
	N	%	N	%	N	%
Région I						
Nord	170,049	59%	245,689	46%	415,738	51%
Nord-ouest	59,258	21%	195,600	37%	254,858	31%
Nord-est	57,923	20%	88,846	17%	146,769	18%
Total Région I	287,230	16%	530,135	21%	817,365	19%
Région II						
Centre	44,451	17%	228,518	29%	272,969	29%
Artibonite	218,406	83%	446,074	71%	664,480	71%
Total Région II	262,857	14%	674,592	27%	937,449	22%
Région III						
Ouest	1, 160,457	100%	541,427	100%	1, 701,884	39%
Total Région III	1, 160,457	63%	541,427	22%	1, 701,884	39%
Région IV						
Sud	57,173	41%	259,175	35%	316,348	36%
Sud -est	30,919	22%	207,621	28%	238,540	27%
Grand anse/nippes	52,949	38%	265,592	36%	318,541	36%
Total Région IV	141,041	8%	732,388	30%	873,429	20%
Total pays	1, 851,585	42.8%	2, 478,542	57.2%	4, 330,127	100

Répartition de l'échantillon par département et région

Région/Département	Taille de l'échantillon			Nombre de points d'échantillonnage		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Région I						
Nord	65	94	158	8	8	16
Nord-ouest	22	75	97	3	6	10
Nord-est	22	34	56	3	3	6
Total Région I	109	202	311	14	17	31
Région II						
Centre	17	75	104	2	6	10
Artibonite	83	182	253	11	15	24
Total Région II	100	257	357	13	21	34
Région III						
Ouest	442	206	649	55	17	72
Total Région III	442	206	649	55	17	72
Région IV						
Sud	22	99	121	3	8	11
Sud -est	12	79	91	2	7	8
Grand anse/nippes	20	101	121	3	8	11
Total Région IV	54	279	333	7	23	30
Total pays	706	944	1650	88	79	167



Appendice B: Questionnaire

Versión # 23 IRB Approval: 060187



KILTI POLITIK POU DEMOKRASI: AYITI, 2006

© Vanderbilt University 2006. Derechos reservados. All rights reserved. Dwa resève.

Peyi: 1. Meksik 2. Gwatemala 3. Salvadò 4. Ondiras 5. Nikaragwa 6. Kosta Rika 7. Panama 8. Kolonbi 9. Ekwatè 10. Bolivi 11. Perou 12. Paragwey 13. Chili 14. Irigwey 15. Brezil. 21. Dominikani 22. Ayiti 23. Jamayik 24. Giyàn 25. Trinidad	PAIS	22
IDNUM. Nimewo keksyonè a [Pou ekri nan biwo] _____	IDNUM	
Estratopri: (1) Rejyon1(Nò-Nòdwès-Nòdès) (2) Rejyon2 (Sant-Latibonit) (3) Rejyon 3 (Lwès) (4) Rejyon4 (Sid-Suidès-Grandans/Nip)	ESTRATOPRI	22□□
UPM. _____	UPM	□□□
Depatman: _____	DEPAT	□□
Komin: _____	KOMIN	□□□
seksyon: _____	SEKSYON	□□□
Segman	SEGMAN	□□□
Zòn _____	SEC	□□□
CLUSTER. (Pwen echantiyon an) [Pa plis ke 8 ankèt lavil, 12 nan seksyon kominal yo]	CLUSTER	
UR 1. Lavil 2. Seksyon kominal	UR	
Gwosè zòn nan: 1. Kapital Nasyonal (Zòn metropoliten) 2. Gwo vil 3. Vil mwayèn 4. Ti vil 5. Seksyon kominal	TAMANO	
Lang ankèt la: (1) Kreyòl	HAIDIOMA [IDIOMAQ]	
Lè ak minit ankèt la kòmanse: ____:____ [Pa antre yo]		-----
Dat ankèt la Jou: ____ mwa: ____ lane: 2006	FECHA	□□□
REMAK: LI ENPOTAN POU LI LÈT KONSANTMAN ANVAN OU KOMANSE ANKÈT LA		

Q1. Seks (Ekri, pa mande keksyon an): (1) Gason (2) Fanm	Q1	
---	-----------	--

A4 [COA4]. Pou komanse, dapre ou menm, ki sa ou panse ki pi gwo pwoblem peyi a genyen? **[Pa li lis la, ekri yon sèl repons]** **A4**

Pa genyen dlo	19	Lavi chè, enflasyon	02
Move wout	18	Politisyen yo	59
Lagè	30	Move gouvènman , absans leta	15
Koripsyon	13	Debwasman/Pwoblèm sou keksyon anvironman	10
Pa gen kredi	09	Migrasyon	16
Krim, insekrite, vyolans	05	Trafik dwòg	12
Vyolasyon dwa moun	56	Gang, chimè	14
Chomaj/Pa gen travay	03	Povrete	04
linegalite sosyal	58	Pwotestasyon popilè (manifestasyon, grèv, e latriye.)	06
Malnitrisyon	23	Manke sèvis lasante	22
Deplasman pa lafòs	32	Anlèvman, kidnapin	31
Dèt ak lòt peyi	26	Pa gen sekirite	27
Diskriminasyon	25	Zak teroris	33
dwòg	11	Pa gen tè pou plante	07
Pwoblèm ekonomik, kriz ekonomik	01	Pwoblèm transpò	60
Pa gen ledikasyon, move kalite ledikasyon	21	Vyolans	57
Pa gen elektrisite (Kouran EDH)	24	Pa gen kay	55
Ogmantasyon popilasyon an	20	Lòt bagay	70
Lagè kont teroris	17	Pa konnen	88

DEM13. ¿Ki sa demokrasi vle di pou ou? [NB: Pa li lis la. Apre premye ak dezyèm repons yo, mande , “ Ki sa sa vle di ankò?”] . Asepte jiska twa repons.			
	1 ^o Repons DEM13A	Teste: Kisa sa vle di ankò?	Teste: Kisa sa vle di ankò?
		2 ^o Repons DEM13B	3 ^o Respons DEM13C
Pa vle di anyen	0	0	0
Libète:			
Libète (li pa di ki kalte)	1	1	1
Libète ekonomik	2	2	2
Libète pou pale ak ekri, vòt, chwazi, dwa moun	3	3	3
Libète pou ale kote ou vle	4	4	4
Pa gen libète	5	5	5
Pa depan de lòt moun	6	6	6
Ekonomi:			
Lavi miyò, Pwogrè ekonomik	7	7	7
Lavi di, pa gen pwogrè ekonomik	8	8	8
Kapitalis	9	9	9
Komès lib, antrepriz lib	10	10	10
Plis lopòtinite pou travay	11	11	11
Pa gen travay	12	12	12
Eleksyon:			
Dwa pou chwazi lidè yo	13	13	13
Eleksyon, vòt	14	14	14
Eleksyon lib	15	15	15
Eleksyon magouy	16	16	16
Egalite:			
Egalite(li pa di ki kalte)	17	17	17
Egalite ekonomik, sosyal	18	18	18
Egalite gason ak fanm	19	19	19
Egalite devan lalwa	20	20	20
Egalite tout ras yo	21	21	21
Linegalite sosyal	22	22	22
Patisipasyon:			
Limitasyon nan patisipasyon	23	23	23
Patisipasyon (Li pa di ki kalte)	24	24	24
Patisipasyon gwoup minorite yo	25	25	25
Pouvwa popile	26	26	26
Leta de dwa:			
Respè pou dwa moun yo	27	27	27
Dezòd, pa gen lajistis, koripsyon	28	28	28
Lajistis	29	29	29
Respekte lalwa, mwens koripsyon	30	30	30
Gouvènman ki pa militè	31	31	31
Viv nan lapè, pa gen lagè	32	32	32
Lagè, envazyon	33	33	33
Lòt repons	80	80	80
Pa konnen/Pa reponn	88	88	88
Kòd (Si li bay yon sèl repons, ekri 0 nan 13B y 13C . Si li bay de repons, ekri 0 nan 13C) [Si li bay yon sèl repons, ekri li epi ale nan A1]	DEM13A <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	DEM13B <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	DEM13C <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

DEM13D. Nan tout bagay sa yo ou sot di demokrasi vle di a, ki sa ki pi enpòtan? [Mande keksyon sa si sèlman li bay 2 osinon 3 repons pou dènye keksyon an. Ekri nimewo a.]	DEM13D	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
88. PK 99 INAP [Yon oswa ankenn repons]		

Kounye a, an nou pale de lòt bagay..... [Aprè chak keksyon, repete “chak jou”, “Yon ou byen de fwa pa semèn”, “On lè konsa” epi “Pa Janm fè sa” pou ou kapab ede moun nan kapab reponn keksyon yo]

	Chak jou	Yon ou byen de fwa pa semèn	On lè konsa	Pa janm fè sa	PK	
A1. Eske ou tande nouvèl nan radyo	1	2	3	4	8	A1
A2. Eske ou gade nouvèl nan televizyon	1	2	3	4	8	A2
A3. Eske ou li nouvèl nan jounal	1	2	3	4	8	A3
A4i. Eske ou li nouvèl sou entènèt	1	2	3	4	8	A4i

SOCT1. Kounye a, ann pale de koze ekonomik.... Kijan ou ta di ke sityasyon ekonomik peyi a ye? Ou ta di li pi bon, li bon, li pa pi mal, li mal ou byen li pi anpil? (1) Li pi bon (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal (8) Pa konnen	SOCT1
SOCT2. ¿Eske ou konsidere ke sityasyon ekonomik peyi a kounye an pi bon, menm jan ou byen pi mal ke nan 12 mwa ki fèk sot pase yo? (1) Pi bon (2) Menn jan (3) Pi mal (8) Pa konnen	SOCT2
IDIO1. ¿Kijan ou ta di ke sityasyon ekonomik pa w ye? Ou ta di li pi bon, li bon, li pa pi mal, li mal ou byen li pi mal? (1) Li pi bon (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal (8) Pa konnen	IDIO1
IDIO2. ¿Eske ou konsidere ke sityasyon ekonomik pa w kounye a pi bon, menm jan ou byen pi mal ke nan 12 mwa ki fèk sot pase yo ? (1) Pi bon (2) Menn jan (3) Pi mal (8) Pa konnen	IDIO2

Kounye a, ann pale de lòt bagay....Pafwa, moun yo ak kominote yo genyen pwoblèm ke yo pa kapab rezoud pou kont yo. Konsa, yo ale mande èd oswa koperasyon nan yon biwo leta ou byen nan men yon fonksyonè leta.

¿Pou rezoud pwoblèm ou yo, eske w te ale mande èd osinon koperasyon nan men ... ?	Wi	Non	PK/PR	
CP2. Yon depite oswa yon senatè	1	2	8	CP2
CP4A. Yon majistra, kazèk oswa delege	1	2	8	CP4A
CP4. Yon minis, enstitisyon leta oswa biwo leta	1	2	8	CP4

PROT1. Pandan tout lavi w, eske ou te janm patisipe nan yon manifestasyon oswa pwotestasyon piblik? ¿Ou te patisipe pafwa, on lè konsa ou byen pa janm fè sa? [Si li reponn “Pa janm fè sa” oswa “PK”, ekri 9 en PROT2 epi ale nan CP5]	(1) Pafwa	(2) On lè konsa	(3) Pa janm fè sa	(8) Pk		PROT1
PROT2. Nan lane ki fèt sot pase a, eske ou te patisipe nan yon manifestasyon ou byen pwotestasyon piblik? ¿Ou te patisipe pafwa, on lè konsa ou byen pa janm fè sa?	(1) Pafwa	(2) On lè konsa	(3) Pa janm fè sa	(8) Pk	(9) Inap	PROT2

<i>Kounye a, mwen pral mande w kèk keksyon sou kominote/zòn a ak pwoblèm ke li genyen...</i>	Wi	Non	PK/PR	INAP		
CP5. Nan lane ki fèt sot pase a, eske w te ede pou rezoud kèk pwoblèm nan kominote/zòn w a ou byen yon pwoblèm vwazen nan katye a? (1) Wi [kontinye] (2) Non [Ale nan CP6] [Ale nan CP6] (8) PK/PR	1	2	8			CP5
CP5A. Eske ou te bay lajan ou byen materyo pou rezoud pwoblèm nan kominote a ou byen nan zòn nan?	1	2	8	9		CP5A
CP5B. Eske ou te travay pèsònèlman?	1	2	8	9		CP5B
CP5C. Eske ou te patisipe nan reyinyon kominotè sou kèk pwoblèm ou byen amelyorasyon?	1	2	8	9		CP5C
CP5D. Eske ou te eseye ede pou òganize yon nouvo gwoup pou rezoud kèk pwoblèm nan zòn nan ou byen pou chèche yon amelyorasyon?	1	2	8	9		CP5D

Kounye a, mwen pral bay yon lis gwoup ak òganizasyon. Tranpri, eske ou kapab di mwen si ou te patisipe nan reyinyon yo yon fwa pa semen, yon oswa de fwa pa mwa, yon oswa de fwa pa lane ou byen ou pa janm fè sa. **[Repete “yon fwa pa semen”, “Yon oswa de fwa pa mwa”, “yon oswa de fwa pa lane”, o “pa janm fè sa” pou ede moun nan reponn keksyon yo]**

	Yon fwa pa semen	Yon oswa de fwa pa mwa	Yon oswa de fwa pa lane	Pa janm fè sa	PK	
CP6. Reyinyon gwoup legliz ou byen òganizasyon relijye?	1	2	3	4	8	CP6

CP7. Reyinyon asosyasyon paran nan lekòl ou byen kolèj?	1	2	3	4	8	CP7
CP8. Reyinyon komitè amelyorasyon pou kominote a (Asosyasyon Kominotè)?	1	2	3	4	8	CP8
CP9. Reyinyon asosyasyon pwofesyonèl, komèsan, pwodikè e/ou peyizan?	1	2	3	4	8	CP9
CP10. ¿Reyinyon sendika?	1	2	3	4	8	CP10
CP13. ¿Reyinyon pati politik ou byen mouvman politik?	1	2	3	4	8	CP13

LS3. Ann pale de lòt koze. Jeneralman, eske ou satisfè ak lavi w? Eske ou ta di ke ou (1) trè satisfè (2) on ti jan satisfè (3) on ti jan pa satisfè (4) pa satisfè di tou (8) PK	LS3
---	------------

IT1. kounye a, ann pale de moun isit yo, ¿Eske w ka di mwen ki valè konfyans ou genyen nan moun nan kominote a/zòn nan...? (1) Anpil konfyans (2) konfyans (3) Pa anpil konfyans (4) Ankenn konfyans (8) NS	IT1
---	------------

Bay li Kat # 1 L1. (nechèl gòch- dwat) Ann pale de lòt koze.... Nan paj sa genyen yon nechèl 1-10 ki ale de gòch a dwat. Nan jou sa yo, lè moun yo pale de tandans politik, yo pale de moun ki gen plis panchan pou lagòch ak moun ki gen plis panchan pou ladwat. Daprè sa mo lagòch ak ladwat vle di pou ou lè w panse ak tandans politik ou, ki bò ou ta mete tèt ou sou nechèl la? Montre nimewo ki pi prè posiyon w lan.
--

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	L1
Lagòch									Ladwat	(Pk=88)

Pran kat # 1 An nou pale de lakomin...	
NP1. Eske ou te patisipe nan yon asanble kominal oswa yon reyinyon ke majistra yo te fè Nan dènye 12 mwa ki sot pase la? (1) Wi (2) Non (8) Pa konnen/Pa reponn	NP1

<p>NP1B. Nan ki nivo ou kwè ke fonksyonè kominal yo koute epi fè sa moun yo mande nan reyinyon sa yo? (1) Anpil (2) On ti jan (3) Pa anpil (4) Pa di tou (8) PK/PR</p>	NP1B	
<p>NP2. Eske ou te mande èd oswa ou te presante yon petisyon nan yon biwo oswa majistra oswa fonksyonè lakomin lan nan dènye 12 mwa ki sòt pase la? (1)Wi (2) Non (8) Pa konnen/Pa reponn</p>	NP2	
<p>SGL1. Eske ou ta di ke sèvis lakomin ap bay moun yo...? [Li repons yo] (1) Yo pi bon (2) Yo bon (3) Yo pa pi mal (4) Yo Mal (5) Yo pi mal (8) Pa konnen</p>	SGL1	
<p>SGL2. Kouman ou konsidere ke yo te resevwa ou menm oswa vwazen yo lè nou te ale fè yon demach nan lakomin lan? Yo te resevwa w trè byen, byen, pa pi mal, mal oswa trè mal? (1) Trè byen (2) Byen (3) Pa pi mal (4) Mal (5) Trè mal (8) Pa konnen</p>	SGL2	
<p>LGL2. Daprè ou menm, eske yo ta dwe bay lakomin (majistra yo) plis responsablite ak plis lajan ou byen gouvènman nasyonal la dwe pran plis responsablite ak sèvis kominal? (1) Plis pou lakomin (majistra yo) (2) Gouvènman dwe pran plis responsablite (3) Bagay yo dwe rete menm jan yo ye a [Pa li repons sa a] (4) Plis pou lakomin si li bay bon sèvis [Pa li repons sa a] (8) Pa konnen / Pa reponn</p>	LGL2	
<p>LGL3. Eske ou ta prèt pou ou peye lakomin plis taks si li ta bay pi bon sèvis ou byen ou kwè ke li pa vo lapenn pou ta peye lakomin plis taks. (1) Prèt pou peye plis taks (2) Pa vo lapenn peye plis taks (8) Pa konnen</p>	LGL3	

<p>JC15. Eske ou kwè ke pafwa kapab genyen rezon sifizan pou Prezidan an fèmen Lachanm ak Sena a ou byen ou kwè pa kapab genyen rezon sifizan pou sa?</p>	(1) Wi	(2) Non	(8)PK	JC15	
<p>JC16. Eske ou kwè ke pafwa kapab genyen rezon sifizan pou Prezidan fèmen kou siprèm oswa kou kasasyon (gwo tribinal) ou byen pa kapab genyen rezon sifizan pou sa?</p>	(1) Wi	(2) Non	(8)PK	JC16	

<p>Kounye a, mwen pral li kèk pawòl. Lè ou konsidere sitiyasyon nap viv nan peyi a, mwen ta renmen pou w di mwen ak kiyès nan pawòl sa yo ou pi dakò? POP1. [Li repons yo] 1. Pou peyi a vanse, li nesèsè pou prezidan nou yo limite vwa ak vòt pati opozisyon yo,[ou byen] 2. Menn si peyi pa vanse, prezidan nou yo pa dwe limite vwa ak vòt pati opozisyon yo. 8. PK/PR</p>	POP1	
---	-------------	--

<p>POP2. [Li repons yo] 1. Palman an (Lachanm depite ak senatè) anpeche anpil travay prezidan yo, epi prezidan nou yo pa dwe okipe yo,[ou byen] 2. Menm si Palman an frennen travay prezidan yo, prezidan nou yo dwe koute palman an. 8. PK/PR</p>	<p>POP2</p>
<p>POP3. [Li repons yo] 1. Jij yo pafwa frennen travay prezidan yo epi prezidan nou yo pa dwe okipe yo,[ou byen] 2. Menm si jij yo frennen travay prezidan yo, fòk prezidan nou yo dwe toujou obeyi dezisyon jij yo pran. 8. PK/PR</p>	<p>POP3</p>
<p>POP4. [Li repons yo] 1. Prezidan nou yo dwe genyen pouvwa nesèsè pou yo aji nan enterè nasyonal,[ou byen] 2. Se pou yo limite pouvwa prezidan nou yo pou libète (dwa) nou yo pa menase. 8. PK/PR</p>	<p>POP4</p>
<p>POP5. [Li repons yo] 1. Prezidan nou yo dwe fè sa pèp la mande, menm si lalwa anpeche li fè sa,[ou byen] 2. Prezidan nou yo dwe obeyi lalwa menm si pèp la pa renmen sa. 8. NS/NR</p>	<p>POP5</p>
<p>VIC1. Eske w te viktim kèk zak kriminel nan dènye 12 mwa ki sot pase la? (1) Wi [Kontinye] (2) Non [Ale nan AOJ8] (8)PK [Ale nan AOJ8]</p>	<p>VIC1</p>
<p>VIC2. Ki kalite zak kriminel ou te viktim nan? <i>[Li repons yo]</i> (1) Yo volè w san agresyon oswa menas fizik (2) Yo volè w ak agresyon oswa menas fizik (3) Yo te bat ou , blese w osinon tire sou ou (4) Yo eseye osinon fè kadejak sou ou (5) Anlèvman, kidnapin (6) Domaj (7) Kase kay ou/Vole kèk bagay lakay ou (88) Pk (99) Pa aplike(pap viktim)</p>	<p>VIC2</p>
<p>AOJ1. Eske w te denonse zak sa nan kèk enstitisyon? (1) Wi (2) Non, li pa denonse li [Ale nan AOJ1B] (8) PK/PR (9) Pa aplike (pat viktim)</p>	<p>AOJ1</p>
<p>HAIAOJ1A. Nan ki enstitisyon ou te denonse zak la? (1) Lapolis (2) Asèk/Kasèk (3) Lajistis (4) Laprès (5) Òganizasyon dwa moun 8) PK 9) INAP</p>	<p>HAIAOJ1A</p>

<p>AOJ1B. Pou ki sa ou pat denonse zak la? [Pa li repons yo]</p> <p>(1) Li pa tap sèvi anyen (2) Gen danje epi yo kapab fè reprezay kont li (3) Li pa genyen pwè (4) Li pa grav (5) li pat konnen ki bò pou li te denonse li (8) PK (9) Pa aplike (pat viktim)</p>	<p>AOJ1B</p>	
<p>AOJ8. Pou yo kapab kenbe bandi yo, eske ou kwè ke otorite yo dwe toujou respekte lalwa ou byen yo kapab aji andeyò lalwa?</p> <p>(1) Dwe toujou respekte lalwa (2) Pafwa, yo kapab aji andeyò lalwa (8) PK</p>	<p>AOJ8</p>	
<p>AOJ11. Ann pale de kote oswa zòn wap viv la. Ann panse ki posibilite pou w ta viktim yon zak kriminel, eske w santi w toujou an sekirite, preske toujou an sekirite, pa toujou an sekirite, osinon pa janm an sekirite?</p> <p>(1) Toujou an sekirite (2) Preske toujou an sekirite (3) Pa toujou an sekirite (4) Pa janm an sekirite (8) PK</p>	<p>AOJ11</p>	
<p>AOJ11A. Ann pale de peyi a an jeneral, nan ki nivo ou kwè ke nivo insekirite nou genyen kounye a reprezante yon menas pou yon demen miyò? [Li repons yo]</p> <p>(1) Anpil (2) On ti jan (3) Pa tèlman (4) Pa di tou (8) PK/PK</p>	<p>AOJ11A</p>	
<p>AOJ12. Si ou ta viktim yon agresyon oswa vol, nan ki nivo ou genyen konfyans ke sistèm lajistis la kapab pini koupab la? [Li repons yo]</p> <p>(1) Anpil (2) On ti jan (3) Pa tèlman (4) Pa di tou (8) PK/PK</p>	<p>AOJ12</p>	
<p>AOJ16A. Nan zòn ou an, eske w te wè yon moun ki tap vann dwòg nan dènye ane ki sòt pase la?</p> <p>(1) Wi (2) Non (8) PK</p>	<p>AOJ16A</p>	
<p>AOJ18. Genyen moun ki di ke lapolis nan zòn sa pwoteje moun kont kriminel, men gen lòt moun ki di ke lapolis patisipe nan fè krim. Ki sa ou panse?</p> <p>(1) Lapolis pwoteje (2) Lapolis patisipe nan krim (8) PK</p>	<p>AOJ18</p>	

[Bay li kat "A"]

Kounye a, nou pral itilize kat A... Kat sa genyen yon nechèl 7 pwen depi 1 ki vle di "PA DI TOU" jiska 7 ki vle di "ANPIL". Tankou, si mwen mande w nan ki nivo ou renmen gade televizyon, ou kapab chwazi 1 si ou pa renmen gade televizyon di tou osinon ou kapab di 7 si ou renmen gade televizyon anpil. Men si ou panse "on ti jan"oswa "pa tèlman", ou kapab chwazi yon nimewo antre 1 ak 7. Kounye a, nan ki nivo ou renmen gade televizyon? Li nimewo a. **[Gade si moun nan konprann byen jan pou li reponn].**

1	2	3	4	5	6	7	8
Pa di tou				Anpil			Pa konnen

Kounye, ann itilize kat "A", tanpri souple reponn keksyon yo

Ekri yon nimewo 1-7, e 8 si li pa konnen		
B1. Nan ki nivo ou kwè tribinal jistis an Ayiti bay yon bon jijman? <i>(Teste: Si ou kwè ke tribinal yo pa bay bon jijman di tou, chwazi nimewo 1; si ou kwè ke yo bay anpil bon jijman, chwazi nimewo 7 oswa yon nimewo antre 1 ak 7.)</i>	B1	
B2. Nan ki nivo ou genyen respè pou enstitisyon politik peyi d Ayiti?	B2	
B3. Nan ki nivo ou kwè dwa fondamantal sitwayen yo byen pwoteje nan sistèm politik peyi d Ayiti?	B3	
B4. Nan ki nivo ou fyè pou viv anba sistèm politik gouvèman peyi d Ayiti?	B4	
B6. Nan ki nivo ou panse ke moun dwe sipòte sistèm politik gouvèman peyi d Ayiti?	B6	
B10A. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan sistèm lajistis la?	B10A	
B11. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Konsèy Elektoral Pwovizwa a (KEP)?	B11	
B13. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Palman an?	B13	
B14. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Gouvènman Nasyonal la?	B14	
B15. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Biwo Pwoteksyon Sitwayen an (OPC)?	B15	
B18. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Polis Nasyonal Ayisyen (PNH) an?	B18	
B20. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Legliz Katolik?	B20	
B21. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Pati Politik yo?	B21	
B31. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Kou Kasasyon/kou siprèm (gwo tribinal) an?	B31	
B32. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan konsèy minisipal yo (majistra yo)?	B32	
HAIB32A. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan kazèk yo?	HAIB32A	
B43. ¿Nan ki nivo ou santi ou fyè dèske ou se Ayisyen?	B43	
B37. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan laprès?	B37	

Kounye a, ann itilize kat A, tanpri souple, reponn keksyon yo

Kounye a, nan menm nechèl la, [kontinye ak kat 4; nechèl 1-7 pwen an)	Ekri 1-7, 8 =PK
N1. Nan ki nivo ou ta di ke gouvènman aktyèl la konbat povrete.	N1
N3. Nan ki nivo ou ta di ke gouvènman aktyèl la ankouraje ak pwoteje prensip demokratik.	N3
N9. Nan ki nivo ou ta di ke gouvènman aktyèl la konbat koripsyon nan gouvènman an.	N9
N10. Nan ki nivo ou ta di ke gouvènman aktyèl la pwoteje dwa moun yo.	N10
N11. Nan ki nivo ou ta di ke gouvènman aktyèl la travay pou sekirite kapab miyò.	N11
N12. Nan ki nivo ou ta di ke gouvènman aktyèl la konbat chomaj.	N12
HAIN13. Nan ki nivo ou ta di ke gouvènman aktyèl la amelyore enfrastrikti (wout, mache, lekòl epi bagay konsa)	HAIN13

[Pran kat “A”]

M1. Ann pale de gouvènman ki sou pouvwa a, eske ou ta di ke travay Prezidan Rene Preval ap fè la: [Li repons yo] (1) Li bon anpil (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li mal anpil (8) Pk/PR	M1
--	-----------

[Bay kat B]: Kounye a, ann itilize yon kat ki sanble ak lòt la, men nimewo 1 vle di “Pa dakò di tou” epi nimewo 7 vle di ou “ Dakò nè”. Yon nimewo antre 1 ak 7 vledi ke u on ti jan pa dakò ou byen ou pa tèlman dakò.Mwen pral li kèk pawòl, mwen ta renmen ke ou di mwen nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò avèk yo.

1	2	3	4	5	6	7	8
Pa dakò di tou Dakò nè							Pa konnen

Ekri nimewo 1-7, e 8 si li pa konnen

ING4. Demokrasi kapab genyen pwoblèm men li pi bon pase nenpòt kèk lòt fòm gouvènman. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	ING4
PN2. Menm si nou gen diferans antre nou, nou menm ayisyen nou genyen anpil bagay ak valè ki ini nou tankou yon peyi. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	PN2

DEM23. Pa kapab genyen demokrasi san pati politik. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	DEM23
--	-------

Pran kat B

PN4. Jeneralman, eske ou ta di ke ou trè satisfè, on ti jan satisfè, on ti jan pa satisfè, pa satisfè di tou ak jan demokrasi ap fonksyone an Ayiti? (1) Trè satisfè (2) On ti jan satisfè (3) On ti jan pa satisfè (4) Pa satisfè di tou (8) PK/PR	PN4
PN5. Dapre ou menm, Ayiti se yon peyi ki trè demokratik, on ti jan demokratik, on ti jan pa demokratik, pa demokratik di tou? (1) Trè demokratik (2) On ti jan demokratik (3) On ti jan pa demokratik (4) Pa demokratik di tou (8) PK/PR	PN5

[Bay li kat "C"]

Kounye a, ann nou chanje Kat la. Kat tou nèf sa a genyen yon nechèl 10 pwen, ki ale soti nan 1 rive nan 10. Nimewo 1 vle di ke ou pa dakò di tou, epi nimewo 10 ou dakò nèt. Mwen pral site yon lis bagay ak aksyon moun konn fè pou rive nan objektif politik yo. Tanpri souple di mwen si ou dakò nèt osinon ou pa dakò di tou ke moun kapab fè aksyon sa yo.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	88
Pa dakò di tou						Dakò nèt				Pa konnen

	1-10, 88
E5. Moun yo patisipe nan manifestasyon ke lalwa pèmèt.	E5
E8. Moun yo patisipe nan òganizasyon ak gwoup ki vle rezoud pwoblèm Zòn yo.	E8
E11. Moun yo travay nan kanpay elektoral yon pati politik oswa kandida.	E11
E15. Moun yo patisipe nan bloke lari ak wout.	E15
E14. Moun yo anvayi kay oswa tè lòt moun.	E14
E2. Moun yo okipe fabrik, izin ak biwo.	E2
E3. Moun yo patisipe nan gwoup ki vle dechouke ak vyolans yon gouvènman ki sòti nan eleksyon.	E3
E16. Moun yo fè tèt yo jistis lè leta pa pini kriminel yo.	E16

[Pa pran kat "C"]

Kounye a, ann pale de aksyon leta kapap pran. Nap kontinye itilize kat C ki genyen nechèl 1 jiska 10 la. Nan nechèl sa, 1 vle di ke ou pa dakò di tou, epi 10 vle di ou dakò nèt.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	88
Pa dakò di tou							Dakò nèt			Pa konnen

	1-10, 88
D32. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò pou genyen yon lwa ki ta entèdi manifestasyon?	D32
D33. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò pou genyen yon lwa ki ta anpeche reyinyon nenpòt gwoup ki kritike sistèm politik gouvènman peyi d Ayiti a?	D33
D34. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò pou gouvènman an ta intèdi pwogram nan televizyon ki kritike li.	D34
D36. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò pou gouvènman an ta intèdi itilize liv ki kritike li nan bibliotèk yo .	D36
D37. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò pou gouvènman an ta entèdi laprès ki kritike li.	D37

Keksyon sa yo vle wè si ou dakò ak divès kalite lide moun k-ap viv an Ayiti genyen. Itilize toujou nechèl 10 pwen an (Kat C).

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	88
Pa dakò menm							Dakò nèt			Pa konnen

	1-10, 88
D1. Genyen moun ki toujou pale mal de fòm gouvènman peyi Ayiti, pa sèlman de gouvènman ki sou pouvwa kounye a, men de fòm gouvènman an. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò ak dwa pou moun sa yo vote? Tanpri souple li nimewo nan nechèl la [Eseye: nan ki nivo?]	D1
D2. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou moun sa yo patisipe nan manifestasyon (san dezòd) pasifik pou yo kapab fè tandè sa yo panse? Tanpri souple li nimewo a.	D2
D3. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou moun sa yo poze kandida yo pou yon pòs piblik?	D3
D4. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou moun sa yo sòti nan televizyon ap bay yon diskou?	D4
D5. kounye a, ann pale de lòt bagay, ann panse ak homoseksyèl yo (gason ak gason, fi ak fi), nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou yo poze kandida yo pou yon pòs piblik?	D5

<p>DEM2. A ki yès nan pawòl sa yo ou pi dakò: (1) Pou moun tankou nou, sa pa di nou anyen yon rejim demokratik ak yon ki pa demokratik. (2) Demokrasi pi preferab ke nenpòt lòt fòm gouvènman. (3) Nan kèk okasyon, yon gouvènman otoritè kapab pi preferab ke demokrasi. (8) PK</p>	<p>DEM2</p>
<p>DEM11. Eske ou kwè ke peyi nou an bezwen yon gouvènman gwo ponyèt osinon pwoblèm yo kapab rezoud ak patisipasyon tout moun? (1) Gwo ponyèt (2) Patisipasyon tout moun (8) Pa reponn</p>	<p>DEM11</p>
<p>AUT1. Genyen moun ki di ke nou bezwen yon lidè fò ki pa bezwen sòti nan eleksyon. Gen lòt moun ki di, menm si bagay yo pa fonksyone, demokrasi elektoral, oswa vòt popilè, toujou pi bon. Ki sa w panse? [Li repons yo] 1) Nou bezwen yon li fò ki pa sòti nan eleksyon. 2) Demokrasi elektoral pi bon</p>	<p>AUT1</p>

<p>PP1. Nan peryòd eleksyon yo, genyen moun ki eseye fe lòt moun ale vote pou yon pati politik oswa kandida, konbyen fwa ou te eseye fè lòt moun ale vote pou yon pati politik oswa kandida? [Li repons yo] (1) Trè souvan (2) Souvan (3) Pa souvan (4) Pa di tou (8) PK/PR</p>	<p>PP1</p>
<p>PP2. Genyen moun ki travay pou kèk pati politik oswa kandida pandan kanpay elektoral la, eske w te travay pou yon kandida oswa pati politik pandan dènye eleksyon prezidansyèl 2006? (1) Wi, li te travay (2) Non, li pat travay (8) PK/PR</p>	<p>PP2</p>

<p>Mwen ta renmen pou ou di mwen si ou ta konsidere zak sa yo 1) Se koripsyon epi fòk yo pini yo; 2) Se koripsyon men gen rezon pou li fè sa nan kondisyon sa yo; 3) Se pa koripsyon.</p>	
<p>DC1. Yon egzamp: Yon depite asepte yon woulman 10 mil dola nan men yon biznis. Dapre ou menm, zak sa depite a fè la: 1) Se koripsyon epi fòk yo pini li 2) Se koripsyon men gen rezon pou li fè sa nan kondisyon sa yo 3) Se pa koripsyon Pk=8</p>	<p>DC1</p>
<p>DC10. Yon manmam ki genyen plizyè timoun te ale chèche yon ekstrè dachiv. Pou li pa pèdi tan ap rete tann, li peye anplwaye achiv nasyonal la 200 goud. Eske ou kwè zak madanm nan fè la: 1) Se koripsyon epi fòk yo pini li 2) Se koripsyon men gen rezon pou li fè sa nan kondisyon sa yo 3) Se pa koripsyon Pk=8</p>	<p>DC10</p>

<p>DC13. Yon moun ki nan chomaj epi ki se bòfrè yon politisyen enpòtan, li peye politisyen an yon lajan pou li kapab jwenn yon djòb leta. Eske ou kwè ke zak sa politisyen an fè la:</p> <p>1) Se koripsyon epi fòk yo pini li</p> <p>2) Se koripsyon men gen rezon pou li fè sa nan kondisyon sa yo</p> <p>3) Se pa koripsyon Pk=8</p>	DC13
--	-------------

	Non	Wi	PK	INAP	
Kounye a, an nou pale de eksperyans pa w ak bagay ki konn rive w nan lavi a.					
EXC2. Eske yon polisye te mande yon woulman nan dènye ane ki sot pase a?	0	1	8		EXC2
EXC6. Yon anplwaye leta/piblik te mande ou yon woulman nan dènye ane ki sot pase a?	0	1	8		EXC6
EXC11. Eske ou te ale fè demach nan DGI (Direksyon Jeneral Impò) nan dènye ane ki sot pase a? Non → ekri 9 Wi →Mande: Pou w fè yon demach nan lakomin nan dènye ane ki sot pase a, eske ou te genyen pou ou peye lajan anplis ke sa lalwa mande?	0	1	8	9	EXC11
EXC13. Eske w ap travay? Non → ekri 9 Wi →Mande: Nan travay ou a, yo te mande w yon woulman nan dènye ane ki sot pase a?	0	1	8	9	EXC13
EXC14. Nan denyè ane ki sot pase a, eske ou te fè yon demach nan tribinal yo? Non → ekri 9 Wi →Mande: Eske ou te genyen pou fè yon woulman nan tribinal yo nan dènye ane ki sot pase a?	0	1	8	9	EXC14
EXC15. Eske ou te itilize sèvis sante piblik nan dènye ane ki sot pase a ? Non → ekri 9 Wi →Mande: Pou yo te pran swen w nan lòpital oswa nan sant sante, nan dènye ane ki sot pase a, eske ou te fè yon woulman?	0	1	8	9	EXC15
EXC16. Eske ou te genyen timoun nan lekòl oswa nan kolèj nan dènye ane ki sot pase a? Non → ekri 9 Wi →Mande: Nan lekòl oswa nan kolèj, eske ou te genyen pou w bay yon woulman nan dènye ane ki sot pase a?	0	1	8	9	EXC16

	Non	Wi	PK	INAP	
EXC17 Eske ou te genyen yon moun ki te mande ou yon woulman pou evite ke yo te koupe kouran (elektrisite) w?	0	1	8		EXC17
EXC18. Eske ou kwè, jan bagay yo ye, gen de lè gen rezon pou w fe yon woulman?	0	1	8		EXC18
EXC19. Eske ou kwè ke nan sosyete nou an, ka gen rezon pou fè woulman poutèt move sèvis yap bay osinon pa gen rezon pou sa.	(0)	(1)	(8)		EXC19

EXC7. Daprè eksperyans pa ou oswa sa ou konn tande, eske ou ta di ke koripsyon kay fonksyonè leta/piblik yo...? [Li repons yo] (1) Komen anpil (2) komen (3) Pa komen (4) Pa komen di tou					EXC7
---	--	--	--	--	-------------

Kouman yo rele Prezidan aktyèl peyi letazini? [Pa li: George Bush] (1) Korèk (2) Pa korèk (8) Pa konnen (9) Pa reponn					G11
G12 Kouman yo rele Prezidan Palman an? [Pa li: Senatè Joseph Lambert] (1) Korèk (2) Pa korèk (8) Pa konnen (9) Pa reponn					G12
G13. Ki kantite depatman peyi a genyen? [Pa li: 10 depatman] (1) Korèk (2) Pa korèk (8) Pa konnen (9) Pa reponn					G13
G14. Ki valè tan yon prezidan dwe rete sou pouvwa? [Pa li: 5 lane] (1) Korèk (2) Pa korèk (8) Pa konnen (9) Pa reponn					G14
G15. Kouman yo rele Prezidan peyi Brezil la? [Pa li: Luis inácio Lula da Silva, asepte tou "Lula".] (1) Korèk (2) Pa korèk (8) Pa konnen (9) Pa reponn					G15

<p>VB1. An nou pale de lòt bagay.... Eske ou te enskri pou ou vote ? 1) Wi (2) Non 8) PK</p>	<p>VB1</p>
<p>VB2. Eske ou te vote nan dènye eleksyon prezidansyèl la ? 1) Wi, li te vote [Kontinye] 2) Non, li pat vote [Ale nan VB4] 8) PK [Ale nan VB6]</p>	
<p>HAIVB3 Pou ki moun ou te vote pou prezidan nan dènye eleksyon prezidansyèl la? 0. Ankenn moun (Vòt blan ou byen li te anile vòt li a) 1. René Préval (Fwon Lespwa) 2. Leslie Manigat (RDNP) 3. Charles Henry Baker (Respè) 4. Jean Chavannes Jeune (Union Nationale Chrétienne pour la Reconstruction d'Haïti) 5. Luc Mesadiou - (Mouvement Chrétien pour Batir une Nouvelle Haïti) 6. Serge Gilles (Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtienne) 7. Paul Denis (Oganizasyon Pèp Kap Lité) 8. Evans Paul (Alyans/Alliance Démocratique) 9. Guy Philippe (FRN) 10. Dany Toussaint (Mouvement Démocratique et Renforcement Haitien) 77. Lòt moun 88. PK/PR 99. Inap (Li pat vote) (Apre keksyon sa, ale nan VB8)</p>	<p>HAIVB3</p>
<p>VB4. [Sèlman pou moun ki te vote] [Pa li repons yo] Pou ki sa ou pat vote nan dènye eleksyon prezidansyèl la ? [Ekri yon sèl repons] 1. Pat genyen transpò 2. Maladi 3. Pat entèrese 4. Pat renmen ankenn kandida 5. Pa kwè nan sistèm lan 6. Pat genyen kat idantifikasyon nasyonal 7. Pat jwen non nan lis elektoral 10. Pat genyen laj pou vote 11. Li rive twò ta epi biwo te femen 12. Li te genyen pou li travay / Pa genyen tan 13. Andikape 14. Lòt rezon 88. PK/PR 99 Inap (Li te vote) (Apre keksyon sa, ale nan VB6)</p>	<p>VB4</p>
<p>VB8. [Pou moun ki vote] Lè ou tap vote, kiyès nan rezon sa yo ki t e pi enpòtan pou vòt ou a? [Li repons yo][Ekri yon sèl repons] (1) Moun kandida a ye (kalite) (2) Pati politik kandida a (3) Plan gouvènman kandida a (8) PK (9) Inap (Li pat vote)</p>	<p>VB8</p>
<p>VB6. Eske ou te vote pou depite nan dènye eleksyon ki sot fèt yo? 1. Wi [Kontinye] 2. Non [Ale nan VB10]. 8. PK [Ale nan VB10]</p>	<p>VB6</p>

<p>HAIVB7. Pou ki pati politik ou te vote pou depite nan premye tou nan dènye eleksyon yo ?</p> <p>0. Ankenn moun (Vòt blan ou byen li te anile vòt li a)</p> <p>1. Fwon Lespwa</p> <p>2. RDNP</p> <p>3. Respè</p> <p>4. Union Nationale Chrétienne pour la Reconstruction d'Haïti</p> <p>5. Mouvement Chrétien pour Batir une Nouvelle Haïti</p> <p>6. Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtienne</p> <p>7. Oganizasyon Pèp Kap Lité</p> <p>8. Alyans/Alliance Démocratique</p> <p>9. FRN</p> <p>10. Mouvement Indépendant pour la Réconciliation Nationale</p> <p>11. Lavalas</p> <p>77. Lòt pati _____</p> <p>88. PK/PR</p> <p>99. Inap (Li pat vote)</p>	<p>HAIVB7</p>
--	----------------------

<p>VB10. . Kounye a la, eske ou genyen panchan pou yon pati politik? (1) Wi [Kontinye] (2) Non [Ale nan POL1] (8) PK [Ale nan POL1]</p>	<p>VB10</p>
<p>HAIVB11. Pou ki pati politik ou genyen panchan ? [Pa li list la].</p> <p>1. Fwon Lespwa</p> <p>2. RDNP</p> <p>3. Respè</p> <p>4. Union Nationale Chrétienne pour la Reconstruction d'Haïti</p> <p>5. Mouvement Chrétien pour Batir une Nouvelle Haïti</p> <p>6. Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtienne</p> <p>7. Oganizasyon Pèp Kap Lité</p> <p>8. Alyans/Alliance Démocratique</p> <p>9. FRN</p> <p>10. Mouvement Indépendant pour la Réconciliation Nationale</p> <p>11. Lavalas</p> <p>77. Lòt pati _____</p> <p>88. Pa konnen</p> <p>99. INAP</p>	<p>HAIVB11</p>

POL1. Nan ki nivo ou enterese nan politik: Anpil, yon ti jan, pa anpil oswa pa di tou? 1) Anpil 2) Yon ti jan 3) Pa anpil 4) Pa di tou 8) PK		POL1	
POL2. Ki lè ou pale de politik avèk lòt moun? [Li repons yo] 1) Chak jou 2) Kèk fwa pa sèmen 3) Kèk fwa pa mwa 4) Pa tèlman 5) Pa di tou 9) PK		POL2	

ANN ITILIZE KAT “B” ANKÒ.

Kounye a, nou pral pale de atitud moun genyen. Nan nechèl 7 pwen sa, kote 1 vle di ou pa dakò di tou epi 7 vle di ou dakò nèt, nan ki nivo ou dakò ak pawòl sa yo?	Nechel							NS/ NR		
	Pa dakò di tou						Dakò nèt			
AA1. Yon fason ki efikas anpil pou korije erè anplwaye yo se pou fè -l obsèvasyon devan lòt anplwaye. Nan ki nivò ou dakò?	1	2	3	4	5	6	7	8	AA1	
AA2. Moun ki pote pi plis kòb nan kay la se li menm ki pou genyen dènye mo nan desizyon kap pran nan kay la. Nan ki nivo ou dakò?	1	2	3	4	5	6	7	8	AA2	
AA3. Nan lekòl, timoun yo dwe poze keksyon sèlman lè mèt la endike sa. Nan ki nivo ou dakò?	1	2	3	4	5	6	7	8	AA3	
AA4. Lè timoun yo fè dezòd ka gen rezon kèk fwa pou paran yo tape yo. Nan ki nivo ou dakò?	1	2	3	4	5	6	7	8	AA4	

PRAN KAT “B”.

Kounye a, an nou pale de lòt bagay, pafwa gen moun ki konn santi yo meprize yo poutèt aparans fizik yo oswa jan yo pale nan kote sa yo .										
DIS2. Nan biwo gouvènman (tribinal, lakomin, Ministè) (1) Wi (2) Non (8) PK/PR									DIS2	
DIS3. Nan entrepriz oswa biznis, lè ou te ale chèche travay (1) Wi (2) Non (8) PK/PR 9) Inap (pat chèche travay)									DIS3	
DIS4 Nan reyinyon oswa aktivite Sosyal (1) Wi (2) Non (8) PK/PR									DIS4	
DIS5. Nan plas piblik (tankou lari, mache, makèt) (1) Wi (2) Non (8) PK/PR									DIS5	

Pou nou fini, mwen pral mande kèk keksyon pou rezon estatistik...

ED. Ki dènye klas ou te gen chans fè lekòl?

_____ lane _____ (Primè, segondè, inivèsite) = _____ total lane [

Itilize tab anba pou ekri kòd la]

00. Ankenn nivo		
Primè	Segondè	Inivèsite
01 Preskolè	08 Sizyèm / 7 A.F.	15 Inivèsite 1
02 Preparatwa 1 / 1 A.F.	09 Senkyèm / 8 A.F.	16 Inivèsite 2
03 Preparawa 2 / 2 A.F.	10 Katryèm / 9 A.F.	17 Inivèsite 3
04 Elemantè 1 / 3 A.F.	11 Twazyèm	18+ (plis ke 4 lane)
05 Elemantè 2 / 4 A.F.	12 Segonn	
06 Mwayen 1 / 5 A.F.	13 Reto	
07 Mwayen 2 / 6 A.F.	14 Filo	
Pa konnen/Pa reponn		

Q2. Ki laj ou te genyen jou dènye fèt anivèsè-w? _____ lane **Q2**

<p>Q3. Ki relijyon w? [Pa li repons yo]</p> <p>1. Katolik</p> <p>2. Kreyen ki pa katolik (Temwen jeovà ladann tou)</p> <p>3. Lòt relijyon ki pa kreyen</p> <p>5. Leglis evanjelik</p> <p>4. Okenn</p> <p>6. Vodouyizan</p> <p>8. Pa konnen oswa li pa di ki relijyon</p>	Q3	
<p>[Montre list Kat E]</p> <p>Q10. An tou, konbyen kòb moun lakay ou fè pa mwa, lè ou konte transfè lajan fanmi nan peyi letranje voye fè kado ak lajan tout moun k-ap travay nan kay la?</p> <p>0. Ankenn revni</p> <p>1. Pas plis ke 2,000 goud</p> <p>2. 2,001- 3,000 goud</p> <p>3. 3,001-5,000 goud</p> <p>4. 5,001-8,000 goud</p> <p>5. 8,001-13,000 goud</p> <p>6. 13,001-20,000 goud</p> <p>7. 20,001- 30,000 goud</p> <p>8. 30,001-50,000 goud</p> <p>9. 50,000- 80,000 goud</p> <p>10. Plis pase 80,000 goud</p> <p>88. PK/PR</p> <p>Pran kat E</p>	Q10	
<p>Q10A. Eske fanmi w resevwa transfè lajan ki sòti nan peyi letranje?</p> <p>Non → ekri 99 epi ale nan Q10c</p> <p>Wi →Mande:</p>	Q10A	

Konbyen pa mwa? [Itilize kòd nan keksyon Q10 si li di kantite a nan monnen nasyonal. Si li di kantite nan monnen peyi letranje, ekri kantite ak monnen an] _____		
Q10B. Nan ki nivo nou depann sou transfè lajan fanmi nan peyi letranje? (1) Anpil (2) On ti jan (3) Pa anpil (4) Pa di tou (8) PK/PR	Q10B	
Q10C. Eske ou genyen moun nan fanmi w ki te viv nan kay la anvan sa k-ap viv kounye a nan peyi letranje? [Si li di wi, mande ki bò] (1) Wi, nan peyi Letazini sèlman (2) Wi, nan peyi Letazini ak nan lòt peyi (3) Wi, Nan lòt peyi (Pa letazini) (4) Non (8) PK/PR	Q10C	
Q14. Eske ou genyen lide ale viv osinon travay nan peyi letranje nan twa lane k-ap vini yo? 1) Wi 2) Non 8) PK/PR	Q14	
Q10D. Lajan yo peye nan travay la ak lajan tout moun nan kay la resevwa, eske: [Li respons yo] 1. Li kont pou nou viv, nou genyen lajan sere 2. Li kont pou nou viv, nou pa genyen lajan sere 3. Li pa kont, nou genyen pwoblèm 4. Li pa kont, nou genyen anpil pwoblèm/nou pa ka manje 8. [Pa Li] PK/PR 8		
Q11. Ki kondisyon matrimonyal ou? [Pa li repons yo] (1) Selibatè (2) Marye (3) Plase (4) Divòse (5) Kite apre maryaj/plasaj (6) Mari/madanm mouri (8) PK/PR	Q11	
Q12. Konbyen pitit ou genyen? _____ (00= Okenn) PK.....88.	Q12	_ _

HAIJEN1. Eske gen moun kap viv nan kay la ki genyen soti 18 jiska 24 lane ? (1) Wi (2) Non (8) PK	HAIJEN1	
HAIJEN2. Konbyen moun? 1) 1 3) 3 5) 5 7) 7 oswa plis pase 7 2) 2 4) 4 6) 6 9) Inap	HAIJEN2	
HAIJEN2. konbyen nan moun sa yo ki te resevwa lajan pou yon travay nan dènye 2 semenn ki sot pase yo? 1) 1 3) 3 5) 5 7) 7 oswa plis pase 7 2) 2 4) 4 6) 6 9) Inap	HAIJEN3	

HAIETID. Eske w ta di ke w se: Nwa, milat oswa blan? (1) Blan (4) Nwa (5) Milat (7) Lòt (8) PK/PR	HAIETID	
HAIETIDA. Eske w ta di ke manman w se yon moun: Nwa, milat oswa blan? (1) Blan (4) Nwa (5) Milat (7) Lòt (8) PK/PR	HAIETIDA	

HAI LENG1. Ki lang moun nan kay la plis pale yon ak lòt lè ou te timoun? [Ekri yon sèl repons] (1) Kreyòl (2) Franse (3) Panyòl (4) Angle (5) Lòt (8) PK/PR	HAI LENG1
--	------------------

Pou nou fini, eske ou genyen aparèy oswa bagay sa yo lakay ou a: **(Li repons yo)**

R1. Televisyon	(0) Non	(1) Wi	R1
R3. Frijidè (Refrijeratè)	(0) Non	(1) Wi	R3
R4. Telefòn òdinè (Teleco)	(0) Non	(1) Wi	R4
R4A. Telefòn potab, selilè	(0) Non	(1) Wi	R4A
R5. Machin oswa kamyon	(0) Non (1) Yon (2) De (3) Twa oswa plis pase twa		R5
R6. Machin pou lave rad	(0) Non	(1) Wi	R6
R7. Fou (micro-onde)	(0) Non	(1) Wi	R7
R8. Motosiklèt	(0) Non	(1) Wi	R8
R12. Dlo potab (tiyo) anndan kay la	(0) Non	(1) Wi	R12
R14. Douch anndan kay la	(0) Non	(1) Wi	R14
R15. Òdinatè	(0) Non	(1) Wi	R15

OCUP1. ¿Nan travay la, ki pòs ou okipe? [Pa li repons yo; si li di ke li pat travay ou byen li nan chomaj, mande li ki pòs li te okipe anvan sa (ekri kòd) epi ekri “Non” nan keksyon OCUP4] 1. Profesyonèl, Administratè 2. Teknisyen 3. Amplawye nan biwo 4. Komèsan 5. Agrikiltè 6. Travayè agrikòl 7. Travayè atizanal 8. Amplawye domestik 9. Lòt sèvis 10. Ouvriye kalifye 11. Ouvriye ki pa kalifye 12. Etidyan [Ale nan MIG1] 13. Fanm lakay (okipe kay la sèlman) [Ale nan MIG1] 14. Retrete, pansyonè, rantye [Ale nan MIG1] 88. PK	OCUP1	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
---	--------------	---

<p>OCUP4. Eske w ap travay kounye a? 1. Wi [Kontinye] 2. Non [Ale nan DESOC2] 8. PK/PR [Ale nan MIG1]</p>	<p>OCUP4</p>	
<p>OCUP1A Nan travay sa, eske ou se: [Li repons yo] 1. Amplwaye kap touche nan biwo leta? 2. Amplwaye kap touche nan biznis prive? 3. Patwon oswa asosye nan yon biznis? 4. Travay pou tèt pa l? 5. Travay san touche nan biznis lafanmi an 8. PK/PR 9. INAP</p>	<p>OCUP1A</p>	
<p>OCUP1B1. An tou, konbyen amplwaye ki genyen nan biznis oswa nan kote w ap travay la? [Li repons yo] (1) Pa pi plis ke 5 amplwaye (2) Genyen 5 jiska 9 amplwaye (3) Genyen 10 jiska 19 amplwaye (4) Genyen 20 jiska 100 amplwaye (5) Plis pase 100 amplwaye (8) PK/PR (9) INAP</p>	<p>OCUP1B1</p>	
<p>OCUP1C. Eske ou genyen yon asirans lasante? 1. Wi 2. Non 8. PK/PR</p>	<p>OCUP1C</p>	

<p>DESOC2. [SELMAN SI LI REPONN NON NAN OCUP4]=> Konbyen semèn ou te fè san travay nan dènye lane ki sòt pase a? _____ semèn (88) PK (99) Pa aplike</p>	<p>DESOC2</p>	<p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p>
--	----------------------	--

<p>MIG1. Lè ou te timoun, ki kote ou te rete? Nan yon seksyon kominal? lavil? Nan kapital (chef-lieu) depatman? 1. Nan yon seksyon kominal 2. lavil 3. Nan kapital (chef-lieu) depatman 8. Pk/PR</p>	<p>MIG1</p>	
<p>MIG2. 5 lane anvan sa, ki kote ou tap viv? [Li repons yo] 1. Nan menm komin sa [Ale nan TI] 2. Nan yon lòt komin nan peyi a [kontinye] 3. Nan peyi letranje [Ale nan TI] 8. PK/PR [Ale nan TI]</p>	<p>MIG2</p>	
<p>MIG3. Kote ou tap viv nan 5 lane anvan sa, eske se te: [Li repons yo] 1) Yon vil oswa seksyon kominal ki pi piti pase sa a (2) Yon vil oswa seksyon kominal ki pi gran pase sa a (8) PK/PR (9) PA</p>	<p>MIG3</p>	

Lè ankèt la te fini _____ : _____

TI. Konbyen tan ankèt la te dire [minit, gade nan paj # 1]

TI

Se tout keksyon mwen te genyen. Mèsi anpil pou kolaborasyon w.

Mwen deklare ke ankèt sa sa te fèt ak moun mwen di a .

Siyati anketè a _____ dat ____ / ____ / ____

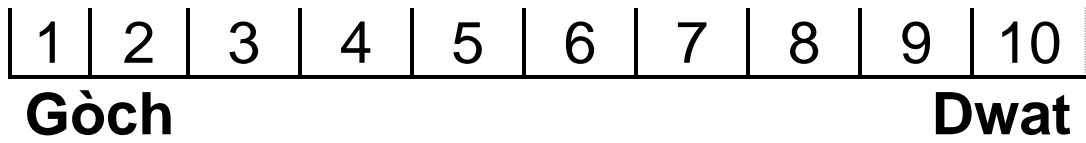
Siyati sipèvisè a _____

Komantè:

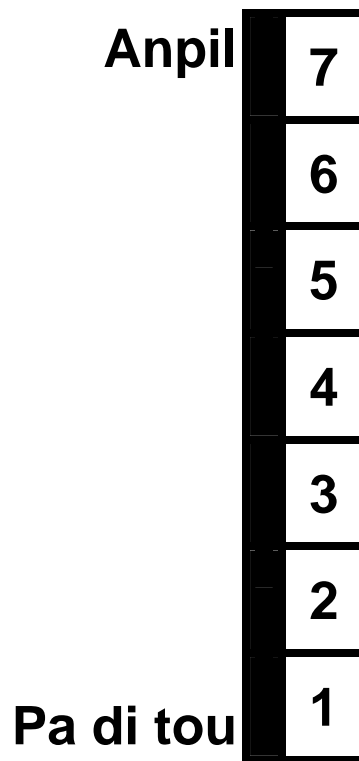
Siyati moun ki antre done yo _____

Siyati moun ki te verifye done yo _____

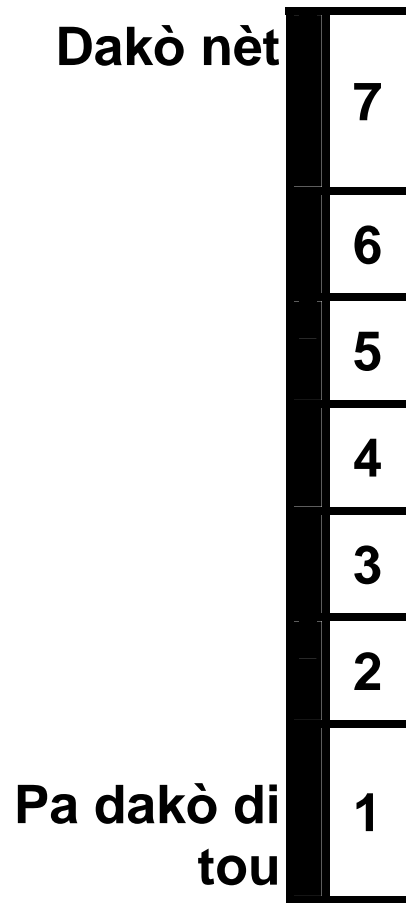
Kat # 1



Kat "A"



kat "B"



Kat "C"

Dakò nèt

10

9

8

7

6

5

4

3

2

Pa dakò di
tou

1

Kat E

- (00) Ankenn revni**
- (01) Pa plis pase 2,000 goud**
- (02) 2,001- 3,000 goud**
- (03) 3,001-5,000 goud**
- (04) 5,001-8,000 goud**
- (05) 8,001-13,000 goud**
- (06) 13,001-20,000 goud**
- (07) 20,001- 30,000 goud**
- (08) 30,001-50,000 goud**
- (09) 50,000- 80,000 goud**
- (10) Plis pase 80,000 goud**

Appendice C: Précision des résultats

Les sondages sont généralement exposés à deux types d'erreurs: les erreurs non liées à l'échantillonnage et les erreurs d'échantillonnage. Les premières surviennent au cours de la collecte et le traitement des informations. Ces erreurs peuvent être contrôlées par la construction d'un bon instrument de mesure, la formation adéquate des enquêteurs, la bonne supervision de terrain et la bonne programmation permettant une saisie juste des données. Cependant, elles ne peuvent pas être quantifiées. Toutefois, la comparaison des résultats obtenus à partir de l'échantillon avec la population fait voir si ces erreurs ont engendré des biais susceptibles de rendre l'échantillon non représentatif de la population. L'utilisation de computers manuels dans le Baromètre des Amériques 2006 dans certains pays a probablement contribué à réduire ces erreurs en permettant des contrôles de cohérence des réponses pendant le processus réel de l'entrevue. En outre, la non-utilisation du processus de saisie des données à ce stade a aussi permis de réduire les erreurs. L'utilisation traditionnelle du questionnaire nécessite la codification des questionnaires et le nettoyage des données une fois qu'elles arrivent au bureau, deux processus qui peuvent aussi engendrer des erreurs. Avec des questionnaires en papier, ce processus prend place plusieurs semaines après la collecte des données. La correction des erreurs détectées par le nettoyage des données au bureau ou par voie de programmation laisse plusieurs erreurs sans correction ou incorrigibles.

D'un autre côté, les erreurs d'échantillonnage sont un produit du hasard et résultent du fait qu'on mène les entrevues auprès d'un échantillon et non auprès de la population entière. En choisissant un échantillon, on doit savoir qu'il s'agit d'un seul échantillon parmi plusieurs autres possibles. La variabilité qui existe entre toutes ces erreurs d'échantillonnage possibles pourrait être connue si seulement on pouvait tirer tous les échantillons de la population, ce qui est évidemment impossible pour des raisons pratiques et financières. En pratique, ce qu'on fait c'est d'estimer l'erreur sur la base de la variance qui émane de l'échantillon lui-même.

En vue d'estimer l'erreur d'échantillonnage (EE) d'un paramètre statistique (par exemple, une moyenne, un pourcentage ou un taux), on calcule l'erreur standard, qui est la racine carré de la variance du paramètre au niveau de la population. Ce calcul permet de mesurer le degré de précision des éléments de la population dans des conditions similaires. Le calcul de l'erreur standard requiert que l'on considère le modèle d'échantillonnage. L'effet de ce modèle (en anglais DEFT).⁶⁹ indique l'efficacité de ce dernier par rapport au modèle d'échantillonnage aléatoire simple (en en anglais SRS).⁷⁰ Une valeur de 1 indique que l'erreur standard calculée sur la base des deux modèles d'échantillonnage (le complexe et l'aléatoire simple) est la même; c'est-à-dire, le complexe est aussi efficace que l'aléatoire simple (SRS) pour un échantillon de même taille. Si la valeur dépasse 1, l'échantillon complexe produit une erreur plus grande que l'aléatoire simple (SRS).

L'effet du modèle (DEFT) est donné par le rapport entre l'erreur liée à l'échantillonnage complexe (EE_{complexe}) et l'erreur liée à l'échantillonnage aléatoire simple (EE_{SRS}) ou:

⁶⁹ Designed effect.

⁷⁰ Simple Random Sampling.

$$DEFT = EE_{complex} / EE_{SRS}$$

Dans le tableau suivant, les intervalles de confiance (95, c'est-à-dire, 1.96 fois EE) et les effets du modèle (DEFT) sont présentés. Le tableau montre aussi la valeur du paramètre statistique en question (comme moyenne ou pourcentage). Les EE sont estimées par STATA9. Les valeurs extrêmes proviennent d'une grande homogénéité dans chaque grappe. En d'autres termes, dans ces cas il y a une ségrégation spatiale des gens d'après leur situation socio-économique, ce qui réduit l'efficacité de l'échantillonnage par grappe.

Il convient de noter que l'erreur d'échantillonnage est ordinairement 10 à 40 plus large que celle qu'on pourrait observer sur la base de l'échantillonnage aléatoire simple (SRS). Par exemple, dans le cas du Costa Rica, l'important index du système de support (PSA5) dénote une erreur d'échantillonnage de 0.66. Ce chiffre veut dire qu'un intervalle de confiance de 95 (calculé sur la base de 1.96 fois EE) autour de la moyenne de cet index (64.0) s'étend de 62.7 à 65.3. D'après les DEFT figurés au tableau, cet intervalle est 26 plus grand qu'un intervalle qu'on pourrait obtenir utilisant un échantillonnage aléatoire simple (SRS).

Pays	Moyenne	Erreur est.	Deft	Moyenne	Erreur est.	Deft	Moyenne	Err. est.	Deft
	Wealth			itlr			Corvic		
Mexique	4.93	0.10	2.12	58.61	1.21	1.62	37.12	1.99	1.63
Guatemala	3.19	0.22	4.25	59.09	1.40	1.87	18.02	1.36	1.37
El Salvador	3.37	0.13	2.71	62.25	1.22	1.48	13.36	1.05	1.29
Honduras	3.28	0.21	4.23	67.21	1.32	1.65	16.09	1.76	1.91
Nicaragua	2.43	0.24	5.73	60.22	0.98	1.24	17.99	1.26	1.38
Costa Rica	5.78	0.08	2.01	66.98	1.32	1.60	19.33	1.13	1.11
Panama	2.70	0.21	4.40	49.43	0.99	1.33	11.26	1.27	1.57
Colombie	3.68	0.13	2.93	62.72	1.34	1.66	9.73	0.93	1.21
Equateur	3.79	0.25	8.20	55.16	1.31	2.33	29.37	1.55	1.84
Bolivie	2.83	0.17	5.56	46.99	0.89	1.61	32.35	1.21	1.42
Pérou	3.24	0.30	6.87	42.98	0.80	1.12	30.27	1.33	1.12
Chili	5.13	0.09	2.02	58.95	1.61	2.02	9.43	0.81	1.08
Rép. Dominicaine	3.74	0.17	3.75	60.36	1.36	1.68	17.68	1.32	1.35
Haïti	1.71	0.18	4.16	42.12	2.09	2.61	50.09	2.50	2.02
Jamaïque	4.08	0.09	1.76	58.94	0.95	1.43	34.04	2.18	1.84

Pays	Moyenne	Erreur est.	Deft	Moyenne	Err. est.	Deft	Moyenne	Erreur est.	Deft
	PSA5			tol			Efigob		
Mexique	60.80	0.83	1.57	56.25	1.10	1.65	43.89	1.19	1.90
Guatemala	52.21	0.76	1.37	52.71	0.82	1.29	33.75	1.04	1.55
EL Salvador	55.36	0.91	1.71	55.76	0.69	1.10	43.85	1.11	1.66
Honduras	55.03	0.97	1.91	46.21	1.40	2.20	32.16	0.64	1.26
Nicaragua	45.34	1.14	1.97	53.49	2.34	3.49	32.20	0.97	1.76
Costa Rica	63.97	0.66	1.26	62.20	1.04	1.37	43.05	0.84	1.34
Panama	46.63	1.00	1.82	48.00	1.41	2.25	40.68	0.99	1.67
Colombie	56.99	1.00	1.83	51.83	1.14	1.60	48.88	1.19	1.90
Equateur	37.68	1.06	2.60	46.27	0.90	1.83	20.43	0.67	1.77
Bolivie	51.60	0.69	1.89	43.16	0.61	1.49			
Pérou	43.92	0.64	1.23	53.55	1.11	1.78	33.83	0.86	1.56
Chili	53.18	0.94	1.67	56.31	1.81	2.37	51.43	1.12	1.99
Rép. Dominicaine	57.65	0.78	1.36	58.94	1.15	1.39	55.04	0.84	1.26
Haïti	41.61	1.41	2.39	62.09	1.20	1.74	31.79	1.01	1.93
Jamaïque	48.87	0.92	1.58	72.67	1.11	1.81	37.49	0.84	1.53